

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Waterloo : la bataille de tous les enjeux

par

Pascal CYR

Département d'histoire

Faculté des études supérieures

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de docteur en histoire

Décembre 2007

Copyright, Pascal CYR 2007



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée Waterloo : la bataille de tous les enjeux

Présenté par

Pascal CYR

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

M. Paul Létourneau
Président rapporteur

M. Samir Saul
Directeur de recherche

M. Carl Bouchard
Membre du jury

Mme Annie Jourdan : Université d'Amsterdam
Examinatrice externe

M. Paul Létourneau
Représentant du doyen de la FES

26 JUIN 2008

Résumé

La présente thèse démontre que la campagne napoléonienne de 1815 n'est pas entreprise pour des motifs exclusivement stratégiques, mais aussi pour répondre à des nécessités d'ordres politique et financier. Lorsque Napoléon revient de l'île d'Elbe, il ramène avec lui la guerre contre l'Europe. À nouveau, celle-ci se coalise contre la France. À l'intérieur du pays, les effets sont immédiats. Napoléon perçoit des résistances à tous les échelons. D'une part, il doit composer avec la trahison et le manque de confiance de nombreux fonctionnaires. D'autre part, il lui faut juguler l'insurrection royaliste dans l'Ouest ainsi que la fronde des libéraux qui espèrent diminuer ses pouvoirs par le truchement de la rédaction de l'acte additionnel. Napoléon prend alors conscience que l'opposition de ces derniers a un impact certain sur la confiance des fournisseurs militaires. Louis XVIII ayant annulé leurs créances lors de la première Restauration, ceux-ci, qui ne croient pas dans la durée du régime impérial, ne sont plus disposés à lui faire crédit. Ainsi, l'Empereur doit payer comptant tout ce qu'il achète pour reconstituer l'armée qui doit entrer en campagne sous peu. Mais les réserves de numéraire étant très limitées, il doit multiplier les reconnaissances de dette ainsi que l'émission de bons du trésor, ce qui fait augmenter la dette de la France de façon considérable. Même s'il réussit à reconstituer une armée redoutable, elle n'est pas en mesure d'affronter l'ensemble des forces coalisées.

En fait, Napoléon souhaite disposer d'une armée de 800 000 hommes pour la fin de l'été 1815. Mais sans le soutien des financiers, des députés libéraux et des fonctionnaires, cela s'avère impossible. Le seul moyen pour lui de ramener la confiance des forces vives du pays, c'est la victoire. Il sait que, s'il réussit à faire un coup d'éclat sur le théâtre des opérations militaires, puisque la victoire a toujours été son principal soutien, il peut retourner la situation en sa faveur. Dans son esprit, la défensive n'est pas une alternative. De ce fait, la Belgique offrant les meilleures perspectives au niveau stratégique et tactique, il décide d'orienter son action offensive dans cette direction. Cependant, Napoléon va devoir également composer avec le manque de rodage de l'armée causée par la précipitation de la campagne. Les erreurs militaires, ainsi que les impératifs politiques et financiers qui ont grandement influencé ses décisions pendant la campagne ont finalement eu raison de lui à Waterloo.

Dans ces conditions, lorsqu'il revient à Paris, il ne peut espérer obtenir le soutien des libéraux et des financiers. À la nouvelle de la victoire de Ligny, ils s'étaient tous rangés derrière l'Empereur, ce qui prouve que son calcul n'était pas erroné. Mais lorsque survient la nouvelle de Waterloo, la perception à son endroit change dramatiquement. La Chambre des représentants, contrôlée par les libéraux, demande son abdication. Évidemment, les différents auteurs qui ont écrit sur le sujet ont conclu à la trahison. Mais, dans les faits, il s'agit de la politique que mène Napoléon depuis le coup d'État de brumaire. Dès Austerlitz, la victoire a toujours été son principal moyen de se maintenir sur le trône. Il est conforme à cette réalité que la défaite de Waterloo ait provoqué son abdication.

Mots clefs français

Napoléon
Révolution française
1^{er} Empire
Waterloo
France
Campagne de Belgique
Wellington
Armée française
Cent Jours
1815

Mots clefs anglais

Napoleon
French Revolution
First Empire
Waterloo
France
Hundred Days
French Army
Wellington
1815

Summary

This thesis demonstrates that the 1815 Napoleonic campaign was undertaken not only for strategic reasons, but also in response to political and financial needs. When Napoleon returned from the Island of Elba, he brought the war against Europe with him. Once again, Europe formed an alliance against France. Within the country, the effects were instantaneous. Napoleon met resistance at every level. First, he had to deal with treason and the lack of trust by many bureaucrats. He also had to check the royalist insurrection in the West and the liberal fronde who hoped to reduce his power through the drafting of the *Acte Additionnel*, or constitutional supplement. Napoleon became aware that opposition by the liberals had a significant impact on the confidence of military suppliers. As Louis XVIII had cancelled their claims during the First Restoration, the military suppliers, who did not believe imperial reign would last, were not more disposed to give him credit. The Emperor therefore had to pay cash for everything he bought to rebuild the army, which was soon to begin a campaign. However, as cash reserves were very limited, he had to multiply the acknowledgements of debt and the issuance of treasury bills, which increased France's debt considerably. Although he was able to reconstitute a formidable army, it was not able to resist the coalition's forces.

Napoleon wanted an army of 800,000 men for the end of the summer of 1815 but that was impossible without the support of the financiers, liberals and bureaucrats. The only way for him to win back the trust of the country's driving forces was through victory. He knew that if he was able to achieve a coup in military operations, he could turn things back in his favour as victory was always his stronghold. In his mind, taking the defensive was not an option. As Belgium offered the best strategic and tactical possibilities, he decided to turn his offensive action in that direction. However, Napoleon also had to deal with an unseasoned army due to the hasty start to the campaign. Military errors as well as political and financial dictates which greatly influenced his decisions during the campaign finally caught up with him at Waterloo.

Under these conditions, when he returned to Paris, he could not hope to receive the support of the liberals and financiers. With the news of the victory at Ligny, they all rallied behind the Emperor, which proves that his calculations were correct. However, when the news of Waterloo was received, perception of him changed dramatically. The *Chambre des représentants*, or House of Representatives, which was controlled by the liberals, asked him to abdicate. Various authors writing on the subject have said it was treason but, in fact, politics were driving Napoleon following the Brumaire coup d'état. Beginning with Austerlitz, victory was always his main way of keeping himself in power. Consistent with this reality, the defeat at Waterloo forced his abdication.

French key words

Napoleon
Révolution française
1^{er} Empire
Waterloo
France
Campagne de Belgique
Wellington
Armée française
Cent Jours
1815

English key words

Napoleon
French Revolution
First Empire
Waterloo
France
Hundred Days
French Army
Wellington
1815

Remerciements

Il est vrai de dire qu'une thèse de doctorat demande à l'étudiant qui décide de se lancer dans cette voie des efforts, des sacrifices et de la persévérance. Souvent, on m'a dit que j'avais beaucoup de courage d'avoir entrepris un tel projet. Mais dans les faits, sans le soutien indéfectible de mes proches et de mon directeur, jamais je n'aurais pu achever cette grande entreprise. Ainsi, toute ma reconnaissance va à ceux et à celles qui, par leurs gestes et leurs mots d'encouragement, m'ont aidé à traverser ces longues années.

Tout d'abord, j'aimerais remercier ma mère qui m'a toujours soutenu. Sans son aide, jamais je n'aurais pu terminer cette thèse. Je rends également justice à celui qui était mon directeur, M. Samir Saul. Son soutien, ses conseils et sa très grande disponibilité furent grandement appréciés. Et de ce fait, je me considère privilégié d'avoir rencontré une personne aussi consciencieuse dans son travail. Par la même occasion, je remercie également Mme Annie Jourdan pour ses précieux conseils qui m'ont aidé à approfondir certains aspects de la thèse ainsi que messieurs Paul Létourneau et Carl Bouchard qui l'ont lu et jugé avec attention.

Enfin, je ne puis oublier mes amis qui m'ont toujours encouragé sans la moindre défaillance. Ainsi, je remercie messieurs Dany Lemire et Claude Baspeyre à qui j'ai fait lire, parfois avec beaucoup d'insistance, certains chapitres de la thèse. Et enfin, j'exprime toute ma reconnaissance à M. Roger Fortier et Mme Louise Roy pour leurs encouragements répétés.

À tous et à toutes, merci beaucoup,

Pascal Cyr

Sherbrooke, 28 mai 2008

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
I. SOURCES PREMIÈRES ET IMPRIMÉS	12
II. MÉMOIRES DES CONTEMPORAINS	15
III. BILAN HISTORIOGRAPHIQUE	19
CHAPITRE I : LE CONGRÈS DE VIENNE, SYSTÈME OU SIMPLE ENTENTE?.....	29
I. LE RETOUR DES BOURBONS : UN GAGE DE PAIX POUR L'EUROPE	30
II. LES <i>LIMITES NATURELLES</i> , UN CONCEPT QUI TRANSCENDE TOUS LES RÉGIMES EN FRANCE, ANCIENS ET NOUVEAUX.....	32
III. LE TRAITÉ DE PARIS	40
IV. LE CONGRÈS DE VIENNE : LA RAISON D'ÉTAT JUSTIFIE TOUT	49
V. LE PARTAGE DES DÉPOUILLES DE NAPOLEON SOUS LE COUVERT D'UN SYSTÈME D'ÉQUILIBRE	59
VI. LE RETOUR DE L'ÎLE D'ELBE : LES COALISÉS ET LOUIS XVIII POUSSENT NAPOLEON À ROMPRE SON BAN	69
VII. LA COALITION CONDAMNE NAPOLEON SANS APPEL.....	84
CHAPITRE II : L'OPPOSITION DES FONCTIONNAIRES	88
I. LA MARCHÉ SUR PARIS	89
II. FORMATION DIFFICILE DU CABINET MINISTÉRIEL.....	94
III. INERTIE DES PRÉFETS.....	101
IV. L'HOSTILITÉ DES MAIRES	112
V. DE NOMBREUX PETITS FONCTIONNAIRES AGISSENT ÉGALEMENT CONTRE LE RÉGIME	120
VI. LA RÉSISTANCE DU BAS CLERGÉ.....	122
VII. MALGRÉ TOUT, LE PETIT PEUPLE RESTE DERRIÈRE LUI.....	133
CHAPITRE III : L'OPPOSITION DU PARTI ROYALISTE	143
I. L'ÉCHEC DU DUC DE BOURBON DANS L'OUEST	143
II. L'ÉCHEC DE LA DUCHESSE D'ANGOULÊME À BORDEAUX.....	148
III. L'ÉCHEC DU GOUVERNEMENT DE VITROLLES À TOULOUSE	150
IV. L'ÉCHEC DU DUC D'ANGOULÊME DANS LE MIDI	152
V. L'INSURRECTION DE L'OUEST : MANIFESTATION DU ROYALISME POPULAIRE.....	162
VI. DEVANT LE VIDE LAISSÉ PAR LES IMPÉRIAUX, LES INSURGÉS PASSENT À L'ACTION	168
VII. NAPOLEON N'A GUÈRE LE CHOIX DE RÉAGIR.....	171
CHAPITRE IV : VERS L'EMPIRE LIBÉRAL.....	177
I. L'HOMME DES FINANCIERS.....	178
II. L'AFFAIRE DES NÉGOCIANTS RÉUNIS.....	183
III. LE TEMPS DES CRISES	185
IV. LE SOUVERAIN LIBÉRAL	189
V. RÉDACTION DE L'ACTE ADDITIONNEL	194
VI. LA CONSTITUTION NE RÉUSSIT PAS	200
VII. LE BIDE DU CHAMP DE MAI	205
VIII. LA RÉUNION DES CHAMBRES	208
IX. NAPOLEON DOIT FAIRE UN COUP D'ÉCLAT.....	213
CHAPITRE V : LA PRÉPARATION DE L'ARMÉE.....	216
I. LES DÉPENSES MILITAIRES MINENT LE BUDGET DE L'EMPIRE.....	217
II. LA RÉALITÉ BUDGÉTAIRE DE 1815 POUSSE NAPOLEON À L'EMPRUNT	221
III. DE L'ARMÉE ROYALE À L'ARMÉE IMPÉRIALE : RAPPEL DES MILITAIRES EN CONGÉ ET RETOUR DE LA CONSCRIPTION.....	225
IV. FINI LE CRÉDIT	233
V. LA LOGISTIQUE, UN CASSE-TÊTE PERMANENT SOUS L'EMPIRE : L'ARMEMENT	237

VI. L'HABILLEMENT.....	245
VII. LA REMONTE.....	252
VIII. LES VIVRES.....	260
CHAPITRE VI : NAPOLEON CHOISIT L'OFFENSIVE.....	269
I. NIVEAU QUALITATIF DE L'ARMÉE : SOLDATS, COLONELS ET GÉNÉRAUX.....	270
II. LES MARÉCHAUX MIS SUR LA TOUCHE.....	280
III. PLAN DE CAMPAGNE : NAPOLEON NE COMPTE PAS SUR LES PLACES FORTES POUR STOPPER L'ENNEMI.....	284
IV. LE PLAN : MANŒUVRE SUR POSITION CENTRALE PAR COUP OFFENSIF.....	289
V. CARNOT NE SEMBLE PAS COMPRENDRE LES ENJEUX DU MOMENT.....	299
CHAPITRE VII : LA MANŒUVRE MANQUÉ.....	305
I. MALGRÉ UN PREMIER SUCCÈS À CHARLEROI, L'ARMÉE MONTRE SES PREMIÈRES DÉFAILLANCES.....	306
II. CONTRAIREMENT À BLÜCHER, WELLINGTON A-T-IL FAIT PREUVE DE PUSILLANIMITÉ?.....	321
III. LIGNY LA BATAILLE DES ESPÉRANCES DÉÇUES.....	327
IV. LA BATAILLE DES QUATRE-BRAS, LÀ OÙ LA MANŒUVRE DE NAPOLEON A ÉCHOUÉ.....	342
V. QU'ELLES SONT LES CAUSES DANS L'ÉCHEC DES QUATRE-BRAS?.....	355
CHAPITRE VIII : WATERLOO.....	359
I. INCERTAIN DES INFORMATIONS QU'IL DÉTIENT, NAPOLEON PERD SON TEMPS À LIGNY.....	359
II. LES LENTEURS DE GROUCHY.....	366
III. NAPOLEON, DE PAR SON INDÉCISION ET SES ORDRES MAL CONÇUS, MANQUE WELLINGTON AUX QUATRE-BRAS.....	370
IV. BILAN DE LA JOURNÉE.....	376
V. WATERLOO : LES TRACAS POLITIQUES HANTENT NAPOLEON JUSQU'À SON QUARTIER GÉNÉRAL.....	378
VI. LE PLAN DE BATAILLE : MANŒUVRE SUR POSITION CENTRALE.....	385
VII. NAPOLEON OUVRE LES HOSTILITÉS À HOUGOUMONT.....	391
VIII. L'AFFAIRE GROUCHY.....	396
IX. L'ATTAQUE DE DROUET D'ERLON (13H30 À 15H00).....	400
X. LES CHARGES DE NEY CONTRE LES POSITIONS ANGLAISES (15H00 À 17H00).....	406
XI. LA PRISE DE LA HAYE-SAINTÉ.....	412
XII. NAPOLEON JOUE SA DERNIÈRE CARTE (18H00 À 20H00).....	414
XIII. LA CURÉE.....	419
XIV. BILAN DE LA BATAILLE.....	422
CONCLUSION.....	427

Introduction

Depuis de nombreuses décennies, l'histoire bataille est méprisée par certains intellectuels qui considèrent toujours aujourd'hui que seules les études sociales sont dignes d'intérêt. En fait, la perception dominante chez les universitaires veut qu'il n'y ait plus rien à tirer de ce genre historique, que celui-ci se rattache davantage au récit qu'à l'analyse scientifique. D'aucuns ont la même opinion de l'histoire diplomatique et politique. Bénéficiant de l'espace laissé libre, les historiens amateurs reproduisaient les mêmes thèses que leurs prédécesseurs. L'histoire napoléonienne est l'exemple typique de ce phénomène. Même dans les ouvrages qui sont publiés aujourd'hui par les plus illustres auteurs de la période, on remarque qu'ils n'utilisent guère les sources de première main. On répète et on réinterprète inlassablement ce que d'autres auteurs ont écrit des décennies plus tôt. C'est là que réside le défi de l'histoire napoléonienne et, plus généralement, de l'histoire militaire. Il faut retourner aux archives afin de réécrire l'histoire et tirer de nouvelles conclusions. Les faits ne changent pas, mais, ils s'expliquent et s'analysent de différentes façons. C'est justement dans cette optique que nous avons décidé de rouvrir un sujet qui fut souvent traité.

Les Cent Jours et la campagne de 1815 ont souvent été étudiés et continuent de l'être dans plusieurs ouvrages. Il ne s'agira pas de nous inscrire dans le sillage d'Henri Houssaye, qui fait toujours autorité sur le sujet, mais bien d'expliquer pourquoi les événements sont survenus¹. Partant du principe de Clausewitz qui dit que la guerre est le prolongement d'une politique par d'autres moyens, nous tenterons de comprendre la nature des enjeux qui ont mené au désastre de Waterloo. Généralement, les auteurs de la période écrivent que Napoléon a été poussé par des pressions politiques externes². Ils ont conclu qu'il lui fallait agir au plus tôt avant d'être écrasé par la supériorité numérique des coalisés. L'argument est incontestable, mais il ne saurait suffire à expliquer l'ensemble des motifs de Napoléon. Par conséquent, un événement de cette envergure étant toujours très difficile à saisir dans toute sa complexité, cela nous a conduits à élaborer la problématique suivante: dans quelle mesure, en plus des impératifs stratégiques et

¹ Henry HOUSSAYE, *1815*. Paris, Librairie académique Perrin, 1898-1901, trois tomes.

² Jean TULARD, *Napoléon, les grands moments d'un destin*. Paris, Fayard, 2006, p. 533. — Jacques LOGIE, « La guerre inévitable », *Napoléon I^{er} le magazine du Consulat et de l'Empire*, *Waterloo, de la bataille à légende*, hors série no 7, juin 2007, p. 4-8.

tactiques, les facteurs politiques, administratifs, financiers, logistiques et socio-économiques ont eu un impact sur la décision de Napoléon d'entrer en campagne en 1815? D'une part, afin de répondre à ce questionnement, nous souhaitons illustrer que six principales causes sont à l'origine de la volonté de l'Empereur de prendre l'initiative sur le théâtre des opérations militaires : l'opposition passive ou active des fonctionnaires, l'opposition des royalistes, la fronde des libéraux par le truchement de la chambre des représentants, la méfiance des financiers, les carences logistiques et les impératifs stratégiques et tactiques. Dans l'esprit de Napoléon, la guerre et la gloire ayant toujours été les principaux supports de son pouvoir depuis brumaire jusqu'à 1814, il lui faut une victoire de l'ampleur d'Austerlitz pour surmonter l'ensemble de ces problématiques. En cela, nous le verrons plus loin, la Belgique semble être le théâtre d'opération tout désigné pour servir sa propagande. En conséquence, même en cas de périls extrême, Napoléon étant le général en chef et le chef de l'état, il lui était impossible de battre en retraite. Tout l'équilibre de son régime repose sur lui. Le désastre final de Waterloo est donc la résultante de cette nécessité de vaincre à tout prix.

D'autre part, il nous faut voir les conséquences de ces mêmes causes sur les opérations militaires, car, en plus d'avoir entravé la reconstruction de l'armée, toutes ces questions ont eu un impact certain sur la campagne puisqu'elles ont influencé les décisions de l'Empereur. En fait, ces causes sont en partie responsables du désastre de Waterloo et par conséquent, de l'échec de la campagne. C'est là, en deux points, l'hypothèse principale qui a guidé nos recherches. Mais tout d'abord, il nous faut comprendre les raisons qui conduisent à cette opposition, à cette résistance des différents paliers administratifs, des « partis » politiques et des milieux financiers.

Afin de bien analyser l'ensemble des données qui composent cette hypothèse, il est nécessaire, autant que cela se peut, de faire une comparaison avec l'année 1805 qui, en dépit de la victoire éclatante d'Austerlitz, constitue le début du déclin de l'Empire napoléonien. De nombreux auteurs ont dit et répété que les Cent Jours n'étaient qu'une parenthèse dans l'histoire, voire un ultime sursaut de l'Empereur pour reprendre le pouvoir. Un sursaut, cela est indéniable. Mais ce serait toutefois une erreur de prétendre qu'il s'agit d'un simple intermède parce que cette période est la conclusion naturelle d'un enchaînement événementiel commencé au début de cette même année 1805. En fait, la

majorité des difficultés rencontrées y puisent leur origine. Dans cette optique, le moteur de cette large opposition, de ces résistances intérieures énoncées dans l'hypothèse, c'est évidemment la guerre que Napoléon rapporte avec lui lors de son retour de l'île d'Elbe. Pour une très large partie des Français, c'est le retour aux sacrifices humains et matériels commencé en 1804 et 1805. La France est de nouveau forcée de vaincre sur le continent jusqu'à son épuisement ou de celui de ses adversaires. C'est la même histoire qui se poursuit depuis la défaite de Trafalgar, c'est-à-dire l'enfermement sur le continent. À ce titre, Thierry Lentz a été justifié d'écrire : « Dès lors, la situation diplomatique apparaissait comme durablement bloquée, « système napoléonien » contre « équilibre européen », à moins qu'une grande défaite terrestre de Napoléon ne renverse son Empire³. » De ce fait, sauf pour l'Empereur d'Autriche qui semble vouloir montrer quelques hésitations à repartir de nouveau en guerre contre son gendre, il est nécessaire pour les coalisés de l'abattre à nouveau afin de préserver « l'équilibre européen ». La déclaration du 13 mars, signée par les huit puissances, fait en sorte d'éliminer toutes formes de tergiversations.

D'une violence et d'une concision peu commune dans les annales diplomatiques, elle lie les puissances alliées entre elles et tue dans l'œuf toute velléité hésitante, notamment de la part de l'Autriche dont l'empereur est tout de même le beau-père de Napoléon et le grand-père de l'Aiglon⁴.

La liberté, l'égalité et la fraternité sont certes des concepts menaçants pour elles, mais pas autant que les enjeux géostratégiques qui font également partie de tout le bagage idéologique véhiculé par la Révolution. Le congrès de Vienne en est l'éclatante démonstration. Après avoir abattu le conquérant, projet qu'ils caressaient déjà en 1805, les principaux coalisés ont entrepris de remodeler l'Europe à leur avantage. Par conséquent, il leur a fallu faire des compromis pour s'entendre sur les modalités du partage. Ayant mis Louis XVIII sur le trône afin que la France demeure à l'intérieur de ses nouvelles frontières tracées par le traité de Paris, ils ne peuvent accepter que celui qui incarne les idéaux révolutionnaires, dont fait partie la politique des Limites naturelles qui elle-même, est la base véritable du système napoléonien, ne vienne troubler l'équilibre

³ Thierry LENTZ, *Nouvelle histoire du premier empire. Napoléon et la conquête de l'Europe*. Paris, Fayard, 2002, p. 184.

⁴ Emmanuel de WARESQUEL, *Talleyrand : le prince immobile*, Paris, Fayard, 2003, p. 491.

européen à nouveau. En fait, ils craignent que Napoléon ne remette en question le partage de Vienne. Dans ces conditions, même s'il proteste de ses bonnes intentions, de sa volonté de vouloir respecter le traité de Paris lors de son retour sur le trône en 1815, rien n'y fait. Les puissances coalisées, dans cette même déclaration du 13 mars, qualifient Napoléon Bonaparte de hors-la-loi. De façon inévitable, la guerre a un impact sur l'opinion française, ce qui engendre les résistances et les oppositions énoncées plus tôt.

Dans un premier temps, il lui faut composer avec l'opposition passive ou active des fonctionnaires, c'est-à-dire les préfets, les sous-préfets, les maires et les employés subalternes au service de l'État. Certes, tous ces gens ne sont pas opposés à son retour, puisqu'il y en a un certain nombre qui le servent avec zèle. Cependant, il doit composer avec ceux qui versent dans la résistance et les autres qui ne montrent guère de volonté à le servir parce qu'ils savent que la guerre amène la conscription et les réquisitions. Depuis 1805, et cela de façon croissante, Napoléon n'a cessé d'utiliser ces méthodes pour combler les pertes humaines et logistiques de l'armée. La France n'étant pas encore relevée de ces longues années de guerre, celle-ci n'a plus rien à donner en 1815. Ainsi, de nombreux préfets estiment qu'ils ne pourront pas satisfaire aux demandes de l'Empereur qui, de toute manière, est condamné d'avance. Mais si les préfets ne sont pas les traîtres qu'on décrit généralement, hormis quelques exceptions dans l'Ouest et le Midi, il n'en va pas de même pour les maires.

De nombreuses mairies sont alors occupées par des sympathisants royalistes. Aidés par des fonctionnaires hostiles au régime, ce sont eux qui travaillent en sous-main pour saper le pouvoir de l'Empereur. Ils multiplient les tracasseries en refusant de lui prêter serment et de publier ses proclamations et ses ordonnances. Dans les départements de l'Ouest, soutenus par certains membres du clergé qui refusent de faire la prière à l'Empereur, de hisser le drapeau tricolore sur leurs clochers et qui prêchent l'abstention dans leur paroisse respective lors du plébiscite sur l'acte additionnel, ils excitent même à la révolte. Il en va de même pour de nombreux petits fonctionnaires. Les procédés qu'ils utilisent afin de paralyser les rouages de l'État vont de la résistance bureaucratique au refus d'approvisionner les soldats jusqu'à la distribution d'imprimés séditieux. Par conséquent, malgré toutes les mesures qui sont prises pour épurer la fonction publique des indésirables, une victoire remportée sur le champ de bataille demeure la seule

solution pour faire redémarrer l'appareil administratif à son plein rendement. La gloire militaire ayant toujours légitimé son pouvoir et ses actions, cela lui donnera les coudées franches et le temps nécessaire pour procéder à l'épuration des fonctionnaires indésirables, ce que Carnot se refuse à faire parce qu'il craint de déstabiliser l'appareil administratif. De leur côté, les fonctionnaires fidèles savent que, si Napoléon ne revient pas avec un succès militaire, ils n'auront pas l'autorité nécessaire pour effectuer les réquisitions, la perception des impôts et faire appliquer la conscription.

Dans un deuxième temps, Napoléon doit composer avec les Royalistes. Dès son retour, ils tentent de fomentier une guerre civile. Mais les anciens nobles, tels le duc de Bourbon ainsi que le duc et la duchesse d'Angoulême, échouent dans leur projet de soulever le Midi et l'Ouest de la France. Ayant rencontré beaucoup de sympathie dans les villes portuaires, comme Bordeaux et Marseille qui ont été fortement éprouvées par le blocus continental et les crises économiques, ils n'ont pu rallier la population des provinces à leur cause, qui, de leur côté, a bénéficié des largesses de l'Empire. Il est à noter qu'il y a longtemps que le peuple français, indépendamment de ses sympathies, ne s'identifie plus à ces vieilles figures du passé. Mais, paradoxalement, le mouvement d'opposition sera causé par Napoléon lui-même. N'ayant pas connu de véritable opposition royaliste au cours de son règne, hormis quelques complots, il croit que les départements de l'Ouest ne bougeront pas. En conséquence, il estime être en mesure d'y publier les listes de rappels. Or, c'est précisément cette action qui met le feu aux poudres puisque les paysans y voient le prélude à la conscription. Même s'ils se réclament de Louis XVIII par le truchement des anciens chefs de la grande guerre de Vendée, le mouvement, qui n'a pas l'importance de 1796, est une protestation sociale évidente. Les paysans ne se battent pas pour le retour des princes, mais bien pour ne pas être envoyés à la guerre.

Au départ, Napoléon ne prend pas au sérieux ce soulèvement, mais les messages alarmistes envoyés par ses commandants sur le terrain le poussent à dégager des troupes de l'armée principale qui doit entrer en Belgique pour combattre les Prussiens et les Anglais. Dans ce cas, la répression par les troupes du général Lamarque dans l'Ouest doit impérativement s'accompagner d'une victoire sur les coalisés afin de décourager les royalistes de toutes extractions de s'opposer au régime. Ainsi, il lui faut montrer sa force

autant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ce qui lui permettra, à tout le moins, de récupérer les 20 000 hommes envoyés dans l'Ouest pour mater la rébellion.

Dans un troisième temps, toujours en raison de la guerre contre l'Europe, ce sont les libéraux dans leur ensemble qui s'opposent au retour de Napoléon. L'ayant mis au pouvoir le 18 brumaire afin de faire triompher l'idéal de 1789, finir la Révolution, créer un ordre politique stable, rétablir l'ordre social et préserver leurs intérêts financiers, ils craignent maintenant le retour du despotisme et surtout, la ruine du commerce et de l'industrie.

Le retour de Bonaparte fut un coup mortel pour les commerçants de France qui avaient recommencé des spéculations lointaines, dont la réussite dépendait de la paix qu'il ne pouvait point troubler, et certainement ce ne fut point dans les ports de mer, ni à la Bourse, ni dans aucune maison de banque ayant avec l'étranger des rapports étendus, qu'on put remarquer, à la nouvelle de son arrivée, de l'allégresse ou de l'enthousiasme⁵.

Ainsi, afin d'éviter les dérives despotiques, militaires et économiques des années antérieures qui ont conduit à la promulgation unilatérale du blocus continental, les libéraux tentent, par le truchement des Chambres et la rédaction de l'acte additionnel, de limiter ses pouvoirs au niveau politique. Pour rallier ce groupe derrière lui, car il constitue la véritable base de son trône, Napoléon annonce qu'il entend devenir un souverain libéral. Par conséquent, le pouvoir sera partagé entre lui et les Chambres. Or, ils n'ont pas confiance dans sa parole. Ils croient que le régime, en raison du nombre écrasant d'ennemis qui marchent vers la frontière, n'a aucune chance de survie. Profitants de sa faiblesse, car la défaite de 1814 a laissé des taches sur sa réputation d'invulnérabilité, ils tentent de lui arracher le plus possible de libertés afin de les imposer à son successeur⁶. Les libéraux, on le constate, travaillent afin de faire triompher leurs idéaux politiques. Mais, Napoléon n'est pas dupe. Il est conscient que, s'il veut leur redonner confiance, compte tenu que ceux-ci estiment qu'il n'a aucune chance de sortir victorieux de cette guerre avec l'Europe, il doit remporter une victoire militaire décisive qui changera leur état d'esprit.

Dans un quatrième temps, nous verrons que le manque de confiance des libéraux en Napoléon amène aussi la méfiance des financiers. Afin de reconstruire l'armée, il doit

⁵ Benjamin CONSTANT, *Mémoires sur les Cent-Jours*. Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1824, p. 65.

⁶ Pierre ROSANVALLON, *La monarchie impossible : les chartes de 1814 et de 1830*. Paris, Fayard, 1994, p. 68-69.

impérativement trouver de l'argent. Mais, contrairement aux années antérieures, ceux-ci ne sont pas coopératifs. Sans illusion sur la pérennité de son pouvoir, ils refusent catégoriquement de lui faire crédit. Ils craignent que, si Louis XVIII revient sur le trône, il ne reconnaisse pas les dettes contractées par « l'usurpateur ». Comme il les a annulées lors de la première Restauration, ils savent qu'il n'hésitera pas à utiliser de nouveau ce procédé. De fait, lorsque Napoléon leur demande des avances en argent et en matériel pour équiper ses armées, les fournisseurs et les munitionnaires expriment le souhait d'être payés comptant. Sans autre choix, en plus de recourir aux institutions financières, tels la Banque de France et la caisse d'amortissement, il multiplie la vente de bons du trésor et les reconnaissances de dettes. En conséquence, sans augmenter le déficit, il augmente la dette nationale de façon considérable. Même s'il réussit à mettre sur pied une armée redoutable, l'argent et les ressources matérielles manquent toujours pour compléter la défense du pays. Les gardes nationaux manquent de fusils et la plupart des forteresses qui, en principe, doivent arrêter l'ennemi aux frontières, ne sont pas en mesure de subir un siège. De plus, les moyens de production n'étant pas adéquats pour combler les besoins matériels nécessaires à une armée de 800 000 hommes, puisque c'est là l'objectif de Napoléon pour septembre 1815, il compte sur les réserves de l'ennemi. Depuis 1805, en plus de maintenir la confiance des fournisseurs et des financiers, la victoire a toujours pourvu ses armées. Dix ans plus tard, cette façon de faire n'a pas changé et, comme par les années passées, il espère qu'elle fera s'ouvrir les bourses de ces mêmes financiers et viendra compenser les insuffisances des structures de production de la France. La Belgique, encore une fois, devra contribuer à équiper ses armées.

Dans un cinquième temps, à l'énoncé des quatre premiers facteurs, on constate que Napoléon mise sur un succès militaire pour régler l'ensemble de ses problèmes internes. C'est pourquoi il répond à Carnot qui lui suggère d'attendre l'ennemi sur le territoire national : « ma politique veut un coup d'éclat⁷. » De leur côté, il va de soi que les coalisés ne sont pas insensibles aux impératifs qui guident Napoléon.

La puissance de Bonaparte en France, écrit Wellington, est fondée sur le militaire et sur rien d'autre, et il faut ou détruire ou contenir le militaire avant que le peuple puisse ou

⁷ Hippolyte CARNOT, *Mémoires de Lazare Carnot : 1753-1823*. Paris, Hachette, 1907, tome II, p. 505.

même oser parler. Pour opérer contre le militaire français en France avec effet, il faut des armées nombreuses, qui ne laissent pas longtemps la chose en doute⁸.

Napoléon sait, et les alliés savent que, s'il remporte des victoires, le peuple et les institutions le soutiendront. Le temps joue contre Napoléon, mais les alliés sont conscients que, s'ils ne l'écrasent pas rapidement, ce même facteur temporel deviendra son atout. Dans ces conditions, le plan que Napoléon met sur pied s'inscrit précisément dans l'expression de cette nécessité de soutien. Il doit frapper vite et fort. Il sait que les coalisés ne sont pas encore prêts à passer la frontière, car seuls les Prussiens et les Anglais se maintiennent en Belgique. Avec les renseignements qu'il reçoit, il sait que leurs forces sont divisées. Il y voit la possibilité de frapper au centre par la route de Bruxelles, ce qui lui permettra d'attaquer isolément Prussiens et Anglais. C'est une manœuvre sur position centrale par coup offensif. La destruction successive des deux armées et la prise de la ville devraient lui donner le coup d'éclat qu'il espère. La coalition déstabilisée par ce succès militaire, il devrait être en mesure d'unir les forces vives du pays derrière lui. Mais la précipitation de la campagne fait surgir des carences organisationnelles à l'intérieur même de l'armée. En fait, trois mois n'ont pas été suffisants pour remettre sur pied une armée capable d'entrer en campagne. La première carence réside dans le corps des officiers. Minés par la jalousie et la méfiance qu'ils ont les uns envers les autres, la plupart d'entre eux, qui viennent de recevoir des promotions, n'ont pas eu le loisir de se familiariser avec leurs nouvelles fonctions. Par ailleurs, ils n'ont pas eu le temps nécessaire de se faire connaître des soldats et c'est cela qui demeure le principal handicap de l'armée, car ceux-ci n'ont pas confiance dans leurs officiers dont beaucoup sont associés à la première abdication de Napoléon. À la veille d'entrer en campagne, il est évident que l'armée manque de discipline.

De son côté, même si ses préoccupations premières vont à la réorganisation de l'armée, Napoléon, en raison des difficultés internes qui l'assaillent de toutes parts, n'est pas en mesure de juger de sa qualité. Étant donné qu'il rejoint la frontière trois jours seulement avant d'entrer en campagne, il ne pouvait en être autrement. Par conséquent, sa méconnaissance des capacités véritables de l'armée lui fera élaborer un plan qui se

⁸ Lettre de Wellington à Blacas du 1^{er} mai 1815 publié dans *Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand*. Recueil de documents inédits publié pour la société d'histoire contemporaine par M.M Edouard Romberg et Albert Malet, Paris, 1898, tome I, p. 105. Cité par Luigi MASCILLI MIGLIORINI, *Napoléon*. Paris, Tempus, Perrin, 2004, p. 447-448.

révélera très difficile à suivre. Lorsqu'il décide de séparer l'armée en deux ailes, il ne prend pas conscience qu'en raison du fait qu'il a rappelé le maréchal Ney quelques heures seulement avant le début de la campagne, celui-ci n'a pas d'état-major pour diriger l'aile gauche, une force de 47 000 hommes. Ainsi, le maréchal ne connaît pas les chefs d'unités qui sont sous ses ordres ni la position de ces derniers. Il devra se débrouiller sur le terrain pour combler cette lacune. Au niveau organisationnel, *l'Armée du Nord* n'avait donc pas les capacités d'évoluer en deux ailes distinctes. Dans ces conditions, la coordination des mouvements des corps d'armée ne pouvait s'effectuer avec diligence et exactitude, d'autant plus que les objectifs de campagne, suite à la traversée de la Sambre, ne sont pas clairement définis par Napoléon. Lui-même, d'un naturel si assuré, aura des hésitations quant à la marche à suivre. Il perdra son temps au matin du 17 juin en ne sachant trop s'il faut laisser l'armée se reposer, poursuivre les Prussiens ou attaquer les Anglais. Ayant trop tardé à donner ses ordres, il fera échouer la mission de Grouchy qui consistait à poursuivre Blücher en plus de laisser échapper Wellington alors toujours en position à Quatre-Bras. De plus, les facteurs de politique intérieure ont un impact décisif sur les décisions que Napoléon prend à Waterloo. En fait, son obstination à vouloir rester sur le champ de bataille, malgré le caractère évident de la défaite est conditionnée par sa position politique et financière qui l'oblige à vaincre à tout prix. La retraite n'est donc pas une alternative. Donc, il serait vain de continuer à blâmer les maréchaux Ney, Grouchy et Soult de la défaite car, comme nous le verrons dans cette thèse, les causes de cette dernière transcendent largement les actions de ces deux hommes.

Somme toute, on constate qu'il n'y a aucune rupture idéologique entre les Cent jours et les années fastes de 1805. Dans l'esprit de Napoléon, la guerre lui est nécessaire pour exister. Sans le support de la gloire militaire, il n'aurait jamais été en mesure d'obtenir les appuis politiques et financiers pour effectuer le coup d'État du 18 brumaire et, par la suite, atteindre la dignité impériale. C'est sur la gloire qu'il apporte que repose la confiance du pays à son endroit. « Condamné non seulement à ne pas faire la paix, mais à ne jamais perdre une bataille importante, il remet sans cesse sur le tapis de

l'histoire une mise qui ne cesse aussi de grossir⁹. » Ainsi, en 1815 comme en 1805, il doit périr ou gagner par la fortune des armes.

I. Sources premières et imprimés

Afin de donner corps à l'hypothèse de départ, il a fallu retourner aux sources, ce qui n'a pas été fait depuis 1924, avec la publication de la thèse sur les Cent Jours d'Émile le Gallo¹⁰. Avant lui, seul Houssaye s'est donné cette peine, ce qui explique que les documents déposés aux Archives nationales sont presque tous dans un état impeccable. Concernant le dernier gouvernement de Napoléon, celui des Cent Jours, il nous a fallu consulter les archives du pouvoir exécutif dont les documents, pour l'année 1815, se trouvent dans la série AF IV. Celle-ci regroupe dix-sept cartons dont les cotes vont de 1933 à 1950. Les trois premiers, identifiés aux numéros 1933, 1934 et 1935, répondent au nom de *Séances de la commission de gouvernement*. On y retrouve les rapports de finances de l'État, de la Direction des cultes, de la police et du ministère de l'Intérieur. Ils sont généralement adressés à l'Empereur. Pour ce qui est de la police et de l'Intérieur, ceux-ci sont dressés sous forme d'inventaire. En quelques lignes seulement, Napoléon pouvait se faire une idée très précise de l'état d'un département et de la compétence du préfet qui s'y trouvait. Il pouvait ainsi juger périodiquement de l'amélioration ou de la dégradation de l'opinion à l'intérieur du pays.

Les cartons de 1936 à 1941 concernent tout ce qui est relié à la Guerre, c'est-à-dire l'organisation des armées, les événements militaires, le personnel, le matériel ainsi que la marine et les colonies. Pour cette partie, le principal interlocuteur de Napoléon est le maréchal Davout, alors ministre de la Guerre. C'est lui qui rédige ou fait rédiger les rapports sur les multiples questions que l'Empereur lui pose ainsi que les états de situation des corps d'armée. À la lecture de ces documents, on comprend les réalités financières et logistiques que rencontre l'armée. Quant aux autres correspondants, ce sont les gouverneurs des régions militaires. Au nombre de vingt-cinq, celles-ci regroupent plusieurs départements. Habituellement, chacune d'entre elles est sous la responsabilité d'un seul homme. Mais, en 1815, il n'est pas rare qu'un gouverneur soit responsable de

⁹ François FURET, « Bonaparte » in *Dictionnaire critique de la Révolution française*, p. 72. Cité par Annie JOURDAN, *L'Empire de Napoléon*. Paris, Flammarion, 2000, p. 17.

¹⁰ Emile LE GALLO, *Les Cent jours : Essai sur l'histoire intérieure de la France depuis le retour de l'île d'Elbe jusqu'à la nouvelle de Waterloo*. Paris, Librairie Félix Alcan, 1924, 510 p.

plusieurs régions. C'est le cas du général Delaborde, qui a sous sa responsabilité les 12^e, 13^e et 22^e divisions militaires, ce qui totalise quatorze départements. Par conséquent, les gouverneurs militaires renseignent également l'Empereur sur la situation des départements, ce qui lui permet de faire des corrélations avec les documents qui lui viennent des ministères de la Police et de l'Intérieur.

Il arrive parfois que les opinions des militaires et des fonctionnaires divergent. Afin d'avoir une idée plus précise de la situation, Napoléon a créé les commissaires extraordinaires dont les rapports sont classés dans la série F1A appelée : *Commissaires ou délégués extraordinaires du gouvernement : 1792-1815*. Pour la période qui nous intéresse, il faut consulter les cartons 555 et 556. La majorité de leurs rapports ayant été adressés à Carnot, alors ministre de l'Intérieur, très peu ont été lus par l'Empereur. De plus, même lorsque les commissaires corroborent la version des militaires, leurs comptes rendus sont souvent incomplets puisque l'information qu'on y retrouve est beaucoup moins étoffée que celle donnée par le ministère de l'Intérieur. Le maréchal Davout, on le verra, va s'en plaindre amèrement à Carnot¹¹. Toujours dans la série AF IV, les cartons 1942 à 1950 rassemblent toutes les adresses envoyées à l'Empereur, c'est-à-dire les pétitions, les demandes et les dénonciations en tout genre. Les derniers documents consultés aux Archives nationales le furent à l'intérieur de la sous série F7, *Police générale* qui recense au-delà de 13 200 articles. Les plus intéressants sont concentrés dans les cartons 3785 et 9679, qui contiennent respectivement les copies des minutes destinées aux archives du ministère de la Police et les situations de départements pour les années 1815 à 1830¹².

Les autres fonds d'archives consultés par nous se trouvent au Service historique de la Défense au château de Vincennes. Toujours pour la période concernée, nous avons d'abord consulté le fond intitulé *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*. Répertoire sous la cote C16, celui-ci comprend vingt-quatre cartons classés de façon chronologique. Les documents qu'on y retrouve, émanant pour la plupart de militaires, sont un excellent complément afin de soupeser et d'analyser ceux des Archives

¹¹ *Correspondance du maréchal Davout : ses commandements, son ministère : 1801-1815*. Paris, Plon, 1885, p. 534. Au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, 1713, 15 mai 1815.

¹² Publié sous la direction de Jean FAVIER, *Les Archives nationales, état général des Fonds*. Paris, Archives nationales, 1978, p. 146. - Pour les années antérieures, soit de 1804 à 1806, voir Ernest d'HAUTERIVE, *la Police secrète du Premier Empire*. Paris, Perrin, 1908-1964, 5 volumes.

nationales. Comme le nom l'indique, les sujets sont très variés. On y retrouve des lettres sur la situation civile et militaire à l'intérieur des départements ainsi que sur la logistique. Pour la formation de l'armée et les événements entourant la campagne de Belgique, il faut se tourner vers les six cartons que comprend le fond *Armée du Nord*, classé chronologiquement à la cote C15. Sous cette même cote, nous avons également consulté les cartons suivants : *Registre de correspondance du général Reille*, *Copie des lettres adressées au général Vandamme*, *Livret de l'organisation de l'armée du 15 avril* et *Commission Berthezène pour le placement des officiers*. Même s'ils ne sont pas classés par sujet, ces documents sont aisément consultables parce que chacun d'entre eux comprend une fiche analytique qui résume les principaux points de son contenu¹³.

Par ailleurs, il a fallu fouiller les cartons 191, 192 et 193 qui s'intitulent respectivement : *Analyse des rapports du maréchal prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, à l'Empereur et au Roi, du 14 avril au 21 juillet*, *Correspondance du maréchal Davout, ministre de la Guerre, du 21 mars au 16 avril 1815* et *Correspondance du ministre, du major général pendant les Cent jours*. Ces documents sont indispensables pour compléter certains imprimés dont : la *Correspondance de Napoléon 1^{er}* et la *Correspondance du Maréchal Davout*¹⁴. Du côté anglais, on peut consulter la correspondance du duc de Wellington : *Supplementary Despatches, Correspondence, and Memoranda of Field Marshall Arthur Duke of Wellington*. La consultation de cette source peut s'avérer très difficile puisqu'il faut se référer à deux autres ouvrages pour chercher les lettres manquantes : *The Despatches of Field Marshal The Duke of Wellington* ou encore *The Despatches of Field-Marshal The Duke of*

¹³ Nous n'avons pas beaucoup d'informations sur la nature et les motifs de ce travail. Cependant, nous savons, d'après les documents, qu'il a été effectué par des commis du Dépôt de la Guerre vers 1865. Il semble toutefois que les documents sur les Cent Jours soient les seuls qui comprennent une fiche analytique.

¹⁴ Véritable monument qui fut reconstitué sous les auspices de l'Empereur Napoléon III, la *Correspondance de Napoléon 1^{er}* demeure un outil indispensable pour effectuer des recherches sur la période. Débutant en 1854, cette œuvre de nature hagiographique regroupe 22067 lettres et documents en 32 volumes. Par contre, cette édition n'est pas complète. Il manque 8000 lettres qui sont toujours enfouies dans les archives et les différentes collections privées. Toutes les lettres qui s'y trouvent sont recopiées de façon chronologique. La correspondance débute à Brienne, où Bonaparte fut élève, et se termine à Sainte-Hélène, au moment de sa mort. Plus de quatorze années furent nécessaires afin d'effectuer ce travail colossal. *Correspondance du maréchal Davout : ses commandements, son ministère : 1801-1815*. Paris, Plon, 1885, 4 tomes. - *Correspondance de Napoléon 1^{er}* publiée par l'ordre de l'empereur Napoléon III, Paris, Plon, 1858, 32 tomes. En ce moment, à l'instigation de la Fondation Napoléon en collaboration avec les Éditions Fayard, la nouvelle édition de la correspondance de Napoléon tente de combler cette lacune. Actuellement, 4 tomes sont publiés.

Wellington. During his Campaigns in India, Denmark, Portugal, Spain, The Low Country, and France, and Relating to America, from 1799 to 1815.

Toujours dans les imprimés, les journaux et revues spécialisées du 19^e et du 20^e siècle, comme *La Sentinelle de l'armée*, *La Sabretache* et *La Revue du Souvenir napoléonien*, publient des rapports de généraux dont l'unité a combattu pendant la campagne de Belgique. C'est le cas du général Durutte, qui commandait la 4^e division, et du général Kellermann, dont le compte rendu vient d'être publié dans son intégralité dans la dernière revue susmentionnée¹⁵. Enfin, les journaux de l'époque, tels *le Nain Jaune*¹⁶, *le Moniteur*¹⁷ et *le Journal des débats*¹⁸, qui rapportent les débats de la Chambre des représentants et des Pairs, viennent compléter cet ensemble. Devant cette masse de documents, nous avons procédé à un classement par différents thèmes reliés au plan de la thèse. Pour ce faire, chaque document a été annoté avec l'origine de son fond d'archive, ce qui a facilité les recoupements afin d'évaluer la valeur des documents et dégager une analyse pertinente des concepts qui composent cette étude.

II. Mémoires des contemporains

Les mémorialistes viennent compléter ce corpus déjà très volumineux. Ces derniers ont commencé à publier timidement au cours du règne de Napoléon 1^{er}. Mais lors de son exil sur l'île de Sainte-Hélène et suite à sa mort, le mouvement a pris beaucoup plus d'ampleur car les mémorialistes furent très tôt influencés par le *Mémorial*. Dicté par Napoléon à Las Cases, cet ouvrage rencontre un succès sans précédent en Europe. Le principal intéressé y apparaît comme le fils de la Révolution, désireux d'étendre à l'Europe les conquêtes de cette dernière par le truchement du Code civil :

¹⁵ Pierre François-Joseph DURUTTE, « Mouvements de la 4^e division du 1^{er} corps d'armée », *La Sentinelle de l'armée*, no 134, 8 mars 1838, p. 5-6 (journal). - Présenté par Philippe de MEULANAERE et Jacques LOGIE, « Le témoignage inédit de François-Étienne Kellermann sur la campagne de 1815. » *Souvenirs napoléonien*, décembre 2001-janvier 2002, no 38, p. 6-43.

¹⁶ Les rédacteurs de ce journal, Cauchois Lemaire et Étienne Jouy ont appuyé l'Empereur pendant la période des Cent Jours et se sont moqués des opportunistes qui ont changé leurs fusils d'épaule. On leur doit la création de l'Ordre des Girouettes. Le journal est supprimé lors de la Restauration.

¹⁷ Fondé à Paris en 1789 par Charles Joseph Panckouke et disparu en 1901, le journal devient l'organe officiel du gouvernement à partir de nivôse an VIII. C'est dans ce quotidien que Napoléon publie les Bulletins de la Grande armée. Évidemment, il soutient lui aussi l'Empereur pendant les Cent jours.

¹⁸ Opposé à Napoléon, *le Journal des débats* a paru de 1789 à 1944. L'Empereur qui n'aimait guère son contenu, lui a imposé un nouveau nom : *Journal de l'Empire*. Le quotidien, sous la direction de la famille Bertin, reprend son nom d'origine lors de la première Restauration. De 1814 à 1864, il est publié sous le nom de *Journal des débats politiques et littéraires*.

Liberté, Égalité, Fraternité. En conséquence, Napoléon se présente comme un pacifiste à qui la guerre a été imposée par les monarchies et les commerçants anglais¹⁹. Essentiellement, il contribue à faire naître sa légende. À cette époque, vers 1823, c'est-à-dire deux ans après sa mort, la France, qui est gouvernée par les Bourbons, d'abord Louis XVIII et ensuite Charles X, s'ennuie des jours de gloire de l'Empire²⁰. Le chômage qui n'existait pratiquement pas sous le Consulat et l'Empire, atteint à ce moment des proportions endémiques. C'est, par conséquent, une période de grandes tensions sociales et économiques. Le niveau de popularité des Bourbons est au plus bas.

Ralentie par les guerres de la Révolution et de l'Empire, la révolution industrielle vint bouleverser les anciennes structures, rejetant les vieux artisans au profit de la machine, employant de préférence une main-d'oeuvre bon marché de femmes et d'enfants, provoquant un effondrement des salaires, sur un marché du travail encombré par les démobilisés de la Grande Armée. L'Empire, période de plein emploi et de hauts salaires, de pain abondant et à bas prix, se transforma pour tous ces réprouvés en un véritable « âge d'or ». Napoléon devint sans difficulté le « père du peuple²¹ ».

Le courant romantique qui, au départ, était d'obédience royaliste, bascule : « dans un Bonapartisme poétique qui fournit à la légende napoléonienne le support littéraire sans lequel elle n'aurait jamais rencontré un succès aussi éclatant²². » Grandement favorisée par la nostalgie des jours de gloire de l'Empire, cette conjoncture conduit à l'éclosion d'auteurs célèbres comme Hugo, Balzac, Musset, Stendhal, Vigny et Dumas²³. C'est dans cette pléiade de grands auteurs qui ont largement contribué à la grandeur littéraire de la France et du personnage de Napoléon, qu'on voit apparaître les mémorialistes²⁴. Du plus prestigieux des maréchaux aux plus obscurs des grognards de la Grande Armée, ils ne tardent pas à s'apercevoir du potentiel commercial que cela représente. Ils remettent le fusil et la poudre afin de s'armer avec de nouvelles munitions. L'encre et la plume, armes beaucoup plus redoutables dans les circonstances du moment, représentent les nouveaux

¹⁹ Alfred FIERRO-DOMENECH dans Jean TULARD, *Dictionnaire Napoléon*, « Historiographie du Premier Empire » *op. cit.*, p. 956.

²⁰ Le passage de Louis XVIII à Charles X en 1824 ne fait pas grand bruit, mais, le couronnement de ce dernier à Reims a tôt fait de provoquer sourires et ricanements dans toute la France. Talleyrand assiste alors à son troisième couronnement. Il va sans dire que cette cérémonie n'a pas le moins du monde émoussé le cynisme tranchant du personnage.

²¹ Jean TULARD, *Napoléon ou le mythe du sauveur*, *op. cit.*, p.447.

²² *Ibid.*, p. 448.

²³ *Ibid.*, p.449.

²⁴ L'étude de Natalie Petiteau, *Napoléon de la mythologie à l'histoire*, nous montre avec brio comment certains de ces auteurs, Musset, Stendhal et Balzac notamment, ont fait de Napoléon un personnage de légende.

outils avec lesquels ils espèrent gagner l'ultime bataille, celle qui doit leur donner l'immortalité ainsi qu'une petite place dans la légende du grand homme. C'est la raison pour laquelle, à l'intérieur de leurs écrits dont le style se rapproche très certainement du roman populaire, ils se mettent en scène à la première personne du singulier²⁵. D'autres encore, comme Marmont et Savary, tentent de justifier leurs actions répréhensibles. Le premier explique les raisons de sa trahison de 1814 tandis que le deuxième, maladroitement du reste, essaie d'atténuer sa responsabilité dans l'exécution du duc d'Enghien. À l'instar de ces derniers, Talleyrand écrit lui aussi dans une perspective justificatrice.

Par conséquent, il faut demeurer très prudent avec ces témoins de l'histoire. De ce fait, en raison de la publication des mémoires et souvenirs d'anciens politiciens qui foisonnent encore aujourd'hui dans les librairies, nous croyons approprié de rappeler la mise en garde rédigée par Albert Sorel dans son livre : *l'Enseignement de l'histoire diplomatique*.

Quant aux mémoires, leur découverte est toujours une bonne fortune pour l'historien et il faut les lire pour l'atmosphère d'une époque, mais toujours avec une extrême prudence pour les assertions factuelles, car l'auteur s'y présente non tel qu'il a été, mais tel qu'il veut être vu. Ces grands acteurs ne se dégagent jamais de leur rôle. Ils sont toujours sur la scène et devant le public. Ils négocient encore avec la postérité²⁶.

Ainsi, sans nier l'apport à l'écriture de l'histoire de cette époque, il convient de travailler avec ces documents en faisant des recoupements. Pour valider un événement, ou une opinion, il est nécessaire de confronter le mémorialiste aux écrits de ses contemporains. Mais, il faut avouer que cette méthode comporte des risques, car il est possible qu'ils se soient appuyés les uns sur les autres. C'est le cas de Gourgaud, dont les écrits de Sainte-Hélène sur la campagne de 1815 sont fortement inspirés de ceux de Napoléon. Or, un seul échappe à toutes ces critiques. Considéré comme un mémorialiste, le maréchal Bertrand, le greffier de Sainte-Hélène, comme l'a écrit Paul Fleuriot de Langle, a noté toutes les conversations qu'il a eues avec l'Empereur. S'abstenant lui-même de tous commentaires, Bertrand livre le personnage de Napoléon. Tantôt grand,

²⁵ Emmanuel De Waresquiel, *L'histoire à rebrousse-poil : Les élites, la Restauration, la Révolution*. Paris, Fayard, 2005, p. 19.

²⁶ Cité par Yves BRULEY dans sa préface de l'Ouvrage de Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution Française*. Paris, Les Introuvables, édition 2003, p. XLII.

tantôt cynique et cruel, l'humain Napoléon, dépouillé des grandeurs des Tuileries, avec ses forces et ses faiblesses, rongé par l'amertume et le désespoir, se raconte inlassablement²⁷. Somme toute, beaucoup d'ouvrages n'auront pas le même retentissement que le *Mémorial* et seront des échecs de librairie. Ils n'atteindront pas la gloire à laquelle ils prétendaient. D'autres encore n'ont pas été publiés ou n'étaient pas destinés à l'être. Il faudra attendre les décennies 1880 et 1890, alors que l'Empereur resplendit de nouveau sur le devant de la scène nationale, pour que ceux-ci soient enfin accessibles aux lecteurs. Très révélateurs et riches de renseignements sur la vie quotidienne des soldats, ces écrits nous donnent une excellente image de la société de l'époque, car il n'y a pas que les militaires qui écrivent. En fait, les fonctionnaires et les politiciens, comme Pasquier, Thibaudeau, Lavalette, Carnot, Barras et Fleury de Chaboulon nous donnent également leur version de l'histoire.

De leur côté, les Anglais ne sont pas en reste. À part les différents rapports et témoignages d'officiers publiés par Anthony Brett-James, d'autres, comme Cavalié Mercer et le général James Shaw-Kennedy ont été publiés à titre personnel. Mais le plus illustre d'entre eux est très certainement le capitaine Herbert T. Siborne²⁸. Celui-ci n'a pas pris part à la bataille de Waterloo, mais son objectif consistait à recueillir les témoignages de tous les officiers qui y ont participé. Comme le dit John Keegan, cette entreprise aurait pu tourner au cafouillage. Mais afin d'éviter toute dérive, Siborne a réussi à encadrer les témoins par un certain nombre de questions très précises. Quelques-uns d'entre eux sortent du cadre, tandis que d'autres s'y conforment de façon beaucoup

²⁷ Pendant très longtemps, les historiens ont pensé que Bertrand n'avait rien écrit. Jacques Bainville dans son *Napoléon* de 1931, écrit à la page 480 : « Tous sauf Bertrand, qui n'avait pas la plume facile, ils ont tenu leur journal, griffonné des mémoires, au moins quelques souvenirs. » Comme j'en ai fait mention dans le texte, Bertrand tenait effectivement un journal, mais son style était tellement éclectique, qu'il a fallu déchiffrer tout le manuscrit. À ce sujet, Paul Fleuriot de Langle a écrit : « Être obligé de traduire en français... du français : tel est le singulier exercice auquel le Grand Maréchal nous a contraint de nous livrer durant des années. »

²⁸ Anthony-Brett JAMES, *Waterloo raconté par les combattants*. Paris, Maury, La Palatine, 1969, 171 p. – James SHAW-KENNEDY, *Notes on the battle of Waterloo, by the late General Sir James Shaw-Kennedy, K.C.B., acting at the time of the battle on the Quartermaster-general's staff of the third division of the army. With a brief memoir of his life and services, and plan for the defence of Canada*. London, John Murray, 1865, 199 p. – Cavalié MERCER, *Journal de la campagne de Waterloo*. Paris, Plon, 1933, 269 p. – Herbert T. SIBORNE, *Waterloo Letters. A selection from original and hitherto letters bearing on the operations of the 16th, 17th and 18th June 1815, by officers served in the campaign*. London, Cassell et Co, 1891. 415 p.

trop rigoureuse²⁹. Malgré tout, le résultat est sensationnel, car les témoignages recueillis donnent un nouvel éclairage pour connaître les différentes étapes de la campagne vécue du côté anglais. En outre, il est plus aisé de faire les recoupements entre les différents témoignages puisqu'ils sont synthétisés dans un même et seul ouvrage. Évidemment, tous les auteurs de la bataille se sont référés à Siborne, mais peu d'entre eux l'ont cité. Incontestablement, la période napoléonienne est celle où les contemporains se sont le plus racontés.

III. Bilan historiographique

Dès son arrivée à Sainte-Hélène, Napoléon entreprend de dicter sa version sur les événements controversés de sa carrière. Outre le *Mémorial*, ses récits sur la campagne d'Égypte et les Cent Jours sont des œuvres à caractère historique. Influencé dans sa jeunesse par les anciens, Napoléon écrit très simplement, à la manière de Thucydide, Plutarque, Jules César ou de Tite Live. Pour lui, une bataille a un début, un milieu et une fin. Dans ce style, même si l'auteur souhaite orienter les historiens futurs, il ne s'agit pas de mémoires comme on l'entend habituellement puisqu'il ne se met pas directement en scène. Afin de signifier son détachement du récit, il parle de lui à la troisième personne. Mais à l'instar du *Mémorial*, cette œuvre doit servir à la légende parce qu'elle fixe les balises à l'intérieur desquelles les historiens devront écrire sur les Cent Jours et surtout, sur la bataille de Waterloo. Sur ce point, il faut avouer que Napoléon a réussi, car les auteurs qui lui ont succédé ont éprouvé beaucoup de difficulté à se détacher de son récit³⁰. Expliquant que l'Empereur n'avait pas tous les documents en mains au moment où il a dicté son ouvrage, ils sont demeurés plutôt complaisants envers ses écrits. L'utilisant comme une source au premier degré, ils cherchent plutôt à la compléter. Ce fut le cas chez de nombreux historiens, dont Thiers, Quinet, Houssaye et Thiry. Qu'ils soient favorables ou défavorables à l'Empereur, comme Edgar Quinet qui n'est pas l'un de ses admirateurs, ils critiquent très peu, voire pas du tout les événements fabriqués par celui-ci.

²⁹ John KEEGAN, *Anatomie de la bataille : Azincourt 1415 – Waterloo 1815 – La Somme 1916*. Paris, Géostratégie, Robert Laffont, 1976, p. 90.

³⁰ À Sainte-Hélène, Napoléon travaille d'après les *Bulletins* et les relations officielles. Dans ces conditions, il n'a guère le choix de tenir compte de ces textes qu'il a lui-même authentifiés et qui servent toujours de référence. Jean PRÉVOST, *Introduction du Mémorial de Sainte-Hélène*. Paris, Gallimard, 1956, p. XXI.

Et pourtant, il s'agit bien là d'une fabrication, car Napoléon passe sous silence les épisodes qui sont gênants pour sa légende. C'est le cas de l'attaque de Drouet d'Erlon sur le centre anglais et des charges de cavalerie du maréchal Ney. À des degrés différents, il n'est pas sans savoir qu'il porte une responsabilité indéniable dans ces événements et que l'histoire lui en tiendra rigueur. Cela est d'autant plus probable que l'opinion, alors qu'il est à Sainte-Hélène, ne lui est pas favorable. En fait, ce sont toujours les beaux jours de la légende noire incarnée par des auteurs comme Jean-Baptiste Salgue, Charles Doris et Alphonse de Beauchamp³¹. Afin de donner sa version des faits et contrebattre ces auteurs, il a délibérément choisi de passer sous silence les passages compromettant. N'étant généralement pas avare de détails, Napoléon ne consacre que quelques lignes à ces événements. Évidemment, son récit ne résiste pas au contact des documents et par conséquent, c'est donc avec beaucoup de précaution qu'il faut utiliser cet ouvrage. Néanmoins, Napoléon a eu ses détracteurs. Plus de quinze années après Waterloo, dans la décennie 1830, Clausewitz et Jomini se sont employés à le critiquer tout en cherchant, avec plus ou moins de succès, à se détacher de la légende noire³².

Dans l'ouvrage du premier, l'opération est plutôt ratée, car on y décèle toujours beaucoup d'hostilité envers l'Empereur qu'il nomme avec mépris Bonaparte, ce qui le réduit au titre de simple général si cher aux geôliers de Sainte-Hélène. Utilisant lui aussi le récit, Clausewitz s'emploie à rappeler les erreurs que celui-ci a commises au cours de cette campagne. Cet ouvrage, qui contient néanmoins des réflexions valables, tient davantage du pamphlet que de l'ouvrage historique. En fait, il y a une corrélation évidente avec la chute des Bourbons et l'émergence de la légende napoléonienne dans les milieux populaires et littéraires, car ses écrits vont à l'encontre de la tendance historiographique redevenue favorable à Napoléon. De son côté, beaucoup plus nuancé que son homologue allemand, le Suisse Jomini critique lui aussi les décisions de

³¹ Alphonse de BEAUCHAMP, *Histoire des campagnes de 1814 et de 1815*. Paris, Le Normant, 1816-1817, 4 vols. – Charles DORIS, *Les amours secrètes de Napoléon*. Paris, Mathiot, 1815, 2 vols. – Jean-Baptiste SALGUES, *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le gouvernement de Napoléon Bonaparte*. Paris, Chez Buisson, 1814-1821, 9 vols. – Jean TULARD, *L'Anti-Napoléon*. Paris, Julliard, 1965, p. 215-220.

³² JOMINI, *Précis politique et militaire de la campagne de 1815, pour servir de supplément et de rectification à la Vie politique et militaire de Napoléon, raconté par lui-même*. Paris, Chez Anselin et Laguyonie, 1839, 284 pp. – CLAUSEWITZ, *Campagne de 1815 en France*. Paris, Editions Champ libre, 1973, p. 209.

Napoléon pendant la campagne de 1815, mais, à l'inverse de Clausewitz, son ouvrage n'est pas celui d'un adversaire. Ayant d'abord servi Napoléon, il est passé à l'ennemi sans toutefois cesser de l'admirer. Comme l'a écrit Jean Tulard, son témoignage n'en eut que plus de poids³³. À leur décharge, sauf leurs propres souvenirs et quelques témoignages de contemporains, ils n'ont pas eu à leur disposition les documents nécessaires pour aller au-delà de l'histoire narrative et de la simple critique du récit de Sainte-Hélène. Lamartine a également écrit dans ce style. Très malveillant envers Napoléon, son récit, comme le souligne Jean-Marc Largeaud, est rempli d'approximations, d'erreurs et d'inventions³⁴.

Parallèlement, certains généraux, sans être des historiens professionnels, s'intéressent eux aussi à la période. C'est le cas de Charles-Théodore Beauvais, qui écrit *Victoires et Conquêtes*, et de Mathieu Dumas, avec son *Précis des événements militaires ou Essai historique sur les campagnes de 1799 à 1814*³⁵. Dans le même courant, avec plus de professionnalisme, Antoine Vincent Arnault, Jacques de Norvins, Laurent de l'Ardèche et le baron Louis-Pierre-Édouard Bignon publient leurs versions de l'histoire du Premier empire. Si les trois premiers sont surtout des apologistes, Bignon, malgré le legs reçu de l'Empereur pour effectuer ce travail, se montre très critique envers celui-ci. Bénéficiant des archives du ministère des Affaires étrangères et d'une masse documentaire beaucoup plus abondante que ses prédécesseurs en matière de correspondances inédites, il est le premier à instaurer dans l'historiographie napoléonienne à insérer des notes infrapaginales. Malheureusement, il meurt avant de compléter son œuvre. Le dernier tome, qui concerne les Cent Jours, est terminé par le Baron Ernouf qui revient vers un style beaucoup plus hagiographique³⁶. Ainsi, à l'instar des autres, il ne se détache guère du récit de Sainte-Hélène³⁷. Oubliés pour la plupart,

³³ Jean TULARD, *op. cit.*, p. 210.

³⁴ Jean-Marc LARGEAUD, *Napoléon et Waterloo : la défaite glorieuse de 1815 à nos jours*. Paris, La boutique de l'histoire, 2006, p. 253. – Alphonse de LAMARTINE, *Histoire de la Restauration*, Paris, Chez l'Auteur, 1851, 4 tomes.

³⁵ Charles-Théodore BEAUVAIS de PRÉAU, *Victoires et conquêtes revers et guerres civiles des Français, de 1792 à 1815*. Paris, Panckoucke, 1817-1825, 30 vols. – Mathieu DUMAS, *Précis des événements militaires ou Essai historique sur les campagnes de 1799 à 1814*. Paris, Treuttel, et Wurtz, 2 vol.

³⁶ Natalie PETITEAU, *Napoléon, de la mythologie à l'histoire*. Paris, Seuil, 1999, p. 88.

³⁷ Antoine-Vincent ARNAULT, *Vie politique et militaire de Napoléon*. Paris, Émile Babeuf, 4 vols. – Louis-Pierre-Édouard BIGNON, *Histoire de France, depuis le 18 brumaire, novembre 1799, jusqu'à la*

Bignon et les autres ouvrent tout de même la voie à Thiers, qui commence son œuvre monumentale à partir de 1845.

À l'instar de ses prédécesseurs, sauf Bignon, il n'est pas très critique envers Napoléon. Très juste sur ce qui concerne les problèmes économiques et administratifs, il reprend la thèse de la haine de l'Angleterre dirigée contre la France. Pour les Cent jours et la bataille de Waterloo, Thiers n'innove pas. Les trahisons, la fatalité et les erreurs de ses subordonnés sont la cause de la défaite. Bien que cette hypothèse ait déjà été développée par les auteurs précédents et les mémorialistes, comme le capitaine Hippolyte Mauduit, il contribue à lui donner un nouvel élan qui, toujours aujourd'hui, trouve crédit auprès des auteurs³⁸. Généralement, entre 1823 et 1851, les historiens restent favorables à Napoléon. Mais, si Thiers ne change guère d'opinion avec le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte qui, comme son oncle cinquante plus tôt, assassine la République, on voit, à partir de ce moment, l'émergence d'une opposition qui prend forme. Républicain de cœur, le lieutenant-colonel Charras, exilé en Belgique après le coup d'État du 2 décembre 1851, entreprend d'écrire une critique du bonapartisme à travers la bataille de Waterloo, et dans cette perspective, il est le premier à se détacher véritablement du récit de Napoléon³⁹. Avec Mauduit, il innove également dans la description de la campagne.

À l'aide de cartes, ils donnent aux lecteurs un aperçu véritable des manœuvres exécutées pendant la campagne et de l'emplacement des unités françaises et adverses sur le champ de bataille. Certes, Thiers et Quinet ont également inséré des cartes à l'intérieur de leurs ouvrages, mais celles-ci ne sont là que pour informer le lecteur sur les lieux des combats. En cela, avec les ouvrages de Mauduit et Charras, dont Victor Hugo s'inspire pour *Les Misérables*, l'historiographie sur les Cent Jours et la campagne de 1815 opère un nouveau tournant puisqu'on sort du simple récit pour énoncer des hypothèses et

paix de Tilsitt, juillet 1807. Paris, Béchot et Didot et frères, 1829-1830, 6 vols. – Alfred-Auguste ERNOUF, *Histoire de la dernière capitulation de Paris*, Michel Lévy et frères, 1859, 380 p. Jacques de NORVINS, *Histoire de Napoléon*, Paris, Furne, Jouvet, 1827-1828, 775 p. – Laurent de l'ARDECHE, *Histoire de l'Empereur Napoléon*. Paris, J.J Duboche et cie, 1843, 802 p.

³⁸ Louis-Adolphe THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, Furne Jouvet, 1845-1874, 20 vols. – Hippolyte MAUDUIT, *Waterloo, la fin d'un empire*. Paris, Le livre chez vous, 2006, 410 pages.

³⁹ Jean-Marc LARGEAUD, « Le lieutenant-colonel Charras, soldat de la République », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, no 20-21, janvier 2001, pp. 55-72.

dresser des analyses⁴⁰. L'ouvrage de Charras remporte un certain succès auprès des lecteurs, mais on lui préfère encore Thiers parce qu'il demeure moins critique envers l'Empereur. À la suite de Charras, Edgar Quinet, également d'allégeance républicaine et, par conséquent, exilé en Belgique, publie sa version très critique de la campagne de 1815. Il obtient un bon succès de librairie, mais cela n'est pas suffisant pour renverser la tendance car, malgré le coup d'État, les Français restent fidèles à la légende de Napoléon⁴¹. Il faudra la défaite de 1870 et la commune de Paris pour faire émerger un véritable courant anti-bonapartiste.

C'est au cours de cette période que les plus virulents critiques publient leurs ouvrages. Dès 1863, depuis Genève, Jules Barni lance la charge avec son *Napoléon et son historien, M. Thiers*. Il dénonce l'idée que Napoléon soit l'héritier de la Révolution puisque la centralisation était à l'opposé de ce que souhaitait la Constituante. Il voit dans la Légion d'honneur un pas de plus dans le rétablissement de la noblesse; il critique l'arbitraire, la suppression de la liberté de presse, le Concordat et la guerre interminable dont Waterloo est le dernier acte d'une ambition démesurée⁴². Quelques années plus tard, Pierre Lanfrey, journaliste d'opposition, reprend les mêmes thèses et critique de manière implacable l'idolâtrie de Thiers⁴³. Sur cette lancée, on retrouve le colonel Théodore Jung, qui dénonce l'opportuniste et le condottiere que fut Napoléon. Enfin la dernière attaque vient de l'historien Hippolyte Taine, dans le tome III des *Origines de la France contemporaine*. Il s'en prend à la centralisation impériale qui a créé l'uniformité et enlevé tous les leviers de pouvoirs aux provinces. À l'instar de Jung, il fait lui aussi de Bonaparte un condottiere dont le génie a servi son égoïsme⁴⁴.

⁴⁰ Jean-Marc LARGEAUD, *Napoléon et Waterloo*, op. cit., 253-254.

⁴¹ Jean-Baptiste Adolphe CHARRAS, *Histoire de la campagne de 1815 : Waterloo*. Bruxelles, Méliné, Cans et Cie, 1858, 2 vols. Edgar QUINET, *Histoire de la campagne de 1815*. Paris, Michel Lévy et frères, 2^e éditions, 1867, 448 p.

⁴² Pieter GEYL, *Napoleon, For and Against*. New-Haven and London. Yale University Press, 1949, p. 74-75.

⁴³ Jules BARNI, *Napoléon et son historien, M. Thiers*. Genève, Chez les principaux libraires, 1865, 386 p. – Pierre LANFREY, *Histoire de Napoléon I^{er}*. Paris, Charpentier, 1868-1875, 5 vols. – Pieter GEYL, op. cit., p. 98.

⁴⁴ Théodore JUNG, *Bonaparte et son temps, d'après des documents inédits*. Paris, E Capiomont et V Renault, 1880-1881, 3 vols. – Hippolyte TAINÉ, *Origine de la France contemporaine*. Paris, Hachette, édition de 1901-1904, 12 tomes. – Alfred FIERRO-DOMENECH dans Jean TULARD, *Dictionnaire Napoléon*, « Historiographie du premier empire » op. cit., p. 956.

Toutefois, Napoléon ne restera pas bien longtemps impopulaire. Même si le bonapartisme politique est mortellement touché par la mort du fils de Napoléon III tué par les Zoulous en 1879, l'Empereur revient sur le devant de la scène aussi resplendissant que jamais. Cette renaissance, malgré le fait que le parti bonapartiste devient un courant politique marginal dans la décennie suivante, a des raisons multiples⁴⁵. Tout d'abord, la rivalité anglo-française pour la possession de l'Afrique noire réveille les vieilles rancunes entre la France et l'Angleterre. La conjoncture est idéale, puisque l'anglophobie, suscitée par la politique extérieure de la France, rejoint une situation intérieure très néfaste pour la République, déjà dénoncée comme la « gueuse. » En fait, le scandale de Panama et l'affaire Dreyfus, ternissent l'image d'un parlementarisme alors identifié au système britannique⁴⁶. À l'instar de la pucelle d'Orléans, Napoléon devient le porte-étendard de la fierté nationale. La revanche contre la Prusse s'inscrit dans les mots Barrès qui écrit le *Roman de l'énergie nationale* et d'Henri Houssaye, l'historien des Cent Jours et de la bataille de Waterloo⁴⁷.

Historien de la Grèce antique, Henri Houssaye, vétéran de la guerre de 1870, succombe à la fièvre napoléonienne de cette fin de XIXe siècle⁴⁸. Avant d'entreprendre ses ouvrages sur 1814 et 1815, il publie, dans la *Revue des Deux Mondes*, un article intitulé *Les commentaires des soldats*. Très innovateur, celui-ci y développe sa propre méthodologie qui insiste sur l'importance documentaire pour l'historien des récits des hommes de troupe et des officiers. Aussitôt, un lecteur lui fait parvenir tous les papiers qu'il a colligés sur la capitulation de Soisson en 1814. Il en tire un article sur ce même sujet, ce qui donne le ton à une étude plus approfondie sur la campagne de France⁴⁹. C'est à partir de ce moment que Houssaye se plonge dans l'histoire napoléonienne qui devient

⁴⁵ Bernard MÉNAGER, *Les Napoléon du peuple*. Paris, Aubier, 1988, p. 348-353-354. Les élections de 1893 réduisent le parti bonapartiste à 13 députés et 2 sénateurs. Il n'est plus une force politique avec laquelle il faut compter. Il vivra jusqu'en 1926 et disparaîtra presque complètement cette même année en raison de la mort du prince Victor et la victoire du Cartel des Gauche survenu deux ans plus tôt. Son élimination définitive se fera pendant l'occupation lors de la Seconde guerre mondiale.

⁴⁶ Pieter GEYL, *op. cit.*, p. 155. - Alfred FIERRO-DOMENECH, *op. cit.*, p. 956.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 154-155.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 161.

⁴⁹ Henry HOUSSAYE, « La capitulation de Soisson en 1814, d'après les documents originaux », *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juillet, 1885, p. 553-585.

le vecteur idéal pour exprimer ses opinions nationalistes et son patriotisme⁵⁰. En dépit de son côté intéressé, puisqu'il tente de démontrer que la bataille a été perdue par la faute des lieutenants de Napoléon, il est véritablement l'initiateur des études napoléoniennes. Pour ses ouvrages *1814* et *1815*, il n'hésite pas à utiliser et à citer abondamment les différents fonds d'archives qui ont servi à ses recherches. Son souci de la documentation, qui s'ajoute à un style littéraire qui adopte un ton dramatique, séduit le grand public et les milieux académiques.

L'objet même que poursuit l'historien est de rendre au passé les couleurs de la vie : il faut qu'il nous montre des êtres de sensibilité, de volonté et d'action, qu'il nous fasse assister au conflit des passions et des intérêts, qu'il brosse des tableaux, qu'il reconstitue des scènes. L'historien artiste a besoin de nous montrer tous les éléments se pénétrant comme ils le font dans la réalité⁵¹.

Le succès ne se dément pas. Son œuvre, en ce qui concerne les deux premiers volumes de sa trilogie sur 1815, est réédité à quarante-cinq reprises; le troisième, qui traite de l'abdication et de la deuxième restauration, n'aura que quinze rééditions. À ce moment, la mode est au récit militaire mais aussi, c'est la première analyse véritable sur la totalité des Cent Jours. Néanmoins, la densité de sa documentation, comme l'a souligné Louis Villat, fait illusion sur la solidité de l'analyse⁵². Le célèbre auteur aurait réécrit de nombreuses sources primaires afin de les adapter à son récit⁵³. Ayant nous-même vérifié la presque totalité des références citées par Houssaye, nous sommes forcé d'être en accord avec ce constat. Par contre, la plupart de ces critiques n'entachent en rien sa crédibilité auprès du grand public puisque son *Waterloo* fut réédité en 1987. Avec ses défauts et ses qualités, son œuvre est toujours une référence. Après lui, il n'y aura guère d'étude sérieuse sur la période. Il sera suivi par la polémique entre le colonel Grouard et E. Lenient qui, chacun de son côté, ont écrit un ouvrage sur le sujet⁵⁴. Pendant des mois, au cours de la Première Guerre mondiale, ceux-ci s'affrontent sur des points de détails dans les pages de la *Revue des études napoléoniennes*. Sauf pour son caractère

⁵⁰ Préface de Bernard GIOVANANGELI, Henri HOUSSAYE, *1814 : la campagne de 1806*. Paris, Bernard Giovanangeli éditeur, 2006, p. 13.

⁵¹ R.DOUMIC, « Une histoire de 1815 », *Revue des Deux Mondes*, 26^e vol., 15 mars 1905, p. 445-446. Cité par Jean-Marc Largeaud, *Napoléon et Waterloo*, op. cit., p. 261.

⁵² Louis VILLAT, *La Révolution et l'Empire*. Paris, P.U.F., 1936, tome II, p. 266.

⁵³ Emile LE GALLO, « Le Waterloo de Henri Houssaye », *Revue des études napoléoniennes*, tome VII, janvier-juin 1915, p. 341 et 352.

⁵⁴ Antoine-Auguste GROUARD, *La critique de la campagne de 1815, réponse à M. Houssaye*. Paris, Chapelot, 1907, 67 p. – E. LENIENT, *La solution des énigme de Waterloo*. Paris, Plon, 1915, 587 p.

pour le moins discourtois, on ne retiendra rien de ce débat⁵⁵. Il faudra attendre les années d'après-guerre pour retrouver davantage de sérénité sur le sujet.

En 1924, Émile le Gallo publie sa thèse de doctorat sur les Cent Jours. Bien qu'il éprouve quelques difficultés à cacher son admiration pour Napoléon, celui-ci innove en présentant un portrait des différents acteurs sociaux de la France⁵⁶. Très intéressante du point de vue de la documentation, ce sera la dernière thèse sur le sujet car, à partir de ce moment, les milieux académiques se désintéressent de la question. Sans apporter de nouvelles interprétations, Georges Lefebvre et Jean Tulard abordent le sujet de façon très succincte dans leurs ouvrages respectifs sur Napoléon⁵⁷. Dorénavant, tout comme l'histoire de Napoléon et l'histoire militaire, la période des Cent Jours et la campagne de 1815 sont laissés aux historiens amateurs. Ainsi, comme le souligne Natalie Petiteau, les ouvrages destinés au grand public ne font que réécrire des pages antérieures⁵⁸. Dès lors, Houssaye devient l'unique point de référence. Considérée comme l'ouvrage définitif sur le sujet, son œuvre est pillée par ses successeurs. Jean Thiry notamment, sans toujours le citer, n'hésite pas à recopier des paragraphes entiers du célèbre auteur dans son livre sur Waterloo publié en 1947⁵⁹. Louis Madelin, dans son dernier tome de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, reprend la totalité des thèses et du récit de Houssaye⁶⁰. Il est alors de bon ton de ne pas contester les écrits du maître.

Toutefois, le commandant Lachouque, Robert Margerit et Jacques Logie font exception⁶¹. S'adressant au grand public, ils développent dans leurs ouvrages une analyse très pertinente des combats et de cette période. Mais, généralement, ils ne sortent guère du cadre imposé par Houssaye, ni même du récit de Sainte-Hélène. Au tournant des

⁵⁵ Colonel A. GROUARD, « Les derniers historiens de 1815 », « La journée du 17 juin; mots additionnels à propos de la « Réponse » de M. E. Lenient », *Revue des études napoléoniennes*, tome 11, janvier à juin 1917, p. 180-206, 300-322. E. LENIENT, « A propos de « La solution des énigmes de Waterloo : deuxième réponse au colonel Grouard », *Revue des études napoléoniennes*, tome 11, janvier à juin 1917, p. 323-329. Colonel A. GROUARD, « Les derniers historiens de 1815, à propos des Énigmes de Waterloo de M. Lenient », *Revue des études napoléoniennes*, tome 12, juillet à décembre 1917, pp. 163-275.

⁵⁶ Émile LE GALLO, *Les Cent jours : Essai sur l'histoire intérieure de la France depuis le retour de l'île d'Elbe jusqu'à la nouvelle de Waterloo*. Paris, Librairie Félix Alcan, 1924, 510 p.

⁵⁷ Georges LEFEBVRE, *Napoléon*. Paris, P.U.F., 1935, 626 p. – Jean TULARD, *Napoléon*. Paris, Fayard, 1978, 512 p.

⁵⁸ Natalie PETITEAU, *Napoléon, de la mythologie à l'histoire*. Paris, Seuil, 1999, p. 184.

⁵⁹ Jean THIRY, *Waterloo*. Paris, Édition-Berger-Levrault, 1947, 324 p.

⁶⁰ Louis MADELIN, *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, Hachette, 1936-1954, 16 tomes.

⁶¹ Robert MARGERIT, *Waterloo, 18 juin 1815*. Paris, Gallimard, 1964, 629 p. – Henri LACHOUQUE, *Waterloo 1815*. Paris, Stock, 1972, 226 p. – Jacques LOGIE, *Waterloo, l'évitable défaite*. Bruxelles, éditions Racines, 1984, 275 p.

années 2000, Dominique de Villepin et Jean-Claude Damamme ont écrit sur la période⁶². Le premier, qui s'intéresse aux Cent Jours dans son ensemble, voit son œuvre encensée par la critique. Bien qu'il n'apporte rien de nouveau, puisqu'il reprend la thèse du sacrifice émise par Napoléon dans sa lettre d'abdication et dans ses mémoires, les historiens, comme Jean Tulard, n'osent pas faire de remarque. En fait, ce n'est que bien timidement, à l'émission de Bernard Pivot, que le célèbre historien fait remarquer au secrétaire de l'Élysée de l'époque qu'il s'attache trop à la légende. D'ailleurs, le débat se situant principalement entre « napoléophobes » et « napoléophiles », cela nous prouve encore une fois que le bicentenaire de l'épopée ne conduit pas forcément à la production d'ouvrages scientifiques⁶³. Quant à Jean-Claude Damamme, bien que son Waterloo soit d'une bonne qualité littéraire, les critiques du milieu académique sont mitigées. On lui reproche surtout les jugements de valeur qu'il insère dans son récit afin de décrire quelques personnages opposés à Napoléon.

Le milieu anglo-saxon a également contribué à l'historiographie sur Waterloo. S'élevant contre la dramatisation des événements, David Howarth s'est distingué en racontant la bataille à travers les témoignages des contemporains. Jac Weller a fait de même, mais en ne se fiant que sur les informations que Wellington disposait avant la bataille⁶⁴. Inévitablement, ayant appelé son livre *Wellington at Waterloo*, il se laisse piéger, comme l'écrit John Keegan, par les limites de l'approche biographique⁶⁵. Lui-même a fait une étude comparée entre les batailles d'Azincourt, Waterloo et la Somme⁶⁶. De notre point de vue, l'exercice n'est guère concluant puisque l'auteur fragmente beaucoup trop les différentes étapes de la bataille, ce qui enlève au texte sa fluidité et son intérêt. De son côté, après avoir écrit un excellent ouvrage sur les campagnes napoléoniennes, David G. Chandler revient avec un Waterloo en 1983⁶⁷. Or, tant par

⁶² Dominique de VILLEPIN, *Les Cent Jours ou l'esprit de sacrifice*. Paris, Perrin, 2001, 604 p. - Jean-Claude DAMAMME, *La bataille de Waterloo*. Paris, Perrin, 1999, 414 p.

⁶³ Natalie PETITEAU, *Napoléon*, op. cit., p. 193.

⁶⁴ David HOWARTH, *A Near Run Thing, the Day of Waterloo*. London, Collin, 1968, 239 p. - Jac WELLER, *Wellington at Waterloo*. London, Longman, 1967, 264 p.

⁶⁵ John KEEGAN, *Anatomie de la bataille*, op. cit., p. 88.

⁶⁶ Ouvrage de 324 pages, il est déjà cité à la page 16 de la présente introduction.

⁶⁷ David G CHANDLER, *The campaign of Napoleon*. New-York, Macmillan, 1966, 1172 p. - Du même auteur, *Waterloo, the 100 days*. New-York, Osprey and Penguin, 1983, 90 p.

l'écriture que par les thèses qui n'apportent rien de nouveau au sujet, ce dernier livre n'est pas à la hauteur du précédent.

Dernièrement, un allemand du nom de Peter Hofschroer, qui exploite principalement les sources allemandes, jette un pavé dans la mare en prétendant que ce sont ses compatriotes qui ont remporté la bataille de Waterloo⁶⁸. La réplique de John Keegan publiée dans le *Daily Telegraph* est cinglante. Ce dernier lui reproche de confondre la langue parlée avec le concept de nation. Il va sans dire qu'à Waterloo, qu'ils soient Hanovriens où Prussiens, les soldats de langue germanique sont beaucoup plus nombreux que les Anglais, mais on ne saurait parler véritablement d'Allemands au sens national du terme. C'est en raison de cette affirmation anachronique que le célèbre historien qualifie Hofschroer de révisionniste⁶⁹. Bien qu'il ne soit pas d'origine anglo-saxonne, l'Italien Alessandro Barbero donne un Waterloo intéressant. S'appuyant sur des sources anglaises, françaises et allemandes, l'auteur dresse une analyse très fine de tous les aspects relatifs à cette bataille⁷⁰. Ainsi, Waterloo n'a pas fini de faire couler beaucoup d'encre. En définitive, même si nous ne pouvons citer tous les auteurs qui ont écrit sur le sujet, nous espérons que notre thèse viendra apporter un éclairage nouveau sur une période sur laquelle beaucoup ont écrit, mais qui n'est plus véritablement étudiée aujourd'hui.

⁶⁸ Peter HOFSHROER, *1815 : The Waterloo Campaign: From Waterloo to the Fall of Napoleon*. London, Greenhill Books, 1999, 376 p.

⁶⁹ Neil TWEEDIE, « We won the Battle of Waterloo, says German », *Daily Telegraph*, 14th october 1999, p. 4.

⁷⁰ Alessandro BARBARO, *Waterloo*. Paris, Flammarion, 2003, 445 p.

Chapitre I

Le congrès de Vienne, système ou simple entente?

Lorsque Napoléon quitte le pouvoir le 6 avril 1814, les coalisés entendent bien se diviser les lambeaux de son empire. À cette fin, ils doivent enfermer la France dans ses anciennes limites. Dès que cela sera fait et qu'elle aura renoncé à ses ambitions géopolitiques grâce à Louis XVIII, ils pourront s'entendre sur la composition de cette nouvelle Europe. Afin de légitimer les futurs accords, ils souhaitent se réunir en Congrès. Ainsi, Vienne est choisi pour les accueillir ainsi que tous les représentants des pays d'Europe. Pour l'Autriche, à cause de ses nombreuses défaites militaires, de son épuisement économique, c'est l'occasion inespérée de montrer qu'elle demeure une grande puissance et aussi, de récupérer les territoires perdus et de s'agrandir aux dépens des petits pays d'Allemagne. De fait, même si le congrès est ruineux pour ses finances et que les bals et les réceptions grèvent de manière significative le trésor, cela en vaut la chandelle. Le congrès n'est pas seulement qu'une fête permanente. En fait, malgré ce qu'en a dit le prince de Ligne, il ne fait pas que danser, il redessine la carte de l'Europe et par conséquent, chacun des participants souhaite avoir sa part du gâteau. Contrairement à de nombreux auteurs comme Kissinger, Osiander et Ferrero, qui prétendent que le congrès est l'aboutissement d'un système d'équilibre des puissances, nous estimons que les accords qui en découlent ne sont motivés que par la modération¹. Épuisés par les nombreuses années de guerre contre la France, les quatre grands n'ont pas d'autres choix que de s'entendre. En somme, c'est la nécessité qui impose une « forme » d'équilibre des pouvoirs en Europe car tout système politique doit avoir un mécanisme, une institution juridique qui le fait fonctionner. En cela, nous nous rapprochons très certainement de la thèse de Paul W Schroeder qui écrit qu'il n'y a pas de système d'équilibre des puissances puisque les accords de Vienne vont engendrer de nouvelles rivalités en Europe². Mais pour l'heure, au moment où Napoléon revient de l'île d'Elbe, c'est encore cette même

¹ Henry KISSINGER, *The World Restored; Metternich, Castlereagh and the problem of peace*. Boston, Houghton Mifflin, 1973, 354 p. – Andreas OSIANDER, *The State System of Europe*. Oxford, Oxford University Press, 1994, 358 p. – Guigliemo FERRERO, *Talleyrand au Congrès de Vienne*. Paris, Éditions Le Fallois, 1996, 396 p.

² Paul W. Schroeder. *The Transformation of European Politics : 1763-1848*. Oxford, Clarendon Press, 1994, p. 581.

nécessité qui les conduit à se coaliser de nouveau contre lui. Pour eux, le représentant de la France conquérante menace l'entente réalisée entre eux. Le « perturbateur de la paix », celui qui revient avec « des projets de troubles et de bouleversements », ne saurait être toléré de nouveau en Europe.

I. Le retour des Bourbons : un gage de paix pour l'Europe

Pour les Alliés, il importe de maintenir la France dans ses anciennes limites territoriales et surtout, de faire en sorte qu'elle y reste. Dans les circonstances, ce système étant incompatible avec sa vision politique puisque Napoléon est l'héritier de la Révolution, celui-ci ne pourra pas remonter sur le trône. Son abdication va de soi. Au congrès de Châtillon, qui s'est tenu au début de février 1814, des noms circulent déjà : le prince Bernadotte de Suède, Louis-Philippe d'Orléans, Napoléon II, sous la Régence de Marie-Louise, et Louis XVIII. Le premier, même s'il demeure le choix privilégié du Tsar, est vite écarté de la succession. En fait, on se rend compte que sa participation au côté des coalisés ne sera pas pardonnée par les Français. Devant l'évidence, Bernadotte retire sa candidature. Le deuxième, bien qu'il démontre toutes les aptitudes requises pour rallier le peuple derrière lui : ancien Jacobin, libéral et royaliste, il n'a ni l'influence ni les appuis nécessaires pour accéder au trône ! Son heure n'est pas encore venue.

Le duc d'Orléans : il ne semblait pas hostile à la Révolution. Jacobin dans sa jeunesse, il avait servi dans les armées de la République. Son père, conventionnel, avait voté la mort de Louis XVI. Hors de France, il n'avait point démenti ses antécédents ; mais il avait de l'esprit, de l'instruction, des idées libérales ; mais il s'était depuis longtemps réconcilié avec ses parents de la branche aînée, il avait épousé une Bourbon de Naples³.

De son côté, par l'entremise de Metternich, l'Autriche souhaite la régence de Marie-Louise, ce qui lui permettrait d'avoir une influence considérable sur les affaires de la France. Or, craignant de voir l'équilibre européen basculer en faveur de la cour autrichienne, puisqu'elle ambitionne de reprendre ses anciens territoires italiens, les Alliés s'opposent à ce qu'elle ait, de façon indirecte, une quelconque ascendance sur la France. Sans autre choix, le diplomate autrichien abandonne très vite cette idée. Soutenu par les Anglais, Louis XVIII devient sans contredit l'ultime consensus.

³ A.C THIBAudeau, *Mémoires : 1798-1815*. Paris, Librairie Plon, 1913, p. 408.

La restauration des Bourbons et le retour de la France dans ses anciennes limites, écrit Metternich, semblaient à l'Empereur François et à son cabinet, la seule solution possible, car elle seule pouvait garantir une paix durable : toute paix reposant sur un autre principe que la légitimité eût été précaire. Sur ce point fondamental, l'Autriche était parfaitement d'accord avec le gouvernement britannique⁴.

Il ne faut toutefois pas s'y tromper puisque, dans les faits, il ne s'agit pas de restaurer la légitimité, mais bien de garantir l'avenir de l'entente qui va s'élaborer au congrès de Vienne.

La légitimité, écrit Pozzo di Borgo, conseiller du Tsar et principal rédacteur de la déclaration de Saint-Ouen, n'a pas été le seul et certainement pas le premier motif qui a décidé les souverains de l'Europe en faveur de la restauration des Bourbons. La raison la plus efficace, la plus pratique, et sans contredit, la plus permanente provint du bien qui en résulterait pour l'Europe par la tranquillité de la France⁵.

Les écrits de Pozzo di Borgo sont limpides quant au but que recherchent alors les puissances coalisées. Lorsqu'il évoque « la tranquillité de la France », ce n'est rien d'autre que l'abandon systématique de cette doctrine que constitue la quête des limites naturelles. Ainsi, pendant que les coalisés se partageront les dépouilles de l'empire napoléonien, la France ne pourra intervenir dans leurs affaires. Trois mois avant son abdication, Napoléon, quelque peu prophétique sur l'avenir, a écrit à La Besnardière, premier commis des Affaires étrangères :

Tous les États se sont agrandis; vouloir ramener la France à son état ancien, ce serait la faire déchoir et l'avilir. Le système de ramener la France à ses anciennes limites est inséparable du rétablissement des Bourbons, parce qu'eux seuls pourraient offrir une garantie du maintien de ce système, et l'Angleterre le sent bien⁶.

Afin que le peuple accepte de voir la France renoncer à ses conquêtes, à cette politique séculaire des *Limites naturelles*, Louis XVIII, s'il veut entrer dans Paris et prétendre au trône de France, doit préserver plusieurs acquis sociaux et politiques de la Révolution. Dans la déclaration de Saint-Ouen, il dévoile les principaux points de la charte qu'il compte octroyer aux Français :

- L'impôt sera librement consenti.
- La liberté publique et individuelle assurée.
- La liberté de presse respectée sauf les précautions nécessaires à la tranquillité publique.

⁴ METTERNICH, prince de. *Mémoires, documents et écrits divers*. Paris, Plon, 1880, tome I, p. 188.

⁵ *Correspondance de Pozzo di Borgo*, Rapport à Nesselrode, 2 mars 1816. Cité par Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*. Paris, Les introuvables, réédition 2004, tome VIII, p. 301-302.

⁶ Cité par Albert SOREL, *op. cit.*, tome VII, 287.

- Les propriétés seront inviolables et sacrées; la vente des biens nationaux restera inviolable.
- Les ministres responsables, pourront être poursuivis par une des Chambres législatives et jugées par l'autre.
- Les juges seront inamovibles et le pouvoir judiciaire indépendant.
- La dette publique sera garantie; les pensions, grades, honneurs militaires seront conservés, ainsi que l'ancienne et la nouvelle noblesse.
- La Légion d'honneur, dont nous déterminerons la décoration, sera maintenue.
- Nul individu ne pourra être inquiété par ses opinions et ses votes.

Dans leur ensemble, les droits et les privilèges acquis sous la Révolution et l'Empire sont conservés. Le plus important, c'est bien évidemment l'inviolabilité des biens nationaux. Il aurait été difficile pour le nouveau souverain de précipiter immédiatement la majorité des notables dans l'opposition. En définitive, c'est la charte du consensus nationale. « La paix, a écrit Mme de Staël, semblait conclue entre les partis⁷. » Se rappelant les événements lors de la rédaction de ses mémoires, Pasquier écrit :

L'effet fut aussi satisfaisant qu'on pouvait le désirer. Heureusement préparée, l'entrée du Roi fut admirable; on voit tous les jours déployer plus de magnificence, mais ce mouvement spontané, cet enthousiasme dans une immense population, voilà ce qui ne s'était peut-être rencontré nulle part au même degré⁸.

Mais en moins de trois mois, en raison des maladroites de l'entourage du roi, de la hargne des nobles et des prêtres à l'égard des acquis et des idéaux de la Révolution, la France presque entière basculera dans l'opposition. Dès lors, le traité de Paris, qui sanctionne le pays dans ses fondements idéologiques les plus profonds, sera perçu comme une trahison par une grande majorité de Français. Afin de bien comprendre ce que représente la perte des *Limites naturelles* pour la France, il faut remonter à l'origine de ce concept qui a dicté la politique expansionnisme du royaume depuis Philippe Le Bel.

II. Les *Limites naturelles*, un concept qui transcende tous les régimes en France, anciens et nouveaux

Lorsque Bonaparte impose unilatéralement des conditions très dures à ses ennemis, qu'elles soient territoriales ou monétaires, il ne fait que perpétuer la « raison d'État » et surtout, la tradition expansionniste de la France qui a pris forme sous Philippe

⁷ Mme DE STAËL, *Considération sur la Révolution française*. Paris, 1862, tome II, p. 189.

⁸ PASQUIER, *Mémoires du chancelier Pasquier*. Paris, Plon, 1894, t II, chapitre XVIII, p.382.

Le Bel. Roi conquérant, s'adonnant à la géopolitique, il a sans cesse lutté pour l'agrandissement du domaine royal ainsi qu'à l'unification du peuple dans un ensemble véritablement homogène. Pour lui, arrêtée par la mer et les Pyrénées, la nature des choses l'a poussé à s'étendre vers l'Est et vers le Nord, plus précisément dans les Flandres et les pays qui forment, à l'avènement de sa dynastie, les royaumes de Lorraine et de Bourgogne. « Tout État fait la politique de sa géographie » disait Napoléon, or, conscient de cette disposition naturelle, le capétien ne saurait prendre une voie différente. De façon incidente, de par sa politique d'agrandissement, le roi Philippe a donc initié un conflit avec les Allemagnes qui se perpétuera pour les siècles à venir. Ses instruments, outre les militaires, se recrutaient principalement parmi les légistes. Sortis pour la plupart de leur prétoire de province, ils négociaient, ils faisaient des plans et ils fournissaient les prétextes afin de faire la guerre et tisser des alliances. Ils connaissent bien l'Europe et, surtout, la France et son maître⁹. Avocat des causes royales à Coutances, Pierre du Bois a écrit que Philippe Le Bel se devait de reprendre pour son compte la couronne de Charlemagne afin d'établir une monarchie universelle.

Partout en Europe, écrit-il, il se devra d'établir des fils, des frères, des neveux et des cousins, ce qui en fera le suzerain général de l'ancien monde et du nouveau. Il aura le pape en sa dépendance et se fera attribuer le patrimoine de l'Église. Bien évidemment, le pape décidera en sa faveur les cas douteux et excommuniera les princes récalcitrants. En échange, le Roi lui fournira de riche dotation et délivrera la Terre sainte des infidèles¹⁰.

Dans le but de faire appliquer ce chimérique programme qui visait à transformer le pape en misérable chapelain, Pierre du Bois écrit au Roi dans les termes suivants :

Vous possédez un trésor inépuisable d'hommes qui suffiraient à toutes les guerres qui peuvent se présenter. Oui, si votre Majesté connaissait les forces de son peuple, elle aborderait sans hésitation les vastes entreprises que je viens d'indiquer... pourvu toutefois qu'elle fût guidée par des intentions droites, c'est-à-dire par le désir du bien général¹¹.

⁹ Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française. op. cit.*, pp. 244-245.

¹⁰ Pierre Du BOIS, *traité de l'abrégement des guerres*, cité par Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française, ibid.* p. 249-250. On remarquera qu'il y a là, sept cents ans avant son instauration, les bases du système que Napoléon a tenté d'édifier en Europe après la campagne de 1805. Ses Frères, ses sœurs et son beau-frère se verront accorder des royaumes en périphérie de l'empire. Le pape sera chassé de ses États pour être détenu en France jusqu'en 1814.

¹¹ M.N de WAILLY, *Mémoires de l'Académie des inscriptions*. Paris, Didot, 1883, t. XVIII, p. 134.

Le souverain capétien a-t-il pris au sérieux ces projets grandioses? On en doute fortement, puisqu'il n'avait pas les moyens militaires et financiers de les concrétiser. Mais les exhortations de Du Bois ont pour effet de poser les bases de la philosophie expansionniste que suivra la France au cours des cinq prochains siècles.

La théorie des frontières naturelles, à la mode au début du XXe siècle, a été balayée par Gaston Zeller comme un anachronisme, peut-être trop systématiquement. Même si le roi n'a jamais eu pour soucis constant d'étendre son royaume « jusqu'aux limites de l'ancienne Gaule, il reste que, dès cette époque, certains, tel Vauban, envisageait de fixer la frontière de l'Est au Rhin. En fait, la France n'est pas un produit de la géographie, mais de l'histoire. Elle est le résultat de la volonté constante des Capétiens d'agréger autour de l'Ile-de-France des provinces périphériques. Louis est l'héritier de cette politique¹².

Dans cette perspective, hormis Louis XV et Louis XVI¹³, ceux qui auront entre leurs mains les destinées de la France, c'est-à-dire des Capétiens directs, en passant par Louis XIV, les Girondins, Danton, le Directoire et cela jusqu'à Bonaparte, ne dévieront pas de cet idéal¹⁴. Mais depuis 1795, ce n'est plus qu'une simple volonté, c'est véritablement un dogme, un objectif stratégique, économique et idéologique. Cette année-là, la Convention thermidorienne, dont la plupart des membres sont plus tard devenus Brumairiens, déclare que, tant qu'on ne reconnaîtra pas les limites élargies à la République, il n'y aura pas de paix avec l'Europe. C'est la direction que suivra le Directoire et que reprendra, après le 18 brumaire, Napoléon Bonaparte¹⁵.

Le maître était l'héritier de quelques principes de famille, de quelques axiomes, bases des vues ambitieuses de la maison de Bourbon aux préjudices des maisons rivales. Nos tyrans ne s'écarterent jamais de ces axiomes, et, forts de l'industrie nationale, ils parvinrent à

¹² Jean-Christian PETITFILS, *Louis XIV*. Paris, Perrin, 1997, p. 323.

¹³ Après la mort de Louis XV, Louis XVI et Vergennes ont vainement tenté d'instaurer un véritable système d'équilibre en Europe. Pour ce faire, ils ont refusé toutes les guerres expansionnistes que Marie-Thérèse et son fils Joseph II leur ont proposées. Afin d'abaisser la puissance maritime anglaise et ramener cette dernière à des proportions plus acceptables, car cette dernière se disait la maîtresse incontestée des océans, ils ont soutenu les patriotes américains. Suite à la victoire de 1783, la France, à part la remise de quelques comptoirs et de droits de pêches sur les bancs de Terre-Neuve, n'a rien gagné dans cette guerre. Sa tentative de construire un équilibre européen fut un échec, car les autres puissances n'étaient pas encore disposées à changer leurs coutumes en matière de relations internationales. Voir Jean-Christian Petitfils, « La politique française d'équilibre européen à la fin de l'Ancien Régime. » Dans Actes de colloque, Napoléon et l'Europe, Paris, Fayard, 2004, p. 40-54.

¹⁴ Discours de Danton à la tribune de la Convention : « *Je dis que c'est en vain qu'ont veu faire craindre de donner trop d'étendue à la République. Les limites de la France sont marquées par la nature. Nous les atteindrons dans leurs quatre points : à l'Océan, aux bords du Rhin, aux Alpes, aux Pyrénées. Aucune puissance ne peut nous arrêter.* » Pierre Jean JOUVE et Frédéric DITISHEM, *Danton, discours*. Paris, EGLOFF, 1944, p. 126.

¹⁵ Sieyès est le véritable penseur de cette notion des limites naturelles. Révolutionnaire de la première et de la dernière heure, c'est essentiellement lui qui remet au jour cette politique d'extension.

donner à la France les degrés d'étendue qui en ont fait la puissance la plus terrible au dehors. Dans toutes nos guerres, une province nouvelle était la récompense de notre politique et de l'usage de nos forces¹⁶.

D'une certaine manière, les rédacteurs de ce rapport sont tous les héritiers directs des légistes de Philippe le Bel et, dans cette optique, l'acquisition « des limites naturelles », terme d'ailleurs qui n'a jamais été employé sous les rois, sera toujours leur objectif. Mais ce qui distingue Napoléon de ses prédécesseurs, à part le génie militaire et politique, ce sont surtout les moyens qui sont à sa disposition. Contrairement à ses nombreux prédécesseurs, il gouverne, depuis le coup d'État du 18 brumaire, le pays le plus peuplé d'Europe, soit 28 millions d'habitants¹⁷. Par le truchement de la conscription, il encaisse annuellement ce qu'il appelle avec complaisance : « sa rente de 100 000 hommes¹⁸. » Ce bassin extraordinaire, qui lui semble inépuisable, lui permet d'imposer sa volonté à l'Europe et d'accomplir, dans une certaine mesure, ce que du Bois prônait jadis à son roi. De par sa politique expansionniste, à l'image de Louis XIV suite à la paix de Nimègue, Bonaparte brise l'équilibre européen qui prévalait depuis Westphalie; les traités de Lunéville et d'Amiens en sont l'acte de décès. Par la suite, pendant un temps très court, la France devient l'arbitre de l'Europe. Comme l'ont écrit les historiens Morlot et Happert : « Bonaparte n'est que l'exécuteur testamentaire des conventionnels¹⁹. » À preuve cette lettre de Merlin de Thionville écrite le 21 novembre 1795 :

Notre principe doit être que les loups se dévorent entre eux. Pour moi, après avoir bien réfléchi, sur les lieux, au milieu de personnes bien instruites, je crois que la paix doit se faire aux dépens de tous nos ennemis, et surtout aux dépens des plus faibles. C'est par eux qu'il faut arriver aux plus forts... Une seule puissance dégagée de la coalition sera suivie de beaucoup d'autres. Chacun craindra de se trouver le dernier, et la République, après avoir reculé ses limites jusqu'au Rhin, dictera ses lois à l'Europe²⁰.

De toute évidence, les conventionnels et le Directoire ont toujours su que, pour défendre les limites naturelles, il faut les dépasser. Afin de garder la Savoie et Nice, la République ne peut tolérer un Piémont assujetti à l'Autriche. Si elle veut chasser les

¹⁶ Rapport des membres de la section diplomatique : Merlin, Boissy, Sieyès, Reubell, Treillard, Cambacérès. Le 21 novembre 1795. Cité par Albert SOREL, *l'Europe et la Révolution française. op. cit.*, p.172.

¹⁷ Avec les annexions, la France atteindra plus de 32 millions d'habitants.

¹⁸ Jacques BAINVILLE, *Napoléon*. Paris, Fayard, 1931, p. 365.

¹⁹ Thierry LENTZ, *Le Grand Consulat*. Paris, Fayard, 1999, p. 279. - MORLOT et HAPPERT. *Talleyrand, une mystification historique*. Paris, Veyrier, 1991, p. 378.

²⁰ Jean REYNAUD, *Vie et correspondance de Merlin de THIONVILLE*. Paris, Furne, 1860, tome II, p. 128.

Anglais de la Méditerranée, elle ne peut tolérer une Italie qui puisse ouvrir ses ports et leur fournir des soldats. Concernant la rive gauche du Rhin, elle doit s'assurer la navigation de ce fleuve. Les bouches étant en Hollande, il faut que ce pays soit un associé commercial. Évidemment, pour garder Anvers et la Belgique, la République française ne peut tolérer en Hollande un gouvernement qui lui soit hostile ou qui garde, de façon complaisante, des relations avec l'Angleterre. Afin de protéger ces conquêtes, Cambacérès, inspiré par Brissot qui avait ses propres idées sur le sujet, propose de créer une barrière de Républiques intermédiaires qui seront connues plus tard sous l'appellation de Républiques sœurs²¹. À l'époque, Sieyès, Reubell, Jean Debry, Treillard, Tallien, Gillet, Carnot et Chénier ont défendu le projet avec énergie. En cela, ils répondent aux opposants de cette politique qui, comme Dumouriez alors exilé au Danemark, estime que le Rhin n'est pas une frontière défendable, que c'est un délire d'ambition²². Dans cette optique, Barthélémy écrit :

Le plus faut des principes que la Révolution ait mise en pratique est celui qui a permis la destruction des puissances faibles. La France est la protectrice née des États secondaires. C'était le secret de sa force principale dans l'ancienne France. La diplomatie de la République, ou plutôt l'ignorance crasse scandaleuse de ses bureaux diplomatiques, a tout confondu, tout renversé, sans rien édifier (...). On fait la guerre aux puissances faibles, on les a vendues, révolutionnées, disloquées, pillées, égarées, désolées²³.

Les opposants étant minoritaires, la politique des Républiques sœurs deviendra la pierre angulaire de la diplomatie du Directoire et celle-ci sera poursuivie par Bonaparte au cours des années qui suivront son accession au pouvoir. Il en résultera le système napoléonien et une guerre perpétuelle avec l'Angleterre. Comme le fera remarquer Napoléon devant Molé en 1805 : « L'Angleterre nous fera la guerre tant que nous conserverons la Belgique²⁴. » Il ne sait pas encore à quel point il a raison et jusqu'où cette politique va le conduire. Pour contraindre la « perfide Albion » à lui faire accepter la cession de la Belgique, il devra se rendre jusqu'à Moscou. Dès lors, la France entre dans une dynamique de conflits sans fin. Dans une lettre envoyée à Talleyrand,

²¹ « Si nous reculons nos barrières jusqu'au Rhin, si les Pyrénées ne séparent plus que des peuples libres, notre liberté est assise. » Extrait du discours de Brissot prononcé le 26 novembre 1792 devant la Convention. Cité par Albert SOBOUL, *Précis d'Histoire de la Révolution française*, op. cit. p. 235.

²² Marc BÉLISSA, *Repenser l'ordre européen : 1795-1802*. Paris, Kimé, 2006, p. 219.

²³ BARTHÉLÉMY, op. cit., p. 191. Cité par Marc BÉLISSA, op. cit., p. 220.

²⁴ Cité par Jacques BAINVILLE, *Napoléon*. op. cit., p. 226.

d'Hauterive écrit avec une certaine clairvoyance : « Il faut que la France périclisse ou qu'elle décline assez de rois pour que ce qui reste ne puisse plus composer une coalition²⁵. » Il faudra tout gagner ou tout perdre. Telle est la destinée de la Révolution et de l'Empire qui en découle. Mais au cours des premières années du Consulat, devant les succès de Bonaparte et malgré les soubresauts de l'économie qui demeure très fragile, la grande majorité des Français exulte, sauf Talleyrand qui, partisan de longue date des anciennes limites, demeure très inquiet quant à la politique expansionnisme de son maître.

Je sais bien ce que devrait faire le premier consul, ce que demande son intérêt, le repos de la France et celui de l'Europe. Deux routes lui sont ouvertes : le système fédéral, qui laisse chaque prince, après la conquête, maître chez lui à des conditions favorables au vainqueur; aussi, aujourd'hui, le premier consul pourrait rétablir le roi de Sardaigne, le grand-duc de Toscane. Mais veut-il, au contraire, réunir, incorporer ? Alors il s'engage dans une carrière qui n'a pas de terme²⁶.

Dès le début de la Révolution, en passant par la tribune de la Constituante et jusqu'en 1805, Talleyrand s'est toujours opposé à la guerre, donc à la politique des limites naturelles²⁷. Même après Austerlitz et les victoires qui ont suivi, il a toujours clamé que le parti de la guerre et de l'expansion était un danger pour la France.

Les armes sont journalières, écrit-il aux Directeurs lors de la signature du traité de Campoformio. La querelle momentanément assoupie par la consternation du vaincu qui peut rebondir. Qu'est-ce qu'un traité de paix? C'est celui qui fait succéder l'amitié à la haine. Les puissances avec lesquelles nous avons traité continuent d'être nos ennemis secrets, demeurent dans un état de coalition contre nous²⁸.

En accord avec la minorité qui défend les anciennes limites, il voyait juste et le temps le démontrera, car les traités de paix que les monarchies d'Europe signent avec la France ne seront que des trêves. En ce sens, il écrit une lettre à Lacuée, alors parlementaire et ami de Joséphine et de Bonaparte : « Le système qui tend à porter la liberté à force ouverte chez les nations voisines est le plus propre à la faire haïr et à

²⁵ Lettre d'Hauterive à Talleyrand. Cité par Robert MARGERIT, *18 juin 1815, Waterloo*. Paris, Gallimard, 1965, p. 6.

²⁶ G.J OUVRAUD. *Mémoires sur sa vie et ses diverses opérations financières*. Paris, Moutardier, 1827, tome III, p. 59.

²⁷ « La richesse réelle, dit-il aux Girondins alors enflammés par la victoire de Valmy, consiste non à envahir les domaines d'autrui, mais bien à faire valoir les siens (...) La France doit rester circonscrite dans ses propres limites : Elle le doit à sa gloire, à sa justice, à sa raison, à son intérêt et à celui des peuples qui seront libres par elle. » Cité par Jacques-Alain SÉDOUY, *Le Congrès de Vienne : L'Europe contre la France 1812-1815*. op. cit., p.108.

²⁸ Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*. op. cit., p.282.

empêcher son triomphe²⁹. » Mais « le diable boiteux » est bien seul dans son camp, puisque Bonaparte est appuyé par ceux-là mêmes qui furent, pendant les premières années du Directoire, partisans de cette politique expansionniste³⁰. Bien qu'ils aient décapité la monarchie et voulu en faire disparaître toutes les traces, ils n'ont pas d'autres références en matière de politique étrangère que l'agrandissement du domaine. Sur ce plan, sauf pour Louis XV et Louis XVI, il n'y a aucune césure avec la tradition royale. C'est en partie pour cela, afin de réaliser ces vastes desseins d'extension et de suprématie, que « l'élite bourgeoise », qui contrôle l'ensemble de l'opinion, porta Bonaparte au pouvoir. Dans les faits, la politique des limites naturelles ne revêt pas seulement un caractère défensif afin d'éloigner la Maison d'Autriche de la France et les champs de batailles de Paris. Ceux qui la défendent invoquent aussi des facteurs d'ordre économique : « que l'Escaut, la Meuse et le Rhin ne souffrent plus de douanes intérieures... qu'ils soient libre comme le Rhône, la Seine, la Loire et la Garonne et le peuple français aura sept fleuves³¹. » Comme le fait remarquer Marc Bélissa, les partisans des limites naturelles en font la condition sine qua non de la prospérité économique de la République. Choderlos de Laclos estime que : « l'opération d'économie politique la plus importante est une fixation raisonnée des limites de la France pour les débouchés les plus faciles à ses productions de tout genre³². » De plus, s'ajoutant aux facteurs stratégiques et économiques, les partisans de cette politique estiment que la revendication s'insère dans un projet d'ordre européen qui dépasse largement la simple « convenance » politique et militaire. En fait, la rationalisation de l'espace politique passe par la promotion d'États suffisamment grands et puissants pour assurer le bonheur de leurs citoyens.

L'Europe va prendre une face nouvelle. Elle est partagée en un si grand nombre de puissances, que les petites sont impuissantes; cette inégalité est la principale cause des guerres, des conspirations ou coalitions; une réduction dans le nombre des puissances formerait des masses qui se tiendraient en équilibre et en paix. Tous ces petits États dont les territoires sont enclavés, dont la neutralité, la passivité, la lâcheté a souffert le

²⁹ Maurice SCHUMANN, « Talleyrand et l'Allemagne », *Annales du centre méditerranéen*, no 18, 1964-65, pp. 43-62.

³⁰ Sieyès et ses relations financières aideront Bonaparte à faire le coup d'État du 18 brumaire. Après l'éviction de Sieyès, le premier consul s'entoure et confie des postes d'importance à Cambacérès, Boissy d'Anglas, Treillard, Carnot, Gillet etc.

³¹ Le Moniteur, tome XXII, no 40 du 10 brumaire an III (31 octobre 1794) « Variété : Les trois fleuves ». Cité par Marc BÉLISSA, *Repenser l'ordre européen : 1795-1802*. Paris, Kimé, 2006, p. 213.

³² P.A CHODERLOS de LACLOS, Mémoires sur la guerre et la paix, *op. cit.*, p. 338. Cité par Marc BÉLISSA, *op. cit.*, p. 211.

despotisme autrichien sur terre, et sur leurs côtes et dans leurs ports, l'insolence et la cruauté des Anglais, seraient effacés du monde politique³³.

Cela s'inscrit dans la formation d'un nouvel ordre européen basé sur la disparition des petits États qui, selon eux, sont la cause des guerres. Ainsi, par la politique des limites naturelles dont l'accomplissement doit d'abord apporter la sécurité extérieure et la prospérité économique, ils croient dans la destinée manifeste de la France de créer un ordre européen destiné à éclairer l'Europe. C'est dans cette perspective que Napoléon, avec l'accord de la Russie, redécoupe la carte de l'Allemagne lors du recès de Ratisbonne le 25 février 1803. Ainsi, sur les trois cent soixante « États » qui composaient le Saint Empire romain germanique, cent douze furent rayés de la carte. En agrandissant la Prusse, le Bade, le Wurtemberg et la Bavière, la France bénéficie alors d'États tampons qui la séparent des autres puissances continentales telle l'Autriche qui a perdu beaucoup dans cette affaire³⁴. Ratisbonne, est-il encore besoin de le préciser, c'est effectivement la « rationalisation » de l'espace politique par des États beaucoup plus consistant à l'échelon territorial.

Évidemment, la Maison des Habsbourg ayant été vaincue en 1801, ce redécoupage n'est que l'expression du droit du vainqueur et par le fait même, il ne tient pas compte du droit des gens puisque trois millions d'individus ont changé de souverain³⁵. Mais, certains pensent encore que la République, au moyen de ses armées, a pour mission de délivrer les peuples de la tyrannie des rois et de perpétuer les valeurs de la Révolution. Or, si cette doctrine s'efface graduellement devant les considérations de natures économiques, car l'élite bourgeoise s'enrichit et souhaite s'enrichir davantage grâce aux nouveaux marchés européens que les victoires des armées françaises leur concèdent; au sein de l'élite française, celle du Consulat en l'occurrence, il y a toujours cette volonté de prosélytisme armé qui guide les actions et les gestes du gouvernement. En fait, la différence de langues et de mœurs invoquée par les opposants des limites naturelles ne gêne pas les hommes du Directoire ni du Consulat. Pour eux, grâce à des

³³ Moniteur, no 267 du 27 prairial an IV (15 juin 1796). Cité par Marc BÉLISSA, *ibid.*, p. 213 et 214.

³⁴ Thierry LENTZ, *Le grand Consulat*. Paris, Fayard, 1999, p. 459.

³⁵ Thierry LENTZ, *Le grand Consulat*, *op. cit.*, p. 458-459.

lois bénéfiques édictées par la République, le temps saura faire son œuvre en convertissant les peuples « délivrés³⁶. »

Progressivement appliqué aux pays ainsi qu'aux territoires annexés par la France, le Code civil de Napoléon, qui concrétise l'établissement et l'influence du système de droit français, en sera la parfaite illustration³⁷. Néanmoins, même s'ils veulent que la France s'impose jusqu'au Rhin, qu'elle parvienne à sa « vérité géopolitique » comme le soulignent Bonald et Joseph de Maistre, les tenants de cette doctrine sont généralement contre la guerre de conquête et d'expansion préconisée par Napoléon. Après Austerlitz et suite à l'instauration du blocus continental, des voix, sommes toutes minoritaires, s'élèveront dans les milieux économiques et au sein du Sénat contre la politique extérieure de Napoléon. Lors de la campagne de 1806, une députation est dépêchée par le Sénat auprès de l'Empereur afin de lui demander de cesser les guerres de conquêtes. Malgré la lassitude de la nation et du Sénat, les victoires de l'armée ont une fois encore influé sur l'Assemblée et de fait, cette dernière a voté la levée de la conscription de 1807³⁸. Ce sont ces mêmes voix, qu'elles soient libérales ou jacobines, « opposés à la guerre de conquête », qui dénonceront avec virulence le traité de Paris mettant un terme définitif aux ambitions territoriales de la France. Cela nous prouve que la victoire était bel et bien le principal soutien du trône de Napoléon.

III. Le traité de Paris

Après vingt-trois ans de guerre pour garder ses conquêtes, la France, comme l'avait prédit Talleyrand, capitule à travers l'abdication de Napoléon survenue le 6 avril 1814 à Fontainebleau. Son économie ruinée, son armée réduite à moins de 60 000 hommes, elle n'est plus en mesure de jeter l'envahisseur hors de ses frontières. Il faut donc passer par la négociation. C'est à ce moment que Talleyrand, successivement évêque d'Autun, ministre du Directoire, ministre de Napoléon et désormais, chef du gouvernement provisoire, entre en scène. Pour lui, il s'agit de mettre fin à la guerre et de

³⁶ Marc BÉLISSA, *op. cit.*, p. 222.

³⁷ Clémence Zacharie TCHAKARIAN, « Le code civil, instrument de l'unification de l'Empire? » Dans *Actes de colloque, Napoléon et l'Europe*, Paris, Fayard, 2004, p. 182-183.

³⁸ Jean THIRY, *Le Sénat de Napoléon*. Paris, Berger-Levrault, 1949, p. 260-261. Cette référence nous a été transmise par le truchement de l'ouvrage de Mme Annie Jourdan, *l'Empire de Napoléon*. Paris, Flammarion, 2000, p. 63.

faire évacuer le pays par les troupes ennemies qui l'occupent. Plus les jours passent, plus l'occupation coûte cher aux Français qui supportent très difficilement le poids des réquisitions de l'ennemi. Dans l'esprit du chef du gouvernement provisoire, il est impératif de trouver une solution. Celle-ci intervient dans la convention d'armistice du 23 avril. Dans ce document, on y retrouve deux principes fondamentaux qui guideront les négociations futures : en premier lieu, donner à la France la paix afin de la soustraire aux excès et aux humiliations des Alliés et du même coup, lui rendre la dignité et la libre possession de soi-même; en deuxième lieu, afin d'obtenir de telles conditions, il faut évacuer les cinquante-trois places fortes encore tenues en Europe par la France et restituer les biens réquisitionnés par les troupes françaises. De ce fait, l'armée et les Bonapartistes ne comprennent pas les motivations de Talleyrand. Ils l'accusent d'avoir jeté aux orties les seuls avantages d'une future négociation avec les Alliés. Toujours vivace, cette appréciation de la situation de l'époque trouve encore écho chez quelques historiens :

Qu'on la payât de la reddition des places situées au-delà des Pyrénées, des Alpes et du Rhin, c'était déjà beaucoup lorsqu'on songe à l'impatience où devaient vivre, sous Rapp et Davout, les habitants de Danzig et de Hambourg; mais que, d'un trait de plume, on livra à l'Europe toutes les places situées, disait la convention, « hors des frontières françaises de janvier 1791 », c'était là une concession dont la gravité était extrême³⁹.

Sans grande originalité, Jacques-Alain Sédouy a écrit en 2003 : « il n'était pas nécessaire de faire de la convention de cessation des hostilités l'esquisse d'un règlement de paix, qui préemptait déjà les résultats des négociations à venir⁴⁰. » Mais que pouvait faire Talleyrand pour stopper l'invasion? Avec une économie ruinée et le pays occupé aux deux tiers de sa superficie, est-ce que le maintien de quelques forteresses hors des frontières pouvait véritablement s'avérer un atout valable dans les circonstances? Dans l'esprit de Talleyrand, comme le souligne Emmanuel de Waresquiel dans son excellente biographie du diplomate, il lui fallait stopper l'invasion et clarifier la situation sur le terrain⁴¹. Suite à la signature du 23 avril, les Alliés consentent à ce qu'aucune nouvelle place forte située dans les limites de 1792 ne soit occupée, que l'administration des villes déjà investies soit remise aux autorités françaises et que les réquisitions effectuées sur le

³⁹ Louis MADELIN, *L'Interrègne impérial*, Paris, Hachette, 1952, p. 31.

⁴⁰ Jacques-Alain SÉDOUY, *Le Congrès de Vienne : L'Europe contre la France 1812-1815. op. cit.*, p.123.

⁴¹ Emmanuel de WARESQUIEL, *Talleyrand, le prince immobile*. Paris, Fayard, 2003, p. 464.

dos du peuple cessent enfin⁴². C'est justement sur ces bases qu'on négociera le futur traité de Paris qui fut tant décrié par les tenants des limites naturelles. En définitive, Talleyrand est justifié d'affirmer dans ses Mémoires : « Cet armistice n'était pas seulement nécessaire; il fut un acte très politique. Il fallait, avant tout, qu'à la force les Alliés pussent faire succéder la confiance⁴³. » À Francfort, les Alliés ont affirmé qu'ils donneraient à la France : « *une étendue de territoire qu'elle n'avait jamais connue sous ses rois*⁴⁴ » et qui, dans ce contexte, dépasserait de beaucoup les limites de la France d'avant la Révolution.

Fort de cette promesse, Talleyrand prend contact avec les représentants de l'Europe coalisée pour négocier un arrangement qui donnerait à la France : « *un million de sujets au-delà des limites 1791*⁴⁵. » Traçant un trait définitif sur la rive gauche du Rhin, Louis XVIII, demande à son conseil d'établir, sur cette même base, un projet qui doit assurer, et cela de manière exclusive, les frontières du Nord et de l'Est. Penchés sur la carte, les hauts commis de Talleyrand tracent une frontière qui passe par Nieuport, Ypres, Courtrai, Tournay, Ath, Mons, Dinant, Givet, Neuf-château, Arlon, Luxembourg, Sarrelouis, Kaiserslautern et Spire. De façon concrète, bordant le Rhin à certains endroits, cette nouvelle frontière porte la population française à 31 751 639⁴⁶. Cela représente le million qu'il avait espéré arracher aux Alliés. Mais les coalisés refusent catégoriquement. En fait, ils évoquent les limites de 1792. Dans leur intérêt, la France doit être enfermée dans ses frontières et contenue par de solides blocs dont l'un sera formé par la Hollande et l'autre par la Prusse que l'on compte établir sur le Rhin. Au sud, la maison de Sardaigne remplira le même rôle :

Le but a été de placer le nouveau gouvernement sur le terrain de la paix. Cependant, cette convention ne laissera pas d'avoir des effets profitables aux Alliés puisqu'elle leur donne les forteresses en dehors de l'ancienne France et adopte les anciennes limites de la France comme base sur laquelle seront réglés les arrangements réciproques⁴⁷.

⁴² *Le Moniteur* du 23 avril 1814, no 114. Cette clause sera reprise de façon intégrale dans l'article III du traité de Paris.

⁴³ Duc de BROGLIE, *Mémoires du Prince de Talleyrand*. Paris, 1891-1892, tome, III, p. 196.

⁴⁴ D'ANGEBOURG, comte, *Le congrès de Vienne et les traités de 1815*. Paris, Amyot, Éditeur des Archives diplomatiques, 1864, tome I : Négociations de 1813 et de 1814 jusqu'à l'ouverture du Congrès, p. 79.

⁴⁵ D'après le rapport du comte d'Osmond adressé au roi le 20 mai 1814. Cité par Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution et la Révolution française*. op. cit., tome VIII p. 346-348.

⁴⁶ Henry HOUSSAYE, *1815*. Paris, Perrin, 1892, tome II, p.122.

⁴⁷ Cité par Jacques-Alain SÉDOUY, *Le Congrès de Vienne*. op. cit., p. 122.

De par ces dispositions, les Alliés n'entendent laisser à la France aucune possibilité de retour sur ces pays de la rive gauche du Rhin. Mais, comme Talleyrand insiste, on chicane pour finalement se mettre d'accord sur un compromis. Avignon et le Comtat, ainsi que Montbéliard et Mulhouse, sont supputés sur le chiffre total; on lui octroie alors une partie de la Savoie avec Chambéry et Annecy; au nord, du côté de la Belgique, Philippeville et Marienbourg; du côté de l'Allemagne, Sarrelouis et Landau : en tout, 450 000 âmes⁴⁸. Ce sont là les limites de la France de 1792⁴⁹. Toutefois, on n'admet pas que le domaine colonial, qui était celui de la France lors de cette même année, entre dans les négociations. Cela permet à l'Angleterre de sélectionner, en Amérique et en Inde, des indemnités plus que substantielles. On lui enlève Tobago, l'île de France dans l'océan Indien et Sainte-Lucie. L'île de Malte devient également anglaise, ce qui représente un échec pour l'influence française en Méditerranée. La France cède aussi à l'Angleterre les navires de guerre ancrés dans les ports de Hollande⁵⁰. Même si ces conditions sont sévères, le gouvernement français n'a pas à rendre les œuvres d'art pillés dans les pays conquis ni à payer de réparations pécuniaires aux alliés qui ont beaucoup souffert des conditions que Napoléon leur a lui-même imposées. Pour nous en convaincre, il a perçu sur les territoires occupés plus de 266 millions de francs sur les 414 millions qu'il avait prévus au départ. De cette somme, la Prusse a dû acquitter 110 millions de francs sur les 154 imposés par Napoléon⁵¹. L'ensemble de ces sommes ne couvre évidemment pas tout ce qui a été pris par réquisition et pillage. Dans ces conditions, bien qu'il n'ait pas analysé ces données, l'historien et diplomate anglais Duff Cooper a été justifié d'écrire en 1932 dans sa biographie sur Talleyrand :

Quand on songe que pendant vingt ans les grandes puissances ont été, sauf lors de brèves accalmies, en guerre avec la France, que celle-ci a causé d'immenses dommages aux intérêts de l'Angleterre et de la Russie, qu'elle a infligé des humiliations terribles à la

⁴⁸ Article II du traité de Paris. Cité dans *Mémoires du Prince Talleyrand*. Paris, Calmann Lévy éditeur, 1891, p. 176.

⁴⁹ Voir annexe E figure 1 et 2. Ces cartes représentent la France avant et après les Cent Jours.

⁵⁰ D'ANGE BERG, comte, *Le congrès de Vienne et les traités de 1815*. « *Traité de paix entre la France et les puissances alliées, suivi d'articles additionnels et spéciaux avec l'Autriche, la Russie, la Grande-Bretagne et la Prusse, avec les articles secrets, signé à Paris, le 30 mai 1814*. » *op. cit.*, tome I, pp. 161-182.

⁵¹ Pierre BRANDA, « La guerre a-t-elle payé la guerre ? » Dans *Actes de colloque, Napoléon et l'Europe*, Paris, Fayard, 2004, p. 263.

Prusse et à l'Autriche, on peut estimer difficilement les termes du traité comme draconiens⁵².

Étant sans conteste les plus touchés de l'occupation napoléonienne, les Prussiens réclament une indemnité de 169 785 859 francs. La nature de cette facture fait pousser de hauts cris du côté des alliés et de Louis XVIII. Ce dernier fait répondre aux alliés qu'il est fermement décidé à s'enfermer dans son palais si on donne suite à ces réclamations. Le Tsar Alexandre, Castlereagh et Metternich refusent alors de donner suite aux demandes prussiennes qui détonnent de manière singulière de leur position modératrice envers la France. Comme le disait Nesselrode au Tsar suite à son entrée dans Paris, « il faut ménager la France dans ses anciennes limites, ne pas trop l'humilier, faire la paix, se donner la gloire de rétablir l'équilibre en Europe⁵³. » Malgré les protestations des tenants de la ligne dure qui fourmillent dans son entourage, le Tsar, qui demeure chez Talleyrand, se rangera à cette dernière position. Le traité est finalement signé le 30 mai 1814. Le lendemain, satisfait de son œuvre, Talleyrand écrit à la duchesse de Courlande : « J'ai fini ma paix avec les quatre grandes puissances. Elle est très bonne; faite sur le pied de la plus parfaite égalité et plutôt noble, quoique la France soit encore couverte d'étrangers. Mes amis et vous à la tête, vous devez être contents de moi⁵⁴. » Certains historiens comme Lacour-Gayet et Madelin y ont vu beaucoup de complaisance de la part du diplomate⁵⁵. Le dernier, visiblement guidé par haine contre les Allemands qui ont envahi la France à deux reprises, écrit :

A voir, au printemps de 1814, ses vainqueurs repousser dédaigneusement ses plus modestes revendications, la France apprenait qu'on ne traite honorablement – même après la défaite – que lorsqu'on ne la pas méritée, et que compter sur la « générosité » de ses ennemis parce qu'on leur aura lâchement sacrifié l'indépendance de ses décisions et,

⁵² Duff COOPER. *Talleyrand. Un seul maître : La France*. Paris, Alvik, nouvelle traduction 2002, p. 258.

⁵³ Préfacé par Frédéric MASSON. *Mémoires du comte de Moriolles sur l'émigration, la Pologne et la cour du grand duc Constantin : 1789-1833*. Paris, Ollendorff, 1902, p. 138 et 144.

⁵⁴ *Talleyrand intime d'après sa correspondance inédite avec la duchesse de Courlande. La Restauration en 1814*. Paris, E. Kolb, 1898, p.76. Cité également dans les *Mémoires du Prince Talleyrand*. Paris, Calmann Lévy éditeur, 1891, p. 181.

⁵⁵ Emmanuel de WARESQUIEL, *op. cit.*, p. 464-465 : « Pendant des décennies pourtant, la plupart des biographes français du diplomate, de Lacour-Gayet à Madelin, vont se montrer extrêmement critiques, voire injustes à son égard, en se plaçant dans la perspective d'une historiographie républicaine, anti-allemande et revancharde, les yeux rivés sur la frontière belge, comme si l'abandon de Namur, de Tournai et de Charleroi avait été la cause de tous les maux de la France en 1914 et en 1940. Seul Albert Sorel le défend. »

pour leur plaire, briser ses dernières forces, c'est faire un calcul fatalement faux, et s'exposer à en supporter les mortifiantes conséquences⁵⁶.

Dans cet extrait, comme le souligne d'ailleurs Emmanuel de Waresquiel, il y a là une forme de négation du contexte de l'époque de la part de ces historiens et surtout, une incompréhension du pouvoir extraordinaire de représailles dont disposent alors les Alliés : « Les puissances coalisées, écrit le Baron de Vitrolles, semblaient oublier, dans la joie et l'étonnement de leur succès, le droit de la guerre et des terribles représailles⁵⁷. » Ce droit de la guerre, comme il le dit, on se souviendra que Napoléon, en homme d'ancien régime, n'a jamais éprouvé de scrupule à l'employer. Contrairement à lui, les vainqueurs tentent d'instaurer une certaine forme d'équilibre en Europe qui favorisera les conditions du partage. De fait, une France affaiblie serait très préjudiciable à cette politique. Aussi controversé que son signataire, ce traité fait néanmoins couler beaucoup d'encre dans les milieux parisiens. De prime abord, si Louis Madelin n'a pas compris la nature de l'œuvre diplomatique de Talleyrand, ce n'est pas seulement en raison de l'occupation du territoire français par les Allemands lors de la Deuxième Guerre mondiale.

En fait, si la perception persiste toujours, c'est aussi parce que la France d'alors, habituée à la gloire et aux victoires depuis plus de vingt ans, ne l'a elle-même pas compris. La bataille d'Austerlitz est loin, mais comme les autres victoires éclatantes de l'Empire et de la Révolution, elle demeure toujours présente dans la mémoire des Français de 1814. Ainsi, diffusés en grand nombre dans les rues de Paris, journaux et pamphlets dénoncent avec virulence ce traité d'une seule et même voix : « la vindicte publique, écrit Macdonald, protestait alors que ce n'était pas gratuitement qu'il avait été conclu⁵⁸. » Dans ses mémoires, Pasquier, revenu de ses premières impressions, décrit bien l'opinion de l'époque quant aux résultats des négociations de Talleyrand : « Voilà donc ce qu'on a gagné à rappeler la maison Bourbon! Avec elle, les sacrifices que redoutait la France ont été décidés un peu vite. N'était-il donc pas possible, n'aurait-il pas été juste de revenir aux propositions de Francfort⁵⁹. »

⁵⁶ Louis MADELIN, *l'Interrègne impérial. op. cit.*, p.76.

⁵⁷ *Mémoires et relations politiques du baron de Vitrolles*. Paris, Charpentier, 1884, tome I, p. 142.

⁵⁸ MACDONALD, Maréchal, duc de Tarente. *Souvenirs*. Paris, Plon, 1892, p. 281.

⁵⁹ PASQUIER, *Mémoires du chancelier Pasquier. op. cit.*, tome II, p.382.

Dans le même esprit, Chateaubriand, royaliste d'allégeance mais aussi rempli de haine à l'égard de Talleyrand, écrit dans ses mémoires d'Outre-Tombe : « Il résulte des négociations de M. de Talleyrand que nous sommes demeurés sans frontières : une bataille perdue à Mons ou à Cobenzl amènerait en huit jours la cavalerie ennemie sous les murs de Paris⁶⁰. » Il n'est pas facile pour un Français d'être le responsable de la fin définitive de la politique traditionnelle qu'est l'obtention des limites naturelles. Cela n'est pas étonnant que Talleyrand soit aujourd'hui considéré comme un « traître ». Lors de la rédaction de ses Mémoires, il a vainement tenté de se défendre de cette accusation⁶¹. Mais la « tache » sur sa réputation et sur sa mémoire demeure indélébile. Près de vingt ans auparavant, Mallet du Pan a décrit la haine des Français vis-à-vis des alliés et de leur politique.

Rien n'égale le mépris qu'on porte en France aux armes et à la politique des alliés, si ce n'est la haine non moins générale qu'ils ont inspirée. Ces sentiments sont aussi prononcés chez les monarchistes que chez les républicains. Tout le royaume sans distinction de parti, se ralliera éternellement contre les étrangers, considérés comme ennemis de la France et non comme ennemis de la Révolution⁶².

Le traité de Paris et le retour des Bourbons, c'est la garantie pour les alliés que le temple de Janus sera à jamais fermé. Cela veut dire que la France, à travers Louis XVIII, renoncera dans l'avenir à toute forme de guerre d'expansion. Il y a quelque chose d'ironique dans le fait qu'un Bourbon, qui se réclame de la légitimité, décide de mettre fin aux aspirations traditionnelles et « légitimes » de la France. Quoiqu'il en soit, ces conditions leur ayant été imposées par les étrangers, il était donc inévitable que le traité de Paris et son négociateur soient mal perçus par les Français. Comme l'a dit Pasquier en critiquant Talleyrand, déçu et amer des pertes que la France a subies, il aurait fallu revenir aux propositions de Francfort. Mais qu'est-ce que cela représente en réalité? Absolument rien de concret, car lors des délibérations de Francfort, les coalisées se sont mis d'accord sur la puissance et la prépondérance que la France doit conserver dans son

⁶⁰ CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*, Lausanne, Éditions Rencontre, 1963, tome 4, livre 43, chapitre 8, p. 590.

⁶¹ « Quand je pense à la date de ces traités de 1814, aux difficultés de tous genres que j'ai éprouvées, à l'esprit de vengeance que je rencontrai dans quelques-uns des négociateurs avec lesquels je traitais, et que j'étais obligé de combattre, j'attends avec confiance le jugement que la postérité en portera. » Duc de BROGLIE, *Mémoires du Prince de Talleyrand. op. cit.*, tome II, p. 202-203.

⁶² Pierre-André SAYOUS, *Histoire de la littérature française à l'étranger depuis le commencement du XVII^e siècle*. Genève, Slatkine Reprints, 1971, tome II, p. 150.

intégrité. Selon eux, elle doit se renfermer dans ses limites naturelles dont les limites sont le Rhin, les Alpes et les Pyrénées⁶³. Est-ce qu'il y a seulement une petite mention sur la rive gauche du Rhin dans cet énoncé? Parle-t-on de la Hollande et de la Belgique? Pas du tout! Mais on comprend que cette déclaration ait pu faire illusion quant aux véritables motivations des alliés. Et c'était d'ailleurs le but puisque Metternich et le Tsar étaient persuadés qu'il suffisait de prononcer les mots de *Limites naturelles* pour que les Français se convainquent, sans même demander davantage d'explication, que cela constituait une indication de règlement de paix définitif. Mais pour les Alliés, et cela, Napoléon le savait, les limites de la France n'ont rien à voir avec celles de la Gaule de César. Pour eux, ce sont les limites de 1791. L'ambiguïté du texte présenté à Francfort à l'ambassadeur de Napoléon, M. Saint-Aignan, n'était là que pour saper le moral des Français. Il fallait tout simplement leur démontrer que leur Empereur n'était qu'un fauteur de guerre, une entrave insurmontable à la paix.

Dès 1805, la veille de la campagne qui devait mener à la victoire d'Austerlitz, les Alliés avaient déjà arrêté les objectifs qui seront finalement atteints lors de la première abdication de Napoléon : 1) Réduire la France à ses anciennes limites. 2) Former, par une distribution des pays enlevés à la France, une forte barrière contre elle. 3) Convenir d'un système général de droit public pour l'Europe⁶⁴. Neuf ans plus tard, dans une lettre du 26 janvier de cette même année 1814, Metternich informe Schwarzenberg que les stipulations secrètes de Toeplitz, élaborées et signées par les coalisés dans les premières semaines de septembre 1813, donc six semaines avant les ouvertures de Francfort, viennent d'être reconduites de façon officielle lors de la signature du protocole de Langres :

- 1) Le rétablissement de l'équilibre des puissances de l'Europe et une répartition de leurs forces respectives propres à assurer cet équilibre.
- 2) Le refoulement de la puissance française dans les bornes compatibles avec un système d'équilibre en Europe.
- 3) Pour atteindre ce but, les puissances ont jugé nécessaire « la rentrée de la France dans les limites du Rhin, des Alpes et des Pyrénées. Le Rhin et les Alpes offrant des lignes à déterminer⁶⁵.

⁶³ Cité par Albert SOREL. *L'Europe et la Révolution française. op. cit.*, p. 208.

⁶⁴ Georg Friedrich MARTENS, *Nouveau recueil général de traités et autres actes relatifs aux rapports de droit international*. Göttingue, Dieterich, 1876-1908, tome XI, p. 87. Voir également Louis-Pierre Édouard BIGNON, *Histoire de France sous Napoléon*. Paris, Meline, 1838, tome IV p. 191.

⁶⁵ Auguste FOURNIER, *Napoléon 1^{er}*. Paris, E.Brouillon, 1891-1892, tome II, p. 245.

Dans la dernière phrase du point trois, on voit que l'ambiguïté commence à se dissiper. Il est évident que la rive gauche du Rhin ne fera pas partie du royaume de Louis XVIII. Mais dans un contexte aussi perturbé que celui de la France de 1814, nous comprenons très bien qu'une offre comme celle de Francfort, quoique trompeuse, ait semblé acceptable, voire très généreuse. Même Talleyrand et Louis XVIII, en présentant aux puissances alliées le premier tracé de frontière qui devait donner à la France plus d'un million de sujets, s'y sont laissés prendre. Bien que Napoléon n'ait pas été dupe sur les véritables intentions des Alliés, il n'est pas étonnant que cette légende sur la supposée générosité des propositions de Francfort ait persisté aussi longtemps. La France étant écartée du concert des puissances, du moins en principe, les puissances alliées pourront désormais s'entendre sur la liquidation du système napoléonien. Sous un couvert de principes, d'un système de régulation des relations diplomatiques, la raison d'État, tel qu'elle fut sous l'Ancien régime, guidera les actions des copartageants à Vienne.

Dans le préambule de la déclaration de Kalisch⁶⁶ signée le 28 février 1813, ils y définissent les principes qui supporteront le système qu'ils comptent voir s'établir en Europe : « Le temps arrivera où les traités ne seront plus de trêves, où ils pourront de nouveau être observés avec cette foi religieuse, cette inviolabilité sacrée à laquelle tiennent la considération, la force et la conservation des empires⁶⁷. » La première phrase résume judicieusement l'ensemble des traités qui furent passés avec Napoléon. Campoformio, Lunéville, Presbourg, Tilsit et le traité de Vienne ne furent effectivement que de courtes trêves. Mais pour le reste, lorsqu'ils invoquent ces temps révolus où les traités étaient respectés avec « cette foi religieuse », il est difficile de savoir ce à quoi ils font référence. Car avant le Congrès de Vienne, il n'existe pas en Europe de grands principes diplomatiques reconnus de tous. Le traité de Westphalie a régulé d'une certaine manière les affaires d'Allemagne, mais dans l'ensemble, c'est la raison d'État qui a prévalu et bien sûr, l'évolution naturelle des choses. Comme le mentionne Georges-Henri Soutou, « on assista dans la seconde moitié du XVIIIe siècle à une véritable dérive qui fit perdre de vue les préceptes du droit public européen et du juste équilibre au profit d'une

⁶⁶ Le traité de Kalisch officialise l'alliance entre la Russie et la Prusse qui fait son retour dans la guerre contre Napoléon.

⁶⁷ Georg Friedrich MARTENS, *Nouveau recueil général de traités et autres actes relatifs aux rapports de droit international*. op. cit., tome VII, p. 231.

conception purement mécanique de l'équilibre, et d'un équilibre réservé aux grandes puissances et compris à leur profit, l'accroissement de l'une étant justifié par l'agrandissement de l'autre, sans référence au droit public européen⁶⁸. »

IV. Le Congrès de Vienne : la raison d'État justifie tout

Aujourd'hui encore, en raison des divergences entre les auteurs et les historiens qui ont traité de la question, tels Schroeder, Bois, Kissinger, Sédouy et de nombreux autres, on se demande toujours si le Congrès de Vienne constitue une véritable avancée au niveau des relations internationales. En fait, hormis le fait que les traités prennent davantage de valeur et que les princesses ne sont plus de la marchandise diplomatique, la seule véritable innovation de cet événement réside dans l'entente relative entre les vainqueurs concernant le partage des territoires ayant constitués l'Empire de Napoléon. Pour le reste, il n'y a pas d'avancée significative, car le Congrès légitime la conquête au détriment des peuples. Ainsi, la force brute, dont on accusait Napoléon de faire usage sans modération, est toujours présente à la table des négociations. Anglais, Français et Autrichiens comprennent vite que le Tsar et le roi de Prusse sont prêts à recourir à la guerre pour garder la Pologne et la Saxe. Mais n'étant pas en mesure de faire la guerre, Castlereagh et Metternich ne persistent pas. De son côté, mis devant le fait accompli, Talleyrand, qui aurait souhaité une intervention militaire commune, ne peut qu'accepter la politique conciliatrice de ses deux alliés. Donc, on constate que la raison d'État continue d'être le moteur des décisions prises par les grands de ce monde. Dans ces conditions, il n'existe pas de véritable système d'équilibre en Europe, car c'est le jeu des alliances et les rapports de force qui prévalent toujours.

Pour effectuer une analyse d'ensemble, il nous faut d'abord comprendre l'esprit dans lequel on pratique la diplomatie au début du XIXe siècle. En fait, c'est ce qu'on a défini, souvent avec cynisme, comme étant la raison d'État. Partant de ce concept, il n'existe pas d'Europe proprement dite avant le Congrès de Vienne. Les États, de façon individuelle, ne se conforment pas à des principes reconnus de tous.

Où le respect du droit établi, gouverne les transactions et dicte les traités, où la bonne foi en dirige l'exécution, où le sentiment de la solidarité des monarchies assure, avec le maintien de l'ordre public, la durée des engagements contractés par les princes. En fait,

⁶⁸ Georges-Henri SOUTOU, *L'Europe de 1815 à nos jours*. Paris, PUF, 2007, p. 13.

ce que l'on voit, ce sont des actes de gouvernements; ce qu'il faut connaître, c'est la coutume qu'ils se sont faites et d'après lesquelles ils règlent leur relation⁶⁹. »

Dans ce contexte, on constatera que les traités ne valent généralement pas le papier sur lequel ils sont écrits : « En fait de politique et d'intérêts, écrit Mandat, il n'y a ni reconnaissance ni traité qui tiennent; c'est la force ou l'intérêt qui fait les traités; c'est la force ou l'intérêt qui les rompt⁷⁰. » Dans ses Mémoires, véritable traité pratique de machiavélisme, Frédéric le Grand énumère les cas qui peuvent amener un souverain à rompre une alliance⁷¹. Il en distingue quatre : la défection de l'allié, la nécessité de la prévenir, la force majeure et l'insuffisance des moyens⁷². Songeant sûrement à Frédéric lors de la rédaction de ses propres Mémoires, le marquis d'Argenson, ancien ministre des Affaires étrangères sous Louis XV, écrit : « Les sentiments des princes sont à l'enchère de leurs intérêts⁷³. » Malgré le travail de quelques philosophes éclairés comme l'Abbé de Saint-Pierre et Vattel, qui oeuvrent pour faire reconnaître le droit des peuples : la paix, la guerre et la conquête, qui sont les principales composantes de l'ancien droit public, restent et resteront entre les mains des princes⁷⁴. De son côté, observateur perspicace des coutumes diplomatiques, Mallet du Pan décrit cette notion plutôt nébuleuse qui régit les relations entre les États européens :

Que la guerre dérive ou ne dérive pas d'un droit quelconque, elle ne s'en fait pas moins; les souverains ne s'avisent guère de composer leurs manifestes d'après la métaphysique obscure des philosophes : l'usage et les traités, voilà les seuls titres consultés. Il en est résulté un code, artificiel si l'ont veut, contraire au droit naturel, à la raison, à la religion, mais auquel la coutume a donné force de loi. Rien n'est donc plus inutile que les

⁶⁹ Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française : Les mœurs politiques et les traditions*, tome I, *op. cit.*, pp. 10-11.

⁷⁰ M. MANDAT, *Nouveaux Intérêts des princes de l'Europe*, Paris, Plon, 1884, p. 34.

⁷¹ Après avoir soutenu Louis XV lors de la guerre de succession d'Autriche, Frédéric II décide de renier ses engagements et de s'allier avec l'Angleterre (Convention de Westminster janvier 1756). En désespoir de cause, la France, s'allie donc avec l'Autriche.

⁷² Frederick II, King of Prussia, *Memoirs of Frederick II*. London, Printed for J. Hinton at the King's Arms in Newgate-Street, 1757, p. 16.

⁷³ D'Argenson, *Mémoires*. Paris, Éditions Rathery, 1859-1867, tome IV, p. 245. René de Voyer, marquis d'Argenson dit Argenson la bête. Ministre des Affaires Étrangères entre 1744 et 1747. Décédé en 1757.

⁷⁴ L'abbé de Saint-Pierre propose « la création d'une force d'intervention contre les membres du « Corps européen » - qui ne respecteraient pas entre eux une alliance pacifique, garantie par un Congrès permanent, ou Assemblée qui se tiendrait à Utrecht. La première mission du Congrès serait d'arbitrer les conflits ; aucun changement territorial ne pourrait être acquis sans le consentement de l'Assemblée, aucun souverain ne pourrait disposer de deux couronnes ; cette perspective sous-entend que toute guerre européenne est liée aux ambitions territoriales des princes. » Cité dans Jean-Pierre BOIS, *De la paix des rois à l'ordre des empereurs 1714 – 1815 : Nouvelle histoire des relations internationales* – 3. Paris, Éditions du Seuil, 2003, pp. 63 et 347.

argumentations des discours sur cette matière; le droit des gens (public) n'est autre chose qu'un système de faits et de coutume⁷⁵.

Pourquoi un tel pouvoir chez les souverains? Parce qu'ils s'estiment être de droit divin et que ce concept est accepté par tous. Ainsi, ils représentent les droits et les aspirations du peuple qui, faut-il encore le préciser, n'a pas droit au chapitre : « Ce droit (de conquête), écrit Bossuet, qui commence par la force, se réduit, pour ainsi dire, au droit commun et naturel du consentement des peuples. Et l'on présuppose que la conquête a été suivie d'un acquiescement tacite des peuples⁷⁶. » Grotius et Pufendorf ne disent pas autre chose. Pour eux, ce n'est pas la conquête qui légitime la possession et donne la souveraineté, mais le consentement tacite ou exprimé des individus conquis⁷⁷. Lorsque Napoléon prend le pouvoir en brumaire de l'an VIII, il n'est pas tellement différent des souverains qui l'entourent. Mais contrairement à ces derniers, qui règnent toujours par la grâce Dieu, il peut revendiquer l'acceptation du peuple puisqu'il estime en être le représentant. « Le recours au peuple, dit-il à Thibaudeau, a le double avantage de légaliser la prorogation et de purifier l'origine de mon pouvoir, autrement il aurait toujours paru équivoque⁷⁸. » Dans ces conditions, concept très nouveau en Europe, son droit de conquête s'accompagne véritablement de l'acceptation populaire, car son accession graduelle au pouvoir suprême a été plébiscitée à trois reprises : constitution de l'An VIII, Consulat à vie et accession à la dignité impériale. Mais s'il croit bénéficier de davantage de légitimité que ses vis-à-vis royaux, Napoléon et ceux qui l'ont mis trône, l'élite bourgeoise en quelque sorte, ne considère pas le droit de conquête autrement. Pour Joseph-Marie Derché, publiciste à succès et connu en France pour ses prises de position en faveur de l'acquisition des limites naturelles, l'intérêt de la République et des peuples coïncident. Non seulement, le peuple français a le droit du vainqueur pour lui, mais il a même le devoir d'intégrer les peuples conquis pour leur bien et pour la stabilité du continent. Toutefois, il fait remarquer que le besoin principal de la République est de

⁷⁵ Édouard SAYOUS, *Mémoires et correspondance de Mallet du Pan*, Paris, Plon, 1851, tome I, p. 115.

⁷⁶ Revue catholique des institutions et du droit, XXVI^e année, août 1898, pp 60-73.

⁷⁷ Marc BÉLISSA, *Fraternité universelle et intérêt national : 1713-1795*, Paris, Kimé, 1998, p. 79.

⁷⁸ Mémoires de Thibaudeau, p. 132. Cité par Annie JOURDAN, *L'Empire de Napoléon*, Paris, Flammarion, 2000, p. 55.

fermer l'entrée de son territoire à ses ennemis. Très certainement, Bonaparte s'inscrit dans cette lignée⁷⁹.

Le traité de Lunéville demeure un exemple des plus éloquents. Contrainte par la défaite de ses armées à Hohenlinden, l'Autriche doit lui céder la Belgique et la rive gauche du Rhin. Tous les princes héréditaires, dépossédés en raison de cette annexion, seront indemnisés par le Saint Empire germanique. De plus, Vienne doit reconnaître les créations de la France, soit les Républiques batave, helvétique et cisalpine, sans compter qu'elle doit céder le Brisgau au profit de la maison d'Este, elle-même privée du duché de Modène. Évidemment, comme le stipulaient les articles secrets de Campoformio, il n'est plus question de compensations territoriales pour l'Autriche en Bavière et dans la région de Salzbourg. Quant à cette dernière, elle passe directement sous la souveraineté du grand duc de Toscane. L'Autriche conserve uniquement la Vénétie, le Frioul, l'Istrie et la Dalmatie⁸⁰.

Conséquemment, l'Italie sort de la sphère d'influence de l'Autriche⁸¹. Après ce constat, terrible pour son pays, Cobenzl, le représentant autrichien, celui-là même qui a négocié les deux derniers partages de la Pologne, écrit à un correspondant viennois : « Le voilà, ce malheureux traité que je me suis vu dans la nécessité de signer. Il est affreux pour la forme et pour le fond⁸². » Il sait pertinemment bien que, même si l'article XI du traité déclare que les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance des Républiques créées par la France, et la faculté aux peuples qui les habitent d'adopter la forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable, Bonaparte n'en fera rien. Il en profitera pour resserrer son emprise sur l'Italie, les Pays-Bas et la rive gauche du Rhin. Directement ou indirectement, en 1805, Napoléon aura sous sa botte la majeure partie de l'Italie, la Suisse, une partie de l'Allemagne et la Hollande. Il serait toutefois injuste d'accabler uniquement Napoléon, car l'Angleterre, comme les autres puissances européennes, ne conçoit pas les choses différemment. Lorsqu'elle signe le traité d'Amiens le 25 mars 1802, elle doit, selon l'article X, remettre l'île de Malte aux Chevaliers de Saint-Jean. Mais, en raison des avancées de Bonaparte en Europe et du fait

⁷⁹ Marc BÉLISSA, *Repenser l'ordre européen : 1795-1802*. Paris, Kimé, 2006, p. 212.

⁸⁰ Traité de Lunéville, signé le 20 pluviôse an IX (9 février 1801) Publié le 24 pluviôse (13 février 1801) dans la gazette nations Moniteur Universel.

⁸¹ Tout le nord et le centre de l'Italie passe sous le contrôle de la France.

⁸² Cité par Jean THIRY, *La machine infernale*. Paris, Berger-Levrault, 1952, p. 250

qu'il n'ouvre pas ses ports aux produits de ses manufacturiers et de ses marchands, le gouvernement anglais refuse catégoriquement de se conformer au traité. Il prétexte l'occupation de la Hollande par la France bien que cet objet n'a pas été stipulé dans les articles du traité :

La simple application du traité, écrit Castlereagh, donne à la France la liberté d'intervenir chez ses propres alliés, c'est-à-dire la Hollande, l'Espagne, la Suisse, l'Etrurie, etc. et également chez les autres États d'Europe pour lesquels nous n'avons pas stipulé. En fait, tout le problème reste ouvert, sauf en ce qui concerne la Grande-Bretagne, le Portugal, Naples et la Turquie. En conséquence la France a devant elle un jeu très ouvert à jouer sans violer la lettre du traité⁸³.

Lunéville et Amiens, ce sont là deux exemples éloquents qui nous prouvent que les traités n'ont qu'une valeur bien relative. Les maximes évoquées par Frédéric le Grand dans ses mémoires se retrouvent dans toutes les étapes de la violation réciproque des traités de Lunéville et d'Amiens par la France et l'Angleterre. De part et d'autre, une seule suffira pour expliquer cette dérive diplomatique : la nécessité. C'est elle qui pousse Bonaparte à protéger les limites naturelles et la prépondérance politique et économique de la France en Europe. De l'autre côté de la Manche, l'Angleterre mène le même combat pour sauvegarder son influence commerciale sur le continent. Afin d'atteindre leurs objectifs réciproques, ils se cachent derrière cette expression qui justifie tout : la raison d'État. Mais comment peut-il en être autrement alors que

(...) les acteurs des relations internationales ne proposent aucun nouveau modèle théorique, ni l'Autrichien Thugut, ni Cobenzl, négociateur du traité de Campoformio, ni le Badois Louis Otto qui a la confiance de Bonaparte, ni même Talleyrand, maintenant ministre des Relations extérieures⁸⁴.

Mais en dépit du fait que les droits du souverain et du peuple ne s'accordent que dans le silence, tout n'est pas négatif dans cette vieille Europe, car les intérêts dynastiques ne passent pas uniquement par la guerre. Ils passent aussi par les « liens sacrés du mariage » qui se tissent entre les différentes maisons régnantes. Les princesses, comme le disait si cavalièrement Bonaparte, ne sont que de la marchandise politique et bien évidemment, on ne saurait parler d'amour. Toutefois, les unions forcées sont beaucoup plus économiques que les guerres.

⁸³ Martin PHILLIPPSON, « La paix d'Amiens », *Revue historique*, tome. LXXV, 1901, p. 236-318.

⁸⁴ Jean-Pierre BOIS, « La rupture de l'équilibre européen par la Révolution française » dans *Actes de colloque, Napoléon et l'Europe*, Paris, Fayard, 2004, p. 72.

Les unions dynastiques sont des actes politiques toujours essentiels destinés à montrer qu'un conflit est achevé, que la paix est bien là; mariages et remariages ont à ce point imbriqué les familles princières les unes dans les autres que tous les souverains sont plusieurs fois parents les uns des autres⁸⁵.

Considéré comme un parvenu, voire un intrus dans la grande famille des rois, Napoléon, comme il en va de son droit de conquête, n'en conçoit pas les choses autrement. Lui aussi se réclame du droit public des rois. Lorsqu'il répudie Joséphine pour une princesse autrichienne, Marie-Louise de Habsbourg, nièce de feu Marie-Antoinette, il songe surtout à ses propres intérêts dynastiques qui se traduisent par une solide alliance et la naissance d'un héritier mâle qui prendra éventuellement sa succession. C'est la vieille loi salique de primogéniture. Après Wagram, bataille qui concrétise une nouvelle défaite de l'armée autrichienne, il perpétue la coutume. Il fonde la paix sur une union qui, espère-t-il, doit lui apporter une forme de stabilité dynastique afin que son système puisse subsister. Or, cette coutume, ou plutôt cette philosophie d'entrevoir les actions politiques a aussi ses inconvénients. Suite à la catastrophe de Russie, il en fera les frais pendant la campagne de Saxe, car malgré les victoires de Bautzen et de Lützen sur les Prussiens et les Russes, Napoléon éprouve le besoin de reprendre son souffle. Et c'est précisément à ce moment que l'union autrichienne entre en jeu. Il compte alors sur son beau-père pour qu'il effectue une médiation entre lui et ses ennemis. Mais lors de la fameuse rencontre de Dresde avec Metternich le 26 juin 1813, il tombe des nues. Par l'attitude froide et les conditions inacceptables que lui impose ce dernier, il se voit confirmer que son mariage avec Marie-Louise n'a été qu'un marché de dupe.

Je vous ai deviné, crie-t-il à Metternich; votre cabinet veut profiter de mes embarras et les augmenter autant que possible pour recouvrer tout ou partie de ce qu'il a perdu. La grande question pour vous est de savoir si vous pouvez me rançonner sans combattre ou s'il vous faudra vous jeter décidément au rang de mes ennemis.

Pendant que Napoléon hurle à pleins poumons et vitupère contre le double jeu de son beau-père, Metternich reste de glace. Celui-ci attend que la tempête se calme afin de lui imposer ses fameuses conditions. Après que ce dernier eut parlé, la voix de l'Empereur, prophétique sur l'avenir, s'élève à nouveau :

⁸⁵ Jean-Pierre BOIS, *De la paix des rois à l'ordre des empereurs. op. cit.*, p. 69. Voir également Lucien BÉLY, *Les relations internationales en Europe XVIIe – XVIIIe siècle*. Paris, Puf, 1992, pp. 50-51.

Quoi! Non seulement l'Allemagne, mais la moitié de l'Italie, et le retour du Pape à Rome? Et la Pologne? Et l'abandon de l'Espagne? Et la Hollande, et la Confédération du Rhin, et la Suisse? Voilà donc ce que vous appelez l'esprit de modération qui vous anime? Vous ne pensez qu'à profiter de toutes les chances; vous n'êtes occupé qu'à transporter votre alliance d'un camp à l'autre, pour être toujours du côté où se font les partages, et vous venez me parler de votre respect pour les droits des États indépendants! Au fait, vous voulez l'Italie; la Russie veut la Pologne; la Suède veut la Norvège; la Prusse veut la Saxe; l'Angleterre veut la Hollande et la Belgique. En un mot, la paix n'est qu'un prétexte; vous n'aspirez qu'au démembrement de l'Empire français! (...) Et c'est mon beau-père qui accueille un tel projet? C'est lui qui vous envoie? Dans quelle attitude veut-il donc me placer en face du peuple français? Il s'abuse étrangement s'il croit qu'un trône mutilé puisse être en France un refuge pour sa fille et son petit-fils⁸⁶.

Perfide, ambitieux comme les autres souverains qui souhaitent obtenir plus de territoires, François II l'est sans aucun doute. Éduqué comme Napoléon et tous les autres souverains dans les principes de la pensée de Machiavel et de Frédéric le Grand, il est de son époque⁸⁷. Toutefois, cela n'explique pas tout, puisque sa politique est également motivée par les traditions ancestrales. Chez les Habsbourg, il est du devoir de l'Empereur de préserver et d'agrandir le domaine impérial, que ce soit par des mariages ou par la guerre. Depuis dix-huit générations, il n'y a pas eu de rupture quant à l'application de « ce beau principe » qui, en partie, sera à l'origine de la Première Guerre mondiale. Or, depuis 1796, guerre après guerre, François II a vu son Empire se réduire comme une peau de chagrin⁸⁸. Comme l'a écrit avec emphase Frédéric Masson, par deux fois, Napoléon l'a chassé de sa capitale, l'a humilié dans son orgueil, frappé dans ses vassaux; il a brisé les liens qui unissaient à sa maison les Tyroliens fidèles; il l'a réduit, lui et sa famille, aux fuites aventureuses sous le sabre des hussards d'avant-garde⁸⁹. Devant ce douloureux constat, il devient nécessaire de stopper cette série désastreuse d'amputations territoriales. Lorsque « l'ogre » a fait savoir à l'Europe qu'il était prêt à se remarier, sans autre choix,

⁸⁶ FAIN (Baron). *Mémoires : manuscrit de 1813*. Paris, Delaunay, 1825-1827, tome II, pp. 30-31.

⁸⁷ J. COLIN, *L'éducation militaire de Napoléon*. Paris, Édition historique Teissèdre, 2001, édition originale 1900, pp. 116-117. En 1797, Napoléon disait à l'envoyé de Prusse : « Le grand Frédéric est le héros que j'aime à consulter en tout, en guerre comme en administration; j'ai étudié ses principes au milieu des camps et ses lettres familières sont pour moi des leçons de philosophie. » Frédéric MASSON, *Napoléon inconnu. Papiers inédits : 1786-1793*. Paris, Librairie Paul Ollendorf, 1901, tome I, p. 670 et suivante., et tome II, p. 500 à 505

⁸⁸ Paix de Campo-Formio. L'Autriche doit céder : Les Pays-Bas, la Lombardie, le Brisgau et la rive gauche du Rhin. À Lunéville : la Toscane et les droits de l'Empire sur l'Italie entière. À Presbourg : les États vénitiens, le Tyrol et l'empire même d'Allemagne. À Schoenbrunn, la Carniole, le Frioul, Trieste, la Carinthie, la Galicie et la Dalmatie.

⁸⁹ Frédéric MASSON, *L'impératrice Marie-Louise : 1809-1815*. Paris, Librairie Paul Ollendorf, 1906, p.5.

l'Empereur d'Autriche a songé à lui sacrifier l'une de ses filles : « L'épouse autrichienne, conclut Bertier de Sauvigny, pourrait adoucir les exigences du conquérant, endormir ses méfiances⁹⁰. » Cet acte d'union était précisément dans l'intérêt suprême de sa monarchie puisqu'il lui permettait de signer une alliance avec Napoléon et, surtout, de tirer le tapis sous les pieds du Tsar Alexandre parce que, suite à l'entrevue de Tilsit, les Autrichiens ont vu avec effroi celui-ci s'allier avec Napoléon. Leurs craintes s'en sont trouvées accrues lorsque l'Empereur des Français a demandé la sœur de celui-ci en mariage : « Le danger imminent d'un lien de parenté entre la France et la Russie, écrivait Metternich en mars 1810, menaçait l'Autriche de sa destruction et l'Europe d'un partage entre ces deux puissances⁹¹. » Ces quelques lignes sont assez évocatrices de l'étendue de la manœuvre ourdie par Metternich et aussi, du peu de confiance qui existait entre les coalisés⁹². Mais à l'image de tous les autres accords qui furent passés antérieurement avec Napoléon, celui-ci n'était qu'une mesure temporaire, une simple trêve qui a servi à gagner du temps, car afin de prendre sa revanche, l'Autriche se devait de rétablir ses finances et son armée.

À Dresde, l'heure de la vengeance a sonné, les rôles sont maintenant changés et Metternich impose ses conditions. Même s'il n'est pas dupe de la supposée médiation des Autrichiens, Napoléon n'a pas d'autre choix que de l'accepter. Son mariage et la trahison de l'Autriche, c'est là un bel exemple de la raison d'État qui se veut cynique et froide dans sa définition et dans son application. De fait, même si les unions matrimoniales semblent sceller les alliances, il n'y a aucun système dont les droits de chacun résultent des devoirs de tous. Tout cela est étranger aux hommes d'État de l'Ancien Régime. Néanmoins, il y a tout de même une forme d'équilibre qui régit les États européens et celle-ci se traduit par la modération qui sera l'élément central du congrès de Vienne. On l'a vu, les États ne connaissent d'autres juges qu'eux-mêmes et d'autres lois que leur intérêt; mais ce qui fait l'excès de cette doctrine, comme l'a dit Albert Sorel, en fait aussi le tempérament : « Aux paradoxes de la raison d'État, il y a un antidote : le sens commun; aux entraînements de la convoitise, il y a un frein : l'intérêt bien entendu.

⁹⁰ Guillaume BERTIER de SAUVIGNY, *Metternich*. Paris, Fayard, 1986, p. 116.

⁹¹ Cité par Guillaume BERTIER de SAUVIGNY, *Metternich...*, p.116. METTERNICH, Prince de. *Mémoires, documents et écrits divers : 1773-1859*. Paris, Plon, 1880-1884, tome II, p. 65.

⁹² Les Russes et les Autrichiens étaient alliés en 1799 et 1805.

L'ambition dicte le plan, la prudence doit en gouverner l'exécution⁹³. » Ainsi donc, on constatera que l'erreur des révolutionnaires et de Napoléon, c'est principalement d'avoir brisé cette loi non écrite qu'est la modération. Ils ont rompu l'équilibre virtuel qui existait alors en Europe et, de fait, la France s'est posée comme l'arbitre des affaires européennes, c'est-à-dire comme la seule et unique régente de la balance des pouvoirs. Pour les coalisés, il était donc nécessaire de mettre fin à cette prédominance.

Dans ces conditions, malgré ce que Jean-Pierre Bois a écrit dans son ouvrage, c'est-à-dire que le nouveau système d'équilibre élaboré à Vienne représente un retour vers le passé, cela ne saurait être tout à fait le cas. En fait, la nature des relations diplomatiques, dans ses mœurs et coutumes, est demeurée inchangée au cours de cette période. Il est néanmoins nécessaire de souligner qu'après Vienne, les mariages ne sont plus le ciment des alliances et que les États accordent davantage de respect aux traités signés. Ainsi, les tactiques de corruption diplomatique en tout genre ont considérablement décliné après 1815⁹⁴. Bien que le congrès ne mette pas un terme définitif aux coutumes diplomatiques issues de la féodalité, il annonce très certainement l'instauration progressive de nouvelles règles. Mais pour l'heure, alors qu'ils sont tous attablés à la table des négociations, il est vrai que les coalisés ne font que se partager les conquêtes de Napoléon. Idéaliste, Gentz, le secrétaire de Metternich, estime que le congrès de Vienne est la première forme de régulation moderne entre les États européens; que le véritable principe de l'équilibre, c'est la naissance d'un nouveau droit public.

L'équilibre ou la balance du pouvoir, c'est le système établi entre États existant à côté les uns des autres, ou ayant des rapports plus ou moins étroits, d'après lequel aucun d'entre eux ne peut porter atteinte à l'indépendance ou aux droits essentiels d'un autre sans trouver une résistance coordonnée des puissances européennes⁹⁵.

⁹³ Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution*, *op. cit.*, tome I, p. 30.

⁹⁴ Paul W. Schroeder. *The Transformation of European Politics*, *op. cit.*, p. 579.

⁹⁵ ROBINET de CLÉRY, *Friederich de Gentz, un diplomate d'il y a cent ans*. Paris, Payot, 1917, p. 181. Bien que la paternité du système d'équilibre revienne à Metternich, l'inspirateur demeure son secrétaire, Friederich de Gentz : « Nul ne lui a été aussi précieux que Friedrich von Gentz, cet original personnage passé du service de la Prusse à celui de l'Autriche; jusqu'à sa mort en 1832, ce petit homme à perruque rousse et lunette noire, fut, pour Metternich, une sorte de cerveau d'appoint, lisant et écrivant pour lui, l'aidant à concevoir mémoires, missives, articles de journaux, manœuvres, le suivant aux divers congrès, ne craignant point de lui tenir tête et de lui parler vertement, entretenant des rapports personnels avec des hommes d'États étrangers, pensionné même par eux. » G de BERTIER de SAUVIGNY, *Metternich et son temps*. Paris, Hachette, 1959, p. 107.

Partageant les mêmes utopies, Talleyrand s'aligne sur les mêmes principes. Inspiré par la « *République européenne de Voltaire* » le diplomate français définit l'équilibre européen comme suit :

Une combinaison des droits, des intérêts et des rapports des puissances entre elles, par lesquels l'Europe cherche à obtenir : 1) que les droits et possession d'une puissance ne puissent être atteints par une ou plusieurs autres ; 2) que jamais une ou plusieurs autres ne puissent parvenir à dominer l'Europe; 3) que la combinaison adoptée rende impossible ou difficile la rupture de l'ordre établi et du repos de l'Europe⁹⁶.

En fait, ces principes idéalistes ne seront véritablement appliqués qu'à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Mais, pour le moment, la façon de régler le partage à Vienne n'est pas tellement différente de celle qui a prévalu à Westphalie. À cette époque, comme à celle que nous étudions, la transaction se fit, entre les États, sur ce principe que chacun se confirma dans son indépendance propre, et que les grands s'accrurent au détriment des petits⁹⁷. Dès 1791, l'Assemblée nationale a tenté d'introduire dans le monde européen une loi d'avenir se traduisant par la primauté du vœu des peuples qui, de façon automatique, assurerait l'arbitrage suprême des conquêtes. Mais cette belle proposition était prématurée dans l'Europe contemporaine car elle tend à se fausser dès qu'on l'applique à la politique réelle qui dicte, et pour longtemps encore, la coutume de l'Ancien régime⁹⁸. Vienne, dans l'immédiat du moins, ne changera rien à cela.

Les coalisés tenteront surtout d'empêcher la résurrection d'un nouveau Napoléon apte à bouleverser l'équilibre européen, c'est-à-dire leur équilibre. L'impact de Bonaparte est immense sur les souverains. Ils comprennent qu'il a très bien su profiter de leurs divisions. De plus, en se faisant le champion des idées nouvelles : liberté, égalité et fraternité, il a également profité de cette volonté des peuples de s'émanciper de la féodalité afin d'étendre toujours plus loin un règne hégémonique dont les destinées

⁹⁶ M.G PALLAIN, *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand et du Roi Louis XVIII pendant le Congrès de Vienne. Publiée sur les manuscrits conservés au dépôt des Affaires étrangères*. Paris, Plon, 1881, p. XVI.

⁹⁷ En définitive, outre les agrandissements enregistrés par la France, la Suède et le Brandebourg et la relative reconnaissance du protestantisme, le traité de Westphalie reconnaît surtout l'existence des particularismes allemands dont les princes, au grand désarroi de l'empire, bénéficient désormais de l'autonomie à l'intérieur de leur territoire respectif. Ainsi donc, ils ont droit de faire la guerre et de conclure des alliances, mais cependant, ils ne peuvent l'utiliser contre l'empereur et l'empire. Lucien BÉLY, *op. cit.*, p. 161.

⁹⁸ Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française. op. cit.*, tome 2, p. 203.

passent essentiellement par les victoires militaires. Lorsqu'il survient avec des idées nouvelles, Napoléon ne présente pas de différence notable avec les autres souverains.

Dans son recours constant à la « raison d'État » pour l'expansion géopolitique de la France, Napoléon ne présentait guère de différence qualitative avec les autres souverains de son temps; la différence, en fait, résidait dans le taux de succès qu'il atteignait, grâce à ses talents politiques et militaires, et à la puissance et au dynamisme de la nation française. Ce ne fut pas avant 1813 que la Grande-Bretagne et les grandes puissances continentales commencèrent vraiment à comprendre la valeur et la nécessité des compromis et des alliances, et à apprendre à modérer leurs propres impulsions expansionnistes⁹⁹.

Dès le début de la Révolution, souhaitant profiter des troubles intérieurs de la France, les monarchies d'Europe ont cherché des occasions pour s'agrandir à ses dépens afin de s'en partager les morceaux. Heureusement pour elle, malgré leur haine commune des idéaux révolutionnaires, ces « brocanteurs de peuples » ne se sont jamais mis d'accord quant aux modalités du partage. En tout, de 1792 à 1815, il y a eu sept coalitions contre elle dont les cinq premières furent manquées en raison de la rapacité des pays coalisés qui, chacun de leur côté, oeuvraient pour leurs propres intérêts. Dans ces conditions, ils n'ont jamais été en mesure de coordonner une campagne militaire efficace. Mais, après la campagne de Saxe, laquelle s'est terminée par la défaite de Napoléon à Leipzig les 16 et 19 octobre 1813, ils renoncent à leur projet de démembrement pour s'en tenir uniquement à celui de l'Empire français, c'est-à-dire au retour de la France monarchique à l'intérieur de ses anciennes limites. Cet accord, signé à Chaumont le 7 février 1814, atténuera quelque peu les convoitises et les méfiances réciproques des vainqueurs lors du Congrès de Vienne. Cette union des coalisés, cette entente qui aurait été impensable quelques années auparavant, c'est là la véritable nouveauté qui s'est opérée en Europe. Mais, c'est la nécessité pour eux d'abattre Napoléon qui l'a imposé.

V. Le partage des territoires de l'Empire de Napoléon sous le couvert d'un système d'équilibre

Lorsqu'il part pour Vienne, Talleyrand est bien décidé à faire respecter le principe de la légitimité et de droit public. Essentiellement, ce principe constitue un retour à l'ordre ancien, c'est-à-dire un retour des rois légitimes sur leurs trônes légitimes. Mais,

⁹⁹ Steven ENGLUND, *Napoléon*. Paris, Éditions de Fallois, 2004, p. 563.

contrairement à ce qu'a écrit Guglielmo Ferrero dans son ouvrage intitulé *La Reconstruction*, Talleyrand n'est pas un de ces ultras qui souhaitent broyer l'héritage de la Révolution¹⁰⁰. Pour lui, la restauration est le seul gage de l'équilibre européen et dans les circonstances, les stigmates laissés par cette même révolution doivent disparaître. C'est du moins l'interprétation des auteurs et historiens Harold Nicolson et Duff Cooper¹⁰¹. Les auteurs français sont généralement en accord avec cette thèse, mais ils ne vont pas jusqu'à dire que Talleyrand a voulu étouffer l'héritage de la Révolution. Il s'agit plutôt de faire disparaître le legs laissé par Napoléon, c'est-à-dire de mettre fin et cela d'une façon définitive à cette politique des Limites naturelles.

À Vienne, il lui faut contrer la Russie et la Prusse qui souhaitent obtenir des avantages territoriaux. Il souhaite également restaurer les Bourbons sur leur trône légitime afin de créer, pour la France, un réseau d'alliance à travers toute l'Europe. C'est pour cela qu'il prône le retour du cousin de Louis XVIII sur le trône de Saxe ainsi que l'éviction de Murat du royaume de Naples. De plus, en ne demandant rien pour son pays, position qui se révélera très payante à court terme, Talleyrand espère la réinsertion de la France dans le concert des nations européennes. Concernant Metternich, ses objectifs sont très différents. Dans son esprit, le droit public et l'équilibre des pouvoirs, c'est essentiellement la préservation de l'Empire autrichien. Lui aussi veut maintenir l'intégralité de la Saxe mais, à l'inverse de son homologue français, il regarde avec crainte et effroi la venue d'un nouvel acteur d'importance dans la cour allemande, la Prusse. Pour Metternich, celle-ci menace la prépondérance autrichienne sur l'Allemagne centrale et, de fait, cette intrusion est annonciatrice de conflits à venir. Quant à la Russie, elle convoite les territoires polonais sous le contrôle de l'Autriche dont l'importante place forte de Cracovie. Metternich craint surtout d'être enfermé dans un étau par ces deux puissances. En prônant l'existence d'une Pologne et d'une Saxe indépendante, le diplomate autrichien tente de maintenir à distance l'ambition sans borne de ses voisins. De toutes les puissances qui sont représentées au congrès, la seule qui prône vraiment une notion d'équilibre en Europe, c'est l'Angleterre. Son but consiste à faire en sorte qu'aucune puissance ne prédomine en Europe. Bien que son représentant, lord

¹⁰⁰ Guglielmo FERRERO, *Reconstruction. Talleyrand à Vienne*. Paris, Plon, 1944, 372 p.

¹⁰¹ Harold NICOLSON, *The Congress of Vienna, a study in allied unity*. New-York, Harcourt, Brace, 1945, 312 p.

Castlereagh, ne connaisse pas grand-chose aux affaires européennes, il tente de s'imposer comme s'il en était l'arbitre.

Devant l'appétit des vainqueurs, Talleyrand n'a pas beaucoup de cartes à jouer. Il sait que la partie sera très serrée. À Vienne, il n'est que le représentant d'une nation vaincue. Sa tâche consiste à déjouer cette tentative d'ostracisme, de forcer les portes des conférences, de s'imposer aux puissances qui souhaitent l'exclure et, enfin, d'en arriver à ruiner leur alliance. Sur ces mêmes divisions, il compte s'affirmer en médiateur et, ainsi, restaurer le prestige de la France. Toutefois, Gentz n'est pas dupe. Dès le 24 juin, dans une missive adressée à son ami, le prince de Valachie, il écrit : « La France, censée n'être admise au congrès que par simple étiquette, pourrait, en agissant avec discrétion et prudence, y exercer une espèce de médiation et relever par là son influence politique, absolument anéantie par ses derniers malheurs¹⁰². » Gentz connaît le point faible des Alliés et, conséquemment, il sait que Talleyrand n'hésitera pas à s'y engouffrer. En fait, cette faiblesse se traduit essentiellement par l'absence de structure définie au niveau idéologique et bureaucratique. Comme l'a fait remarquer Harold Nicolson, en plus de ne pas ouvrir le congrès de façon officielle, les puissances alliées n'ont rédigé aucun protocole définissant le rôle de chacun. Faisant fi de l'opinion des petites puissances comme l'Espagne, le Portugal et la Suède, ils ont tout juste convenu de se réunir à Vienne afin de se partager le butin¹⁰³. Dès le départ, Talleyrand l'a très bien compris :

Ces mots d'équilibre réel et durable étaient bien vagues, et ne pouvaient manquer d'ouvrir un vaste champ à des discussions dont il était à peu près impossible de prévoir l'issue. Car, ni la direction que devait prendre les négociations du congrès, ni l'esprit qui devait présider à ses travaux, n'étaient déterminés d'avance par des principes fixes. Si quelques points étaient décidés, c'était par des clauses relatives à des cas particuliers¹⁰⁴.

Dans ces conditions, en raison des ambitions territoriales de la Russie et de la Prusse, il existe un risque d'affrontement avec l'Angleterre et l'Autriche. Talleyrand le sait et il compte profiter de ces divisions et de ce manque de structure afin de s'insérer entre ces deux blocs. Le but recherché : accentuer les divisions pour que tous demandent la médiation de la France. Dans un premier temps, il se rapproche des petites puissances

¹⁰² Gentz au prince de Valachie. Vienne, 24 juin 1814, FI 3565. Cité par Jean THIRY, *La première restauration*. Paris, Berger-Levrault, 1941, p. 115.

¹⁰³ Ces différents pays, qui font partie du club des vainqueurs, n'ont qu'un rôle consultatif.

¹⁰⁴ Le Duc de BROGLIE, *Mémoires du Prince de Talleyrand*. op. cit., tome II, pp. 204-205.

qui ne sont pas admises dans le cercle formé par les quatre vainqueurs¹⁰⁵. Il écoute leurs plaintes et s'en fait le défenseur. Avec ce troisième bloc qu'il prend soin de former, le diplomate français compte forcer la porte du congrès. Aussitôt que cela sera fait, il se délestera de cette charge alors devenue par trop encombrante. Après avoir réintégré la table des négociations, Talleyrand tentera de barrer la route aux ambitions des Prussiens et des Russes. Ayant pour but d'atteindre rapidement cet objectif, il développe un argumentaire fidèle à sa philosophie d'équilibre qui vise le rétablissement des rois légitimes. Le but principal de la manœuvre est d'avoir une main sur la balance qui régira l'équilibre des pouvoirs en Europe. En fait, comme l'a fait remarquer Maurice Schumann, sa maxime politique peut se résumer en une seule phrase : lier et subordonner l'intérêt national de la France à la notion d'un ordre général européen¹⁰⁶. Dès le début du Congrès, Metternich cherche à exclure Talleyrand des négociations. Pour tout dire, il ne lui fait pas confiance. D'ailleurs, lors de la réunion du 22 septembre, qui a lieu chez lui, il réaffirme son idée de laisser la France en dehors de ces questions concernant le partage des dépouilles de Napoléon¹⁰⁷. Il estime que celle-ci et les autres puissances mineures n'ont que des rôles consultatifs. Elles ne doivent pas participer au partage des territoires allemands. Il craint la formation d'une alliance entre la France et la Russie qu'il appelle lui-même les « deux puissances dévorantes ». Il se souvient des prévenances qu'Alexandre a eues pour la France lors de la signature de la convention d'armistice du 23 avril. Il se souvient également que le Tsar a logé chez Talleyrand lors de son séjour à Paris. Néanmoins, sa méfiance envers la France va s'atténuer quelque peu. Afin de constater l'évolution de la pensée de Metternich envers cette dernière et de son représentant, il est nécessaire de revenir sur les événements déterminants du 2 octobre 1814.

À cette date, après plusieurs semaines de démarches plus ou moins fructueuses, Talleyrand rencontre les ambassadeurs des quatre puissances : Metternich, Stadion, Hardenberg, et Castelreagh. Résolu à semer la division dans l'assemblée, lui et Labrador, ambassadeur d'Espagne et signataire du traité de Paris, attendent patiemment le

¹⁰⁵ Portugal, Espagne, Suède, Saxe etc.

¹⁰⁶ Maurice SCHUMANN, « Talleyrand et l'Allemagne », *Annales du centre méditerranéen*, no 18, 1964-65, pp. 43-62.

¹⁰⁷ Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française. op. cit.*, t.VII, p. 380.

moment propice. Il ne tarde pas à survenir. Dès la déclaration d'ouverture, Talleyrand s'insurge contre le mot allié. « Alliés contre qui ? » interrompt-il aussitôt : « Ce n'est pas contre Napoléon : il est à l'île d'Elbe. Ce n'est sûrement pas contre le roi de France : il est garant de la durée de cette paix. Messieurs, parlons franchement : s'il y a des puissances alliées, je suis de trop ici ! » Dès ses premières paroles, il jette la confusion dans la salle. Il ajoute encore : « Messieurs, si je n'étais pas ici, je vous manquerais essentiellement. Messieurs, je suis peut-être le seul qui ne demande rien. De grands égards, c'est là tout ce que je veux pour la France¹⁰⁸. » Pour Madelin, Thiers et Lacour-Gayet, bien que ces mots soient appropriés pour désarmer les autres représentants et se faire admettre dans le concert des nations, ils constituent l'une des erreurs de Talleyrand. Par cette déclaration, il annonce publiquement que la France renonce à tout agrandissement territorial, c'est-à-dire à la rive gauche du Rhin. Mais de par cette action, Talleyrand a suivi ses convictions qui sont en accord avec les instructions de Louis XVIII¹⁰⁹. Dès lors, la France redevient une puissance avec laquelle il faut compter.

Pour Sorel, Dupuis, Orieux et de Waresquiel, c'est un véritable coup de maître. Talleyrand pourra maintenant clamer dans tous les salons de Vienne que la France ne demande rien et, du même coup, il pourra se poser en médiateur. Pour ce faire, il a convaincu l'Autriche et l'Angleterre de ses bonnes intentions. Avec inquiétude, seul Gentz perçoit la stratégie du diplomate français. Il sait que Talleyrand connaît le point faible des alliés, c'est-à-dire ce manque de structures solides pour donner une direction aux négociations du congrès. Pour son plus grand malheur, ses craintes vont se concrétiser. Il écrira plus tard : « L'intervention de Talleyrand renversa tous nos plans, sans espoir¹¹⁰. » Sans plus attendre, capitalisant sur son succès initial, Talleyrand dépose un mémorandum dénonçant l'attitude des Alliés. Dans ce document, toute la crédibilité du congrès est en jeu. Pourquoi avoir fait la guerre à Napoléon si ce n'est que pour le

¹⁰⁸ Le Duc de BROGLIE, *Mémoires du Prince de Talleyrand*, op. cit., tome II, p.281.

¹⁰⁹ « Après avoir reconnu que le territoire de la République française suffit à sa population et aux immenses combinaisons d'industrie que doit faire éclore le génie de la liberté; après s'être bien persuadé que le territoire ne pourrait être étendu sans danger pour le bonheur des anciens citoyens comme pour celui des nouveaux citoyens de la France, on doit rejeter sans détour tous les projets de réunion, d'incorporation étrangère, qui pourraient être proposés par un zèle de reconnaissance ou d'attachement plus ardent qu'éclairé. La France doit donc rester circonscrite dans ses propres limites : elle le doit à sa gloire, à sa justice, à sa raison, à son intérêt et à celui des peuples qui seront libres par elle. » Le Duc de BROGLIE, *Mémoires du Prince de Talleyrand*. Lettre du 25 novembre 1792, op. cit., tome I, pp. 204-205.

¹¹⁰ Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*. op. cit., tome VIII, p. 387.

remplacer? La question est posée. En dépit des abjurations de Metternich, le représentant de Louis XVIII refuse de retirer le document. Le diplomate autrichien est coincé. La France a déjà un pied dans le cercle des quatre. Pour que les futurs accords soient légitimes, elle doit participer aux pourparlers. De son côté, après quelques semaines d'hésitation, le Tsar tente de saisir l'occasion afin de promouvoir ses propres intérêts.

Le 25 octobre, il convoque officieusement Talleyrand pour une entrevue. L'autocrate tente en vain de convaincre le diplomate français de l'appuyer dans sa politique qui vise à accaparer la presque totalité de la Pologne. De façon analogue, il réclame la Saxe pour la Prusse. Faisant valoir son concept d'équilibre des puissances et de légitimité, le représentant de Louis XVIII refuse catégoriquement de lui donner son appui. À première vue, ce refus laisse croire que Talleyrand a laissé filer une occasion inestimable pour reconquérir la rive gauche du Rhin. C'est du moins ce que pensent les historiens qui lui sont hostiles. Louis Madelin écrit :

Ce qui est certain, c'est que l'entrevue avait eu comme résultat de faire prendre au représentant de Louis XVIII une position si arrêtée, qu'il s'était compromis – peut-être fâcheusement. La France était maintenant fatalement rejetée dans les bras de l'Autriche et de l'Angleterre. Au point de vue des intérêts français, peut-être eût-il été plus sage de ne pas prendre à ce point parti, et dès les premiers jours¹¹¹.

Il y a là encore une fois une incompréhension de la doctrine de Talleyrand et des buts véritables de sa mission. Décennie après décennie, cette incompréhension se répète d'un historien à l'autre. Dans un bilan historiographique très complet sur le personnage, Philip Dwyer écrit que, malgré toute l'érudition qu'ils ont déployée, aucun de ces auteurs, qu'ils soient favorables ou non, n'a réussi à bien cerner son système¹¹². Effectivement, de nombreux historiens semblent d'accord avec Madelin. En revanche, Maurice Schumann analyse la question de façon beaucoup plus pragmatique :

Que lui offrait-il en échange du consentement de la France à la confiscation de la Saxe par la Prusse? La Belgique? La rive gauche du Rhin? Que non pas! Il lui explique, au contraire, que, s'il lui offrait la rive gauche du Rhin, il serait désavoué par la Prusse qui, au moment où elle convoite la Saxe pour dominer l'Allemagne, ne peut songer un instant à sacrifier les intérêts germaniques. Il se contente donc de lui offrir le rétablissement des

¹¹¹ Louis MADELIN, *L'Histoire du Consulat et de l'Empire. op. cit.*, tome 15, p. 206.

¹¹² Philip G. DWYER « Les publications sur Talleyrand depuis 1928 », *Revue du souvenir napoléonien*, no 409, septembre-octobre 1996, pp. 5-29.

Bourbons sur le trône de Naples, c'est-à-dire un avantage dynastique qui intéressait peut-être Louis XVIII, mais qui n'intéressait personne d'autre que Louis XVIII¹¹³.

À l'évidence, cette proposition n'a rien de satisfaisant pour la France et par ailleurs, on le sait, Talleyrand s'en tient à sa politique d'équilibre. Ayant refusé l'offre du Tsar, il dispose maintenant des armes nécessaires pour affronter les autres représentants et, bien évidemment, le chancelier Metternich. En somme, il n'a pas seulement refusé l'offre du Tsar par manque d'intérêts territoriaux mais également, en raison de profondes divergences idéologiques. Argumentant sur son refus d'évacuer la Pologne afin de la rendre indépendante, le Tsar lui rétorque sèchement : « Du reste, j'ai 200 000 hommes dans le duché de Varsovie : que l'on me chasse¹¹⁴ ! » Talleyrand a déjà entendu pareille tirade. D'ailleurs, en réponse à sa lettre du 25 octobre, Louis XVIII lui en fera la remarque. Pour lui, Alexandre est un nouveau Napoléon : « Le ton et les principes qu'avec tant de raison on a reprochés à Bonaparte, n'étaient pas autres que ceux de l'Empereur de Russie¹¹⁵. » Mais en attendant, le débat est lancé. Deux idéologies s'affrontent. C'est le « nouveau » droit public, qui représente un retour à l'Ancien Régime, incarné par la France, l'Autriche et l'Angleterre, contre le droit de conquête défendu par la Russie et la Prusse. Le diplomate français est fixé sur les intentions du Tsar et, conséquemment, il sait à quoi s'en tenir.

Comme un chat qui retombe sur ses pattes, Metternich saisit l'opportunité qui s'offre à lui. Il sait maintenant que l'amitié entre le Tsar et Talleyrand est chose du passé, que celui-ci partage sa vision de l'Europe et des relations qui doivent s'établir entre les États. Graduellement, il se rapproche du représentant de Louis XVIII qui, lui-même, cherche à se rapprocher de l'Autriche et de la Grande-Bretagne. Ce rapprochement mutuel s'articule autour de l'équilibre des puissances et du « nouveau » droit public qui, fondamentalement, est une philosophie visant à contrôler l'appétit vorace de la Prusse et de la Russie. En définitive, il croit être en mesure de se servir du Français afin de leur barrer la route. Après quoi, il pourra toujours s'en débarrasser. On le voit bien,

¹¹³ Maurice SCHUMANN, « Talleyrand et l'Allemagne », *Annales du centre méditerranéen*, no 18, 1964-65, pp. 43-62.

¹¹⁴ M.G PALLAIN, *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand*, op. cit., p. 76. Lettre du Prince de Talleyrand au Roi. Vienne, 25 octobre 1814.

¹¹⁵ M.G PALLAIN, *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand*, op. cit., p. 85. Lettre du Roi au Prince de Talleyrand. Vienne, Sans date.

Metternich et Talleyrand sont des hommes de terrain. Ils ont des convictions pacifiques, mais ils ne sont pas des philosophes qui élaborent des systèmes politiques. Ce sont des opportunistes qui, essentiellement, saisissent les ouvertures du moment pour satisfaire les intérêts de leur nation respective. À ce niveau, on constatera qu'il n'y a pas de grande différence avec les comportements diplomatiques d'Ancien Régime.

Dans leurs manifestes, les Alliés avaient invoqué de grands principes : les droits imprescriptibles, le rétablissement des gouvernements légitimes, la conservation du droit public, l'indépendance des peuples. Ils avaient opposé ces principes aux dérèglements, aux violences, au joug ignominieux de la République et de l'Empire français. Cet Empire détruit, ces principes sont dépassés; ils ont terminé leur oeuvre. Les quatre puissances victorieuses n'entendent point s'en embarrasser. En fait, le système d'équilibre réside surtout dans la recherche d'un compromis durable pour le partage des dépouilles de l'empire napoléonien. Mais avant d'en arriver là, la guerre plane encore. Devant le refus du Tsar et du roi de Prusse de céder sur la Pologne et la Saxe, l'Autriche, l'Angleterre et la France se préparent secrètement à la guerre. Les Russes et les Prussiens disposent de plus de 350 000 hommes. L'Angleterre, les États allemands et l'Autriche en possèdent tout autant. Quant à la France, elle peut aligner 130 000 hommes, ce qui en ferait la détentrice de la balance du pouvoir. Le 3 janvier, l'alliance entre l'Autriche, l'Angleterre et la France est signée¹¹⁶. Ils s'engagent à faire obstruction aux ambitions russes et prussiennes. Triomphalement, Talleyrand écrit à Louis XVIII :

La coalition est dissoute, la France n'est plus isolée en Europe. Votre majesté marche de concert avec deux des plus grandes Puissances, trois États de second ordre et bientôt tous les États qui suivent d'autres principes et d'autres maximes que les principes et les maximes révolutionnaires. Elle sera véritablement le chef et l'âme de cette union, formé pour la défense des principes qu'elle a été la première à proclamer¹¹⁷.

Mais Castlereagh ne se fait pas d'illusions. Il sait fort bien que son pays n'est pas en mesure de faire la guerre. Après dix ans de vaches maigres en raison du blocus continental, les marchands sont trop satisfaits d'avoir de nouveau accès aux débouchés européens. C'est en grande partie pour cette question d'accessibilité qu'ils ont signé et

¹¹⁶ D'ANGEORG, comte, *Le congrès de Vienne et les traités de 1815*. « *Traité secret d'alliance défensive conclu entre l'Autriche, la Grande-Bretagne et la France contre la Russie et la Prusse. (Vienne) (Avec articles secrets)* », *op. cit.*, tome II, pp. 589-592.

¹¹⁷ Le Duc de BROGLIE, *Mémoires du Prince de Talleyrand*, *op. cit.*, tome II..., p.553.

rompu le traité d'Amiens¹¹⁸. Ils comprendraient mal qu'on recommence la guerre pour la Pologne et la Saxe. Quant à ses nouveaux alliés, la France et l'Autriche, ils sont ruinés par plus de vingt ans de conflit. Le cas de la première est encore plus particulier, puisqu'il est fort douteux que les anciens grognards de Napoléon reprennent les armes pour Louis XVIII dont le gouvernement est de plus en plus impopulaire! À ce sujet, Jaucourt écrit à Talleyrand : « La réunion de nos troupes avec les troupes autrichiennes sera tout à fait contre le sentiment national, contre l'opinion populaire, et surtout contre le goût de nos soldats¹¹⁹. » Tous savent alors qu'une guerre aurait des répercussions politiques et sociales importantes. Constatant la faiblesse de sa position, Castlereagh s'entend avec la Russie sans consulter l'Autriche et la France. De par cette démarche, il n'est pas très difficile de constater que c'est l'Angleterre et la Russie qui mènent le bal. Elles orientent la direction des négociations et imposent leur vision respective à l'Europe. Mis devant le fait accompli, Talleyrand et Metternich n'auront guère le choix de le suivre dans cette voie. Poussés par la nécessité, ils en viennent donc à la modération. Par le truchement du comité statistique créé quelques jours plus tôt, véritable nouveauté en la matière, ils réussiront à trouver un compromis. Pendant les délibérations, les peuples concernés seront évalués selon une méthodologie des plus singulières : « Un paysan polonais sans capitaux, écrit Talleyrand, sans terre, sans industrie ne doit pas être mis sur la même ligne qu'un habitant de la rive gauche du Rhin ou des contrées les plus fertiles ou les plus riches d'Allemagne. » Les cinq tombent d'accord sur cette façon de procéder.

Le 5 janvier, Castlereagh écrit à Londres que la menace de guerre est désormais écartée. Un compromis définitif est enfin trouvé. La Prusse annexe une très large partie de la Saxe, ce qui lui permet de s'implanter au centre de l'Allemagne. En contre- partie, sauf Posen qui lui servira à rétablir les communications avec la Silésie, elle renonce à ses anciens territoires qui avaient servi à constituer le duché de Varsovie en 1807. Elle complète enfin sa reconstitution par l'annexion de la Poméranie suédoise et des territoires sur la rive droite du Rhin. Cela comprend les débris du défunt royaume de Westphalie, et, sous le nom de province rhénane, Cologne, Bonn et Trèves, sur la rive gauche. Quant à l'Autriche, elle reprend les districts de Galicie orientale cédés en 1809 au duché de

¹¹⁸ Martin PHILLIPPSON, « La paix d'Amiens », *Revue historique*, tome. LXXV, 1901, p. 236-318.

¹¹⁹ Correspondance du comte de Jaucourt avec le prince de Talleyrand. Cité dans M.G PALLAIN, *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand*, op. cit., Paris, 25 octobre, p. 53.

Varsovie. Elle doit cependant renoncer à la Galicie occidentale qu'elle avait possédée de 1795 à 1809. La Prusse et l'Autriche reconnaissent la constitution d'un royaume de Pologne sous la tutelle du Tsar. Seule Cracovie formera une ville neutre. Quant à l'Italie, Talleyrand et Metternich s'entendent pour chasser Murat du trône de Naples. La République génoise, État souverain avant sa conquête par Bonaparte en 1796, ne retrouvera pas son indépendance. Elle sera incorporée à la Maison de Savoie. Il en va de même pour le duché de Parme, qui sera cédé à l'ex-impératrice Marie-Louise.

En somme, le congrès de Vienne est davantage la résultante d'une entente à cinq qu'un système d'équilibre structuré. Certes, jusqu'en 1914, il n'y aura pas de grandes conflagrations entre les puissances européennes. Mais cela n'empêchera pas les guerres de conquête. Afin d'assurer sa prépondérance en Allemagne et surtout, de s'affirmer enfin comme une puissance majeure en Europe, la Prusse n'hésitera pas à faire la guerre à l'Autriche et à tenir tête à la France. En cela, nous sommes en accord avec la thèse de Paul W Schroeder qui écrit qu'il n'y a pas de système d'équilibre des puissances puisque les accords de Vienne vont engendrer de nouvelles rivalités en Europe¹²⁰. En fait, il y a un équilibre, principalement déterminé par la Russie et l'Angleterre, mais de système en tant que tel. Devant les résultats mitigés du congrès, l'élément déterminant réside dans l'entente entre les puissances coalisées pour se partager les dépouilles de l'Empire napoléonien. Évidemment, elles auraient toutes voulu obtenir davantage de territoires mais, par souci de modération, elles ont dû accepter de faire des compromis. Hormis ce succès temporaire, la grande victoire des coalisés se traduit par la situation géopolitique de la France désormais enfermée dans ses anciennes limites. Louis XVIII étant le garant de cette paix, celle-ci ne tentera plus de brouiller les cartes en Allemagne. Mais lorsque Napoléon reviendra de l'île d'Elbe, bien qu'ils soient en partie responsables de ce retour, les coalisés oublieront vite leurs vieilles querelles pour reprendre la lutte contre l'ennemi commun, celui qu'ils voient comme le perturbateur de l'entente qu'ils ont eu tant de mal à concocter.

¹²⁰ Paul W. Schroeder. *The Transformation of European Politics : 1763-1848*. Oxford, Clarendon Press, 1994, p. 581.

VI. Le retour de l'île d'Elbe : Les coalisés et Louis XVIII poussent Napoléon à rompre son ban

Même en exil sur un îlot au milieu de la Méditerranée, Napoléon demeure une menace pour les coalisés. Par conséquent, des plans sont échafaudés par Talleyrand afin de le déporter sur une île d'où il ne pourra jamais revenir. À force de persévérance, il réussit à intéresser les Anglais et les Autrichiens sur la nécessité d'un tel transfert. Or, par le truchement de ses informateurs, Napoléon n'ignore rien des projets qui se trament contre lui. De plus, pour ajouter à sa méfiance, Louis XVIII ne lui verse toujours pas le montant de la pension pourtant stipulé dans le traité de Fontainebleau. Après avoir recoupé toutes les informations qu'il détient, Napoléon prend conscience qu'on cherche à l'affaiblir par tous les moyens possibles afin de faciliter sa déportation. Sans argent, il sait qu'il ne pourra pas payer les troupes qui défendent l'île. Avant de se retrouver sans défense et acculé à la faillite financière, il décide de prendre les devants. Ce sera le retour de l'île d'Elbe.

Les coalisés ont beau jeu de condamner Napoléon à la vindicte publique, mais lorsqu'on analyse les faits, on constate qu'ils sont grandement responsables de son retour. En fait, ils ne mettent pas beaucoup d'énergie pour forcer Louis XVIII à respecter le traité de Fontainebleau et cela d'autant plus qu'ils sont très réceptifs au projet d'enlèvement que leur formule Talleyrand. De son côté, Napoléon sait que le non-respect des traités et du droit des gens est une chose admise en Europe. Lui-même, alors qu'il était dans toute sa grandeur, ne s'est pas gêné pour pratiquer ce genre de violations. Par conséquent, devant les rumeurs persistantes sur son enlèvement, voire de son assassinat, croyant la France en ébullition, presque en révolte contre le gouvernement royal, il décide de précipiter les événements afin de reprendre le pouvoir. Or, les conséquences de son action seront terribles pour la France. À la différence du précédent traité de Paris, les conditions pour le retour de la paix seront beaucoup moins clémentes :

- 1) la cession des villes et territoires de Landau, Sarrelouis, Philippeville et Marienbourg, du département du Mont Blanc et des quelques districts limitrophes de la Suisse, soit quatre places fortes et 395 lieues carrées¹²¹.
- 2) le démantèlement de Huningue.

¹²¹ Voir annexe G figure 2. Cette carte nous montre les pertes subies par la France suite aux Cent Jours.

- 3) l'occupation, pendant cinq ans, au mieux trois, d'une ligne militaire le long de la frontière par 150 000 hommes nourris, entretenus et soldés par la France
- 4) une indemnité de guerre de 700 millions. Il faut ajouter à cette somme une autre de 350 millions afin d'entretenir les troupes étrangères et encore une de 386 millions pour les réquisitions des Alliés en nature et en numéraire depuis leur entrée sur le territoire. Et enfin, il faut compter les pertes subies par l'enlèvement du matériel et des approvisionnements des places fortes, ce qui représente une valeur de 21 763 000 francs. En tout, avec une nouvelle amputation de son territoire, la France accuse des pertes financières de l'ordre de 1 457 763 000¹²².

Évidemment, ce chiffre ne comprend pas les destructions, les spoliations et les dilapidations de toutes sortes. Il ne comprend pas non plus la restitution des œuvres d'art, qui ne figurait pas dans les conditions du traité de Paris. Les pertes financières sont considérables, mais cela ne compense certainement pas la perte de prestige accusée par la France. Suite au congrès, on se souviendra que Talleyrand avait réussi à la faire réadmettre dans le concert des nations. Vaincue en avril 1814, elle était redevenue une nation respectée et, de fait, elle pouvait s'exprimer à nouveau sur un pied d'égalité avec les autres puissances. Mais, après Waterloo, elle n'est plus qu'un pays conquis, occupé par les troupes étrangères. En cela, l'épopée des Cent Jours lui a été très dommageable. Mais, Napoléon est-il le seul responsable de ce gâchis? En fait, les responsabilités sont partagées. Dans une étude sur l'exil de l'île d'Elbe, l'historien Guy Godlewski laisse entendre que, si Louis XVIII avait respecté à la lettre les articles du traité de Fontainebleau, dont l'article III qui stipulait que la France verserait à Napoléon un revenu annuel de 2 millions de francs dont un, réversible à l'impératrice Marie-Louise, celui-ci serait sagement demeuré dans son île¹²³. En fait, il est impossible de répondre avec exactitude à cette question, car nul ne sait le cours des événements et la façon dont l'Empereur déchu les aurait interprétés.

Ce qu'on sait cependant, c'est la mauvaise volonté démontrée par Louis XVIII au sujet du versement de la somme entendue. De plus, grâce à sa correspondance et ses nombreuses indiscretions, on connaît également les démarches de Talleyrand auprès des

¹²² D'ANGEBOURG, comte, *Le congrès de Vienne et les traités de 1815*. « Traité de paix de Paris entre la France d'une part, la Grande Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie de l'autre, avec les conventions particulières qui s'y rattachent, signé à Paris le 20 novembre 1815 ». *op. cit.*, tome II, pp. 1595-1611.

¹²³ Guy GODLEWSKI, *Napoléon à l'île d'Elbe : 300 jours d'exil*. Paris, Nouveau monde éditions, édition 2003, p. 183. - D'ANGEBOURG, comte, *Le congrès de Vienne et les traités de 1815*. « Traité dit de Fontainebleau, conclu à Paris, le 11 avril 1814, entre l'empereur Napoléon, l'Autriche, la Prusse et la Russie. (Ratifié par l'Empereur le 12 avril.) » . *op. cit.*, tome I, pp 148-151.

autres représentants à Vienne en vue de faire exiler l'Empereur déchu vers quelques îles lointaines¹²⁴. Dans les circonstances, on ne saurait nier que ces facteurs ont eu un impact déterminant dans la décision que Napoléon a prise pour mettre fin à son exil puisqu'il est évident que le non-paiement de la rente promise a eu des conséquences dramatiques sur ses finances.

Budget de l'île d'Elbe pour l'année 1814¹²⁵

Dépenses relatives à l'île d'Elbe (1814)		Recettes relative à l'île d'Elbe (1814)	
Administration	110 000 francs	Recettes concernant l'exploitation des ressources de l'île : pêche, mine de fer, salines etc.	338 419, 81 francs
Budget pour la maison de Sa Majesté	380 000 francs	Recettes sur les droits et les impôts fonciers	114, 431 francs
Budget de la guerre	708 900 francs		
Total des dépenses	1 198 900 francs	Total des recettes	452 850 francs
Déficit pour l'exercice en cours		742 050 francs	

Pour résorber son déficit, Napoléon a dû faire des économies draconiennes et se servir des fonds de sa liste civile. Selon son trésorier, le baron Peyrusse, celle-ci s'élève à 3 980 915 francs. La veille de son départ de l'île d'Elbe, il ne lui reste que 2 004 000 francs¹²⁶. Cette situation ne peut se poursuivre indéfiniment car, s'il ne reçoit pas la rente annuelle de 2 millions stipulée par l'article III du traité de Fontainebleau, sa position financière deviendra vite intenable. Il ne pourra plus payer le millier de soldats de la

¹²⁴ Bien que les conditions de l'exil soient issues de la volonté du Tsar, la France, alors sous la tutelle du gouvernement provisoire dirigé par Talleyrand, les a acceptées dans la « *Déclaration du gouvernement provisoire de France, sur le traité du 11 avril 1814* ». La déclaration dit : « le gouvernement provisoire de France, dans la vue de concourir efficacement à toutes les mesures qui sont adoptées, se fait un devoir de déclarer qu'il adhère autant que le besoin est, et garantit, en tout ce qui concerne la France, l'exécution des stipulations renfermées dans ce traité qui a été signé aujourd'hui entre MM. les plénipotentiaires des hautes puissances alliées et S.M l'empereur Napoléon.

¹²⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*. Lettres 21581, 21582, 21631, 21661, 24 juin, 6 septembre 28 décembre 1814, envoyées au comte Bertrand et Drouot, respectivement responsables de l'administration du palais et de l'armée. Paris, Plon, tome XXVII, pp. 392-394-395-396- 423- 439. Ces sommes ne tiennent évidemment pas compte des autres dépenses de Napoléon : gratification, travaux dans l'île etc.

¹²⁶ PEYRUSSE, Baron. G. *Mémorial et Archives : Vienne, Moscou, l'île d'Elbe*. Carcassonne, Labau et Lajoux, 1869, pp. 240-241-263 et annexes.

vieille garde qui protègent l'île. Dans son journal, en date du 13 octobre, Campbell, le représentant anglais, écrit : « Napoléon paraît très agité par les besoins d'argent¹²⁷. » Cela est d'autant plus problématique pour lui puisque, à Vienne, on parle maintenant et même ouvertement de le faire déporter vers Sainte-Hélène ou sur une île des Açores. Selon Talleyrand, Castlereagh incline vers cette solution¹²⁸. Le 7 décembre 1814, un rapport du consul de Livourne laisse entendre que l'exilé entretient une correspondance avec Murat dans le but de soulever l'Italie. Fort de ses informations, Talleyrand écrit : « La conclusion que j'en tire, écrit-il, est qu'il faut se hâter de se débarrasser de l'homme de l'île d'Elbe et de Murat¹²⁹. » À ce sujet, la réponse du roi est sans équivoque : « Il est plus que temps que les puissances s'entendent pour arracher la dernière racine du mal¹³⁰. »

Sur son île, Napoléon se doute bien que la rente promise ne lui sera jamais versée, car, par l'intermédiaire de ses informateurs, dont son ancien secrétaire, le baron Méneval, alors attaché au service de Marie-Louise, il est au fait des menées de Talleyrand pour le faire déporter¹³¹. Selon Marchand, « il attendait de ce fidèle serviteur, la connaissance des résolutions secrètes qui seraient prises à Vienne. Il ne tarda pas à en recevoir¹³². » À Vienne justement, et cela de façon indirecte, Méneval entretient des relations avec la délégation française. Chaque jour, ses fonctions l'amènent à rencontrer la comtesse de Brignole, belle-mère du duc de Dalberg, alors adjoint de Talleyrand. La discrétion n'étant pas la qualité première de cette femme, cette dernière, par ses bavardages imprudents alors motivés par sa haine de Napoléon, lui rapporte tout des projets de déportation. Dans

¹²⁷ Journal du Colonel Campbell. Cité par Henri HOUSSAYE. 1815. Paris, Perrin, 1901, tome I, p. 167.

¹²⁸ M.G PALLAIN, *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand. op. cit.*, p. 72. Lettre du Roi au Prince de Talleyrand. Paris, 21 octobre 1814.

¹²⁹ M.G PALLAIN, *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand, ibid.*, p. 171. Mariotti à Talleyrand : « Monseigneur, je crois devoir informer directement Votre Altesse Sérénissime que depuis quelques jours le nombre de voyageurs qui vont et viennent de l'île d'Elbe est considérable, et que tous ont tenu les mêmes propos avec des personnes de ma confiance. Ils sont tous Italiens, Piémontais ou Suisse. Ils disent tous que Bonaparte ne restera pas relégué à l'Elbe, qu'il en sortira, et qu'aussitôt qu'il paraîtra à la tête de sa garde, en Italie, plus de cinquante mille hommes qui sont tout prêts se soulèveront pour se réunir sous ses drapeaux, et que des milliers de militaires français viendront alors se joindre à eux. »

¹³⁰ M.G PALLAIN, *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand, ibid.*, p. 187. Lettre du Roi au Prince de Talleyrand. Paris, 18 décembre 1814.

¹³¹ Guy GODLEWSKI, *Napoléon à l'île d'Elbe : 300 jours d'exil*. Paris, Nouveau-Monde, édition 2003, p. 182.

¹³² Louis MARCHAND, *Mémoires de Marchand. Premier valet de chambre et exécuteur testamentaire de l'Empereur. Publié d'après le manuscrit original par Jean BOURGUIGNON*. Paris, Plon, 1952-1955, tome I, p. 74.

les premiers jours de décembre 1814, Méneval fait savoir à Napoléon, fort probablement par Cipriani, que les puissances songent à le déporter.

Il ne tarda pas à faire connaître qu'on parlait au Congrès du danger d'avoir Napoléon aussi près des côtes d'Italie et de France; de la nécessité de l'en éloigner; le mot de Sainte-Hélène avait été prononcé; l'Empereur ne pouvait y croire, mais ce lui fût confirmé par une autre source, on y joignait la copie de la détermination secrète à ce sujet; les journaux parlaient ouvertement de ce projet¹³³.

Toujours par l'intermédiaire de Méneval, il apprend que Marie-Louise ne viendra pas avec son fils. Du moins, elle fait tout en son pouvoir pour retarder son voyage : « - Ma femme, dit-il à Campbell, ne m'écrit plus. Mon fils est enlevé comme jadis les enfants des vaincus pour orner le triomphe des vainqueurs. On peut citer dans les temps modernes l'exemple d'une pareille barbarie¹³⁴. » Le gouvernement autrichien n'a pas donné d'ordre direct en ce sens, mais par toutes sortes de prétextes, avant que Marie-Louise ne succombe au charme de son chaperon, le colonel Neipperg, il a tout fait pour empêcher son départ pour l'île d'Elbe. Mais désormais, de nouveau amoureuse, c'est elle qui ne veut plus partir : « L'impératrice, livrée à X..., ne prend plus même soin de cacher son goût bizarre pour cet homme qui est autant maître de son esprit que de sa personne¹³⁵. » Napoléon commence à prendre conscience que Marie-Louise ne le rejoindra pas avec son fils.

D'autre part, selon certains auteurs, dont Frédéric Masson, l'enlèvement ne fut pas la seule solution envisagée. Il semble que l'assassinat ait fait partie des options. Dans les faits, il y a eu plusieurs propositions adressées à différents membres du gouvernement royal pour éliminer l'exilé. Mais on ne connaît pas la réception que ceux-ci ont faite à ces ouvertures. Cependant, il serait très étonnant que Louis XVIII ait donné dans ce genre de projet à très haut risque et cela, même si plusieurs témoins de l'époque attribuent à Bruslart, ancien chouan et à ce moment-là, commandant militaire de la Corse, des desseins d'homicide. En fait, même si Napoléon semble y avoir cru, tout cela n'est que

¹³³ Louis MARCHAND, *Mémoires de Marchand. op. cit.*, p.77.

¹³⁴ *Napoleon at Fontainebleau and Elba : being a journal of occurrences in 1814-1815, with notes of conversations / by the late Major-General Sir Neil Campbell ; with a memoir of the life and services of that officer by his nephew Archibald Neil Campbell Maclachlan.* London, J. Murray, 1869, p. 297-298.

¹³⁵ Méneval, (Baron de) *Mémoire pour servir à l'histoire de Napoléon I^{er}*. Paris, Dentu, 1894, tome II, p. 233.

spéculation¹³⁶. À part les rumeurs qui furent alimentées par les quelques témoins du temps, aucune preuve directe n'a pu être retenue contre Bruslart. Bien que ce dernier ait écrit en 1800 qu'il tuerait le premier consul, cela ne constitue pas une preuve de complot pour assassinat. Lorsqu'il a écrit ses lignes, rapportées par W. Scott, *Life of Napoléon*, le contexte politique est très différent de celui de 1814¹³⁷. À cette époque, la guerre avec les chouans se poursuivait toujours et Bonaparte venait de faire exécuter Frotté, l'un des principaux chefs de la rébellion. Sa haine de l'ex-Empereur n'en fait pas un éventuel assassin. Au regard des événements et des documents dont nous disposons, il semble que sa véritable mission en Corse était de surveiller Napoléon et de le faire enlever s'il en recevait l'ordre de Paris. Toutefois, les chances de succès d'un simple enlèvement s'amenuisent parce qu'en raison des nombreuses rumeurs qui courent alors dans l'île d'Elbe, soit sur son enlèvement ou sur son assassinat, Napoléon en a fait renforcer les défenses¹³⁸. « - Qu'on sache bien, dit-il alors à Campbell, que jamais je ne consentirai à me laisser enlever. Il faudra faire brèche dans mes fortifications¹³⁹. » Le non-versement de sa rente, les menaces de déportation, les craintes pour sa vie et le comportement de Marie-Louise seront lourds de conséquence sur sa décision de revenir en France.

Pour Talleyrand et le roi, la présence de Napoléon et de Murat en Italie peut se révéler très problématique. Si Napoléon parvient à soulever les peuples italiens, comme ils semblent le croire d'après les rapports qu'ils reçoivent de façon régulière, ils ne seront pas en mesure de rétablir les Bourbons sur le trône de Naples. Tout le système d'alliances de Talleyrand, dont la base est la légitimité, va s'en retrouver gravement compromis. Lorsque Louis XVIII parle « d'extirper les racines du mal », il ne parle pas uniquement de Napoléon, mais bien de Murat. On aura compris que le refus du roi de France de payer la rente du traité de Fontainebleau ne tient pas de la mesquinerie ni de la pingrerie, mais plus simplement à l'aboutissement d'une stratégie politique. Dans leur esprit, il est inutile de payer quelqu'un qu'on souhaite éloigner et qui souhaite, selon toute vraisemblance,

¹³⁶ Dans un entretien avec le colonel Campbell, Napoléon fait part de ses inquiétudes : « On veut m'assassiner ! » Sir Neil CAMPBELL, *Napoleon at Fontainebleau and Elba*, op. cit., p. 318.

¹³⁷ Sir Walter SCOTT. *The Life of Napoleon*. Philadelphia, Smith, tome 2, p. 90.

¹³⁸ Correspondance de Napoléon 1^{er}. Au général Drouot, no Lettres 21556, 21660, Porto-Ferrajo, 28 décembre 1814.

¹³⁹ Journal du Colonel Campbell. Cité par Henri HOUSAYE. 1815, op. cit., 173.

mettre fin à son exil. Même les récriminations du Tsar et de Castlereagh à ce sujet n'y changeront rien¹⁴⁰.

On demande souvent autour de moi, et Lord Castlereagh m'en a parlé directement, si le traité du 11 avril reçoit son exécution. Le silence du budget à cet égard a été remarqué par l'Empereur de Russie. M de Metternich dit que l'Autriche ne peut être tenue d'acquitter ce qui est affecté sur le Mont de Milan, si la France n'exécute point les clauses du traité qui sont à sa charge; en tout cette affaire se reproduit sous différentes formes et presque toujours désagréable. Quelque pénible qu'il soit d'arrêter son esprit sur ce genre d'affaires, je puis m'empêcher de dire à Votre Majesté qu'il est à désirer que quelque chose soit fait à cet égard. Une lettre de M. Jaucourt qui, par ordre de votre Majesté me l'apprendrait, serait certainement d'un bon effet¹⁴¹.

En raison du non-respect du traité de Fontainebleau, les coalisés craignent que Napoléon ne décide de rompre son ban avant qu'ils aient eu le temps de le déporter. Ils se doutent que le manque d'argent risque de le pousser à cette dernière extrémité. Cela est d'autant plus vrai que, selon les rapports qu'ils reçoivent, l'Italie semble fertile à son arrivée. Les coalisés auront beau jeu d'accabler Louis XVIII, mais ils partagent eux aussi une part de responsabilité dans cette affaire, puisqu'ils ont pratiquement acquiescé au projet de déportation que leur proposait Talleyrand, ce qui a conforté le Roi de France dans sa volonté de ne pas payer la rente. Dans les dernières lignes de sa lettre à Louis XVIII, Talleyrand ne demande pas de payer la rente, mais bien de gagner du temps avec les coalisés. En réponse à cette demande, le roi écrit simplement : « Je vous ferai incessamment écrire par M. de Jaucourt la lettre que vous désirez¹⁴². » On constatera qu'il ne parle absolument pas de respecter les articles du traité de Fontainebleau. Il veut obtenir cette lettre, comme l'écrit Godlewski, uniquement afin de la faire circuler sous le manteau, ce qui lui permettra d'apaiser les craintes de tous jusqu'au moment où le congrès sera dissous. D'ailleurs, depuis Saint-Pétersbourg, comment le Tsar, lequel est vraiment sincère dans ces récriminations puisque c'est lui qui a obtenu pour Napoléon les

¹⁴⁰ De façon constante, Napoléon se plaint à Campbell du non-paiement de la rente. Il lui fait savoir que si l'Europe souhaite qu'il respecte sa parole, c'est-à-dire de rester sur son île, le traité de Fontainebleau doit être exécuté. Après trois mois de plaintes répétées, Campbell fini par trouver écho auprès des coalisés. « Qu'il me soit permis de répéter mon opinion, que si les moyens de subsistance que Napoléon doit attendre du traité de Fontainebleau lui sont accordés, il restera ici parfaitement tranquille, à moins qu'il ne se présente quelques circonstance extraordinaire en Italie ou en France. Il ne dissimule pas son opinion à l'égard de ce dernier pays, soit sur ses dispositions actuelles, soit sur ce qu'il peut attendre de l'avenir. Cité par Guy GODLEWSKI, *Napoléon à l'île d'Elbe*, op. cit., p. 187.

¹⁴¹ M.G PALLAIN, *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand*, op. cit., p. 271. Lettre de Talleyrand à Louis XVIII. Vienne, 15 février 1814.

¹⁴² Cité par Guy GODLEWSKI, *Napoléon à l'île d'Elbe*, op. cit., p. 188.

conditions du traité de Fontainebleau, pourrait-il demander ou forcer le roi de France à honorer sa parole? De toute manière, ce débat est devenu sans objet parce que, depuis le 1^{er} mars, les craintes des coalisés viennent de se concrétiser. Napoléon n'est pas débarqué en Italie, comme ils le pensaient, mais bien en France. Louis XVIII en fait part à Talleyrand.

Je me proposais de revenir aujourd'hui avec vous sur la convention du 11 avril dernier. Buonaparte m'en épargne la peine. Avant de recevoir cette dépêche, vous serez sans doute instruit de son audacieuse entreprise; j'ai pris sur-le-champ les mesures que j'ai jugées les plus propres à l'en faire repentir, et je compte avec sur leur succès¹⁴³.

Dans son esprit, Napoléon sait qu'il n'a plus rien à perdre. Éduqué dans les traditions d'Ancien Régime, de la raison d'État, il est conscient qu'un traité peut être violé et qu'un homme, si le besoin s'en fait sentir, peut être éliminé¹⁴⁴. Ayant déjà été victime de plusieurs tentatives d'assassinats, lui-même ne s'est jamais embarrassé de ces menus détails¹⁴⁵. Pour nous en convaincre, rappelons-nous du baron Ferdinand de Hompesh, grand chevalier de l'Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem alors légitime propriétaire de l'île de Malte. Lors de sa conquête, Bonaparte a promis au grand chevalier une somme de 600 000 francs dont il pourra jouir en Europe. Mais lorsqu'il quitte l'île le 17 juin 1798, il n'emporte avec lui que 100 000 francs¹⁴⁶. Il devra attendre près de six ans pour recevoir une partie de la somme promise. Il mourra en exil quelque temps après¹⁴⁷. D'autre part, même si les craintes sur sa vie ne sont pas véritablement fondées, il sait également que cela est possible. N'a-t-il pas fait exécuter le duc d'Enghien

¹⁴³ M.G PALLAIN, *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand*, op. cit., p. 316. Lettre du Roi au Prince de Talleyrand. Paris, 7 mars 1815. La première phrase de la lettre du roi nous laisse croire à une forme d'ouverture de sa part. Mais il n'en n'est rien. Il est facile d'écrire ses intentions, ce qu'on aurait souhaité faire après les faits. Et d'ailleurs, il ne dit toujours pas qu'il comptait honorer le traité de Fontainebleau.

¹⁴⁴ Alors qu'il annote les Mémoires de Fleury de Chaboulon qui, dans le texte, s'insurge contre le fait que Louis XVIII ait réhabilité la mémoire de Georges Cadoudal, Napoléon écrit : « Georges était lieutenant général du royaume de France ; il agissait par l'ordre du comte d'Artois qui avait prescrit l'assassinat de l'usurpateur du trône de Saint-Louis » Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours : annoté par Napoléon*. Paris, Bibliothèque des introuvables, édition 2003, volume I, p.24.

¹⁴⁵ La première fut l'explosion de la machine infernale lors de la tentative de la rue Saint-Nicaise le 24 décembre 1800. La deuxième n'a pas eu lieu, mais elle était en préparation. La conspiration, qui préparait l'enlèvement et l'assassinat du Premier Consul, a été démasquée le 29 janvier 1804. Cadoudal, l'âme du complot, fut arrêté quelques semaines plus tard.

¹⁴⁶ *Correspondance de Napoléon I^{er}*. Au Directoire exécutif, no 2536, Quartier général, Malte, 28 prairial an VI (16 juin 1798)

¹⁴⁷ Christopher HEROLD, *Bonaparte en Égypte*. Paris, Plon, 1962, p. 65.

pour des raisons politiques? Avec cette action, il faut se rappeler que Bonaparte a atteint deux objectifs :

- 1) Faire un exemple frappant afin de terroriser les agents royalistes et leur démontrer qu'il pouvait frapper fort et vite.
- 2) Faire taire les révolutionnaires qui lui contestaient l'avènement de l'Empire depuis son accession au Consulat à vie quelques mois auparavant.

Par ce châtiment, il a confirmé hors de tout doute sa filiation révolutionnaire, il s'est placé au même pied que les régicides qui, le 21 janvier 1793, ont fait tomber la tête de Louis XVI. À l'instar de l'exécution du duc d'Enghien, il faut rappeler avec quelle tiédeur la mort de Capet et celle de son Autrichienne furent accueillies en Europe. La rapidité de l'oubli, la médiocrité des deuils, les facilités de l'entente qui s'établit dès que la Révolution s'ordonna et consentit à transiger avec les autres monarchies sont lourdes d'enseignements. S'il venait à trépasser, Napoléon doit savoir que sa mort, après quelques convulsions naturelles dans l'opinion, n'aura guère plus de retentissement, sauf probablement dans l'armée française dont les soldats lui vouent un véritable culte. Certes, Napoléon est toujours populaire dans certaines couches de la société française, mais nous sommes encore très loin de la légende qui sera la sienne suite à la publication du Mémorial. Sur l'île d'Elbe, il ne porte pas cette couronne d'épines dont il s'affublera lors de son exil à Sainte-Hélène. Il n'a pas encore sir Hudson Lowe qui, sous sa plume, du moins sous sa dictée, deviendra le plus horrible des geôliers, voire un terrible sicaire spécialement envoyé par l'Angleterre afin de lui ruiner la vie et le tuer. D'ailleurs, l'annonce de sa mort en 1821 n'aura pas d'effets immédiats sur l'opinion. La police rapporte que les gens sont majoritairement indifférents. Il faudra attendre 1822 avant que le culte prenne son essor avec l'arrivée des révolutionnaires à Madrid et la sécession des provinces du Nord. Selon Bernard Ménager, la corrélation est évidente entre les espoirs suscités par ces événements en Espagne et la recrudescence des manifestations bonapartiste¹⁴⁸. À partir de là, influencés par la conjoncture sociale-économique, les auteurs romantiques auront là tous les ingrédients nécessaires pour faire de Napoléon un martyr et une légende.

Mais, pour les années 1814 et 1815, il n'a pas cette forme de popularité qui, plus tard après sa mort, transcendera son personnage. Dans les circonstances, dans sa confiance

¹⁴⁸ Bernard MÉNAGER, *Les Napoléon du peuple*. Paris, Aubier, 1988, p. 27-30-31.

dans les renseignements qu'il recevait, il se devait d'agir avant que les autres ne le devancent. En le poussant dans ses derniers retranchements, Louis XVIII et Talleyrand ont commis une erreur dont la maladresse et la gravité sont signalées avec justesse par le chancelier Pasquier :

Toujours est-il certain que la conduite tenue à l'égard de Napoléon avait été souverainement malhabile et imprudente. Le gouvernement de France surtout, et c'était le plus intéressé dans cette affaire, avait fait une faute inexcusable; je veux parler de celle déjà relevée par l'empereur Alexandre dans sa conversation avec M. de Talleyrand et sur laquelle il paraît que l'Angleterre s'était aussi expliquée avec humeur. On avait jugé à propos de ne payer aucune des sommes annuellement dues à Napoléon et à sa famille, d'après le traité du 11 avril. Le roi de France l'avait cependant accepté. Si l'on méditait de changer sa résidence, de la transporter au loin, on devait s'appliquer à l'entretenir dans une complète sécurité et remplir scrupuleusement toutes les conditions du traité¹⁴⁹.

L'analyse de Pasquier est d'autant plus justifiée que le Roi et Talleyrand ont sous-estimé la capacité de réaction de Napoléon de profiter des occasions qui se présentent à lui. En France, le peuple, la bourgeoisie et l'armée versent graduellement dans la contestation. Pour des raisons budgétaires, cette dernière a été réduite au minimum et de nombreux officiers ont été mis à la demi-solde. La pilule serait passée plus facilement si le Roi n'avait pas créé sa maison militaire dont les frais s'élèvent à 20 390 000 francs. Afin de constituer cette nouvelle « élite », le roi et son ministre de la Guerre, le général Dupont, celui de Baylen, se sont tournés exclusivement vers les Vendéens et les anciens de l'armée de Condé. Dans le même ordre d'idées, Louis XVIII aurait pu dissoudre les trois régiments étrangers dont l'entretien s'élève à 3 632 000 francs¹⁵⁰. Mais loin d'en arriver là, il en forme un quatrième, le *régiment colonial étranger*. Évidemment, les soldats qui sont à la demi-solde voient tout cela avec frustration et une haine que Lavalette, malgré un certain emportement dans le discours, décrit avec justesse.

Cette disposition hostile des esprits s'était étendue sur toute la France, par les mesures mêmes que prit le gouvernement pour la dissiper ou l'affaiblir. Redoutant avec quelque raison les troupes rassemblées sous les drapeaux, il avait pris le parti d'en licencier plus de la moitié. Les souffrances de la misère succédèrent bientôt au bonheur qu'éprouvèrent d'abord ces vieux soldats à se retrouver en paix, au sein de leurs foyers. Les fatigues, les dangers, les désastres mêmes des dernières campagnes s'effaçaient promptement de leur mémoire, pour faire place à l'enthousiasme que le souvenir de l'empereur leur inspirait dans cette inaction forcée ; et ainsi s'exaltait la noble pitié qu'avait causée sa chute et l'indigne traitement que des ennemis, si longtemps vaincus, lui faisaient subir. Cet avenir

¹⁴⁹ PASQUIER, *Mémoires du chancelier Pasquier. op. cit.*, tome III, p.121.

¹⁵⁰ Voir Rapport de Davout à Napoléon. 28 mars. Archives Nationales. AF, IV, 1941.

plein de gloire qui leur avait été promis, ces récompenses militaires qui ne pouvaient leur échapper, le titre si glorieux de soldats de la Grande armée, et la considération générale qui devait embellir le reste de leur vie, tout avait disparu. En rentrant dans leurs foyers, pauvres, humiliés, ils avaient encore à subir les défiances des agents du nouveau pouvoir et le mépris de cette foule de nobles, la plupart anciens émigrés, qui mettaient au nombre de leurs droits et de leurs jouissances le plaisir de calomnier la gloire militaire, et de flétrir du nom de révolte les héroïques efforts des Français, pour sauver leur patrie du joug étranger¹⁵¹.

La colère dans l'armée atteint son paroxysme avec le projet d'élever un monument aux morts de Quiberon et, surtout, avec l'affaire Exelmans. Ami de Murat, le général Exelmans lui a écrit une lettre à l'intérieur de laquelle il lui donne simplement de ses nouvelles. Interceptée par la police royale, la lettre est remise entre les mains du nouveau ministre de la Guerre, le Maréchal Soult - Dupont ayant été remplacé en raison de sa trop grande impopularité. Afin de prouver sa fidélité au roi, il décide de traduire Exelmans en conseil de guerre pour haute trahison. L'affaire est entendue et Exelmans, faute de preuves suffisantes, est aussitôt relaxé. À sa sortie du tribunal, il est reconduit chez lui en triomphe par les soldats et la populace¹⁵². À l'instar de l'armée, les mêmes sentiments de haine se font jour chez les anciens dignitaires de l'Empire. Dans les salons ainsi qu'aux Tuileries, la veille noblesse n'affiche que du mépris pour la nouvelle qu'elle considère comme un vulgaire ramassis de parvenus.

Race d'affranchie, écrit le comte de Montlosier dans sa brochure *Monarchie française*, race d'esclaves arrachés de nos mains, peuple tributaire, peuple nouveau, licence vous fut octroyée d'être libres et non pas à nous d'être noble ; pour nous, tout est de droit, pour vous tout est grâce. Nous ne sommes point de votre communauté, nous sommes un tout par nous même¹⁵³.

Ces écrits et comportements discriminatoires contribuent grandement à jeter les anciens fidèles de Napoléon et les vieux révolutionnaires dans l'opposition. C'est principalement à cause de cela que le Maréchal Ney, après que sa femme eut été humiliée au Palais, se décide, au lieu de le ramener Napoléon dans une cage de fer comme il

¹⁵¹ Présenté par Stéphane GIOCANTI, LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette*. Paris, Mercure de France, 1994, p. 312-313. - FANTIN des ODOARDS, Général, *Journal, étapes d'un officier de la Grande Armée : 1800-1830*. Paris, Plon, 1895, p. 417. - J.N.A NOËL, *Souvenirs militaires d'un officier du Premier Empire : 1795-1832*. Paris, Berger-Levrault, 1895, p. 266.

¹⁵² « Le procès du général Exelmans, fondé sur la violation du secret des lettres, menaçant pour les droits et pour la liberté de tous les militaires, avait eu, en outre, le tort de frapper l'un des officiers de l'armée le plus recommandable par la bravoure, la loyauté, les qualités domestiques et sociales. » Benjamin CONSTANT, *Mémoires sur les Cent-Jours*. Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1961, p. 71.

¹⁵³ Cité par A.C THIBAudeau, *Mémoires : 1798-1815. op. cit.*, p. 414.

l'avait promis au roi, à le rejoindre suite à son retour en France. Il en va de même pour le colonel Labédoyère. À leur grand désarroi, malgré la politique de pardon et d'oubli promulgué par Louis XVIII, les anciens dignitaires de l'empire ont l'impression d'être exclus au profit des seuls royalistes. Mais dans les faits, il n'en est rien puisque toutes les tendances sont représentées au sein du gouvernement royal. On y retrouve un représentant du royalisme modéré, cinq représentants de l'élite impériale, un représentant de l'Ancien régime et deux émigrés. Il en va de même pour les fonctionnaires puisque que le gouvernement royal opte pour la continuité. Il n'y a aucune épuration massive dans l'ensemble des structures gouvernementales¹⁵⁴. Mais de cette perception défavorable, Louis XVIII en est le premier responsable car, en disant hautement qu'il était dans la 19^e année de son règne lors de son retour en France, il a nié la Révolution et l'Empire. De par ses seules paroles, il a déclaré que tout ce qui a été fait depuis la mort de Louis XVI était désormais nul et non avenue. Il n'a certes pas prévu que sa déclaration conforterait les ultras dans leur arrogance et leurs revendications. De toute évidence, cela n'était que vanité de sa part puisque la Charte confirme bon nombre de droits acquis sous la Révolution. Mais la perception de ces mots laisse un goût amer chez les vieux révolutionnaires et surtout, chez les notables. De cela, Benjamin Constant a dit :

La république est tombée, mais les Français n'ont pas, pour autant, cessé de vouloir, comme en 1789, des droits égaux pour tous et une liberté régulière. La monarchie restaurée ne durera qu'en devenant, par une réconciliation avec la liberté, monarchie constitutionnelle¹⁵⁵.

Malgré tout, Louis XVIII est un homme intelligent, rusé et fin politique. Il est très conscient que la France a beaucoup changée depuis dix-neuf ans. Mais pour son grand malheur, il n'a jamais été en mesure de contrôler les ultras, ce groupe qui se veut plus royaliste que lui. Pierre Ronsavallon rappelle que, suite à son discours vivement applaudi lors de la présentation des articles de la Charte, le roi a été suivi sur l'estrade par le chancelier Dambray. Devant un auditoire dont la grande majorité était issue de la Révolution et de ce fait, l'avait fidèlement servie, le chancelier se plut à la flétrir en revenant à plusieurs reprises sur les fausses théories qui avaient égaré la France, sur les vaines apparences de liberté qui l'avaient aveuglée, sur le bonheur qu'elle avait de

¹⁵⁴ Emmanuel de WAREQUIEL et Benoît YVERT, *Histoire de la Restauration : 1814-1830*. Paris, Tempus, 2002, p. 69.

¹⁵⁵ Benjamin CONSTANT, *op. cit.*, p. XVII.

retrouver, dans la personne de ses rois légitimes, les fondements inébranlables de son ancienne prospérité¹⁵⁶. Ce genre de discours contrastait de façon significative avec celui beaucoup plus modéré du roi. Mais quoiqu'il en soit, la diatribe de Dambray s'ajoute à la déclaration maladroite de Louis XVIII concernant la 19^e année de son règne.

De surcroît, en recréant l'ordre de Saint-Louis et en distribuant la Légion d'honneur à tout vent, il s'est aliéné tous ceux qui se sont sacrifiés pour la gagner, autant militaires que civils.

Les militaires qui n'avaient obtenu cette récompense qu'au prix de leur généreux sang ; l'administrateur, le magistrat, le savant, le manufacturier qui l'avaient reçue pour prix de services signalés rendus à l'État, aux sciences, aux arts, à l'industrie, furent consternés de se voir associés à des hommes sans mérite, sans réputation, souvent sans honneur, et, par un juste mouvement d'orgueil, la plupart cessèrent de porter une décoration qui ne servait plus à les honorer, mais à les confondre avec des hommes poursuivis et flétris par l'opinion publique¹⁵⁷.

En plus des militaires et des révolutionnaires, les Jacobins, le gouvernement royal est parvenu à jeter une grande partie des notables dans l'opposition. Avec la suppression de la liberté de la presse, dont le principe était clairement énoncé dans la déclaration de Saint-Ouen et enchâssé dans la Charte, ceux qui ont amené Napoléon au pouvoir et qui l'ont chassé alors que les Alliés étaient dans la capitale, se retournent maintenant contre la Restauration¹⁵⁸.

Par réaction contre l'Empire, la monarchie restaurée avait inscrit dans la Charte le droit, pour les Français, « de publier et de faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois qui doivent réprimer les abus de cette liberté (art 8) » Mais dès le 5 juillet 1814, le ministre de l'Intérieur déposait un projet de loi établissant la censure pour les journaux¹⁵⁹.

Parallèlement, le peuple s'insurge contre la décision du roi de maintenir les droits réunis, cette taxe spéciale sur les produits de consommation. Toujours en raison des nécessités budgétaires, Louis XVIII n'avait guère le choix de prendre cette décision, mais celle-ci ne contribue pas à sa popularité puisqu'il avait promis d'abolir cette taxe. Des

¹⁵⁶ Pierre ROSANVALLON, *La monarchie impossible : les chartes de 1814 et de 1830*. Paris, Fayard, 2000, p. 52.

¹⁵⁷ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours : annoté par Napoléon*. Paris, Bibliothèque des introuvables, édition 2003, volume 1, p.25. Voir MACDONALD, Maréchal, duc de Tarente. *Souvenirs*, op. cit., tome 1, p. 23.

¹⁵⁸ Le Moniteur, qui couvre les débats de la chambre des députés, rapporte l'opposition de nombre d'entre eux. Archives Nationales, articles du *Moniteur*, 7, 9 et 11 août 1814, séance des 6, 8 et 10 août.

¹⁵⁹ Benjamin CONSTANT, *ibid*, p. XVIII.

émeutes et des troubles éclatent dans plusieurs provinces de France, dont la Gascogne, la Vendée, la Provence, la Touraine et l'Alsace. Des agents du fisc et des receveurs sont ouvertement attaqués par la foule, et leurs bureaux sont incendiés avec les archives qui contiennent les coordonnées de ceux qui doivent acquitter leur dû¹⁶⁰. De plus, la loi sur la libre sortie des blés n'arrange pas les choses. Dans les ports de la Manche, le bruit court que le gouvernement souhaite affamer le peuple. À Boulogne, les matelots et les employés du port empêchent le départ d'une cargaison de blé vers l'Angleterre¹⁶¹. Au Havre, à Dieppe et à Cherbourg, la gendarmerie doit intervenir afin de disperser la foule qui s'attroupe sur les quais¹⁶². Mais cela ne constitue pas le sommet de la contestation car, même si le roi a promis l'irrévocabilité des biens nationaux, les émigrés et les prêtres exercent des pressions sur le gouvernement et les acquéreurs. En Vendée et en Bretagne, les prêtres et les nobles annoncent la restitution des biens confisqués sous la Révolution. Dans cette mouvance, des acquéreurs sont attaqués par de nombreux partisans royalistes. Au mois de juillet, les avocats Dard et Falconnet publient deux brochures qui, en termes juridiques, concluent à l'annulation des ventes de biens nationaux¹⁶³.

Cette affaire provoque une vive réaction chez les notables, ce qui pousse le gouvernement à faire enfermer les auteurs du pamphlet. Cela aurait pu être efficace s'ils n'avaient pas été libérés quelques jours après leur incarcération¹⁶⁴. Conséquemment, même si la Chambre adopte un décret qui réitère l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux, le mal est déjà fait. Dans ses conditions, la Charte royale, qui était supposée être l'acte d'union entre tous les Français et le roi, repose sur des bases très fragiles et

¹⁶⁰ Souligné par Henri HOUSSAYE et vérifié par nous. Lettres des préfets aux ministres de l'intérieur et des finances, juin-décembre 1814. Archives Nationales. F1a 588-589. Ce fond comprend plus de 800 lettres relatives aux droits réunis.

¹⁶¹ Dans un rapport adressé à l'empereur, Carnot écrit que les exportations de blé des cinq derniers mois de 1814 et des trois premiers de 1815 se sont élevées à près du double d'une année moyenne. Contrairement à ce que l'on croit, il n'y a pas eu de renchérissement des prix ni pénurie. Il s'en est suivi de grands avantages pour le commerce et l'agriculture. Les profits s'élèvent à 44 972 685 francs. Rapport à l'empereur, Ministère de l'intérieur, bureau des subsistances, Paris, 15 avril 1815, Archives Nationales, AF/IV/1935.

¹⁶² Henri HOUSSAYE, 1815, *op. cit.*, p. 27.

¹⁶³ A. FALCONNET, *Lettre à S.M Louis XVIII sur la vente des biens nationaux*. Paris, 1814, Bibliothèque nationale, Lb45 314. H. DARD, *De la restitution des biens des émigrés*. Paris, 1814, Bibliothèque nationale, Lb45 750,

¹⁶⁴ Henri HOUSSAYE, 1815, *ibid.*, pp. 30-31.

d'autant plus qu'elle n'a pas de caractère officiel¹⁶⁵. En principe, le roi peut l'amender à tout instant. Il faudra attendre son retour de Gand pour qu'elle soit véritablement enchâssée dans la constitution. Entre ces deux pôles, la confiance est brisée et cela d'autant plus que les ministres et certains membres de la famille royale, par leurs déclarations irréfléchies, contribuent à élargir le fossé¹⁶⁶. Dans les casernes, véritables foyers de contestation, les soldats portent des toasts à celui dont on prend garde de ne pas prononcer le nom. À ce moment, dans toutes les classes de la société, on spéculait sur son retour, on se passe des chansons et des poèmes encenseurs sous le manteau. Bref, on attend qu'il se passe enfin quelque chose : « Dans les salons, dans les casernes, dans les cabarets, on buvait au Père la Violette, à son prochain retour, on prédisait ; on conspirait ostensiblement avec des bouquets, des romances, des chansons grivoises, le verre à la main¹⁶⁷. »

À l'instar de ceux qui souhaitent que l'exilé revienne, des anciens ministres de Napoléon et des généraux préparent un coup d'État contre le gouvernement¹⁶⁸. Ils envisagent de marcher sur Paris avec les garnisons du Nord et de remplacer le roi, non par Napoléon, mais par le duc d'Orléans. En raison des maladroites et de la mauvaise volonté des troupes, le coup rate et les conspirateurs sont arrêtés¹⁶⁹. Mais, ils ne resteront pas longtemps derrière les barreaux car, de clocher en clocher, au pas de charge, les événements se précipitent très rapidement. Favorisé par la conjoncture sociale et politique, confirmé dans sa résolution par Fleury de Chaboulon qui l'informe de la situation en France, Napoléon avait toutes les raisons de croire au succès de son

¹⁶⁵ Cela est d'autant plus vrai que la rumeur prétend que Louis XVIII aurait déjà signé l'ordonnance sur la restitution de l'ensemble des biens nationaux. Archives Nationales. F7 3784, Bulletin de police du 2 novembre 1814.

¹⁶⁶ Lainé, le président de la chambre des députés a dit : « Une ancienne propriété sera toujours une propriété et un bien national ne sera qu'un bien national. » BEUGNOT, *Mémoires, 1783-1815*. Paris, Dentu, 1866, vol II, p.16. Dans la même veine, le duc d'Angoulême, lors d'un voyage dans l'Ouest, aurait promis la restitution des biens nationaux

¹⁶⁷ A.C THIBAudeau, *Mémoires : 1798-1815, op. cit.*, p. 408.

¹⁶⁸ Dès juillet 1814, Fouché conspirait pour la chute du roi. Il souhaitait son remplacement par le duc d'Orléans. À ce sujet, il tint plusieurs conférences avec des anciens ministres de Napoléon et des révolutionnaires dont Thibaudeau, Merlin, Regnaud, Bassano, Rovigo, Lavalette, Réal, Oudot, Garat, Grégoire, Prieur de la Marne, Gauthier et Siéyès. À ces rencontres étaient des généraux comme Drouet-d'Erlon, Davout, Lefebvre-Desnouëttes, Turreau, Chouard, Frégéville, Chastel et les frères Lallemand. Pour se faire, il était prévu que, d'Erlon ferait marcher les troupes stationnées dans la 16^e division militaire sur Paris. Dès lors, elles n'auraient aucune difficulté à rallier les demi-soldes et les habitants du faubourg Saint-Antoine.

¹⁶⁹ Les frères Lallemand et Lefebvre-Desnouëttes.

entreprise, soit la reconquête de son trône sans tirer un coup de feu. Thibaudeau l'a dit, cyniquement du reste :

La véritable conspiration qui ramena l'Empereur n'était ni bonapartiste, ni révolutionnaire. Elle avait son siège au palais des Tuileries et au Congrès de Vienne ; elle avait pour auteurs et complices les Bourbons et les rois coalisés. Ils conspirèrent, les uns en décidant d'enlever l'Empereur de l'île d'Elbe pour le déporter à Sainte-Hélène, les autres en faisant la guerre aux nouveaux intérêts de la France et en s'aliénant la nation. L'Empereur ne pouvait hésiter ; il ne lui restait qu'à périr les armes à la main sur son rocher ou venir encore tenter la fortune en France, où des millions de bras lui étaient ouverts¹⁷⁰.

Mais lorsqu'il rentre en France, il trouve une France divisée par la renaissance des partis. C'est un retour à la situation de 1793. Les royalistes s'opposent aux bonapartistes qui, eux, s'opposent aux jacobins qui veulent que l'Empereur prenne la dictature. Il doit également composer avec les libéraux qui bataillent afin de lui imposer leurs principes politiques. Comme en France, Napoléon aurait souhaité que la division mine la coalition mais, en dépit de ses calculs, c'est tout le contraire qui va se produire. De façon naturelle, comme une réaction épidermique, la coalition se réforme.

VII. La coalition condamne Napoléon sans appel

Afin d'effectuer son retour dans des conditions favorables, Napoléon aurait souhaité revenir en France, mais seulement après la fin du congrès de Vienne. Les alliés étant physiquement séparés, il croyait qu'il y trouverait beaucoup plus de facilité à traiter avec eux. Dans son esprit, c'était, en quelque sorte, un retour à la conjoncture de 1804 et 1805 car, même s'il ne parvenait pas à faire la paix, il pourrait, à tout le moins, gagner du temps pour reconstituer l'armée¹⁷¹. Les ordres qu'il donnera à cet effet suite à son retour aux Tuileries démontrent le bien-fondé de cette affirmation¹⁷². Cependant, en raison de la situation en France, de la contestation généralisée contre le gouvernement de Louis XVIII, Napoléon se décide à précipiter son retour. Même si les nouvelles du Congrès datent de quelques semaines lorsqu'il embarque sur *l'Inconstant*, il croit qu'il pourra

¹⁷⁰ A.C THIBAudeau, *Mémoires : 1798-1815, op. cit.*, p. 451-452.

¹⁷¹ Assurément, écrit Thibaudeau, l'Empereur désirait vivement la paix, du moins pour le moment ; mais il ne s'était point aveuglé et il avait bien senti qu'il ne l'obtiendrait qu'à force de victoires. Il avait dit en confidence : « Je laisse croire qu'il y a des négociations ; il n'y en a point. Je prévois une lutte difficile, une longue guerre. » A.C THIBAudeau, *Mémoires : 1798-1815, op. cit.*, p. 471.

¹⁷² *Correspondance de Napoléon I^{er}*. Au Maréchal Davout, Prince d'Eckmühl, ministre de la guerre à Paris, no 21702, 21707, 21723, 21729, 21730, 21731, 21732, 21733, 21741, Paris, 23, 25, 26, 27, 29 mars, 1815.

profiter des divisions qui y règnent sur la question de la Saxe et de la Pologne. De toute façon, pouvait-il attendre que les Alliés s'entendent sur sa déportation avant de s'être séparés, que Fouché et les autres conspirateurs trouvent un remplaçant à Louis XVIII, un remplaçant qui ne serait pas lui? Par les informations qu'il détenait, il ne pouvait pas prendre ce risque. Ainsi donc, la fuite s'est révélée la seule issue possible¹⁷³.

Les choses ne se passent pas comme prévu pour Napoléon. Dès qu'ils apprennent qu'il est de retour en France, les coalisés, le Tsar en tête, n'hésitent pas à le condamner. Responsable des conditions du traité de Fontainebleau, celui-ci clame qu'il dépensera jusqu'à son dernier écu, jusqu'à son dernier homme, pour en débarrasser l'Europe. Les Prussiens sont cependant beaucoup plus pragmatiques. N'étant pas pleinement satisfaits des accords de Vienne, ils croient pouvoir en profiter pour prendre quelques lambeaux de territoire à la France. Mais ce qui rapproche les coalisés hier divisés sur la question de la Saxe et de la Pologne, c'est la crainte d'une reprise d'ambition de la France. La déclaration du 13 mars 1815, alors que Napoléon marche sur Paris, en est la parfaite illustration.

En rompant ainsi la Convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Buonaparte détruit le seul titre légal auquel son existence se trouvait attachée. En reparaisant en France, avec des projets de troubles et de bouleversements, il s'est privé lui-même de la protection des lois, et a manifesté, à la face de l'univers, qu'il ne saurait y avoir ni paix ni trêve avec lui¹⁷⁴.

Napoléon est déclaré hors la loi. N'ayant pas donné les effets escomptés puisqu'elle avait pour but de mettre un terme à sa marche triomphale vers Paris, cette déclaration est suivie du traité d'alliance dirigé personnellement contre *Napoléon Buonaparte*¹⁷⁵. Comme en 1813, les souverains veulent faire comprendre aux Français que Napoléon est le seul obstacle à la paix. Ils espèrent qu'une contre-révolution le fera de nouveau basculer du trône. Il aura beau jeu de protester de ses bonnes intentions, de sous entendre qu'il respectera le traité de Paris, aux yeux des autres souverains, il sera toujours le représentant des limites naturelles et du système de conquête qui en découle.

¹⁷³ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours*, op. cit., volume I, p. 126-140-141. Voir également MONTHOLON, (Général). *Récit de la captivité de l'Empereur Napoléon à Sainte-Hélène*. Paris, Paulin, 1847, tome II, p. 202-204, 362-368.

¹⁷⁴ Ibid., « Déclaration des puissances signataires du Traité de Paris, réunies au Congrès de Vienne au sujet de l'évasion de Napoléon de l'île d'Elbe ». Vienne, le 13 mars 1815, op. cit., tome III, pp 912-913.

¹⁷⁵ D'ANGEBOURG, comte, *Le congrès de Vienne et les traités de 1815*. « Traité d'alliance de Vienne entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie, conclu le 25 mars 1815 avec articles additionnel et séparé. » Vienne, le 25 mars 1815, op. cit., tome III, pp. 971-972-973.

Fleury de Chaboulon dira avec justesse : « il était le chef de la France; c'était pour l'avoir agrandie par ses conquêtes, illustrée par ses victoires, que les étrangers proscrivaient sa tête¹⁷⁶. »

Par ailleurs, contrairement à ce que Napoléon affirme dans ses Mémoires, les lettres qu'il leur fait parvenir afin de les prévenir en sa faveur ne disent pas textuellement qu'il respectera le traité¹⁷⁷. De façon volontaire, pour ne pas s'engager pour l'avenir, il demeure équivoque. Dans la première qu'il envoie à l'Empereur d'Autriche, il parle de paix mais surtout, de son souhait de voir revenir son fils et l'impératrice auprès de lui¹⁷⁸. Dans la deuxième, il écrit seulement que la France :

Jalouse de son indépendance, le principe invariable de sa politique sera le respect le plus absolu de l'indépendance des autres nations. Si tels sont, comme j'en ai l'heureuse confiance, les sentiments personnels de Votre Majesté, le calme général est assuré pour longtemps, et la justice, assise aux confins des divers États, suffira seule pour en garder les frontières¹⁷⁹.

Dans l'esprit des souverains, préserver l'indépendance des autres nations, n'empêche pas un éventuel accroissement de la France. D'ailleurs, Napoléon ne dit pas dans sa lettre que le calme est assuré définitivement, mais pour longtemps. Il va de soi que cette déclaration ne représente pas de véritables garanties pour l'avenir. Les coalisés sont donc en droit de craindre que Napoléon, une fois la France relevée de ses malheurs, ne décide de se relancer vers d'autres conquêtes. Wellington lui-même a écrit : « Nous sommes en guerre avec lui parce que nous sentons tous que nous ne pouvons pas être en paix¹⁸⁰. » Même si les portes semblent vouloir se fermer à son approche, Napoléon tente de faire brèche dans la coalition. Il remet à l'ambassadeur de Russie une copie du traité du 3 janvier dans lequel la France, l'Angleterre et l'Autriche se sont unies contre le Tsar et le roi de Prusse. Bien qu'il soit outré de ces révélations, l'ambassadeur sait que cela

¹⁷⁶ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours*, op. cit., volume I, p. 287.

¹⁷⁷ Dans ses Mémoires, il écrit : « Il n'eût jamais signé le traité honteux de Paris, mais, puisqu'il existait, c'était une chose terminée; il fit donc connaître aux coalisés qu'il le ratifiait et le signerait, et par cela leur ôtait tout prétexte de faire la guerre à la France » *Correspondance de Napoléon I^{er}*. Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène. Paris, 1857, tome 31, p. 114.

¹⁷⁸ *Correspondance de Napoléon I^{er}*. A François I^{er}, empereur d'Autriche, no 21753, Paris, 1^{er} avril 1815.

¹⁷⁹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*. Lettre circulaire aux souverains, no 21769, Paris, 4 avril 1815.

¹⁸⁰ SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cents jours*, Lettre de Wellington au Maréchal Marmont, Bruxelles, 4 juin 1815.

n'aura aucun impact sur la politique de son maître puisqu'elle bouleverserait de manière irrémédiable les accords de Vienne.

Dans les circonstances et quoique en dise Napoléon dans ses Mémoires, l'entreprise désespérée de Murat contre l'Autriche dans la péninsule italienne n'a pas de rapport avec la décision des Alliés de signer l'alliance du 25 mars¹⁸¹. Elle ne fera que conforter les coalisés dans leur mouvement initial, car le problème principal réside dans la personne de Napoléon. Pour eux, ce représentant de la tradition monarchique et révolutionnaire ne peut que bouleverser le nouvel ordre des choses, c'est-à-dire, celui qu'ils se sont fait aux dépens des petites nations. L'entente sur les conditions du partage de Vienne doit être préservée. Conséquemment, la France se retrouve en état de blocus. Autant sur mer que sur terre, plus aucune communication n'est permise avec elle. Même les lettres que Napoléon tente de faire parvenir aux souverains sont interceptées et refusées. La guerre est donc inévitable et dans ces conditions, contrairement à 1804 et 1805, Napoléon n'a pas le loisir de manœuvrer diplomatiquement pour gagner du temps.

D'un autre côté, il sait que les Russes et les Autrichiens ne sont pas prêts. Seules la Prusse et l'Angleterre ont des troupes en Belgique. Et, comme en 1805, s'il veut les détruire avant qu'ils ne fassent leur jonction, il est impératif qu'il passe rapidement à l'offensive. Napoléon espère que cela lui permettra de rétablir l'équilibre militaire. Mais, en attendant, bien que son retour ait été acclamé presque partout, la situation intérieure se dégrade rapidement en raison de la guerre éminente avec l'Europe. Les ministres et les fonctionnaires qui, jadis, furent les fidèles soutiens de Napoléon, n'ont plus confiance dans sa bonne étoile. Par conséquent, cette machine extraordinaire qui savait tirer hommes et matériels du pays se grippe. À l'opposition extérieure, suit inévitablement la résistance intérieure.

¹⁸¹ Tout comme Napoléon, Murat a appris que les coalisés tenteraient de le détrôner. Profitant du retour de Napoléon en France, profitant que l'attention de l'Europe est tournée vers ce dernier, il tente le tout pour le tout en ouvrant les hostilités contre l'Autriche dans la péninsule italienne.

Chapitre II

L'opposition des fonctionnaires

L'historiographie sur les Cent Jours a largement démontrée que l'opposition sans cesse grandissante en France contre le régime des Bourbons et les tracasseries financières font parties des facteurs qui ont poussé Napoléon à reprendre la route de l'aventure, celle qui l'a mené du Golfe-Juan à Paris. Il se doutait bien que les risques sur le plan international étaient grands, que les coalisés ne le laisseraient pas faire, qu'ils s'uniraient à nouveau pour le renverser. Afin de leur faire face, il comptait s'appuyer sur la diplomatie en acceptant d'emblée les conditions du traité de Paris. Mais si l'Europe avait l'audace de refuser ses offres, il croyait que l'armée et le peuple feraient corps derrière lui. Or, les choses ne sont pas aussi simples qu'elles ne l'étaient avant 1814. Bien que l'armée se range à ses côtés, les fonctionnaires des différents paliers ne sont pas tous convaincus que Napoléon est en mesure de remporter la victoire.

Étant devenus malgré eux les représentants d'un homme en sursis, conscients que les campagnes précédentes ont considérablement épuisé la France de ses forces vives, les préfets se demandent comment ils feront pour réquisitionner, faire appliquer les politiques fiscales et la conscription. Ainsi, certains franchiront le Rubicon et s'opposeront au régime de façon active ou passive tandis que d'autres, bien que fidèles, n'auront ni la volonté ni les compétences voulues pour effectuer la tâche qu'on leur demande. Même si Napoléon procède à l'épuration du corps préfectoral, tous savent que, sans une victoire sur le champ de bataille, le pays ne voudra pas consentir à faire de nouveaux sacrifices.

À l'échelon inférieur, les maires constituent un autre problème de taille. La majorité d'entre eux étant d'obédience royaliste, ils feront tout en leur pouvoir pour entraver la mobilisation du pays. Souvent pour des raisons idéologiques, des petits fonctionnaires et des ecclésiastiques les aideront, mais cependant, même s'ils peuvent aisément contrarier la bonne marche de l'État dans un département ou dans une commune, leur nombre est beaucoup trop limité pour parler d'une opposition systématique. En fait, contrairement à Henri Houssaye et Émile le Gallo qui ont écrit sur le sujet, il ne faut pas conclure qu'à l'opposition extérieure, suit instantanément

l'opposition intérieure. Bien sûr, les documents d'archives regorgent de cas qui sont signalés à travers toute la France pour leurs agissements contre le régime. Et de ce fait, il est facile de mettre bout à bout les différentes sources afin d'affirmer que la grande majorité des fonctionnaires agissent contre Napoléon. Ainsi, par la nature des comportements reprochés, il nous faut donc faire la distinction entre l'opposition active et passive et cerner, autant que cela se peut, les régions où se situent les principaux foyers de résistance. Dans ces conditions, même si cette opposition n'est pas aussi étendue qu'on aurait pu le croire, elle inquiète grandement les commandants de divisions militaires et les membres du gouvernement puisqu'ils craignent qu'elle ne s'étende sur toute l'étendue du territoire et par le fait même, ne vienne miner le régime et entraver l'effort de guerre.

I. La marche sur Paris

Lorsqu'il débarque à Golfe-Juan le 1^{er} mars 1815, Napoléon sait qu'il engage l'entreprise la plus téméraire de sa carrière. Avec moins de 1000 soldats de la vieille garde, il compte renverser le gouvernement de Louis XVIII et reprendre le pouvoir. Afin d'éviter la vallée du Rhône où le parti royaliste demeure très présent, il longe les Alpes par des sentiers de montagnes et se dirige vers Grenoble¹. Sur sa route, les paysans l'acclament et nombre d'entre eux, entraînés par l'enthousiasme, le suivent dans son aventure. Arrivé au défilé de Laffrey, il rencontre un bataillon du 5^e de ligne dont la mission est de lui barrer la route. Alors, Napoléon s'avance lentement vers eux. Troublés à la vue de leur ancien chef, celui qui les a menés à tant de victoires, les soldats refusent de tirer. Gagnés par l'émotion, les soldats de la garde et ceux du 5^e ligne se retrouvent dans les bras les uns des autres. À partir de ce moment, toutes les unités qu'il rencontrera sur son chemin se rallieront à lui. Ainsi, Laffrey constitue le point de rupture entre l'armée et le gouvernement de Louis XVIII. À Grenoble, le colonel La Bédoyère rejoint l'Empereur avec son régiment. Les habitants de la ville en défoncent les portes pour le recevoir. L'opinion ayant déjà été préparée par deux de ses agents, le chirurgien Emery et

¹ Napoléon a d'abord envoyé quelques soldats pour s'assurer de la place d'Antibes, mais les troupes qui y ont cantonné ont catégoriquement refusé de les suivre. Pour toute réponse, le commandant de la citadelle a fait enfermer les hommes de Napoléon.

le gantier Dumoulin, l'accueil qu'il y reçoit est triomphal². Plus de 2000 paysans, accompagnés des habitants de la ville et des soldats de la garnison, crient d'une seule et même voix : « Vive l'Empereur! ³ » « Jusqu'à Grenoble, disait Napoléon à Sainte-Hélène, j'étais aventurier; à Grenoble, j'étais prince⁴. »

Pendant ce temps à Paris, en raison de la lenteur des communications, on ne sait rien du retour de l'exilé. Ce n'est que le 5 mars qu'on apprend la nouvelle. Afin d'arrêter sa marche, Soult a prévu de réunir à Lyon des troupes du Lyonnais, du Dauphiné et de la Franche-Comté. Mais déjà, l'armée abandonne la cause royale. Elle refuse d'avancer. Même la harangue des soldats de la garnison de Lyon par le maréchal Macdonald ne donne pas les effets escomptés. On constate alors que le plus mauvais des esprits règne dans la troupe⁵. Devant la volonté des soldats de rejoindre Napoléon, Macdonald et le comte d'Artois, venus pour en prendre le commandement, doivent quitter la ville précipitamment⁶. Quelques heures plus tard, dans la liesse populaire, Napoléon y fait son entrée. Entre-temps, le roi convoque le maréchal Ney aux Tuileries. Il reçoit lui aussi la mission d'arrêter la marche de « l'usurpateur ». Le fougueux maréchal promet au souverain de le ramener dans une cage de fer. Lorsqu'il arrive à Lons-le-Saulnier dans la nuit du 11 au 12 mars, il apprend que le 76^e de ligne se prépare à faire défection. Ney commence à prendre conscience de la situation délicate dans laquelle il se trouve. Esprit simple et tourmenté, il se pose des questions sur ce qu'il convient de faire dans les circonstances. Pendant qu'il songe à diverses solutions, les brimades et les vexations subies par sa femme à la cour ainsi que l'arrogance des émigrés envers l'armée lui reviennent en tête⁷. Son esprit se trouble et vacille entre la fidélité à Louis XVIII ou plus

² MARCHAND, *Mémoires de Marchand*. Paris, Tallandier, 2003, p. 176.

³ FLEURY de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours*. Paris, bibliothèque des Introuvables, volume I, p. 141. – MARCHAND, *op. cit.*, p. 177.

⁴ LAS CASES, *Mémorial de Sainte-Hélène*. Paris, L'Auteur, 1823, tome IV, p. 196.

⁵ Macdonald n'avait que très peu d'espoir de ramener les troupes du côté du roi. « Les officiers sont aussi exaltés que les soldats. On a porté si peu d'intérêt à l'armée, commis tant d'injustices, prodigué tant de grades aux chouans et aux émigrés! Quant à moi, je ferai mon devoir jusqu'à la fin, mais je pense comme eux. » MACDONALD, *Souvenir du Maréchal Macdonald, duc de Tarente*. Paris, Librairie Plon, 1910, p. 334-335.

⁶ MACDONALD, *Souvenir du Maréchal Macdonald, duc de Tarente, op. cit.*, p. 332-333-334-336. – NAPOLÉON I^{er}, *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*. Paris, Plon, 1860, p. 61.

⁷ Lavalette témoigne de l'incident : « Je viens de rencontrer ici le maréchal Ney ; je n'ai pas encore vu d'homme plus exaspéré contre le gouvernement. La maréchale a été si gravement insultée hier aux Tuileries, qu'elle rentrée chez elle fondant en larme. Les vieilles duchesses l'ont appelée fille de chambre. Sa tante madame Campan vient de perdre sa place de surintendante de la maison d'Écouen, malgré les

simplement, la défection vers Napoléon. Dans la journée du 12, à sa sortie de table, le général de Bourmont lui remet la proclamation de Napoléon : « La victoire marchera au pas de charge. L'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. » Visiblement ébranlé, Ney observe : « On n'écrit plus comme cela; le Roi devrait écrire dans ce genre-là; cela plairait aux troupes⁸. » Le 14, il apprend que le 76^e régiment vient de s'ébranler pour rejoindre l'Empereur. C'est le douzième régiment à faire défection depuis son retour. Suite à son entrée à Lyon, il a déjà rallié les 5^e, 7^e, 11^e, 20^e, 24^e, 36^e et 72^e de ligne, le 4^e d'artillerie à pied, le 3^e génie, le 4^e hussard et le 13^e dragon. À ce moment, Ney n'a plus que 5000 hommes à opposer aux 15 000 de son ancien maître⁹. Il sait que c'est sans issue, qu'il n'y a plus d'espoir de conserver le gouvernement royal.

Tirailé entre son devoir et l'ascendant extraordinaire qu'exerce sur lui son ancien chef, il tente de résister à ses propres sentiments en multipliant les déclarations favorables aux Bourbons et en faisant enfermer les officiers qui ont eu l'audace de crier « Vive l'Empereur ». Mais, c'est peine perdue; les émissaires de ce dernier le font basculer définitivement. Ney fait rassembler les troupes sur la place et crie que la cause des Bourbons est à jamais perdue. Les soldats, qui de toute façon n'avaient pas envie de marcher contre l'Empereur, acclament frénétiquement le maréchal. Même si Bourmont et Lecourbe tentent de le ramener à ses devoirs envers le roi, rien n'y fait. Il répond avec exaspération, « que son parti est pris¹⁰! » De toute façon, Ney n'avait que deux choix : s'enfuir avec Louis XVIII ou rejoindre Napoléon. Devant l'impossibilité absolue d'arrêter sa marche, il dit très justement au préfet de l'Ain, qui tente encore de le

sollicitations du maréchal. Les formes sèches et insolentes comte de Blacas, auprès duquel le roi l'avait renvoyé, ajoutent à son exaspération. » En fait, la Mme la maréchale Ney était la fille de Mme Auguié, femme de chambre de la reine Marie-Antoinette. Présenté par Stéphane GIOCANTI, LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette*. Paris, Mercure de France, 1994, p. 314. — Mme de CHASTENAY, *Mémoires : 1771-1815*. Paris, Plon, 1896, tome II, 451.

⁸ SHD, *Procès du maréchal Ney*, volume II, Déposition du marquis de Saurans, p. 248. Cité par Henri HOUSSAYE, 1815. Paris, Perrin, 1901, tome I, p. 307.

⁹ Henri HOUSSAYE, 1815, *op. cit.*, p. 305.

¹⁰ Lieutenant général, vicomte de REISET, *Souvenirs : 1775-1836*. Paris, Calmann-Lévy, 1899-1901, tome III, p. 109.

convaincre de demeurer fidèle au roi : « Que voulez-vous, je ne puis arrêter l'eau de la mer avec la main !¹¹ » Informé du parti pris par le maréchal, Napoléon lui écrit :

Mon Cousin, mon major général vous expédie l'ordre de marche. Je ne doute pas qu'au moment où vous aurez appris mon arrivée à Lyon vous n'ayez fait reprendre à vos troupes le drapeau tricolore. Exécutez les ordres de Bertrand et venez me rejoindre à Chalon. Je vous recevrai comme le lendemain de la bataille de la Moskova¹².

Le 17, avec 5000 hommes de plus, Ney rejoint Napoléon à Auxerre. Ce dernier dispose maintenant d'une armée de 20 000 hommes. En dépit des journaux qui le vilipendent et du président de la chambre, l'Ainé, qui multiplie les appels à la résistance, les portes de Paris lui sont maintenant ouvertes. De son côté, Louis XVIII aura beau affirmer qu'il est prêt à mourir sur place, donner des ordres pour arrêter « l'usurpateur », promettre que la charte sera respectée, que l'armée aura plus de considération, en vain. Le navire coule et personne ne veut concourir à le maintenir à flot.

On a pu juger combien nous étions loin des habitudes de la Révolution car, autrefois, des milliers de groupes se seraient formés, des motions, des propositions de violence, dans l'un ou dans l'autre sens, s'y seraient faites. Aujourd'hui, on se rencontrait et l'on se questionnait avec inquiétude, on accusait Bonaparte de vouloir troubler notre repos et nous apporter la guerre civile, la guerre étrangère, comme moyen de sacrifier, encore une fois, s'il le pouvait, la France à sa dévorante ambition. Mais personne ne devançait les mesures que le gouvernement réputait utiles¹³.

Le 20 mars, alors que le roi et sa suite quittent Paris pour rejoindre Lille, Napoléon entre aux Tuileries sous les acclamations populaires. Jamais un trône n'aura été conquis avec autant de facilité. Mais aussi fantastique que cette aventure puisse paraître, la réalité du « vol de l'aigle » est très loin de l'image d'Épinal qui le caractérise. Il serait trompeur de croire que les acclamations que Napoléon reçoit sont autant de sentiments favorables à sa personne. Le peuple ne voit en lui que l'instrument de sa vengeance, celui qui viendra le libérer du joug des Bourbons¹⁴. Sur son passage, il entend crier : « Les

¹¹ *Procès de Ney, op. cit.*, déposition du Marquis de Saurans, p. 251 et dépositions de Capelle, p. 147. Cité par Henri HOUSSAYE, 1815, *ibid.*, p. 307.

¹² *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, Au Maréchal Ney, Prince de la Moskova à Lons-le-Saulnier, no 21689, Lyon, sans date, mars 1815.

¹³ Rapport de police du 7 mars, cité par Jean TULARD, *Napoléon où le mythe du sauveur*. Paris, Fayard, 1999, p. 429.

¹⁴ « L'enthousiasme se refroidit promptement. On a beaucoup dit que ce refroidissement venait de ses actes additionnels. Sans doute cette mesure y est entrée pour beaucoup ; mais il faut en donner un autre motif : c'est que c'était moins l'Empereur que l'on voulait, que les Bourbons dont on ne voulait plus. L'expulsion de ceux-ci avait satisfait la nation et, en accueillant l'empereur avec tant de chaleur, les Français, suivant leur usage, ne pensaient au lendemain. La nation, satisfaite de voir humilier et contenir les royalistes, qui

nobles voulaient nous atteler à la charrue, vous êtes notre sauveur¹⁵. » Les citations de ce genre abondent et, de fait, on peut constater, comme l'a écrit Benjamin Constant, que ses partisans véritables, avec les soldats, sont d'abord les habitants des campagnes¹⁶. Il le sait et pour susciter davantage l'enthousiasme, il excite, à Auxerre, leur passion vengeresse en répondant au maire, qui a menacé les citoyens qui portaient la cocarde nationale, qu'il lanternera les prêtres et les nobles. Mais cette déclaration malheureuse, cette mystification jacobine se répandra comme une traînée de poudre et le précédera jusqu'à Paris¹⁷.

Nous ne pouvons mesurer l'impact de cette déclaration mais, jumelée au décret de Lyon à l'intérieur duquel il promet de dissoudre la chambre des pairs, de réaffirmer l'abolition de la noblesse féodale, l'abolition des droits féodaux et l'inviolabilité des biens nationaux, elle a sûrement contribué à jeter les prêtres et les nobles dans l'opposition. Or, le recours à la terreur n'a jamais été une caractéristique de Napoléon, mais en bon politicien, il adapte son discours au gré des groupes qui composent le pays. Au peuple, il promet la vengeance, aux bourgeois, l'assurance de l'inviolabilité de leurs biens et à l'armée, le retour de la gloire¹⁸. Mais en voulant satisfaire tous ces groupes, Napoléon ne réussira, par le truchement de l'acte additionnel, qu'à fragmenter davantage la société française. Encouragée par le courant jacobin et patriote car sans lui, le vol de l'aigle n'aurait pas été possible, une large portion du peuple souhaite qu'il se fasse dictateur, qu'il forme un gouvernement de Salut public. À l'inverse, les bourgeois libéraux, selon la dénomination de Frédéric Bluche, ils espèrent limiter son pouvoir en faisant en sorte qu'il devienne un souverain libéral. Mais aucun de ces portraits ne lui correspond. De plus, il devra composer avec l'opposition passive ou active des prêtres,

s'étaient fait des ennemis de tout le monde, se trouva confuse de voir que cette victoire allait lui coûter la paix, les avantages du commerce et tous les sacrifices d'une guerre acharnée entraîne à sa suite. » LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette*, op. cit., p. 338.

¹⁵ FLEURY de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours*, op. cit., p. 164.

¹⁶ Benjamin CONSTANT, *Mémoires sur les Cent-Jours*. Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1961, p. 69.

¹⁷ Procès de Ney, op. cit, déposition de Heudelet, p. 190-191. – SHD, C¹⁶ 33, *Situations des divisions militaires pendant les Cent-Jours*, (16^e à 18^e). Général Heudelet à Clarke, Dijon, 13 mars. Général Coetlosquet à Clarke, Nevers, 14 mars. Sous-préfet de Château-Chinon à Cloetlosquet, 15 mars. – NAPOLEON I^{er}, *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op.cit, p. 73.

¹⁸ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Décret, no 21686, Lyon, 13 mars 1815. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, À l'armée, 21682, Golfe Juan, 1^{er} mars 1815.

des nobles et des fonctionnaires lesquelles, pour une large partie et de façon délibérée, contrarieront la bonne marche de l'État.

II. Formation difficile du cabinet ministériel

Lorsque Napoléon entre aux Tuileries le 20 mars 1815, il retrouve le même personnel que lors de son départ pour l'exil onze mois plus tôt. Sa première préoccupation est de recréer un gouvernement. Pour ce faire, il choisit des hommes en qui il a toute confiance. En fait, ce sont les mêmes figures qui l'ont accompagné pendant plus de quinze ans. Mais, les années de gloire sont révolues et les collaborateurs ne se pressent pas pour entrer au gouvernement. En fait, ils ne croient pas dans la durée du régime. Ils savent que, tôt ou tard, les coalisés repasseront la frontière et que la France, même avec Napoléon à sa tête, ne pourra remporter la victoire. Inévitablement, comme en 1814, ils savent qu'il sera écrasé sous le nombre des assaillants. À l'inverse de Fouché qui souhaite absolument entrer au gouvernement afin de jouer sur tous les tableaux; c'est-à-dire trahir tout et tout le monde pour être du côté du vainqueur, ils se demandent ce qu'ils deviendront lorsque Louis XVIII reviendra dans les fourgons de l'ennemi? Vont-ils garder leurs privilèges, leurs fortunes, voire la vie? Ils sont conscients que les traîtres ne sont jamais traités avec indulgence. Dans ses conditions, pour éviter de servir, ou de le faire à des postes trop exposés, comme les relations extérieures et le ministère de l'Intérieur, ils cherchent des prétextes afin de se défilier. Avec honnêteté, Mollien nous livre les sentiments qui l'animaient à l'époque : « J'étais à la campagne le jour même de la rentrée de Napoléon à Paris. J'aurais voulu fuir, non sa personne, mais sa confiance, et toute fonction à laquelle il pouvait vouloir me rappeler¹⁹. » Malgré ses réticences, Mollien se rend finalement aux Tuileries et après avoir été rassuré sur le prochain retour de l'impératrice, accepte de reprendre son poste au ministère du Trésor.

Lorsque je l'abordai, il était seul, il m'embrassa, ne fit aucune réflexion sur mon peu d'empressement, et, en me prenant les mains, son premier mot fut : « Dans ce moment de crise vous ne me refuserez pas de reprendre votre place au ministère » N'avais-je pas à me défier de moi-même? Ne serai-je pas trop dominé, en résistant, par ce désir, ce besoin de repos qui me poussaient vers la retraite? Et puis n'y avait-il pas une sorte de lâcheté à refuser sa part de danger; une sorte d'ingratitude à désertier, dans un pareil moment, celui

¹⁹ Comte MOLLIEN. *Mémoires d'un ministre du trésor public : 1780-1815*. Paris, Guillaumin et Cie, 1898, tome III, p. 417-418.

auquel on avait voué ses services pendant tant d'années? Je ne sais, mais je sentis qu'il pouvait y avoir quelque mérite à céder, et je céda²⁰.

À son tour, Cambacérès se monte très réticent à reprendre son poste au ministère de la Justice. Lors d'une conversation avec Pasquier, il avoue ses appréhensions quant au péril extérieur, ce qui lui fait douter de la longévité du régime : « Tout pourra aller bien si l'Impératrice lui est rendue; ce sera la preuve que l'Autriche s'entend avec lui; mais si on la retient²¹... » Concernant cette affaire, il faut savoir que, au cours de sa marche vers Paris, Napoléon a prétendu qu'il agissait de concert avec son beau-père. De par ce mensonge, il a fait croire à tous que son retour n'entraînera pas la guerre. Évidemment, beaucoup de gens, dont Cambacérès, croient qu'il existe un espoir de préserver la paix entre la France et la coalition. Par conséquent, lorsqu'il se présente aux Tuileries, il est bien décidé à refuser l'offre que va lui faire son ancien maître. De toute façon, s'il n'y a pas de guerre, l'Empereur n'aura sûrement pas d'objection à le laisser partir. Mais pour le convaincre davantage, Cambacérès prétexte des problèmes de santé et émet le vœu de jouir de sa retraite. Après plus de vingt ans dans la vie publique, surtout dans le contexte exceptionnel de la Révolution et, des guerres de l'Empire, on ne peut reprocher à un homme de vouloir tirer sa révérence. Or, Napoléon veut garder auprès de lui cette figure de la Révolution et, pour le faire céder, il fait appel à l'homme de devoir. Il l'informe que rien n'a été convenu entre lui et son beau-père, l'Empereur d'Autriche. Il lui avoue que le retour de Marie-Louise n'est qu'un projet²². Probablement pris de remords à l'idée d'abandonner celui qui a fait sa fortune, incapable aussi de se défaire de l'emprise du maître, Cambacérès accepte temporairement de reprendre son poste, en plus du titre d'archichancelier. Il deviendra aussi président de la nouvelle Chambre des pairs. Il faut également souligner que les émoluments et les honneurs qui accompagnent ces différentes fonctions constituent une raison supplémentaire de rester.

Le maréchal Davout est pressenti par Napoléon pour prendre le ministère de la Guerre. À l'instar de Cambacérès, il commence par refuser. Il préfère avoir un commandement sur le terrain, là où il se sent le plus utile. Mais Napoléon n'abandonne pas aussi facilement puisqu'il connaît les qualités exceptionnelles du maréchal. Il faut

²⁰ Comte MOLLIEN. *Mémoires d'un ministre du trésor public*, op. cit., p. 418-419-420.

²¹ PASQUIER, *Mémoires du chancelier Pasquier*. Paris, Plon, 1894, t III, p. 157-158.

²² PASQUIER, *Mémoires du chancelier Pasquier*, op. cit., tome III, p. 162-163.

savoir que Davout n'est pas seulement un grand stratège, c'est aussi un organisateur hors de pair. Au cours des campagnes de l'Empire, à l'inverse des autres corps d'armée, celui de Davout ne manquait jamais d'approvisionnements. D'une grande probité, très sévère sur la discipline, inflexible sur le pillage, il est l'homme de la situation. Afin de le faire céder, comme avec Cambacérès, Napoléon choisit la carte de la franchise.

J'ai laissé, et je dois encore laisser croire que j'agis de concert avec mon beau-père l'Empereur d'Autriche ; on annonce de tous côté que l'Impératrice est en route avec le roi de Rome, qu'elle va arriver d'un jour à l'autre. La vérité est qu'il n'en est rien, que je suis seul, seul en face de l'Europe. » Voilà ma situation : voulez-vous m'abandonner²³?

Pris par des sentiments qui font appel à son sens de l'honneur et du devoir, Davout accepte finalement sa nomination, quoique sa présence sur le champ de bataille n'aurait pas été du luxe. Toujours dans la même conversation, Napoléon lui fait part de son intention de passer immédiatement à l'action. Afin de briser la coalition, il veut entrer au plus vite en Belgique. Les armées alliées n'étant pas encore opérationnelles dans ce secteur, il espère faire un coup d'éclat. Mais il doit renoncer à son projet puisque l'agitation royaliste n'est pas encore étouffée. Tandis que le duc de Bourbon tente de soulever l'Ouest, le duc et la duchesse d'Angoulême s'agitent toujours en Provence et dans le Bordelais. En outre, il lui faut aussi s'assurer de la fidélité des fonctionnaires, du clergé et surtout, facteur primordial dans les circonstances, de la solidité de l'armée qui n'est pas encore prête à entrer en campagne. À ce dernier niveau, la tâche qui attend Davout est colossale.

Aux relations extérieures, Napoléon veut ramener Caulaincourt, mais ce dernier commence par refuser. En fait, il ne croit pas que l'Empereur puisse arriver à s'entendre avec l'Europe. Son pessimisme s'explique d'autant plus que Caulaincourt fut le porte-parole de la France lors du congrès de Prague. Dès ce moment et au cours des mois qui ont suivi, il a compris que la coalition n'avait qu'un seul objectif, détrôner Napoléon. En outre, il semble que Caulaincourt soit déjà au fait de la déclaration du 13 mars qui met Napoléon hors-la-loi. Par conséquent, il sait que la résolution de l'Europe à cet égard n'a pas changé et que la cause de l'Empereur est désormais sans espoir. Inévitablement,

²³ SHD, Carton 192, *Correspondance du maréchal Davout, ministre de la guerre, du 21 mars au 16 avril 1815*. Lettre de Davout à Soult, le 21 avril 1815. – BLOCQVILLE, Marquise de. *Le maréchal Davout, prince d'Eckmühl. Raconté par les siens et par lui même*. Paris Didier, 1879-1880, tome IV, p. 157.

l'Europe ayant interdit toute communication avec lui, il sait, lui aussi, que le retour de l'exilé entraînera l'invasion de la France²⁴. Malgré tout, harcelé par les autres ministres et l'entourage de ce dernier, Caulaincourt finit par accepter. Napoléon a d'abord offert le poste des relations extérieures à Molé. Mais, à l'instar de Caulaincourt, ce dernier lui a fait part de ses craintes de voir l'Europe déferler encore une fois sur la France. Par ailleurs, Molé était bien décidé à n'accepter aucun poste au sein du gouvernement. Comme ses collègues, il a d'abord prétexté des problèmes de santé puis, son incompétence en matière de diplomatie. Le lendemain, 21 mars, après avoir dit non aux affaires extérieures et refusé le ministère de l'Intérieur, il accepte de prendre le ministère des Ponts et Chaussées. Ce poste n'étant pas d'une importance capitale, Molé s'est ménagé une porte de sortie au cas où les événements finiraient par prendre mauvaise tournure.

Au ministère de l'Intérieur, Napoléon se tourne vers Lavalette, qui refuse à son tour. Il reprend la direction des Postes qu'il a réoccupée avant la rentrée de Napoléon dans Paris. Sous ses conseils et ceux de Maret, redevenu secrétaire d'État, Napoléon demande à Carnot d'accepter ce ministère. Carnot aurait préféré obtenir le ministère de la Guerre, mais en raison des tensions extérieures, Napoléon souhaite éviter que l'apparition de cette figure emblématique de la Révolution soit interprétée comme l'annonce de son intention d'engager la lutte avec l'Europe²⁵. Pour apaiser les révolutionnaires et tous ceux qui veulent lanterner les prêtres et les nobles, Carnot est tout désigné pour le poste. En outre, Gaudin reprend les Finances et Decrès la Marine dont le ministère n'est plus qu'une fiction.

L'autre candidature d'importance est celle de Fouché. Contrairement à Caulaincourt et Molé, celui-là aurait bien voulu obtenir les Relations extérieures. Mais Napoléon se méfie de son goût trop prononcé pour l'intrigue. Il est vrai qu'il joue sur tous les tableaux puisqu'il entretient des liens avec les royalistes, les bonapartistes et les jacobins. Malgré ses réticences, Savary ayant déjà refusé le poste, Napoléon n'a guère le choix de le réintégrer au ministère de la Police, car l'ancien conventionnel est très

²⁴ PASQUIER, *Mémoires du chancelier Pasquier*, op.cit, tome III, p. 164-167 - FLEURY de CHABOULON, *Histoire des Cent Jours*, op. cit., tome I, p. 207.

²⁵ Hippolyte CARNOT, *Mémoires sur Lazare Carnot : 1753-1823*. Paris, Hachette et Cie, 1907, tome II, p. 413. Partisan des limites naturelles, Carnot a été l'artisan de la victoire en 1794. C'est lui qui a organisé les armées françaises qui se sont lancées contre l'Europe.

considéré par l'opinion bonapartiste qui ne cesse de vanter ses mérites. À contrecœur, voulant surtout le ménager puisqu'il ne cache pas sa déception de ne pas jouer dans les intrigues de la diplomatie, Napoléon lui dit : « Non, chargez-vous de la police; vous avez appris à juger sainement l'esprit public, à deviner, à préparer et diriger les événements ; vous connaissez la tactique, les ressources, les prétentions des partis : la police est votre fait²⁶. » Mais dès le début, les relations ne sont pas franches entre Fouché et Napoléon. Le premier tente de faire croire au deuxième que la conspiration du Nord avait été fomentée dans son intérêt. Quant au deuxième, il dit au premier que l'Autriche et l'Angleterre l'appuient secrètement « afin de balancer la prépondérance de la Russie²⁷. » Les deux ne sont pas dupes l'un de l'autre. Ils attendent patiemment le moment opportun de se nuire. D'une part, Napoléon caresse l'espoir de prendre son ministre en flagrant délit de trahison pour s'en débarrasser une bonne fois pour toutes tandis que, d'autre part, Fouché souhaite précipiter sa chute. D'ailleurs, il clame partout que sa cause est perdue, que son affaire sera faite avant quatre mois²⁸. Au cours des semaines suivantes, Metternich, par le truchement d'un messenger, fait remettre à Fouché un billet dans lequel on peut lire :

Les puissances ne veulent pas de Napoléon Bonaparte. Elles lui feront la guerre à outrance et désirent ne pas la faire à la France. Elles désirent savoir ce que la France veut et ce que vous voulez. Envoyez une personne qui possède votre confiance exclusive au lieu que vous indiquera le porteur. Elle y trouvera à qui parler²⁹.

Après avoir remis le message, ledit porteur est intercepté par Réal, le préfet de police. Informé de l'affaire, Napoléon décide de ne pas faire arrêter Fouché. Il veut connaître toutes les ramifications de l'affaire. Il lui faut être prudent, car Fouché est très populaire. Un seul faux pas pourrait avoir de sérieuses conséquences dans l'opinion. « Je sais bien, dit Caulaincourt au préfet Rambuteau, qu'il nous trahit, mais nous ne sommes pas assez forts pour le chasser³⁰. » Dans le plus grand secret, Fleury de Chaboulon

²⁶ FLEURY de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours*, op. cit., tome I, p. 208. – SAVARY, *Mémoires du duc de Rovigo, pour servir à l'histoire de l'empereur Napoléon*. Paris, A. Bossange, 1828, tome VII, p. 375-377. – FOUCHÉ, *Mémoires de Joseph Fouché, duc d'Otrante, ministre de la police générale*. Paris, Le Rouge, 1824, tome II, 314-315.

²⁷ *Ibid.*, p. 314-315.

²⁸ PASQUIER, *Mémoires du chancelier Pasquier*, op. cit., tome III, p. 171.

²⁹ METTERNICH, Prince de. *Mémoires, documents et écrits divers : 1773-1859*. Paris, Plon, 1880-1884, tome II, p. 515.

³⁰ Extrait de conversation citée par Jean SAVANT, *Les préfets de Napoléon*. Paris, Hachette, 1958, p. 206.

remplace le messenger de Fouché et se rend à Bâle en Suisse afin d'y rencontrer l'homme de Metternich, le baron d'Ottenfels, qui voyage sous le pseudonyme de M. Werner. À peu de choses près, il répète à Chaboulon le contenu de la note et souhaite connaître les dispositions de Fouché. Chaboulon tergiverse et prétend que renverser Napoléon est une chose impossible, que la nation fait corps derrière lui. De plus, il lui dit encore que M. Fouché ne se prêterait jamais à ce genre d'entreprise. Entre-temps, Fouché est informé par Réal, lui-même obéissant probablement aux ordres de Napoléon, que ce dernier sait tout du billet de Metternich. Inquiet des conséquences, il se rend aux Tuileries pour le lui remettre tout en s'excusant de ne pas l'avoir fait plus tôt. L'Empereur explose : « Vous êtes un traître : pourquoi rester ministre de la Police, si vous voulez me trahir? Il ne tiendrait qu'à moi de vous faire pendre, et tout le monde applaudirait³¹. » Mais Napoléon sait qu'il est impuissant car dans le contexte actuel, cette affaire n'est pas suffisante pour traîner Fouché au gibet. Il lui faut plus de renseignements. C'est pour cette raison que les entretiens avec le baron d'Ottenfels continuent. Au troisième voyage, ce dernier n'est pas au rendez-vous. Peut-être a-t-il été averti par Fouché³²? Quoi qu'il en soit, le ministre de la police n'en reste pas là. Il entretient également des liens avec la cour de Gand afin d'assurer Louis XVIII qu'il travaille à son rétablissement sur le trône.

Quand je me rendais chez Monsieur, ce qui était rare, son entourage m'entretenait, à parole couvertes et avec maints soupirs, d'un homme qui se conduisait à merveille : il entravait toutes les opérations de l'empereur ; il défendait le faubourg Saint-Germain, etc., etc., etc. Le fidèle maréchal Soult était aussi l'objet des préférences de Monsieur, et, après Fouché, l'homme le plus loyal de France. Un jour, une voiture s'arrête à la poste de mon auberge, j'en vois descendre madame de Vitrolles : elle arrivait chargée des pouvoirs du duc d'Otrante. Elle remporta un billet écrit de la main de Monsieur, par lequel le prince déclarait conserver une reconnaissance éternelle à celui qui sauvait M. de Vitrolles. Fouché n'en voulait pas davantage ; armé de ce billet, il était sûr de son avenir en cas de restauration. Dès ce moment il ne fut plus question à Gand que des immenses obligations que l'on avait à l'excellent M. Fouché de Nantes, que de l'impossibilité de rentrer en France autrement que par le bon plaisir de ce juste³³.

Même les agents royalistes conseillent au roi de s'aboucher avec Fouché qui, semble-t-il, est le seul qui puisse le faire rentrer en France. Cela sera d'autant plus facile que ce dernier cherche des garanties afin de se protéger des représailles des princes. N'a-

³¹ LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette*, op. cit., p.334.

³² FLEURY de CHABOULON, *Histoire des Cent Jours*, op. cit., tome II, p. 20 à 36.

³³ CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, Bordas, 1992, tome II, livre 23, chapitre 10, p. 595.

t-il pas voté la mort de Louis XVI et perpétré les massacres de Lyon? Avec de tels antécédents, il a tout intérêt à montrer son importance, sa loyauté et son utilité.

Le parti de Fouché grossit tous les jours; celui de Bonaparte se réduit à l'armée. Tout fait penser que le plus grand coup de politique que puisse faire le roi, serait de traiter avec Fouché, en lui présentant un moyen de garantie contre les princes. Les ouvertures seraient assez faciles, car il témoigne dans son intérieur, une grande vénération pour le roi³⁴.

C'est là le ministre de la Police que Napoléon a dû choisir. Un homme qui, de l'intérieur, sape son action et entrave la défense du pays. Mais, contrairement aux sentiments répandus dans l'entourage de Louis XVIII, tous ne sont pas dupes de ses manœuvres. Dans une lettre qu'il envoie à Nesselrode, Pozzo di Borgo écrit : « On n'obtiendra de Fouché que des intrigues et des communications stériles qu'il rappellera plus tard comme des services réels³⁵. » De son côté, Napoléon ne se cache pas l'urgence de la situation. Dans la première semaine de juin, il s'enferme avec Carnot dans son cabinet pour lui parler de ses intentions envers Fouché.

Le duc d'Otrante me trahit, je veux m'en débarrasser. Je songe à supprimer le ministère de la Police pour en faire une simple division dans vos bureaux. – Sire, j'aurais approuvé le renvoi du duc d'Otrante il y a un mois ; mais à la veille d'événements graves, cela augmenterait les irrésolutions et les défiances, déjà si grandes, de l'opinion³⁶.

On constate que seule la victoire permettra à Napoléon de se débarrasser du ministre félon et de raffermir la confiance des membres de son cabinet et de l'opinion. Comme on vient de le constater, malgré des exceptions, comme Gaudin et Davout qui font leur travail sans trop s'inquiéter ouvertement de la pérennité du régime, le pessimisme et la trahison règnent à l'intérieur du cabinet, ce qui le fragilise de façon inquiétante. Au moindre choc, à la moindre crise, tout peut s'écrouler car en général, les ministres sont là pour absorber les coups afin de protéger le gouvernement. Or, il semble que personne ne veut se sacrifier pour lui. La fidélité et l'abnégation sont deux matières qui manquent dans ce cabinet. Bien sûr, il y a Carnot, mais même si sa bonne volonté est évidente, son patriotisme incontestable, il n'est plus l'homme qu'il était lors de la Révolution. Homme de 62 ans, vieilli et usé, il hésitera à frapper les fonctionnaires et les

³⁴ SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, rapport d'un agent royaliste (non achevé) 1^{er} juin 1815.

³⁵ POZZO di BORGO, *Correspondance diplomatique avec Nesselrode*, 13 avril 1815. Paris, 1890, tome I, p. 104. Cité par Robert MARGERIT. *Waterloo : 18 juin 1815*. Paris, Gallimard, 1964, p. 126.

³⁶ Hippolyte CARNOT, *Mémoires sur Lazare Carnot*, op. cit., tome II, p. 455.

maires qui trahissent ouvertement le gouvernement. Là où il aurait fallu frapper, faire des exemples, il se montre timoré et éprouve quelques difficultés à faire appliquer les ordres de l'Empereur. Ce n'est plus le Carnot qui siégeait au Comité de salut public, celui qui sanctionnait sévèrement et parfois même définitivement l'incompétence et la trahison. En somme, que ce soit de manière consciente ou inconsciente, jamais Napoléon n'aura été aussi mal servi. Mais les menaces de guerre n'ont pas que des effets néfastes sur la confiance des ministres. En fait, elles ébranlent sérieusement les fondements de l'appareil administratif.

III. Inertie des préfets

Très vite, Napoléon se rend compte que l'opposition ne réside pas uniquement chez les hauts dignitaires de l'État, mais bien à tous les paliers de l'appareil administratif. En fait, il constate que de nombreux préfets font tout pour entraver son action. Il sait qu'il n'est plus en 1805, époque à laquelle tous ces gens étaient ses fidèles auxiliaires. « Mes préfets, avec toute l'autorité et les ressources locales dont ils trouvaient investis, étaient eux-mêmes des empereurs aux petits pieds... La plupart de ses ressorts n'étaient, dans ma pensée, que des institutions de dictature, des armes de guerre³⁷. » Afin de mieux comprendre leur importance, donc leur potentiel de nuisance, il nous faut revenir en arrière et analyser la constitution de l'An VIII promulguée quelques semaines après le coup d'État du 18 brumaire. À la lecture de ses différents articles, on remarque qu'elle a cette particularité de faire disparaître le suffrage universel, parce qu'elle se limite uniquement aux citoyens masculins âgés de plus de vingt et un ans, ainsi qu'à ceux qui paient des impôts, donc aux notables. Il est à noter également que pour être inscrit sur la liste de notabilité, il faut être né en France et résider dans l'arrondissement communal depuis un an.

Avec toutes ces restrictions discriminatoires basées principalement sur la fortune, cette première liste ne regroupe que cinq millions d'électeurs sur 29 millions de Français. Ce sont ceux qu'on appellera avec mépris les électeurs à 300 francs. Les citoyens nommés sur celle-ci désignent, par leur suffrage, une deuxième liste communale qui comprend cinq cent mille électeurs, ce qui représente le dixième de la première. C'est

³⁷ Cité par André MAUROIS dans *l'Avant-propos du Mémorial de Sainte-Hélène*, op. cit., p. XV.

donc sur cette liste que sont choisis, par le pouvoir central, les fonctionnaires de l'arrondissement. Par la suite, dans chaque arrondissement, les électeurs désignent une troisième liste, dite départementale, qui comprend, comme la précédente, un dixième de la première. Cela équivaut à cinquante mille électeurs. À leur tour, toujours avec le même système, ces derniers désignent une quatrième liste qui devra comprendre cinq mille électeurs³⁸. C'est dans ce dernier bassin que seront choisis les ministres, les conseillers d'État, les sénateurs, les membres du corps législatif, les maires des grandes villes, les membres des conseils d'arrondissement ainsi que plusieurs préfets³⁹. Quant aux autres, c'est-à-dire la majorité du peuple, ils n'ont pas droit au chapitre. D'ailleurs, Cabanis résume très bien la nature du système : « Dans le véritable système représentatif, tout ce fait au nom du peuple et pour le peuple; rien ne se fait directement par lui : il est la source sacrée de tous les pouvoirs, mais il n'en exerce aucun⁴⁰. » Comme l'écrit Pierre Rosanvallon, il ne serait pas difficile de multiplier les citations afin de prouver que la constitution de l'An VIII accentue cette tendance permanente de passer d'une vision méritocratique de la représentation à une pure consécration de l'ordre bourgeois⁴¹.

Dans ces conditions, même si la constitution a subi quelques changements au cours des années, surtout avec le passage à l'Empire, ce système demeure dans son ensemble inchangé. Bref, c'est un régime censitaire dont la base est la bourgeoisie. C'est dans ses rangs que Napoléon cherche les hommes pour constituer l'armature de cette pyramide administrative qui lui permet de contrôler l'ensemble de la France. Comme le dit Sieyès : « La confiance doit venir d'en bas, le pouvoir doit venir d'en haut⁴². » De par la loi du 28 pluviôse An VIII (17 février 1800), les institutions locales perdent tout pouvoir. L'arrondissement remplace le district révolutionnaire et les élections disparaissent. Dorénavant, les membres du conseil général du département et du conseil

³⁸ Constitution de l'An VIII, articles 7 - 8 - 9. C'est dans ces trois articles que sont définies les listes de notabilités.

³⁹ Voir Alain PIGEARD, « La constitution du 22 frimaire an VIII », *La revue Napoléon*, no 1, février 2000, pp. 8-12. – Adolphe THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, Furne Jouvett et Cie, 1874, tome I, p. 76-77.

⁴⁰ Pierre George CABANIS, *Quelques considérations sur l'organisation sociale en général et particulièrement sur la nouvelle Constitution, 25 frimaire an VIII*, in *Œuvres philosophiques de Cabanis*, Paris, P.U.F., 1952, tome II, p. 481. Cité par Pierre ROSANVALLON, *Le peuple introuvable : histoire de la représentation démocratique en France*. Paris, Gallimard, 1998, p. 50.

⁴¹ Pierre ROSANVALLON, *op. cit.*, p. 51.

⁴² Adolphe THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, *op. cit.*, tome I, p. 98.

d'arrondissement seront choisis par Bonaparte. Les membres du conseil municipal sont choisis par les préfets, mais cela n'est que formalité, car d'après l'article 41 de la constitution de l'an VIII, c'est le chef de l'État, donc Bonaparte, qui nomme ces derniers. Celui-ci, comme nous le verrons plus loin, se réserve aussi la nomination des sous-préfets et des maires des communes de plus de cinq mille habitants⁴³. Dans ce système, les préfets ont comme fonction de faire appliquer les décisions du gouvernement. En ce sens, l'article 3 de la loi du 28 pluviôse de l'An VIII est catégorique sur ce point : « Le préfet sera chargé seul de l'administration. » Avec l'éducation, qui ne relève pas de ses compétences, seules les finances lui échappent en partie. Mais pour le reste, il doit faire exécuter les règlements et les lois du pouvoir central. En outre, il s'occupe de la sécurité publique, dirige les forces de police, veille à la rentrée des impositions et procède aux levées des réquisitions et des conscrits⁴⁴.

Grâce à eux, tant en subsides qu'en soldats, Napoléon pourra tirer le maximum du pays. Entre 1800 et 1814, on constate que la machine fonctionne particulièrement bien. Sur le plan de la conscription par exemple, les chiffres compilés par André Corvisier démontrent que le territoire de l'hexagone a fourni 80 % des conscrits, soit 1 550 000 hommes. Il faut ajouter à ce nombre plusieurs dizaines de milliers de réfractaires qui ont été repris et incorporés⁴⁵. Au total, en y incluant l'ensemble des départements de l'Empire, Napoléon a levé 1 940 699 conscrits⁴⁶. Les préfets représentent donc l'un des rouages essentiels dans l'édifice napoléonien. Ils sont les piliers du système et, dans ces conditions, lorsqu'il revient au pouvoir, il a besoin de s'appuyer sur eux pour refaire l'armée et l'unité de la France.

On aurait pu croire que la Restauration aurait entraîné une vaste campagne d'épuration au sein du corps préfectoral au profit des seuls émigrés. Mais il n'en est rien. Le nouveau ministre de l'Intérieur, M. de Montesquiou, ayant maintenu le même système pyramidal, a cru plus prudent de s'en remettre largement aux administrateurs de l'Empire. Sur quatre-vingt-six départements, quarante-cinq préfets ont été nommés, ce

⁴³ David CAVALLI, « Les préfets et les départements », *La revue Napoléon*, no 1, février 2000, pp. 55-59.

⁴⁴ François MONNIER, « Les préfets », Jean TULARD, *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, p. 568.

⁴⁵ André CORVISIER, *Histoire militaire de la France*. Paris, Presse Universitaire de France, 1992, tome II, p. 307.

⁴⁶ Archives nationales. AF/IV/1121-1147. Cité par André CORVISIER, *Histoire militaire de la France*, op. cit., tome II, p. 308.

qui représente 52 % de l'ensemble du corps préfectoral⁴⁷. De ce chiffre, il faut souligner que, sur les quarante-cinq, trente et un sont des anciens fonctionnaires impériaux : préfets de département supprimés en raison du traité de paix ou sous-préfet recevant de l'avancement. La part de l'Ancien Régime se limite à sept anciens émigrés et à deux royalistes. Il en va de même pour les sous-préfets et les secrétaires généraux. Sur cent quarante-sept nouveaux, on ne retrouve que vingt-cinq émigrés⁴⁸. En principe, l'administration ne devrait pas être hostile à Napoléon. Mais la réalité est tout autre. Pour les fonctionnaires, son retour entraîne celui de la guerre. Cela veut dire le retour de la conscription et des réquisitions. Ils savent qu'au cours des années précédentes, les départements ont beaucoup donné. En 1812, les préfets ont levé 126 292 conscrits et pour l'année 1813, à peine six mois après le désastre de la campagne de Russie, ils ont dû en lever 126 689 nouveaux. Il faut ajouter à cela une nouvelle levée de 158 141 conscrits de la classe 1814 et le rappel de 74 224 réservistes et de 101 640 gardes nationaux, ce qui totalise 460 694 hommes disponibles à l'incorporation. De ce dernier chiffre, 322 855 sur les 330 000 espérés ont été incorporés dans l'armée régulière⁴⁹. Par le fait même, il n'est pas étonnant que l'administration préfectorale rencontre davantage d'opposition au sein de la population et éprouve plus de difficulté à exécuter les ordres de Paris dans les deux dernières années de l'Empire.

À titre d'exemple, toujours pour l'année 1813, du 1^{er} janvier au 1^{er} juin, on recense 53 703 déserteurs et réfractaires. Au cours de l'été qui suit, soit du 1^{er} juin au 15 août, ce chiffre augmente à 79 837, dont 32 900 réfractaires et 46 937 déserteurs⁵⁰. Concernant les réfractaires, les préfets ont pour mission de leur faire la chasse et la tâche n'est pas de tout repos. Ils doivent composer avec l'hostilité du peuple et le manque de ressources financières et humaines. Déjà en 1805, le préfet du département du Puy-De-Dôme se plaignait au maréchal Berthier de son manque d'effectifs pour leur faire la chasse.

Veuillez bien me permettre, Monseigneur, de vous renouveler ma réclamation sur le peu de force militaire qui est à ma disposition et de rappeler à votre Excellence que je n'ai

⁴⁷ Archives nationale. F/1c, 1, 26. *Rapport à l'Empereur*, 12 avril 1815.

⁴⁸ Emmanuel de WARESQUIEL, Benoît YVERT, *Histoire de la Restauration : 1814-1830*. Paris, Perrin, 1996, p. 70.

⁴⁹ André CORVISIER, *Histoire militaire de la France, op. cit.*, tome II, p. 306-308

⁵⁰ *Ibid*, p. 308-312.

pour toute ressource, dans un département très vaste, coupé par beaucoup de montagnes et couvert en partie de bois, qu'une compagnie de gendarmes très incomplète, puisqu'il lui manque 2 lieutenants et 31 gendarmes⁵¹.

En raison du manque de ressources, des sanctions sont imposées aux familles des conscrits afin de les forcer à rejoindre le dépôt. Souvent, cela se traduit par de fortes amendes ou par l'obligation de loger, aux frais de la famille du réfractaire, des garnisaires qui ne se gênent généralement pas pour abuser de la bonne volonté des logeurs. De fait, plus la guerre s'intensifie entre la France et l'Europe, plus le prix à payer est lourd. On constate que les exigences entre 1813 et les cinq premières années qui précèdent la bataille d'Austerlitz sont beaucoup moins élevées en matière de conscription. Pour les années 1800 et 1801, la conscription touche 80 223 hommes. Pour 1803 et 1804, on lève 77 930 conscrits et pour 1805, le chiffre est de 41 554 en plus d'une levée supplémentaire de 33 465 pour un total de 233 172 hommes en cinq ans, soit 28 % en deçà de la seule année 1813⁵². Toutefois, même si les chiffres de 1805 sont inférieurs à ceux de 1813, on remarquera que c'est à partir de cette époque que Napoléon commence à abuser de la conscription en demandant des levées supplémentaires. Au cours des années qui vont suivre, cette tendance ira en s'accroissant par le truchement des sénatus-consultes qui lui permettent de lever des soldats sans passer par l'approbation du Sénat. Ainsi, en 1815, la France a déjà tout donné; elle n'a plus de ressorts, plus d'énergie pour entreprendre ces luttes gigantesques contre l'Europe. Conséquemment, les préfets qui sont toujours en place n'ont plus le courage de demander aux Français de fournir encore des hommes et des équipements, d'autant plus qu'ils ne croient pas à la victoire de Napoléon. Évidemment, la situation ne changera pas avec l'arrivée des nouveaux préfets qui, pour la plupart, éprouvent les mêmes sentiments. Mais malgré tout, ils devront s'exécuter.

Sur la route qui le conduisait à Paris, Napoléon avait senti des résistances au niveau de l'administration et l'une de ses premières mesures fut de remplacer ou de destituer quelques préfets. Ce sera le cas de Capelle, dans l'Ain, de Harmand

⁵¹ Extrait de la lettre de Latourette, préfet du Puy De Dôme, au maréchal Berthier. Clermont-Ferrand, le 25 floréal an XIII (15 mai 1805). Cité par P.C d'ALOMBERT et J. COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne*. Paris, Édition Teissèdre, édition 2002, tome I, p. 708.

⁵² Ibid, p. 308 – Décret impérial relatif à la levée de la conscription de l'An XIV. Au camp impérial de Boulogne, le 8 fructidor an XIII (26 août 1805). Cité par P.C d'ALOMBERT et J. COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne, op. cit.*, 705-706

D'Abrancourt, dans les Hautes-Alpes, de Germain de Monforton, dans la Saône et Loire et de Rouen des Mallet, dans le Vaucluse⁵³. Le cas de Villeneuve-Bargemon, dans les Basses-Alpes, est un peu particulier puisqu'il n'a pas encore rejoint son poste lorsque Napoléon traverse son département. C'est le sous-préfet Jean Francoul, nommé le 4 avril 1800 et destitué par Montesquiou le 27 janvier 1815, qui l'accueille en lui donnant du pain, du vin et de la viande en quantité suffisante pour approvisionner les troupes qui l'accompagnent⁵⁴. Napoléon se rend vite à l'évidence qu'il faudra procéder à des changements. Afin de réorganiser la garde nationale, tâche de première importance dans les circonstances, il demande à Carnot de procéder à l'épuration graduelle des autorités en place : « Pour que cette opération marche d'ensemble, il faut que toutes les autorités soient épurées⁵⁵. » Il faut agir vite car, déjà, les plaintes arrivent sur le bureau de Napoléon. Le 4 avril, Davout lui apprend que le préfet de Vendée a fui pour rejoindre Bordeaux, là où la duchesse d'Angoulême cherche à alimenter la résistance royaliste. Or, c'est le maire de Napoléonville qui le remplace, un royaliste déclaré qui ne manquera pas d'alimenter la révolte si on le laisse faire. Le 6, Davout lui écrit de nouveau pour lui faire part de l'inactivité du préfet de Lyon. Nommé par Napoléon en personne, celui-ci oppose de la résistance à fournir l'aide nécessaire au maréchal Grouchy dont l'objectif consiste à neutraliser le duc d'Angoulême qui tente par tous les moyens de déclencher la guerre civile⁵⁶. Le 7, Davout entretient Carnot de l'urgence de remplacer les préfets du Cantal et de Puy-De-Dôme, qui se sont montrés hostiles à l'Empereur⁵⁷. Le même jour, le général Robert demande à Davout de remplacer le préfet, le sous-préfet et le secrétaire général de

⁵³ François MONNIER, « Les préfets », Jean TULARD, *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, p. 568-569-570-571.

⁵⁴ Jean TULARD, *Les vingt-jours : Louis XVIII ou Napoléon?* Paris, Fayard, 2001, p. 96.

⁵⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, no 21728, Paris, 27 mars 1815. – Archives nationales. AF/IV/907, Minutes des lettres du premier consul et de l'Empereur, An VIII-1815, Carnot, *correspondance avec Napoléon*, p. 36 à 39.

⁵⁶ Correspondance du Maréchal DAVOUT, À l'empereur et roi, no 1540, 1550 4 et 6 avril 1815.

⁵⁷ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, le Ministre de la guerre au Comte Carnot, ministre de l'intérieur, 7 avril 1815.

Perpignan pour avoir quitté leur poste⁵⁸. Le 8, dans le même ordre d'idées, Davout signale à Carnot la fuite du préfet du Pas-de-Calais⁵⁹.

Or, la liste des nouveaux préfets est déjà complétée. Des 86 que le gouvernement royal a nommés ou conservés, 61 sont révoqués, 22 sont maintenus ou déplacés⁶⁰. De nombreux sous-préfets sont également nommés. Évidemment, la rapidité des changements amène Carnot à faire de mauvais choix car peu d'entre eux feront preuve de zèle pour servir le régime. Dans un premier temps, on constate que certains ne s'empressent pas de rejoindre leur poste et, de fait, plusieurs départements demeurent sans préfets pendant des semaines, voire jusqu'à la fin des Cent-Jours. À titre d'exemple, les départements d'Indre et Loire, du Finistère, de l'Aude, de Lot-et-Garonne et de la Côte d'Or attendent longuement leurs préfets. Le 5 mai, l'Empereur ordonne à Maurice Duval, nommé préfet de la Côte d'Or un mois plus tôt, de rejoindre son poste dans les plus brefs délais sous peine de destitution⁶¹. Après avoir supplié Thibaudeau de ne pas l'envoyer dans ce département, il est replacé à sa convenance dans les environs de Paris⁶². En date du 15 mai, Pontécoulant écrit à Carnot que, bien que l'administration soit assurée d'une main de maître par le conseiller de préfecture, le département de l'Aude attend toujours son préfet⁶³. Il en va de même pour les Pyrénées orientales, dont les changements n'ont été faits que le 24 avril⁶⁴. Mais, en raison de l'éloignement de certains départements et de l'efficacité relative des moyens de locomotion, il faudra encore quelques semaines avant que les nouveaux administrateurs rejoignent leurs postes.

Toutefois, la mauvaise volonté et les difficultés physiques ne sont pas les seules tares de cette administration soi-disant épurée. L'hostilité, passive ou active de plusieurs

⁵⁸ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le Maréchal de camp, Robert, commandant le département des Pyrénées Orientales, au Ministre de la guerre. (10^e division militaire) 7 avril 1815.

⁵⁹ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le Ministre de la guerre au Comte Carnot, ministre de l'intérieur, 8 avril 1815.

⁶⁰ Archives nationales, *Bulletin des Lois*, 9 avril.

⁶¹ Inédits napoléoniens, tome II, p. 379. Cité par Émile Le GALLO, *Les Cent Jours : Essai sur l'histoire intérieure de la France depuis le retour de l'île d'Elbe jusqu'à la nouvelle de Waterloo*. Paris, Librairie Félix Alcan, 1924, p.275.

⁶² A.C THIBAudeau, *Mémoires: 1799-1815*. Paris, Librairie Plon, 1913, p. 477.

⁶³ Archives nationales. AF/IV/1935, notes de Pontécoulant à Carnot, 17 mai 1815.

⁶⁴ SHD, C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le comte Carnot, ministre de l'Intérieur au ministre de la Guerre, 24 avril 1815.

préfets, règne dans de nombreux départements. Le 6 juin, le général Fressinet fait part de la malveillance du préfet du département de la Haute-Garonne.

Il est indispensable, Monseigneur, d'épurer et de reconstituer le plus promptement possible les autorités du département du Tarn et Garonne et surtout d'en confier l'administration à un préfet, qui présente la double garantie, de la fermeté et du dévouement. Une plus longue tolérance entraînerait de grands malheurs; il est encore temps de les prévenir en concentrant le pouvoir dans les mains fidèles et habiles⁶⁵.

On constate que, même si certains ne montrent pas directement leur hostilité, ils multiplient les tracasseries en économisant sur les frais d'impression des proclamations de l'Empereur. Par conséquent, les villages éloignés restent plongés dans l'ignorance des événements de Paris, ce qui laisse le champ libre aux agents royalistes qui parcourent la campagne⁶⁶. D'autres encore, comme dans la Haute-Vienne, ne mettent aucune activité à pourchasser les déserteurs et les agitateurs royalistes qui pullulent dans ce département⁶⁷. Cependant, là n'est pas le plus grave, parce qu'il y a aussi des préfets qui versent directement dans la trahison à l'exemple du préfet du Tarn, nommé par Carnot lui-même le 6 avril 1815. Sous les ordres de Vitrolles, ancien secrétaire d'État du conseil royal, il fait imprimer une liste de proscription contre les bonapartistes⁶⁸. Du même coup, le sous-préfet de Niort est signalé parce qu'il entretient des relations avec les royalistes; celui de Bordeaux contrecarre volontairement les mesures prises par le général Clausel afin de les pourchasser; celui de Caen entrave l'organisation des fédérés; celui de Rocroi est destitué par Vandamme en raison de ses sentiments royalistes; celui de Nogent-le-Rotrou fait afficher sur les portes de l'église une proclamation en faveur de Louis XVIII⁶⁹. Brefs, les cas de ce type ne manquent pas dans la correspondance des commandants des divisions militaires. Mais, à l'analyse de l'ensemble de ces lettres, on remarque que l'opposition au régime se concentre généralement à l'intérieur des zones où les royalistes sont présents :

⁶⁵ SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Fressinet au nom de la Commission de haute police établie à Toulouse au ministre de la Guerre, 6 juin 1815.

⁶⁶ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Gundler, commandant le département de la Somme, au ministre de la Guerre, 7 avril 1815

⁶⁷ SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, *Rapport fait au ministère de la Guerre*, 6 juin 1815.

⁶⁸ Archives nationales, F1c/26, *Adresses, rapports des préfets et documents divers sur l'esprit public : 1793-1910*. Merlin de Douai, au ministre de l'Intérieur, le comte Carnot, 20 avril 1815.

⁶⁹ SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le sénateur Lannoy à l'Empereur, Lyon, 1^{er} juin 1815. - SHD, C16/21, *op. cit.*, Le général Rey à l'Empereur, Marseille, le 8 juin 1815. - SHD, C16/20, *ibid.*, Le commissaire Résigny à l'Empereur. Niort, le 28 mai 1815 - SHD, C16/14, *ibid.*, le général Vandamme au ministre de la guerre, 12 mai 1815. - SHD, C16/15, *ibid.*, Le général Lemarois au ministre de la Guerre, Rouen, 16 mai 1815.

la Vendée, la Normandie, la Bretagne, le Bordelais, la Provence, la Côte d'Or, le Finistère et le Pas-de-Calais. Il est à noter que l'économie de ces zones dépend aussi du commerce maritime. Pour elle, le retour de Napoléon signifie le blocus de ces ports par l'Angleterre, donc la ruine de la bourgeoisie.

Les négociants conservent un douloureux souvenir des vagues de faillite occasionnées par la guerre dans les villes portuaires. En 1797, une première vague avait frappé la région de Nantes. À cette époque, on recense la fermeture de 16 maisons de négociants. En 1803, avec la reprise de la guerre, éclatent de nouvelles faillites qui s'étendent cette fois dans l'ensemble des ports de la côte du Nord et jusqu'à Paris par le jeu des filiales et des crédits bancaires. De nombreuses maisons de courtage et de négociants doivent déposer le bilan. Naturellement, les impacts se font sentir jusque dans l'arrière-pays où les fabriques sont arrêtées, ce qui jette beaucoup d'artisans à la rue⁷⁰. Dans son exposé sur la situation de la 15^e division militaire, laquelle englobe les départements de la Somme, de la Seine-Inférieure, de l'Eure, du Nord, de l'Aisne et du Pas de Calais, le général Fressinet fait part de son inquiétude : « Quant aux commerçants, le seul motif de leur opposition est la crainte d'une guerre maritime, et leur opinion est toujours subordonnée à leurs intérêts. » Il ajoute encore : « Ils trouvent dans leurs fortunes et dans leur clientèle des moyens d'agiter les esprits. On peut craindre qu'ils ne rallient à leur parti un certain nombre des gens qu'ils emploient⁷¹. »

En outre, même si l'auteur de ce rapport signale que la population est attachée à l'Empereur, ce n'est pas elle qui compte dans l'opinion. C'est la bourgeoisie qui veille jalousement sur ses intérêts. Et, dans les circonstances, avec les royalistes qui s'agitent afin de faciliter le prochain retour de Louis XVIII, de nombreux préfets préfèrent ne pas trop se compromettre avec le pouvoir napoléonien. À l'instar des ministres, ils se ménagent une porte de sortie pour le jour où les choses tourneront mal, car il ne faut pas oublier que la déclaration du 13 mars, celle-là même qui a mis Napoléon hors-la-loi, se répand comme une traînée de poudre en France. À preuve ce rapport de Fouché qui apprend à Davout que le sous-préfet d'Yvetot, M. Legrand, fait imprimer simultanément

⁷⁰ Louis BERGERON, « Problèmes économiques de la France napoléonienne », *La Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XVII, juillet-septembre 1970, pp. 469-505.

⁷¹ Archives nationales, AF/IV/1938, Exposé de la situation politique des départements composant la 15^e division militaire, 24 mai 1815.

des placards bonapartistes et royalistes⁷². À l'évidence, ils n'ont pas tous un jugement sûr, mais ceux qui sont en mesure d'analyser la situation avec lucidité savent que Napoléon n'a que très peu de chance de l'emporter.

Néanmoins, il n'y a pas que des « traîtres » dans l'administration. Il y a aussi des gens très dévoués mais totalement incompetents pour assumer le rôle qu'on leur a assigné. C'est le cas d'un préfet de la 7^e division militaire, qui, en raison de son âge et de son état de santé précaire, est incapable de remplir ses fonctions⁷³. De son côté, Napoléon se plaint à Carnot de l'incapacité du préfet de la Mayenne, Villier du Terrage.

Monsieur le comte Carnot, témoignez mon mécontentement au préfet de Laval. Il n'a rien fait dans ces circonstances pour se mettre en défense. C'est le peuple qui a été obligé de tout faire. Le préfet a même été sur le point de tout abandonner, si on ne l'avait retenu. Il paraît que le maréchal de camp qui est à Laval est faible et nul⁷⁴.

En Saône et Loire, on se rend compte que du Colombier n'obtient pas les résultats qu'on attend de lui. La garde nationale ne s'organise pas assez rapidement et les agitateurs royalistes opèrent librement. On constate qu'il n'a aucun talent pour l'administration. Le 27 avril, il est remplacé par Faypoult⁷⁵. Il en est de même pour le préfet du Var, Defermon, qui, selon Roederer, ne connaît pas son département. Il éprouve lui aussi beaucoup de difficulté à asseoir son autorité et, par conséquent, la répression des éléments dissidents et la formation des gardes nationaux ne répondent pas aux attentes du gouvernement⁷⁶. La liste est longue, mais tous ne sont pas aussi timorés. Il y a aussi d'excellents préfets comme Ladoucette, dans la Moselle; Méchin, préfet d'Ille-et-Vilaine; Jullien, préfet du Morbihan, Chazal, préfet du Finistère; Treillard, préfet de Haute-Garonne, ainsi que Devisme, préfet de la Côte-du-Nord. Malgré le fait que certains d'entre eux rencontrent beaucoup d'opposition dans leur département - c'est d'ailleurs le cas du Morbihan, de la Haute-Garonne et d'Ille-et-Vilaine - ils font leur travail avec zèle et compétence⁷⁷. Napoléon aurait pu se reposer sur ceux-là mais, comme le fait

⁷² SHD, C16/15, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le duc d'Otrante, ministre de la Police générale, au ministre de la Guerre, 16 mai 1815.

⁷³ *Correspondance du Maréchal DAVOUT*, À l'Empereur, no 1665 1^{er} mai 1815.

⁷⁴ *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, Au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, no 22034, Paris, 8 juin 1815.

⁷⁵ A.C THIBAudeau, *Mémoires: 1799-1815*, op. cit., p. 478-479.

⁷⁶ Archives nationales, F1a 554, *Commissaire ou délégués extraordinaires du gouvernement : 1792-1815*, Roederer au ministre de l'Intérieur, le comte Carnot, Toulon, 5 mai 1815.

⁷⁷ Archives nationales, F1a 554, *Rapport de Degerando*, commissaire extraordinaire dans la 3^e division militaire, au ministre de l'Intérieur, le comte Carnot, Paris, 9 mai 1815. - Archives nationales, F1a 555,

remarquer Émile Le Gallo : « ils furent privés de cette impulsion ferme, de ces instructions sévères qui leur eussent permis d'unifier progressivement la France au nom de l'Empereur⁷⁸. » L'auteur appuie son argumentation par cette réponse de Fouché à un préfet qui lui demandait des instructions : « Des instructions, je n'en ai pas moi-même, et je n'en donne pas. Vous avez des moyens, tirez-vous en comme vous pourrez⁷⁹. » Sans le gouvernement pour les épauler de façon adéquate, pour les rassurer sur les événements, le découragement s'installe chez nombre d'entre eux. Fatalistes, certains disent aux commissaires extraordinaires de l'Empereur : « Si Napoléon est vainqueur, tout ira bien sans prendre de mesures, et s'il est vaincu tout ce que l'on aura pu faire ne servira à rien⁸⁰. » Cela veut dire que, sans une victoire décisive, ils ne pourront pas faire appliquer les politiques de l'Empereur dans le pays.

Dans les années antérieures, les préfets étaient généralement très dévoués au régime. Bien sûr, il y avait souvent des ratés dans les départements. En 1805 et au cours des années suivantes, le principal problème de l'administration résidait dans le trafic des exemptions pour échapper à la conscription et à la poursuite des déserteurs⁸¹. À cette époque, l'Empereur disposait d'un système administratif qui lui permettait de drainer les ressources du pays directement vers les armées. Mais, à son retour de l'île d'Elbe, il est confronté à une situation qu'il n'a jamais connue auparavant. Il demande avec insistance à Carnot de procéder à des changements pour se débarrasser des pommes pourries. Celui-ci lui répond qu'il faut être prudent pour ne pas stopper le mécanisme administratif⁸². Bien que les arguments de Carnot ne soient pas sans fondements, on constatera qu'il ne met pas beaucoup d'énergie à démêler l'ivraie du bon grain. Ce sera le cas des maires qui, royalistes pour la plupart, démontreront davantage d'hostilité au régime que les préfets.

Rapport de Cafarelli, commissaire extraordinaire dans la 13^e division militaire, Paris, 11 mai 1815. - Archives nationales, F1a 555, Pontécoulant au ministre de l'Intérieur, le comte Carnot, Perpignan, 17 mai 1815. Cité par Émile LE GALLO, *op. cit.*, p. 277. Le contenu de ces lettres fut vérifié par nous aux Archives nationales.

⁷⁸ Émile LE GALLO, *ibid.*, p. 277.

⁷⁹ BARRAS, Membre du Directoire. *Mémoires : Ancien Régime-Restauration*. Paris, Hachette, 1895-1896, tome IV, p. 302-304. *Ibid.*, p. 278.

⁸⁰ Archives Nationales, AF/IV/1935, *Séance de la commission du gouvernement : finances, police, intérieur*. Rapport du commissaire Résigny à l'empereur, 6 mai 1815.

⁸¹ P.C d'ALOMBERT et J. COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne*, *op. cit.*, p. 700-703.

⁸² Napoléon, *Correspondance avec Carnot*, p. 36-39. Cité par Robert MARGERIT, *Waterloo*, *op.cit.*, p. 115.

IV. L'hostilité des maires

Sous le Consulat et l'Empire, les maires sont nommés par le pouvoir central. En effet, l'article 18 de la loi du pluviôse an VIII (17 février 1800), donne au chef de l'État le pouvoir de désigner les maires et adjoints des villes de plus 5000 habitants. Il en est de même pour les commissaires généraux de police et les préfets de police. Certes, ce n'est pas Napoléon qui sélectionne personnellement l'ensemble des candidats puisque ceux-ci sont d'abord désignés par les préfets qui lui envoient la liste. Évidemment, cette dernière est composée des noms des conseillers municipaux préalablement nommés par le préfet et le sous-préfet. Par la suite, le ministre de l'Intérieur et ses fonctionnaires font le tri parmi les candidatures. Pour les communes de moins de 5000 habitants, ce sont les préfets qui font les nominations ou qui révoquent au besoin. Ainsi, il faut retenir que le chef de l'État, par le truchement de ses administrateurs, détient le pouvoir de choisir ou d'évincer les hommes qu'il souhaite, et cela en tout temps. De la période qui va de 1800 à 1814, les maires et leurs adjoints sont tous dans la main de Napoléon, ce qui lui permet de contrôler les zones rurales qui composent plus de 80 % de la superficie totale de la France.

Dans le système pyramidal mis sur pied par lui et les brumairiens, le maire a une importance non négligeable dans le fonctionnement du département. Il est d'abord le représentant de l'administration supérieure, c'est-à-dire du préfet du département. À ce titre, il n'assume pas que la gestion des biens de la commune; il représente le pouvoir préfectoral. De ce fait, il est chargé d'exécuter les ordres du préfet qui, de son côté, reçoit les siens du chef de l'État. Ainsi, il s'occupe de l'exécution de la justice par les forces de police qu'il a sous son contrôle. Il se doit de maintenir la tranquillité dans sa commune et d'assister le préfet lorsqu'il reçoit des demandes en hommes pour satisfaire les besoins de la conscription⁸³. Comme le signale le général Lucotte, tout dépend des maires : le paiement des contributions, le départ des militaires rappelé et la direction de l'opinion⁸⁴.

Lorsqu'on analyse la correspondance des officiers qui commandent les différentes divisions militaires, on peut y voir qu'ils emploient souvent le terme « tranquillité » pour désigner l'état d'un département. En fait, cela veut surtout dire que la population ne

⁸³ François MONNIER, « Les maires », Jean TULARD, *Dictionnaire Napoléon*, op. cit., p. 247-248.

⁸⁴ SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Lucotte, commandant la 20^e division militaire à Périgueux au Ministre de la guerre, 2 juin 1815.

manifeste pas son opposition au régime; que les préfets et les sous-préfets ont la situation bien en mains; que la conscription et les réquisitions s'effectuent sans difficulté et que les esprits ne sont pas troublés par des agitateurs. Mais lorsqu'ils écrivent que « l'esprit est mauvais », on sous-entend qu'il y a une forte opposition au régime et que la population est remuée par des opposants ou par des fonctionnaires infidèles qui ne font pas leur travail. Ce genre de commentaire reviendra souvent dans la correspondance des Cent Jours. En plus des préfets et des sous-préfets qui trahissent ou qui ne font pas leur travail, une grande majorité de maires sont hostiles au régime. Ils vont tenter de freiner les politiques du gouvernement. Dès le début du mois d'avril, Napoléon a perçu qu'il y aurait des problèmes avec eux. Afin de juguler le mouvement, il donne des ordres pour destituer, par le truchement de commissaires extraordinaires envoyés dans les départements, tous les maires et les sous-préfets infidèles ou incapables de remplir leurs fonctions⁸⁵. Cette mesure, on le verra, va se heurter à beaucoup de résistance puisque le ministère de l'Intérieur est très réticent à faire des changements.

On sait déjà que le gouvernement de Louis XVIII n'a pas effectué de grands bouleversements au sein de l'administration préfectorale. Mais il n'en va pas ainsi au niveau des communes. Grâce aux nouvelles dispositions législatives, qui permettent au gouvernement royal de nommer les maires pour les villes de 5000 habitants et moins, beaucoup d'émigrés se sont fait nommer à ce poste⁸⁶. De fait, lorsque Napoléon réaffirme l'abolition de la noblesse féodale et des droits féodaux, en plus de dire qu'il lanternera les prêtres et les nobles, plusieurs départements dont la Vendée, la Bretagne, la Normandie et ceux du nord de la France, se retrouvent infestés d'agitateurs royalistes qui contrecarrent son action⁸⁷. Dès le 13 avril, ayant reçu des informations de certains chefs de divisions militaires - dont l'inspecteur de la gendarmerie à Angers - qui lui a déjà signalé l'urgence de changer les maires et les fonctionnaires de cette région⁸⁸, Davout écrit à Carnot pour lui faire part du problème.

⁸⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, no 21827, Paris, 20 avril 1815.

⁸⁶ Emmanuel de WARESQUIEL, Benoît YVERT, *Histoire de la Restauration*, op. cit, p. 70.

⁸⁷ SHD, C16/6, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Saunier, inspecteur général de la gendarmerie au Ministre de la guerre (22^e division militaire), 13 avril 1815.

⁸⁸ SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Saunier, inspecteur général de la gendarmerie au Ministre de la guerre (22^e division militaire), 1^{er} avril 1815.

Monsieur le comte, je m'empresse de vous faire part des détails qui me parviennent des généraux commandant les divers départements, au sujet des mauvaises dispositions et des sourdes menées de quelques administrateurs dévoués aux Bourbons, qui exercent une influence d'autant plus dangereuse qu'elle ne s'étend pas seulement sur les administrés, mais qu'elle arrête ou paralyse les mesures les plus importantes de l'autorité militaire. Le maire de Rouen aime l'empereur, mais il n'a aucun élan; il ose à peine témoigner son opinion. – Son conseil municipal est des plus mauvais. En général, tous les maires dans ce pays sont nommés par les Bourbons et du choix de M. Dambray; s'ils ne peuvent nuire à l'empereur, ils le servent fort mal. Ces gens-là entravent toutes les mesures du gouvernement, corrompent l'esprit des campagnes et arrêtent l'impulsion. Le général Blammont, ci-devant à Abbeville, fait les mêmes réflexions, au sujet des maires de villages. Dans l'arrondissement d'Abbeville, il assure qu'ils sont presque tous nobles et ennemis déclarés du gouvernement actuel⁸⁹.

Les reproches à leur endroit sont divers. Dans un premier temps, les maires des campagnes n'hésitent pas à répandre que le retour de Napoléon signifie celui de la guerre, ce qui entraîne le retour de la conscription et de l'invasion.

J'ai remarqué partout où j'ai parlé chez l'habitant des campagnes, beaucoup d'inquiétude. Les ennemis du gouvernement les alimentent de (mot illisible) les plus absurdes. Sur certains points, on leur dit qu'on va enlever tous les jeunes gens du pays, dans d'autres que les puissances coalisées doivent arriver en France avec des armées considérables⁹⁰.

Dans le département de Lot-et-Garonne, le général Lucotte presse le gouvernement d'effectuer rapidement des changements, car dans certaines communes, encouragées par le préfet et le sous-préfet, les maires et les fonctionnaires prêchent la guerre civile⁹¹. Le même phénomène est signalé dans l'arrondissement de Nantes où le maire de Bouaye parcourt la campagne afin d'inciter le peuple à la résistance contre le gouvernement impérial⁹². Dans la région de Toulouse, les maires, aidés par quelques membres du clergé local, empêchent le départ des militaires et prônent la sédition. L'affaire est si grave que le général Mathieu demande des troupes pour prévenir un soulèvement général⁹³. Dans l'arrondissement de Montpellier, les maires entravent

⁸⁹ *Correspondance du Maréchal DAVOUT*, Au comte Carnot, no 1585, 15 avril 1815.

⁹⁰ SHD, C16/7, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Travot, commandant les colonnes mobiles dans la Vendée au ministre de la Guerre (12^e division militaire), 15 avril 1815.

⁹¹ SHD, C16/7, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Lucotte, commandant la 20^e division militaire à Périgueux au ministre de la Guerre, 14 avril 1815.

⁹² SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant-général Charpentier, commandant la 12^e division militaire à Nantes, au ministre de la Guerre, 27 avril 1815.

⁹³ SHD, C16/12, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant-général Maurice Mathieu, commandant la 10^e division militaire à Toulouse au ministre de la Guerre, 4 mai 1815.

carrément le recrutement et le départ des troupes pour le dépôt⁹⁴. À Calais, Davout demande à Carnot de changer les autorités municipales de la ville et des communes environnantes afin de donner une meilleure impulsion à l'esprit des habitants. Les griefs vont du refus d'arborer le drapeau tricolore aux tentatives de sédition et de soulèvement⁹⁵.

Mais la résistance n'est pas seulement active, elle est aussi passive, par exemple par la démission de certains d'entre eux. En mai, en raison de la démission en bloc des maires, l'administration de l'arrondissement de Château-Gontier est devenue totalement inefficace. Dans la Sarthe, ils abandonnent leurs postes pour ne pas participer au rappel des anciens militaires. Les préfets répliquent en refusant leur démission. Mais les démissionnaires se dispensent de leurs devoirs, et intriguent pour être remplacés par des hommes à eux. Dans plusieurs communes, les nobles, aidés par les prêtres et les bandes de chouans, reprennent les postes laissés vacants⁹⁶. Dans son décret du 30 avril, Napoléon décide que les maires des arrondissements de moins de 5000 habitants seront dorénavant élus par le suffrage universel⁹⁷. Au ministère de l'Intérieur, sous les recommandations de certains préfets, on propose que les nobles soient déclarés inéligibles ou que la possession de domaines nationaux devienne une condition d'éligibilité. Pour ne pas s'aliéner davantage les royalistes, Napoléon repousse cette idée⁹⁸. Or, il juge mal la situation puisque les communes de nombreux départements sont déjà contrôlées par des membres du bas clergé et les partisans royalistes qui réussissent facilement à faire élire leurs différents candidats : « Il existe dans le département de l'Eure, quantité de maires de commune, qui ont fait partie de la Maison Militaire de Louis XVIII, et des ex nobles, qui

⁹⁴ SHD, C16/11, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant-général Ambert, commandant la 9 division militaire à Montpellier au ministre de la Guerre, 2 mai 1815.

⁹⁵ SHD, C16/11, *Correspondance militaire générale pendant les Cent jours*, le ministre de la Guerre, au comte Carnot, Ministre de l'Intérieur, 2 mai 1815.

⁹⁶ Archives nationales, F7 9679, *Situation des départements. Classement départemental. 1815-1830*. Préfet de la Mayenne à Carnot, Laval, 10 mai 1815 – Archives nationales, F7 3785, *Copie des minutes destinées aux archives du Ministère de la Police*, Bulletin généraux des 25 avril et 5 mai, préfet de la Sarthe, le Mans, 22 et 30 avril 1815. – Archives nationales, F7 3785, *Bulletin général du 27 mai*, préfet de la Côte-d'Or, 23 mai 1815. Cité par Émile LE GALLO, *op. cit.*, p. 284 et vérifié par nous.

⁹⁷ Collection Jean Baptiste Duvergier, Paris, A Guyot et Scribe, tome XIX, Décret du 30 avril 1815, p. 498. Cité par Émile LE GALLO, *ibid.*, p. 284.

⁹⁸ Archives Nationale, F7 3044, F1 3774 cité par Henri HOUSSAYE. *1815*, Paris, Perrin, 1901, p. 565.

tiennent fortement au parti royaliste qui remplissent les fonctions de maire⁹⁹. » En fait, les deux tiers de ceux que le gouvernement voulait remplacer sont reconduits dans leur fonction. Par ce moyen, l'Empereur pensait épurer la magistrature, se donner une image de démocrate, mais il n'a donné que plus de prise à ses ennemis. Dans l'Ouest notamment, nombre d'entre eux refuseront d'ouvrir les registres afin d'empêcher les citoyens de voter lors du plébiscite portant sur l'acte additionnel.

Bien sûr, les communes ne sont pas remplies que de traîtres ou d'incompétents. Dans l'Est du pays, les plaintes contre eux sont assez rares. Et dans le département de la Loire-inférieure, quelques-uns se font même remarquer pour leur fidélité. Mais, il est vrai que d'autres tremblent devant leurs administrés, comme c'est le cas dans le département du Calvados¹⁰⁰. Pour ne pas avoir de problèmes avec les émeutiers qui déchirent le drapeau tricolore ou qui tabassent les partisans de l'Empereur et les soldats qui partent à l'armée, certains maires préfèrent ne pas entamer de poursuites contre eux. À leur grand désarroi, les gendarmes doivent relâcher les coupables qui, sitôt libres, n'hésitent pas crier : Vive le Roi!¹⁰¹ Il faut avouer que, dans certains départements, comme le Morbihan par exemple, il est dangereux d'être fidèle à Napoléon. Dans son rapport, le général Caffarelli mentionne que le maire de l'arrondissement de Lannion, bien connu pour son affection envers l'Empereur, a été poignardé et que son corps a été retrouvé dans un étang¹⁰². Le gouvernement est alors complètement dépassé. Carnot n'agit pas et répète toujours qu'il faut faire attention de ne pas déstabiliser l'appareil administratif. Afin de remédier rapidement à la situation, Napoléon ordonne, dans son décret du 20 avril, la nomination de commissaires extraordinaires dont le but est d'enquêter sur les

⁹⁹ SHD, C16/12, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général comte Loison, chargé de l'organisation des gardes nationaux dans la 2^e division militaire au ministre de la Guerre, 5 mai 1815.

¹⁰⁰ En Loire-Inférieure, le chef de gendarmerie Mahoudeau rapporte que les maires n'ont plus de crédibilité auprès de leurs administrés. « Les maires sont déconsidérés dans la majeure partie des communes ; on ne croit plus ce qu'ils disent » SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, Mahoudeau, chef d'escadron de la gendarmerie de la Loire-inférieure, 19 avril 1815.

¹⁰¹ SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le capitaine de gendarmerie Receveur, commandant la gendarmerie du Calvados, 19 avril 1815. - SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, Mahoudeau, chef d'escadron de la gendarmerie de la Loire-inférieure, 20 avril 1815.

¹⁰² SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant-général Comte Caffarelli, commandant la 13^e division militaire à Rennes au ministre de la Guerre, 19 avril 1815.

fonctionnaires et de les démettre si le besoin s'en fait sentir. Pour ce faire, dans sa circulaire du 23, Davout demande à tous les militaires de leur prêter assistance.

Messieurs, au milieu des circonstances qui nous entourent, vous apprécierez facilement le bienfait des dispositions contenues dans le décret impérial dont je vous transmets l'expédition; il doit donner à la France, sur tous les points et dans toutes les parties, des magistrats probes, des fonctionnaires éclairés, des employés dévoués et vigoureux, à la place de ceux que leur mauvais esprit, leur incapacité ou leur tiédeur doivent également rejeter. Faites particulièrement connaître au Commissaire extraordinaire tous ceux des fonctionnaires qui auraient montré en 1814 de la pusillanimité, et qui auraient facilité par leur mauvais esprit les progrès de l'ennemi, enfin qui ne verraient de patrie que dans des princes déshonorés et anti-français. C'est sur-tout ceux qui seraient dans ce sens, qu'il importe de désigner, pour qu'ils soient remplacés par de vrais Français¹⁰³.

Les commissaires n'auront qu'une efficacité bien relative car, au sein du ministère de l'Intérieur, les fonctionnaires souffrent de la même léthargie¹⁰⁴. Anonyme, l'un de ceux-ci rédige un curieux rapport qui désapprouve les mesures prises par le gouvernement en vue de se débarrasser des préfets, des sous-préfets et des maires indésirables :

Changer les maires d'une ville, lorsqu'il n'est pas dans les principes du gouvernement et le remplacer par un autre, sur lequel on puisse compter, c'est sans doute une mesure utile, et même nécessaire; mais cette mesure appliquée généralement, change bien de nature et il est extrêmement probable, qu'un grand nombre de changements amèneront plus d'inconvénients que d'avantages¹⁰⁵.

Cette timidité au sein du ministère de l'Intérieur n'échappe pas aux commandants de divisions militaires dont Lucotte, qui écrit à Davout : « Un gouvernement fort doit être indulgent quand on est sorti de l'état de révolution et dans les circonstances où nous vivons, les malveillants prennent l'indulgence pour de la faiblesse¹⁰⁶. » Il semble qu'il y ait une rupture entre les gens du ministère et ceux qui sont sur le terrain. La réalité ne

¹⁰³ SHD, C15, *Armée du Nord*, Le ministre de la Guerre aux généraux, aux commissaires des guerres, aux inspecteurs aux revues et aux commandants de places, 22 avril 1815.

¹⁰⁴ *Correspondance du maréchal Davout*. Au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, 1713, 15 mai 1815. « Les commissaires généraux n'ont pas tous attaché une assez grande importance à leur mission, ou au moins qu'elle n'a pas produit dans la majeure partie des départements les résultats que l'on en attendait. Votre excellence sera convaincue, comme moi, de la nécessité de suppléer à l'insuffisance des moyens qui ont été employés pour la bonne composition des autorités supérieures, dont l'influence est d'un si grand poids sur l'esprit des habitants, et de mettre en usage pour le bien du service de l'Empereur toutes les mesures que commandent les circonstances majeures où nous nous trouvons.¹⁰⁵ » AF/IV/1935, *Séance de la commission du gouvernement : finances, police, intérieur. 1815*. Auteur anonyme, sans date et sans destinataires.

¹⁰⁶ SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Lucotte, commandant la 20^e division militaire à Périgueux au Ministre de la guerre, 2 juin 1815.

semble pas être la même, car les chefs militaires y voient un état de révolution, tandis que les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur la regardent avec plus d'assurance. Ne pouvant compter sur Carnot et son personnel, Napoléon, deux semaines avant de partir en campagne, délègue le pouvoir de nommer et de destituer les fonctionnaires aux chefs militaires en opération dans les départements de l'Ouest.

Monsieur le Comte Carnot, écrivez au général Lamarque, commandant en chef de l'armée de la Loire, que je lui confie le pouvoir de destituer les sous-préfets, les maires, commandants et officiers de la garde nationale, receveurs d'arrondissement, directeurs de contributions, agents de l'enregistrement, officiers forestiers, et généralement tous les employés d'administration dont il aurait à se plaindre; que je n'en excepte que les préfets, lieutenant généraux de police, payeurs des divisions et receveurs de département; que, s'il avait des sujets de mécontentement contre ceux-ci, il ait soin de vous en informer par courrier extraordinaire : vous m'en rendrez compte sur-le-champ pour que j'avise aux destitutions et remplacements nécessaires; mais que, pour tous les autres, il peut les destituer et les remplacer par des hommes sûrs¹⁰⁷.

Cette lettre est un désaveu complet pour Carnot. Dans les divisions militaires où les tensions sont extrêmes, les militaires pourront dorénavant se substituer au pouvoir civil. Le ministère de l'Intérieur, comme c'est sous-entendu dans les trois dernières lignes de la lettre, ne sera qu'une courroie de transmission entre l'Empereur et les hommes sur le terrain. Mais dans certains secteurs, les militaires, comme c'est le cas du commandant de la place de Saint-Omer, n'attendent pas les ordres de Napoléon ou du ministre de la Guerre pour passer à l'action. Pour eux, l'hostilité des magistrats est tellement grande qu'ils se considèrent en territoire occupé.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Altesse qu'il n'existe encore rien des approvisionnements de siège dans les magasins de cette place, pas même pour la première fixation de 1200 hommes ordonnée depuis longtemps, et je suis persuadé, d'après le mauvais esprit qui règne, particulièrement dans les campagnes, que les maires des communes ne feront aucun versement si on ne prend pas les mesures de rigueur envers eux. Les autorités de la ville partagent l'opinion qu'on ne pourra faire rentrer les approvisionnements de siège qu'en employant les mesures les plus rigoureuses et je me vois forcé d'y avoir recours.

Je vais donc, Monseigneur, envoyer dès demain, ou après demain au plus tard, dans les villages qui ont manifesté le plus de mauvaise volonté, des garnisaires, quatre ou cinq hommes seulement, la force de la garnison ne me permettra pas que ces garnisaires soient plus nombreux, avec ordre de se faire nourrir, si après deux fois 24 heures ils n'ont pas satisfait à la réquisition qui leur aura été faite par monsieur le préfet, je ferai exiger, en outre, deux francs par homme, arrêter les maires et conduire à Saint-Omer où ils seront

¹⁰⁷ *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, Au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, no 21979, Paris, 27 mai 1815.

détenus jusqu'à ce que leur commune respective ait versé dans les magasins la quantité des approvisionnements à laquelle ils ont été taxés, d'après la répartition faite par le sous-préfet et le maire (celui de Saint-Omer)¹⁰⁸.

Mais, il est déjà trop tard, puisque les partisans de la royauté dominent de nombreux départements par le truchement des communes. À cet effet, le jour même de Waterloo, un citoyen anonyme de la ville d'Auxerre envoie une lettre pour y dénoncer le maire en place. L'introduction, qui est le principal intérêt de ce document, est très révélateur de la situation dans le département l'Aisne : « Le gouvernement veut-il remettre les rênes de l'État à Louis XVIII? S'il veut se maintenir, pourquoi l'administration continue-t-elle à être dans les mains des agents des Bourbons¹⁰⁹? » La circulaire de Davout prescrit aux maires, en cas d'invasion, de faire tout en leur pouvoir pour concourir à la défense du territoire.

J'ai l'intime persuasion que MM les Préfets, les sous-préfets et les maires useront de l'influence que leur donne plus particulièrement l'exercice de leurs fonctions sur l'esprit de leurs administrés, pour leur faire sentir que la réunion des efforts de chacun naîtra cette force commune qui peut seule produire une résistance opiniâtre, à laquelle il leur importe de coopérer sur tous les points qui seraient menacés. Mais, afin de mettre dans l'ensemble et les détails des opérations défensives que vous aurez jugées nécessaires, l'unité de vue et d'action qui doit régler l'emploi des ressources locales et assurer le succès de ces opérations, il sera bon de faire d'avance la reconnaissance des sites et des localités susceptibles d'être défendus, et de consulter les ingénieurs militaires, ou, à défaut, les ingénieurs civils sur le genre de travaux à faire sur les divers moyens d'exécution à préparer. Je compte, Messieurs, sur tout votre zèle, pour concourir, dans ces circonstances importantes, aux mesures de défenses du territoire, et pour donner une nouvelle preuve de votre dévouement à l'Empereur¹¹⁰.

Mais le ver est déjà dans le fruit car un nombre substantiel de petits fonctionnaires, comme on l'a lu dans la lettre envoyée à Carnot par Napoléon, sont dans les plus mauvaises dispositions envers le régime.

¹⁰⁸ SHD, C16/13, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Arnauld, commandant supérieur de la place de Saint-Omer au ministre de la Guerre, 9 mai 1815. (16^e division militaire)

¹⁰⁹ AF/IV/1935, *Séance de la commission du gouvernement : finances, police, intérieur. 1815*. Auteur anonyme, lettre à Carnot le 18 juin 1815.

¹¹⁰ SHD, C16/13, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Circulaire du bureau du Génie, Le ministre de la Guerre, Paris, 11 mai 1815.

V. De nombreux petits fonctionnaires agissent également contre le régime

Comme on l'a déjà constaté, Napoléon s'en remet au général Lamarque pour destituer dans l'Ouest tous les fonctionnaires dont il aurait à se plaindre. Mais bien que, de façon générale, les petits fonctionnaires sont fidèles au régime, ceux qui s'opposent ont le pouvoir d'entraver la gestion d'un département. C'est le cas de celui de l'Eure, à l'intérieur duquel on identifie comme opposants : trois commissaires de police, un juge de paix, un garde champêtre, un receveur des droits réunis, un entreposeur des tabacs, un employé dans l'administration des contributions et un directeur des postes¹¹¹. À défaut de servir dans la haute hiérarchie, la plupart de ces gens ont obtenu des emplois au retour de Louis XVIII, ce qui les met en bonne position pour entraver la marche de l'État. Par voie de conséquence, dès le 19 avril, Davout entretient le général Le Marois, en poste à Rouen, de la nécessité de remplacer plusieurs fonctionnaires. Le même jour, il reçoit une lettre du général Charrière qui lui fait part de la nécessité de leur faire prêter serment à l'Empereur¹¹².

Or, Napoléon n'est pas en mesure de procéder à une épuration. D'une part, une tâche de cette ampleur demanderait beaucoup trop de temps et, d'autre part, en tenant compte de l'incurie relative du ministère de l'Intérieur, donc de Carnot, l'attention du gouvernement est entièrement tournée vers la menace extérieure. Ainsi, il n'a pas les ressources disponibles en personnel pour effectuer un tel travail. Provisoirement, il lui faudra composer avec les gens en poste. Quand la menace extérieure sera écartée, on pourra alors procéder en ce sens. Mais, en attendant, la malveillance sévit et s'accroît dans plusieurs départements. Dans celui de la Seine Inférieure, le directeur des postes refuse d'imprimer une circulaire des actes du gouvernement¹¹³. Dans le département de la Loire, le vérificateur de l'enregistrement des propriétés répand des écrits séditieux. Dans

¹¹¹ SHD, C16/12, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant-général Comte Loison, chargé de l'organisation des Gardes Nationales dans la 2^e division militaire au ministre de l'Intérieur, 5 mai 1815.

¹¹² SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant-général Comte Le Marois, commandant supérieur des 14^e et 15^e division militaires à Rouen, 19 avril 1815. - SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, le général Charrière, commandant la place de Calais, au ministre de la Guerre, 19 avril 1815. (16^e division militaire)

¹¹³ SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le comte Carnot, ministre de l'Intérieur au Ministre de la guerre, 2 mai 1815.

la Marne, c'est un juge de paix qui est accusé de répandre ce genre d'imprimés¹¹⁴. À Vendôme, dans le département de Loir-et-Cher, les autorités locales refusent d'approvisionner en pain les soldats qui sont de passage¹¹⁵. Cependant, c'est dans l'Ouest et dans le Sud-Ouest que les fonctionnaires montrent plus de résistance. Dans certains départements, des juges de paix parcourent les campagnes et prônent ouvertement la guerre civile¹¹⁶. Afin de contrer ce fléau, le général Le Marois va jusqu'à demander la permission de remplacer lui-même tous les fonctionnaires hostiles au gouvernement¹¹⁷. Dans la correspondance militaire, on remarque aussi que les fonctionnaires des douanes opposent au gouvernement une certaine forme de résistance bureaucratique. C'est le cas du directeur des douanes de Nantes, qui refuse de communiquer les rapports des événements survenus sur la côte à la sûreté générale. En fait, il est soupçonné d'avoir aidé un chef de bande du nom de Dussin et un prêtre félon à traverser jusqu'en Angleterre. De plus, il craint que ses complices se retrouvent compromis avec lui et ne le dénoncent pour sauver leur vie¹¹⁸. À Calais, Davout demande à Savary, inspecteur général de la gendarmerie, de remplacer les gendarmes qui ne font rien pour reprendre les déserteurs : « Je vous prie de donner des ordres pour stimuler, dans ce département, le zèle de la gendarmerie pour la poursuite des soldats qui abandonnent leurs drapeaux, et de faire remplacer ceux des gendarmes qui ne remplissent pas leurs devoirs avec (mot illisible)¹¹⁹. » Dans les départements qui sont plus à risque, comme dans celui des Deux Sèvres, qui se situe en Vendée, les fonctionnaires fuient devant les bandes insurgées :

¹¹⁴ SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant-général Curial, commandant la 19^e division militaire à Lyon, au ministre de la Guerre, 10 mai 1815. - SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cents jours*, le général Rigaud, commandant le département de la Marne au ministre de la Guerre, 12 mai 1815.

¹¹⁵ SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant-général Fririon, Inspecteur-général dans la 1^{re} division militaire au ministre de la Guerre, 10 mai 1815.

¹¹⁶ SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Caffarelli, commissaire extraordinaire dans la 13^e division militaire au ministre de la Guerre, Rennes, 20 avril 1815. - SHD, C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Lucotte, commandant la 20^e division militaire à Périgueux au ministre de la Guerre, 23 avril 1815. - SHD, C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent jours*, Le lieutenant-général Ambert, commandant la 9^e division militaire à Montpellier au Ministre de la Guerre, Nîmes, 2 mai 1815.

¹¹⁷ SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant-général Comte Le Marois, commandant supérieur des 14^e et 15^e division militaires à Rouen, 20 avril 1815.

¹¹⁸ SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Caffarelli, commissaire extraordinaire dans la 13^e division militaire au ministre de la Guerre, Rennes, 21 avril 1815.

¹¹⁹ SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le ministre de la Guerre au Duc de Rovigo, 1^{er} inspecteur général de la gendarmerie, Paris, 15 avril 1815.

« Les autorités abandonnent lâchement leur poste, ils entraînent quelques personnes timides et découragent la masse des bons habitants qui, se voyant abandonnés, suivront le parti qui leur marquera quelques intérêts¹²⁰. » Dans le Midi, le général Lucotte vit une situation similaire, sauf que, contrairement à ce qui se passe en Vendée, les fonctionnaires hostiles ont pris la fuite devant l'impossibilité de soulever la population : « Voilà donc presque tout le Midi prononcé pour servir le gouvernement de S.M l'Empereur; mais il convient de remplacer sans délai les fonctionnaires publics qui ont abandonné leur poste, ou qui travaillent secrètement pour les Bourbons¹²¹. »

Mais les remplacements sont longs à effectuer puisque ce n'est que le 11 juin, donc deux mois après les premières plaintes émises par le commandant de la 20^e division militaire, le général Lucotte, que Carnot approuve les premières recommandations de Davout pour changer tous les fonctionnaires hostiles¹²². Les opposants qui travaillent dans l'administration publique ne sont pas les seuls qui s'opposent à Napoléon. Dans les rangs du clergé, il y a aussi des agitateurs qui inquiètent le régime.

VI. La résistance du bas clergé

Devenu voltairien après avoir embrassé les idées de Rousseau pendant la Révolution, Napoléon a toujours compté sur l'Église pour maintenir la paix sociale. Proclamé officiellement le dimanche de Pâque 18 avril 1802, le Concordat est l'aboutissement de cette volonté. En dépit des apparences, il ne s'agit nullement d'une digression car, depuis la promulgation du Concordat, l'Église a tout simplement été annexée par Bonaparte. Les évêques, désormais rémunérés par l'État et nommés par le premier consul, doivent prêter serment à la République et, après 1804, à l'Empereur des Français. À l'image de la constitution de l'an VIII, le Concordat est construit sous la forme d'une structure pyramidale puisque, selon l'article 10 du document, les évêques nomment les prêtres parmi les personnes qui sont agréés par le gouvernement. De son côté, le pape ne fait qu'approuver les choix du gouvernement. Il est important pour

¹²⁰ SHD, C16/15, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant-général, comte de Lobau, commandant en chef de la 1^{re} division militaire à Paris et le corps de réserve de l'armée du Nord, au ministre de la Guerre, 17 mai 1815.

¹²¹ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Lucotte, commandant la 20^e division militaire à Périgueux au Ministre de la Guerre, 9 avril 1815.

¹²² SHD, C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le ministre de l'Intérieur au ministre de la Guerre, le 11 juin 1815.

Napoléon de s'appuyer sur des gens de confiance car, pendant l'office, ils ont l'obligation de réciter les prières pour le salut de la République et des trois consuls. Lorsque l'Empire sera proclamé, la formule restera la même sauf que, dorénavant, ce sera pour l'Empire et l'Empereur qu'on priera. Après les prières et la lecture des bulletins de la Grande Armée, les prêtres ont l'obligation, selon le catéchisme officiel de l'État, d'enseigner aux fidèles leurs devoirs civiques et militaires, ce qui fait d'eux des agents gouvernementaux. Un bon chrétien se doit de prouver son amour à l'Empereur en payant ses impôts et en se soumettant aux rigueurs du service militaire, faute de quoi, la damnation éternelle et les tourments de l'enfer le guettent.

Extrait du catéchisme impérial

Demande – Quel sont les devoirs des chrétiens à l'égard des princes qui les gouvernent et quels sont en particulier nos devoirs envers Napoléon premier notre Empereur?

Réponse – Les chrétiens doivent aux princes qui les gouvernent et nous devons en particulier à Napoléon premier, notre Empereur, l'amour le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, les tributs ordonnés pour la conservation et la défense de l'Empire et de son trône; nous lui devons encore des prières ferventes pour son salut et pour la prospérité spirituelle et temporelle de l'État.

Demande – Que doit-on penser de ceux qui manqueraient à leurs devoirs envers notre Empereur?

Réponse – Selon l'apôtre saint Paul, ils résisteraient à l'ordre établi par Dieu même et se rendraient dignes de la damnation éternelle¹²³.

En définitive, l'Église n'est plus qu'un instrument de contrôle qui sert à faire la propagande du régime. Portalis, ministre des Cultes, résume bien la pensée du gouvernement dans son discours du 3 avril 1802 :

Autant la religion unie, autant le scepticisme isole. Ce sont les idées religieuses qui ont contribué, plus que toute autre chose, à la civilisation des hommes. Les religions, même fausses, ont au moins l'avantage de mettre obstacle à l'introduction des doctrines arbitraires; les individus ont un centre de croyance; les gouvernements sont rassurés sur des dogmes, une fois connus, qui ne changent pas; la superstition est, pour ainsi dire, régularisée. Circonscrite, et resserrée dans les bornes qu'elle ne peut ou qu'elle n'ose franchir¹²⁴.

¹²³ Adrien DANSETTE, *Histoire religieuse de la France contemporaine*. Paris, Flammarion, 1965, p. 150.

¹²⁴ Jean-Etienne PORTALIS, *Discours, rapports et travaux inédits sur le concordat de 1801 (26 messidor an IX), les articles organiques publiés en même temps que ce concordat (loi du 15 germinal an X, 8 avril 1802) et sur diverses questions de droit public, concernant la liberté des cultes, la protection qui leur est due, leur établissement dans l'état et leur police extérieure, les associations religieuses, l'instruction et les écoles publiques*. Publiés et précédés d'une introduction du vicomte Frédéric Portalis. Paris, Joubert, Librairie de la cour de cassation, 1845, p. 2-3.

Avec l'accord du pape le Concordat est un succès pour le régime. Au cours des premières années de son règne, Napoléon bénéficie de la paix religieuse. Mais dans ce bel édifice, on constate qu'il y a déjà des fissures. C'est dans la présentation du conflit avec le pape et des effets du Concordat sur l'Église de France que l'on peut mieux comprendre les raisons qui poussent de nombreux prêtres à se lancer dans la résistance en 1815. Lors de son voyage à Paris pour couronner le nouvel Empereur, le pape avait espéré régler certaines questions litigieuses dont celle des légations occupées par la France. Il avait pensé que, pour prix de son déplacement, Napoléon se montrerait conciliant. Malheureusement pour lui, il est reparti sans rien obtenir. Au niveau spirituel d'abord, le Code civil est introduit en Italie, ce qui signifie, désormais, que le divorce est permis et que le mariage civil prime sur le mariage religieux. L'annonce de ces nouvelles pour le moins brutales a l'effet d'une bombe à la Curie qui considère ces innovations comme une menace du Concordat italien qui, dans la pratique, se veut beaucoup plus respectueux du dogme traditionnel¹²⁵. En outre, Napoléon fait savoir au pape que la France continuera d'occuper Parme et Plaisance et qu'elle renforcera ses garnisons. En résumé, le tableau géopolitique n'est pas favorable pour le Saint-Siège. L'Autriche défaite à Austerlitz, une partie de l'Allemagne inféodée par Napoléon depuis le recès de Ratisbonne, le Nord de l'Italie, le royaume de Naples et le port d'Ancône occupé et l'Espagne alliée à la France, on constate que cette dernière domine l'ensemble de la chrétienté en Europe¹²⁶.

Dans les dernières semaines de 1805 et à partir de 1806, le joug de Napoléon va se renforcer sur les États pontificaux. S'identifiant à Charlemagne, il écrira au pape pour le lui faire savoir en termes péremptoires : « Votre Sainteté est souveraine à Rome, mais j'en suis l'empereur. Tous mes ennemis doivent être les siens¹²⁷. » Sous peine de voir les troupes françaises débarquer dans la ville lumière, le pape doit fermer ses ports aux marchandises anglaises. Malgré ses récriminations, rien n'y fait. Napoléon a décidé de poursuivre plus en avant sa politique d'annexion. Le pape fait maintenant partie du système napoléonien. Mais, contre toute attente, celui-ci refuse de se plier aux exigences

¹²⁵ Thierry LENTZ, *Nouvelle histoire du Premier Empire*, op. cit., p. 354.

¹²⁶ Jacques-Olivier BOUDON, *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, Perrin, 2000, p. 343.

¹²⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, À Sainteté le pape, no 9655, Paris, 7 janvier 1806. Cité par Thierry LENTZ, *Nouvelle histoire du*, op. cit., p. 355.

de l'Empereur. Le 2 février 1808, ce dernier riposte et fait occuper le château Saint-Ange par l'armée. Outré, Pie VII défend à ces anciens sujets de lui prêter serment. La querelle s'estompe quelque peu en raison des campagnes d'Espagne et d'Autriche. Mais le 17 mai 1809, juste quelques jours avant la bataille d'Essling, Napoléon signe un décret qui met fin à la domination du pape sur Rome. Le 10 juin, le drapeau tricolore est hissé sur le château Saint-Ange. Le même jour, Pie VII, sans toutefois le nommer, émet une bulle d'excommunication contre Napoléon. Le 6 juillet, obéissant aux ordres de ce dernier, le général Miollis entre dans le Quirinal avec les troupes. Sans autre choix, après que les soldats eurent défoncé les portes de sa chambre, le pape doit quitter Rome pour la France. Il ne reviendra qu'en 1814.

Napoléon croyait pouvoir traiter le pape comme un vulgaire chapelain. Or, il oublie que celui-ci a des pouvoirs temporels et spirituels. Afin de récupérer ses biens temporels, Pie VII se servira de ses pouvoirs liturgiques. Très timidement, juste avant la prise d'Ulm, il avait commencé par refuser l'annulation du mariage de Jérôme avec Mlle Paterson, fille d'un banquier américain. Pour Napoléon, cette réponse était très contrariante puisqu'il envisageait d'unir Jérôme à une princesse allemande. Il devra donc procéder civilement, ce qui enlève beaucoup de lustre à l'affaire. Mais Pie VII n'en reste pas là car, après son incarcération à Savone, il refuse catégoriquement de prononcer la dissolution des liens qui unissaient Napoléon à Joséphine. Napoléon doit se tourner vers les officialités diocésaines et métropolitaines pour obtenir gain de cause. Les évêques français étant généreusement pensionnés par lui, ils ne s'opposent pas à sa volonté. Mais là n'est pas le plus grave car, en plus de l'excommunication, le pape refuse l'investiture des nouveaux évêques. Cette arme, comme le fait remarquer Adrien Dansette, est beaucoup plus redoutable que l'excommunication. En fait, Pie VII n'est pas sans savoir que, de cette façon, le pape Innocent XI a réussi à faire reculer Louis XIV lorsque celui-ci a voulu mettre l'Église sous sa domination. Dans les circonstances, le temps joue maintenant pour le pape car, depuis 1808, vingt-sept sièges épiscopaux deviennent vacants et, faute d'évêques, la vie religieuse est sérieusement entravée¹²⁸.

Pour contourner ce problème, Napoléon fait instituer un concile national dont les prélats lui sont presque tous fidèles. Mais, en dépit de leur attachement à sa personne, ils

¹²⁸ Adrien DANSETTE, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, op. cit., p. 171-172.

sont aussi très fidèles au pape et à Rome. Lorsque Mgr Duvoisin, porte-parole de Napoléon, demande au concile de transférer aux officialités métropolitaines les pouvoirs du pape en matière d'institution canonique, trois évêques s'y opposent de façon très subtile. Ils demandent à savoir si le concile a les compétences nécessaires pour discuter de cette question. Une majorité de prélats, dont l'oncle de Napoléon, le cardinal Fesch, se range à cet avis. Ils décident alors d'avoir recours au pape qui, naturellement, répond par la négative. La situation est encore bloquée. Très en colère par ce qui vient de se produire, criant à la trahison, Napoléon fait dissoudre le concile. Quant aux trois récalcitrants qui ont mené l'opposition - Boulogne, évêque de Troyes, Broglie, évêque de Gand, et Hirn, évêque de Tournai -, ils sont tous les trois arrêtés et jetés en prison. Après quatre ans de tractations et de négociations par personne interposées, Napoléon décide de mener lui-même les affaires. Le 18 janvier 1813, il se rend à Fontainebleau, nouvelle prison du pape, afin de conférer avec lui. Quelques jours plus tard, très malade, le pape renonce à l'institution canonique sous la pression des évêques fidèles à Napoléon. Mais à l'arrivée des trois récalcitrants, récemment libérés de prison, les événements prennent une nouvelle tournure. Après avoir constaté l'état de santé précaire du pape, ils réussissent à le faire changer d'avis. Il revient donc sur ce qu'il a déjà signé. Las de cette situation inextricable, Napoléon décide d'abandonner cette querelle car, de toute façon, les priorités sont maintenant tournées vers l'Allemagne où les coalisés souhaitent en découdre. Le 21 janvier, alors que les armées de la coalition traversent la frontière française, il donne l'ordre de faire partir le pape pour Savonne. Napoléon abdique le 6 avril et, le 24 mai, Pie VII rentre à Rome¹²⁹.

Pour résumer ce conflit, il faut retenir que le pape aurait voulu faire reconnaître ses pleins pouvoirs. À l'opposé, Napoléon aurait souhaité le transfert de la Curie à Paris, l'abandon de l'institution canonique, le consentement à l'annexion des États pontificaux et la reconnaissance de la suprématie du concile national. Cette dernière mesure est très importante parce qu'elle est en contradiction complète avec l'article IV du Concordat. Ce serait donc ce concile qui déciderait des institutions canoniques. En acceptant, le pape aurait été dépourvu de la seule arme qu'il possédait contre Napoléon. Mais rien n'y fait.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 178-179.

Même très diminué physiquement, le pape, ne cède pas. Il sait très bien qu'après avoir annexé l'Église de France, Napoléon voudra celle de la chrétienté afin de créer l'Église d'Occident. Plusieurs fois, Napoléon a songé à imiter Henri VIII. Très vite, les conséquences d'un tel schisme lui sont revenues à l'esprit. Il comprend bien que la majorité des croyants, qu'ils soient en France ou dans les pays occupés, sont fidèles à Rome. Une telle décision aurait pu ébranler sérieusement les bases de son Empire.

Le conflit avec le pape a certainement contribué à creuser le fossé entre l'Église et le régime napoléonien. Mais là n'est pas la cause déterminante puisque celle-ci a des origines beaucoup plus matérielles. Pour les prélats, le Concordat ruine leurs espoirs de voir l'Église rentrer en possession de ses biens, car le pape a renoncé à tout ce qui lui avait été enlevé par la République pendant la Révolution. Au cours de toutes ces années, le clergé s'est résigné à accepter le nouvel ordre des choses. Mais avec la chute de Napoléon et le retour de Louis XVIII, il recommence à espérer. Les prêtres font corps avec la noblesse pour récupérer les biens nationaux et la dîme. En fait, ils veulent un retour à l'Ancien Régime. Dès lors, un véritable groupe de pression se crée afin de forcer le gouvernement royal à légiférer en ce sens. Pour le bas clergé, c'est un moyen de sortir de la misère, car le Concordat n'a pas amélioré ses conditions. Sous l'Empire, selon l'importance de sa paroisse, un curé reçoit un traitement annuel qui se situe entre 1000 et 1500 francs, tandis qu'un desservant de messe ne reçoit que 500 francs¹³⁰. Cela n'est pas suffisant pour vivre décemment; ceux qui n'ont pas de fortune personnelle, ont tôt fait de se tourner vers la mendicité. En outre, le Concordat stipule que les presbytères et les lieux de culte seront rendus aux curés¹³¹. Or, une partie de ces biens ont été vendus comme biens nationaux, tandis que l'autre a été saisie pour le service administratif des communes. À Angoulême par exemple, la sacristie de la cathédrale sert de bureau à la mairie; à Saint-Brieuc, des magasins de poudre sont installés à l'intérieur du sanctuaire¹³². Quant à ceux qui retrouvent leurs biens, c'est souvent avec découragement

¹³⁰ Concordat de 1801, article LXVI sur le traitement des curés et des desservants de messe. Document reproduit par la Fondation Napoléon sur son site : www.napoleon.org

¹³¹ Concordat, article LXXII sur les lieux de culte. Document reproduit par la Fondation Napoléon sur son site : www.napoleon.org

¹³² Adrien DANSETTE, *op. cit.*, p. 151.

qu'ils contemplent leurs églises dévastées et leurs paroisses déchristianisées¹³³. Tout est à refaire.

Cette situation fait en sorte que les rangs du clergé fondent de façon dramatique. En 1807, on recense onze ordinations pour remplacer les cent prêtres décédés au cours de cette même année. Entre 1802 et 1814, il n'y a que 6000 nouveaux prêtres en exercice, ce qui équivaut au nombre d'ordination pour une année de l'Ancien Régime. Au début de la Restauration, 60 communes sur 400 sont privées de prêtres en Côte d'or. En Saône et Loire, c'est 252 sur 605 et dans les Landes, il manque 115 prêtres sur un total de 400¹³⁴. Dans l'ensemble de la France, entre 1801 et 1814, 1300 paroisses ne recevront pas leur curé¹³⁵. À cette date, l'Église de France est dans un état lamentable. Lorsque Napoléon revient en 1815 sous les encouragements du peuple qui cri : « À bas la calotte ! », il se garde bien de procéder à une réaction quelconque contre l'Église¹³⁶. Malgré cela, nourrissant beaucoup de ressentiment envers lui, son régime et les idéaux de la Révolution, de nombreux membres du bas clergé versent dans la résistance. Ceux-ci seront particulièrement actifs en Vendée et en Bretagne. Bien que les archevêques collaborent avec Carnot en lui fournissant des rapports exacts sur l'état d'esprit du clergé, les évêques, avec l'aide des vicaires généraux, se contenteront simplement de rappeler leurs effectifs à l'ordre selon les principes invariables de l'Église qui consistent à ne pas s'opposer au pouvoir politique en place.

C'est un principe invariable de la religion chrétienne que toute puissance vient de Dieu, et que résister à la puissance de l'Empereur c'est résister à la puissance qui l'a rétablie. Fidèle à ce principe, le Clergé de mon diocèse s'est soumis à l'Empereur aussitôt qu'il a eu remonté sur le trône, et il lui sera fidèle. Je me suis empressé moi-même de faire faire dans ma cathédrale les prières accoutumées pour sa Majesté, et j'ai donné des ordres pour qu'elles soient faites dans les autres églises de mon diocèse¹³⁷.

En général, ils sont tous dans cet état d'esprit. Ils font même distribuer des circulaires pour maintenir les curés et les desservants dans l'obéissance stricte des principes de l'Église. Mais ils se gardent bien d'aller au-delà. Certes, plusieurs évêques

¹³³ Louis MADELIN, *La Nation : Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, Hachette, 1948, p. 210.

¹³⁴ Adrien DANSETTE, *op. cit.*, p. 149-150.

¹³⁵ Louis MADELIN, *La Nation. op. cit.*, p. 209.

¹³⁶ Jacques-Olivier BOUDON. *Napoléon et les cultes*. Paris, Fayard, 2002, p. 329.

¹³⁷ Archives Nationales, AF/IV/1935, *Direction générale des Cultes*, compte rendu l'esprit public du Clergé par Carnot. Rapport de l'Évêque de Cahors. Remis à l'empereur le 25 avril 1815.

choisissent de fermer les yeux sur les agissements de leurs subordonnés. À l'exemple du Tarn, l'évêque prétend que le clergé de son diocèse est animé d'un esprit de paix et de soumission envers l'Empereur. Mais quatre jours plus tard, soit le 2 mai, le préfet de ce même département dénonce les prêtres qui manifestent leur opposition en ne faisant pas chanter les prières pour son salut. On recense les mêmes différences d'opinion entre le clergé de Limoges et le préfet de la Haute-Vienne¹³⁸. Il y a aussi des évêques qui versent ouvertement dans l'opposition comme celui de la Lozère, de Quimper, et d'Angers¹³⁹. Mais, ce sont des cas isolés car, avec un traitement de 15 000 francs pour les archevêques et de 10 000 pour les évêques, ils n'ont pas eu à se plaindre des largesses de l'État, contrairement aux petits curés de campagne dont certains estiment qu'ils n'ont plus rien à perdre¹⁴⁰. Dans les faits, les évêques restent impuissants devant les agissements ouverts ou secrets de certains curés de leur diocèse puisqu'ils n'ont pas les moyens physiques de les endiguer. Ainsi, ils n'ont guère d'autres choix que de laisser faire et d'attendre les événements qui, de toute façon, se décideront et évolueront en fonction de la prochaine campagne militaire. Dans les circonstances, la majorité d'entre eux déclinent l'offre de Napoléon de siéger à la cérémonie du Champ de mai que présidera Mgr Barral. Sans manifester un zèle excessif, comme l'écrit Jacques-Olivier Boudon, ils administrent leur diocèse et répondent aux demandes de l'État, favorisant la transition d'un régime à l'autre¹⁴¹.

D'entrée de jeu, la résistance est de nature passive. Les curés et les desservants de plusieurs paroisses, comme nous venons de le voir, refusent catégoriquement de faire chanter la prière pour le salut de l'Empereur. Grâce aux rapports mensuels que le ministre de l'Intérieur remet à Napoléon, on remarque que ce comportement est signalé de façon sporadique dans les départements suivant : Oise, Dordogne, Jura, Lot, Hautes Alpes, Bretagne, Vendée, Deux-Sèvres, Mont-Blanc, Maine et Loire, Finistère, Pas de Calais,

¹³⁸ Archives Nationales, AF/IV/1935, *Direction générale des Cultes*, compte rendu l'esprit public du Clergé par Carnot. Remis à l'empereur le 26 mai 1815. Rapports de l'évêque de Limoge et du Préfet de la Haute-Vienne.

¹³⁹ Archives Nationales, AF/IV/1935, *Direction générale des Cultes*, compte rendu l'esprit public du Clergé par Carnot. Remis à l'empereur le 25 avril 1815. - SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le conseiller de préfecture Derrien sous préfet du Finistère au Ministre de la Guerre, 13^e division militaire, 18 avril 1815.

¹⁴⁰ Concordat de 1801, articles LXIV et LXV sur le traitement des curés et des desservants de messe. Document reproduit par la Fondation Napoléon sur son site : www.napoleon.org

¹⁴¹ Jacques-Olivier BOUDON, *op. cit.*, p. 329.

Garonne, Normandie et Bouches du Rhône. Avec les semaines qui passent, il devient plus récurrent dans les départements de l'Ouest, du Nord et du Midi¹⁴². Dans ces différentes régions, dans l'Ouest surtout, le discours d'opposition se concentre sur la restitution des biens de l'Église et de la dîme.

Évidemment, le décret de Lyon et les propos de Napoléon sur sa volonté de lanterner les prêtres et les nobles ont tôt fait d'alimenter les passions. Par conséquent, certains membres du clergé font un pas de plus vers la résistance active et, de fait, on signale que des desservants de messe et des curés de la région d'Arras, du Mans et de Nantes prêchent la révolte et se livrent à de l'intimidation auprès des acquéreurs de biens nationaux¹⁴³. Dans l'Ouest, des curés refusent de reconnaître le gouvernement de l'Empereur et rappellent à leurs paroissiens le serment qu'ils ont fait à Louis XVIII. Pendant que ceux-là s'opposent, d'autres, dans plusieurs régions du pays, se cachent par peur de subir des représailles du gouvernement¹⁴⁴. Ceux qui désertent leur paroisse ont autant d'impact que ceux qui osent prêcher la révolte parce qu'ils accréditent l'idée auprès du peuple que le gouvernement ne se gênera pas pour employer des mesures répressives. C'est pour cela que le préfet de Maine et Loire annonce qu'il vient de se concerter avec l'évêque d'Angers pour détruire cette impression.

Dès les premières semaines d'avril, le général Bigarré écrit à Davout pour lui faire part de ses craintes de voir les prêtres prendre part à un soulèvement général en Bretagne si l'Europe déclare la guerre à la France¹⁴⁵. À la fin d'avril, lorsqu'ils comprennent par le truchement des proclamations des coalisés que les menaces de guerre se concrétisent, les

¹⁴² Archives Nationales, AF/IV/1935, *Direction générale des cultes, compte rendu l'esprit public du Clergé par Carnot*. Remis à l'Empereur le 25 avril et celui du 26 mai, Archives Nationales, AF/IV/1935, *Direction générale des cultes, compte rendu l'esprit public du Clergé par Carnot*. Remis à l'Empereur le 25 avril 1815.

¹⁴³ Archives Nationales, AF/IV/1935, *Direction générale des cultes, compte rendu l'esprit public du Clergé par Carnot*. Remis à l'empereur le 25 avril 1815. Voir les rapports des préfets du Pas de Calais – de Seine et Marne, du Finistère, de Vendée et de la Sarthe.

¹⁴⁴ Archives Nationales, AF/IV/1935, *Direction générale des cultes, compte rendu l'esprit public du Clergé par Carnot*. Remis à l'empereur le 25 avril 1815 – *Rapport du préfet de la Manche*, 15 avril 1815. - SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le commandant de Rancourt, chef d'escadron de la gendarmerie à Quimper au Maréchal de camp Vabre, commandant le département du Finistère, 13^e division militaire, 9 avril 1815 - Archives Nationales, AF/IV/1935, *Direction générale des cultes, compte rendu l'esprit public du Clergé par Carnot*. Remis à l'Empereur le 26 avril 1815. *Rapport du préfet de Maine et Loire*, 6 mai 1815.

¹⁴⁵ SHD, C16/5 et C16/9 *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant-général Bigarré, commandant le département d'Ile et Vilaine au ministre de la Guerre, 19^e division militaire, 9 et 15 avril 1815.

opposants se montrent beaucoup plus énergiques dans leurs actions contre le régime. Dans les régions de l'Ouest, aidés des nobles, certains curés des paroisses excitent le peuple à la révolte contre le gouvernement¹⁴⁶. Leurs actions ont pour effet de faire grossir les rangs des bandes de brigands qui parcourent les routes et attaquent les diligences et les convois. Ils poussent également les paysans à refuser de payer les contributions exigées par l'armée et, de plus, ils enrayent délibérément la formation de la garde nationale par leur refus de lire des ordres du gouvernement dans les églises¹⁴⁷. Dans la région de Mézières, ils empêchent le départ des conscrits et poussent jusqu'à la désertion¹⁴⁸. Pour ce faire, tous les moyens sont bons. Ils insistent auprès des parents de ces jeunes hommes afin qu'ils les encouragent à désertir. Ce problème est assez inquiétant pour que Davout réagisse par l'émission d'une circulaire destinée aux colonels de régiment.

Monsieur, je suis instruit que, dans quelques départements où l'esprit n'est pas aussi bon que dans le reste de la France, notamment dans la 16^e division militaire et les provinces qui bordent la rive gauche de la Loire, où les prêtres et les anciens nobles exercent l'influence la plus funeste, les crédules habitants (sic), égarés par les perfides suggestions de ces ennemis de leur propre pays, écrivent à leurs enfans (sic) et à leurs parens (sic) dans les régimens (sic), pour les exciter à abandonner leurs drapeaux et à rentrer chez eux, où on leur promet sûreté et protection¹⁴⁹.

Bien que ce problème persiste après l'émission de la circulaire, il est très difficile d'en connaître l'impact véritable, car il nous faudrait juger des raisons qui poussent les soldats à désertir. Sans documents, nous ne pouvons pas effectuer de recensement et établir de certitudes à cet effet. Néanmoins, contrairement à Henri Houssaye, qui ne fait que présenter les rapports négatifs, nous nous risquons à dire que l'impact est à l'image de celui des prêtres hostiles sur les populations, c'est-à-dire très limité. Dans le premier

¹⁴⁶ SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le maréchal de camp Schramm, commandant le département de Maine et Loire au ministre de la Guerre, 21^e division militaire, 21 avril 1815. - SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant général Saint-Sulpice, commandant la 22^e division militaire à Tours au ministre de la Guerre, 26 avril 1815.

¹⁴⁷ SHD, C16/12, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, l'adjoint commandant Gout, chef d'état-major de la 12^e division militaire à Nantes au ministre de la Guerre, 7 mai 1815. - SHD, C16/12, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le citoyen Fonville, ex capitaine au 25^e chasseurs à cheval, retiré à Choisey dans l'Ain au ministre de la Guerre, 6^e division militaire, 4 mai 1815.

¹⁴⁸ SHD, C16/12, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, Le lieutenant-général Loison, chargé de l'organisation de la garde nationale dans la 2^e division militaire au ministre de la Guerre, 5 mai 1815.

¹⁴⁹ SHD, C16/14, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le maréchal prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre aux colonels commandant les régiments et aux commandant des dépôts des régiments de toutes armes, 12 mai 1815.

rapport que Carnot remet à l'Empereur le 25 avril, on juge que l'esprit du clergé est bon dans 21 diocèses sur les 30 recensés. À l'inverse, l'opposition se concentre dans 3 diocèses seulement, dont Nantes, Bordeaux et Saint Briec. Les autres, dont l'opposition est plutôt passive, sont ceux d'Angers, de Bourges, de Chambéry, de Limoges, du Mans et de Rouen. Évidemment, le rapport n'est pas complet puisqu'il y a cinquante diocèses en tout. De plus, contrairement au second rapport qui arrive un mois plus tard, soit le 26 mai, il ne mentionne pas l'opinion des préfets car, en raison des changements dans les différentes préfectures, la majorité d'entre eux n'ont pas encore été en mesure de prendre le pouls de leurs départements respectifs. En ce sens, trois semaines avant le début de la campagne de Belgique, les données seront plus précises quant à l'esprit du clergé de France.

Dans ce second rapport, 78 départements sur 87 sont représentés. Froidement, les opinions se divisent ainsi : 44 préfets considèrent le clergé de leur département comme étant soumis à l'autorité, 22 constatent qu'il est franchement hostile et 12 évoquent de la résistance passive. Cela se traduit par le refus de chanter la messe pour l'Empereur, de lire ses ordonnances dans l'église et d'appeler le boycott du plébiscite devant conduire à l'approbation de l'acte additionnel. Il arrive également que quelques prêtres prêchent la révolte, mais leur nombre est trop faible pour avoir un impact véritable sur l'ensemble de la population. Concernant les départements où les prêtres se montrent hostiles, les comportements reprochés sont : la tentative de sédition, l'incitation à la désertion, l'intimidation des acquéreurs de biens nationaux et le refus de reconnaître le gouvernement impérial. Mais, de façon majoritaire, et cela malgré leurs grandes réticences, les prêtres semblent respecter les édits des évêques qui prêchent la paix et le respect des lois. Dans toute la France, 18 diocèses sur 50 sont signalés comme des foyers d'opposition. Cela n'est toutefois pas un facteur significatif puisque, selon un tableau des mesures répressives prises contre les ecclésiastiques dans chaque diocèse, 84 seulement ont été inquiétés par le gouvernement¹⁵⁰.

¹⁵⁰ Archives Nationales, AF/IV/1935, *Direction générale des cultes, compte rendu l'esprit public du Clergé par Carnot*. Remis à l'Empereur le 26 avril 1815. - Archives Nationales, AF/IV/1935, *Direction générale des cultes*, Tableau des mesures répressives contre les ecclésiastiques dans chaque diocèse. 2 juin 1815.

Tableaux concernant les actions prises par le gouvernement contre les ecclésiastiques du clergé de France

Nombres d'ecclésiastiques inquiétés par le gouvernement impérial	Sanctions imposées aux ecclésiastiques considérés comme hostiles au gouvernement impérial
28	Révoqués ou destitués
17	Mis en surveillance ou sous enquête
6	Poursuivis
10	Déplacés
2	Démissions
5	Arrêtés
11	Expulsions (prêtres étrangers venant des pays coalisés contre la France)
5	Admonestés ou réprimandés
Total 84	

Sur plusieurs milliers d'ecclésiastiques en France, on comprendra que l'opposition du bas clergé n'est pas significative. Cependant, cette résistance est majoritairement concentrée dans quelques régions à risque, dont l'Ouest, qui est le principal foyer, la côte du Nord et le Midi. C'est précisément ce qui inquiète le gouvernement puisque les prêtres font chorus avec les royalistes qui tentent de soulever ces régions. Dans cette optique, ils ont toujours à l'esprit les guerres de Vendée où les prêtres réfractaires, chantant les psaumes et tenant la croix bien haute, étaient à la tête des bandes royalistes qui se battaient contre les Républicains. C'est d'ailleurs pour cela, en raison de la crainte qu'ils inspirent, que la correspondance des militaires et des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur recèle tant d'informations sur leurs comportements. Mais, dans les faits, contrairement aux fonctionnaires qui bénéficient d'un pouvoir véritable, les prêtres n'ont plus l'influence qu'on leur prête. Ce phénomène vient du fait que, depuis la Révolution, l'État s'est engagé sur la voie de la sécularisation. Le Concordat de Bonaparte a eu comme conséquence d'accélérer cette tendance.

VII. Malgré tout, le petit peuple reste derrière lui

Il serait possible de continuer la liste des oppositions sur plusieurs pages encore, puisque la correspondance des militaires contient des centaines de documents qui

concernent des plaintes contre les prêtres, les fonctionnaires, les maires, les sous-préfets et les préfets. Certes, on pourrait, comme Henri Houssaye, conclure que l'appareil administratif est entièrement paralysé. Mais ce serait une erreur car, même si le Midi, la Vendée et les départements du Nord sont travaillés par les agitateurs, que la faveur populaire baisse graduellement dans ces régions, le système fonctionne toujours malgré tout parce que le peuple reste fidèle à Napoléon. Sans doute ne donne-t-il pas sa pleine mesure, puisque les partis remuent les campagnes, mais Napoléon et le maréchal Davout réussissent encore à tirer de formidables ressources de ces départements déjà très épuisés par de longues années de guerre. Cela s'explique par le fait que, dans le reste de la France, c'est-à-dire le Dauphiné, le Lyonnais, le Bourbonnais, le Nivernais, la Bourgogne, la Franche-Comté, l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, l'Île-de-France, la Basse Bretagne, l'Angoumois, la Saintonge et le Béarn, demeurent fidèle à l'Empereur¹⁵¹. Les Jacobins, à l'inverse de la bourgeoisie libérale à laquelle ils s'opposent, sentent bien qu'il faut s'unir derrière lui afin de repousser l'invasion étrangère. Mais comme l'écrit Jean-Baptiste Say, il n'y faut pas s'y tromper, car la grande majorité qui marchent avec Napoléon en juin 1815, ne le font pas par attachement à sa personne ou pour ses principes, mais par haine pour le gouvernement des Bourbons, par crainte des Artois, d'Angoulême, Berry et leur suite¹⁵².

Afin de combattre les envahisseurs, les Jacobins forment dans cet esprit des fédérations qui canalisent l'esprit révolutionnaire et l'opinion bonapartiste dans un même souci de l'honneur national bafoué en 1814. Le mouvement fédératif de 1815, comme l'écrit Frédéric Bluche, trouve sa source dans la joie du départ des Bourbons, dans la reconnaissance envers Napoléon qui a provoqué leur fuite. Même si ce parti est minoritaire dans le pays, il ne demande qu'à exprimer vigoureusement son refus d'un

¹⁵¹ Frédéric BLUCHE, *Le Bonapartisme : aux origines de la droite autoritaire 1800-1850*. Nouvelles éditions latines, 1980, p. 108-109. L'auteur a fait une excellente étude sur les résultats électoraux lors du plébiscite de 1815 portant sur l'acte additionnel. En fait, même s'il y a eu des baisses dans certaines régions mentionnées dans le texte, comme la Franche-Comté et l'Alsace, qui accusent une respective baisse d'un dixième et un cinquième des électeurs bonapartistes, le soutien à Napoléon reste tout de même considérable.

¹⁵² Archives nationales F7, 3774, *Copie des minutes destinées aux archives du ministère de la Police* - F4 3044, Série départementale (y compris le département de la Seine) - F1a 553-556, *Commissaires ou délégués extraordinaires du gouvernement*. Voir également archives nationales AF/IV/1937, *Exposé de la situation politique des départements composant les divisions militaires*. Cité par Émile Le GALLO *op. cit.*, p. 287-288.

retour à l'Ancien régime¹⁵³. En dépit de ses réticences envers ce genre de mouvements, Napoléon se doit de les encourager afin de faire contrepoids à ses opposants. Par contre, il refuse de leur donner des fusils car, d'une part, il craint qu'ils ne s'en servent un jour contre le gouvernement et, d'autre part, même s'il le voulait, il y en a tout juste assez pour les troupes qui iront se battre en Belgique. De plus, les gardes nationaux doivent déjà s'armer à leurs frais¹⁵⁴. Pour compenser le manque d'armes, il ordonne à Carnot de leur faire fabriquer des piques : « Monsieur le Comte Carnot, il serait convenable d'ordonner, dans chaque département, que l'on fabrique une certaine quantité de piques. Faites-en arrêter le modèle. Cela servirait à défaut de fusils et de faux¹⁵⁵. » Les préfets savent que c'est inutile mais, du moins, les hommes seront armés, ce qui peut donner l'impression que le gouvernement fait quelque chose pour eux et pour la défense nationale.

Quoique la pique soit une arme bien peu utile surtout entre les mains des hommes qui n'ont point l'habitude de la guerre, je conçois que s'il est impossible de procurer des fusils à tous les gardes nationaux sédentaires, il importe que du moins, ils soient armés d'une manière quelconque¹⁵⁶.

Ainsi, sans armes et sans véritable reconnaissance de la part de l'Empereur, leur rôle sur le plan militaire et politique est plutôt vague¹⁵⁷. Des contemporains et des auteurs ont écrit que Napoléon aurait été plus avisé de faire distribuer des armes aux fédérés plutôt qu'à la garde nationale composée par la bourgeoisie¹⁵⁸. Mais ce qu'ils oublient, et nous l'avons vu dans l'élaboration de la constitution de l'an VIII, c'est que les bases du régime reposent sur les possédants, c'est-à-dire sur le pouvoir de l'argent. Dans ces conditions, le peuple n'a pas droit au chapitre. Il n'est qu'un outil qui sert à défendre et à enrichir les privilégiés. Napoléon estime que le peuple est déjà trop remonté contre les nobles et les prêtres dont plusieurs ont été sévèrement molestés dans les départements.

¹⁵³ Frédéric BLUCHE, *op. cit.*, 103

¹⁵⁴ SHD, C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le ministre de la Guerre au lieutenant-général comte Durosnel, commandant en second de la garde nationale de Paris, le 9 juin 1815.

¹⁵⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, no 21840, Paris, 24 avril 1815.

¹⁵⁶ SHD, C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le préfet du département des Vosges à monsieur le lieutenant-général commandant la 4^e division militaire, 12 juin 1815.

¹⁵⁷ Robert ALEXANDER, *Bonapartism and Revolutionary Tradition in France. The Fédéré of 1815*. Cambridge University Press, 1991, p. 53.

¹⁵⁸ FLEURY de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours*, *op. cit.*, tome II, p. 67.

Recourir à lui, c'est risquer le désordre et le chaos¹⁵⁹. Dans toute la France, les préfets, les maires et fonctionnaires rapportent des incidents : « C'est de la frénésie, on menace les prêtres et les nobles », écrit le sous-préfet de Lunéville. Le préfet du Vaucluse signale : « Les partisans de l'Empereur tiennent des propos qui nous épouvantent. » Celui de la Côte-du-Nord : « Si l'on n'y prend garde, on reverra les scènes de 1792¹⁶⁰. » Dans les campagnes, on craint les mouvements populaires de 1789. On rapporte que les paysans attaquent les propriétés des nobles et que la garde nationale a été obligée d'intervenir pour disperser les attroupements. « Pour le moment, on brûle par-ci par-là. On a mis en quatre endroits le feu au château de Rosny. Il n'y a eu heureusement qu'un seul appartement d'endommagé¹⁶¹. » À Lyon, les nobles quittent la ville pour se réfugier dans la campagne. En fait, Napoléon souhaite éviter la reprise des massacres populaires comme en 92 et 93. Le souvenir de la prise des Tuileries par le peuple et le massacre des gardes suisses lui sont restés en mémoire. Depuis ce temps, il a toujours eu peur des mouvements populaires, de la « canaille » en effervescence¹⁶². À Sainte-Hélène, il s'explique sur ses hésitations.

L'empire était devenu légitime. Un gouvernement régulier ne peut se charger ni des mêmes fureurs ni du même odieux que la multitude. Je ne voulais pas être un Roi de la Jacquerie. Une révolution est le plus grand des fléaux. Tous les avantages qu'elle procure ne sauraient égaler le trouble dont elle remplit la vie de ceux qui en sont les auteurs¹⁶³.

De fait, dans les premières années du règne, la promulgation du Concordat, l'instauration d'un carnet de contrôle pour les ouvriers et l'interdiction de former des syndicats lui furent nécessaires pour maintenir la paix sociale et satisfaire la bourgeoisie. Il sait que, s'il se repose sur le peuple, ses plus proches collaborateurs et la bourgeoisie ne le suivront pas. À la lecture de la déclaration du 27 mars qui annonce la restauration de l'Empire, Molé, d'Hauterive et Chauvelin refusent de la signer parce qu'ils n'acceptent pas cette petite phrase : « La souveraineté réside dans le peuple; il est la seule source

¹⁵⁹ Des rapports à cet effet arrivent de plusieurs départements. Archives nationales, F7 9680, Bouvier du Molart, préfet de la Meurthe à Carnot, ministre de l'Intérieur, Nancy, 20 avril 1815.

¹⁶⁰ Archives nationales, AF/IV/1934 et AF /IV/1935, *Extraits de la correspondance des préfets*, mars et avril 1815.

¹⁶¹ BARANTE, *Souvenir : 1782-1866*. Paris, Calmann-Lévy, 1890-1901, tome II, p. 134.

¹⁶² Frédéric BLUCHE, *op. cit.*, p. 103.

¹⁶³ LAS CASES, *Mémorial de Sainte-Hélène*. Paris, L'Auteur, 1823, tome IV, p. 95.

légitime de pouvoir¹⁶⁴. » D'ailleurs, Bassano, Caulaincourt, Mollien, Daru, Regnaud et Boulay n'auraient jamais voulu s'associer à une dictature jacobine, et les jacobins eux-mêmes, comme le fait remarquer Houssaye, sont devenus libéraux¹⁶⁵. Néanmoins, après s'être assuré que Napoléon ne prendrait pas la dictature, ils appuient tous la déclaration. Or, il lui faut trouver des accommodements pour tenir le peuple en mains. En faveur des paysans et des ouvriers, il supprime les droits réunis¹⁶⁶. Quant aux acquéreurs de biens nationaux, il les confirme dans leurs droits. Principalement, cela concerne la vente des forêts par l'État à des exploitants privés. Ceux-ci sont d'autant plus soulagés que Louis XVIII n'avait pas confirmé leurs prérogatives¹⁶⁷.

Ainsi, le 14 mai 1815, Napoléon se contente seulement de passer en revue les 15 000 hommes de la Fédération parisienne, alors parfaitement formés en parade sur la place du Carrousel. Les visages durs de ces ouvriers et artisans des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau font peur aux notables. Dans ses souvenirs, Barante note : « Chacun a dégoût et horreur de la fédération des faubourgs¹⁶⁸. » En fait, Robert Alexander a démontré qu'il n'y avait pas que des artisans et des ouvriers dans les Fédérations puisque leurs rangs sont également composés, en partie du moins, de notables, de marchands et de militaires. Le patriotisme touche toutes les classes de la population, mais à la lecture du témoignage de l'étude d'Alexander, les artisans et les ouvriers composent 81.5% de la fédération parisienne¹⁶⁹. Napoléon sait qu'il peut compter sur Paris car, à l'inverse des révolutions antérieures, le mouvement de contestation vient d'abord des provinces. La capitale ne bouge pas. En dépit de la défiance de la bourgeoisie, laquelle entraîne la baisse de la rente, la rareté de l'argent et le marasme de l'activité commerciale, le peuple parisien dans son ensemble demeure fidèle au régime¹⁷⁰. Afin de maintenir cet état

¹⁶⁴ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, adresse du conseil d'État à Napoléon. Extrait du Moniteur du 27 mars 1815.

¹⁶⁵ Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 491. Faut-il préciser cependant qu'il s'agit des grandes figures du jacobinisme, ceux qui sont devenus des possédants.

¹⁶⁶ Jean-Baptiste DUVERGIER, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, et avis du Conseil-d'Etat*. Paris, Charles Béchet, 1827, tome XIX, décret du 8 avril 1815, p. 466.

¹⁶⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, A M Gaudin, ministre des Finances, no 21764, Paris, 3 avril 1815.

¹⁶⁸ BARANTE, *op. cit.*, p. 146. Cité par Robert MARGERIT, *18 juin 1815, Waterloo*, *op. cit.*, p. 121.

¹⁶⁹ Robert ALEXANDER, *op. cit.*, p. 205.

¹⁷⁰ Au début du mois de mars, le cours de la rente atteignait 78 francs. Suite à l'entrée de Napoléon dans Paris, elle ne cessera de baisser. Mais après la publication du rapport de Caulaincourt sur l'État des relations extérieures le 14 avril, elle était tombée à 54 francs. Cité par Henri HOUSSAYE, *1815*. Paris, Perrin, 1901, tome I, p. 518-519.

d'esprit, car l'exemple a souvent démontré que les révolutions viennent du peuple pour être récupérées par la bourgeoisie, Napoléon n'hésite pas à débloquer de l'argent pour créer de l'emploi.

Mon intention est que, 1) les travaux entrepris au compte de la ville de Paris sur les fonds provenant de la vente des maisons des hospices ou sur des fonds spéciaux se fassent à raison de 200 000 francs par mois, ce qui emploiera 1 800 000 francs pour le reste de l'année; 2) que les travaux à la charge des fonds généraux des ponts et chaussées de votre ministère et des fonds spéciaux déposés à la caisse d'amortissement emploient 100 000 francs par mois; et comme j'ai destiné en outre un fond de 100 000 francs par mois sur les fonds de la liste civile de la Couronne, cela fera l'emploi total de 400 000 francs par mois, qui redonneront une activité convenable aux travaux de Paris¹⁷¹.

Dans un premier temps, on reprend les travaux de réfection du Louvres avec la démolition du carré de maisons qui entourent le vieux palais. Dans la foulée, avec des terrassiers, des maçons, des menuisiers et des peintres, il entreprend la construction de la fontaine de l'Éléphant et du nouveau marché Saint-Germain. À Montmartre et sur les hauteurs de Belleville, des milliers d'ouvriers s'activent à dresser des ouvrages de défense. Dans les ateliers, on retrouve des armuriers, des forgerons, des serruriers, des taillandiers, des dinandiers et des ébénistes qui travaillent à la réparation des 62 200 fusils qui sont dans les dépôts. À la fin avril, sur les 22 000 que l'on compte employer, c'est plus de 9000 hommes qui travaillent dans Paris¹⁷². De surcroît, le prix du pain, cote boursière de l'opinion populaire, demeure très bas en raison des surplus accumulés l'année précédente. Par conséquent, le pays a pu exporter et exporte encore malgré le blocus.

Si l'on compare ces exportations avec les plus considérables qui aient eu lieu à d'autres époques en remontant à l'année 1778, c'est-à-dire depuis 28 ans, on trouve que l'année moyenne prise sur les quatre qui ont donné le plus excédant des exportations sur les importations, savoir 1780, 1781, 1805 et 1810, s'établit à raison de 990 063. 50 hectolitres de grains. Conséquemment, les exportations des cinq derniers mois de 1814 et des trois premiers mois de 1815 se sont élevées à près du double d'une année moyenne sur les quatre plus fortes. Ce qu'il y a de plus remarquable, Sire, c'est que cette exportation de nos blés n'a occasionné aucun renchérissement sensible dans leur prix; et qu'au contraire, il a été successivement en diminuant : en sorte que l'on peut dire que la rentrée des valeurs payées par l'Étranger (car les expéditions aux colonies sont si

¹⁷¹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, no 21710, Paris, 25 mars 1815.

¹⁷² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au comte Carnot, Ministre de l'Intérieur, Au Maréchal Davout, Prince d'Eckmuhl - Au général Dejean, no 21907, 21714, 21732, 21869, Paris, 25 mars, 27 mars, 2 mai 1815. – Archives nationales, AF/IV/1935, *État approximatif du nombre des ouvriers que l'on pourrait avoir besoin*.

modiques que l'ont peut les regarder ici comme nulles) en échange des produits en céréales de notre sol a été un bienfait pour notre agriculture et notre commerce, sans aucun désavantage pour les consommateurs nationaux¹⁷³.

De fait, le prix moyen de l'hectolitre de froment blé est de 18, 05 francs. En date du 31 mars 1815, le prix moyen de sept départements qui forment le rayon d'approvisionnement de Paris se situe à 14, 11 francs¹⁷⁴. On constate donc que la crise agricole qui a frappé la France en 1811 n'est plus qu'un mauvais souvenir. Tant que les gens travaillent et peuvent se nourrir à moindre coût, le régime peut être tranquille. Tout au long de son règne, Napoléon s'est employé à maintenir le pain à bas prix parce qu'il a toujours craint les émeutes de la faim, comme celles qui ont provoqué la Révolution et ramené Louis XVI de Versailles à Paris.

Afin de reformer l'unité du pays derrière lui et contrebalancer le pouvoir des fonctionnaires et des Royalistes récalcitrants, Napoléon envisage, d'une part, de dédommager financièrement les départements qui ont souffert de l'invasion et, d'autre part, de payer tous les fournisseurs qui ont dû fournir du matériel à l'armée. Il estime que le montant, pour les années 1813 et 1814, s'élève à 118 millions de francs dont 76 millions sous formes de bons de réquisition et 42 millions sous formes d'indemnités, ce qui représente le montant des pertes matérielles subies par les particuliers. Pour éponger les dettes qui concernent les bons de réquisitions, il propose de constituer une rente sur les fonds libres des communes. En clair, l'ensemble d'entre elles devra payer pour les dépenses de l'État et les dommages de guerre. Pour ce faire, un décret en date du 24 avril ordonne un prélèvement de 10 % sur tous les revenus communaux et un autre de 15 % sur les excédants budgétaires des communes les plus riches. Or, Carnot lui fait remarquer que la première tranche de 10 % aura pour conséquence d'amputer de façon sérieuse le budget de la majorité des communes. Celles-ci ayant déjà beaucoup de difficulté à payer pour l'ensemble des services municipaux en raison de leurs contributions en matière de

¹⁷³ Archives nationales, AF/IV/1935, *Rapport de Carnot à l'Empereur*, ministère de l'Intérieur, 6^e division, bureau des subsistances, Paris, le 15 avril 1815. Les exportations, tant à l'étranger qu'aux colonies, ont rapporté à la France la somme de 44 972 685 francs.

¹⁷⁴ Archives nationales, AF/IV/1935, *Rapport de la direction générale de l'agriculture, du commerce et des Arts et manufactures*, 31 mars 1815.

dépense de munitions, cette solution n'est donc pas envisageable¹⁷⁵. Concernant les dommages de guerre, Napoléon aurait souhaité qu'on se serve dans les forêts de l'État pour reconstruire les maisons détruites. Mais, encore une fois, il se heurte à la réalité budgétaire du pays. Pour financer les besoins militaires, des droits de coupes de l'ordre de 50 % de la superficie totale de plusieurs forêts ont déjà été accordés aux entrepreneurs. Au cours des deux années précédentes, ce sont des droits de l'ordre de 75 % qui leur ont été octroyés. Cela est d'autant plus problématique que le ministère des Finances ordonne de satisfaire en bois toutes les demandes que les commandants des places fortes pourraient faire aux préfets¹⁷⁶. Mais, il semble que les forêts de France sont déjà très éprouvées; on garde donc ce qui reste pour financer les dépenses militaires et la défense du territoire¹⁷⁷. Par conséquent, la situation financière de l'État ne permet pas de donner suite à ce projet.

En somme, Napoléon sait qu'il n'a pas le contrôle de la situation et, pour faire rentrer l'argent dans les coffres, ce qui nécessite le ralliement de l'ensemble des fonctionnaires, il doit démontrer la même force qu'il avait lorsqu'il est parti pour Austerlitz. Il doit remporter la victoire et le faire rapidement car, plus le temps passe, plus la situation se dégrade à l'intérieur. Le peuple lui est majoritairement fidèle mais, en contre-partie, Napoléon doit payer pour que l'opinion lui reste favorable. Or, l'opposition prend de l'élan et les ressources financières se tarissent. De fait, même si bon nombre de militaires ne saisissent pas tous les paramètres de la situation, ils constatent que l'État ne fait pas le maximum pour assurer sa défense, ce qui les porte au découragement et à se poser des questions sur son apparente inertie.

Puisque la patrie est en danger et que la situation est à peu près la même qu'en 1793, pourquoi ne pas employer les moyens qui nous sauvèrent alors? Pourquoi n'avons-nous pas 60 milles paysans employés aux travaux de notre frontière? Pourquoi toutes les voitures ne sont-elles pas en réquisition pour le transport des munitions de guerre, palissades, gabions, fascine etc.? Pourquoi 80 milles paysans ne sont-ils pas employés à

¹⁷⁵ SHD, C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le sous-préfet de l'arrondissement communal de Toul à monsieur le préfet du département de la Meurthe, le 13 juin 1815.

¹⁷⁶ SHD, C16/12, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours, Circulaire du ministre des Finances*, le Duc de Gaëte, Paris, le 6 mai 1815. En marge, un colonel d'artillerie, qui a eu cette circulaire entre les mains et dont le nom est illisible, fait remarquer que le bois est aussi nécessaire au service de l'artillerie.

¹⁷⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Notes dictées en conseil des finances, no 21853, Paris, 29 avril 1815. - Archives Nationales, AF/IV/1935, *Constitution de rentes sur les fonds libres des revenus des communes pour éteindre les dettes de la guerre*, 5^e division des communes. - *Note de Carnot*, ministère de l'Intérieur, Réquisitions faites sur les départements.

fortifier Compiègne, Saint-Quentin, La Fère, Laon, Soissons, Montreuil, Pontoise, Charenton, Saint-Denis? Pourquoi ne fait-on pas une citadelle à Montmartre? Tous les citoyens invoquent de grandes mesures de Salut Public, ils s'étonnent qu'on en prenne aucune¹⁷⁸!

Cet extrait démontre avec force que les problèmes de l'appareil administratif entraînent nécessairement des conséquences sur le terrain. Afin de repousser les coalisés, il faut que le pays se range derrière Napoléon mais, c'est là le paradoxe, il lui faut une victoire pour unir le pays. « Si Napoléon est vainqueur, affirmait le commissaire Résigny, tout ira bien sans prendre de mesures, et s'il est vaincu, tout ce que l'on aura pu faire ne servira à rien¹⁷⁹. » Cette réflexion, cachée dans un rapport obscur des Archives nationales, résume bien la situation intenable de Napoléon et de son gouvernement, sans compter que Carnot, l'homme sur lequel il compte pour unir le pays derrière lui, n'a plus la fougue qu'il avait lorsqu'il siégeait au Comité de salut public. À l'été de 1793, sous la recommandation de Barère, la Convention avait mobilisé toutes les ressources de la nation.

Dès ce moment, jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les Français sont en état de réquisition permanente pour le service des armées. Les jeunes gens iront au combat; les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances; les femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux; les enfants mettront les vieux linges en charpie; les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République¹⁸⁰.

À cette époque, la nation avait donné un effort extraordinaire pour jeter l'ennemi hors des frontières. Alors, la République représentait un idéal. Mais, en 1815, après avoir tant donné à l'Empire, la France n'a plus les ressources qu'elle avait autrefois. Elle n'a plus l'énergie nécessaire pour recommencer 1793 et cela se répercute jusque dans le conseil des ministres et chez les fonctionnaires, d'où leur opposition. Même le fameux discours de Danton, dans lequel il demandait au peuple de montrer de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace, n'aurait plus d'effet. Pendant ses longues années de règne, surtout à partir de 1805 où il a commencé à abuser de la conscription, Napoléon a

¹⁷⁸ SHD, C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Gundler, commandant le département de la Somme, au ministre de la Guerre, 24 avril 1815. (15^e division militaire)

¹⁷⁹ Archives Nationales, AF/IV/1935, *Séance de la commission du gouvernement : finances, police, intérieur*. Rapport du commissaire Résigny à l'empereur, 6 mai 1815.

¹⁸⁰ Cité par Oleg SOKOLOV, *Austerlitz : Napoléon, l'Europe et la Russie*. Paris, Éditions Commios, 2005, p. 18.

épuisé les forces vives de la nation en lui demandant toujours de contribuer plus afin de faire la guerre et d'étendre sa domination jusqu'au Niémen. Sans cet épuisement, il aurait sans doute pu combattre les partis et les ramener à l'ordre comme au temps des années de gloire. Malheureusement pour lui, comme nous le verrons dans les prochains chapitres, ses antécédents en matière économique, militaire et despotique plaident désormais contre lui. Ce sera l'opposition des partis.

Chapitre III

L'opposition du parti royaliste

Le retour de Napoléon ne provoque pas seulement des résistances à l'échelon administratif, il jette aussi les partis dans l'opposition. En plus de paralyser une large partie de l'administration municipale, les royalistes tentent dans les derniers jours de mars, de soulever les populations de l'Ouest et du Midi afin de maintenir Louis XVIII sur le trône. En fait, même s'ils suscitent beaucoup d'enthousiasme dans les grandes villes portuaires qui furent longtemps défavorisées par le blocus continental, dont Marseille et Bordeaux, dans son ensemble, la population ne souhaite pas se battre au côté des aristocrates. Pour elle, ces vieilles figures représentent le passé. Même pour les chefs vendéens dont D'Autichamp, D'Andigné, Suzannet et Larochejacquelein, ils sont davantage un embarras qu'un atout dont ils pourraient tirer parti. De toute façon, l'opposition dans l'Ouest ne se fera pas pour défendre Louis XVIII, ni même pour défendre la religion, mais bien pour protester contre le retour de la guerre. Favorisés par l'absence du pouvoir municipal dans plusieurs arrondissements, les agitateurs n'auront aucune difficulté à miner le régime de Napoléon. Le retour de la guerre et celui de la conscription sont les principaux arguments dont ils se serviront pour jeter une partie du peuple des campagnes dans l'opposition. Évidemment, cette agitation n'est pas à l'échelle du soulèvement général de 1793, mais la peur de voir ressurgir un tel scénario aura des répercussions importantes sur les plans militaires de l'Empereur qui devra se passer d'un corps d'armée pour effectuer sa campagne en Belgique. Certes, à son retour de Marengo, les royalistes s'agitaient toujours en Vendée et en Bretagne. Mais, il s'agissait alors de petits groupuscules qui ne furent pas difficiles à mater puisque le mouvement insurrectionnel de 93 était essoufflé depuis fort longtemps. En conséquence, les troubles de 1815 sont une première pour lui.

I. L'échec du duc de Bourbon dans l'Ouest

Afin de résister à « l'usurpateur » qui rallie l'armée et qui avance dangereusement sur Paris, Louis XVIII dépêche des membres de sa famille dans les provinces. Ils ont pour mission de soulever la population et d'organiser des corps armés qui devront entrer

rapidement en opération. C'est à cette fin que le duc de Bourbon arrive à Angers le 14 mars¹. Mais l'homme déçoit. Sexagénaire, d'un tempérament doux et poli selon les témoignages de l'époque, il n'a pas l'étoffe d'un chef et convient peu à ce genre de guerre qu'est la guérilla. Pour livrer bataille, le duc entend lever 18 000 volontaires âgés entre 18 et 50 ans en plus de rappeler tous les soldats en congé². Conformément aux instructions du roi, il doit former douze bataillons dont la composition serait, pour une moitié, des hommes ayant appartenu aux armées vendéennes, et pour l'autre, des enrôlés n'ayant jamais combattu dans leurs rangs. Le tout sera commandé par des officiers de l'armée régulière³. En fait, le gouvernement royal ne veut pas faire appel aux seuls chouans, car il craint de perdre le contrôle sur leurs chefs et les bandes qu'ils commandent : « Ce serait un grand malheur, disait M. de Blacas à M de Vitrolles, si le roi n'avait d'appui que des chouans⁴. » De plus, il y a dans cette mesure une volonté d'effectuer la fusion de toutes les composantes politiques de la société française. Mais cette chimère ne se réalisera pas parce que le gouvernement est déjà trop contesté pour unir toutes ces tendances derrière lui. D'ailleurs, de par son ordonnance qui frappe les acquéreurs de biens nationaux d'une contribution de 2 500 000 de francs, le duc polarise davantage les différents partis qui s'affrontent dans la région. Il jette la bourgeoisie des villes dans l'opposition.

Mais pour le moment, il lui importe de dresser un plan d'opération. Pour tenir l'Ouest, Angers est d'une importance capitale parce qu'elle est la clef qui contrôle tous les passages qui conduisent vers la Bretagne méridionale. Or, devant l'humeur belliqueuse des Angevins à son égard, le duc envisage de faire garder la ville par des troupes d'expérience tandis que Nantes abritera son quartier général, ce qui lui permettra de fortifier un passage en aval pour s'assurer des deux rives de la Loire. Enfin, lui et ses hommes envisagent de s'emparer de la fabrique de poudre de Saint-Jean d'Angély et d'occuper les ports de Lorient et de La Rochelle pour recevoir l'aide des Anglais⁵. Il va

¹ D'AUTICHAMP, *Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1815 dans la Vendée*. Paris, 1817, Egron, p. 2.

² SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Proclamation du duc de Bourbon aux habitants de l'Ouest, 24 mars 1815.

³ D'AUTICHAMP, *Mémoire*, op. cit., p. 5.

⁴ VITROLLES, *Mémoires du baron Vitrolles*. Paris, Gallimard, 1951, tome II, p. 305.

⁵ GIROD DE L'AIN, (général baron), *Dix ans de mes souvenirs militaires, de 1805 à 1815*. Paris, Dumaine, 1873, p. 422-423.

cependant déchanter, car lorsqu'il arrive à Beaupréau avec son état-major, le 23 mars, les événements jouent déjà contre lui⁶. Il apprend que le roi est en fuite et que Napoléon est maintenant dans Paris. Malgré tout, il entend lever des troupes et affiche son décret de mobilisation. Confiants que les volontaires vont affluer en masse pour s'enrôler, on se met à échauffer des plans. D'Andigné veut enrôler tous les hommes de Parthenay et de Bressuire pour marcher sur Saumur et s'emparer du dépôt de munition. Le général Canuel fait de même pour s'emparer de celui de Châtelleraut⁷. Mais tous ces projets échouent avant même d'avoir eu un commencement d'exécution parce que la levée ne donne pas les résultats escomptés. Premièrement, ce genre de recrutement par décret royal est incompatible avec l'esprit de ces contrées. « Nos anciens soldats ignoraient ce que c'étaient que des moyens constitutionnels; ils n'étaient nullement disposés à marcher, si leurs anciens chefs ne se remplaçaient à leur tête⁸. » En fait, le peuple n'a pas confiance dans le duc et il faut avouer qu'il n'a pas tout à fait tort car, pendant la Révolution, aucun aristocrate ne s'est présenté dans l'Ouest pour mener l'insurrection. « Depuis quatre ans, écrivait Frotté en 1796, ils (les Chouans) combattent et pas un seul fils d'Henri n'a paru à leur tête⁹. » En fait, le duc n'a pas tenu compte de la force que représente l'esprit de clocher qui règne dans ces campagnes ni de la culture guerrière de ces contrées. Il ne prend pas conscience que la guerre est un phénomène culturel et que ses décrets vont à l'encontre de leurs coutumes.

Naturellement, la levée entraîne un amalgame de tous les hommes dans un même corps. Or, les paysans vendéens se regroupent entre gens du même village ou d'une même paroisse. Les liens de confiance sont très forts chez eux et ils sont généralement très méfiants envers les étrangers. Ils n'ont rien à voir avec les lignards de l'armée qui se fondent dans un moule pour suivre une discipline très stricte. Ils combattent en bandes armées, souvent indépendantes les unes des autres. Nonobstant ces considérations culturelles et sociales, même s'il avait réussi à lever les troupes désirées, le duc de Bourbon n'aurait pu les armer parce que Napoléon et le gouvernement de Louis XVIII

⁶ D'ANDIGNÉ, *Mémoires du général D'Andigné*, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1900-1901, tome II, p. 205.

⁷ Simon CANUEL, *Mémoires sur la guerre de Vendée en 1815*. Paris, Dentu, 1817, p. 334. — D'ANDIGNÉ, *Mémoires du général d'Andigné*, *op. cit.*, p. 394-395.

⁸ *Ibid.*, p. 202.

⁹ Cité par André MONTAGNON, *Les guerres de Vendée : 1793-1832*. Paris, Perrin, 1974, p. 282.

ont successivement donné l'ordre aux habitants de déposer toutes les armes en leur possession dans les dépôts de l'armée.

Les royalistes de l'Ouest avaient été désarmés à plusieurs reprises : d'abord sous le Directoire, puis sous l'Empire, et, récemment encore, pendant le ministère de M. le maréchal Soult, qui, sous prétexte de besoin d'armes, avait acheté et enlevé des campagnes les fusils de calibre. Aussi la Vendée et les pays ci-devant insurgés ne s'étaient-ils jamais vus dans un dénuement plus complet. L'esprit des populations était resté le même; mais le pays n'était plus capable de lutter aussi vigoureusement que pendant la terreur¹⁰.

La dernière phrase de cette citation est lourde de sens car la raison de cette incapacité ne vient pas seulement des facteurs matériels et culturels. En fait, les nouvelles de Paris et le comportement du duc de Bourbon envers les acquéreurs de biens nationaux ont grandement contribué au découragement des Royalistes. À l'intérieur des murs de la ville d'Angers, le retour de Napoléon à Paris a un effet dévastateur sur leur moral et cela d'autant plus qu'ils apprennent que le peuple français se range majoritairement à ses côtés. De tous les coins du pays, cédant à l'enthousiasme, les autorités militaires et le peuple arborent le drapeau tricolore¹¹. Devant ce mouvement, même ceux qui, au départ, soutenaient la cause du roi, retournent leurs vestes et se rallient à Napoléon. C'est d'ailleurs le cas des généraux Foy, Travot et du colonel Noireau sur lesquels les Royalistes ont fondé beaucoup d'espoir. En poste à Nantes, en qualité d'inspecteur général d'infanterie, le général Foy a d'abord élaboré le plan d'opération du duc de Bourbon pour lui permettre de contrôler les points stratégiques de la Vendée et verrouiller tous les accès qui conduisent à la Bretagne méridionale. Concernant le général Travot, on apprend qu'il a préalablement offert ses services au prince Louis de la Trémoille. Et quant au dernier, le colonel Noireau, le chef de la gendarmerie, il s'est dit prêt à seconder les actions du duc¹².

Maintenant que l'Empereur est à Paris, ils se retournent tous contre ceux-là mêmes qu'ils ont voulu aider. Foy se rallie et entretient Davout des dispositions des Royalistes et du peuple dans la région. De son côté, Travot détourne un convoi de

¹⁰ D'ANDIGNÉ, *op. cit.*, p. 207.

¹¹ SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le général Oudinot au ministre de la Guerre, Metz, 23 mars 1815 - SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Journal du général Curto, 23 mars 1815. – Correspondance de Napoléon 1^{er}, Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène. Paris, 1860, tome 31, p. 82.

¹² CRÉTINEAU-JOLY, *Histoire des trois derniers princes de la maison de Condé*, Paris, 1867, Amyot, tome 1, p. 372-373.

ravitaillement en provenance de La Rochelle qui était destiné au duc de Bourbon toujours installé à Beaupréau¹³. Concernant le colonel Noireau, le comte d'Autichamp apprend qu'il vient de donner des ordres afin de faire arrêter le duc. Il apprend également qu'il a déjà entrepris de faire reconnaître le pouvoir impérial sur les deux rives de la Loire. Entre-temps, même les bonapartistes relèvent la tête. La contribution de 2 500 000 francs demandée quelques jours plus tôt par le duc aux acquéreurs de biens nationaux a provoqué des manifestations dans la ville d'Angers. Par conséquent, la garnison et la majorité des Angevins se sont ralliées à l'Empereur¹⁴.

D'Autichamp constate que la cause est perdue. Le peuple ne veut pas de guerre civile et, pour l'éviter, il faut que le duc de Bourbon quitte la région. La ville de Cholet lui envoie une députation pour le décider en ce sens¹⁵. Déjà, les tensions montent au sein du quartier général de Beaupréau. Après avoir analysé la situation sur tous les angles, D'Autichamp, contre l'avis de tous, demande au duc de quitter le pays¹⁶. De son côté, d'Andigné insiste pour qu'il reste. Dans son esprit, il est nécessaire de continuer le combat. Mais, il ne lui cache pas les nombreux dangers que cela comporte. Voyager de nuit, ne jamais dormir au même endroit et souvent sur la paille des granges et des écuries; bref, il lui propose de mener une guerre de guérilla comme les Vendéens savent la faire. Au matin du 26 mars, le duc lui fait savoir que ce genre de vie ne convient pas à un prince de sang. Par conséquent, il se décide à s'embarquer¹⁷. Le même jour, il quitte Beaupréau pour Paimboeuf à proximité de Nantes. Ayant pour but de rejoindre Santander, il s'embarque le 1^{er} avril aux Sables-d'Olonne sur un navire portugais. À son grand désarroi, le duc constate que le peuple s'est définitivement détourné des vieux

¹³ SHD, C16/31, *Situation des divisions militaires pendant les Cent Jours*, 13^e division militaire, le général Foy au ministre de la Guerre, Nantes, 22 mars 1815. - D'ANDIGNÉ, *op. cit.*, p. 214.

¹⁴ D'AUTICHAMP, *Mémoire.*, *op. cit.*, p. 11-12.

¹⁵ SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, le lieutenant-général Caffarelli, commandant la 13^e division militaire à Rennes au ministre de la Guerre, 26 mars 1815. - SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Saunier inspecteur général de la gendarmerie à Niort au ministre de la Guerre, 28 mars 1815. - Archives Nationales, F7 9676, *Situation des départements. Classement départementale : 1815-1830*. Maire de Cholet au ministre de la Police, le 25 mars 1815.

¹⁶ SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le colonel Noireau, commandant la 6^e légion de Gendarmerie département de Maine et Loire à Angers au ministre de la Guerre, 26 mars 1815.

¹⁷ D'ANDIGNÉ, *ibid.*, p. 212

symboles aristocratiques¹⁸. En fait, il y a longtemps que ces gens d'une autre époque n'incarnent plus ses aspirations. Il en sera de même dans le Midi.

II. L'échec de la duchesse d'Angoulême à Bordeaux

Les soulèvements projetés par le duc et la duchesse d'Angoulême reposent sur la ferveur que lui portent les populations des villes portuaires alors très éprouvées par les effets économiques de la guerre. À cet égard, Bordeaux, qui reçoit entre ses murs la duchesse d'Angoulême, n'a certes pas oublié qu'en raison du blocus continental, les industries locales ont perdu leurs débouchés atlantiques, ce qui a réduit ses activités commerciales à néant. De fait, ce port a perdu son statut d'entrepôt international pour finalement, après 1815, reprendre vie comme entité régionale. À la lumière de cette assertion, est-ce vraiment par attachement à la duchesse d'Angoulême, que le peuple demande des armes pour se défendre contre les troupes du général Clausel qui se prépare à y entrer? La réponse est non car, malgré le fait que la population de Bordeaux pavoise les fenêtres et les balcons des immeubles de drapeaux blancs, qu'elle promène des effigies de Bonaparte dans les rues, elle voit, dans l'arrivée de ce général, la ruine de ses espoirs de voir la ville reprendre le rang international qu'elle occupait avant la Révolution. Ils savent que le retour de Napoléon amènera le retour des privations économiques.

Son déclin a débuté en 1790 lors de la révolte des esclaves de Saint-Domingue et s'est accentué avec l'extension de la guerre maritime. Malgré tout, la ville a survécu grâce au trafic entretenu par les pays neutres. Ainsi, c'est le commerce américain qui lui a permis d'effectuer des liaisons indirectes avec les îles des Antilles. De fait, entre 1795 et 1798, plus de 200 navires sont entrés dans le port. Cette année-là, la menace d'une rupture entre la France et les Etats-Unis a provoqué un recul affirmé du trafic et une hausse très marquée des primes d'assurances et du prix des denrées coloniales, ce qui a complètement paralysé l'activité commerciale. Mais la crise fut de courte durée car, avec la signature du traité de Mortefontaine, les échanges ont très vite repris entre la France et

¹⁸ SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Morand commandant le corps d'armée de l'Ouest à Alençon au ministre de la Guerre, le 26 mars 1815. - SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Saunier inspecteur général de la gendarmerie à Niort au ministre de la Guerre, 28 mars 1815.

les États-Unis. Or, la véritable reprise eut lieu avec la signature du traité de paix d'Amiens en 1802. Les affaires redémarraient. Cette année-là, 208 navires sont entrés dans le port. Évidemment, l'espoir de voir cette reprise se concrétiser plus longtemps fut déçu avec le retour de la guerre avec l'Angleterre. En 1803, les Anglais ont capturé 65 des 155 navires destinés au port bordelais. Grâce aux pays neutres, dont les États-Unis, la ville a tout de même réussi à maintenir une balance commerciale favorable. En 1805, c'est plus de 200 navires américains qui font escale à Bordeaux.

Encore une fois, cette prospérité relative fut de courte durée car la crise provoquée par la promulgation du blocus continental, consécutive à la défaite de Trafalgar qui a mis fin au rêve de la France de gagner la suprématie des mers, a eu définitivement raison du port de Bordeaux. Évidemment, la réponse de l'Angleterre ne se fait pas attendre. Le Parlement décrète alors que les navires neutres, qui n'auront pas d'abord fait escale dans les ports anglais, ne pourront commercer avec la France et ses alliés. Napoléon réagit par le décret de Milan, promulgué le 17 décembre 1807. Tout navire qui aura fait escale en Angleterre ne pourra entrer en Europe. Le trafic américain, avec 121 entrées en 1806, ce qui représente une baisse significative par rapport à 1805, chute à 6 en 1808. Pour cette même année, les exportations de vins tombent à moins de 400 000 francs. Mais cela n'est rien en comparaison de la crise de 1811 qui est catastrophique pour la ville. Les faillites se multiplient et 10 000 personnes demandent à recevoir le secours à domicile. Malgré le système des licences instauré l'année suivante par Napoléon, ce qui permettait une certaine forme de commerce avec l'Angleterre, la ville voit s'abattre sur elle un nouveau malheur. La guerre de 1812, entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, lui donne le coup de grâce. Pour Bordeaux, ce fut le début de la fin. Lorsque Napoléon est forcé d'abdiquer en 1814, sa situation économique est lamentable¹⁹. Il ne faut pas s'étonner qu'à la vue des troupes anglaises conduites par le duc de Wellington, le maire de Bordeaux ait donné le signal du rétablissement des Bourbons en hissant le drapeau blanc orné de la fleur de lys. Dans ces conditions, il ne faut pas non plus s'étonner que la ville soit en opposition à

¹⁹ Fernand BRAUDEL et Ernest LABROUSSE, *Histoire économique et sociale de la France*, op. cit. p. 105-106. – François CROUZET, *L'Économie britannique et le blocus continental*. Paris, P.U.F, 1958, tome I, p. 139-140, 146-149, 249-253, 299-302. – Louis BERGERON, « Problèmes économiques de la France napoléonienne », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XVII, juillet-septembre 1970, pp. 469-505. – Paul BUTEL, *Les négociants bordelais : l'Europe et les îles au XVIII^e siècle*. Paris, Aubier, 1974, 472 p. Du même auteur, « Crise et Mutation de l'activité économique à Bordeaux sous le Consulat et l'Empire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XVII, juillet-septembre 1970, pp. 302-345.

l'exilé de l'île d'Elbe qui, de par ces politiques pour amener l'Angleterre à capituler, a largement contribué à ruiner son économie.

Par conséquent, les hommes de la garde nationale, tous originaires de Bordeaux et de la région avoisinante, sont prêts à tout pour empêcher les troupes impériales d'y faire leur entrée. D'un autre côté, contrairement à la garde nationale, les troupes de ligne savent que la cause des Bourbons est perdue, qu'ils ne pourront pas résister très longtemps au reste de la France et cela d'autant plus que les soldats considèrent comme une infamie de combattre des camarades. D'ailleurs, ceux-là viennent très probablement de tous les coins de la France et ne voient pas la situation du même œil que leurs compatriotes bordelais. De fait, ils n'hésitent pas à dire à la duchesse qu'ils emploieront leurs armes contre la garde nationale si celle-ci offre la moindre résistance au général Clausel. On connaît aussi les sentiments de l'armée à l'égard des Bourbons et, dans ces conditions, même si la duchesse d'Angoulême démontre toute sa fierté et tout son courage devant les troupes pour les inciter à résister, rien n'y fait. Elle ne comprend pas les véritables causes de cet échec et, après des adieux déchirant sur les rives de la Garonne, elle n'a guère le choix que de s'embarquer le 2 avril.

III. L'échec du gouvernement de Vitrolles à Toulouse

Pendant que le duc de Bourbon s'active dans l'Ouest, que la duchesse d'Angoulême essaie d'organiser la défense de Bordeaux, Vitrolles tente de mettre sur pied un gouvernement royaliste à Toulouse. Il réussit à soudoyer le vieux maréchal Pérignon pour rallier les troupes et collecter de l'argent. Mais l'homme qu'il désigne comme ministre des Finances, un receveur général à Carcassonne, lui déclare qu'il ne veut pas être pendu. Sans argent, Vitrolles menace de faire fusiller tous les receveurs généraux qui refuseront de lui ouvrir leur caisse. Mais Vitrolles n'obtient guère plus de résultats. Dans le même temps, il embauche des volontaires afin de se constituer une armée. Son but est de séparer le Midi du reste de la France. Pour ce faire, il souhaite mettre sur pied une armée de 100 000 hommes qui se tiendra sur la Loire, ligne de défense ultime pour arrêter les bonapartistes. Sur ce total, il ne réussit qu'à recruter 400 volontaires²⁰. Afin de renforcer

²⁰ Henri HOUSSAYE, 1815. Paris, Perrin, 1901, tome I, p. 409. VITROLLES, Baron de, *Mémoires et relations politiques : 1814-1830*. Paris, Charpentier, 1884, tome II, p. 382-384. Vitrolles au duc de Bourbon, Poitiers, 22 mars 1815.

cette ligne, bien qu'on ignore par quels moyens il compte s'y prendre, il songe à faire intervenir 3000 soldats britanniques. Mais les choses ne se passent pas comme prévu. D'abord, il constate très rapidement qu'il ne pourra compter sur la garde nationale. Celle-ci lui fait savoir que, si elle n'a pas le soutien de la troupe de lignes ou des armées étrangères, elle se contentera de maintenir l'ordre dans les rues de Toulouse. Mais les troupes de lignes, comme on le sait déjà, se sont presque toutes ralliées à Napoléon. Vitrolles compte en effet sur l'intervention de l'armée espagnole. Afin de faciliter son arrivée, il souhaite disperser les garnisons des places de Bayonne et de Perpignan dont la loyauté ne lui est pas assurée. Or, il lui faut compter avec les officiers de l'armée, car le général Darricau, qu'on soupçonne à juste titre de vouloir reconnaître le gouvernement impérial, refuse catégoriquement de se plier aux ordres de Vitrolles. D'ailleurs, le courrier qu'il dépêche en Espagne afin d'inciter le roi Ferdinand à passer la frontière est arrêté à Perpignan par ce même Darricau²¹. Dès lors, Vitrolles constate que le vieux Pérignon, qui souffre visiblement de sénilité, n'a aucune autorité sur l'armée²².

Le 31 mars, une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, Vitrolles apprend que les villes de Tulle, Périgueux, Mende, Le Puy, Clermont-Ferrand et Rodez, sont tombées aux mains des Bonapartistes. Huit jours plus tard, par le truchement du *Moniteur*, il apprend également que le roi et sa famille sont en Belgique et que Bonaparte règne de nouveau sur les Tuileries²³. Partout, l'armée se range derrière l'Empereur. Vitrolles avait compté sur la troupe pour maintenir son gouvernement; c'est maintenant elle qui se retourne contre lui. Le 4 avril, pendant que la garnison prend la cocarde tricolore, et cela, au grand désarroi de la population toulousaine, le général Delaborde procède à son arrestation²⁴. Pour éviter tout soulèvement, les canons sont braqués sur les places publiques et en fin d'après-midi, le drapeau tricolore flotte sur l'hôtel de ville et les édifices gouvernementaux²⁵. Le lendemain, Vitrolles est expédié à Vincennes. Selon lui, en vertu de la liste des proscrits émis par Napoléon, il semble que le général Davout ait voulu le

²¹ Émile LE GALLO, *Les Cent Jours*, op. cit., p.161.

²² VITROLLES, Baron de, *Mémoires*, op. cit., p. 391-392-393-394-395-396-397.

²³ *Le Moniteur*, 8 avril 1815. Les copies du Moniteur sont disponibles aux Archives nationales ainsi qu'à la Fondation Napoléon.

²⁴ SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Rapport du général Delaborde au Ministre de la Guerre, Toulouse, 4 avril 1815.

²⁵ VITROLLES, Baron de, *Mémoires*, op. cit., p. 411. – VILLÈLE, comte de, *Mémoires et correspondances*. Paris, Perrin, 1888-1890, tome 1, p. 296.

faire fusiller en route. Cependant, sur les représentations de Caulaincourt, l'Empereur s'est contenté d'une incarcération²⁶. Quant au maréchal Pérignon, il est renvoyé sur ses terres²⁷.

IV. L'échec du duc d'Angoulême dans le Midi

À l'instar de Bordeaux, Marseille et ses habitants voyaient dans le retour de Louis XVIII celui de la prospérité des places portuaires que le blocus continental a fait disparaître. À Marseille, la perte des colonies a également provoqué celle des grands capitaux et l'anéantissement du négoce portuaire et des industries qui s'y associaient jusque dans les profondeurs de l'arrière-pays²⁸, d'où la réception favorable que le duc d'Angoulême y a reçue. Pour elle, la Révolution fut catastrophique. Après dix ans de conflit, sa population avait espéré que la relance du commerce qui s'était opérée entre 1801 et 1803, dates qui correspondent au traité d'Amiens, serait permanente. Les Marseillais avaient espéré que les jours noirs étaient enfin révolus. Mais, avec la reprise de la guerre et son intensification à partir de 1805, Marseille, à l'instar de Bordeaux, a connu un nouveau ralentissement. En 1807, son port comprenait 330 long-courriers contre 9 en 1811. De plus, sa production manufacturière, qui était de 50 millions francs en 1789, est tombée à 12 pour l'année 1811. De manière conséquente, le marasme économique a entraîné une baisse démographique importante. Pour la même période, sa population, qui était de 120 000 âmes au début de la Révolution, est tombée à 90 000 en 1811²⁹. Afin de compenser les pertes dues au commerce maritime, le milieu des affaires de la ville s'est tourné vers la savonnerie. Prometteur au départ, ce marché a connu très rapidement un état de saturation en raison de la surproduction, ce qui a entraîné la dégringolade des prix. En outre, à cause de l'insuffisance de la production céréalière, les Marseillais devaient importer chaque année de grandes quantités de blé dont l'achat n'était pas compensé par la vente des produits du vignoble et de l'arboriculture. Il n'est

²⁶ NAPOLÉON, *Lettres inédites : an VIII-1815*. Publié par L. Lecestre. Paris, Plon, 1897, p. 372. L'Empereur au maréchal Davout prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, 8 avril 1815.

²⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, no 21790, Paris, 10 avril 1815.

²⁸ Louis BERGERON, « Problèmes économiques de la France napoléonienne », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XVII, juillet-septembre 1970, pp. 469-505.

²⁹ Fernand BRAUDEL et Ernest LABROUSSE, *Histoire économique et sociale de la France: l'avènement de l'ère industrielle 1789-1880*, Paris, P.U.F, 1976, p. 102.

pas étonnant, comme le fait remarquer Jean Tulard, que les Royalistes, dès 1811, obtiennent là l'essentiel de leurs appuis³⁰.

C'est donc sur cette faveur populaire que le duc d'Angoulême s'appuie pour déclencher la guerre civile. Pour ce faire, il souhaite s'assurer des principaux points de la région, dont Marseille et Toulon. Depuis la ville de Nîmes, où il a d'abord établi son quartier général, il entreprend une tournée de ces différentes places afin de s'assurer de leur fidélité et recruter des hommes. Dans la foulée, il compte sur l'aide de Masséna pour assumer le commandement des troupes. D'un naturel prudent, celui-ci prétexte des problèmes de santé pour ne pas s'engager³¹. Il est vrai que, dans ces temps incertains, où il est dangereux de prendre parti, il vaut mieux être souffrant. « N'aimant ni la dynastie qui s'en allait, ni celle qui revenait, et déplorant les nouvelles convulsions qui devaient coûter tant de sang à la France, il avait résolu de se renfermer dans la stricte observation de ses devoirs militaires³². » Masséna se contente seulement de dresser le plan d'opération des troupes royales. En outre, il cède au duc le 83^e et le 58^e régiment de lignes. Lorsqu'il revient à Nîmes une semaine plus tard, le duc fait placarder une proclamation qui appelle tous les hommes à prendre les armes. Mais la ville étant majoritairement composée de protestants dont beaucoup sont des acquéreurs de biens nationaux et des industriels, lui et ses hommes ne s'étonnent pas de constater que l'appel demeure sans effet. Cela est d'autant plus problématique que ces gens ont toujours en mémoire les souvenirs des persécutions religieuses³³. En plus des 8000 volontaires du Var, des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse, du Gard et de l'Hérault qui étaient déjà enrôlés, il peut compter sur le 1^{er} régiment étranger, le 14^e chasseur et les 10^e, 58^e et 83^e de ligne³⁴. En tout, il regroupe une armée de 10 000 hommes. Son plan, enfin celui de Masséna, consiste à refaire le parcours de Napoléon pour s'emparer de Grenoble et Lyon.

La menace est réelle puisqu'il n'y a presque pas de troupes impériales pour garder cette route. Sous les ordres du vicomte de Bruges, du baron d'Aultanne et des généraux

³⁰ Jean TULARD, *Napoléon. op. cit.*, p. 228.

³¹ MASSÉNA, Maréchal, *Mémoires sur les événements qui ont eu lieu en Provence, pendant les mois de mars d'avril 1815*. Paris, Delaunay, 1816, p. 36.

³² Adolphe THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire, op. cit.*, tome XIX, p. 273.

³³ Charles DURAND, *Marseille, Nîmes et ses environs en 1815, par un témoin oculaire*. Paris, Chez les marchands de nouveauté, 1818, p. 40-41.

³⁴ SHD, C16/30, *Situation des divisions militaires*, 8^e division militaire, le général Masséna au ministre de la Guerre, (Clarke) Marseille, 17 mars 1815.

Compans, Ernouf et Rey, l'armée doit opérer en trois colonnes. Le corps de droite, commandé par Ernouf et fort de 5000 hommes, doit remonter jusqu'à Sisteron et poursuivre jusqu'à Grenoble pour finalement se porter sur la Vienne. Le corps du centre, sous les ordres directs du duc d'Angoulême, doit passer le Rhône à Pont-Saint-Esprit et remonter jusqu'à la Vienne pour faire sa jonction avec Ernouf. De là, ils pourront marcher sur Lyon. Le corps de gauche, en processus de formation sous le commandement du général Rey, doit s'avancer par la rive droite du Rhône tandis qu'à l'extrême gauche, Compans, avec les dépôts et les gardes nationales de Haute-Loire, reste en réserve pour les seconder³⁵.

Ce dispositif semble impressionnant mais, dans les faits, malgré le moral élevé des troupes, il y a plusieurs facteurs qui jouent contre le duc³⁶. D'une part, ses hommes sont mal équipés. Les volontaires, qui composent la majorité de cette petite armée, n'ont ni souliers ni vêtements militaires. Même si les préfets de Nîmes, Avignon, Montpellier et Marseille sont tous disposés à leur donner leur appui, les dépôts sont vides. Pour les distinguer, on se contente seulement de leur remettre une fleur de lys rouge qu'ils accrochent sur le côté du cœur³⁷. Évidemment, sans équipement, leur mobilité s'en retrouve très réduite, ce qui handicape très sérieusement la faisabilité du plan préalablement établi puisqu'il nécessite que l'on traverse des cols de montagne encore bloqués par la neige. D'autre part, même si un tiers du Midi se prononce pour le roi, autant les bourgeois que les nobles, les deux autres tiers sont pour l'Empereur³⁸. Il est certain que, si les étrangers ne se décident pas à franchir rapidement la frontière pour les appuyer, la résistance ne pourra s'éterniser bien longtemps. Le duc compte sur l'assistance des Piémontais qui ont massé plus de 5000 soldats sur la frontière. Il espère également que les Espagnols passeront les Pyrénées afin de prendre Bordeaux et soutenir l'action de la duchesse d'Angoulême qui s'enfonce dans les pires difficultés. C'est

³⁵ Henri HOUSSAYE, *1815*. Paris, Perrin, 1901, tome I, p. 413.

³⁶ SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Rapport de M. Teste avocat de Nîmes, au général comte Bertrand, Grand maréchal du Palais, Paris, 29 mars 1815.

³⁷ GROUCHY, *Mémoires : 1792-1840, publié par son petit fils, le marquis de Grouchy*. Paris, Dentu, 1873-1874, tome III, p. 242. - SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Rapport de M. Teste, avocat de Nîmes, au général comte Bertrand, Grand maréchal du Palais, Paris, 29 mars 1815.

³⁸ Archives nationales, AF/IV/1937, *Extraits des rapports particuliers sur la formation politique et militaire de l'Empire*, 10 avril 1815.

d'ailleurs l'une des grandes craintes exprimées par les généraux impériaux en poste dans le Midi³⁹. Mais ce qu'ils ne savent pas, ou ce qu'ils ne saisissent pas tout à fait, c'est le manque de volonté de ces deux pays. Le roi du Piémont n'est pas très disposé à mener une guerre d'invasion contre la France. En ce qui concerne le roi d'Espagne, il sait que ses troupes sont mal équipées et qu'elles doivent, de surcroît, mater les troubles intérieurs causés par les factions libérales⁴⁰. Le duc en reçoit la confirmation le 6 avril par une missive de Talleyrand qui lui demande : « de tenir jusqu'au moment où les opérations générales commenceront⁴¹. » Lui, qui avait pensé recevoir de l'aide, sait maintenant qu'il n'en aura aucune avant que le gros des forces coalisées ne passe la frontière.

C'est dans ces conditions qu'il entre en campagne. Secondé par le corps du général Rey, qui progresse sur la rive droite du Rhône, il remonte vers le nord afin de s'emparer de Valence⁴². Le 29 mars, la petite armée du duc d'Angoulême débouche de Pont-Saint-Esprit, là où il a établi son quartier général. Et enfin, le même jour, il entre dans Montélimar. Les troupes n'ont pas rencontré de résistance et le duc compte poursuivre plus en avant pour atteindre rapidement son objectif. Mais le lendemain, à la sortie de la ville, les troupes royales rencontrent celles du général Debelle, composées de 400 hommes dont la plupart font partie de la garde nationale. On y retrouve aussi des volontaires, des officiers en retraite et quelques soldats de ligne. Se sachant inférieur en nombre, Debelle tente sans succès de parlementer. Le combat s'engage. Après plusieurs heures de fusillades inutiles, ce dernier ordonne de battre en retraite sur Loriol. C'est à ce moment qu'un garde national, ulcéré par cet ordre, le frappe d'un coup de baïonnette dans les reins. Prétextant sa blessure, Debelle remet son commandement au colonel Noël et s'en retourne à Valence afin de mobiliser la garde nationale. Cet événement pourrait

³⁹ SHD, C16/1, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le Lieutenant général Baron Lasalcette commandant la 7^e division militaire à Grenoble au ministre de la Guerre, 27 mars 1815. - SHD, C16/2, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le Lieutenant général Baron Lasalcette commandant la 7^e division militaire à Grenoble au Ministre de la Guerre, 29 mars 1815. -

⁴⁰ SHD, C16/16, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le duc d'Otrante, ministre de la Police Général au Ministre de la Guerre, 18 mai 1815. - SHD, C16/19, *Correspondance militaire générale pendant les Cents jours*, Le lieutenant-général Baron Thouvenot, commandant supérieur à Bayonne au général Clausel, gouverneur de la 11^e division militaire, commandant du corps d'observation des Pyrénées occidentale, 30 mai 1815.

⁴¹ CHAMPOLLION FIGEAC, *Fourier et Napoléon. L'Égypte et les Cent Jours, mémoires et documents inédits*. Paris, Firmin-Didot, 1844, p. 247-248. Fourier fut le préfet de l'Isère jusqu'en 1815.

⁴² SHD, C16/3, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant-général d'Aultanne chef d'état-major de l'armée du Midi au comte Noguès, inspecteur-général de la gendarmerie des gardes nationales de l'Ardèche, 28 mars 1815.

passer pour un cas isolé, mais il est très révélateur de l'état d'esprit qui règne dans l'armée⁴³. Les soldats n'ont qu'une confiance limitée dans les généraux, ceux qui ont « trahi » l'Empereur en 1814. Ce sentiment se répétera à nouveau lors de la formation de *l'Armée du nord*. Napoléon recevra plusieurs dizaines de lettres de soldats lui demandant de ne pas faire confiance aux généraux et aux maréchaux.

Le 2 avril, les troupes royales arrivent devant le village de Loriol. Sans renfort, le colonel Noël se voit forcé de passer la Drôme. Pour couvrir la retraite, il laisse à l'entrée du pont deux canons et un bataillon du 39^e de ligne. La fusillade s'engage de part et d'autre de la berge. Pendant ce temps, deux compagnies de voltigeurs du 10^e de ligne réussissent à atteindre le pont. Ils se mettent à crier Vive l'Empereur! À ce cri, les hommes du 39^e cessent le feu et ouvrent les rangs pour les laisser passer. Parvenus aux deux tiers du pont, les voltigeurs crient Vive le roi et ouvrent le feu sur les troupes impériales qui lâchent pied et battent en retraite. Le même jour, le duc d'Angoulême entre à Valence avec le gros de ses troupes. À l'annonce de cette nouvelle, la panique gagne les rangs impériaux. Si aucune mesure n'est prise pour les arrêter, on craint que la ville de Grenoble ne tombe aux mains des Royalistes, ce qui leur ouvrirait les portes de Lyon⁴⁴. Derrière les murs de cette cité, les autorités menacent de se tourner vers le duc. Le préfet n'a aucune autorité, le maire affiche ouvertement ses sentiments anti-bonapartistes tandis que les Royalistes, certes peu nombreux, relèvent la tête. Dans l'ensemble du Midi, la guerre civile menace et les communications entre le reste de la France et Marseille sont coupées depuis que l'armée royale occupe la petite localité de La Pallud⁴⁵. Pour ramener l'ordre et endiguer les progrès de la petite armée royale, Napoléon fait appel au général Grouchy. Officier d'un grand mérite, il lui confie le commandement des 7^e et 19^e divisions militaires. Parti de Paris dans la nuit du 30 mars, il arrive à Lyon le 3 avril muni de pouvoirs extraordinaires. De façon plus explicite, cela veut dire qu'il

⁴³ SHD, C16/3, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Rapport du général Debelle au Ministre de la guerre, Loriol, 31 mars 1815.

⁴⁴ Henri HOUSSAYE, 1815. Paris, Perrin, 1901, tome 1, p. 416-417. - SHD, C16/3, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le général Grouchy au général Lasalcette à Grenoble, Lyon, 3 avril 1815, à 11h00 du matin.

⁴⁵ SHD, C16/3, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le comte Fourier préfet du département du Rhône à Lyon au ministre de la Guerre, 29 mars 1815. - SHD, C16/3, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, M. Monicault directeur des postes à Lyon au comte Lavalette directeur général des postes à Paris, 30 mars 1815.

prend le pas sur les préfets et, par conséquent, il peut destituer ou faire arrêter de façon arbitraire tous les fonctionnaires qu'il jugera suspects. Il peut mobiliser la garde nationale et effectuer les réquisitions qu'il jugera nécessaires à la défense de la ville⁴⁶.

Pour ce faire, toutes les ressources de la ville et des départements environnants sont mobilisées. Dans un premier temps, il donne l'ordre au général Lasalcette de faire occuper la rive droite de l'Isère par la garde nationale. Il sera secondé des compagnies de chasseurs à cheval qui doivent garder les villages de Romans et de Saint-Marcelin⁴⁷. De là, ils pourront arrêter ou ralentir la progression de l'ennemi. Dans un deuxième temps, il donne l'ordre au commandant du 20^e de ligne, en poste à Montbrison, de faire partir pour Lyon tous les hommes disponibles. Il réitère le même ordre au commandant de la 6^e division militaire qui, pourtant, ne fait pas partie de sa juridiction. Il lui demande surtout de l'artillerie et de la cavalerie⁴⁸. À Lyon même, sous la pression de Grouchy, le préfet prend enfin les dispositions nécessaires. Il destitue les autorités municipales dont les sympathies royalistes sont plus qu'évidentes et fait exécuter les réquisitions relatives au service de l'armée. Quant au peuple des faubourgs, celui de la Guillotière en particulier, il participe avec entrain à l'organisation de sa défense. En moins de trois heures, plus de 2000 ouvriers et artisans s'enrôlent dans la garde nationale. Dans la journée du 5, les renforts demandés par Grouchy commencent à apparaître. Arrivé le premier, le général Piré est envoyé avec 1200 soldats dans le village de Saint-Vallier qui se situe plus au Sud⁴⁹. Mais cela n'est qu'un avant-goût car du Jura, de l'Ain, de Saône-et-Loire, de la

⁴⁶ *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, Au Maréchal Davout, Prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, Paris, 30 mars 1815, 11h00 du soir. - *Correspondance du Maréchal DAVOUT*, Au général Grouchy, no 1524, 31 mars 1815.

⁴⁷ SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le général Grouchy au général Lasalcette à Grenoble, Lyon, 3 avril 1815. - SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, le général Grouchy au capitaine Rossignol, Lyon, 3 avril 1815. - SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Grouchy au capitaine Duhoux, Lyon, 13 avril 1815.

⁴⁸ SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Grouchy au commandant du dépôt du 20^e de ligne, Lyon, 3 avril 1815. - SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, le général Grouchy au général commandant la 6^e division militaire à Besançon, Lyon, 3 avril 1815, 11h00 du soir.

⁴⁹ SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le comte Fourier, préfet du département du Rhône au ministre de la Guerre, Lyon, 4 et 5 avril 1815.

Haute-Saône et de la Côte-d'Or, c'est plus de 20 000 gardes nationaux qui marchent au secours de la ville⁵⁰.

Comme à Marseille et à Bordeaux, les raisons de cet engouement spontané résident essentiellement dans des facteurs économiques. À l'inverse de l'industrie portuaire, après les destructions opérées sous la terreur, la région lyonnaise a connu une période de grande prospérité économique sous l'Empire grâce à l'action énergique de sa Chambre de commerce. Par ces représentations auprès de Bonaparte, elle a réussi à faire écarter la concurrence italienne dans le domaine du textile. De surcroît, bénéficiant d'un traité de commerce qui dégrevait les importations françaises en Italie, Lyon possédait de façon exclusive les soies du Piémont et de Gènes dont la livraison était assurée de façon ponctuelle depuis l'ouverture de la route du Mont-Cenis en 1803⁵¹. De plus, dans le but avoué de lui assurer le monopole exclusif, les produits des pays neutres, comme les toiles de coton, les mousselines, les cotons filés pour mèches ainsi que la quincaillerie furent prohibés. Après les avoir préalablement surtaxés, on continua d'accepter d'autres produits comme la mercerie et les rubans. Inversement, toujours par la route du Cenis, les industries lyonnaises écoulaient librement leurs marchandises en Italie et en Illyrie. L'Angleterre n'étant plus dans le jeu en raison du blocus continental, la France a obtenu le monopole exclusif de ces marchés très lucratifs. Par voie de conséquence, de 1805 à 1808, Lyon a vu doubler sa production dans les filatures de cotons. Elle passa de 2 millions de broches en 1805 à 4 ½ en 1808⁵².

On constate que si le système continental désavantage les places portuaires, il avantage très certainement les manufacturiers. Le malheur des uns fait le bonheur des autres et, par conséquent, cette prospérité a eu des répercussions jusque dans les départements voisins puisque l'accroissement de la production a stimulé l'économie et créé de l'emploi. C'est donc en partie par ce facteur économique, et aussi en raison des fameux décrets de Lyon, prononcés par Napoléon lors de sa marche sur Paris, qu'on explique que la population de la région accoure en masse des départements voisins pour défendre la ville contre les Royalistes.

⁵⁰ Correspondance du Maréchal DAVOUT, au général Grouchy, au maréchal Duc d'Albuféra, 1537-1538 Paris, 3 et 4 avril 1815. – Archives nationales, AF/IV/1935, *Lettres des préfets sur la mobilisation et le départ de la garde nationale pour Lyon*. 4 avril 1815.

⁵¹ Jean TULARD, *Napoléon ou le mythe du sauveur*. Paris, Fayard, 1999, p. 228.

⁵² Georges LEFEBVRE, *Napoléon*. Paris, P.U.F., 1969, p. 182.

Pendant que Grouchy concentre ses troupes et ses nombreux volontaires, le duc d'Angoulême et son armée s'enfoncent dans les difficultés. Sur ses arrières, la garnison de Montpellier grogne contre le roi. Sans autre choix, le duc demande au général Ambert de renvoyer les soldats chez eux. Ce dernier décide plutôt de proclamer l'Empire. Mais là n'est pas son plus grand problème. En fait, l'armée royale se trouve dans une situation logistique catastrophique car, en plus de manquer de nourriture, le manque de chaussures et de vêtements cause des frictions à l'intérieur de la troupe. Les officiers, dit le général Merle, commencent à éprouver beaucoup de difficulté à maintenir la discipline⁵³.

Pour y remédier, Merle suggère au duc de s'enfoncer dans le Nivernais. De là, il croit pouvoir réunir 4000 hommes et effectuer les réquisitions nécessaires aux besoins de l'armée⁵⁴. Mais, au moment où il écrit cette lettre, le général Ernouf subit un revers décisif dans les Hautes-Alpes et l'Isère. Les habitants ont pris les armes contre les 5000 hommes qui composent sa colonne. Piégés dans les défilés, attaqués à coup de fusils et de pierre par une populace en furie, ils doivent se replier sur Sisteron. Entre-temps, Ernouf voit ses deux régiments, soit le 58^e et le 83^e, faire défection pour passer aux impériaux. Malgré tout, il pense repasser à l'offensive et forcer la Durance avec ses seuls volontaires marseillais. Contrecarrée par la résistance énergique du général Proteau, l'opération échoue de façon lamentable. Ernouf dénombre une soixantaine de tués et une centaine de prisonniers⁵⁵. Il se replie sur Marseille. Sur son flanc gauche, les opérations n'ont pas de meilleurs résultats. Les généraux Rey et Compans, au lieu de menacer Lyon par la rive droite du Rhône, font leur soumission à l'Empereur⁵⁶.

Dans l'Ardèche, le général Laffitte met en déroute la bande de volontaires du général Magnier. Au même moment, le chef d'escadron de Castel-Bajac est cerné avec ses troupes par la garde nationale dans la Lozère. En Corrèze, les autorités lèvent le

⁵³ SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général d'Aultanne chef d'État major de l'armée royale du Midi au général Ambert commandant à Montpellier, 1^{er} avril 1815. - SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, le lieutenant général Merle commandant le 2^e corps de l'armée royale du Midi à Pont Saint-Esprit au général d'Aultanne chef d'état-major de l'armée royale du Midi, 2 avril 1815.

⁵⁴ SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Merle commandant le 2^e corps de l'armée royale du Midi au duc d'Angoulême, 3 avril 1815.

⁵⁵ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Proteau au ministre de la Guerre, 10 avril 1815. - SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, le général Lasalcette, commandant la 7^e division militaire à Grenoble au ministre de la Guerre, 10 avril 1815.

⁵⁶ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Grouchy au ministre de la Guerre, sans date, classer au 6 avril 1815.

drapeau tricolore dans l'enthousiasme général⁵⁷. Toutes ces nouvelles contraignent le duc à battre en retraite. Valence est abandonné le 5 avril et le lendemain, Grouchy se prépare à la réoccuper⁵⁸. De son côté, le duc voit sa petite armée se désintégrer. Toutes les troupes de ligne qui le suivaient au début de son aventure, le quittent maintenant pour rallier les impériaux. Lorsqu'il arrive à Montélimar, il apprend que ceux-ci sont maîtres de Pont-Saint-Esprit. Les bataillons qui gardaient la citadelle, soit le Royal Étrangers et deux autres de volontaires ont également retourné leur veste. La route étant coupée, il ne lui reste plus d'option. Après s'être assuré qu'on respecterait sa personne, il capitule le 8 avril à La Pallud et part pour l'exil⁵⁹.

Tandis que Marseille résiste toujours à l'effet d'entraînement que suscite le retour de Napoléon à Paris, les villes d'Antibes, Toulon, Draguignan, Fréjus, Avignon, Tarascon et Arles arborent le drapeau tricolore. De leur côté, les autorités marseillaises craignent de voir Grouchy prendre la ville d'assaut. Sachant la cause royaliste sans espoir, Masséna donne l'ordre au préfet de reconnaître l'Empire⁶⁰. À la grande frustration du peuple, le drapeau blanc est abaissé pour faire place au tricolore. Le 15 avril, Grouchy entre dans la ville et le même jour, par dépêche télégraphique, annonce que les communications sont rétablies dans toute la Provence⁶¹. Le 17, Napoléon proclame que la guerre civile est terminée. À travers les mouvements militaires qui apportent la victoire et la défaite des uns et des autres, on voit que les facteurs économiques, sauf pour la Vendée, comptent pour beaucoup dans l'explosion de ces conflits et, dans cette optique, il est approprié d'illustrer ce propos par un extrait de texte du comte de Puisaye.

En dernier résultat, toute guerre civile n'est qu'une suite de combat entre ceux qui n'ont rien ou qui n'ont pas assez à leur gré, soit de richesse, soit de distinctions, soit de privilèges ou d'autorité et ceux qui, selon eux, ont beaucoup trop de cela. L'intervention

⁵⁷ SHD, C16/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le maréchal de camp Joubert, commandant le département de la Corrèze au ministre de la Guerre, 2 avril 1815.

⁵⁸ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours*, dépêche télégraphique du général Grouchy au ministre de la Guerre, 6 avril 1815 à 6h00 du matin.

⁵⁹ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, l'Empereur au général Grouchy, 11 avril 1815.

⁶⁰ Archives nationales, AF/IV/1938, *Gouvernement des Cent Jours*, Mémoire justificatif, le maréchal Masséna à l'Empereur, Toulon, 14 avril 1815. - SHD, C16/6, *Correspondance militaire générale pendant les Cents jours*, Le général Grouchy à l'Empereur, Avignon, le 13 avril 1815 à 2 heures de l'après-midi.

⁶¹ SHD, C16/6, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, dépêche télégraphique du duc d'Albufera au Ministre de la guerre, 15 avril 1815.

d'un fanatisme quelconque peut apporter quelque diversité dans la forme ou dans le détail, mais elle n'en apporte aucune dans le principe⁶².

Conscient que ces mêmes facteurs économiques ont eu un impact significatif sur cette révolte, Napoléon dicte une note destinée à son conseil des ministres dont l'objet est de faire de Marseille, Bayonne et Bordeaux, des ports francs. Cela veut dire que les agents de la douane ne pourront pas y entrer. Aucune taxe ne sera prélevée sur les marchandises importées d'outre-mer⁶³. Malheureusement, le projet ne verra pas le jour. En somme, si la victoire d'Austerlitz a eu comme conséquence d'ouvrir de nouveaux débouchés en Europe pour les produits manufacturés français, la défaite de Trafalgar, dont est issu le blocus, a eu des impacts désastreux sur le commerce maritime. Dès lors, les océans sont devenus britanniques et par conséquent, Napoléon n'a eu d'autre choix que de réagir par le blocus continental, d'où le déclin des grandes places maritimes. Lorsqu'il revient en 1815, il ne s'étonne pas de l'opposition qui règne dans ces mêmes régions, contrairement à Lyon qui fut, on l'a vu, grandement favorisée par son système de domination continentale.

Mais, en attendant, afin d'éviter les révoltes, surtout dans Marseille où la tension est toujours à son comble, Napoléon se contente seulement de donner des ordres afin de faire désarmer la ville et sa population⁶⁴. Le Midi restera opposé à Napoléon. Par tous les moyens, dont l'incitation à la désertion, la diffusion d'écrits haineux et le refus de certaines autorités d'obéir aux ordonnances, les agitateurs royalistes n'hésiteront pas à manifester leur opposition à l'Empereur. Mais, avant de se joindre ouvertement à la révolte, le peuple attendra prudemment son abdication. Dès lors, tous ceux qui ont collaboré avec le régime impérial seront poursuivis et exécutés sans pitié par une populace en furie. À Marseille, le général Brune sera l'ultime victime de ce mouvement qui prendra le nom de *Terreur blanche*. Inversement, les Vendéens et les Chouans ne feront pas preuve d'autant de circonspection que les habitants du Midi.

⁶² Cité par Jean TULARD, *Napoléon, op. cit.*, p. 224.

⁶³ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Note dictée en conseil des ministres, 21797, Paris, 12 avril 1815.

⁶⁴ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au Maréchal Davout, Prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, Paris, 22 mai 1815.

V. L'insurrection de l'Ouest : manifestation du royalisme populaire

Dans l'Ouest, nous savons que le duc de Bourbon n'a pas été en mesure de soulever le peuple parce que celui-ci n'avait aucune raison d'appuyer sa cause. La religion et l'attachement à la monarchie n'ont plus le même impact qu'en 1793. En fait, les paysans se sentent bien loin de ces considérations politiques. Pour eux, Louis XVIII ou Napoléon, tant qu'il y a la paix et qu'on ne les force pas à servir dans l'armée et hors de leurs paroisses, il n'y a guère de différence. Cependant, c'est précisément cela que Napoléon n'a pas compris. Après l'échec du duc de Bourbon, il a cru que le peuple ne bougerait pas, que l'Ouest était enfin pacifié. Certes, il reste quelques petites bandes de fanatiques qui rôdent toujours en Vendée. Mais, pour lui, ils ne sauraient constituer une réelle menace. En conservant un minimum de troupes dans la région, il croit que leur soumission devrait se faire rapidement. Renforcé dans ses certitudes et cela malgré les avertissements et les conseils de ménagement que lui servent les commandants sur le terrain, il pense pouvoir y rétablir la conscription. Dès lors, son regard est tourné vers la frontière puisque c'est là que se jouera encore une fois sa destinée. Et dans cette perspective, presque toute son attention va à la mise sur pied de *l'Armée du nord*. Avec l'émission de ses décrets de rappel, il ne sait pas qu'il est sur le point de déclencher une crise sociale qui viendra entraver sérieusement la préparation de la prochaine campagne. Se réclamant de Louis XVIII, car il faut bien se réclamer de quelqu'un ou de quelque chose pour avoir de la crédibilité, les habitants de l'Ouest s'opposeront aux mesures imposées par Napoléon.

Même si la tentative du duc de Bourbon fut un échec, l'agitation n'en continue pas moins. Des bandes armées parcourent le pays et abaissent les drapeaux tricolores afin de les remplacer par des bannières blanches à fleurs de lys. Dans l'arrondissement de Beaupréau, le préfet Galeazzini annonce que les couleurs royalistes flottent déjà sur plus d'une vingtaine de communes⁶⁵. Pour le moment, les troupes sont en mesure de contenir l'agitation. Mais si Napoléon impose le rappel des militaires en congé et le retour de la conscription, rien n'est moins sûr. Si une telle mesure survenait, la révolte pourrait succéder à l'agitation. De son côté, l'Empereur n'a guère de marge de manoeuvre. Il

⁶⁵ Archives nationales, F7/3785, *Bulletin général du 24 avril*, Angers, 19 avril, préfet de Maine-et-Loire Jean-Baptiste Galeazzini au ministre de l'Intérieur.

devra tout de même en arriver à prendre ces mesures impopulaires car, comme nous le savons, les puissances coalisées lui ont déclaré la guerre et, pour les repousser, il ne dispose que de 235 000 hommes répartis sur l'ensemble du territoire. Il n'a pas encore les troupes suffisantes pour concevoir des actions offensives. Le décret d'appel a été préparé le 28 mars, mais il n'est rendu public que le 9 avril⁶⁶. Les raisons de ce retard résident dans sa volonté de conclure la paix avec les coalisés. Il sait qu'un rappel immédiat de la conscription peut compromettre ses chances d'en arriver à un accord diplomatique. Pour lui, c'est la seule alternative. Mais, devant l'intransigeance des puissances coalisées à son endroit, il n'a pas d'autres choix que d'accélérer la formation des troupes, en dépit d'une baisse certaine de popularité au sein de l'opinion.

De toute façon, convaincu que l'échec du duc de Bourbon a définitivement brisé les reins des Royalistes, il ne croit pas qu'une révolte puisse survenir dans l'Ouest. C'est d'ailleurs pour cette raison que, depuis la Bretagne et la Vendée, il dépêche des troupes au général Clausel qui fait campagne en Dordogne et dans les Pyrénées pour réprimer les troubles provoqués par la duchesse d'Angoulême⁶⁷. Mais, dès la publication du décret concernant le rappel des militaires en congé et la levée de plus de 100 000 gardes nationaux⁶⁸, la rente amorce un recul de huit francs, soit de 66,25 le 12 avril à 58,50 deux jours plus tard⁶⁹. Les alarmistes en prennent prétexte pour dire que le retour de Napoléon entraînera celui de la guerre, d'où l'agitation naissante en Vendée. Pour le moment, les événements ne se bousculent pas puisque les affiches des revues de rappel, en raison des lenteurs de l'administration, n'ont pas encore été publiées. Ce n'est que le 25 avril et au cours des jours suivants que le peuple prend véritablement connaissance du décret⁷⁰.

Dans de nombreux départements, à la suite de sa publication, la faveur populaire face au régime de Napoléon accuse une baisse certaine. Mais, dans l'Ouest, ce rappel

⁶⁶ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Décret, 21737, Palais des Tuileries, 28 mars 1815. – *Le Moniteur*, 9 avril 1815. – Archives nationales, F1A/31, *Circulaire du ministre de l'Intérieur*, le comte Carnot, 9 avril 1815. Cité par Henri HOUSSAYE, 1815, *op. cit.*, p. 510.

⁶⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, Prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, À Paris, 29 mars 1815. « Mon Cousin, il faut mander au général Morand que, la Bretagne, Nantes, Angers et les bords de la Loire étant assurés, il est nécessaire qu'il se porte avec des forces convenables sur l'extrémité de la 12^e division et sur les confins de la 11^e, afin de soutenir le général Clausel et de terminer les affaires depuis la Dordogne jusqu'aux Pyrénées. »

⁶⁸ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au Maréchal Davout, Prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, 21785, Paris, 10 avril 1815.

⁶⁹ *Ibid*, p. 510.

⁷⁰ Archives nationales, AF/IV/1936, *Le prince d'Eckmühl à l'Empereur*, 1^{er} mai 1815.

provoque la colère du peuple. « Il existe des rassemblements dans l'arrondissement du Havre de près de 200 militaires rappelés. Le but de ces réunions paraît être une désobéissance formelle à se soumettre à la mesure prise pour le recrutement de l'armée et un attachement à Louis XVIII⁷¹. » En Bretagne, le général Bigarré met le gouvernement en garde : « Il est urgent que l'on déclare formellement que la conscription de 1815 ne doit pas être rappelée, et que les bataillons de gardes nationales de la Bretagne, ne sortiront point de la 13^e division militaire, que dans le cas où volontairement elles demanderaient à marcher au secours d'une autre province⁷². » Au cours des années précédentes, devant le risque de voir les départements de l'Ouest s'enflammer, Napoléon a toujours pris garde de ne pas leur imposer de façon rigoureuse les obligations du service militaire. Or, devant les nécessités immédiates ayant trait à la défense du pays, il ne prête plus guère d'importance à ces avertissements, puisque le 3 mai 1815, il fait part au maréchal Davout de son intention de rappeler la conscription. Grâce à cette mesure, il espère tirer des départements plus de 100 000 hommes⁷³.

Suite à la publication des premières revues de rappel dans le Maine-et-Loire, les prêtres et les maires hostiles en profitent pour exciter la population rurale contre le régime. Ces derniers font savoir aux préfets qu'ils ne hisseront pas le drapeau tricolore dans leur commune⁷⁴. Dans les départements d'Eure-et-Loir et de Vendée, on empêche les militaires de rejoindre les dépôts et on les incite à la désertion⁷⁵. Devant ces mouvements populaires qui prennent de plus en plus d'ampleur, les chefs militaires se plaignent de ne pas avoir assez d'effectifs pour réprimer la révolte qui gronde. Alarmé par les récents événements, le général Charpentier informe le maréchal Davout que

⁷¹ SHD, C16/11, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Baillod, chef d'état-major des 14^e et 15^e division militaire à Rouen, au ministre de la Guerre, 3 mai 1815.

⁷² SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Bigarré au ministre de la Guerre, 1^{re} division militaire, 29 avril 1815.

⁷³ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au Maréchal Davout, Prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, 21874, Paris, 3 mai 1815.

⁷⁴ SHD, C16/11, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant général comte de St Sulpice, commandant la 22^e division militaire à Tours au ministre de la Guerre, 1^{er} mai 1815.

⁷⁵ SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, l'adjoint de 1^{re} classe à l'inspection aux revues Castaud, au ministre de la Guerre, 1^{re} division militaire, 30 avril 1815. - SHD, C16/11, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le maréchal Prince d'Eckmühl, Ministre la guerre au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, au Duc d'Otrante, ministre de la Police générale, 3 mai 1815. - C16/13, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général comte de Laborde, Gouverneur des 12^e, 13^e et 22^e division militaire à Angers au ministre de la Guerre, 8 mai 1815.

l'insurrection, sur la rive droite de la Loire, est d'ores et déjà organisée. Les meneurs n'attendent que le signal de la guerre extérieure pour entrer en action. Dans la même lettre, Charpentier fait part au ministre de son peu de confiance dans la garde nationale de Nantes. Elle semble très hostile au régime impérial. Il suffirait qu'elle prenne contact avec les révoltés pour ensuite les rejoindre⁷⁶. Mais tout cela ne semble pas ébranler Napoléon, car sa correspondance ne contient pas dix lettres qui concernent des mesures à prendre pour réprimer l'insurrection. En fait, on voit que toute son attention est tournée vers la guerre extérieure. Sa principale préoccupation demeure la préparation de l'armée. Toutes les ressources en hommes et en matériel doivent lui être attribuées. Pour lui, tout va rentrer dans l'ordre lorsque la victoire aura été remportée⁷⁷. De son point de vue, ce raisonnement n'est pas faux puisqu'il a toujours compté sur la victoire pour régler les problèmes intérieurs de la France. Après la victoire, rapide et décisive, les insurgés retourneront vite à leurs champs et les troubles s'éteindront de facto. Le 27 avril, soit deux jours après la publication du décret de mobilisation, il va de l'avant et entreprend des préparatifs logistiques pour effectuer la concentration de l'armée à la frontière du Nord.

Donnez ordre qu'on forme des magasins à Avesnes pour 100 000 hommes et pour 20 000 chevaux pendant dix jours. Proposez-moi un ordonnateur qui se rendra sur-le-champ à Avesnes pour y diriger en chef l'administration de ces armées. Il prendra des mesures pour Maubeuge, Avesnes, Capelle, Cambrai, Bavay et tous les points environnant fournissent l'approvisionnement dont je viens de vous indiquer les bases. Il faut établir des magasins par échelons, qui viennent sur Guise, Laon, Soisson etc. Je n'ai pas besoin de dire qu'il faut des farines et réunir des moyens puissants⁷⁸.

Napoléon mise tout sur cette future campagne et il ne néglige pas les moyens pour qu'elle soit couronnée de succès. De plus, les nombreux rapports qu'il reçoit de la frontière belge, dont celui du général Vandamme, se font plutôt alarmants. Il écrit que les Prussiens se préparent à passer la frontière : « Il y a beaucoup de forces à Namur et

⁷⁶ SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général comte Charpentier, Nantes, au ministre de la Guerre, 28 avril 1815.

⁷⁷ C'est après les victoires de Marengo et de Hohenlinden qu'il a mis fin aux guerres de Vendée.

⁷⁸ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au Maréchal Davout, Prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, 21845, Paris, 27 avril 1815.

Charleroi. La guerre semble inévitable. Les hostilités ne tarderont pas quinze jours⁷⁹. » Conséquemment, d'autres régions, qui requièrent aussi des ressources humaines et matérielles, sont négligées par lui. Il ne prend pas conscience que, depuis ses défaites de 1813 et 1814, son étoile a perdu de son lustre. Il n'a plus cette réputation d'invincibilité qu'il avait depuis Austerlitz et, par conséquent, les opposants sont beaucoup plus nombreux et plus hardis qu'auparavant. Ils savent qu'il peut être vaincu et nombreux sont ceux qui pensent qu'il le sera. En attendant, malgré leurs multiples demandes, dont la plupart sont fondées, les généraux en poste dans l'Ouest devront se débrouiller avec ce qu'ils ont. N'ayant pas les hommes, ni les vivres nécessaires pour mater les insurgés, les généraux impériaux leur abandonnent momentanément la campagne et s'enferment dans les principales villes, telles Angers, Nantes et Rennes⁸⁰. Obéissant à la même stratégie, le général Bigarré expose à Davout son projet de faire fortifier toutes les villes de Bretagne afin de constituer des points d'appui qui serviront de base aux colonnes mobiles qui vont parcourir la campagne. On y construira des dépôts de munitions et des blockhaus pour arrêter les attaques des insurgés⁸¹. Mais en concentrant l'ensemble des troupes dans les grandes agglomérations, les petits détachements laissés dans les petites ne seront pas suffisants pour contrer la révolte. À Beaupréau, même s'il faut plus de 1000 hommes pour défendre cette position, il n'y a que cinquante soldats en état de combattre⁸². Gardée par une trentaine de soldats et de gendarmes, la petite ville de Chemillé n'est guère mieux lotie⁸³. Cependant, en raison de la petite quantité de troupes disponibles, les généraux ne peuvent faire autrement. Ils savent que cette situation va nécessairement donner plus de

⁷⁹ SHD, C15/1, *Armée du Nord*, le lieutenant général comte Vandamme, commandant en chef le 3^e corps d'observation et la 2^e division militaire à Mezière, au ministre de la Guerre, 28 avril 1815. - SHD, C15/1, *Armée du Nord*, le lieutenant général comte Bergendal au ministre de la Guerre, 28 avril 1815.

⁸⁰ SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Travot, commandant la 13^e division militaire à Rennes au ministre de la Guerre, 3 mai 1815. Dans sa lettre, le général Travot entretient Davout de la nécessité d'approvisionner ses troupes afin qu'elles ne pillent pas la région, ce qui pourrait que faire empirer la situation. - SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le baron Bertrand – Gueslin, Maire de Nantes au ministre de la Guerre, 28 avril 1815.

⁸¹ SHD, C16/20 et C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le général Bigarré, commandant la 13^e division militaire au maréchal prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, 7 et 9 juin 1815.

⁸² SHD, C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le colonel Noireau, commandant la 6^e légion de Gendarmerie département de Maine et Loire, au lieutenant général Saint-Sulpice, Angers, 23 avril 1815.

⁸³ Archives nationales, F1a 556/2, *le baron lieutenant général Schramm au lieutenant général Saint-Sulpice*, Angers 20 avril 1815.

force à la rébellion : « il n'y a pas de doute, Monseigneur, que l'absence de toute force militaire va être le signal d'une insurrection générale et nous y touchons de très près⁸⁴. »

En outre, ils doivent aussi composer avec le fait que Napoléon leur retire davantage de troupes afin de les rediriger vers *l'Armée du Nord*⁸⁵. Il n'est pas conscient qu'en plus de garder les principaux points, ces généraux doivent compter avec le terrain. Pour eux, il est très risqué de s'aventurer dans ces labyrinthes qui constituent le bocage, car, n'en connaissant pas tous les détours, ils s'exposeraient à tomber dans des embuscades meurtrières. Par conséquent, ils peuvent difficilement répondre au ministre de la Guerre qui demande à Savary, premier inspecteur général de la gendarmerie, de former des colonnes mobiles afin de réprimer les agitateurs qui parcourent les campagnes⁸⁶. Le général Delaborde, qui commande les 12^e, 13^e et 22^e divisions militaires, sait que les effectifs dont il dispose ne seront pas suffisants pour ramener l'ordre. Comment quelques colonnes mobiles formées de 20 soldats, de 10 gendarmes, de 10 douaniers et de 60 gardes nationaux pourraient-elles bien réprimer une insurrection populaire? Devant l'impossibilité absolue de remplir sa mission avec ce qu'on lui laisse, et par le fait même, inquiet pour la sûreté des villes, Delaborde, qui devait envoyer le 15^e et le 26^e de ligne vers *l'Armée du Nord*, les retient en dépit des ordres de Davout⁸⁷. Depuis Paris, on constate qu'il y a une incompréhension de la réalité vécue sur ce théâtre d'opération par les chefs de corps. Et, comme prévu, les Royalistes occupent rapidement le terrain abandonné par les impériaux⁸⁸.

⁸⁴ SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le baron Bertrand – Gueslin, Maire de Nantes au ministre de la Guerre, 28 avril 1815.

⁸⁵ SHD, C16/12, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Delaborde, gouverneur des 12^e, 13^e et 22^e divisions militaires, à son Altesse le maréchal Prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, 7 mai 1815.

⁸⁶ SHD, C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le ministre de la Guerre au Duc de Rovigo, premier inspecteur général de la gendarmerie, 25 avril 1815.

⁸⁷ SHD, C16/12, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Delaborde, gouverneur des 12^e, 13^e et 22^e divisions militaires, à son Altesse le maréchal Prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, 7 mai 1815.

⁸⁸ SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Charpentier, comte Charpentier, Nantes, au ministre de la Guerre, 28 avril 1815. - SHD, C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Félix Bonnaire, Préfet de la Loire-Inférieure au ministre de la Guerre, 28 avril 1815.

VI. Devant le vide laissé par les impériaux, les insurgés passent à l'action

Graduellement, les insurgés prennent la place laissée par les troupes impériales qui se concentrent dans les villes. Leur but premier, chercher et trouver des armes. Les 4 et 5 mai, on rapporte qu'ils désarment les gardes champêtres et les douaniers⁸⁹. Le 7, afin de trouver du plomb et de l'étain pour fabriquer des balles, ils s'emparent du château de la Houssaye. Au cours des jours suivants, toujours pour y trouver des armes, deux diligences sont arrêtées et fouillées au pont de Remouillé près de la forêt de Touffou⁹⁰. De fil en aiguille, ces actions de brigandage se transforment en mouvement armé. Sur la rive gauche de la Loire, c'est plus de 300 hommes qui s'agitent tandis qu'à Beaupréau, on rapporte que la ville est assiégée par quelques bandes d'insurgés. « Cet officier (capitaine de gendarmerie à Angers) annonce que Beaupréau est entouré de bandes qui se sont presque toutes formées, ou considérablement accrues depuis le départ des 15^e et 26^e régiments⁹¹. » Les gendarmes ne sont pas suffisants pour contenir les insurgés dont la plupart sont des métayers, des domestiques et des habitants des bourgs. On rapporte même que certains d'entre eux leur procurent du financement. Afin de protester contre l'arrêt des échanges commerciaux, les négociants de Nantes n'hésitent pas à ouvrir leurs bourses aux insurgés⁹².

En fait, ce sont principalement ces milieux qui sont touchés par les décrets de rappel. Ils savent que ces premières mesures ne sont que le prélude à la conscription. Par peur de quitter leurs terres et leurs foyers, surtout en période de moisson, ils n'hésitent pas à déchirer les proclamations et les appels aux armes de l'Empereur⁹³. Comme ce fut le cas avec le duc de Bourbon, les Vendéens et les Chouans n'acceptent pas de combattre hors de leur paroisse. Ils n'acceptent pas d'être déracinés de leur coin de pays pour aller

⁸⁹ SHD, C16/12, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Delaborde, gouverneur des 12^e, 13^e et 22^e divisions militaires, à son Altesse le maréchal Prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, 7 mai 1815.

⁹⁰ Archives nationales, F7/3785, *Bulletin général du 13 mai*, lieutenant de Police à Nantes au ministre de la Police générale, 8 et 9 mai 1815.

⁹¹ SHD, C16/13, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Travot, commandant les colonnes mobiles dans l'Ouest au ministre de la Guerre, 9 mai 1815. - SHD, C16/13, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Delaborde, gouverneur des 12^e, 13^e et 22^e divisions militaires à Angers, au ministre de la Guerre, 11 mai 1815.

⁹² Archives nationales, F7 9671, Félix Bonnaire, Préfet de la Loire-Inférieure au ministre de l'Intérieur, M. Carnot, Nantes, 27 mars 1815.

⁹³ SHD, C16/13, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Delaborde, gouverneur des 12^e, 13^e et 22^e divisions militaires à Angers, au ministre de la Guerre, 11 mai 1815.

se faire tuer sous les ordres d'officiers qu'ils ne connaissent pas et en qui ils n'ont pas confiance. C'est d'ailleurs cette dernière caractéristique de leur culture guerrière qui donnera des maux de tête aux chefs qui vont les commander. Afin de les faire obéir, ils seront obligés de garder les capitaines de paroisse malgré l'incompétence de nombres d'entre eux⁹⁴. De fait, lorsque La Rochejaquelein exprime le souhait de mettre à la tête de la bande des Herbiers un certain M. Allard, bon soldat ayant déjà servi dans l'armée impériale, les hommes se mutinent et refusent de combattre sous ses ordres⁹⁵. À cause de ces susceptibilités, le mouvement vendéen éprouvera beaucoup de difficulté à coordonner ses actions. Pendant ce temps, encouragés par les membres du bas clergé et les maires royalistes qui profitent de la complicité ou de l'inactivité des préfets en place, les paysans prennent les armes et les bandes se transforment en de véritables petites armées⁹⁶. Ils ne manquent que des chefs. Naturellement, les capitaines de paroisses se tournent vers ces mêmes noms célèbres qui ont conduit la révolte de 1793.

Les actes de violence se multiplient et très vite, en raison de l'ampleur que prend la révolte, les chefs vendéens envisagent de s'emparer du mouvement. Si les paysans se battent principalement pour éviter la conscription, les chefs le feront pour Louis XVIII qui incarne la protection de la classe nobiliaire dont ils font partie. Tous, paysans et nobles, vont évidemment crier : « Vive le roi ! » Mais il faut comprendre que ce cri n'est que la résultante d'une convergence d'intérêts différents. Le 11 mai, les principaux chefs, dont le marquis Auguste de La Rochejacquelein, d'Autichamp et Suzannet, se réunissent à La Chapelle-Basse-Mer, près de Loroux-Botttereau. Encouragés par les promesses des Anglais de leur livrer un chargement d'armes de 14 000 fusils, de quelques canons et de 450 000 cartouches, ils conviennent que la prise d'armes aura lieu le 15 mai. À cette date, le tocsin sonnera dans tous les villages⁹⁷. Les chefs auraient souhaité attendre que les hostilités commencent à la frontière avant d'entrer en campagne. Mais le comte Louis de La Rochejaquelein, qui s'est rendu à Londres afin d'obtenir l'aide des Anglais, attend

⁹⁴ Voir à la page 95, note 8.

⁹⁵ Le chanoine DENIAU, Dom CHAMARD et l'Abbé UZUREAU, *Histoire de la guerre de la Vendée*. Angers, J. Siraudeau, Éditeur, 1837, tome IV, p. 277.

⁹⁶ Archives nationales, F1a 555, Auguste Cafarelli, commandant de la 13^e division militaire au ministre de l'Intérieur, M. le comte Carnot, Rennes, 2 avril 1815. Archives nationales, F7 3147, Julien de Bidon, Préfet du Morbihan au ministre de l'Intérieur, M. le Comte Carnot, 19 avril 1815.

⁹⁷ Simon CANUEL, *Mémoires sur la guerre de Vendée en 1815*. Paris, Dentu, 1817, p. 26. - D'AUTICHAMP, *Mémoires*, *op.cit.*, p. 30-31.

maintenant au large de Saint-Gilles sur la frégate Astrée qu'on vienne l'assister afin de débarquer un premier chargement d'armes. Le 15 mai, comme prévu, la prise d'armes s'organise dans toute la Vendée. Très vite, les bandes se forment en unités militaires. En quelques heures, Suzannet dispose de 5000 hommes concentrés à Légé, d'Autichamp 5000 à Jallais, Auguste de La Rochejacquelein, 2000 aux Aubiers et Sapinaud, 4000 aux Herbiers⁹⁸. Bien que ces chiffres puissent sembler impressionnants sur le papier, ces troupes ne sont composées que de paysans mal armés et mal nourris. Même si quelques-uns se trimbalent avec de vieux fusils et quelques cartouches, la majorité n'a que des fourches, des faux et des perches surmontées de baïonnettes. Malgré tout, ils profitent d'une situation tactique très avantageuse en raison de la concentration des troupes impériales dans les principales villes. En conséquence, Auguste de La Rochejacquelein n'a aucune difficulté à mettre en fuite un détachement du 26^e de ligne, ce qui lui permet de prendre Bressuire le 16 mai. Il envisage de poursuivre sur sa lancée et de s'emparer de Cholet. Mais le manque d'équipement commence à se faire sentir. La majorité de ses troupes étant composée de garçons de ferme qui marchent avec des souliers usés et des sabots de bois, il doit les congédier. Seuls ceux qui sont armés et qui peuvent suivre l'armée restent avec lui⁹⁹.

De son côté, d'Autichamp se met en marche pour rejoindre Suzannet qui lui a donné rendez-vous à Mortagne-sur-Sèvre. De là, ils pourront coordonner leur action pour prendre Cholet et foncer vers la côte afin de prendre les armes que les Anglais ont promis de débarquer. Arrivé sur les lieux, il ne trouve pas Suzannet dont l'une des divisions est déjà sur la côte pour réceptionner le premier chargement. Il décide néanmoins de poursuivre en avant et de prendre Cholet. Le 22 mai, après que les 15^e et 26^e de ligne eurent évacué la ville dans la nuit, il y entre sans combat. Mais ces succès ne comptent pour rien, car pendant que le comte d'Autichamp et ses hommes marchent pour rejoindre Suzannet, l'une des divisions de ce dernier, celle-là même qui a pris livraison des armes anglaises, est attaquée par la colonne du général Travot. Une partie des munitions et des armes qu'elle transporte, soit deux mille fusils environ, est perdue dans l'affaire. Pendant ce temps, après avoir rallié les corps de Sapinaud et de Suzannet sous ses ordres, Louis de

⁹⁸ SHD, C15/7, *Armée de Vendée, dite aussi de la Loire, Armée royale de l'Ouest* – mai juillet 1815. *Relations de Suzannet et d'Andigné*.

⁹⁹ Simon CANUEL, *Mémoires*, *op.cit.*, p. 44.

La Rochejaquelein, commandant en chef de l'armée royale, entreprend de marcher sur Napoléon-Vendée. Mais dans la nuit du 20 au 21 mai, Travot et sa petite colonne frappent encore. Ils attaquent l'armée vendéenne à Aizenay et la mettent en fuite. Cependant, la situation reste tout de même à l'avantage des Vendéens parce que les impériaux n'ont pas les effectifs nécessaires pour exploiter leur victoire. Conséquemment, l'armée royale n'a aucun mal à se reconstituer. De plus, les impériaux ne prennent pas conscience de la faiblesse des Vendéens. En fait, ils sont autant paralysés par leur manque de troupes, que par la peur qu'ils éprouvent de faire face à une situation qu'ils estiment pire que celle de 1793. Évidemment, en raison du peu d'information dont ils disposent, ils ne savent pas qu'elle n'est en rien comparable puisque le facteur religieux n'est pas en cause.

VII. Napoléon n'a guère le choix de réagir

Épuisé physiquement et mentalement, ayant surtout une fausse idée de la situation véritable, le général Delaborde demande son remplacement¹⁰⁰. En fait, cette responsabilité est trop lourde pour un seul homme. Il faut comprendre que son commandement regroupe quatorze départements, ce qui représente plus de 70 000 km². En outre, ses subordonnés ne font rien pour le rassurer. Ils écrivent à Davout que les rebelles sont 40 000 et que 10 000 soldats anglais sont sur le point de débarquer avec un chargement de 300 000 fusils et autant de munitions. Ils croient que Laval, Saumur, Niort et Nantes vont être attaquées. En Bretagne, Bigarré signale qu'il est entouré par 10 000 insurgés et que Rennes est en grave danger. De même, Charpentier croit que tout le Morbihan va se lever à l'appel duc de Berry qui, à l'image des membres de la grande noblesse, n'est même pas présent dans l'Ouest. Pour lui, c'est la guerre civile comme en 1793. En réalité, le comte d'Ambrugeac, celui-là même qui tente de soulever le Morbihan, n'a même pas le quart des troupes qu'on lui attribue. N'ayant que 4000 hommes sous ses ordres et se fiant au portrait trompeur qu'on lui présente, Delaborde

¹⁰⁰ SHD, C16/16, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Delaborde, gouverneur des 12^e, 13^e et 22^e division militaire à Angers au ministre de la Guerre, 19 mai 1815.

juge qu'il n'est pas en mesure d'accomplir sa mission¹⁰¹. Lorsque la fatigue et le stress entrent en ligne de compte, les militaires ou les stratèges politiques, qui vivent souvent en cercle fermé, sont susceptibles d'être victimes d'aliénation collective; ce qui veut dire qu'ils s'alimentent les uns les autres des mêmes certitudes et qu'ils n'arrivent plus à regarder la situation globale de façon critique. En fait, cet état d'esprit est caractérisé par deux comportements distincts : l'optimisme exagéré, qui minimise ou fait disparaître tous les obstacles, et le pessimisme, qui les amplifie démesurément.

Étant à l'extérieur de la spirale, Davout garde la tête froide. Il sait que ces bruits sont grandement exagérés. Par conséquent, il ne juge pas opportun de remplacer Delaborde. S'il le faisait, ce serait un aveu d'impuissance qui ferait croire aux Royalistes qu'ils sont sur le point de l'emporter. En outre, une telle décision risquerait d'avoir l'effet inverse sur ses propres troupes. Soldat d'expérience, Davout sait que la victoire ou la défaite, avant de se concrétiser de façon physique sur le champ de bataille, sont d'abord des états psychologiques. Afin d'avoir un avis plus pragmatique et reprendre la situation en mains, il lui adjoint le général Corbineau. Lorsqu'on lit les instructions qu'il lui donne, on comprend que c'est lui qui prendra véritablement le commandement¹⁰². Néanmoins, l'écho de ces bruits alarmistes a déjà atteint Paris. De son côté, dûment renseigné par ses agents, Fouché, qui n'ignore rien de la situation véritable, ne fait pas beaucoup d'effort pour rassurer l'opinion. Le 13 juin, devant la Chambre des représentants, il n'hésite pas à alimenter la panique.

À l'entendre, écrit Carnot, la France était dans une fermentation prête à éclater; les ennemis de la tranquillité publique agitaient la Normandie, propageaient la révolte en Bretagne, égaraient les campagnes de la rive gauche de la Loire, troublaient l'ordre à Marseille, à Toulouse, à Bordeaux. Le ministre, invoquant comme nécessité, des lois contre la presse et contre la liberté individuelle, annonçant que, sans attendre le vote de ces lois, il fallait prendre des mesures sévères de répression¹⁰³.

¹⁰¹ SHD, C16/15, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Delaborde, gouverneur des 12^e, 13^e et 22^e division militaire à Angers au ministre de la Guerre, 16 et 17 mai 1815. - SHD, C16/15, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Saunier, inspecteur général de la gendarmerie à Angers au ministre de la Guerre, 19 mai 1815. - SHD, C16/19, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général comte Charpentier, Nantes, au ministre de la Guerre, 26 mai 1815. - SHD, C16/19, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Bigarré, commandant la 13^e division militaire au maréchal prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, 31 mai 1815.

¹⁰² *Correspondance du Maréchal DAVOUT*, au général Corbineau, 1736, 21 mai 1815.

¹⁰³ Hippolyte CARNOT, *Mémoires sur Lazare Carnot : 1753-1823*. Paris, Hachette et Cie, 1907, tome II, p. 464.

De par ces déclarations faites deux jours avant le début de la campagne, Fouché fragilise délibérément le pouvoir de Napoléon puisqu'il laisse croire que ce dernier reviendra à la dictature.

Ce tableau fut l'objet d'énergiques démentis : chacun y sentait un danger pour la sécurité de la France et une menace pour sa liberté. On imagina qu'il avait été composé, d'accord avec l'Empereur, pour effrayer les représentants et les préparer à plus de docilité¹⁰⁴.

En exagérant la gravité de la situation, Fouché veut surtout se donner de l'importance puisqu'il a eu pour mission d'étouffer la révolte dans l'Ouest. Pour ce faire, grâce à des agents royalistes, dont le principal est le comte de Malartic, il compte semer la division dans les rangs de l'armée vendéenne. Lorsqu'il le fait appeler, Fouché feint de ne pas lui cacher ses sentiments royalistes.

Cette insurrection prématurée est nuisible à la cause même qu'elle veut servir, car elle va autoriser Bonaparte à prendre des mesures violentes. On ravagera l'Ouest, on armera la canaille, on mettra à la disposition de l'empereur des forces qui, après avoir réduit les Vendéens, lui serviront à prolonger la résistance contre l'étranger. Comprenez bien que le rétablissement de la monarchie ne dépend pas d'une guerre dans l'Ouest. C'est dans le Nord que le sort de la France va se décider. Les hostilités ne commenceront que le 15 juin. D'ici là, la Vendée sera écrasée. Aidez-moi donc à arrêter l'inutile effusion du sang français. Que les chefs vendéens licencient leurs paysans et rentrent tranquillement chez eux. Je leur garantis toutes les sûretés¹⁰⁵.

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, Fouché est convaincu que Napoléon sera battu. Donc, en ménageant les Royalistes dans l'Ouest ainsi que ceux qui sont demeurés à Paris, il se place en bonne position lorsque Louis XVIII remontera sur le trône. D'un autre côté, il répond aux vœux de Napoléon qui entretient beaucoup de méfiance à son endroit puisqu'il sait qu'il joue sa tête. À la lecture des motivations de Fouché, on peut se demander pourquoi Napoléon lui a confié une mission de cette importance. En fait, la raison est conditionnée par des facteurs stratégiques. Napoléon sait que l'avenir se décidera en Belgique et que, pour vaincre, il a besoin de toutes les troupes disponibles. C'est pourquoi il se sert de Fouché dont les ramifications se rendent très profondément dans les milieux royalistes. Or, toutes ces intrigues n'auront qu'une utilité relative car, bien qu'elles provoquent le mort de La Rochejacquelein, elles ne mettront

¹⁰⁴ Hippolyte CARNOT, *op. cit.*, p. 464.

¹⁰⁵ SHD, C15/7, *Armée de Vendée, dite aussi de la Loire, Armée royale de l'Ouest, relation du comte de Malartic*, 26 juin 1815.

pas fin à la révolte. En attendant, Napoléon n'a guère d'autre choix que d'envoyer des renforts. Mais, jusqu'au dernier moment, il pense qu'il peut obtenir la victoire ou contenir la révolte avec les seules troupes qui sont déjà dans l'Ouest. C'est dans ce sens qu'il écrit à Corbineau :

Vous vous concerterez avec le général Delaborde, dont vous serez le bras droit. Tâchez de réunir le 15^e, le 26^e et le bataillon de 500 gendarmes; ce qui vous fera une colonne de 2500 hommes d'infanterie. Vous pourrez réunir 300 ou 400 des dépôts de cavalerie qui sont sur la Loire. Avec cela, marchez sur les insurgés; faites raser les maisons de La Rochejacquelein, et tâchez de frapper un grand coup. Expédiez une estafette au général Clausel, qui enverra une colonne de Bordeaux, qui se réunira à celle de La Rochelle, s'il est nécessaire. Faites organiser quelques pièces de canon pour appuyer vos colonnes. Ma première pensée a été de vous donner le commandement en chef de la Vendée; mais, comme j'aurais besoin de vous pour la grande guerre, je ne vous y laisserai qu'une vingtaine de jours, et j'enverrai un général pour vous remplacer¹⁰⁶.

Peine perdue. Le même jour, se fiant toujours aux renseignements de ces subordonnés, Delaborde réclame un renfort de 20 000 hommes pour conjurer la révolte qui semble se répandre dans plusieurs départements¹⁰⁷. Deux jours plus tard, Davout lui écrit qu'une armée de 25 000 hommes, sous les ordres du général Lamarque, est en route vers les rives de la Loire. Napoléon a échoué. Pour assurer ses arrières, il doit se priver d'un corps d'armée, ce qui réduit considérablement ses chances de l'emporter lorsqu'il entrera en campagne. Trois semaines plus tard, avant même que le gros des troupes dépêchées par Napoléon n'arrive sur le théâtre des opérations, Louis de La Rochejacquelein est tué lors d'un combat particulièrement sanglant avec les troupes des généraux Estève et Travot près de Saint-Jean-de-Monts. Comme nous l'avons souligné ci-dessus, c'est le seul résultat des intrigues de Fouché car, après avoir pris contact avec Suzannet et Sapinaud, le comte de Malartic a réussi à les convaincre de la nécessité d'un armistice. Leurs troupes n'ayant ni munitions ni armes ni moral, ils ont cru que c'était là la seule issue. De fait, lorsque La Rochejacquelein leur a demandé de concourir avec lui afin de marcher vers les côtes et récupérer un autre chargement d'armes anglaises, ils ont trouvé de vains prétextes pour ne pas s'engager. Suzannet refuse même d'attaquer les troupes du général Travot qui est en route lui aussi vers la mer pour empêcher La

¹⁰⁶ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général Corbineau, aide de camp de l'empereur à Paris, 21944, Paris, 21 mai 1815.

¹⁰⁷ SHD, C16/17, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Delaborde, gouverneur des 12^e, 13^e et 22^e division militaire à Angers au ministre de la Guerre, 21 mai 1815.

Rochejacquelein de prendre contact avec les Anglais. Dès lors, le chef de l'armée royale était condamné. Mais, après sa mort, Suzannet et Sapinaud, sous la pression de leurs hommes, briseront leurs engagements pour reprendre les combats qui se poursuivront encore quelques jours après la défaite de Waterloo. Le 20 juin, entre Légé et Rocheservière, Suzannet est tué et ses troupes sont dispersées. Le même jour, à quelques kilomètres de là, d'Autichamp est lui aussi écrasé par les troupes du général Lamarque. Isolé, d'Andigné entre en relation avec Malartic pour capituler.

En Bretagne, après la prise du Lude, le comte d'Ambrugeac est immobilisé. Il attend le soutien de d'Andigné. Ses hommes sont démoralisés; sans armes ni munitions, ils montrent peu de confiance sur l'issue de la guerre¹⁰⁸. Malgré tout, ses seconds, dont Sol de Grisolles et Joseph Cadoudal, ne désespèrent pas de l'emporter. Pour se sortir de l'impasse, ils espèrent rejoindre la mer afin de prendre contact eux aussi avec la flotte anglaise. Avec 5000 hommes environ, ils tenteront de prendre la ville de Redon alors défendue par 100 hommes du 11^e léger et quelques gendarmes. Se sentant menacés, quelques citoyens accompagnés du sous-préfet se joignent aux soldats et se retranchent dans une tour fortifiée. La fusillade s'éternise plus de douze heures. Les Chouans, après s'être surtout attardés à piller les entrepôts, doivent battre en retraite. Néanmoins, ils réussissent à atteindre la mer et se font livrer 8000 fusils de la part des Anglais. Mais le 21 juin, cela n'empêche pas le général Bigarré de les écraser près du village d'Auray¹⁰⁹. En Normandie et dans le Maine, les troubles n'ayant jamais passé le stade de la contestation et du brigandage, la situation revient à la normale dans les semaines suivantes. Le retour de l'ordre va s'accélérer après l'abdication de Napoléon et le retour de Louis XVIII sur le trône.

Il faut conclure que Napoléon est directement responsable de la situation, puisque c'est le rappel des militaires en congé et la perspective de la conscription qui a motivé quelques milliers de paysans à se soulever contre lui. C'est en cela que l'expression

¹⁰⁸ SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Bigarré, commandant la 13^e division militaire au maréchal prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, 2 juin 1815.

¹⁰⁹ SHD, C15/7, *Armée de Vendée, dite aussi de la Loire, Armée royale de l'Ouest* – mai juillet 1815, A Regnault, lieutenant d'État-major détaché au 7^e de ligne, Vannes, *Relation de l'Affaire d'Auray*, le 21 juin 1815, déposée le 1^{er} septembre 1837. - SHD, C16/22, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Bigarré, commandant la 13^e division militaire au maréchal prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, le 25 juin 1815.

« royaliste populaire » prend tout son sens car, même si le peuple est sympathique dans quelques régions à la cause des Bourbons, il ne les soutient pas. Les échecs lamentables du duc de Bourbon et du duc et de la duchesse d'Angoulême sont là pour le démontrer. Mais lorsque Napoléon s'attaque directement à leurs intérêts afin de protéger sa propre situation menacée par les dessins belliqueux de la coalition, il n'en faut pas davantage pour remuer certaines composantes des populations de l'Ouest. Toutefois, en ce qui concerne l'impact de cette révolte, il est plus psychologique que réel. Comme nous l'avons démontré dans ce chapitre, c'est principalement la peur, alimentée par ses propres généraux, qui conduit Napoléon à changer ses dispositions. C'est plus de 20 000 hommes que Napoléon doit soustraire de *l'Armée du Nord* pour vaincre les quelques milliers de révoltés mal armés qui parcourent la campagne. C'est là un autre facteur qui viendra influencer les décisions tactiques et stratégiques qu'il va prendre. Afin de décourager les insurgés, qui espèrent le concours de la coalition, il faut maintenant frapper un grand coup qui marquera les esprits. Mais, il est vrai que cette peur n'aurait jamais eu autant d'impact si Napoléon n'avait pas dû subir l'opposition d'un pouvoir parallèle, celui des libéraux.

Chapitre IV

Vers l'Empire libéral

Bien que les libéraux se soient opposés à la Restauration parce qu'elle semblait menacer les acquis de la Révolution, ils n'accueillent pas Napoléon avec plus d'enthousiasme. Pour eux, c'est le même homme qu'il y a onze mois. Pour ces idéologues, qui souhaitent toujours faire triompher les principes de 1789, c'est le retour du despotisme et de l'arbitraire. De son côté, la bourgeoisie libérale, qui regroupe la somme des financiers, des propriétaires, des fournisseurs et des commerçants, reçoivent la nouvelle du retour de Napoléon avec beaucoup plus d'hostilité puisqu'ils y voient le retour de la guerre et du marasme économique. Évidemment, tant que Napoléon favorisait leurs intérêts et tant qu'il était vainqueur, ils n'avaient pas beaucoup de scrupules à appuyer sa dictature et la guerre de conquête. Cela n'a rien d'étonnant puisque Napoléon était leur bras armé. Le coup d'État du 18 brumaire a été organisé et financé par ces derniers. Par la suite, Bonaparte s'est employé à les satisfaire autant par la création de la *Banque de France* que par l'adoption de lois destinées à encadrer les ouvriers.

Sur le plan militaire, ils ont aussi profité de ses conquêtes par l'instauration de monopoles au détriment des pays conquis. Dans ce sens, la bourgeoisie libérale n'a jamais hésité à l'appuyer afin maintenir l'hégémonie de la France sur l'Europe. Tant qu'il remportait des victoires, maintenait l'ordre social et que l'économie se portait relativement bien, les libéraux, dans leur ensemble, et cela malgré quelques voix discordantes dont celles de Mme de Staël et de Benjamin Constant, se souciaient peu de sa dictature et du sang versé. Mais, suite aux premières défaites consécutives aux premiers revers économiques dont le blocus continental est la principale cause, ils se sont posés des questions sur l'avenir. Lorsque les Alliés sont entrés dans Paris, le Sénat, qui est majoritairement contrôlé par les libéraux, l'a poussé à l'abdication. Par conséquent, au retour de l'île d'Elbe, Napoléon prend conscience qu'il sera très difficile d'avoir leur soutien. Même s'il se pose en souverain libéral, qu'il accorde davantage de liberté par le truchement de l'acte additionnel, il n'y a plus rien à faire. Ils savent que sa cause est

perdue d'avance. Pour eux, à part le despotisme et la ruine, il ne peut apporter rien d'autre.

Le retour de Bonaparte fut un coup mortel pour les commerçants de France qui avaient recommencé des spéculations lointaines, dont la réussite dépendait de la paix qu'il ne pouvait point troubler, et certainement ce ne fut point dans les ports de mer, ni à la Bourse, ni dans aucune maison de banque ayant avec l'étranger des rapports étendus, qu'on put remarquer, à la nouvelle de son arrivée, de l'allégresse ou de l'enthousiasme¹.

Ainsi, tout en cherchant à obtenir davantage de liberté politique lors de la rédaction de la nouvelle constitution, les idéologues du « parti » libéral prendront les mesures adéquates afin de protéger les intérêts de la classe économique du pays, c'est-à-dire ceux de la bourgeoisie libérale. L'un ne va pas sans l'autre puisque le libéralisme économique passe d'abord par le libéralisme politique. Mais afin d'illustrer l'importance de la citation de Benjamin Constant, il nous faut d'abord comprendre l'état des relations qui ont existé entre Napoléon et cette même bourgeoisie libérale.

I. L'homme des financiers

Alors que Bonaparte est toujours en Égypte, les libéraux et les gens de finance se cherchent une épée pour réaliser un coup d'État contre le Directoire. Pour eux, il est nécessaire de se débarrasser d'un gouvernement qui adopte des mesures d'inspiration robespierristes. En effet, avec cette guerre qui devient de plus en plus ruineuse, le gouvernement a été obligé de prendre des mesures d'exception qui ne favorisent pas les affaires de la grande bourgeoisie, ni celles des militaires. Le 5 septembre 1798, le général Jourdan, ministre de la Guerre, fait adopter la conscription pour tous les célibataires de 20 à 25 ans. Le remplacement est aboli. Dorénavant, les riches ne pourront plus payer un pauvre pour aller se faire tuer à leur place. Dans la foulée, on supprime les délégations des fournisseurs et on rétablit les commissaires spéciaux. Institués au temps de Robespierre, les commissaires ont pour mission de surveiller les généraux rapaces qui s'enrichissent aux dépens des peuples conquis. Pendant la campagne d'Italie, on sait que Bonaparte n'a pas hésité à se servir sur les biens de l'ennemi. Mais, pour l'heure, accusé par un commissaire d'avoir pillé la ville de Rome à son profit, c'est le général Championnet qui doit rendre des comptes sur son administration.

¹ Benjamin CONSTANT, *Mémoires sur les Cent-Jours*. Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1824, p. 65.

Concernant les fournisseurs, on se rend compte qu'ils ne livrent pas le matériel qu'ils doivent aux troupes. Les chaussures sont de mauvaise qualité et la nourriture est souvent avariée². De toute évidence, tout est mis en œuvre pour maximiser les profits. Par conséquent, lorsqu'elles entrent en campagne au printemps de 1799, les armées sont dans un état lamentable. Ainsi, pour financer les dépenses de la guerre, le Directoire vote un emprunt forcé de 100 millions sur les riches³. Même s'il est transformé en emprunt progressif, cette mesure demeure très vexante pour les classes possédantes. Beaucoup d'entre eux vont même jusqu'à affecter la pauvreté pour ne pas avoir à payer cette nouvelle charge fiscale : « sans luxe véritable, sans équipage de maître, écrit Mme de Staël, Paris se mourrait de consommation⁴. » En fait, quelle utilité y a-t-il à posséder beaucoup d'argent si on ne peut en faire librement ostentation? Dans l'esprit des possédants, l'heure est venue d'agir. Il faut renverser le gouvernement et abroger les mesures « terroristes » qu'il vient d'imposer. « Ce fut la faction des militaires, jointe à celle des voleurs qui renversa la République⁵. » Ainsi, le 18 brumaire a eu lieu parce que le Directoire a heurté de plein fouet les intérêts de l'armée et des financiers⁶.

De son côté, membre du Directoire, Sieyès cherche une épée parmi les militaires pour exécuter le travail, c'est-à-dire un général auréolé de quelques victoires, ce qui lui permettra d'entraîner l'armée derrière lui. De par ses contacts, il amène l'argent des banquiers et des fournisseurs tandis que le militaire apportera la force brute. Mais il n'est pas question que ce dernier prenne une quelconque part aux affaires de l'État. Le militaire désigné n'aura qu'une récompense substantielle sans plus. Afin de mener l'opération, Sieyès a d'abord pensé au général Joubert, militaire compétent et très populaire au sein de l'armée. Il était le candidat idéal jusqu'au moment où il a eu la bêtise d'aller se faire tuer à la bataille de Novi. Résigné, il doit se tourner vers Bonaparte qui

² Jean MORVAN, *Le soldat impérial*. Paris, Librairie historique Teissedre, tome I, p. 125.

³ Georges LEFEBVRE, *La France sous le Directoire : 1795-1799*. Paris, Éditions sociales, 1977, p. 640 - 641.

⁴ Germaine de STAËL, *Œuvres complètes*. Paris, Firmin-Didot, 1871, tome I, p. 234.

⁵ LAREVELLIÈRE-LÉPEAUX, *Mémoires*. Paris, Plon, 1895, tome III, p. 333.

⁶ On ne connaît pas les détails des opérations financières qui ont permis le coup d'État de brumaire. Cependant, par les mémoires des différents témoins de l'affaire, on sait que Collot, ancien fournisseur de viandes aux armées, y a contribué. On retrouve aussi Perrégaux, banquier suisse qui finançait simultanément les gouvernements français et britannique ainsi que Lecouteux de Canteleu, grand marchand colonial, banquier et armateur. La liste n'est pas exhaustive mais beaucoup d'entre eux tireront de généreux bénéfices de l'affaire.

vient de revenir d'Égypte. Même si cette campagne fut un échec, Bonaparte, grâce à la victoire terrestre d'Aboukir dont la nouvelle l'a précédée jusqu'en France, revient avec l'image du héros. Bien que Sieyès se méfie des intentions politiques de Bonaparte, il est l'homme tout désigné pour remplacer l'infortuné Joubert. De toute façon, le général Moreau ne souhaitant être mêlé à un coup d'État, il n'y a pas d'autre candidat en lice.

Dès lors que l'on connaît les principaux acteurs, il n'est pas nécessaire de refaire toute l'histoire du coup d'État du 18 brumaire. Il est cependant intéressant de voir à qui il a profité. Quelques jours seulement après les événements, Bonaparte, Sieyès et Roger Ducos, c'est deux derniers étant des républicains imprégnés de valeurs libérales, abrogent les principales mesures vexatoires pour les nantis. L'impôt forcé est rapporté tandis que les fournisseurs reprennent leurs délégations auprès des armées⁷. À l'issue de toute cette affaire, un député s'écrie dans la chambre : « Rien n'est plus digne des législateurs d'un grand peuple que de s'occuper des intérêts privés des citoyens au milieu des plus grands dangers. » L'historien Thierry Lentz, qui a rapporté cette citation, écrit que c'est là un beau morceau d'hypocrisie parlementaire⁸. En fait, elle tient davantage du cynisme que de l'hypocrisie, car le nouveau régime est d'abord et avant tout celui des intérêts privés. Et, partant de là, Bonaparte va s'efforcer de les satisfaire.

Par conséquent, il nous faut donner raison à Albert Vandal lorsqu'il écrit que les tripoteurs flairaient une affaire énorme⁹. Évidemment, il sous-entendait la création de la *Banque de France*. Il faut savoir que, dès 1796, en contradiction avec l'article du décret du 8 novembre 1791 qui interdit la création d'une banque, Perrégaux, Lecouteulx de Canteleu et plusieurs autres ont envisagé d'y contrevenir. Très vite, même s'ils s'étaient au préalable assurés de l'appui du gouvernement, ils se sont rendus compte qu'ils ne pouvaient vaincre l'opposition des chambres et de la presse¹⁰. Il leur faudra attendre la venue d'un homme à poigne qui saura faire taire les opposants. Cet homme, ils l'ont trouvé dans la personne de Bonaparte. Dès son intronisation, il neutralise toute forme d'opposition. Les chambres sont épurées et la majorité des journaux sont fermés. Sur les soixante-treize existants à Paris, soixante disparaissent. À l'instar du *Moniteur*, ceux qui

⁷ Georges LEFEBVRE, *Napoléon*. Paris, Presses universitaires de France, 1965, p. 74.

⁸ Thierry LENTZ, « Un parti autour de Bonaparte, les brumairiens. », *Brumaire, la prise de pouvoir de Bonaparte*. Sous la direction de Jacques-Olivier BOUDON, Paris, Éditions SPM, 1999, p. 82.

⁹ Albert VANDAL, *L'avènement de Bonaparte*, Paris, Nelson éditeur, 1910, p. 266.

¹⁰ Gabriel RAMON, *Histoire de la Banque de France*. Paris, Grasset, 1929, p. 13-14.

demeurent deviendront, d'une manière ou l'autre, les organes du gouvernement. À la fin de 1814, il en restera seulement quatre. De par ces mesures, ceux qui croyaient que les idéaux de 1789 triompheraient par l'intermédiaire de Bonaparte déchantent rapidement. L'opposition est muselée et bien peu oseront le défier ouvertement. Comme l'écrit Annie Jourdan, « la majorité silencieuse accepte cet ultime abus de pouvoir, sous prétexte d'assurer la stabilité de la France et de fermer à jamais la porte aux Bourbons¹¹. » Ainsi, croyant avoir bien en mains le Premier consul, les principaux commanditaires du coup d'État peuvent aller de l'avant. Le 6 janvier 1800, Perrégaux exprime ses vœux à Bonaparte quant au statut véritable de la Banque.

À celui qui a contribué si puissamment à nous rendre avec tant d'éclat, les caractères d'une nation guerrière, il lui appartient de faire connaître que notre nation est aussi à se faire admirer et respecter par les effets d'une bonne économie politique. Libre par sa création, qui n'appartient qu'à des particuliers, la banque, que je propose de créer, ne négociera avec le gouvernement que lorsqu'il remplira ses convenances et le complément de ses sûretés; enfin, elle est complètement hors de lui. Néanmoins, cette banque s'appellera Banque de France, mais ne sera à aucun degré une banque gouvernementale. Elle sollicite du premier consul la promulgation d'une loi qui, sans peut-être s'occuper nominale de notre établissement, consolidera son existence¹². »

Le 18 janvier 1800, deux décrets viennent satisfaire les souhaits des promoteurs de la Banque qui, effectivement, s'appellera *Banque de France*¹³. Afin de faire démarrer les affaires, il faut à ladite banque un capital de 30 millions de francs. Dans son grand désir de satisfaire à cette demande, Bonaparte ordonne, par décrets, que les administrateurs de la Caisse d'amortissement, institution gouvernementale mise sur pied pour la gestion des revenus de l'État, versent dans les caisses de la *Banque de France* les cautionnements des receveurs généraux. En outre, la Banque s'occupera également de la gestion des fonds de la loterie et de la totalité de ceux du receveur général de la Seine, qui proviennent essentiellement de la perception de l'octroi municipal de bienfaisance. Ces administrateurs bénéficieront également de la gestion des rentes et pensions, mais

¹¹ Annie JOURDAN, *l'Empire de Napoléon*. Paris, Flammarion, 2000, p. 63. Lorsqu'on demande au Sénat de proclamer l'Empire, Grégoire, Volney et Sieyès s'y refusent. Au conseil d'État, sept voix sur vingt s'y opposent. Au Tribunat, quatre membres seulement imitent les sénateurs. Mais après son opposition au code civil en 1802, cette instance a déjà été épurée de ses membres les plus réfractaires dont Benjamin Constant. Napoléon décide de sa suppression en 1807.

¹² Archives nationales, AF/IV/1934, *Envoi aux ministres des actes et des arrêtés du gouvernement*. An VIII- an X.

¹³ AF/IV/1934, *Envoi au ministres des arrêtés et actes du gouvernement*. An VIII, an X.

cette branche étant déficitaire, ils s'en départiront en 1804¹⁴. Néanmoins, malgré des débuts relativement difficiles, les administrateurs de la Banque n'ont pas à se plaindre de la bienveillance gouvernementale à son endroit. « C'était sans doute la première fois, qu'il arrivait à un gouvernement, de donner de l'argent à une banque d'escompte pour exploiter un privilège lucratif au lieu d'en demander un pour prix de ce privilège¹⁵. » De fait, l'accord entre le gouvernement et les promoteurs de la Banque peut se résumer à ces quelques mots : nationalisation des pertes et privatisation des profits. C'est là, bien avant l'heure, la définition du partenariat public et privé.

Quelques semaines plus tard, la Caisse d'escompte est achetée à vil prix par la *Banque de France*. Avec l'argent du pays, les administrateurs de cette dernière engrangent les profits et font des acquisitions. Cela est d'autant plus critiquable que Bonaparte et plusieurs autres personnes de son entourage y souscrivent pour trente actions chacun. Mais ses largesses ne s'arrêtent pas là. En janvier 1803, Perrégaux et son groupe demandent à Bonaparte le privilège exclusif et cela pour une durée de trente ans, de fabriquer des billets de banque. Dans la foulée, ils souhaitent que les billets des autres établissements soient retirés de la circulation dans les six mois à venir. De surcroît, ils demandent que la peine de mort soit requise contre les faussaires et les contrefacteurs¹⁶. Dans ses Mémoires, Mollien nous fait part des objections qu'il a eues lorsque ce projet a été présenté.

Dans le souci, de n'ôter aux banques aucune source de profit, le premier consul va jusqu'à autoriser au bénéfice de la banque, dite de France, le partage d'une des premières prérogatives du gouvernement, celle de fabriquer une monnaie. Et en outre, la nouvelle monnaie métallique que fabrique l'État, lui coûte, à lui État, au moins le prix de l'or et de l'argent. Tandis que le privilège inouï accordé à l'établissement Perrégaux Malet et Cie, consiste en que cette banque, pure association d'intérêts privé, aura le droit de fabriquer une monnaie qui ne lui coûte rien¹⁷.

Le projet des banquiers est finalement adopté le 23 septembre 1803 et de plus, afin de lui assurer le monopole, aucune banque ne peut se former dans les départements

¹⁴ Gabriel RAMON. *op. cit.*, p. 20 et 26

¹⁵ MOLLIEN, *Mémoires d'un ministre du Trésor Public : 1780-1815*. Paris, Guillaumin, 1898, tome I, p. 342.

¹⁶ AF/IV/1070. *Commission sur l'émission des billets de banque, composée des Régents Perrégaux, Lecouteux, Davillier, Thibon et Delessert*. 15 pluviôse an XI.

¹⁷ MOLLIEN, *op. cit.*, p. 362.

sans l'autorisation du gouvernement¹⁸. Pour garder ses privilèges, la Banque n'hésitera pas à accepter les demandes d'avances de fond de Bonaparte pour financer les dépenses de l'État. De toute façon, avec un taux d'intérêt substantiel, environ 5 %, la Banque ne perd pas au change. Mais en contrepartie des privilèges qu'il lui a accordés, Bonaparte veut que l'État ait son mot à dire sur la gestion de son dividende qui s'élève alors à plus de 45 millions de francs. Entre 1802 et 1803, les négociations sur cette question ont été longues et ardues, mais au bout du compte, même si Bonaparte détient un droit de regard sur les activités et les orientations de la Banque par le truchement du ministre du trésor, ce sont les banquiers qui gardent l'avantage. En guise de conclusion, Mollien écrit : « Entre Bonaparte et les gens de finance, la partie n'était pas égale¹⁹. » Ces paroles prendront tout leur sens dans l'affaire des *Négociants Réunis*. Cette association regroupe trois personnages dont, Desprez, régent de la *Banque de France*, Vanlerberghe, munitionnaire, et le financier Ouvrard, qui est le cerveau de toute l'affaire. Leur plan est de vendre à l'État l'illusion de leur crédit.

II. L'affaire des Négociants réunis

En raison de la disette qui sévit alors en Espagne, les financiers de la compagnie des Négociants réunis ont l'opportunité de frapper un grand coup. Ils proposent au gouvernement espagnol de lui vendre du blé en échange des piastres mexicaines qui doivent arriver par galion. L'accord est conclu. Mais c'est sans compter avec l'Angleterre dont les navires interceptent le convoi en provenance du Mexique. Dès lors, la compagnie des Négociants réunis se retrouve en grande difficulté financière car, comme l'État français ne lui paye pas les fournitures qu'elle lui a vendues, Desprez et Ouvrard ne peuvent faire face à leurs obligations, ce qui place la Banque dans une situation précaire puisqu'elle leur a déjà escompté des dizaines de millions de francs pour cette affaire. En conséquence, elle est amenée à restreindre ses escomptes commerciaux. Or, cette mesure n'empêche pas son encaisse métallique de fondre comme neige au soleil alors que le montant des billets en circulation quadruple. Il passe de 16 millions à 76 millions. Par conséquent, ils se déprécient de 10 % de leur valeur réelle, ce qui provoque la panique

¹⁸ Gabriel RAMON, *op. cit.*, p. 51.

¹⁹ MOLLIEN. *Ibid.*, p. 362.

chez les petits épargnants. Le 5 juin 1805, avec l'accord de Barbé-Marbois, ministre du Trésor public, le conseil général met une somme de 1 000 000 de francs par semaine à la disposition du comité central pour distribuer des secours d'urgence²⁰. Mais, les besoins augmentent sans cesse. Les avances faites par le Trésor public, qui était de l'ordre de 30 millions en 1800, sont passées à 274 millions à la fin de l'été 1805²¹. La Banque est au bord de la catastrophe.

Pour sa part, même s'il est tout absorbé par les préparatifs de guerre contre l'Autriche, Napoléon prend conscience de la situation dramatique dans laquelle se trouvent la Banque : « Si la réserve est petite, c'est la faute à la Banque ; c'est qu'on négocie un grand nombre de petits papiers de circulation qui n'ont pas de marchandises derrière²². » Il envisage alors d'en reprendre le contrôle total. Mais, pour le moment, il annonce à Barbé-Marbois qu'il est prêt à tout pour sauver l'institution du naufrage.

Dans tous les temps et dans tous les besoins, la Banque a recours au Trésor public. Elle a raison d'y recourir : le Trésor public doit l'aider, et, malgré le mauvais esprit et la méfiance dont plusieurs Régents sont animés, j'arrêterai, s'il le faut, la solde de mes troupes pour la soutenir²³.

C'est finalement la victoire d'Austerlitz qui va rétablir la confiance et mettre fin à la crise. Pour Napoléon, c'est le moment de s'ingérer davantage dans les affaires de la Banque. De fait, il n'hésite pas à frapper les coupables. Quatre régents dont Desprez sont mis en accusation pour avoir acheté des piastres mexicaines avec les fonds de la Banque. De façon simultanée, il demande au conseil de régence de désigner quatre de ses membres pour se concerter avec le gouvernement sur la réforme que vient de présenter Crétet, ancien ministre des Ponts-et-Chaussées et futur gouverneur de la Banque de France. Le 27 mars 1806, l'État prend le contrôle des opérations. Napoléon déclare :

La Banque n'appartient pas seulement aux actionnaires, elle appartient aussi à l'État puisqu'il lui donne le privilège de battre monnaie. Je veux que la Banque soit assez dans les mains du Gouvernement et qu'elle n'y soit pas trop. Je ne demande pas qu'elle lui prête de l'argent, mais qu'elle lui procure des facilités²⁴.

²⁰ Gabriel RAMON, *op. cit.*, p. 66.

²¹ Jean THIRY, *Ulm – Trafalgar – Austerlitz*. Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 70.

²² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 9051, Lettre au Ministre du Trésor M. Barbé-Marbois, camp de Boulogne, 9 août 1805

²³ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 9124, Lettre au Ministre du Trésor M. Barbé-Marbois, camp de Boulogne, 24 août 1805.

²⁴ Alain PLESSIS, « La Banque de France : une des grandes institutions napoléoniennes », *Revue du souvenir napoléonien*, no 430, août-septembre 2000, pp. 35-43.

Et le 2 avril, il ajoute, à propos du mode de désignation du futur gouverneur : « Je dois être le maître dans tout ce dont je me mêle, et surtout dans ce qui regarde la Banque, qui est bien plus à l'Empereur qu'aux actionnaires, puisqu'elle bat monnaie²⁵. » Avec cette prise en main, car Napoléon supprime d'un coup les banquiers de l'opération, c'est le début d'une rupture entre lui et la bourgeoisie libérale.

III. Le temps des crises

Dès 1805, les premières faillites ont commencé à apparaître dans les bases même du régime. La reprise de la guerre, deux ans auparavant, a provoqué quelques secousses dans le milieu des affaires. Mais, sans omettre l'impact désastreux de l'affaire des Négociants réunis qui en découlent, la crise qui a suivi ces premières secousses fut provoquée par Napoléon lui-même. Afin de faire face à la troisième coalition, il a dû saisir tout le numéraire disponible pour financer ses armées. En conséquence, la rareté de l'argent a entraîné une hausse de l'inflation et déjà, on a commencé à enregistrer des faillites qui se sont révélées plus nombreuses à Paris que dans toute la France²⁶. La plus retentissante fut celle de la banque Récamier, aussitôt suivie, le 1^{er} janvier 1806, de celle de Vanlerberghe, qui présente un découvert de 147 millions. Lucide sur le peu de loyauté que lui porte ce dernier, et surtout, l'ensemble de la bourgeoisie libérale, Napoléon dit à Barbé-Marbois : « Si j'avais été battu, il eût été le meilleur auxiliaire de la coalition²⁷. » Il sait maintenant que, tant qu'il sera vainqueur, il pourra la museler et obtenir son concours. Mais, en définitive, bien qu'elle rétablisse la confiance, la victoire d'Austerlitz ne peut stopper entièrement la crise financière puisque le chômage s'est accru dans les centres manufacturiers. Heureusement, le blocus continental, promulgué par Napoléon en 1806, va temporairement favoriser ce secteur. Certes, il donne un coup très dur à l'économie maritime puisque l'activité commerciale des principaux ports va considérablement péricliter. D'un autre côté, il favorise l'expansion de l'industrie et du commerce français en direction des marchés réservés comme l'Italie, l'Allemagne et la

²⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*. Cité par Alain PLESSIS, *op. cit.*, pp. 35-43.

²⁶ Jean TULARD, *Napoléon*. Paris, Fayard, 1998, p. 271.

²⁷ Georges LEFEBVRE, *op. cit.*, p. 217-218.

Hollande²⁸. Même si, à partir de ce moment, la France entre dans l'ère industrielle, elle va connaître très rapidement les effets des crises économiques qui y sont reliées. Celle de 1810 ébranle très sérieusement le pouvoir napoléonien car, déjà frappée par les rigueurs du blocus continental, les industriels et les commerçants se détachent progressivement de Napoléon.

Pour l'essentiel, cette crise est née de la spéculation sur les denrées coloniales et de la surproduction industrielle. Même si elle est favorisée par le protectionnisme dont l'entoure Napoléon, l'industrie n'arrive tout simplement pas à trouver les matières premières pour fabriquer ses produits. Cette tendance se manifeste surtout dans le secteur du textile où l'approvisionnement en coton devient de plus en plus problématique. Par conséquent, les prix augmentent et, même dans les secteurs protégés, les produits français ne trouvent plus preneur. En fait, l'importation massive en contrebande des marchandises britanniques ne les rend pas concurrentiels. D'autre part, les produits français sont directement concurrencés par ceux des industries saxonnes et suisses qui, grâce à une main-d'œuvre peu coûteuse, peuvent aisément tirer leur épingle du jeu²⁹. Ainsi, en raison de l'insuffisance des marchés intérieurs et extérieurs et de la forte spéculation, la crise devient inévitable. Le cœur du séisme est enregistré à Lübeck, là où la faillite de la maison Rodde, qui spéculait sur les denrées coloniales dont les prix étaient très élevés en raison de la rareté due au blocus, entraîne une onde de choc à travers toute la France. Très vite, la réaction en chaîne touche la haute banque de Paris. En septembre 1810, neuf maisons parisiennes, dont celles de Laffitte, Fould, Tourton et Doumerc, doivent déposer le bilan³⁰. Toutes les grandes places de l'Europe napoléonienne, puisqu'il s'agit d'un marché fermé, sont aussitôt atteintes par la crise.

Les victimes du contrecoup sont évidemment les industries textiles qui doivent diminuer la production, ce qui entraîne des mises à pied. Les villes de Tours, Nîmes et Lyon sont directement affectées. La dépression frappe de plein fouet le Nord du pays, la rive gauche du Rhin et les Pyrénées. À Paris, sur cinquante mille ouvriers parisiens

²⁸ Fernand BRAUDEL et Ernest LABROUSSE, *op. cit.*, p. 101.

²⁹ *Ibid.*, p. 91.

³⁰ Archives nationales, AF/IV/1510, *Bulletins et rapport de police, rapport de ministre de la Police*, Savary, duc de Rovigo, 20 septembre 1810.

recensés, vingt mille sont réduits au chômage dans le courant de mai³¹. Dès le mois de décembre, Napoléon puise dans le fond extraordinaire du domaine pour soutenir l'industrie. Comme dans l'Ancien Régime, des prêts lui sont accordés afin d'éviter les faillites en série. Mais en dépit de l'effet bénéfique de cette aide, il faut recourir à la Banque de France à qui Napoléon demande d'escompter plus largement. Il sait que, si rien n'est fait, la crise peut avoir des répercussions sociales très importantes.

C'est dans cette optique qu'il apporte son aide à Richard-Lenoir, grand propriétaire d'industries textiles. Il est conscient que, si ce dernier dépose son bilan, c'est plus de douze mille ouvriers qui vont se retrouver à la rue. Toujours sur les fonds du domaine, Napoléon lui avance deux millions de francs. Il fait de même avec plusieurs autres entreprises, si bien que les prêts qu'il a personnellement accordés s'élèvent à seize millions au début de l'année 1811. Dans le même temps, un fond de secours gouvernemental est créé afin d'apporter une aide beaucoup plus concrète et soutenue aux industries en difficulté³². Néanmoins, cela n'empêche pas le recul des exportations des produits manufacturés qui passent de 376 millions en 1810 à 327 millions en 1812. Suivant la même tangente, celles des produits fabriqués, toujours pour les années 1810 à 1812, passent de 167 millions à 137 millions. En province, les effets de la crise commencent à se faire sentir. Le pillage, la mendicité et le vagabondage se multiplient³³. Appliquant les mêmes mesures pour secourir les ouvriers sans travail à Paris, Napoléon ouvre de grands chantiers. Les chômeurs sont utilisés dans les travaux de terrassement, aux démolitions du Louvre et aux fabriques d'armes en vue du conflit qui s'annonce avec la Russie. En outre, il stimule également l'industrie des produits de luxe par le truchement de commandes personnelles.

Le faubourg Saint-Antoine manque d'ouvrage; je désire lui en donner, surtout ce mois-ci qui précède les fêtes. Il est nécessaire que vous alliez à Paris voir les gens de mon garde-meuble et mon architecte Fontaine et que l'on fasse une commande telle que, pendant les mois de mai et de juin, 2000 ouvriers du faubourg Saint-Antoine qui font des chaises, des tables, des commodes, des fauteuils et qui sont sans ouvrage en aient sur le champ³⁴.

³¹ Jean TULARD, *Napoléon*, op. cit., p. 271.

³² José MURACCIOLE, « Napoléon et l'aide aux manufacturiers en 1810 - 1811 », *Revue du souvenir napoléonien*, no 257, janvier 1971, pp. 13-14.

³³ Fernand BRAUDEL et Ernest LABROUSSE, op. cit., p. 93.

³⁴ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 17700, Lettre au Grand maréchal du palais, Paris, le 7 mai 1811. Cité par Jean TULARD, *Nouvelle histoire de Paris, le Consulat et l'Empire*. Paris, Hachette, 1971, p. 344.

Napoléon estime le montant de ses commandes à 300 000 francs. Par la même occasion, il prévoit l'embauche de 2000 à 3000 ouvriers pour la restauration de Versailles. Grâce à toutes ces mesures, le nombre de chômeurs est passé de 20 000 à 5720³⁵. Quant à ceux qui n'ont pas de travail, il fait répartir des secours en argent entre les comités de bienfaisance des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau³⁶. Évidemment, ces expédients temporaires ne sont pas étrangers à la très grande admiration que les ouvriers portent toujours à l'Empereur lors de son retour en 1815. Pour eux, malgré les crises successives et les mesures prises pour les faire tenir tranquilles, soit l'instauration d'un carnet de contrôle et des dispositions en faveur des patrons dans le Code civil, il demeure le père du petit peuple.

Au début de 1812 cependant, bien que la situation se stabilise, elle ne s'améliore pas. En fait, suite à l'année qui a suivi la crise industrielle, la France doit faire face à une crise agricole. La mauvaise récolte de 1811, causée par les pluies diluviennes dans l'île de France et la sécheresse dans le Midi, a entraîné une forte spéculation sur le prix des blés, donc l'augmentation du prix du pain. Le prix de l'hectolitre passe alors de 20,26 francs en 1810 à 26,33 francs en 1811. Il grimpe jusqu'à 33 francs en 1812 ce qui cause de graves émeutes. À Caen, la troupe est obligée d'intervenir pour réprimer une émeute de la faim causée en grande partie par les ouvriers sans travail. Les meneurs sont fusillés sur la place publique.

Bien que Napoléon impose un prix plafond, soit 33 francs l'hectolitre, les prix ne cesseront pas d'augmenter. Le marché clandestin prend aussitôt la relève. Dans la région parisienne, le prix de l'hectolitre de blé passe à 58 francs au printemps de 1812 pour atteindre un sommet de 85 francs en juillet. Au cours de cette même année, les prix baissent considérablement en raison de la récolte qui s'avère excellente. Or, accentuée par les effets de la guerre et l'affaire Malet, la crise va se poursuivre jusqu'à l'abdication de Napoléon en avril 1814. Pour le mois d'octobre 1813, la perte des marchés protégés et la baisse des produits manufacturés ont provoqué vingt-quatre faillites à Paris. Trente-quatre de plus sont enregistrées en novembre dans la capitale. Dès les premiers jours de

³⁵ Archives nationales, F7 3835. Cité par Jean TULARD, *op. cit.*, p. 344.

³⁶ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 17703, Lettre au Grand maréchal du palais, Paris, le 7 mai 1811. Cité par *ibid.* p. 344.

1814, la rente recule de 5 %, soit de 80 francs en décembre à 47 francs en janvier³⁷. En conséquence, les crises successives ont fini de ruiner le crédit que Napoléon avait auprès de la bourgeoisie libérale. Lorsqu'il revient au pouvoir en 1815, elle manifeste son opposition par le truchement des députés libéraux qui siègent dans les chambres. Afin de leur envoyer un signal clair sur ses intentions libérales, Napoléon prendra Benjamin Constant à son service. Mais cela ne sera pas suffisant pour ramener la confiance qui existait avant 1805.

IV. Le souverain libéral

Suite à leurs multiples désillusions qui ont suivi le coup de brumaire, puisqu'ils ont « abandonné » le pouvoir entre les mains de Napoléon, les libéraux sont maintenant bien décidés à prendre en main la défense de leurs intérêts tant au niveau politique qu'économique. Les mesures de despotismes dont l'abolition du Tribunat, la censure des journaux, les Sénatus-consultes, la guerre à outrance et l'enfermement des opposants sont des souvenirs encore vivaces dans les esprits. Ils leur importent donc de limiter le pouvoir de Napoléon et, de fait, seule une constitution rédigée par eux et acceptée par lui y parviendra. Ils sont convaincus de réussir puisqu'ils ont conscience de sa très grande vulnérabilité depuis sa défaite de 1814. « L'effondrement a été trop brutal, la crise trop grave pour ne pas disperser et diviser la confiance en l'homme ou dans son système³⁸. » De plus, ils se doutent bien que Napoléon ne pourra pas l'emporter face à cette multitude d'ennemis qui se presse aux frontières. Mais, pour eux, c'est l'occasion d'agir. À travers un prince affaibli, à moins que la République ne soit proclamée, ils rédigeront une constitution qu'ils imposeront au prochain souverain. Pour Napoléon, il importe surtout de se maintenir en place jusqu'au moment où la victoire sera remportée. C'est pourquoi il accepte, sans grande résistance d'ailleurs, les camouflets et presque toutes les mesures qui visent à réduire son pouvoir.

Dès la formation de son cabinet, les libéraux ont exprimé leur mécontentement. Pour eux, le retour de Savary, de Maret et de Molé, ainsi que la réapparition des grands

³⁷ Fernand BRAUDEL et Ernest LABROUSSE, *op. cit.*, p. 94.

³⁸ Frédéric BLUCHE, *le Bonapartisme : aux origines de la droite autoritaire (1800-1850)*. Nouvelle éditions latines, 1981, p. 100.

officiers civils et des charges de cour, constituent un retour au despotisme³⁹. En fait, sachant Napoléon affaibli par les revers de l'année précédente, ils veulent limiter au maximum son pouvoir. Lui-même s'en rend compte le 22 mars lorsqu'il signe le décret d'amnistie qui excepte : Talleyrand, Marmont, Dalberg, Montesquiou, Jaucourt, Beurnonville, Lynch, Vitrolles, Alexis de Noailles, Bourrienne, Bellard, Louis de La Rochejacquelein, Sosthène de La Rochefoucauld et Augereau. Ce dernier fut plus tard rayé de cette liste grâce aux supplications de sa femme et, surtout, en raison de sa proclamation légitimant le pouvoir impérial⁴⁰. Tous ces gens sont accusés d'avoir favorisé l'invasion de la France et la chute du régime en 1814. Par conséquent, ils seront tous déférés devant les tribunaux et leurs biens mis sous séquestre. À la lecture du document, l'entourage de l'Empereur s'oppose à cette politique de proscription. Le premier à exprimer son désaccord est Fouché. Il allègue que les ministres n'ont pas délibéré de cette mesure et qu'un pareil acte de vengeance despotique ne correspond pas aux engagements de l'Empereur⁴¹.

Évidemment, quoi qu'il en dise dans ses mémoires, Fouché s'oppose à cette mesure par simple calcul. Sachant que Napoléon ne se maintiendra pas bien longtemps sur le trône, il cherche, nous le savons déjà, à se ménager des appuis royalistes qui lui seront très utiles lorsque ces derniers reprendront le pouvoir. À l'inverse, les scrupules de Bertrand sont beaucoup plus nobles. Malgré l'insistance de Napoléon, le grand maréchal du palais refuse de contresigner le décret qui, selon lui, va à l'encontre de la promesse d'amnistie générale. L'Empereur rencontre les mêmes résistances chez Maret qui, malgré tout, appose sa signature sur le document qui paraît le 6 avril. À sa lecture, La Bédoyère, qui est pourtant l'un des premiers à avoir rallié Napoléon lors de sa marche sur Paris, n'hésite pas à lui lancer ce commentaire : « Si le régime des proscriptions et des séquestres recommence, tout sera bientôt fini⁴². » Dans ces mémoires, Thibaudeau explique que les choses ne sont plus comme au temps des années de gloire.

³⁹ Auguste PÉTIET, *Souvenir militaires de l'histoire contemporaine*. Paris, Tours, Orléans, Dumaine, Pornin, Gatineau, 1844, p. 180-181.

⁴⁰ Jean-Baptiste DUVERGIER, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, et avis du Conseil-d'Etat*. Paris, Charles Béchet, 1827, tome XIX, décret du 8 avril 1815, p. 447-448 - Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours*. Paris, Les Introuvables, 2006, tome I, p. 315.

⁴¹ Joseph FOUCHÉ, *Mémoires de Joseph Fouché : duc d'Otrante, ministre de la police générale*. Paris, Le Rouge, 1824, tome II, 327.

⁴² Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours*, op. cit., p. 319.

Quelle que fût la valeur personnelle de l'Empereur, vaincu, renversé du trône, en y remontant ce n'était plus le même homme. Frappé de la foudre, il en portait la tache. La France avait changé. En y passant, la restauration avait réveillé chez les uns l'amour de la liberté; elle avait payé des autres de leur défection, ils lui avaient prêté serment⁴³.

Conscient que les choses ont changé, Napoléon dit à Belliard en parlant de Louis XVIII : « Ce diable d'homme, dans un an, il m'a gâté la France⁴⁴. » Bien qu'il répugne à ce jeu, Napoléon n'a guère d'autre choix que de jouer la comédie libérale. Quelques heures seulement après son entrée dans Paris, le conseil d'État, qui se passe de son avis, jette sur papier les bases de ce que sera son régime. Dans l'adresse du 25 mars, Thibaudeau, un ancien Jacobin, déclare que Napoléon est devenu le défenseur de tous les principes libéraux. En conséquence, il garantit la liberté de la presse, l'égalité des droits, les libertés individuelles, le vote des contributions et des lois par une assemblée élue, la responsabilité des ministres et l'inamovibilité des juges. Le tout sera enchâssé dans une nouvelle constitution promulguée lors d'une grande assemblée des représentants qui se tiendra sous la présidence de l'Empereur⁴⁵. Ce sera l'acte additionnel présenté au cours de la cérémonie du champ de mai. Thibaudeau, qui a d'abord souhaité que Napoléon s'empare de la dictature, a quand même pris la liberté de faire insérer cette petite phrase très gênante pour les libéraux : « La souveraineté réside dans le peuple; il est la seule source légitime de pouvoir⁴⁶. » On a vu dans un chapitre précédent dans quelle mesure l'entourage de Napoléon avait réagi négativement à cet ajout. Afin de calmer cette petite crise idéologique, il assure tout ce petit monde qu'ils n'ont rien à craindre. Le peuple n'aura pas droit au chapitre. Devant les présidents de sections du conseil d'État, Defermon, Regnaud de Saint-Jean d'Angely, Boulay de la Meurthe et Andréossy, il dit que la déclaration pose d'une manière trop large le principe de souveraineté du peuple. À Molé, qui soutient que la déclaration renferme des principes aussi dangereux que ceux de 1793, il assure qu'il maîtrisera les Jacobins⁴⁷. En fait, il n'y a rien à maîtriser car, comme l'écrit Frédéric Bluche, « le ralliement des jacobins pose donc moins de problèmes que

⁴³ A.C THIBAudeau, *Mémoires: 1799-1815*. Paris, Librairie Plon, 1913, p. 459.

⁴⁴ Comte BELLIARD, *Mémoires écrits par lui-même, recueillis et mis en ordre par M. Vinet, l'un de ses aides de camp*. Paris, Berquet et Pétion, 1842, tome 1 p. 202.

⁴⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, adresse du conseil d'État à Napoléon. Extrait du Moniteur du 27 mars 1815.

⁴⁶ A.C THIBAudeau, *Mémoires, op. cit.*, p. 464.

⁴⁷ Emile LE GALLO, *Les Cent-Jours*. Paris, Librairie Félix Alcan, 1924, p. 187.

celui de la bourgeoisie libérale. Après tout, s'ils sont démocrates, ils sont aussi antilibéraux et l'hypothèse d'un ajournement de la représentation nationale, où ils ne seraient – et ne seront – que minoritaires, ne leur fait pas peur⁴⁸. »

On constate que les mesures annoncées dans la déclaration du conseil d'État imposent à Napoléon un changement draconien dans les bases mêmes de son régime et surtout, pour sa propre personne. Avant de quitter l'île d'Elbe, il savait qu'il devrait faire des changements, mais jamais il n'avait imaginé que cela irait au point de se renier. Pour un homme qui contrôlait tout, qui pouvait faire fermer un journal ou emprisonner des opposants politiques par sa seule volonté, il n'est pas facile d'accepter ce qu'on lui impose. D'ailleurs, il lui répugne de permettre le rétablissement de la liberté de presse parce qu'il craint que les jacobins et les royalistes s'en emparent pour servir leur cause et le discréditer. Mais, en dépit de ses réticences, il doit quand même s'exécuter⁴⁹. Le 24 mars, c'est chose faite. Les Français reprennent un droit conquis dès les premières heures de la Révolution et supprimé, faut-il le rappeler, par Napoléon en brumaire de l'An VIII⁵⁰. Il comprend qu'on veut limiter son pouvoir. Pour le moment, il sait qu'il n'a guère le choix. La guerre menace et il ne peut se permettre d'engendrer une opposition qui viendrait miner les fondements même de son pouvoir.

Par conséquent, malgré ses réticences, il annonce à tous les services gouvernementaux qu'il adhère aux changements constitutionnels qui lui sont proposés⁵¹. Toutefois, il faut comprendre que Napoléon s'est pris lui-même à son propre piège. Lors de sa marche sur Paris, il a multiplié les déclarations qui vont dans le sens même du projet présenté par le conseil d'État. Aux habitants des Hautes et des Basses Alpes, par exemple, il a dit : « Mon retour dissipe toutes vos inquiétudes; il garantit la conservation de toutes les propriétés et l'égalité entre toutes les classes⁵². » Dans toutes ses déclarations et tous ses décrets, on remarque qu'il ne prononce jamais le mot liberté, bien qu'il soit sous-entendu par le recours aux droits du peuple. Dans son esprit, c'est une

⁴⁸ Frédéric BLUCHE, *op. cit.*, p. 101-102.

⁴⁹ Joseph FOUCHÉ, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 318-319.

⁵⁰ Jean-Baptiste DUVERGIER, *Collection complète des lois*, *op. cit.*, p. 453.

⁵¹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 21715, 21716, 21717, 21718, 21719, 21720, Réponse de l'Empereur à l'adresse des ministres, à l'adresse du conseil d'État, à l'adresse de la cour de cassation, à l'adresse de la cours des comptes, à l'adresse de la cour impériale, à l'adresse du conseil municipal de Paris, Palais des Tuileries, Paris, 26 mars 1815.

⁵² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 21685, Aux habitants des Hautes et Basses-Alpes, Gap, 6 mars 1815.

expression plutôt vague qu'il utilise souvent afin de se distancier du régime précédent⁵³. Mais en utilisant cette formule, est-ce qu'il a pensé à la référence indirecte qu'il faisait à la Déclaration des droits de l'homme? A-t-il seulement mesuré l'impact que cela pouvait avoir sur les esprits? Quoi qu'il en soit, il n'en faut pas davantage aux libéraux pour saisir l'occasion afin de s'infiltrer dans la brèche. Napoléon est au pied du mur. Malgré tout, suite à son acceptation des principes qui lui sont imposés, il reçoit, de toutes les parties du pays, des appuis de généraux, de fonctionnaires et de juristes⁵⁴.

À partir de ce moment, il peut penser qu'il est sur la bonne voie pour rallier le pays puisque la bourgeoisie libérale semble se ranger derrière lui. Mais il n'en est rien. En fait, il faut comprendre que celle-ci se méfie de l'homme qui, il y a tout juste un an, gouvernait la France de manière despotique. Ils ne croient pas qu'il ait véritablement changé. Pour elle, il est toujours l'homme de 1805 et de 1811, celui qui, avec la complicité passive du Sénat, pouvait lever la conscription et des contributions extraordinaires sur tout le pays. Avec ces nouvelles mesures, le recours aux sénatus-consultes pour contourner l'appareil législatif n'est plus possible. Il doit maintenant passer par les Chambres. Peu importe le régime, que ce soit Louis XVIII ou Napoléon, tout cela n'est qu'une question d'intérêts. En fait, ce que veulent les libéraux, c'est d'abord et avant tout de gagner des libertés politiques et de procurer à la bourgeoisie libérale les moyens de contrôler l'État pour qu'elle puisse maintenir ses privilèges sociaux et économiques. Résumant tout cela, le chantre de ce parti, Benjamin Constant, a écrit : « Le commerce, qui repose sur les relations paisibles et libres des nations entre elles, trouvait sa ruine dans un système guerrier, traînant à sa suite l'interruption des communications, l'interdiction des correspondances, les séquestres, les confiscations et les blocus⁵⁵. » C'est là, en quelques mots, une critique des effets néfastes du système napoléonien sur les intérêts de la bourgeoisie libérale. Les dérives économiques et despotiques de l'Empire ne doivent plus se reproduire.

⁵³ Au nombre de onze, les décrets de Lyon, datés du 13 mars, ont été publiés dans le *Moniteur* des 21 et 22 mars.

⁵⁴ *Le Moniteur*, 26-27-30-31 mars et 1^{er}-3 et 4 avril 1815. Cité par Emile LE GALLO, *Les Cent-Jours*, op. cit., p. 188-189.

⁵⁵ Benjamin CONSTANT, *Mémoires sur les Cent-Jours*, op. cit., p. 65.

V. Rédaction de l'acte additionnel

Après avoir promis l'élaboration d'une nouvelle constitution, Napoléon doit maintenant passer aux actes. Évidemment, contrairement à ce qu'il a laissé entendre dans ses décrets de Lyon, il n'est nullement question d'une grande consultation populaire, car le temps lui manque. Il lui serait très difficile de réunir 30 000 citoyens dans un même lieu afin de discuter chaque article de la nouvelle constitution. En raison de la guerre qui menace, il doit aller vite en besogne. Dans les circonstances, la constitution sera rédigée en petit comité et par la suite, présentée au peuple pour obtenir son approbation. En cela, il n'y a aucune rupture avec les vieilles coutumes du Consulat et de l'Empire. Les réformes constitutionnelles antérieures, dont la constitution de l'An VIII, le Consulat à vie et la transformation de la République en Empire, ont toutes été sanctionnées par voie plébiscitaire. C'est toujours la maxime de l'abbé Sieyès qui prévaut : « La confiance doit venir d'en bas, le pouvoir doit venir d'en haut⁵⁶. » Pour ce faire, l'Empereur se tourne vers l'un de ses plus farouches opposants, Benjamin Constant. Dès le retour de Napoléon, celui-ci a quitté précipitamment Paris pour l'Ouest du pays par crainte de représailles dues à son article à l'intérieur duquel il compare Napoléon à Néron. Cependant, au cours des jours qui suivent, rien ne se passe. En outre, la publication de l'adresse du 25 mars, dans laquelle Napoléon exprime ses sentiments libéraux, finit de le convaincre de ses bonnes intentions. Craignant moins pour sa sécurité, il revient graduellement vers Paris où il rencontre Joseph. Cette rencontre sera décisive. Ce dernier lui assure qu'il n'a rien à craindre, que Napoléon est désormais changé. Joseph, que Constant connaît depuis le Directoire, lui certifie qu'il aura une place au conseil d'État s'il accepte de travailler pour son frère. C'est inespéré parce que cela fait si longtemps qu'il veut jouer un rôle véritable sur la scène politique pour y faire valoir ses idées; qu'il ne peut refuser⁵⁷. Lors de leur première rencontre quelques semaines plus tard, soit le 14 avril, Constant est séduit par la nouvelle attitude de Napoléon qui lui dit :

Voyez donc ce qui vous semble possible; apportez-moi vos idées. Des discussions publiques, des élections libres, des ministres responsables, la liberté de la presse, je veux

⁵⁶ Adolphe THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, op. cit., tome I, p. 98.

⁵⁷ Gustave RUDLER, « Le vrai journal intime de Benjamin Constant », *Revue des études napoléoniennes*, janvier-février 1915, pp. 76-105.

tout cela... La liberté de presse surtout; l'étouffer est absurde. Je suis convaincu sur cet article... Je suis l'homme du peuple; si le peuple veut réellement la liberté, je la lui dois⁵⁸.

Néanmoins, Napoléon ne lui cache pas que ce genre de réformes lui pèse beaucoup.

Cependant ce n'est que la minorité qui les veut, ne vous y trompez pas. Le peuple, ou si vous l'aimez mieux, la multitude, ne veut que moi. La fibre populaire répond à la mienne. Je suis sorti des rangs du peuple : ma voix agit sur lui. Voici ces conscrits, ces fils de paysans : je ne les flattais pas : je les traitais rudement. Ils ne m'entouraient pas moins, ils n'en criaient pas moins : Vive l'Empereur ! C'est qu'entre eux et moi, il y a même nature. Ils me regardent comme leur soutien, leur sauveur contre les nobles... Je n'ai qu'à faire un signe, ou plutôt à détourner les yeux, les nobles seront massacrés dans toutes les provinces. Ils ont bien manœuvré depuis dix mois !... mais je ne veux pas être le roi d'une jacquerie. S'il y a des moyens de gouverner par une constitution, à la bonne heure... J'ai voulu l'empire du monde, et, pour me l'assurer, un pouvoir sans borne m'était nécessaire⁵⁹.

Constant accepte la proposition de l'Empereur. C'est lui qui rédigera la nouvelle constitution. Pour Napoléon, c'est une grande victoire politique. En amenant vers lui l'un des opposants les plus déterminés, il désarme tous les adhérents de ce même parti. C'est, selon l'expression de Frédéric Bluche, l'association entre l'idéophile et l'idéophobe. D'ailleurs, dans les dernières phrases de ce témoignage, on remarquera sans difficulté le côté idéophobe de l'Empereur puisqu'il n'est pas très enthousiasmé par ces idées de liberté. Il s'y résigne uniquement pour faire taire l'opposition. Néanmoins, afin de masquer son impuissance, il fait savoir à Constant qu'il n'est pas démuni devant le parti libéral. Si on le pousse dans ses derniers retranchements, bien qu'il y répugne, il se reposera sur le peuple, donc sur la frange jacobine qui fait peur aux libéraux. En agitant l'épouvantail jacobin, son but est évidemment d'influencer Constant lors de la rédaction de la constitution. En fait, il souhaite que cette dernière s'amalgame avec l'ensemble de ses années de règne. Quelques jours plus tard, lorsqu'il lui présente une première ébauche épurée des constitutions impériales et des sénatus-consultes organiques, Constant se rend vite compte que Bonaparte veut rester Napoléon.

Ce n'est pas là ce que j'entends, vous m'ôtez mon passé, je veux le conserver. Que faites-vous donc de mes onze ans de règne ? J'y ai quelques droits, je pense, l'Europe le sait. Il

⁵⁸ Benjamin CONSTANT, *Mémoires sur les Cent-Jours*, op. cit., p. 135.

⁵⁹ *Ibid*, p. 134-135.

faut que la nouvelle constitution se rattache à l'ancienne. Elle aura la sanction de plusieurs années de gloire et de succès⁶⁰.

Constant ne discute pas davantage car, d'une manière ou d'une autre, la nouvelle constitution fait effectivement disparaître la vieille constitution impériale et les sénatus-consultes. S'il avait discuté plus longtemps, il aurait pu perdre ce que les libéraux ont gagné. D'ailleurs, comme il le dit dans ses mémoires, il ne pouvait remplacer, sans rien mettre à leur place et dans un moment où la guerre menace, toutes les lois civiles et criminelles, l'organisation de l'administration intérieure, la hiérarchie et les attributions de tous les pouvoirs qui se rattachent aux institutions que Napoléon a imposées à la France depuis 1800 jusqu'en 1812. À l'heure où toutes les forces sont absorbées pour faire face à la menace extérieure, il lui faut aller à l'essentiel. Pour ménager la susceptibilité du monarque, la constitution s'appellera donc, *Acte additionnel aux constitutions de l'Empire*. Dans l'ensemble, l'acte additionnel reprend les vœux du conseil d'État. Napoléon partagera le pouvoir législatif avec les deux chambres, soit celle des pairs et des députés qui seront élus pour une durée de cinq ans⁶¹. En clair, sans le consentement des Chambres, il ne pourra plus lever la conscription ni de nouveaux impôts⁶². Mais, en cas de force majeure, il peut dissoudre ou proroger la Chambre des représentants. Quant à son président, ce sont les députés qui ont le pouvoir de l'élire. Par la suite, son élection est approuvée ou rejetée par le souverain⁶³. Bien que Napoléon garde le pouvoir de nommer ses ministres, ceux-ci, selon l'article 39, sont maintenant imputables devant la Chambre des représentants et des pairs. Au niveau judiciaire, les juges sont nommés à vie par le souverain et, en ce qui a trait à la religion, la liberté de culte est proclamée. C'est là une sévère entorse dans le Concordat qui, on s'en souvient, stipulait que la religion catholique était prédominante en France. Enfin, la liberté de presse est reconfirmée dans l'article 64.

Sur la formation de la Chambre des pairs, bien qu'il soit sentimentalement favorable à la noblesse, Napoléon s'y oppose pour des raisons politiques : « La pairie est

⁶⁰ *Ibid.* p. 141.

⁶¹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 21839 – Acte additionnel aux constitutions de l'Empire, Extrait du Bulletin des lois du 23 avril 1815, no 19. Articles 2 et 13.

⁶² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 21839 – Acte additionnel aux constitutions de l'Empire, Extrait du Bulletin des lois du 23 avril 1815, no 19. Article 21 et 36.

⁶³ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 21839 – Acte additionnel aux constitutions de l'Empire, Extrait du Bulletin des lois du 23 avril 1815, no 19. Articles 51 et 62.

en désharmonie avec l'état présent des esprits; elle blessera l'orgueil de l'armée, elle trompera l'attente des partisans de l'égalité, elle soulèvera contre moi dix prétentions individuelles. » Au niveau pratique, il fait valoir que les choses ne sont pas plus simples.

Où voulez-vous que je trouve les éléments d'aristocratie que la pairie exige? Les anciennes fortunes sont ennemies, plusieurs nouvelles sont honteuses. Cinq ou six noms illustres ne suffisent pas. Sans souvenir, sans éclat historique, sans grandes propriétés, sur quoi ma pairie sera-t-elle fondée? D'ici trente ans, mes champignons de pairs ne seront que des soldats ou des chambellans; l'on ne verra qu'un camp ou une antichambre⁶⁴.

Cela est d'autant plus contradictoire qu'il a aboli la noblesse dans son décret du 13 mars à Lyon. Par conséquent, Napoléon sait qu'il risque fort de donner des munitions à « l'opposition jacobine ». Mais Constant ne désarme pas. Il prétend que la pairie viendra soutenir et perpétuer la foi monarchique. Selon lui, elle assistera le monarque contre toute forme de rébellion. Son rôle ne sera que symbolique. Dans les faits, les motifs de Constant sont beaucoup plus pragmatiques : « Je vis dans une magistrature héréditaire une barrière de plus contre l'autorité d'un homme, et je cherchais partout des barrières⁶⁵. » Malgré ses décrets de Lyon, Napoléon ne voit pas d'un mauvais œil la vieille noblesse. Pendant toutes ces années de règne, surtout depuis 1805, il a tout fait pour se la rallier. Dans son esprit, c'était en quelque sorte assurer la légitimité de sa nouvelle dynastie, la quatrième, au même titre que les Capétiens directs, les Valois et les Bourbons. Dans une conversation avec Sismondi, il exprime ses sentiments sur l'utilité de la pairie.

Le gouvernement est une navigation, il faut avoir deux éléments pour naviguer, il en faut deux aussi pour diriger le vaisseau de l'État. On ne dirigera jamais les ballons, parce qu'en flottant dans un seul élément on n'a aucun point d'appui, on n'a de même aucune possibilité de direction dans la démocratie pure, mais en la combinant avec l'aristocratie, on oppose l'une à l'autre, et on dirige le vaisseau par des passions contraires⁶⁶.

Diviser pour régner en quelque sorte. Mais pour le moment, bien que Napoléon y soit favorable, il aurait souhaité que l'instauration de la pairie se fasse après la guerre. En dépit de ses réticences, il accepte les recommandations de Constant. En nombre illimité, il aura le privilège de nommer les pairs dont le titre est héréditaire. Seul le président de la

⁶⁴ *Ibid.*, p. 155.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 158.

⁶⁶ Pascal VILLARI, « Conversation de Napoléon avec Sismondi », *Revue historique*, janvier-juin 1876, tome 1, pp. 238-252.

pairie sera élu à vie par les pairs eux-mêmes. Cependant, même si Napoléon contente partiellement la noblesse, il prend des mesures pour assurer que les Bourbons ne reviendront pas sur le trône. L'article 67 interdit, en cas d'extinction de la dynastie impériale, le rétablissement de l'ancienne noblesse féodale et des droits féodaux et seigneuriaux. Par conséquent, on réaffirme que la dîme est définitivement abolie et l'irrévocabilité de la vente des domaines nationaux.

Sur le plan démocratique, c'est-à-dire sur le plan de la représentation populaire, la nouvelle constitution est semblable à celle de l'an VIII dont les articles ont été confirmés par celle de 1802. Bien qu'il soit stipulé que tous les Français sont tous égaux devant la loi, l'impôt et les charges publiques, les ouvriers et les paysans n'ont pas droit de cité. Pour être admis dans l'un des collèges électoraux, il faut être propriétaire⁶⁷. Sur cette lancée, l'acte additionnel va beaucoup plus loin que les constitutions précédentes. L'article 33 stipule que l'industrie et la propriété manufacturière et commerciale auront une représentation spéciale. En fait, l'élection de ces représentants sera faite par le collège électoral de départements sur une liste de personnes éligibles dressée par les chambres de commerce et les chambres consultatives réunies⁶⁸. Dorénavant, aucune décision de nature économique ne pourra être prise sans au préalable avoir consulté cette dernière instance. C'est là une assurance contre les décisions arbitraires qui ont mené au blocus continental et aux décrets de Milan. Ainsi, par le truchement des députés libéraux et de Benjamin Constant, la bourgeoisie libérale voit ses intérêts économiques protégés.

À l'image du système britannique, la constitution limite beaucoup le pouvoir de Napoléon. C'est le triomphe des libéraux en général qui, dorénavant, par le truchement des Chambres, dirigeront les orientations politiques, économiques et sociales du pays. Toutefois, à la veille de concrétiser leur triomphe, ceux-ci rencontrent une opposition inattendue. Napoléon refuse de transiger sur son droit de saisir les biens des traîtres. Surtout à la veille d'une guerre, il n'envisage pas un seul instant de se départir d'une telle arme. Lors des réunions du 21 au 22 avril qui se tiennent devant lui, les débats se portent

⁶⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 21839 – Acte additionnel aux constitutions de l'Empire, Extrait du Bulletin des lois du 23 avril 1815, no 19. Articles 27 et 28.

⁶⁸ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 21839 – Acte additionnel aux constitutions de l'Empire, Extrait du Bulletin des lois du 23 avril 1815, no 19. Article 33.

sur cette question. Les commissaires, et Benjamin Constant en tête, s'expriment contre cette mesure qu'ils jugent arbitraire. C'est à ce moment que Napoléon explose.

On veut que les hommes que j'ai comblés de biens s'en servent pour conspirer contre moi à l'étranger! Cela ne peut être, cela ne sera pas; chaque Français, chaque soldat, chaque patriote, aurait droit de me demander compte des richesses laissées à ses ennemis. Quand la paix sera faite, nous verrons. À chaque jour sa peine, à chaque circonstance sa loi, à chacun sa nature. La mienne n'est pas d'être un ange⁶⁹.

Lorsqu'il lève la séance, il leur jette encore : « Messieurs, je le répète, il faut qu'on retrouve le vieux bras de l'Empereur⁷⁰. » Constant sait que si on le pousse dans ses derniers retranchements, Napoléon peut revenir sur tout ce qu'il a accepté. Ne dispose-t-il pas de l'armée et du peuple comme principal appui? À la veille d'une guerre, il vaut mieux céder sur un point que de risquer de perdre tout ce qui a été gagné. Constant le sait bien, Napoléon peut aisément remettre la publication de la constitution après les hostilités. Sur ce point, la guerre étant la priorité absolue, l'opinion le suivra sans faire de difficulté. En fait, les commissaires sont coincés dans un dilemme. S'il revient vaincu et qu'il abdique une seconde fois, ils n'auront pas de document constitutionnel à imposer au nouveau souverain qui fera prévaloir ses priorités. Mais s'il revient vainqueur, pourront-ils obtenir autant qu'en ce moment? Un Napoléon plus fort risque de montrer davantage de résistance à se plier à leurs exigences constitutionnelles.

La violence qu'il avait apportée à maintenir la confiscation, son appel répété au vieux bras de l'Empereur, à ce bras qui avait si longtemps pesé sur la France, m'avait profondément affligé. J'y voyais pour la première fois les symptômes d'une révolte contre le joug constitutionnel, révolte ridicule dans un prince faible, mais terrible dans un homme doué d'un vaste génie et d'immenses facultés. Cette disposition était menaçante et paraissait, pour se développer, n'attendre que la victoire⁷¹.

Contrairement à Carnot, qui juge l'Empereur moralement affaibli, Constant perçoit un homme rusé qui attend le moment propice pour se débarrasser de toutes ces contraintes constitutionnelles. Il sait que la victoire lui en donnera les moyens⁷². Dans ces conditions, est-ce que Napoléon a fait preuve d'hypocrisie en acceptant tout ce qu'on lui a imposé? Cela n'est pas impossible car, chez Napoléon, duper les autres est un art qu'il pratique à merveille. En fait, c'est un acteur exceptionnel qui est capable de jouer

⁶⁹ Benjamin CONSTANT, *Mémoires sur les Cent-Jours*, op. cit., p. 150.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 150.

⁷¹ *Ibid.*, p. 153.

⁷² Hippolyte CARNOT, *Mémoires de Lazare Carnot : 1753-1823*. Paris, Hachette, 1907, tome II, p. 427.

plusieurs rôles. Bien qu'il préfère de loin celui du matamore, il aime également simuler la faiblesse pour induire ses ennemis en erreur. À la veille de la bataille d'Austerlitz, lors de son entretien avec le comte Dolgorouki, il feint la peur et le découragement pour tromper le Tsar Alexandre et le conforter dans la croyance de sa supériorité⁷³. Son but, attirer l'armée russe dans le piège qu'il lui prépare au pied du plateau de Pratzen. Lorsque Dolgorouki retourne auprès du Tsar, il lui dépeint l'Empereur des Français comme étant fatigué et aux abois. De son côté, plutôt satisfait de l'impression qu'il a donné, Napoléon commente ainsi l'entretien : « Ce jeune trompette de l'Angleterre, ce polisson a dû prendre mon extrême modération pour une marque de grande terreur, ce que je désirais⁷⁴. »

Cynique, on constate qu'il est l'homme du calcul sec. Alors, pendant tout ce temps où il acceptait les réformes constitutionnelles sans sourciller, a-t-il joué la comédie devant Constant pour ensuite, une fois la victoire remportée, renier sa signature? Il est bien difficile de le savoir. Mais lorsqu'on lit sa correspondance, à l'intérieur de laquelle on voit toute l'activité qu'il mettait pour régler les nombreuses difficultés militaires et politiques qui l'accablaient, on peut douter que le portrait dressé par Carnot soit tout à fait exact. En fait, nous penchons davantage pour le désintéressement et l'écoeurement face à toutes ces questions constitutionnelles que pour l'abattement moral. Quoi qu'il en soit, les commissaires, maintenant envahis par le doute, préfèrent ne pas insister davantage. La constitution gardera donc le silence sur le droit de saisi.

VI. La constitution ne réussit pas

Comme promis, Napoléon publie la nouvelle constitution. L'accueil qu'elle reçoit est plutôt froid car, à divers degrés, elle mécontente tous les partis. À travers les journaux et les brochures, surtout depuis qu'ils ont la liberté d'écrire, les opposants ne se gênent pas pour exprimer leurs opinions. Les libéraux ne sont tout simplement pas convaincus de la sincérité de Napoléon qu'ils considèrent encore trop puissant. En conséquence, ils s'insurgent contre les privilèges que la constitution lui accorde, dont la dissolution ou la prorogation des Chambres, la nomination des juges et des pairs et la proposition des lois.

⁷³ Cet entretien a été demandé par Napoléon lui-même afin de tenter un ultime règlement de paix avant d'engager la bataille. Du moins, c'était le prétexte invoqué.

⁷⁴ Jean THIRY, *Ulm, Trafalgar, Austerlitz*. Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 278.

Ils sont d'autant plus vexés que l'élection du président de la Chambre des représentants doit être approuvée par lui. Enfin, le silence sur la confiscation des biens suscite chez eux les plus vives inquiétudes⁷⁵. Quant aux royalistes, ils s'indignent contre l'article 67 qui déclare qu'en cas d'extinction de la dynastie impériale, les Bourbons ne pourront remonter sur le trône. L'abolition des droits féodaux et l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux ajoutent aussi à leur frustration.

En ce qui concerne les Jacobins, ils s'opposent vivement à l'instauration d'une chambre des pairs dont les membres sont nommés à vie et dont le titre est héréditaire⁷⁶. Pour eux, c'est une violation manifeste des principes égalitaires qui ont conduit la Révolution. Ils sont également déçus de constater que le peuple n'a pas le droit de vote tandis que les bonapartistes, à l'inverse, trouvent que la constitution donne trop place aux libéraux au détriment du pouvoir de l'Empereur⁷⁷. Et le peuple dans tout cela ! Pour lui, la constitution ne veut pas dire grand-chose. Le vote universel, il n'en a cure. La constitution l'indiffère et le déçoit car, dans ses décrets de Lyon, Napoléon avait promis l'abolition de la noblesse. Or, voilà qu'il revient sur cette promesse et qu'il en crée une nouvelle par le truchement d'une pairie héréditaire. Cette indifférence, dont nous venons de faire mention, se perçoit surtout par l'absence de commentaires provenant des fonctionnaires et des chefs de divisions militaires qui ont l'habitude de noter et d'expliquer dans leurs rapports les causes de la plus petite fluctuation de l'opinion⁷⁸. En fait, ce qui inquiète le peuple, c'est l'imminence de la guerre et par conséquent, de la conscription. Que l'Empereur lui accorde plus ou moins de liberté, cela ne change en rien ses habitudes. Tous ceux qui ont le droit de participer au plébiscite, voteront en faveur de l'acte additionnel afin de soutenir l'Empereur dans la guerre qui se prépare⁷⁹. À la lecture des journaux et des rapports qui viennent choir sur son bureau, il prend conscience de la

⁷⁵ BARANTE, *Souvenir : 1782-1866*. Paris, Calmann-Lévy, 1890-1901, tome II, p. 134. - A.C THIBAUDEAU, *Mémoires*, op. cit., p. 466.

⁷⁶ Benjamin CONSTANT, *Mémoires sur les Cent-Jours*, op. cit., p. 156.

⁷⁷ G. MASUER, *Considérations sur l'état actuel des Sociétés en Europe, avant et depuis le retour de Buonaparte en France*. Cité par Émile Le GALLO, *Les Cent-Jours*, op. cit., p. 236-237.

⁷⁸ Archives nationales, AF/IV/1935. – SHD, C16/1 à 21, *Correspondance militaire générale* – Archives nationales, série F 7/3740. F. 3774.

⁷⁹ Les votants peuvent écrire leurs commentaires dans les registres. Beaucoup de petits propriétaires appuient l'acte additionnel, mais s'insurgent contre la pairie. Léon RADIGUET, *L'acte additionnel aux Constitutions de l'Empire du 22 avril 1815*. Cité par Cité par Émile Le GALLO, *Les Cent-Jours*, op. cit., p. 245.

nature du problème. Lui qui pensait que la constitution réunirait le pays derrière lui, s'en retrouve pour le moins désillusionné.

Lorsque Benjamin Constant entre dans son cabinet le 25 avril, il lui lance : « Eh bien! La constitution ne réussit pas. » Et Constant de lui répondre : « Sire, c'est qu'on n'y croit guère. Faites-y croire en l'exécutant. – Sans qu'elle soit acceptée! Ils diront que je me moque du peuple. – Quand le peuple verra qu'il est libre, qu'il a des représentants, que vous déposez la dictature, il sentira bien que ce n'est pas se moquer de lui. Après quelques instants de réflexions, Napoléon reprit : « Au fond, il y a un avantage; en me voyant agir ainsi, on me croira plus sûr de ma force : c'est bon à prouver⁸⁰. » Quelques jours plus tard, soit le 30 avril, Napoléon convoque par décret les collèges électoraux pour procéder à l'élection des députés qui vont composer la Chambre. De par cette action, il veut démontrer sa sincérité quant aux engagements qu'il a pris.

Dans ces nouvelles occurrences, nous n'avions que l'alternative de prolonger la dictature dont nous nous trouvons investi par les circonstances et par la confiance du peuple, ou d'abréger les formes que nous nous étions proposés de suivre pour la rédaction de l'Acte constitutionnel. L'intérêt de la France nous a prescrit d'adopter ce second parti⁸¹.

La confiance du peuple ne suffisant pas, il lui faut faire une dernière tentative de séduction pour s'assurer du soutien des libéraux. En raison de la structure du système qui guide la composition des collèges électoraux et de l'abstention systématique des royalistes, ceux-ci prennent aisément le contrôle de la Chambre. Sur 629 sièges disponibles, ils en remportent 500. Les autres, les Bonapartistes et les Jacobins, se contentent respectivement de 80 et de 49 sièges. Évidemment, ce résultat ne représente en rien la composition sociale du pays. En fait, lesdits collèges électoraux, qui comprennent 98 000 membres sur plus de 5 millions d'électeurs, ne sont pas encore complétés lors du vote de 1815. À ce sujet, Jomini a justement écrit : « Les Chambres sont loin d'être toujours la représentation fidèle du pays. Elles n'en représentent souvent qu'une mince fraction, et la fraction peut-être la plus égoïste et la moins nationale⁸². » Malgré le caractère révoltant de la chose, ce sont tout de même les libéraux qui triomphent et, de

⁸⁰ Benjamin CONSTANT, *Mémoires sur les Cent-Jours*, op. cit., p. 156.

⁸¹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 21854, Décret, Palais de l'Élysée, 30 avril 1815.

⁸² Antoine-Henri de JOMINI, *Précis politique et militaire de la campagne de 1815*. Bruxelles, Méline, 1846, p. 93.

fait, Napoléon n'est pas au bout de ses peines. Il en fera la triste expérience lors de la réunion de la Chambre le 3 juin.

Pendant que Napoléon songe à convoquer les Chambres, on annonce que les registres concernant l'acceptation de l'Acte additionnel sont ouverts depuis le 26 avril dans l'ensemble des départements. Le résultat, qui sera publié lors de la cérémonie du champ de mai, donne 1 532 527 votes en faveur de la nouvelle constitution contre 4802 votes négatifs⁸³. Selon Frédéric Bluche, les chiffres apportés par Chaboulon, du moins en ce qui concerne les votes positifs, sont sans doute ceux qui se rapprochent le plus de la réalité⁸⁴. Néanmoins, en dépit de la disparité des résultats, tous les auteurs s'accordent pour remarquer le taux important d'abstention. Pour le même exercice consultatif, ce résultat, on le remarquera dans les données compilées par Frédéric Bluche, est beaucoup moindre que ceux qui furent enregistrés dans les années fastes de l'Empire.

Résultats de tous les plébiscites ordonnés par Napoléon⁸⁵

Type de la consultation	Votes positifs	Votes négatifs
Constitution de l'An VIII	1 280 000	1250
Consulat à vie	3 200 000	7400
Empire	2 500 000	1400
Acte additionnel	1 550 000	5700

Bien qu'il arrivât à Napoléon de modifier les résultats véritables, on voit que le taux de participation demeure sous la moyenne des deux dernières consultations⁸⁶. Il y a plusieurs facteurs qui expliquent ce faible taux de participation. Dans un premier temps, il faut rappeler que le climat politique n'est pas favorable pour la tenue d'un plébiscite. En fait, Napoléon n'est plus le vainqueur, le pacificateur, le réconciliateur de l'an X. Il est le vaincu, le fauteur de troubles, le diviseur de la France et des Français⁸⁷. Dans un deuxième temps, il faut tenir compte de l'abstention des nobles et des libéraux. Les premiers ne croient pas en la légalité de ce gouvernement. Appuyés par les curés qui prônent l'abstention dans leurs paroisses, ils réussissent à décourager bon nombre de

⁸³ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours*, op. cit., tome II, p. 81.

⁸⁴ Frédéric BLUCHE, *Le plébiscite des Cent-Jours : avril-mai 1815*. Genève, Librairie Droz, 1974, p. 36

⁸⁵ Frédéric BLUCHE, op. cit., p. 37.

⁸⁶ Lors de la consultation portant sur le Consulat à vie, Bonaparte a fait ajouter 500 000 oui.

⁸⁷ Frédéric BLUCHE, *Le Bonapartisme*, op. cit., p. 119.

citoyens de se rendre signer les registres. « Pendant deux dimanches – le scrutin durant dix jours – des sermons convenablement orientés ont souvent dissuadé de nombreux paroissiens de signer sur des registres destinées à servir plus tard de listes de proscriptions⁸⁸. » De plus, en Vendée et en Bretagne, les maires royalistes refusent catégoriquement d'ouvrir les registres ce qui, bien évidemment, favorise d'autant plus l'abstention⁸⁹. Quant aux libéraux, ils acceptent le régime sans toutefois le cautionner. En fait, ils en acceptent les principes démocratiques qui sont définis dans l'acte additionnel, mais ils ne croient plus dans la figure impériale qui doit les incarner. Pour marquer leur opposition, ils ont tout simplement décidé de s'abstenir.

Concernant les bonapartistes, leur électorat est assez âgé. Dans la réalité de 1815, l'électeur bonapartiste moyen a atteint l'âge de quarante ans et touche un français sur trois. Or, cette proportion se réduit davantage puisque seulement un sur cinq à l'intérieur de ce groupe détient le droit de vote. Dans ces conditions, le vote bonapartiste émane surtout de l'armée, ce qui représente 16% du nombre total des votants. Ainsi, on constatera que le Bonapartisme n'est plus le principal support du système impérial. Comme l'écrit Frédéric Bluche, c'est un courant politique qui tente de se fixer sur une position de repli tenable dans des circonstances exceptionnelles⁹⁰. Cette position de repli, c'est l'armée et la personne de l'Empereur qui maintien sa cohésion. Pour ce qui est des Jacobins, même s'ils appuient l'Empereur pour des raisons patriotiques, leur électorat se situe essentiellement parmi les artisans et les ouvriers. Et de fait, ces gens n'ayant pas le droit de vote, du moins pour une large partie d'entre eux, ils ne sont pas en mesure de se faire entendre de manière significative. Les résultats nous démontrent avec force que les libéraux détiennent le pouvoir véritable. Par conséquent, lorsque Napoléon annoncera en grande pompe les résultats du plébiscite lors de la cérémonie du Champ de mai, contrairement aux années antérieures, 1800, 1802 et 1804, il ne pourra pas clamer à la face de l'Europe que la France est tout entière derrière lui. Il pense sûrement que la pompe de cette grande fête, prévue pour le 1^{er} juin, aura de meilleurs résultats. En fait, il espère surtout qu'elle renversera cette tendance négative qui mine sa popularité auprès du peuple.

⁸⁸ Frédéric BLUCHE, *Le plébiscite des Cent-Jours*, op. cit., p. 105.

⁸⁹ Frédéric BLUCHE, *Le plébiscite des Cent-Jours*, ibid., p. 101.

⁹⁰ Frédéric BLUCHE, *Le Bonapartisme*, ibid., p. 113.

VII. L'échec du Champ de mai

Exhumée des anciennes coutumes carolingiennes, la réunion du Champ de mai, formidable opération de propagande, rappellera au peuple la Fête de la Fédération, la Distribution des aigles à Boulogne et le Sacre. Pour ce faire, l'architecte Dubois a construit sur le Champ de Mars un immense hémicycle pentagonal dans lequel prendront place les députations de l'armée, les dignitaires de la Légion d'honneur, du Conseil d'État, de la Cour de cassation, de la cour impériale, de la Cour des comptes, du Conseil municipal et du Conseil de l'Université. Ils sont suivis par une multitude d'invités et de tous les députés, ce qui fait 18 000 personnes en tout. Vers 10h00 du matin, tout ce beau monde prend place de droite à gauche du pavillon impérial. Pendant ce temps, les cardinaux entourent l'autel où sera célébrée la messe tandis que la garde impériale, la garnison de Paris et la garde nationale, formant un ensemble de quarante-cinq mille hommes, se déploient en plusieurs lignes de bataille sur le Champ de Mars. Le spectacle des milliers de baïonnettes et de sabres luisants au soleil est des plus impressionnants. Tout a été mis en place pour en mettre plein la vue, c'est-à-dire pour faire une grande démonstration d'assurance et de puissance. Sur les bas côtés et aux débouchés des rues adjacentes, sous un soleil brûlant, une foule estimée à plus de 200 000 personnes se presse pour voir le spectacle.

À 11h00, une salve de cent coups de canon retentit dans la ville. C'est le signal. L'Empereur quitte l'Élysée avec son imposant cortège. En tête de son carrosse, entièrement doré et couvert de panneaux à glace, les lanciers rouges ouvrent le chemin. Derrière eux, les chasseurs à cheval de la garde, le gouverneur de Paris avec son état-major précédé d'un peloton de hérauts d'armes à cheval en grand uniforme. Et enfin, directement devant le carrosse impérial, suivent dix-neuf autres voitures tirées chacune par six chevaux, soit deux de moins que celle de l'Empereur. Tout autour, près des portières, chevauchent les maréchaux Soult, Ney, Jourdan et Grouchy. Derrière, viennent les aides de camp, les officiers d'ordonnance, les écuyers et les pages en uniforme vert, rouge et or. En queue du cortège, on retrouve un escadron de gendarmes d'élite avec à sa tête le duc de Rovigo, premier inspecteur général de la gendarmerie. Les dragons et les grenadiers à cheval ferment la marche. Lorsque le cortège s'engage sur pont de Iéna, six cent coups de canon sont tirés, les tambours battent et les milliers de soldats qui sont au

Champ de Mars se mettent au garde-à-vous. Au son des musiques de régiments, des tambours et des fifres, l'Empereur fait son entrée⁹¹. C'est là que les choses vont se gâter.

Lorsqu'il descend de son carrosse, l'enthousiasme général retombe à la vue de son costume. Avec stupéfaction, la foule remarque qu'il porte une tunique et un manteau nacarat, des culottes de satin blanc, des souliers à bouffettes et un chapeau de velours noir orné de plumes blanches. Chez un homme de cette corpulence, car Napoléon a beaucoup grossi, l'ensemble lui donne une allure de chanteur d'opéra. À la veille d'une guerre, les gens auraient souhaité voir le Napoléon des images d'Épinal, c'est-à-dire l'homme de guerre, le vainqueur d'Austerlitz coiffé de son célèbre chapeau et vêtu de son uniforme de colonel de la garde. La déception est d'autant plus grande que, sauf pour le sacre, le peuple n'avait jamais vu Napoléon autrement. Tout l'effet du cortège venait de s'effondrer à la vue de ce gros homme vêtu de la manière la plus singulière. Aussitôt, l'Empereur monte sur le trône pour entendre la messe. Entouré des dignitaires et de ses ministres, il paraît être le seul à se recueillir. Ensuite vient le discours de la députation qui affirme sa loyauté indéfectible envers le souverain et la constitution. Cela se termine par : Vive l'Empereur! Vive la Nation⁹²! Pour finir, les résultats du plébiscite sont annoncés : Peuple : 1 288 357, Armée 222 000, Marine 22000. Les opposants se répartissent comme suit : Peuple : 4207, Armée 320, Marine 275⁹³. Ce jour là, même si les chiffres sont quelques peu fossés, l'assistance constate que c'est véritablement dans l'armée que Napoléon trouve l'appui de son pouvoir. Certes, le petit peuple l'aime bien, mais, comme nous le savons, ce n'est pas sur lui que le régime repose. C'est avec l'armée qu'il devra vaincre ou périr.

Le discours des députés, prononcé avec énergie par M. Dubois d'Angers, a produit une grande impression sur la foule, mais la réponse de Napoléon tombe à plat. C'est une vulgaire répétition des arguments dont il s'est déjà servi cent fois dans ses

⁹¹ Moniteur, Journal de l'Empire, Journal de Paris, 1^{er}, 2, 3 juin. - John CAM HOBHOUSE, *Lettre écrites de Paris pendant le dernier règne de l'empereur Napoléon, adressées principalement à l'honorable Lord Byron, suivies d'un appendice contenant des documents officiels*. Gand, Houdin-Bruxelles, Weissembruch, 1817, tome I, p. 379-381. Archives nationales, AF/IV/1936. Rapport du gouverneur de Paris, le comte de Lobau, à l'Empereur, le 5 juin 1815.

⁹² Le Moniteur, 2 juin. - John CAM HOBHOUSE, *Lettre écrites de Paris pendant le dernier règne de l'empereur Napoléon, op. cit.*, tome II, p. 387. - Présenté par Stéphane GIOCANTI, LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette*. Paris, Mercure de France, 1994, p. 348-349.

⁹³ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours, op. cit.*, tome II, p. 81.

communications antérieures. Il débute par ses mots : « Empereur, consul, soldat, je tiens tout au peuple. Dans la prospérité, dans l'adversité, sur le champ de bataille, au conseil du trône, dans l'exil, la France a été l'objet constant de mes pensées. » Il termine : « - Ma volonté est celle du peuple, mes droits les siens ; mon honneur, ma gloire, mon honneur ne peuvent être autres que l'honneur, la gloire et le bonheur des Français. » Les gens s'attendaient à plus de sa part. Les Bonapartistes et les gens du peuple croyaient que Napoléon présenterait l'Impératrice et son fils à la foule, ce qui aurait été un gage de paix avec l'Autriche tandis que les libéraux espéraient qu'il déposerait la couronne dans les mains du « peuple. » À l'inverse, les Jacobins et aussi des Bonapartistes souhaitaient ardemment qu'il prenne la dictature. Mais rien de tout cela ne se produit. Après son discours, les dignitaires religieux, les députés et les représentants de l'armée prêtent à tour de rôle le serment d'obéissance et de fidélité à l'Empereur et à la constitution. Après avoir écouté la phraséologie de circonstance prononcée par Cambacérès aux différents corps assemblés, ces derniers crient : « Nous le jurons!⁹⁴ » La même formule est exécutée par Napoléon aux troupes qui répondent de façon analogue. Les applaudissements, notent les nombreux témoins, étaient plutôt rares dans les gradins. Seuls l'armée et ses représentants ont applaudi. Ils l'ont fait si bruyamment, qu'ils ont réussi à sauver l'Empereur du ridicule!⁹⁵ Il reste encore au programme la distribution des aigles aux armées et celle des drapeaux aux délégations des collèges électoraux destinés à la Garde nationale. Mais la journée étant bien avancée, il lui faut différer la cérémonie de quelques heures. Pour les milliers de gens présents, il était temps que tout cela se termine. En plus de l'extrême chaleur, de la difficulté à entendre les serments et les discours, on remarque que les gradins furent mal agencés. En raison de cette carence, le peuple n'a rien vu de la cérémonie qui, de toute façon, a manqué son effet.

Il y eut dans cette solennité deux parties bien distinctes : l'une, civile et politique, l'autre militaire. La première manqua complètement son effet; on n'en recueillit que des épigrammes et des sarcasmes. Ce fut représentation publique de la pièce mal conçue, incohérente, qui se jouait par scènes détachées depuis le retour de l'Empereur. La

⁹⁴ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 21997, Discours de l'Empereur aux députés des collèges électoraux, Champ-de-Mars, 1^{er} juin 1815.

⁹⁵ Comte MIOT de MELITO, *Mémoires*. Paris, M. Lévis, 1858, tome III, p. 434. - LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette*, *op. cit.*, p. 349. - John CAM HOBHOUSE, *Lettre écrites de Paris pendant le dernier règne de l'empereur Napoléon*, *op. cit.*, tome II, p. 388. - A.F VILLEMAIN, *Souvenirs contemporains*. Paris, Didier, 1856-1857, tome II, 193.

seconde partie de la solennité remplit son but; elle resserra plus fortement encore le lien qui enchaînait l'armée à son chef⁹⁶.

Effectivement, le 3 juin, 10 000 soldats et dignitaires sont réunis dans la grande galerie du Louvre pour y recevoir les aigles. À l'image de nos politiciens actuels, Napoléon en profite pour serrer les mains, pincer les joues et les oreilles des soldats et causer familièrement avec eux ainsi qu'avec les membres des collèges. À l'extérieur, sur les Champs-Élysées, il a fait organiser des fêtes populaires. Les cirques, les théâtres gratuits, les orchestres, les mats de cocagne et les douze buffets colossaux, garnis de charcuteries diverses entourées de plusieurs fontaines de vin qui bordent la grande avenue, devraient consoler le peuple de sa déception. Le soir venu, les bâtiments publics sont illuminés et des feux d'artifice sont lancés dans le ciel. Les gens sont particulièrement impressionnés par celui qui montre le navire ayant ramené Napoléon de l'île d'Elbe⁹⁷. De toutes les façons, il tente de rattraper l'échec enregistré au Champ de mai. Mais même si le peuple se contente de cela, du pain et des jeux comme diraient les anciens, il ne réussira pas à effacer la désagréable impression qu'il a laissée au Champ de mai puisqu'il devra maintenant composer avec l'opposition de la Chambre.

VIII. La réunion des chambres

Dès sa première réunion, le 3 juin 1815, la Chambre est bien décidée à marquer son indépendance vis-à-vis de Napoléon. Ce vœu s'exprime dans l'élection de son président, Jean-Denis Lanjuinais. Appelé par Bonaparte en 1800 au Sénat, Lanjuinais s'est toujours caractérisé par son indépendance d'esprit. Il s'oppose d'abord aux proscriptions suite à l'explosion de la machine infernale et condamne le Consulat à vie et l'Empire. Cependant, cela ne l'empêche pas d'accepter la Légion d'honneur le 2 octobre 1803 et la nomination au titre de commandeur de cet Ordre le 13 juin 1804. Le 25 mai 1808, Napoléon le fait comte d'Empire. Néanmoins, en dépit des honneurs qu'il a reçus et des émoluments qui s'y rattachent, il fait partie de ceux qui organisent la chute de l'Empereur au début d'avril 1814. À son retour, il refuse de lui prêter serment, ce qui lui vaut d'être rayé de la liste des pairs. Toutefois, il est élu à la Chambre des représentants

⁹⁶ THIBAudeau, *Mémoires*, op. cit., p. 492.

⁹⁷ *Le Moniteur*, 3 juin 1815.

par les électeurs de la circonscription de la Seine⁹⁸. Lorsqu'on annonce à Napoléon que l'un de ses ennemis vient d'être élu comme président de la Chambre, il envisage aussitôt de ne pas ratifier cette élection. Mais Carnot et Regnaud l'en dissuadent : « Qu'allez-vous faire, la popularité de Lanjuinais se fonde sur une renommée de courage et de vertu; un pareil refus compromettra la vôtre gravement⁹⁹. » Hormis la vertu et le courage, Carnot a raison car, si Napoléon ne sanctionne pas l'élection de son adversaire, il va déclencher une guerre entre lui et la Chambre. Les conséquences d'une telle action peuvent être dramatiques dans l'opinion. Sachant que son pouvoir repose sur des bases très fragiles, assailli de l'intérieur comme de l'extérieur, il doit éviter toute forme d'erreur. Napoléon joue sans filet. S'il tombe, rien ne pourra amortir sa chute. Il décide donc de serrer la main qu'il ne peut couper.

Le lendemain soir, il convoque Lanjuinais aux Tuileries. D'entrée de jeu, il lui lance : « Êtes-vous à moi? – Sire, je n'ai jamais été à personne. – Mais enfin me servirez-vous? – Oui, Sire, dans la ligne du devoir, car vous avez de la visibilité¹⁰⁰. » Par visibilité, faute de légitimité, Lanjuinais fait indirectement référence au fait que, pour le moment, c'est Napoléon qui a le pouvoir. De plus, il n'est pas sans oublier qu'il est toujours estimé chez les classes populaires. Mais, dans les faits, il met l'accent sur le caractère précaire de sa situation, puisqu'il n'ignore en rien que la visibilité est un état éphémère. Le président de la Chambre sait que, si Napoléon est vaincu, et manifestement, il le pouvait, tout va s'effondrer comme un château de cartes. Il faut également comprendre que la Chambre tient à garder son indépendance. Elle ne veut en rien ressembler au Sénat qui, de façon servile, de 1800 à avril 1814, s'est toujours plié aux souhaits de Napoléon. Sur ce dernier facteur, il faut aussi convenir qu'il s'agit aussi d'un réflexe de protection. Mais si Napoléon est vaincu, les Bourbons reviendront peut-être sur le trône. Et si cela arrivait, les députés pourront toujours clamer l'indépendance de la Chambre à l'égard de Napoléon afin de se protéger contre d'éventuelles représailles. Dans une période aussi trouble, on pense d'abord à soi. C'est ce que fait Lanjuinais car, dans son cas, les choses ne sont pas simples. Avant d'accepter le poste, il a longuement hésité. En fait, il craignait

⁹⁸ Alfred FIERRO-DOMENECH, « Lanjuinais », *Dictionnaire Napoléon*. Paris, Fayard, 1999, p. 149-150.

⁹⁹ Hippolyte CARNOT, *op. cit.*, p. 447.

¹⁰⁰ Ibid, p. 448. – Général LAFAYETTE, *Mémoires, correspondances et manuscrits*. Bruxelles, Société Belge de Librairie, 1837, tome V, p. 443.

surtout de se faire taxer de versatilité. Bien qu'il se soit opposé à Louis XVIII sur la censure de la presse, il a contribué au renversement de Napoléon en avril 1814 et a appuyé la Restauration¹⁰¹. Un retour chez les Bonapartistes risquerait de miner sa crédibilité auprès des Royalistes et aussi, auprès des députés libéraux qui l'ont justement élu pour son opposition à Napoléon. Conscient de cette éventualité, Lanjuinais préfère rester distant avec celui-ci qui, à son grand désarroi, n'a guère le choix que de s'en contenter.

Concernant la Chambre des pairs, la liste est arrêtée depuis le 2 juin¹⁰². Usant de son privilège de les nommer, Napoléon fait une grande place à l'armée. Sur cent dix-sept sièges, les maréchaux et les généraux en occupent soixante. Le reste se compose essentiellement de dignitaires, de ministres, de hauts fonctionnaires, de quelques officiers de la cour impériale et de deux industriels. En y plaçant ses partisans, il pense pouvoir faire contrepoids aux représentants qui ne cessent de miner son autorité. Mais il n'aura guère de consolation chez les pairs. Peu d'entre eux, comme le dit Thibaudeau qui fut le secrétaire de cette Chambre, sont disposés à l'énergie. De plus, il doit composer avec les querelles de préséance et cela dès la première session. Pour bien marquer son indépendance à l'égard de l'Empereur, ils chicanent à Joseph et à Lucien les places réservées qu'ils ont près du bureau du président. Devant les murmures et les protestations, ils doivent céder¹⁰³. Quant à la place de président, elle revient au prince archichancelier.

Entre-temps, au sein de la Chambre des représentants, de nombreux députés lui font une guérilla de procédures. Même si l'Empereur a dit verbalement à Lanjuinais qu'il approuve son élection, les députés trouvent ce procédé inacceptable. Ils exigent que la réponse de son acceptation leur soit communiquée officiellement. Napoléon, qui n'est guère familier avec les coutumes procédurières, transmet sa réponse par le truchement d'un chambellan de service. Insultés, les députés crient contre cet outrage à la représentation nationale. Même si Boulay de la Meurthe et Regnaud réussissent à étouffer la chose, les députés ne désarment pas. Quelques protestations s'élèvent alors contre la nomination d'une députation pour recevoir madame Mère et les princesses Julie et

¹⁰¹ Hippolyte CARNOT, *op. cit.*, p. 447.

¹⁰² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 21998, Au prince Joseph, Paris, 2 juin 1815.

¹⁰³ THIBAudeau, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 498.

Hortense le jour de la séance impériale. Ils refusent même, malgré l'article VIII du code des règlements de la Chambre, de siéger en costume officiel. Ils se présentent en simple frac. Le 6 juin, le député Dupin demande que le serment des députés à l'égard de l'Empereur soit aboli. Grâce à Boulay, qui signale avec force que ce n'est pas l'Empereur qui demande le serment, que c'est leur conscience et la patrie qu'ils représentent, la motion est rejetée¹⁰⁴. Le lendemain, Napoléon prononce son discours devant les pairs et les députés où il reçoit une ovation. Mais il ne faut cependant pas se leurrer, car ce qu'on applaudit avec tant de force, c'est précisément son acte de soumission à l'endroit de la Chambre.

Depuis trois mois les circonstances et la confiance du peuple m'ont investi d'une puissance illimitée. Aujourd'hui s'accomplit le désir le plus puissant de mon cœur : Je viens commencer la monarchie constitutionnelle. Les hommes sont impuissants à fixer les destinées; les institutions seules peuvent les garantir¹⁰⁵.

En dépit de cela, les députés n'en continuent pas moins leur petite guerre. Lors de la séance du 11 juin, au cours de laquelle les députés révisent le texte de l'Adresse à l'Empereur qui se tiendra plus tard dans la journée, Lafayette demande acrimonieusement si « la Chambre méritera le nom de Représentation nationale ou de club Napoléon. » Aussitôt, Lanjuinais fait insérer dans le texte une phrase qui substitue le qualificatif de *héros* à celui de *Grand homme*. Selon lui, l'expression *Grand homme* suppose des vertus morales dont celle de *héros* peut se passer. Lorsque Félix Lepelletier propose de décerner à l'Empereur le titre de sauveur de la patrie, il est honoré d'une huée générale¹⁰⁶. À la réponse de l'Adresse des Chambres, Napoléon sermonne les députés.

Messieurs, la lutte dans laquelle nous sommes engagés est sérieuse. L'entraînement de la prospérité n'est pas le danger qui nous menace. C'est sous les fourches caudines que les étrangers veulent nous faire passer. Aidez-moi à sauver la patrie. La crise où nous sommes engagés est forte. N'imitons pas l'exemple du Bas Empire qui, pressé de tous côtés par les Barbares, se rendit la risée de la postérité en s'occupant de discussions subtiles au moment où le bélier brisait les portes de la ville¹⁰⁷.

En dépit de leur colère face à l'allusion au Bas-Empire, il n'en demeure pas moins que la situation est telle que Napoléon l'a décrit. Plus de 500 000 coalisés attendent de

¹⁰⁴ *Moniteur et Journal de l'Empire*, 6 et 7 juin 1815.

¹⁰⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 22023, Discours de l'Empereur à la séance d'ouverture des Chambres, Palais des représentants, 7 juin 1815.

¹⁰⁶ Général LAFAYETTE, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 507-510

¹⁰⁷ THIBAUDEAU, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 499-500.

franchir la frontière. À la veille de son départ pour l'armée, il semble que les députés ne comprennent pas la menace. La question est de savoir s'ils la craignent vraiment. Bien que Henri Houssaye affirme : « La Chambre pensait que la France serait sauvée par la Chambre », les députés souhaitaient s'implanter solidement afin de s'imposer au vainqueur¹⁰⁸. Ils espéraient que, si Louis XVIII revenait sur le trône, à défaut de créer la République, il serait obligé d'accepter les modifications de la constitution et la composition de la représentation nationale. Peu importe le souverain, ce que veulent les libéraux, c'est le triomphe de leurs idées et la protection de leurs intérêts. À la lumière des faits, lorsqu'on voit tous les efforts qu'ils ont déployés pour rédiger une constitution d'autant plus que très peu d'entre eux croient dans la victoire de Napoléon, il apparaît évident qu'ils travaillent pour leur avenir. Se souvenant de l'état d'esprit de plusieurs députés, Lavalette écrit :

Je vis avec douleur beaucoup trop d'indignes Français faire des vœux pour sa défaite. L'assemblée des représentants ne prit pas l'attitude et ne parla pas le langage que son influence sur les esprits rendait nécessaires. De vieilles haines, d'anciennes opinions, l'espérance du retour des Bourbons, et des inquiétudes très vives chez beaucoup d'autres sur la conduite que tiendrait l'Empereur à son retour, s'il était victorieux, jetaient du désordre dans les travaux de cette Assemblée. On leur avait dit qu'il fallait avant tout sauver la patrie; ils répondaient : « Sauvons la liberté »; comme si son salut ne dépendait pas avant tout de l'affranchissement du territoire¹⁰⁹.

Pour eux, Napoléon n'est qu'un intermède. Et si d'aventure il revenait vainqueur, ce qui est peu probable, ils auront à tout le moins des armes pour combattre un éventuel retour vers la dictature. Mais s'il revient vaincu, ils espèrent maîtriser une contre-révolution royaliste¹¹⁰. Dans leur esprit, ils ont tout à y gagner. C'est dans ce genre de contexte que les mots de Paul Valéry prennent tout leur sens : « La politique consiste dans la volonté de conquête et de conservation du pouvoir; elle exige par conséquent une action de contrainte ou d'illusion sur les esprits¹¹¹. » Mais, au grand désarroi des députés, qui se font effectivement de grandes illusions sur leur avenir, les coalisés savent que cette assemblée n'a pas le soutien du peuple puisqu'elle ne représente que la bourgeoisie et les idéologues. Elle n'a aucune légitimité car, dans leur façon de voir les choses, seul le roi la

¹⁰⁸ Henri HOUSSAYE, *1815, op. cit.*, p. 618.

¹⁰⁹ LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette, op. cit.*, p. 351.

¹¹⁰ Sudhir HAZAREESINGH, *La légende de Napoléon*. Paris, Tallandier, 2005, p. 206.

¹¹¹ Paul VALÉRY, *Regard sur le monde actuel*. Paris, Gallimard, 1988, p. 73.

possède. Par conséquent, les députés reviendront vite à la réalité lorsque les Prussiens feront leur entrée dans Paris. Sur cet épisode, Thibaudeau écrit :

Ce début confirma mes pressentiments et me fit faire de tristes réflexions. Des Chambres infatuées de leur importance et craignant de paraître trop bonapartistes, l'Empereur réduit à marchander avec elles pour quelques expressions déplacées; des discussions puériles de mots en présence de l'Europe conjurée¹¹²!

Voilà l'état de la classe politique française à la veille de l'invasion. D'un côté, les députés libéraux, qui composent la majorité en chambre, souhaitent réintroduire les principes de 1791 sans tenir compte du danger extérieur qui menace tandis que de l'autre, les bonapartistes et les Jacobins, tels Thibaudeau, ont les yeux tournés vers la frontière. Dans ces conditions, ses partisans étant minoritaires, Napoléon se rend bien compte que la chambre ne le soutient pas. Afin de retourner la situation, il sait qu'il lui faut entreprendre une action décisive.

IX. Napoléon doit faire un coup d'éclat

Au départ, Napoléon était l'instrument de la bourgeoisie libérale. Pour eux, il était celui qui devait protéger leurs intérêts. Et dans cette perspective, il a aboli toutes les mesures vexatoires du Directoire et créé la *Banque de France*. Mais avec l'affaire des Négociants réunis, c'est l'amorce de la rupture. La Banque, qui était jusque-là contrôlée par des intérêts privés, voit l'État s'ingérer pour moitié dans ses affaires. En fait, grâce à la victoire d'Austerlitz, Napoléon se renforce et tend de plus en plus vers le despotisme. Tant qu'il est vainqueur, il sait que son pouvoir est incontestable. Dans ce sens, il n'hésite pas à prendre des mesures qui viendront heurter les intérêts de la bourgeoisie. La flotte ayant été détruite à Trafalgar, il décrète le blocus continental. La guerre se livre maintenant sur le terrain économique. En France et dans l'Empire, bien que certains secteurs profitent du monopole que Napoléon leur réserve, comme le textile avec les débouchés italiens, les répercussions de cette mesure sont dramatiques sur l'économie européenne. Provoqué par les effets néfastes du blocus, la crise de 1811 frappe de plein fouet les industriels et les négociants. Les faillites se multiplient et les ouvriers sont jetés à la rue. Dès lors, la rupture est consommée.

¹¹² THIBAudeau, *Mémoires*, op. cit., p. 499.

La bourgeoisie, celle-là même qui a porté Napoléon au pouvoir, se détache de lui et n'attend plus que le moment propice pour s'en débarrasser. Il vient en 1814 alors que l'ennemi est sur le territoire. Le Sénat qui, jusqu'à là, l'a toujours suivi sans sourciller, proclame aussitôt la déchéance. Lorsqu'il revient onze mois plus tard, les libéraux, sont catastrophés. Certes, ils n'apprécient guère le gouvernement de Louis XVIII. Mais le retour de Napoléon signifie celui du despotisme et de la guerre qui causera la ruine économique. Par l'intermédiaire de Benjamin Constant, la classe économique fera tout ce qu'elle peut afin de limiter son pouvoir. Mais, pour les idéologues, peu importe le souverain, ce qu'ils veulent, c'est l'affirmation des principes qu'ils défendent. Ils croient que, si le roi revient, qu'ils pourront les lui faire accepter. Ils se trompent lourdement.

De son côté, devant l'opposition des libéraux et des nobles, il importe à Napoléon de les ramener tous derrière lui. Comme par les années passées, il pense que seule la victoire y parviendra. Avant de partir pour Austerlitz, parlant des problèmes de la *Banque de France* et de la baisse de la confiance dans le peuple, il déclare à Mollien : « ce n'est pas ici que je puis y mettre de l'ordre¹¹³. » Effectivement, comme l'écrit si bien Gabriel Ramon, l'éclatant soleil d'Austerlitz a effacé toutes les brumes. Depuis Marengo, la politique de Napoléon a toujours eu comme principal support la victoire. Pour lui, la gloire parle davantage à l'opinion que les discours pompeux des Chambres. C'est pourquoi, à la veille de partir pour les plaines de Belgique, Napoléon sent sa bonne humeur revenir. Depuis quelques jours, il était maussade et très découragé par l'esprit frondeur des députés. Mais à l'aube de cette nouvelle campagne, il sait que les événements vont dépendre de lui. Libéré de toutes ces intrigues « byzantines », il pourra désormais se consacrer tout entier à la défense de ses propres intérêts. À Carnot, qui lui suggérerait d'attendre l'ennemi sur le territoire national, il répond : « ma politique veut un coup d'éclat¹¹⁴. » Cette petite phrase est d'autant plus significative que les motivations qui guident Napoléon ne sont pas seulement dues à des impératifs de politique intérieure et extérieure, mais aussi à des considérations militaires et financières. Dans son esprit, une victoire rapide sur la Coalition emportera tout, y compris les soucis financiers qui se

¹¹³ Gabriel RAMON, *op. cit.*, p. 66.

¹¹⁴ Hippolyte CARNOT, *op. cit.*, p. 505.

révèlent majeurs. Les problèmes d'argent, causés par le manque de confiance des libéraux, entravent sérieusement la remise sur pied de l'armée.

Chapitre V

La préparation de l'armée

L'opposition intérieure est une chose, les contraintes financières en sont une autre. Lorsqu'il revient de l'île d'Elbe, Napoléon trouve une armée en voie de reconstruction. Cependant, en raison des compressions budgétaires effectuées par le ministre des Finances de Louis XVIII, le baron Louis, cette tâche est loin d'être achevée. Pour faire face à la coalition, Napoléon se doit d'accélérer le rythme. Mais très vite, les difficultés de toutes sortes surgissent. D'une part, il n'a plus les mêmes moyens financiers qu'il avait jadis. La France ayant considérablement diminué en matière de superficie depuis le traité de Paris, il doit maintenant composer avec des recettes fiscales très amoindries et singulièrement aggravées par le fait que les receveurs généraux n'ont pas fait d'avances au Trésor depuis son départ pour l'île d'Elbe. De plus, les fonds disponibles n'excèdent guère le montant des derniers engagements budgétaires pris par le gouvernement royal. Par conséquent, puisque l'exercice financier est déjà en cours à son retour, ces engagements se doivent d'être respectés¹. D'autre part, la confiance n'y est plus. Lors de la préparation des campagnes précédentes, Napoléon pouvait compter sur la collaboration des fournisseurs, mais en raison de la situation du moment, ils ne sont plus disposés à lui faire crédit. Pour lui, c'est là la réalité de 1815. Les marchands souhaitent maintenant être payés à l'avance et rubis sur l'ongle.

Une centaine de millions, dont cinquante auraient été facilement payés avant le commencement de juin, eussent levé bien des obstacles, accéléré les préparatifs et mis dans le cas d'avoir 25 ou 30 000 hommes de plus sur les champs de bataille de Flandre; car dans la position d'alors les équipements et tout ce qui est nécessaire pour l'armée ne pouvait se faire qu'argent comptant, le moindre retard dans le paiement en amenait un dans les fournitures. Les dépenses du département de la guerre, dans les mois d'avril, mai et juin, furent énormes; le ministre du Trésor fit face à tous les paiements avec un zèle et une exactitude qui excitèrent l'étonnement général des financiers².

Même s'il réussit à remettre sur pied une armée redoutable, ses moyens d'action demeurent très limités. Afin d'unir le peuple derrière lui et rétablir la confiance des capitalistes, il lui faut une victoire. Et de cela, les élites économiques en sont conscientes.

¹ François-Nicolas, comte MOLLIEN, *Mémoires d'un ministre du Trésor public : 1780-1815*. Paris, Guillaumin et Cie, tome III, p. 422.

² Napoléon BONAPARTE, *Correspondance de Napoléon I^{er}, Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*. Paris, Plon, 1861, tome 31, p. 111.

Dans une lettre qu'elle écrit à l'ambassadeur des États-Unis, Quentin Crawford, Mme de Staël expose la première nécessité de Napoléon : « Si l'Empereur a une première victoire, l'orgueil national fournira à son vengeur toutes les ressources d'hommes et d'argent qui lui seront nécessaires³. » À cause du manque d'argent, d'hommes et de matériel, l'instrument qu'il aura entre les mains est construit pour faire une courte campagne. S'il veut mettre sur pied la formidable armée de 800 000 hommes qu'il compte déployer face aux Russes et aux Autrichiens, il lui faut d'abord faire une démonstration convaincante qui l'aidera à ramener la confiance du peuple et des financiers⁴. D'abord destinée à éliminer une partie des armées coalisées afin de les ébranler dans leur détermination de faire la guerre à la France, cette première campagne doit surtout prouver au peuple français que lui, Napoléon, représente toujours une valeur sûre. Pour cela, il se doit d'équiper les troupes de façon convenable⁵. Mais avec le peu de moyens dont il dispose, tant au niveau financier qu'au niveau de la production, l'entreprise ne sera pas de tout repos.

I. Les dépenses militaires minent le budget de l'Empire

Suite à l'analyse des finances de l'Empire, on se rend compte que les dépenses militaires en accaparent la plus large portion. En fait, cette tendance ne devient véritablement significative qu'à partir de 1805. En quatre ans, soit depuis l'arrivée de Bonaparte au pouvoir, elles ont augmenté de 250 millions de francs. Sur un budget de 700 millions, la guerre en absorbe 448, ce qui représentent 64 % des recettes de l'État⁶. En cette matière, 1805 est une année charnière. Lorsqu'on examine les notes fournies par le conseil d'État, on ne peut que s'étonner de l'augmentation des dépenses reliées aux différents services de l'armée. Par exemple, l'administration générale de la guerre coûte, en 1805, la somme de 2 056 653 francs contre 736 961 francs en 1789. Pour les mêmes dates, les dépenses de l'État-major général s'élèvent à 13 229 000 francs contre

³ Cité par Robert MARGERIT, *18 juin 1815, Waterloo*. Paris, Gallimard, 1964, p. 141-142.

⁴ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 144.

⁵ *Ibid.*, p. 128.

⁶ Archives nationales, AF/IV/1244, *Administration de la guerre, Budget de l'An XIII*, Paris, le 30 fructidor an XII. - A.C THIBAUDEAU, *Mémoires: 1799-1815*. Paris, Librairie Plon, 1913, tome III, p. 497.

5 800 000 francs dans l'Ancien Régime⁷. À l'intérieur de presque tous les services, on enregistre des hausses de l'ordre de 35 % à 50 %. Pour Napoléon, la conjoncture est mauvaise car l'augmentation des dépenses arrive au même moment que la crise financière provoquée par l'affaire des Négociants réunis. Afin de subvenir aux besoins des armées, Napoléon demande à Estève, trésorier général de la couronne, 10 millions de billets de caisse en argent. La somme sera prise par tranche de 2 millions sur la caisse d'amortissement. De plus, il doit également se servir des fonds qui sont dans sa caisse personnelle⁸. Mais en dépit de la victoire éclatante d'Austerlitz, les dépenses militaires iront croissant, car la guerre s'intensifie davantage avec l'Europe et l'Angleterre. Ainsi, de 1805 à 1812, les budgets militaires passeront de 448 à 722 millions de francs, soit une augmentation de près de 65 %⁹. Comme Napoléon s'oppose à l'emprunt sur les marchés financiers, il engendre les déficits. Afin de financer la guerre qu'il mène contre l'Europe, il n'a guère d'autre choix que d'engager les recettes de l'année suivante.

Le trésor était dans un véritable état d'épuisement à la suite de deux années de préparatifs ruineux. Cet épuisement était tel, que Napoléon n'avait pu composer ce qu'il appelait le trésor de sa Grande Armée que de quelques millions provenant pour la plus forte partie de son épargne personnelle. Les entrepreneurs des services ministériels, qui se prétendaient tous en avance et devenaient plus exigeants parce qu'ils étaient plus nécessaires, avaient menacé de suspendre leurs livraisons. Pour que les vivres, les équipages, l'artillerie nécessaires à une armée de 100 000 hommes pussent la suivre dans son élan des côtes de la Picardie au cœur de la Bavière, il avait fallu venir au secours des principaux fournisseurs, et, à défaut d'autres moyens, on avait été réduit à leur donner en paiement 10 000 000 de domaines nationaux. Le trésor public avait déjà engagé une partie des revenus de 1806 en négociant les obligations souscrites par les receveurs généraux sur les recouvrements de cette année¹⁰.

Comme supplément, puisque la France n'est pas en mesure de supporter la guerre par ses seuls moyens, l'Empereur compte sur les recettes extérieures. En 1803, il retire 50 millions de francs de la vente de la Louisiane. De plus, il compte sur les annexions faites par la République au cours des années précédentes. À ce titre, le royaume d'Italie verse annuellement 30 millions de francs dans ses caisses. Même l'Espagne, qui est pourtant

⁷ *Rapport fait à S M l'Empereur par les membres de la section de la guerre, réunis en conseil d'administration, pour l'examen du budget de l'an XIII*. Cité par ALOMBERT et COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne*. Paris, Éditions historiques Teissedre, édition 2002, tome I, p. 544.

⁸ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, A M Estève, 9146, camp de Boulogne, 10 fructidor an XIII, (28 août 1805). - François-Nicolas, comte MOLLIEN, *op. cit.*, tome I, p. 401.

⁹ Pierre BRANDA, « Les finances et le budget de la France napoléonienne : la dynamique, *op. cit.*, pp. 35-52.

¹⁰ François-Nicolas, comte MOLLIEN, *op. cit.*, tome I, p. 407.

son allié, lui verse mensuellement 4 millions de francs. En fait, les Espagnols sont astreints aux mêmes conditions que les anciennes Républiques sœurs. De 1803 à 1813, en argent ou en nature, les Républiques, qui sont devenues des royaumes sous l'Empire, verseront 286 millions de francs dans ses coffres. De surcroît, ils doivent payer pour l'entretien des troupes qu'ils fournissent à Napoléon. Évidemment, à l'instar des alliés, les vaincus sont mis à contribution. De 1805 à 1812, par le truchement des traités qui leur imposent des réparations monétaires, ils doivent lui verser 414 millions. De cette somme, Napoléon encaisse 266 millions de francs¹¹. Toutes ces recettes sont aussitôt versées dans la caisse de l'armée, alors appelée le *Domaine extraordinaire*. Comme on l'a compris, la guerre doit payer la guerre. Mais, dans les faits, bien que toutes ces contributions allègent quelque peu le fardeau fiscal des Français ou du moins, empêchent son alourdissement, l'application de ce principe d'extorsion n'est pas suffisante pour empêcher les déficits et l'accroissement de la dette. Les contributions directes, les douanes et l'enregistrement ont rapporté 572 millions en 1805 contre 634 millions en 1812, soit 62 millions de plus. Visiblement, l'accroissement des revenus ne suit pas celui des dépenses militaires parce que celles-ci sont passées de 669 millions en 1806 à plus d'un milliard en 1812, ce qui dépasse largement les budgets prévus à cet effet¹². Sur cet objet, on constate une fulgurante progression de 75 %. Par conséquent, en avril 1814, la France accuse un déficit accumulé de 670 millions, tandis que le total des dettes, contractées auprès des établissements privés et des différents fournisseurs, s'élève à 665 millions de francs¹³.

Mais la Restauration ne s'embarrasse pas de cette charge. Par un simple jeu d'écritures comptables, elle renie l'ensemble des dettes contractées sous l'Empire. Ainsi, les sommes dues aux établissements privés et à Napoléon lui-même, puisqu'il a personnellement financé une partie des dépenses de l'armée, sont annulées. De par cette première mesure, le baron Louis abaisse la dette nationale de 243 millions de francs. De la même façon, le restant des cautionnements ainsi que les dettes aux communes et aux receveurs généraux sont considérées comme non remboursables. Cette dernière mesure

¹¹ Pierre BRANDA, « Les finances et le budget de la France napoléonienne : la guerre a-t-elle payé la guerre? », *Revue du Souvenir Napoléonien*, no 457, janvier- février 2005, pp. 25-34.

¹² Pierre BRANDA, « Les finances et le budget de la France napoléonienne : la dynamique des budgets impériaux de 1805 à 1814 et le bilan lors de la première abdication », *Revue du Souvenir Napoléonien*, no 458, mars- avril 2005, pp. 35-52.

¹³ Michel MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*. Paris, À Rousseau, 1914, tome IV, p. 377.

diminue encore la dette nationale de 280 millions. Finalement, l'État ne doit plus que 123 millions de francs à ses créanciers dont voici la liste :

Dettes du Trésor auprès des établissements privés¹⁴

Banque de France	54 millions
Bons de la Caisse d'amortissement	23 millions
Intérêts des emprunts publics et cautionnement en retard	46 millions
Total	123 millions

Avec cet arrangement, qui favorise surtout les institutions financières puisque la *Banque de France* sera remboursée en totalité en 1818, ce sont les fournisseurs qui perdent tout¹⁵. Ce désaveu du gouvernement aura un impact dévastateur sur la crédibilité de Napoléon lors de son retour en 1815. Cela n'aide guère sa situation car, au niveau des dépenses militaires, la France devra supporter une charge beaucoup plus pesante que par les années précédentes puisqu'elle ne dispose plus des recettes fiscales des pays étrangers. L'Empereur devra également composer avec l'inflation des coûts. Afin d'équiper une armée estimée à 500 000 hommes, dont la moitié seulement est en état de combattre, l'État doit déboursier la somme approximative de 400 millions de francs. En 1805, pour satisfaire aux besoins de l'armée et de la marine, il a fallu y consacrer 448 millions¹⁶. Sur cette somme, 272 142 200 millions de francs ont été nécessaires pour satisfaire les besoins logistiques de l'armée qui s'élève alors à 449 000 soldats¹⁷. Par conséquent, entre 1805 et 1815, on constate une augmentation significative, voire une explosion de plus de 50 % des coûts relatifs à l'équipement de l'armée de terre et encore,

¹⁴ Pierre BRANDA, *op. cit.*, pp. 35-52.

¹⁵ *Ibid.*, pp. 35-52.

¹⁶ Antoine-Claire, THIBAudeau, *Le Consulat et l'Empire, ou, Histoire de la France et de Napoléon Bonaparte de 1799 à 1815*. Paris, Jules Renouard, 1834-1835, tome III, p. 497. ALOMBERT et COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne*. Paris, Éditions historiques Teissedre, édition 2002, tome I, p. 541.

¹⁷ ALOMBERT et COLIN, *op. cit.*, p. 68. – Archives nationales, AF/IV/1245, *Budget de l'an 1806*. À l'intérieur du tableau, il y a une colonne qui présente les coûts pour 1805, ce qui nous permet de voir l'évolution des dépenses à cet effet pour l'année suivante. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Décret, 21831, Paris, Palais de l'Élysée, 22 avril 1815. « Article 5 : Les corps francs s'armeront, s'équiperont et se monteront à leurs frais. Ils ne recevront aucune solde ni de guerre ni de paix; ils auront droit aux vivres de campagne, mais seulement au moment de la guerre. Article 8 : Tout ce que les corps francs prendront sur l'ennemi sera bonne prise et à leur profit. »

cela ne comprend pas l'équipement de la Garde nationale et des conscrits. La problématique est d'autant plus significative que, pour cette même année 1815, la marine est laissée en plan. En fait, sur les 400 millions de dépenses militaires prévus, 70 millions seulement vont à la marine¹⁸.

II. La réalité budgétaire de 1815 pousse Napoléon à l'emprunt

La situation financière que retrouve Napoléon suite à la reprise du pouvoir n'est guère encourageante. Il n'a plus les ressources des années précédentes et, de fait, le ministre des Finances, Gaudin, constate que les recettes de l'État ne sont que de 618 millions de francs¹⁹. Sur cette somme, 200 millions sont assignés aux dépenses militaires, ce qui est loin d'être suffisant pour faire face à la menace extérieure²⁰. Dans un rapport qu'il remet à Napoléon, Davout estime les besoins à 298 millions. Mais pour le moment, la caisse est vide. Avec la dissolution de la maison militaire du roi, qui devrait rapporter environ 20 millions de francs, Davout pourra payer une partie de la solde due aux troupes. Avec cette première tranche, il gagne environ deux mois car, pour l'année en cours, les besoins à cet effet s'élèvent 133 886 405 millions de francs, ce qui donne 11 157 200 francs par mois²¹. Même si les revenus doivent entrer graduellement dans les coffres de l'État, pour le moment, il manque 198 millions pour pourvoir aux dépenses de l'armée. En plus des 98 millions supplémentaires proposés par Davout, Napoléon annonce à Gaudin, le ministre des Finances, qu'il faudra 100 millions de plus. Le budget de la guerre passe donc de 200 millions à 400 millions de francs. Afin de trouver l'argent qu'il lui manque, Napoléon envisage d'abord de couper dans les autres ministères.

Vous ne devez pas vous dissimuler que, dans la circonstance actuelle, l'accroissement que je suis obligé de donner à l'armée exigera un supplément de 100 millions. Calculez donc notre budget pour la guerre sur le pied de 400 millions. Je pense que tous les autres

¹⁸ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au duc amiral duc Decrès, ministre la marine à Paris, 21808, Paris, 14 avril 1815.

¹⁹ Archives nationales, AF/IV/1933, *Ministère du Trésor impérial, Conseil des finances, aperçu des dépenses de l'année 1815*. C'est là le budget présenté par le baron Louis.

²⁰ Archives nationales, AF/IV/1933, *Ministère du trésor impérial, Conseil des finances. Aperçu des besoins et des moyens du trésor*, du 1^{er} avril au 30 avril 1815. Rapport en date du 31 mars 1815.

²¹ Archives nationales, AF/IV/1941, *Copie du rapport à Sa Majesté l'Empereur, budget de la guerre 1815*, remis le 28 mars 1815.

budgets pourront être diminués, vu que les ministres se sont fait accorder beaucoup plus qu'ils n'auraient réellement besoin²².

Cela ne donnera pas les résultats escomptés. En fait, c'est grâce à l'augmentation des ventes de bois, des droits de douanes et des contributions indirectes sur les produits de luxe, que Napoléon ira chercher 38 262 000 millions de plus. À l'échelon des recettes fiscales, ce sont là les seuls revenus supplémentaires dont il peut disposer²³. Dans l'état actuel des choses, et cela d'autant plus que la perception est rendue difficile en raison des troubles qui animent les départements de l'Ouest, la fiscalité du pays ne pourra pas supporter le poids des dépenses militaires. En conséquence, si Napoléon ne trouve pas une nouvelle source où il pourra emprunter de l'argent, le réarmement risque de provoquer un déficit de 300 millions de francs²⁴.

Pendant quelque temps, il analyse la possibilité d'augmenter les impôts et les taxes. Mais, par crainte de s'aliéner le peuple, il renonce rapidement à cette idée. D'ailleurs, afin d'augmenter son niveau de popularité, il supprime le droit de circulation sur les boissons, l'exercice à domicile et les droits d'entrée sur les liquides dans les communes de moins de 4000 habitants²⁵. Pour compenser l'annulation de ces revenus, il compte se tourner vers les entrepreneurs qui exploitent les forêts, dont certains n'ont pas encore payé ce qu'ils doivent à l'État. En outre, comme il le recommande à Gaudin, il souhaite faire augmenter les ventes de bois. De cette opération, Napoléon compte tirer pas moins de 300 millions de francs²⁶. Bien sûr, ce sont là des estimations qui s'établissent sur le long terme et par conséquent, la majorité des sommes envisagées devrait lui parvenir après la campagne de Belgique²⁷.

²² *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, À Monsieur Gaudin, Duc de Gaëte, ministre des Finances, no 21761, Paris, 3 avril 1815.

²³ Archives nationales, AF/IV/1933, *Ministère du trésor impérial, Conseil des finances. État de situation du budget des recettes de 1814 au 1^{er} avril 1815*. Rapport en date du 31 mars 1815. Il est à noter que ces mesures ont été promulguées par le baron Louis.

²⁴ Archives nationales, AF/IV/1933, *Note sur deux projets d'emprunts*, Paris, 21 avril 1815. Le nom de l'auteur du rapport est illisible, mais il semble que ce soit Mollien puisqu'elle ressemble à sa signature sur d'autre document.

²⁵ Décret du 8 avril publié le 11 avril 1815 dans le *Bulletin des lois*. Cité par Henri HOUSSAYE, *1815 : Waterloo*. Paris, Perrin, 1899, p.27-28.

²⁶ *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, À Monsieur Gaudin, Duc de Gaëte, ministre des Finances, no 21764, Paris, 3 avril 1815. – Archives nationales, AF/IV/1933, *Notes de Sa Majesté l'Empereur au ministre des Finances*, Paris, 16 mai 1815.

²⁷ Afin de prendre connaissance des notes sur le déficit anticipé de 300 millions et les moyens proposés afin de l'éviter, voir l'annexe B.

Mais, en attendant que tous ces projets se concrétisent, la chance lui sourit de nouveau. Dès son entrée aux Tuileries, il trouve une encaisse de 40 millions en bons et 30 millions en numéraire que le baron Louis a omis d'emporter avec lui. Même si elles arrivent à point nommé, puisque Davout a déjà passé des contrats avec les munitionnaires et les fournisseurs dans les départements, ces sommes s'avèrent insuffisantes pour faire face à l'ensemble des dépenses militaires. En désespoir de cause, Napoléon permet à Gaudin de négocier 3 600 000 francs de rente de la Caisse d'amortissement à l'étranger. Avec le concours du financier Ouvrard, cette opération rapporte 40 millions de francs nets de tout escompte²⁸. Les dépenses allant de façon croissante, Napoléon envisage, malgré son aversion manifeste pour cette solution, de recourir à un emprunt de 200 millions de francs²⁹. Là aussi, les résultats vont s'avérer décevants. D'abord, on a pensé emprunter une première tranche de 100 millions dans des banques privées dont les sièges sociaux sont situés en Angleterre. Mais en raison des coûts financiers et politiques que pourrait entraîner cette affaire, on décide de regarder vers d'autres sources. L'autre tranche serait faite auprès des propriétaires³⁰. La chose est cependant risquée, car elle rappelle les politiques économiques du Directoire. Mais même si c'est ce genre de procédé qui a provoqué la chute de ce dernier gouvernement, Napoléon ne rejette pas cette idée pour autant.

Dans son esprit, il suffit de la présenter au bon moment et, à cet égard, la date du 19 juin lui semble propice. À ce moment, la campagne contre les Prussiens et les Anglais aura commencé depuis quatre jours et, si tout se passe comme prévu, l'armée française séchera ses bottes dans Bruxelles. Comme après toutes ses victoires, l'émotion fera le reste. Le lendemain de la bataille de Waterloo, alors que tout le monde demeure sur l'impression de la victoire de Ligny, le budget présenté aux Chambres comprend un projet d'emprunt forcé de 150 millions. Tous les contribuables devront y souscrire pour une somme équivalente au montant de leurs taxes foncières et mobilières³¹. Même si cette

²⁸ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.* p. 144. - PASQUIER, *Mémoires du chancelier Pasquier*. Paris, Plon, 1894, T. III, p. 151.

²⁹ Napoléon n'aimait pas les emprunts, parce que, selon ce qu'il disait, il ne voulait pas manger l'avenir. LAS CASES, *Mémorial de Sainte-Hélène*. Paris, L'Auteur, 1828, p. 418-419. - PASQUIER, *op. cit.*, p. 26.

³⁰ Archives nationales, AF/IV/1933, *Note sur deux projets d'emprunts*, Paris, 21 avril 1815. Le nom de l'auteur du rapport est illisible, mais il semble que ce soit Mollien

³¹ Archives nationales, AF/IV/1933, *Rapport de Gaudin sur le projet de loi de finances à Sa Majesté l'Empereur*, 2 juin 1815. *Le Moniteur*, 20 et 21 juin 1815.

mesure risque de provoquer la révolte des libéraux, Napoléon n'a guère les moyens de procéder autrement. Pour le seul mois de juillet, Davout estime les dépenses à 72 millions de francs, alors qu'en 1805, pour des effectifs de beaucoup supérieurs, la Grande Armée coûtait 21 millions par mois³². Mais le risque est calculé, car ces mêmes libéraux n'oseront pas s'opposer à cette mesure si l'armée et son chef remportent des victoires. Napoléon sait que, s'ils le faisaient, ils se verraient discrédités à travers toute la France. De plus, ils perdraient toutes les concessions constitutionnelles qu'ils lui ont arrachées, ce qui lui permettrait de maintenir la dictature. Somme toute, cette démarche d'emprunt vient tout simplement confirmer, une fois de plus, la thèse que la campagne en Belgique fut engagée essentiellement pour des motifs politiques et économiques, ce qui donne raison à Mme de Staël lorsqu'elle disait : « Si l'Empereur a une première victoire, l'orgueil national fournira à son vengeur toutes les ressources d'hommes et d'argent qui lui seront nécessaires³³. »

Comme en 1805, où la situation économique n'était guère plus reluisante, la gloire reste le meilleur soutien de Napoléon. Mais, en attendant de remporter une première victoire, il a recours à la vente de bons du trésor, aux réquisitions contre reconnaissance de dette, à la vente de biens des communes, à la vente des bois de l'État, à la *Banque de France* ainsi qu'à la Caisse d'amortissement. Par ailleurs, il maintient les centimes de guerre qui doivent rapporter dans les coffres de l'État une somme de 60 millions de francs³⁴. Bien qu'ils lui permettent de procéder à la reconstitution de l'armée sans véritablement recourir au déficit, ces moyens ont des effets pervers³⁵. En moins de trois mois, la France voit sa dette publique passer de 123 millions à 639 millions de

³² Archives nationales, AF/IV/1941, *Rapport du ministre de la Guerre à la commission du Gouvernement*, 23 juin 1815. Archives nationales, AF/IV/1244, *Observations générales faites par Mathieu Dumas, Lacuée, Petiet*. Cité par d'ALOMBERT et COLIN, *La campagne de 1805*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 2002, p. 549.

³³ Cité par Robert MARGERIT, *18 juin 1815, Waterloo*. Paris, Gallimard, 1964, p. 141-142.

³⁴ Le contribuable doit payer jusqu'à 20 centimes additionnels sur un franc d'impôts afin de financer l'effort de guerre. Pierre BRANDA, « Les finances et le budget de la France napoléonienne : la dynamique des budgets impériaux de 1805 à 1814 et le bilan lors de la première abdication », *Revue du Souvenir Napoléonien*, no 458, mars-avril 2005, pp. 35-52.

³⁵ En fait, le déficit n'est que de 7 millions de francs. Voir Pierre BRENDA, *le prix de la gloire : Napoléon et l'argent*. Paris, Fayard, 2007, p. 494 et 496.

francs, ce qui équivaut à la dette que Napoléon a laissée à la France lors de sa première abdication³⁶. On comprendra qu'il ait un si grand intérêt à remporter la victoire.

III. De l'armée royale à l'armée impériale : rappel des militaires en congé et retour de la conscription

Les rapports que Davout présente à Napoléon ne sont guère encourageants. Il constate qu'il n'y a que 235 000 hommes sous les drapeaux, ce qui est loin d'être suffisant pour entrer en campagne. La conscription semble être une bonne façon de combler ce manque, mais en raison des implications politiques qu'une telle mesure pourrait entraîner, il préfère ne pas brusquer les choses. Avant d'en arriver là, il procède d'abord au rappel des militaires en congé de semestre et de ceux qui sont considérés comme déserteurs. Or, s'il est relativement aisé de rassembler les hommes dans les casernes, les choses se compliquent lorsqu'il faut les équiper. Avec les limites du budget et le refus des fournisseurs de faire confiance à l'État, Davout sait que cet exercice ne sera pas facile. Pour Napoléon, il n'y a plus de crédit.

Lors des années précédentes, alors qu'il était au sommet de son pouvoir, il pouvait se permettre de retarder, voire de négocier à la baisse les paiements dus aux fournisseurs. Mais en 1815, toujours sous le coup de la politique financière du baron Louis, ils souhaitent être payés sur-le-champ et, dans beaucoup de cas, ils exigent même une avance. Comme avec les députés libéraux en Chambre, les fournisseurs ont l'avantage. En fait, contrairement à 1805, ce sont eux qui dictent les conditions du marché et Napoléon devra s'y conformer. On l'a vu dans un chapitre précédent, la fragilité de la situation politique pousse ce dernier à retarder le recours à la conscription. Cependant, les raisons sont aussi d'ordre financier car, même s'il rappelait les classes antérieures et celles de 1815, il sait qu'il n'a pas l'argent pour appuyer cette mesure. C'est pourquoi il en repousse l'application jusqu'à la fin du mois de mai. Lorsqu'il repart en campagne le 15 juin de cette même année, il y a plus de 46 000 conscrits qui attendent dans les dépôts que la victoire vienne les pourvoir des fournitures nécessaires.

³⁶ Archives nationales, AF/IV/1934, *Rapport du ministre des Finances à Sa Majesté impériale*, le 7 juin 1815. Ce rapport ne ventile pas les sommes attribuées à chacun de ces expédients.

Alors que le congrès de Vienne semble se diviser sur la question de la Pologne et du royaume de Saxe, Louis XVIII, sous les conseils de Talleyrand, entreprend la mobilisation de l'armée. À la veille d'une guerre qui menace d'embraser l'Europe à nouveau, la France n'est pas prête. Si les Russes, les Prussiens, les Anglais et les Autrichiens n'ont pas désarmé, l'armée française n'a que 200 000 hommes sous ses drapeaux. En fait, suite à la première abdication de Napoléon, plus de 180 000 soldats sont tout simplement retournés chez eux. Lorsque le ministre de la Guerre présente au roi la situation de l'armée à la fin avril 1814, il ne reste que 90 000 hommes présents dans les rangs de l'armée française³⁷. Pour le baron Louis, c'est un moindre mal parce que la situation budgétaire ne lui permet pas de maintenir une armée sur pied : « Monsieur le maréchal, dit-il à Marmont, nous manquons d'argent pour payer les troupes; ainsi nous avons plus de soldats qu'il ne nous en faut³⁸. » Mais, avec moins de 90 000 soldats, et cela en dépit des restrictions budgétaires, c'est trop peu pour assurer le rang de la France dans le concert des nations. Si les soldats présents sur le territoire national sont peu disposés à servir Louis XVIII, il n'en va pas de même pour ceux qui reviennent des pontons anglais et des places fortes d'Allemagne qui souhaitent en découdre. La plupart seront réintégrés dans l'armée.

Afin de maintenir une armée digne de ce nom, le roi rend une ordonnance qui définit les grandes orientations de sa réorganisation pour le pied de paix. L'infanterie est réduite de 206 à 107 régiments; la cavalerie de 99 à 61; l'artillerie de 339 compagnies à 184; le train d'artillerie de 32 escadrons à 8 et le génie de 60 compagnies à 30. Ainsi, la classe de 1815 est entièrement licenciée, tandis qu'un grand nombre d'officiers et de sous-officiers sont mis en congé illimité. Ce sont eux qui seront définis sous l'appellation affligeante de demi-soldes. Quant aux déserteurs, ils sont désignés comme absents sans permission. Enfin, le gouvernement ne retient pas ceux qui expriment le souhait de rentrer chez eux. Au total, l'armée compte 201 140 hommes, soldats et officiers compris. Le ministre de la Guerre, le général Dupont, aurait souhaité réduire l'armée aux trois quarts de cet effectif, mais la situation de l'Europe dont les destinées se décident à

³⁷ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur par le maréchal Davout, prince d'Eckmühl*, ministère de la Guerre, 28 mars 1815.

³⁸ Auguste-Frédéric-Louis Wiese de MARMONT, *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, de 1792 à 1841*. Paris, Perrotin, 1857, tome VII, p. 6.

Vienne ne le permet pas³⁹. D'ailleurs, au moment où les négociations commencent à s'envenimer, Louis XVIII, après avoir consulté son ministre des Finances, demande le rappel de 60 000 hommes. En février 1815, compte tenu de l'impopularité du régime, moins de 35 000 ont rejoint leurs régiments. À son retour, Napoléon n'a que 235 000 soldats dont la plupart gardent les frontières. Face à 800 000 coalisés environ, dont 500 000 sur les frontières, ses chances de l'emporter sont très minces⁴⁰.

Pour se constituer rapidement une masse de manœuvre, Napoléon prend les mesures appropriées. Dans un premier temps, il veut prendre connaissance des ressources disponibles. Dans son rapport, Davout mentionne que 180 000 soldats ont quitté l'armée en 1814. De ce nombre, il croit que 120 000 d'entre eux pourront théoriquement être récupérés. Mais, comme 35 000 soldats ont déjà rejoint leurs régiments, il ne reste que 85 000 hommes disponibles. De ce nombre, Davout soustrait encore les insoumis et ceux qui sont impropres au service militaire pour cause d'infirmités. En somme, il estime que le rappel des militaires en congé donnera à l'armée 59 000 hommes supplémentaires⁴¹. Le décret de rappel est publié le 9 avril. Tous les militaires en congé devront avoir rejoint leurs régiments⁴². En raison du temps nécessaire pour effectuer la transmission des ordres et surmonter les délais légaux pour afficher les ordonnances, les revues d'appel ne commencent que le 25 avril⁴³. Néanmoins, la levée dépasse les premières prévisions. Elle donne 16 894 hommes de plus que Davout ne l'a espéré. Dans les premiers jours de juin, 52 446 hommes ont déjà été incorporés dans l'armée alors que 23 448 autres sont en route pour rejoindre les dépôts. Le rapport présenté par Davout ne rapporte que 6 626 déserteurs⁴⁴. En outre, on compte sur les engagements volontaires. Au cours de cette période que constituent les Cent jours, plus de 15 000 hommes se sont enrôlés. Afin de

³⁹ Ordonnance du 12 mai. *Journal Militaire*. Cité par Henri HOUSSAYE, *1815 : La première restauration – Le retour de l'île d'Elbe – Les cent Jours*. Paris, Perrin, 1901, p.16-17.

⁴⁰ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur par le maréchal Davout, prince d'Eckmühl*, ministère de la Guerre, 28 mars 1815.

⁴¹ Archives nationales, AF/IV/1936, *Note sur les militaires rentrés dans leurs foyers par le maréchal Davout, prince d'Eckmühl*, ministère de la Guerre, 28 mars 1815.

⁴² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Décret, 21737, Palais des Tuileries, 28 mars 1815. – *Le Moniteur*, 9 avril 1815. – Archives nationales, F1A/31, *Circulaire du ministre de l'Intérieur*, le comte Carnot, 9 avril 1815. Cité par Henri HOUSSAYE, 1815, *op. cit.*, p. 510.

⁴³ Archives nationales, F1A/31, *Circulaires et instructions ministérielles, Circulaire du ministre de l'Intérieur*, le comte Carnot, 9 avril 1815. – AF/IV/1936, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur par le maréchal Davout, prince d'Eckmühl*, ministère de la Guerre, 1^{er} mai 1815.

⁴⁴ AF/IV/1936, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur par le maréchal Davout, prince d'Eckmühl*, ministère de la Guerre, 11 juin 1815.

stimuler l'enrôlement, une prime de 50 francs avait été promulguée par l'ancien gouvernement royal. Par souci d'économie et surtout, par répugnance pour ce genre procédé, Napoléon met fin à cette politique⁴⁵.

À l'évidence, toutes ces mesures ne seront pas suffisantes pour contrebalancer les forces coalisées. Certes, Napoléon a besoin d'une armée opérationnelle pour entrer en campagne, mais il a aussi besoin d'hommes pour assurer la défense des quatre-vingt-dix places fortes qu'il fait ériger sur les frontières et à l'intérieur des terres. Contrairement aux années passées, il se voit dans l'obligation de procéder à une levée massive de la garde nationale. Pour ce faire, il remet en vigueur le décret du 11 juillet 1792 promulgué par la Législative⁴⁶. Cela se traduit par la levée de 326 bataillons, dont chacun comprendra 720 hommes. En conséquence, 234 720 hommes devront être dirigés vers les places fortes et les camps retranchés⁴⁷. Pour les encadrer, Napoléon avait pour habitude de faire appel à des officiers et des sous-officiers de la ligne. Mais cette fois, ayant besoin de tous les hommes disponibles pour sa campagne, il demande le rappel de tous les militaires en retraite, ce qui se traduira par la levée de 55 bataillons.

Disposant chacun de 500 hommes, les effectifs de ces bataillons devraient atteindre plus de 27 500⁴⁸. Mais, sur le papier, les choses sont souvent très différentes de la réalité car, dans plusieurs départements, la contestation est à son comble. Dans l'Ouest, en raison de l'insurrection qui couve, l'accomplissement de cette ordonnance devient très difficile à faire appliquer. En conséquence, on renonce à appeler la garde nationale en Bretagne et en Vendée. Dans les départements du Nord, la contestation, due en partie à l'arrêt des échanges commerciaux avec l'Angleterre, empêche la mobilisation. Par exemple, l'Orne fournit 107 gardes sur les 2160 demandés et le Pas de Calais 437 sur 7440. Dans le Midi, surtout à Marseille, l'esprit public est au dernier degré d'exaltation

⁴⁵ SHD, C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours, Circulaire du ministre de la guerre, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl*, 8 mai 1815.

⁴⁶ Pour ne pas contrarier la classe bourgeoise, le remplacement est permis pour la modique somme de 120 francs. Henri HOUSSAYE, 1815, *op. cit.*, p. 8.

⁴⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général comte Andréossy, président de la section de la guerre au conseil d'État, 21767, Paris, 3 avril 1815. – Archives nationales, AF/IV/1936, *Circulaire du ministre de l'Intérieur*, le comte Carnot, Paris, 18 avril 1815.

⁴⁸ SHD, C16/14, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le ministre de la Guerre, au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, 12 mai 1814 – Archives nationales, AF/IV/1936, rapport à l'Empereur, major général Soult, Paris le 16 mai 1815. – SHD, C16/16, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, ministère de la Guerre, *extrait des minutes de la secrétairerie d'État*, au Palais de l'Élysée, le 18 mai 1815.

en faveur du roi et dans la Haute-Vienne, on constate que l'opinion se détériore depuis la publication de l'ordonnance de rappel. Malgré tout, le 15 juin 1815, il y a 132 815 gardes dans les places fortes ou en route pour les rejoindre⁴⁹. Napoléon a atteint 57 % de son objectif. Quant aux 43 % manquants, on l'attribue généralement à l'opposition à la guerre et aussi, contre sa personne.

Cependant, des facteurs plus pratiques ont aussi un impact significatif sur la situation. D'une part, même si Napoléon promet que les gardes nationaux ne serviront que dans les places fortes, une large majorité des mobilisés ne lui font pas confiance⁵⁰. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue qu'ils doivent s'armer à leurs frais et à ceux du département d'origine. Cette obligation fait reculer un certain nombre de volontaires et décourage les préfets dont les départements sont sans ressources. En fait, la majorité d'entre eux poussent au maximum la mobilisation des gardes nationaux tandis que d'autres, sans argent ni ressources, ne montrent pas autant de zèle. Dans l'Eure par exemple, en date du 31 mai, personne n'a été mobilisé car les autorités n'ont pas fait afficher les avis de mobilisation⁵¹. Mais le dénuement n'empêche pas la majorité des appelés à rejoindre les dépôts, ce qui cause des soucis au gouvernement. En raison du fait que de nombreux gardes n'ont pas d'uniforme, Carnot estime à 44 millions les dépenses liées à cet effet. De son côté, Mollien conclut que de nombreux départements ont déjà fourni au-delà de leur capacité tandis que d'autres n'ont rien donné. De toute façon, le gouvernement n'a pas d'argent et, pour le moment, il n'est pas en mesure d'en emprunter⁵². Concernant le rappel des anciens militaires, les résultats sont au-delà de toute espérance puisque 74 136 d'entre eux, sur les 27 500 que Napoléon avait envisagés, sont partis des départements pour rejoindre leur poste⁵³. Il semble que la vénération qu'ils portent à leur chef explique en partie cet engouement spontané. Comme le disait Victor

⁴⁹ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport du ministre de l'Intérieur*, le comte Carnot, à Sa Majesté l'Empereur. États des gardes nationales d'élites, 31 mai 1815 et 8 juin de la même année. Cet état se présente sous forme de tableau en trois colonnes dont voici la dénomination : 1) Nom du département. 2) Gardes nationaux ayant rejoint l'armée. 3) Gardes nationaux espérés pour le département mentionné.

⁵⁰ Archives nationales, AF/IV/1933, *Séance du conseil des ministres*, lundi 19 juin 1815.

⁵¹ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport du ministre de l'Intérieur*, le comte Carnot, à Sa Majesté l'Empereur. États des gardes nationales d'élites, 31 mai 1815 et 8 juin de la même année.

⁵² Archives nationales, AF/IV/1933, *Séance du Conseil des ministres*, jeudi 15 juin 1815, présidé par le prince Joseph Bonaparte.

⁵³ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport du ministre de la Guerre à l'Empereur*, 30 mai 1815.

Hugo, c'est la chair à canon amoureuse du canonnier. Mais, dans les faits, il y a beaucoup d'anciens militaires qui n'arrivent tout simplement pas à subvenir à leurs besoins.

Je sais que plusieurs de ces officiers n'ayant obtenu qu'une faible pension, et d'ailleurs sans fortune, ont dû se livrer à des travaux pénibles, ou reprendre leur ancienne profession pour améliorer leur existence. Il en est même qui, depuis le retour de Votre Majesté, ont demandé à être remis en activité, et qui n'ont pu l'obtenir, le nombre des officiers disponibles étant pour le moment au-dessus du besoin⁵⁴.

Dans beaucoup de cas, surtout après avoir passé de nombreuses années dans l'armée, les vétérans éprouvent de la difficulté à se réinsérer dans la vie civile. D'une part, ils ne comprennent pas que la population reste indifférente à leur égard. Ils ne comprennent pas qu'après avoir sacrifié leur vie sur les champs de batailles, la société dans laquelle ils vivent n'ait pas davantage de reconnaissance à leur endroit. Ayant été des officiers, ils n'ont plus ce pouvoir ni ce prestige qui étaient les leurs dans l'armée. Dans le cas qui nous occupe, la frustration est d'autant plus grande qu'ils sont obligés de se réunir en secret pour parler de leurs exploits. Le gouvernement de Louis XVIII, sans dire ouvertement qu'ils sont des criminels pour avoir servi l'usurpateur, le pense très certainement. Retourner dans l'armée, surtout pour les officiers, c'est retrouver un univers où ils seront appréciés et respectés. Mais beaucoup d'entre eux devront se résigner à l'attente car les budgets militaires sont très limités. L'armée française n'est plus celles de 1805 ni celle de 1812. D'ailleurs, c'est l'une des raisons pour lesquelles Napoléon retarde la conscription.

On sait également que la situation politique ne le permet pas et, de fait, en accord avec Davout, il cherche des moyens pour ne pas prononcer le mot de conscription dans les documents officiels. Cela est d'autant plus problématique que Louis XVIII l'a abolie par l'article XII de la Charte royale. Dans son rapport présenté le 5 mai 1815, Davout estime que la classe 1815 représente un potentiel de 280 000 hommes. Mais en soustrayant les gens mariés, les réformés et ceux dont la taille n'est pas réglementaire, on arrive à un nombre de 140 000 hommes mobilisables⁵⁵. Or, comment équiper tous ces gens alors qu'on n'arrive pas à faire le nécessaire pour tous ceux qui sont déjà incorporés dans l'armée? De toute façon, Napoléon sait qu'ils ne seront pas utilisés pour la

⁵⁴ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport à l'Empereur*, major général Soult, Paris, 11 mai 1815.

⁵⁵ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport à l'Empereur*, le ministre de la Guerre, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, Paris, 5 mai 1815.

campagne qu'il prépare en Belgique. Lorsqu'il reviendra, victorieux bien entendu, il aura de facto les ressources nécessaires pour les incorporer. Mais en attendant, la pilule doit passer. Là-dessus, Davout a son idée.

Il n'y aurait qu'à changer la chose de nom et à déclarer que tous les jeunes gens, entrés dans leur vingtième année depuis le 1^{er} janvier dernier, feront partie de la garde nationale et seront dirigés sur les dépôts de l'armée, avec promesse d'être libérés, la guerre finie⁵⁶. »

Le 23 mai, le projet est présenté en séance du conseil d'État dont les membres lui rétorquent d'emblée que la levée d'hommes est une compétence du pouvoir législatif⁵⁷. Mais Napoléon ne peut attendre la réunion des Chambres, car en plus de grossir les rangs de l'armée, il faut prévoir le remplacement des pertes que causera la prochaine campagne. Afin d'emporter la décision, il propose que les conscrits soient assimilés avec les militaires en congé. Dans ces conditions, nul besoin d'un décret pour procéder au rappel. Une mesure administrative suffira⁵⁸. Son idée est adoptée. Le 3 juin, Davout envoie les ordres à cet effet. La conscription de 1815 est en marche⁵⁹. Une semaine plus tard, il rapporte que 46 419 soldats sont rassemblés dans les chefs lieux des différents départements et prêts à partir pour les dépôts⁶⁰. Avec la correspondance de quelques préfets à l'appui, Henri Houssaye signale avec enthousiasme « l'engouement » des conscrits pour servir la cause⁶¹.

C'est peut-être vrai. Mais il oublie de signaler que les normes d'enrôlement ont été considérablement abaissées. À la veille de présenter son projet de conscription à l'Empereur, soit le 21 mai 1815, Davout lui demande de fixer la taille pour les hommes de toutes les armes⁶². Il se fait répondre : « qu'il peut prendre les hommes de toutes les tailles, pourvu qu'ils soient bien conformés. Ces limitations sont bonnes pour les temps ordinaires et ne conviennent pas dans les circonstances actuelles⁶³. » Lorsqu'il exclut

⁵⁶ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport à l'Empereur*, le ministre de la Guerre, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, Paris, 5 mai 1815.

⁵⁷ Comte MIOT de MÉLITO, *Mémoires*. Paris, M. Lévy, 1858, tome III, p. 430-431.

⁵⁸ Henri HOUSSAYE, 1815, *op. cit.*, p. 16.

⁵⁹ SHD/193. *Correspondance du ministre de la Guerre, du major général pendant les Cent jours. Circulaire envoyée à tous les préfets*, datée du 3 juin 1815.

⁶⁰ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport à l'Empereur*, le ministre de la Guerre, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, Paris, 18 juin 1815.

⁶¹ Henri HOUSSAYE, 1815, *op. cit.*, p. 16.

⁶² Taille réglementaire, 4 pieds 10 pouces. Napoléon mesure 5 pied 2 pouces.

⁶³ SHD 192, *Correspondance du maréchal Davout*, ministre de la Guerre, du 21 mars au 16 avril 1815.

dans son premier rapport 80 460 hommes pour défaut de taille, il sait qu'ils font déjà partie du bassin mobilisable. En conséquence, contrairement à ce qu'il écrit en marge de ce même rapport, la conscription touche 220 000 hommes et non 140 000.

Dans ses mémoires, Napoléon prétend avoir voulu augmenter l'armée à plus de 800 000 hommes et cela, dès le 1^{er} octobre 1815⁶⁴. Pour sa part, Henri Houssaye écrit que la chose n'était pas impossible : « Quand Napoléon disait que le 1^{er} octobre l'armée se serait élevée à 800 000 hommes, il ne se faisait pas tant d'illusion⁶⁵. » Or, cela est conditionnel à la victoire que Napoléon pense être en mesure de remporter en Belgique car, dans les faits, on le sait, la réalité budgétaire de 1815 ne suit pas ce genre d'estimations. En fait, il faut savoir qu'un soldat coûte annuellement 700 francs à l'État⁶⁶. Si on fait le calcul, l'entretien pour une telle armée lui coûtera environ 520 millions de francs, et cela uniquement pour l'année 1815. On comprendra que ce chiffre ne tient pas compte des coûts reliés au remplacement du matériel.

Napoléon a sous la main 491 425 hommes, dont 268 801 pour la régulière et 222 624 pour les auxiliaires, ce qui comprend la garde nationale, les gardes côte, les gendarmes, les fusiliers marins, les fusiliers vétérans, les douaniers, les militaires retraités, les canonnières de la marine, les canonnières vétérans, les canonnières sédentaires et les partisans des corps francs⁶⁷. Sauf pour les corps francs, qui doivent se servir sur l'ennemi, il est impératif d'équiper tous ces hommes⁶⁸. En 1805, afin d'assurer les coûts logistiques d'une armée de 449 000 soldats, on se rappelle que Napoléon lui avait réservé la somme de 272 142 200 millions de francs⁶⁹. À cette époque, la France disposait de la

⁶⁴ *Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 144.

⁶⁵ Henri HOUSSAYE, 1815, op. cit., p. 39

⁶⁶ Pierre BRANDA, « Les finances et le budget de la France napoléonienne : la guerre a-t-elle payé la guerre? », *Revue du souvenir napoléonien*, no 457, janvier- février 2005, pp. 25-34.

⁶⁷ Archives nationales, AF/IV/1936, Situation de l'infanterie, cavalerie, artillerie et génie par corps d'armée et par régiments au 1^{er} juin 1815. - SHD, C16/14, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jour*, Le ministre de la Guerre, au comte Carnot, ministre de l'Intérieur, 12 mai 1814. - Archives nationales, AF/IV/1936, *États des garnisons des places le 1^{er} juin 1815*. Archives nationales, AF/IV/1936, *Lettre de l'inspecteur général de la gendarmerie*, le duc de Rovigo à Sa Majesté l'Empereur, 12 avril 1815.

⁶⁸ SHD, C16/10, *Correspondance générale pendant les Cent jours*, Copie de la lettre écrite par le ministre de la Guerre à messieurs les préfets des départements de la Mayenne et du Maine et Loire. Ministère de la Guerre, Paris, le 28 avril 1815. -

⁶⁹ ALOMBERT et COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne*. Paris, Éditions historiques Teissedre, édition 2002, tome I, p. 68. - Archives nationales, AF/IV/1245, *Budget de l'an 1806*. À l'intérieur du tableau, il y a une colonne qui présente les coûts pour 1805, ce qui nous permet de voir l'évolution des dépenses à cet effet pour l'année suivante. - *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, Décret, 21831, Paris, Palais de l'Élysée, 22 avril 1815. « Article 5 : Les corps francs s'armeront, s'équiperont et se monteront à leurs

rive gauche du Rhin, de la Belgique et du nord de l'Italie. Mais pour l'année 1815, l'État n'a plus les ressources financières pour payer l'ensemble de l'équipement qu'il faudrait à une armée de 800 000 soldats. D'ailleurs, on le verra plus loin, il ne pourra satisfaire complètement les besoins des troupes qui sont déjà sous les drapeaux. La situation est d'autant plus problématique que les fournisseurs ne font plus crédit comme en 1805. On peut donc supposer qu'à l'exemple des années passées, la guerre devra payer la guerre. Et dans ces conditions, compte tenu des antécédents de Napoléon en cette matière et de ses prédécesseurs révolutionnaires, c'est l'ennemi et le gouvernement hollandais qui risquent de payer⁷⁰.

IV. Fini le crédit

Sous l'Ancien Régime, la préparation de la guerre s'improvise toujours. Sans se préoccuper des prix, les fournisseurs achètent tout ce qu'ils peuvent acheter pour constituer les magasins. Ils se contentent ensuite de présenter la note au souverain qui doit saigner la population à blanc pour les payer. Pendant ce temps, leurs agents volent les soldats en leur fournissant de la nourriture avariée et du matériel de mauvaise qualité. Pendant la Révolution, afin de résoudre cette situation des plus scandaleuses, les Montagnards font beaucoup d'efforts pour se passer des fournisseurs et nationaliser le service d'intendance. Pour surveiller lesdits fournisseurs et les militaires vénaux, des commissaires sont attachés aux armées. Mais après le 9 thermidor, qui voit la chute de Robespierre et des Jacobins, la France se retrouve au même point que sous la royauté et, malheureusement pour les soldats, ce système va se perpétuer sous le Consulat et l'Empire. D'ailleurs, même si Napoléon les déteste, car il estime qu'ils grugent l'État sans vergogne, il n'a guère le choix de les employer et de supprimer les commissaires qui sont aussitôt remplacés par des inspecteurs aux revues. Pour une très large partie, ce sont eux qui ont financé le coup d'État de Brumaire. En s'appuyant sur les notables, il est contraint d'avoir recours à ces gens pour nourrir l'armée⁷¹.

frais. Ils ne recevront aucune solde ni de guerre ni de paix; ils auront droit aux vivres de campagne, mais seulement au moment de la guerre. Article 8 : Tout ce que les corps francs prendront sur l'ennemi sera bonne prise et à leur profit. »

⁷⁰ Le Belgique fait partie de la Hollande à ce moment.

⁷¹ Georges LEFEBVRE, *Napoléon*. Paris, Presses universitaires de France, 1965, p. 206

Néanmoins, dans les premières années de son règne, la situation n'est pas encore catastrophique puisqu'ils font confiance à Napoléon, ce qui lui permet de se dégager une certaine marge de manœuvre. Entre 1800 et 1804, il peut se permettre de retarder et de négocier les sommes que l'État leur doit car, même s'il le fait en retard, il arrive encore à honorer ses engagements. À partir de 1805, année où la guerre s'intensifie avec l'Europe, ce procédé devient de moins en moins applicable parce qu'en raison de l'augmentation des dépenses militaires, il éprouve davantage de difficulté à assurer la régularité des paiements en numéraire. Dans une lettre qu'il écrit à Dejean, ministre directeur de l'Administration des vivres, le munitionnaire Vanlerberghe demande qu'on lui rembourse les avances de l'ordre de 28 millions de francs qu'il a fait à l'armée.

Je devais espérer le plus heureux succès de mes premières réclamations, mais loin de recevoir des secours extraordinaires, je ne reçois pas même pour brumaire l'avance des deux tiers stipulé par mes traités. Un pareil état de chose ne peut se prolonger; les circonstances actuelles permettent moins que jamais de l'espérer. Mon dévouement au service de Sa Majesté est sans doute sans bornes; je l'ai prouvé et ne cesserai de le prouver tant que mes moyens et mon crédit me le permettront; mais le crédit et mes moyens ont des bornes, et, pour ne pas les perdre, pour leur donner un nouvel essor quand les circonstances l'exigeront, il devient d'une nécessité indispensable, comme d'une rigoureuse justice, que le gouvernement vienne promptement à mon secours, et cela d'une manière efficace⁷².

Même si Dejean reconnaît que l'État doit plus de 26 millions de francs à Vanlerberghe, celui-ci ne recevra rien. Impliqué dans le scandale des Négociants réunis, il subira les foudres de Napoléon lorsqu'il reviendra d'Austerlitz. En relation avec cette affaire, lui et Ouvrard doivent rembourser la somme de 141 millions de francs à l'État ainsi qu'à la *Banque de France*, ce qui les pousse vers la faillite. Jusqu'en 1814, Vanlerberghe tentera sans succès de se faire rembourser une facture de 9 millions de francs pour le service des vivres qu'il a assuré avec promptitude au camp de Boulogne. Mais, comme les autres, sa créance sera annulée par la Restauration⁷³. Celui-ci n'est cependant pas le seul à se faire flouer. Six mois après la bataille d'Austerlitz, François

⁷² Archives nationales, AF/IV/1174. Copie d'une lettre écrite par le Munitionnaire général des vivres de terre, au Ministre directeur de l'administration de la guerre, en date du 14 brumaire an XIV, (5 novembre 1805)

⁷³ Archives nationales, AF/IV/1174. Situation du Munitionnaire général des vivres au 30 brumaire an XIV (21 novembre 1805) Le document est signé par Dejean. Michel BRUGUIÈRE, *Dictionnaire Napoléon*. Paris, Fayard, 1999, p.916-917.

Delannoy, munitionnaire des vivres et viande, demande à son tour qu'on lui paie les 14 millions qu'il a avancés à l'armée.

J'ai fait d'inutiles efforts pour, en hypothéquant le reste de mes biens, renouveler mes engagements; la suspension de paiement du munitionnaire général des vivres-pain m'en a ôté les moyens. Les 4 000 000 de biens nationaux qui m'ont été donnés en paiement au lieu de numéraire ont complété ma ruine. Je suis forcé de suspendre mes paiements, quoique j'aie pour plus de 6 000 000 de biens et que je n'aie que pour 4 800 000 francs d'engagement. J'ai la consolation de savoir que Votre Majesté a été contente de mon service. Je viens de prévenir le Ministre directeur de la guerre, que j'étais forcé de le cesser, mais qu'il était assuré au camp de Boulogne jusqu'au 20 de ce mois, et dans les divisions pour les prisonniers de guerre, jusqu'à la même époque. J'ai adressé à ce Ministre un état exact de ma situation; j'en joins ici le double. Votre Majesté reconnaîtra que, loin que je sois son débiteur, je serai encore le créancier de fortes sommes lorsque Votre Majesté aura prononcé sur mes indemnités. Sire, quelles soient mes pertes, mes créanciers reconnaîtront qu'ils n'ont rien à perdre, et j'espère que j'en obtiendrai le temps dont j'ai besoin pour vendre assez de biens-fonds pour faire face à tout. Ce qui restera, Sire, et toute mon existence seront constamment consacrés à Votre Majesté⁷⁴.

Delannoy ne réussit à vendre que pour 2 millions de francs de biens nationaux dont un à Levavasseur, le receveur général des finances du Maine-et-Loire, et l'autre à Van der Leyen, le grand manufacturier de soie de Crefeld. Mais, comme cela n'est pas suffisant pour satisfaire l'ensemble de ses créanciers, il transporte sa créance à la banque Johannot, Martin, Masbou et Cie. Quelques jours plus tard, il emprunte 561 000 francs au banquier Nicolas Hubbard et encore 500 000 francs aux négociants Jean-Pierre Collot et Michel Jeune. Malgré toutes ses tentatives pour consolider ses dettes, il doit lui aussi déposer son bilan⁷⁵. Certes, ce n'est pas la première fois que des fournisseurs sont lésés par l'État. Par exemple, plusieurs armateurs ayant perdu leurs navires lors la campagne d'Égypte, devront attendre l'arrivée de Napoléon III pour obtenir un dédommagement⁷⁶.

Dans ces conditions, nous pourrions aisément conclure que Napoléon est un mauvais payeur. Mais la réalité est beaucoup plus complexe. Bien qu'il soit vrai que Napoléon entretient une méfiance envers les fournisseurs militaires depuis la première campagne d'Italie, car beaucoup se sont odieusement enrichis aux dépens des troupes, la

⁷⁴ Archives nationales, AF/IV/1174. *Le munitionnaire des vivres-viandes Delannoy à l'Empereur*, Paris, le 12 mai 1806.

⁷⁵ Louis BERGERON, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire*. Paris, École des hautes études en sciences sociales. Mouton éditeur, 1986, p. 166.

⁷⁶ Michèle BATTESTI, *La bataille d'Aboukir 1798 : Nelson contrarie la stratégie de Bonaparte*. Paris, Économica, 1998, p. 12.

situation budgétaire de la France ne lui permet pas d'honorer ses obligations⁷⁷. Depuis 1805, la guerre perpétuelle avec l'Europe ne lui laisse aucun répit. Les campagnes militaires consomment le matériel avec une telle rapidité que les ressources financières de l'État ne sont plus en mesure de suivre la cadence. Dans ce cas, impossible d'accumuler les vivres, les armes, les souliers et les vêtements nécessaires que suppose une campagne⁷⁸. De leur côté, liés par des contrats avec l'armée, comme c'est le cas de Delannoy et de Vanlerberghe, ils assurent le service jusqu'à épuisement de leur crédit, ce qui les pousse à la faillite. Évidemment, les crises économiques et financières n'arrangent pas les choses. Manquant de numéraire, Napoléon n'a pas d'autre choix que de les payer en domaines nationaux. Pour des investissements à long terme, c'est-à-dire pour faire de la spéculation foncière, c'est l'idéal. Mais sur une courte période, comme c'est le cas des fournisseurs puisqu'ils ont des créances à échéance avec des institutions financières, c'est catastrophique. En fait, les acheteurs ne sont pas toujours au rendez-vous et, surtout, ils ne sont pas toujours prêts à payer le prix demandé par les détenteurs de ces biens. Par conséquent, victimes de la spéculation foncière, comme c'est le cas de Delannoy lorsqu'il écrit que les domaines nationaux ont complété sa ruine, ils éprouvent quelques difficultés à respecter leurs obligations. Et enfin, comme nous le savons, Louis XVIII a désavoué les dettes que le régime précédent avait contractées à leur endroit. La confiance est donc brisée.

Dorénavant, l'État doit payer avant même d'avoir accusé réception du matériel. Les fournisseurs n'ont plus confiance en Napoléon ni en l'État. À l'image de Fouché et des libéraux dont ils font partie, ils savent que ses chances de l'emporter sur la coalition sont minces et à l'exemple des derniers mois, ils savent que le roi, si d'aventure il revenait sur trône, ne paiera pas les créances de « l'usurpateur. » Néanmoins, ils accepteront encore d'être payés en domaines nationaux et en bons du trésor, mais cette fois, ils exigent d'obtenir une avance substantielle en numéraire. Cela est d'autant plus problématique pour Napoléon qu'ils demandent impérativement que les arriérés de 1814 leur soient remboursés.

⁷⁷ À Sainte-Hélène, Napoléon n'hésite pas à dire ce qu'il pense des fournisseurs : « Ils composaient une véritable puissance et ils étaient plus dangereux pour l'État dont ils obstruaient et corrompaient les ressorts par leurs intrigues. » Paul FLEURIOT de LANGLE, *Journal du maréchal Bertrand, grand maréchal du palais, cahiers de Sainte-Hélène : 1818-1819*. Paris, Albin Michel, 1959, tome II, p. 175.

⁷⁸ Georges LEFEBVRE, *Napoléon*. Paris, Presses universitaires de France, 1965, p. 207.

Les 14 millions d'arriérés pourraient être payés en bons du Trésor, ou en inscriptions, si l'on veut admettre ces valeurs au pair, en paiement de domaines nationaux; mais les fabricants (draps) demandent, en même temps, une somme de 250 000 francs, en espèces, sur ce qui leur est dû pour les neuf derniers mois de 1814 et le premier trimestre de 1815⁷⁹.

Pour eux, il importe d'être payés maintenant tandis que, pour Napoléon, il importe, comme l'écrit Davout à Daru, l'intendant général de l'armée, de rétablir la confiance : « L'Empereur fait de grands sacrifices, vous le savez, pour rétablir le crédit⁸⁰. » Le temps et les circonstances lui manqueront. Il réussira à équiper *l'Armée du Nord*, mais pour les autres unités qui se tiennent sur les frontières, sauf pour la nourriture, ils devront faire avec ce qu'ils ont. Très vite, on constate que les carences budgétaires ont un impact sur le terrain. S'il est relativement aisé de lever des hommes et de les réunir en un seul endroit, c'est beaucoup plus difficile de les armer, de les nourrir et de les habiller.

V. La logistique, un casse-tête permanent sous l'Empire : l'armement

Sous l'Empire, la logistique n'a jamais été une entreprise de tout repos. Nous le savons, Napoléon doit composer avec le manque d'argent et la vénalité des fournisseurs et de certains militaires. Par conséquent, de 1805 à 1814, jamais l'armée n'est pourvue de la totalité de son équipement. Le manque de fusils, d'uniformes, de souliers, de chevaux et de nourriture fait partie intégrante de la vie du soldat de la Grande armée. Depuis la Révolution, c'est-à-dire depuis la levée en masse, il devient impossible à l'État de pourvoir aux besoins de ses troupes. Dans ces conditions, l'intendance n'arrivant pas à satisfaire à la demande, ils doivent se rabattre sur les territoires occupés. Cependant, conscient que la logistique demeure la plus grande faiblesse de son appareil militaire, il tente, par la centralisation de la production et de la manutention, de mettre plus d'ordre à l'intérieur de son service d'intendance.

Les campagnes se succédant aux campagnes, toutes les entreprises de réforme s'avèrent systématiquement impossibles parce que l'armée, nous le verrons dans le détail, consomme plus de matériels que les territoires de l'Empire ne peuvent en produire. De plus, cet aspect des choses est accentué par le fait que la France n'a pas encore véritablement fait sa révolution industrielle. Sans infrastructures adéquates pour assurer

⁷⁹ *Correspondance du maréchal Davout*, 1603, Au comte Mollien, ministère du Trésor, 17 avril 1815.

⁸⁰ *Correspondance du maréchal Davout*, 1678, Au comte Daru, Paris, 8 mai 1815.

une production de masse, elle n'a pas d'autre choix que de se tourner vers la petite industrie. Ainsi, les ébénistes, les serruriers, les dinandiers et beaucoup d'autres corps de métier sont mis à contribution. En dépit de cela, l'armée de 1815 sera aussi bien équipée que celle de 1805 car, dans les deux cas, le pays a bénéficié d'une certaine période de paix, ce qui lui a permis, grâce au dynamisme de l'activité économique, de reconstituer ses réserves en matières premières. En outre, malgré les problèmes que cette nouvelle situation peut lui causer, toujours en raison de la limitation des finances, l'obligation de payer comptant assure à Napoléon un approvisionnement beaucoup plus régulier que par les années passées.

Pour Napoléon, l'approvisionnement en fusils a toujours constitué un problème car les campagnes détruisent plus que les ateliers ne peuvent fournir. Dès l'année 1800, il demande à Carnot, alors ministre de la Guerre, de constituer des réserves en cette matière : « Je ne vous recommande pas les fusils puisque ce sera encore, trois ans après la paix, un objet à l'ordre du jour. Je ne regarderai pas la République comme consolidée tant qu'elle n'aura pas trois millions de fusils dans ces arsenaux⁸¹. » Quinze ans plus tard, il écrit dans les mêmes termes à Davout : « Le salut de l'État est attaché aux fusils, puisque avec les dispositions actuelles de la nation, si nous avons un million de fusils, nous les emploierions sur-le-champ⁸². » Peu importe le nombre de fusils qu'il demande, jamais Napoléon n'a réussi à se constituer de telles réserves. Déjà en 1802, bien que les prix de fabrications baissent, que la production s'accélère et que la guerre cesse en raison du traité d'Amiens, il n'y a que 200 000 fusils dans les dépôts. En fait, les manufactures civiles et nationales ne produisent que 125 000 fusils par an, ce qui n'est pas suffisant pour armer la totalité des conscrits⁸³. Or, bien qu'elle n'ait pas de réserves, l'armée qui part en campagne en 1805 est parfaitement équipée à ce niveau. La raison en est que, grande consommatrice de fusils, elle n'a pas fait campagne depuis quatre ans. Avec une réserve de 200 000 dans les dépôts ajoutée à la production annuelle, qui augmente à 146 000, Napoléon est en mesure d'armer les 449 000 soldats de la Grande Armée. Toutefois, les années suivantes seront beaucoup plus problématiques, car la guerre

⁸¹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au citoyen Carnot, ministre de la Guerre, 4875, Milan, 15 prairial An VIII, (4 juin 1800).

⁸² *Ibid.*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21811, Paris, 15 avril 1815.

⁸³ Jean MORVAN, *Le soldat impérial*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 1999, tome I, p. 187.

perpétuelle avec l'Europe ne lui permet pas de les accumuler. En fait, l'armée consomme annuellement 150 000 fusils, ce qui dépasse légèrement la production de la totalité des ateliers situés sur le territoire de l'Empire. Ainsi donc, il faut se rabattre sur les fusils abandonnés par l'ennemi.

Nous manquons absolument de fusils. J'ai passé la revue de deux régiments, qui ont besoin à eux deux de 600 fusils; 30 000 fusils ne sont point suffisants. Faites-en venir davantage. Les fusils prussiens qui sont de notre calibre nous serviront comme les autres. Il faut donc faire réserver les fusils à Spandau et à Küstrin pour notre usage. Ce besoin devient considérable⁸⁴.

Il faut savoir qu'une bataille comme celle d'Austerlitz détruit environ 12 000 fusils. Avec l'intensification de la guerre, les batailles se multiplient et les pertes matérielles augmentent. En 1813, les batailles de Bautzen et Lützen, livrées sur une période de deux semaines, font perdre 40 000 fusils à l'armée, ce qui représente deux mois de production environ⁸⁵. Mais les batailles ne sont pas le seul facteur, puisqu'il se perd un grand nombre de fusils lors des rapides déplacements de l'armée. En deux ans, de septembre 1805 à février 1807, il s'en est perdu au-delà de 60 000. Par conséquent, sans les prélèvements effectués dans les dépôts saxons, prussiens et autrichiens, la France à elle seule n'aurait pu équiper l'ensemble de la Grande armée⁸⁶. Après la bataille de Leipzig, livrée en octobre 1813, les soldats se débandent et jettent leurs armes par terre afin d'alléger leur fuite. Devant la pénurie, Napoléon réagit et demande la fabrication de 300 000 nouveaux fusils pour équiper les conscrits qui rejoindront les dépôts dans les semaines à venir⁸⁷. Malheureusement, l'Empire n'a plus les ressources ni le temps nécessaires pour atteindre les objectifs qu'il lui impose. Pour faire face aux coalisés qui marchent sur la France, il n'a pas d'autre choix que de prendre des mesures de désespoir.

Il est difficile d'être plus mal en fusils que nous sommes. Il est donc important d'ordonner sur-le-champ le désarmement des régiments coloniaux et étrangers. Je pense que ces deux mesures produiront environ 50 000 fusils. Je crains que ce ne soit encore insuffisant. Les mesures que propose le bureau d'artillerie sont également insuffisantes. Nous allons manquer de fusils, et ainsi la sûreté de l'État peut par là être compromise⁸⁸.

⁸⁴ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général Songis, 11624, Varsovie, 13 janvier 1807.

⁸⁵ *Ibid.*, Au général Clarke, duc de Feltre, ministre de la Guerre à Paris, Neumarkt, 3 juin 1813.

⁸⁶ *Ibid.*, Au général Dejean, 11914, Osterode, 2 mars 1807.

⁸⁷ *Ibid.*, Au général Clarke, duc de Feltre, ministre de la Guerre à Paris, Saint-Cloud, 10 novembre 1813, onze heures du soir.

⁸⁸ *Ibid.*, Au général Clarke, duc de Feltre, ministre de la Guerre à Paris, 20940 Paris, 25 novembre 1813.

Alors que les coalisés traversent la frontière en janvier 1814, il n'y a plus assez de fusils pour armer les troupes. Dans les départements frontaliers, les habitants demandent en vain des armes pour repousser l'envahisseur. Mais, il n'y a plus rien à faire. Le jour de son abdication, les entrepôts sont vides ou remplis de fusils défectueux. Le gouvernement de Louis XVIII entreprend de les faire réparer. Or, ce travail n'est pas accompli lorsque Napoléon revient d'exil. Dans son rapport, Davout lui fait savoir qu'il n'y a dans les arsenaux et les magasins des corps d'armée que 195 000 fusils. De ce nombre, plus de 74 000 devront subir des réparations⁸⁹. Évidemment, ce n'est pas suffisant pour armer la totalité des troupes qui devra faire face aux coalisés. Conscient de l'urgence du problème, Napoléon donne l'ordre de commencer la production.

Mon cousin, j'ai signé le décret que vous m'avez proposé pour les commandes de fusils. Je ne connais rien de plus urgent. Je désire que le modèle 1777 soit pour les troupes de ligne, et que tout le no 1 soit pour les gardes nationales. Serait-il possible de fabriquer 150 000 du modèle 1774? Cela ferait alors 400 000 fusils pour cette année. Faites-moi un rapport sur les moyens à prendre pour réparer les vieilles armes. Je désirerais que la manufacture de Tulle fût triplée. Je désirerais également tripler la manufacture de Versailles. Les événements de l'année passée font assez connaître la raison de ces dispositions⁹⁰.

Le 29 mars, un décret en ce sens est publié dans le *Bulletin des lois*. Tous les ouvriers, exemptés de la conscription depuis l'An VIII, doivent se rendre travailler dans les manufactures impériales. Pour l'année 1815, Napoléon fixe les objectifs de fabrication à 235 000 fusils et mousquetons et 15 000 paires de pistolets⁹¹. Démesuré, cet objectif est de loin supérieur à ce que l'Empire, dans toute sa grandeur, n'a été en mesure de produire. Quelques jours plus tard, en raison de sa capacité limitée de production et aux problèmes techniques que rencontrent les fabriques, il s'aperçoit qu'il doit d'abord cibler ses priorités.

Mon Cousin, on a fait aux mousquets et aux pistolets quelques changements qui ralentissent la fabrication. Je pense que vous devez ordonner qu'on cesse de fabriquer des pistolets afin d'accélérer la fabrication de fusils. Faites faire des baïonnettes dans les coutelleries, telles que Langres et Moulins, etc. Présentez un projet de décret pour créer sur-le-champ des machines pour pouvoir fabriquer des platines. Faites remettre en activité tous les ateliers à Paris et ordonnez la fabrication des platines de cuivre, conformément au

⁸⁹ Archives nationales, AF/IV/1940, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur*. Maréchal Davout, prince d'Eckmühl, 4 avril 1815. Voir aussi dans le même carton la lettre du général Drouot à Napoléon, 27 mars 1815.

⁹⁰ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21703, Paris, 24 mars 1815.

⁹¹ Décret de Napoléon I^{er}, *Bulletin des lois*, 29 mars 1815.

modèle que j'ai adopté l'année dernière. Il faut prendre des mesures pour encourager les manufacturiers d'armes à faire de grands approvisionnements en acier⁹².

Napoléon tente de régler en quelques semaines ce qu'il n'a pu faire en quatorze ans. Cependant, grâce à l'industrie mécanique et métallurgique développée au XVIIIe par les ouvriers en métaux et les mécaniciens anglais, il peut se reposer sur la région parisienne pour tenter de compenser les carences de la production. La capitale, dans laquelle sont concentrées la majorité des fabriques d'armes, produit alors quincaillerie fine, outillage de précision, mécaniques diverses pour l'industrie textile, équipements lourds destinés aux houillères, fonderies et tôleries. Mais, à cause de la crise de 1811, la production métallurgique a d'abord plafonné puis diminué au cours des années suivantes. En 1815, les grandes infrastructures sont presque inexistantes et les techniques traditionnelles n'ont guère évolué depuis la Révolution. Par conséquent, hormis l'Alsace, qui a développé une industrie métallurgique dérivée de la mécanisation de l'industrie textile, les autres régions de France n'ont pas les moyens d'assurer une production suffisante qui permettra à Napoléon d'atteindre ses objectifs. Dans ces conditions, on se demande comment il peut ordonner de créer de nouvelles machines pour les platines dans un délai si court. En outre, l'acquisition de la matière première a toujours été l'un des principaux problèmes. Par exemple, en ce qui concerne l'approvisionnement en acier, là encore, les objectifs de l'Empereur surpassent les possibilités réelles. Même si l'Empire a contribué à faire entrer la France dans l'ère industrielle, la sidérurgie a connu un développement insignifiant au cours de cette période. Seul le Creusot, dans la Saône et Loire, possède quatre hauts-fourneaux au coke, ce qui est fort insuffisant pour constituer, selon le vœu de l'Empereur, de grands approvisionnements en acier⁹³. De plus, la production doit composer avec la pénurie d'ouvriers spécialisés.

Mon Cousin, j'ai reçu votre lettre du 12 de ce mois, dans laquelle vous me faites connaître que vous manquez d'armuriers. Cependant le préfet de police m'a rendu compte qu'un grand nombre d'ouvriers s'est rendu aux ateliers et y a été refusé. Il faudrait, dans ces circonstances, aider un peu et commander un grand nombre de bois de fusils dans le faubourg Saint-Antoine. Les ouvriers se procuraient le noyer, et, dans le cas où ce bois manquerait, on pourrait en employer un autre. On m'assure également que

⁹² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21755, Paris, 2 avril 1815.

⁹³ Ernest LABROUSSE et al, *Histoire économique et sociale de la France : L'avènement de l'ère industrielle*. Paris, PUF, 1976, tome III, p. 108-109

beaucoup de pièces de rechange pourraient être faites par des ouvriers chez eux. Il faudrait donner le plus d'extension possible à ces ateliers⁹⁴.

Le problème d'approvisionnement en bois mentionné dans cette lettre n'est pas nouveau. Dès janvier 1812, afin de régler cette difficulté récurrente, Napoléon a ordonné d'augmenter les coupes dans les forêts : « Sa Majesté pense qu'il faudrait faire une coupe extraordinaire de tous les bois d'orme, de noyer et autres, nécessaires pour les fusils et autres constructions de l'artillerie, de manière à en approvisionner les arsenaux pour quatre ans⁹⁵. » Il semble cependant que les coupes aient été faites sans distinction et que des arbres, qui n'avaient pas la maturité requise, ont tout de même été coupés. Par conséquent, même si les exigences sont remplies sur le papier, une très large partie du stock disponible en 1815 s'avère inutilisable. Ainsi, de nombreux fusils fabriqués avec ce bois vont s'avérer défectueux. En fait, on constate que Napoléon n'a aucune idée sur la façon dont il va régler le problème d'approvisionnement en fusils puisque la lettre démontre très clairement que le système de production est complètement désorganisé. D'ailleurs, lui-même ne sait pas comment les ouvriers vont se procurer le type de bois pour fabriquer les armes. S'il n'y arrive pas, il répond sans plus de détails qu'ils pourront toujours se tourner vers une autre essence. Le 15 avril, voyant que les travaux n'avancent pas, il tente, de manière péremptoire, d'organiser la production.

Mon Cousin, voilà quinze jours de perdus : les ateliers d'armes ne vont pas; il faut faire travailler à domicile. Il y a, à Paris, autant d'appareilleurs et d'ébénistes qu'il en faut; donnez leur les canons, baïonnettes, baguettes et platines, et faites un prix avec eux pour qu'ils montent chez eux les fusils. Que le colonel Cotty reste à la tête de cette opération; donnez lui quatre majors, quatre chefs de bataillon, huit capitaines, seize lieutenants; que ces officiers d'artillerie, dont vous ne manquez pas, soient chargés à organiser les ateliers, à recevoir, à vérifier, à préparer des locaux, à requérir les ouvriers, les machines, les matériaux, tout ce qui est nécessaire. Encore une fois, on n'a encore rien fait. Tous ces officiers d'artillerie que vous attacherez ainsi à l'atelier de Paris et à celui de Versailles seront sous votre main pour y être envoyés en mission partout où il sera nécessaire, pour activer le mouvement des armes portatives, faire marcher les convois, et, si l'ennemi s'avanceit, faire évacuer les ateliers de Maubeuge et de Charleville sur Paris; enfin faire des inspections tous les huit jours dans toutes les manufactures⁹⁶.

⁹⁴ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21798, Paris, 13 avril 1815.

⁹⁵ *Ibid.*, Note, dictée en conseil des ministres, 18438, Palais des Tuileries, 15 janvier 1812.

⁹⁶ *Ibid.*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21811, Paris, 15 avril 1815.

Évidemment, ces ordres ne pourront pas régler tant d'années d'improvisation en la matière. Napoléon compense quelque peu en faisant vider tous les dépôts du pays pour ensuite concentrer les fusils et les activités de réparation à Vincennes⁹⁷. Encore et toujours la centralisation est l'ultime moyen. Mais cela ne suffit pas et c'est d'ailleurs pourquoi Napoléon doit se tourner vers des expédients artisanaux. Il est facile de demander aux ouvriers d'assembler les armes à domicile, mais pour tous ceux qui travaillent en atelier à la fabrication des canons, des affûts et des crosses de fusils, la tâche ne pourra pas s'accomplir sans avoir l'assurance d'un approvisionnement régulier en bois et en acier. Moins d'une semaine plus tard, Davout prend sur lui de régler le problème. Il se rabat sur la réparation des fusils endommagés : « Vous donnerez les ordres les plus précis aux commandants des dépôts de faire mettre en état les armes qui ont besoin de réparation et d'y faire travailler avec la plus grande activité. Si les corps manquent d'armuriers, vous requérez messieurs les préfets d'y faire travailler les armuriers civils⁹⁸. » Les artisans sont mis à contribution. Des ébénistes et des serruriers encadrés par des armuriers sont réunis dans les ateliers établis dans les principales villes dont Paris, qui absorbe le gros de la production⁹⁹.

Vers la fin avril, la production reprend son rythme habituel, mais elle ne sera pas en mesure d'atteindre les quotas fixés par l'Empereur. Les ayant abaissé légèrement, il espère que les ateliers produiront plus de 25 000 fusils neufs par mois¹⁰⁰. Mais, en raison des problèmes structuraux déjà évoqués, la production ne s'élèvera pas au-delà de 20 000. En ce qui concerne les fusils à réparer, la cadence de travail est à peu près la même que pour la fabrication. Malgré toute l'activité qu'on y met, le secteur de la réparation ne réussit pas à atteindre les objectifs de l'Empereur qui était de 24 000 fusils par mois¹⁰¹. Cependant, grâce aux initiatives de Davout, presque tous les fusils

⁹⁷ *Ibid.*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21732, Paris, 27 mars 1815.

⁹⁸ SHD, C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le ministre de la Guerre, Paris, le 24 avril 1815. Le destinataire n'est pas identifié.

⁹⁹ Archives nationales, AF/IV/1940, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur*. Maréchal Davout, prince d'Eckmühl, 14 avril 1815. - SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le ministre de la Guerre, prince d'Eckmühl, au général Lemarois, 3 juin 1815.

¹⁰⁰ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21811, Paris, 15 avril 1815.

¹⁰¹ *Ibid.*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21732, Paris, 27 mars 1815.

défectueux seront réparés et prêts à être distribués aux hommes¹⁰². Si Napoléon réussit à équiper l'armée régulière de fusils, il n'en va pas de même pour les soldats de la Garde nationale qui possèdent des armes de tout calibre et de tout type. Cette situation résulte du décret du 18 avril qui oblige tous les citoyens, payant une contribution de 50 francs, d'avoir un fusil, une baïonnette et une giberne¹⁰³. Répondant à l'appel, de nombreux conscrits viennent avec des fusils de chasse et des vieilles pétoires, ce qui engendre quelques problèmes dans l'approvisionnement de munitions. Pour les armer de façon convenable et uniformiser les différents types de calibre, les autorités doivent se tourner vers des expédients. Par exemple, des primes sont offertes aux déserteurs étrangers s'ils apportent des fusils. À cet effet, une somme de 10 000 francs est mise à la disposition du directeur de l'artillerie de Mézières¹⁰⁴. Le 12 juin, une circulaire est distribuée dans tous les départements afin de faire le recensement de toutes les armes disponibles dans les communes¹⁰⁵. Or, l'ensemble de ces mesures ne pourront être appliquées, car les événements extérieurs en décideront autrement.

Concernant l'approvisionnement en canon, l'artillerie possède déjà un parc de 13 947 tubes. La principale difficulté réside surtout dans la fabrique d'affûts et de pièces de rechange. Les ateliers, situés à Vincennes, pourvoient déjà à la tâche. En date du 15 mai, un rapport du directeur général du parc d'artillerie souligne que l'armée possède 67 batteries opérationnelles comprenant 484 canons¹⁰⁶. Il lui manque cependant 600 000 projectiles¹⁰⁷. Mais, encore une fois, cela ne semble pas avoir constitué un problème. Toujours dans le même document, on souligne que *l'Armée du Nord* bénéficie d'une réserve évaluée à 77 800 projectiles qui sera convoyée par 100 caissons. Concernant les cartouches, plus de 12 millions sont fabriqués en deux mois. Bien sûr, il y a eu quelques

¹⁰² Archives nationales, AF/IV/1940, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur*. Maréchal Davout, prince d'Eckmühl, 29 avril 1815.

¹⁰³ SHD, C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours, circulaire sur le recensement de toutes les armes disponibles dans les communes*, 12 juin 1815. Le texte du décret n'a pas été retrouvé par l'auteur.

¹⁰⁴ SHD, C16/18, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général, comte Guillemot, chef de l'État major général du 3^e corps à Rocroy au major général Lemoine, 27 mai 1815.

¹⁰⁵ SHD, C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours, circulaire sur le recensement de toutes les armes disponibles dans les communes*, 12 juin 1815.

¹⁰⁶ SHD, C14/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Neigre, Directeur général des Parcs d'Artillerie de l'armée au ministre de la Guerre, 13 mai 1815.

¹⁰⁷ Archives nationales, AF/IV/1940, *Bureau du matériel*, rapport du général Evain, inspecteur général de l'artillerie, chef de la 6^e division, au ministre de la Guerre, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, 21 mars 1815.

actes de sabotage. À Lille, on rapporte que de fausses cartouches remplies de sons ont été distribuées aux soldats¹⁰⁸. Montée en épingle par certains auteurs, il est évident que toute cette affaire n'est qu'un acte isolé et qu'elle n'a eu aucun impact sur le déroulement des opérations. Lorsqu'ils entrent en campagne, les soldats ont 50 cartouches dans leurs gibernes et 50 autres dans les caissons des parcs. En tout, *l'Armée du Nord* emporte avec elle 5 500 000 cartouches¹⁰⁹. Malgré les problèmes d'approvisionnement en fusils, l'armée qui entre en campagne n'a pas de problèmes d'armements ni de munitions. Toutefois, il n'y a plus de réserves disponibles. Il faudra s'approvisionner sur le dos des vaincus.

VI. L'habillement

L'habillement, autant que l'approvisionnement en fusils, a toujours été un problème pour l'intendance des armées françaises. Déjà sous le Directoire, ce sont les pays étrangers qui habillent les soldats car en France, les magasins sont vides, les industries sont en ruine et le gouvernement n'a pas d'argent pour habiller les conscrits. Par conséquent, on se rabat sur les entrepôts de draps situés en territoire conquis¹¹⁰. Comme toujours, la guerre doit payer la guerre, mais le pillage ne peut satisfaire aux besoins d'une armée sans cesse grossissante et sans cesse en campagne. Il est impératif de trouver des solutions afin d'habiller les soldats. Lorsque Bonaparte prend le pouvoir, il sait que la tâche ne sera pas facile. Engendrée par le manque chronique d'argent, la corruption mine l'ensemble des services de l'intendance. Dès 1801, il s'occupe de mettre au pas les profiteurs.

Le ministre de la guerre demande un fonds particulier de 460 072 francs 77 centimes pour solder plusieurs dépenses extraordinaires de la garde des Consuls. Au nombre de ces dépenses est celle de 199 530 francs pour achat de drapeaux, étendards, guidon, tablier de trompettes et autres effets d'équipement. Cette estimation de 199 530 francs paraît exorbitante. Le ministre en fera faire une autre par des hommes probes et dévoués aux intérêts de la République¹¹¹.

¹⁰⁸ SHD, C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, Le lieutenant général Drouet, comte d'Erlon, commandant en chef le 1^{er} corps d'observation et la 16^e division militaire à Lille, au ministre de la Guerre, 25 avril 1815.

¹⁰⁹ SHD, C14/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Neigre, Directeur général des Parcs d'Artillerie de l'armée au ministre de la Guerre, 13 mai 1815.

¹¹⁰ Jean MORVAN, *op. cit.*, p. 124.

¹¹¹ *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, Décision, 5664, Paris, 9 thermidor an IX (28 juillet 1801)

Malheureusement, c'est le général Lannes qui est pris dans cette ténébreuse affaire. Nous ne savons pas exactement s'il fut l'un des bénéficiaires de l'opération, ou bien s'il a été abusé par les fournisseurs. Quoi qu'il en soit, étant l'ami de Bonaparte, il est couvert par ce dernier afin de lui éviter la disgrâce. Il est envoyé comme ambassadeur au Portugal, alors réputé comme lieu d'une ambassade payante, ce qui lui permettra de rembourser les dépenses extravagantes effectuées lorsqu'il était commandant de la garde des Consuls¹¹². Mais dans un contexte économique aussi précaire, puisque la France commence tout juste à se relever, il n'y a pas que les généraux qui tentent de tirer leur épingle du jeu. En fait, on triche à tous les niveaux. Dans les rangs de l'armée, sachant que des généraux illustres s'enrichissent de toutes sortes de rapines et de trafics douteux, comme c'est le cas de Masséna, des officiers et des sous-officiers se lancent aussi dans cette voie. Évidemment, ceux qui sont pris la main dans le sac sont aussitôt destitués, parfois même jetés en geôle¹¹³. Or, pour contrer ce genre de trafic, un règlement désigne le garde-magasin comme responsable et comptable de tout ce qui est versé dans son dépôt¹¹⁴.

Malgré les règles édictées, comment faire pour réprimer un mal alors que le chef de l'État lui-même couvre certains de ses amis coupables de trafics. De plus, en raison du fait que l'État paie mal où ne paie pas toujours ce qu'il achète, il encourage les fournisseurs à s'y livrer. À preuve cette lettre de Napoléon qui répond à une réclamation que lui a transmis le sénateur Berthollet : « Monsieur Berthollet, quant aux fabricants de Lodève, je ne comprends point comment il leur est dû 1 700 000 francs sur l'an XII. S'il leur est dû, ils seront payés; mais, avant d'accueillir légèrement leurs plaintes, voyez à vous assurer qu'elles sont fondées¹¹⁵. » Le comportement de Napoléon pousse les fournisseurs qui ont des contrats avec l'armée à fournir du matériel de mauvaise qualité. Pour eux, c'est souvent la seule façon de limiter les dégâts financiers et d'éviter la faillite.

Monsieur Dejean, Ministre de l'administration de la guerre, le drap que fournit le directoire de l'habillement n'est jamais conforme à l'échantillon. Beaucoup de corps se plaignent que les tricots qui sont fournis aux soldats sont inférieurs à ceux que le corps achète et reviennent beaucoup plus chers; enfin ils prétendent qu'ils se fourniraient de

¹¹² Jean-Claude DAMAMME, *Lannes, maréchal d'Empire*. Paris, Payot, 1987, p. 114.

¹¹³ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Décision, 6167, Paris, 16 messidor an X (5 juillet 1802)

¹¹⁴ Alain PIGEARD, *L'armée de Napoléon : organisation et vie quotidienne*. Paris, Tallandier, 2000, p. 197.

¹¹⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, A M Berthollet, 8866, Milan, 20 prairial an XIII (9 juillet 1805)

drap de meilleure qualité et à meilleur marché, si on leur donnait l'argent. On a fourni aux régiments italiens des souliers qui ne sont d'aucune valeur; on a vérifié ceux en magasin qui ont été envoyés à Cambrai; ils ne valent pas 30 sous. Vous sentez l'importance de réprimer cet abus en atteignant les coupables qui ont ainsi abusé de votre confiance¹¹⁶.

En conséquence, il n'est pas rare de voir des soldats troquer leurs uniformes inconfortables pour des habits bourgeois. D'ailleurs, on rapporte que, dans les villes de garnison, on retrouve des uniformes de soldats chez tous les fripiers. On aurait pu croire que la paix d'Amiens, qui permet à Bonaparte de réduire les effectifs de l'armée, lui aurait permis d'habiller tous ses soldats. Mais ce n'est pas le cas car, en raison de la désorganisation qui règne dans l'intendance, désorganisation due à la situation financière de l'État, les hommes qui partent pour Austerlitz manquent de souliers et de vêtements. Avant de quitter le camp de Boulogne vers l'Autriche, Napoléon ordonne à Barbé-Marbois que les hommes qui ne partent pas cèdent leurs uniformes à tous ceux qui partiront. De plus, il devra verser 1 200 000 francs aux colonels de régiment afin qu'ils puissent assurer l'habillement de leurs hommes¹¹⁷.

Napoléon avait promis deux paires de souliers pour chaque soldat. Mais lorsqu'il arrive à Strasbourg, il constate que le dépôt est vide. L'intendance ne suit pas. Les soldats de la Grande armée passent le Rhin avec une seule paire de chaussures, la même dont ils ont usé les semelles depuis Boulogne¹¹⁸. Encore une fois, ce sont les magasins de l'ennemi qui vont les pourvoir. Suite à la victoire remportée à Ulm par l'armée française, les magasins autrichiens sont pillés afin de subvenir aux besoins des troupes. Avec les bottes prises aux prisonniers et les souliers requis en Bavière et en Wurtemberg, Napoléon réussit à chausser son armée¹¹⁹. Mais, en dépit de tous les efforts qu'il déploie pour faire activer la fabrication de chaussures et d'uniformes, il ne sera jamais en mesure de résoudre le problème de l'habillement. À l'instar des fusils, il s'use plus de chaussures et d'uniformes qu'il ne s'en fabrique¹²⁰. Les campagnes de Pologne et de Russie n'arrangent pas les choses puisque le climat très hostile qui prévaut dans ces régions abîme rapidement les souliers et les vêtements. Sans un ravitaillement régulier, l'armée

¹¹⁶ *Ibid.*, Au général Dejean, 7919, Boulogne, 23 thermidor an XII (11 août 1804)

¹¹⁷ *Ibid.*, A M Barbé-Marbois, 9146, Boulogne, 10 fructidor an XIII (28 août 1805)

¹¹⁸ *Ibid.*, Au général Dejean, 9267, Strasbourg, 4 vendémiaire an XIV (26 septembre 1805)

¹¹⁹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Berthier, 9406, Linz, 16 brumaire an XIV (7 novembre 1805)

¹²⁰ *Ibid.*, A M Daru, 11105, camp impérial de Berlin, 28 octobre 1806.

est pratiquement livrée à elle-même et, de fait, il arrive souvent qu'après une bataille, les soldats s'emparent des effets des morts, des prisonniers et des peuples conquis. Souliers, chaussettes, capotes et culottes, enfin bref, tout ce qui peut encore servir est immédiatement recyclé¹²¹. Évidemment, les troupes ont une allure plutôt singulière.

Nous avons peine à reconnaître des soldats de l'armée; à part la coupe et les boutons, leurs vêtements n'avaient rien de militaire; rien de plus bizarre que les étoffes dont étaient formés ces vêtements qu'on aurait jamais pris pour des uniformes. Les uns avaient, pour capote, des rideaux de lit en laine rayée; d'autres, des draps rouges ou jaunes, destinés à servir de mantille aux femmes du pays; mais ce qui dominait, c'était l'étoffe couleur de tabac employée généralement pour faire des manteaux; presque tous les pantalons étaient confectionnés avec ce drap très solide et qu'on avait pu trouver en abondance sur les épaules des propriétaires. Cette bigarrure dans les vêtements de l'armée nous donnait un avant-goût de sa pénurie¹²².

Après la campagne de Russie, Napoléon doit lever une nouvelle armée et pourvoir à l'habillement. Il n'y arrivera pas. À Leipzig, l'armée est presque nue. Même si au cours des années précédentes, il a pris des mesures pour centraliser la production et simplifier l'apparence des uniformes, il n'y en a guère plus dans les magasins. Napoléon en est donc réduit à prendre des mesures de désespoir pour habiller ses soldats.

Voilà donc 200 000 hommes à habiller. Je désire que vous me fassiez un rapport le plus tôt possible sur l'habillement de ces hommes. Il faudrait, 1) prendre tous les draps qui se trouvent en France, bons et mauvais, et établir de grands ateliers à Lille en Flandre, à Metz et à Paris, de manière à faire dans ces trois places 3000 habits complets par jours, ce qui, en soixante jours, habillerait ces 200 000 hommes¹²³.

La France n'a plus les ressources pour engager de tels travaux et, dans ces conditions, Daru n'arrive pas à atteindre les objectifs de Napoléon. Sur les 3000 habits demandés, il ne peut en faire fabriquer que 400 par jour¹²⁴. En fait, comme Napoléon le souligne dans une lettre précédente, il n'y a pas assez de drap pour satisfaire à la demande. En plus de la pénurie de matériels, la conscription a vidé le pays de ces meilleurs éléments, ce qui peut, dans une certaine mesure, avoir désorganisé le rythme de la production. Selon l'étude dirigée par Ernest Labrousse et Fernand Braudel, la

¹²¹ Baron PERCY. *Journal de campagnes : 1754-1825*. Paris, Plon, 1904, p. 176.

¹²² PEREUSE, « Campagne de Portugal, souvenir d'un officier d'artillerie : 1810-1811 », *Revue Rétrospective*, janvier-juin 1889, tome 10, p. 102. Cité par Alain PIGEARD, *op. cit.*, p. 200.

¹²³ *Ibid.*, Au comte Daru, ministre directeur de l'administration de la guerre à Paris 21038, Paris, 25 décembre 1813.

¹²⁴ *Ibid.*, Au comte Daru, ministre directeur de l'administration de la guerre à Paris 21048, Paris, 27 décembre 1813.

concentration des masses ouvrières dans les grands centres urbains n'a guère progressé sous l'Empire. Par conséquent, même si l'industrie textile demeure l'un des secteurs les plus florissants, la production n'a sûrement pas connu d'augmentation significative. Cependant, les sources statistiques qui concernent la Révolution et l'Empire étant trop lacunaires, voire disparates, il est très difficile de déterminer la nature exacte des classes laborieuses¹²⁵. Dans ces conditions, nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses et, de fait, il n'est pas impossible, à l'exemple des guerres suivantes menées par la France, que la conscription effectuée sans distinction au sein des classes laborieuses ait causé un certain ralentissement dans la productivité¹²⁶. Dans ce contexte, toute forme de défaillance dans l'administration militaire sur le plan de la compétence du personnel peut s'avérer lourde de conséquence¹²⁷.

Sous la Restauration, la production d'habits militaires n'a guère évolué parce que le gouvernement royal ne s'est pas occupé de pourvoir les magasins vidés lors des campagnes de 1812 et 1813. Sur un budget de 200 millions de francs, quatre seulement ont été attribués à l'habillement, et de cette somme, un million a été versé à l'intendance¹²⁸. Pour Napoléon, le temps presse, car les ateliers de France devront confectionner, en moins de deux mois, plus de 100 000 habits et paires de souliers. Afin d'atteindre cet objectif, le plan de Davout consiste à centraliser les activités de fabrication dans les régions de Paris et Rouen tandis que le dépôt principal de l'habillement sera situé à Versailles, ce qui lui permettra de contrôler la production et l'acheminement du matériel vers les différents corps d'armée. En outre, il y a déjà 11 000 uniformes disponibles dans les magasins répartis sur l'ensemble du territoire. Cette première distribution pourra suppléer aux besoins les plus urgents.

Quant à la capacité de production, se référant aux chiffres de l'Empereur, Davout estime que les ateliers de Paris pourront fabriquer 1250 habits par jour. Cependant, il y a

¹²⁵ Ernest LABROUSSE et al, *Histoire économique et sociale de la France : L'avènement de l'ère industrielle*. Paris, PUF, 1976, tome III, p. 108

¹²⁶ En 1914, la France a appelé tous les hommes sous les drapeaux. Les ouvriers spécialisés étant maintenant dans les casernes, l'industrie de guerre en fut déstabilisée.

¹²⁷ Dans son étude, Jean Morvan conclut à l'incompétence des administrateurs. Mais il n'y pas de document pour le prouver. En fait, il y a tellement de données qui entrent en jeu qu'il vaut mieux être prudent sur cet objet.

¹²⁸ Archives nationales, AF/IV/1941, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur*, Maréchal Davout, prince d'Eckmühl, Paris, 5 avril 1815.

des conditions à remplir. Premièrement, avant de commencer la production, il faut payer les créances dues aux fournisseurs et aux fabricants. Pour les exercices de 1813 et 1814, et cela indépendamment des années antérieures, elles s'élèvent à 14 millions de francs. À cette somme, s'ajoute une autre de 6 550 224 francs pour l'habillement de l'armée régulière. Afin de commencer la production et rétablir le crédit, Davout propose qu'une avance de 4 728 782 de francs soit faite aux fabricants et aux fournisseurs¹²⁹. Napoléon accorde 13 millions de francs pour cet objet mais, pour le moment, en raison de ses problèmes financiers, il ne réussit qu'à débloquer deux millions¹³⁰. En conséquence, la fabrication de souliers ne pourra débiter qu'au mois de mai. Très rapidement, les problèmes apparaissent car, les fabricants de Paris, en plus d'exiger les arriérés, refusent d'engager les travaux sans une avance de 3 750 000 francs payables dans les vingt premiers jours. Pour régler ce conflit, Daru les fait convoquer le 18 avril au matin. Or, nous n'avons pas les documents relatifs à cette rencontre. Ont-ils accepté d'être payés en bons du Trésor ou en domaines nationaux comme l'avait suggéré Davout? Il semble que certains aient accepté, mais que d'autres, n'ayant plus confiance dans le gouvernement, se soient désistés. La situation est pour le moins problématique car, si Davout exige que les fournisseurs soient payés rapidement, c'est que les hommes sur le terrain manquent de tout. Depuis quelques jours déjà, il reçoit des réclamations émanant des différents corps d'armée.

De tous les côtés il arrive des réclamations de la part des corps, qui ne peuvent habiller les soldats qu'ils ont reçus, en vertu de l'appel qui a été fait il y a trois ou quatre mois. Plusieurs raisons sont données. Les uns annoncent n'avoir pas assez de draps; les autres manquent de fonds; d'autres, parce qu'ils ont été obligés d'acheter des draps qui étaient d'une trop mauvaise qualité. On craint qu'il n'y ait pas en ce moment de drap bleu pour la troupe en suffisante quantité, on propose d'augmenter les métiers, ce qui demande un temps considérable. Ne pourrait-on pas, en attendant qu'on ait le drap bleu nécessaire, habiller les soldats avec une bonne capote, pantalon veste et guêtres? Dans la campagne dernière, la plus grande partie des troupes alliées étaient habillées de cette manière, et cependant la saison était rude¹³¹.

¹²⁹ Archives nationales, AF/IV/1941, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur*, Maréchal Davout, prince d'Eckmühl, Paris, 5 avril 1815. - *Correspondance du maréchal Davout*, 1603, Au comte Mollien, ministère du Trésor, 17 avril 1815.

¹³⁰ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général Caffarelli, aide de camp de l'Empereur à Paris 21891, Paris, 11 mai 1815.

¹³¹ *Correspondance du maréchal Davout*, 1603, Au comte Daru, 15 avril 1815.

La fourniture de draps bleus a toujours été un problème dans l'habillement puisqu'elle dépend de l'approvisionnement en indigo¹³². À cause de l'absence de demande pour cette matière, le gouvernement royal n'a pas constitué de réserves suffisantes en cette matière. De plus, malgré les tractations de Daru, de nombreux fournisseurs refusent toujours de livrer des draps, ce qui pousse Davout à prendre des mesures expéditives¹³³.

Par le truchement d'une circulaire émanant du bureau de l'habillement, il fait d'abord savoir à tous les secteurs de l'administration, civils et militaires, que l'Empereur accepte les prix fixés par les fabricants. Mais ce qu'il donne de la main droite, il le reprend de la gauche. Le même jour, il envoie une autre circulaire à l'intention des préfets. Avec l'aide des militaires, ils devront forcer les négociants et les fabricants récalcitrants à fournir le matériel dont l'armée a besoin. Ils seront payés lorsque les finances le permettront¹³⁴. Mais pour le moment, elles demeurent limitées, car lorsque Davout demande à Napoléon l'autorisation d'établir des ateliers à Lyon pour la confection de 20 000 habits, ce dernier approuve, mais seulement pour 6000¹³⁵. Il faut attendre la victoire, ce qui entraînera la rentrée de nouvelles ressources financières et matérielles.

En ce qui concerne la fabrication de souliers, dont l'objet est d'une importance primordiale, Davout estime qu'il en faut quatre paires pour chaque soldat. Il sait que, dans les circonstances, cela n'est pas possible. Afin de se rapprocher de cet objectif, il est nécessaire de constituer à Paris une réserve de 100 à 150 mille paires de souliers qui, par la suite, seront directement envoyées aux corps qui se maintiennent sur la frontière. Mais, pour constituer une telle réserve, il lui faut 750 000 francs. Il doit revoir ses objectifs à la baisse et se contenter de 100 000 paires de souliers, ce qui permet à Napoléon de faire une économie de 250 000 francs. Comme pour les effets d'habillement, Davout concentre la fabrication dans la région parisienne. Avec des militaires sur place pour surveiller les

¹³² Au cours des années antérieures, cette matière est devenue très rare en raison de l'application du blocus continental. Lors de la campagne de Prusse, Napoléon envisage de vêtir son armée de couleur blanche. Quelques essais furent effectués sur des régiments. Mais après la rude campagne de Pologne, il se rend compte que ces uniformes ne sont guère adaptés pour la guerre. On optera pour le brun.

¹³³ *Correspondance du maréchal Davout*, 1603, Au comte Lobau, 4 mai 1815.

¹³⁴ SHD, C16/11, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours, Bureau de l'habillement, Circulaires, ministre de la Guerre*, prince d'Eckmühl, Paris, le 2 mai 1815.

¹³⁵ SHD/ C17/192, *Correspondance du maréchal Davout*, 10 juin 1815.

opérations, il estime que les cordonniers pourront fabriquer 1800 paires de souliers par jour. À l'instar des fournisseurs, ceux-ci souhaitent être payés comptant¹³⁶. Malgré cela, la confection de souliers n'a pas connu d'obstacles majeurs, puisque les documents n'indiquent pas de pénurie à cet effet. La raison en est que, les 13 millions dégagés quelques semaines plus tôt par Napoléon pour l'exercice du mois de mai commencent à produire leurs effets sur le terrain¹³⁷.

À l'évidence, Davout a dû prendre de cette somme les 500 000 francs qu'il a déjà prévus pour solder les cordonniers et payer la matière première. La tâche en fut d'autant plus facile que le cuir, contrairement à l'indigo, n'est pas une denrée rare en France. Par le fait même, les réserves envisagées par Davout seront complétées en juillet. En ce qui concerne l'habillement, même si quelques régiments n'ont pas encore reçu leurs uniformes, les troupes qui vont partir en campagne sont à peu près pourvues de tous leurs effets de campement¹³⁸. S'ils manquent de ravitaillement, ils pourront toujours se servir dans les magasins de Bruxelles lorsqu'ils y entreront. Concernant la Garde nationale, les corps francs et les fédérés, les choses sont beaucoup plus problématiques. Pour habiller la Garde nationale, il faudrait 44 millions de francs. Cette somme, nous le savons, Napoléon ne l'a pas en caisse¹³⁹. Pour les deux derniers corps de troupes, il estime tout simplement qu'il n'est pas nécessaire de les habiller¹⁴⁰.

VII. La remonte

Lorsqu'ils ont déclaré la guerre à l'Europe, les révolutionnaires ont bénéficié des réserves de chevaux accumulées par l'ancien régime. Mais très vite, elles s'épuisent. L'armée ayant besoin de chevaux pour monter ses cavaliers, traîner ses canons et emmener ses convois, il s'en consomme plus que le pays peut fournir. On est donc obligé

¹³⁶ Archives nationales, AF/IV/1941, *Rapports à Sa Majesté l'Empereur*, Maréchal Davout, prince d'Eckmühl, Paris, 4, 11 et 13 mai 1815

¹³⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général comte Rapp, commandant de l'armée du Rhin, 21938, Paris, 20 mai 1815.

¹³⁸ SHD, C15/4, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours, Armée du Nord, l'Intendant Daure, intendant général de l'Armée du Nord au maréchal duc de Dalmatie*, major général, 2 juin 1815. – SHD, C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, lieutenant général commandant le 6^e corps au ministre de la Guerre, 12 juin 1815. – Archives nationales, AF/IV/1938, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur sur la situation des différends services de l'armée au 12 juin 1815*.

¹³⁹ Archives nationales, AF/IV/1933, *Séance du jeudi 15 juin, présidé par le prince Joseph*.

¹⁴⁰ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21984, Paris, 29 mai 1815.

de procéder par réquisitions. Elles s'étendront d'abord chez les paysans et ensuite chez l'ennemi. Mais en attendant d'assurer un approvisionnement régulier, le Directoire rétablit les dépôts de la monarchie et, parallèlement, il passe des contrats avec des fournisseurs pour des chevaux de selle et d'artillerie. L'occasion est bonne pour les tripoteurs de faire des affaires. À la fin du Directoire, les dépôts sont vides. Les chevaux ont disparu sans même la tenue de procès-verbaux pour faire état des entrées et des sorties¹⁴¹. Lorsque Bonaparte prend le pouvoir, il tente de mettre fin à ces irrégularités. Mais, en raison des guerres successives qu'il doit mener, il ne réussira jamais à y mettre de l'ordre. Pour rééquiper l'armée du général Moreau qui se bat sur le Rhin, il utilise un procédé qui lui servira encore en 1815. Il réduit le nombre des unités de gendarmerie à cheval. Les chevaux rendus disponibles par cette réorganisation devront être conduits à l'armée¹⁴². Mais ce n'est là qu'un expédient puisqu'il lui faut prendre des mesures durables. En analysant les documents comptables, il se rend compte que la comptabilité des principaux dépôts comporte de nombreuses irrégularités.

Le dépôt de Versailles a reçu 3 103 chevaux suivant l'état remis par le commandant du dépôt; cependant l'état no 3, remis par le bureau des remontes, porte à 3512 chevaux fournis par sept fournisseurs. Il y avait au dépôt de Versailles, au 1^{er} vendémiaire, 10 chevaux; il se trouverait donc dans les fournitures des entrepreneurs un déficit de 454 chevaux. Les états de recette du commandant de Versailles ne font pas mention des 1226 chevaux portés dans l'état no 4 comme livré par le Bec, de 209 chevaux livrés par le dépôt de Rouen, de 68 chevaux livrés par le dépôt de Vaugirard, d'un cheval livré par le dépôt de Compiègne, quoique ces quantités de chevaux soient portées en recette dans les états de ces différents dépôts. Si ces différentes livraisons avaient été effectuées et étaient parvenues au dépôt de Versailles, ce dépôt devrait rendre compte de 1504 chevaux indépendamment des 454 ci-dessus¹⁴³.

Ce n'est là qu'un simple aperçu des anomalies découvertes par Bonaparte. En fait, les chevaux manquants disparaissent pendant leur trajet vers les frontières de l'Est pour ensuite réapparaître dans les marchés et être revendus à l'armée. Afin de faire cesser ce genre de pratiques, il promulgue une réforme. Une somme de 1 700 000 francs est mise à la disposition des régiments qui, dorénavant, devront acheter eux-mêmes leurs chevaux. De par cette réforme, on élimine le recours aux marchés généraux. Évidemment, les intendants des régiments doivent respecter des conditions très strictes reliées à la taille, la

¹⁴¹ Jean MORVAN, *op. cit.*, p. 233.

¹⁴² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Ordre, 4720, Paris, 29 germinal VIII (19 avril 1800.)

¹⁴³ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général Berthier, ministre de la Guerre, 5527, Paris, 22 germinal IX (12 avril 1801.)

couleur et l'âge. Mais cela ne règle pas le problème car, lorsque la guerre reprend, il faut encore procéder par réquisitions et saisir 6000 chevaux chez les paysans¹⁴⁴. On constate que la production ne réussit pas à combler les besoins parce que les régiments de cavalerie et d'artillerie sont sans cesse renforcés par l'arrivée de nouveaux conscrits. À la veille de s'engager dans la campagne qui le mènera jusqu'à la victoire d'Austerlitz, Napoléon demande à Barbé-Marbois de faire distribuer 1 million de francs dans la caisse des différents bataillons du train pour l'achat de 5000 chevaux¹⁴⁵. Mais, encore une fois, même s'il réquisitionne chez les paysans et dans les dépôts de l'ennemi, puisque la capitulation d'Ulm livre 3000 chevaux à l'armée française, cela n'est toujours pas suffisant pour combler les pertes¹⁴⁶. À l'évidence, la réforme de Napoléon n'a pas fonctionné sans compter que la France n'a plus de chevaux disponibles.

Combattant toujours plus et toujours plus loin, faisant face aux intempéries diverses, la Grande Armée devient une grande consommatrice de chevaux. Napoléon écrit : « La quantité de chevaux tués aux différentes batailles est très considérable. En général, dans les batailles, j'ai constamment, pour un homme de cavalerie tué ou blessé, perdu trois ou quatre chevaux¹⁴⁷. » Pour les colonels de régiment de cavalerie, il est impossible de créer des zones de production, parce que la guerre fait en sorte qu'ils doivent toujours se déplacer. De plus, la grande consommation de chevaux ne permet pas aux régions productrices de France et d'Allemagne de satisfaire à la demande. Enfin, certains colonels tripotent dans les caisses, tandis que d'autres se révèlent incompetents dans le domaine de l'administration. Devant ce constat d'échec, Napoléon revient vers les fournisseurs dont la compagnie Breidt, qui est la plus importante¹⁴⁸. Après l'invasion de la Russie, la situation va empirer de façon dramatique. Dès les premières semaines, des milliers de chevaux meurent parce que l'herbe des champs est encore trop verte pour être consommée. La neige, la boue, la pluie, le froid et le manque de fourrage finissent par

¹⁴⁴ Jean MORVAN, *op. cit.*, p. 235. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général Berthier, ministre de la Guerre, 5527, Maëstricht, 12 thermidor an XII (31 juillet 1803.)

¹⁴⁵ *Ibid.*, Au général Berthier, ministre de la Guerre, 9146, camp de Boulogne, 10 fructidor an XIII (28 août 1805.) – Le ministre de la Guerre au maréchal Davout, Boulogne, le 10 fructidor an XIII (28 août 1805). Cité par ALOMBERT et COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne*. Paris, Teissèdre, 2002, p. 300-301

¹⁴⁶ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, 7^e Bulletin de la Grande Armée, 9398, Elchingen, 27 vendémiaire an XIV, (19 octobre 1805). Les 3000 chevaux montent une division de dragons qui était à pied jusqu'à Ulm.

¹⁴⁷ *Ibid.*, Au vice-amiral comte Decrès, ministre de la marine à Paris, Schönbrunn, 15 juillet 1809.

¹⁴⁸ *Ibid.*, Au maréchal Berthier, 10758, Saint-Cloud, 10 septembre 1806. - Jean MORVAN, *op. cit.*, p. 236-237

avoir raison du reste. L'armée doit abandonner ses chariots, ses canons et son approvisionnement. Des milliers de chevaux, qui furent réquisitionnés en Allemagne et en Pologne sont définitivement perdus¹⁴⁹. Lorsqu'il entreprendra la campagne de Saxe, il lui faudra réapprovisionner de nouveau le parc de l'armée.

Dès janvier 1813, Napoléon donne des ordres pour rééquiper ses troupes. Il estime qu'il lui faut 64 000 chevaux pour retrouver sa mobilité. De ce nombre, 15 000 devront être pris par réquisition dans les territoires qui composent l'Empire. De surcroît, il ordonne que les gendarmes de France soient démontés¹⁵⁰. Mais pour la majorité, les chevaux devront être achetés chez les fournisseurs. Obéissant aux ordres de l'Empereur, sans même rechigner sur les prix, Lacuée achète toutes les montures qu'il peut trouver. Entre-temps, les affaires de Napoléon semblent se rétablir. Les victoires Lützen, Bautzen et Dresde lui permettent de faciliter son approvisionnement. Or, c'est à ce moment là qu'il décide de revenir à ses vieilles habitudes. Il refuse de payer les fournisseurs et décide de désavouer les ententes que Lacuée a conclues avec eux.

J'ai reçu votre lettre du 12 juin ; je n'en approuve point le contenu. Des marchés à 580 francs par cheval de cuirassiers, 520 par cheval de dragons et 420 par cheval de cavalerie légère, sont inadmissibles. On trouve des chevaux dans toute l'Allemagne et à un bien meilleur prix. Je viens d'en requérir dans la 32^e division militaire et à Hambourg; j'ai augmenté les achats du général Bourcier; enfin, s'il le faut, j'en requerrai aussi dans la 31^e division et dans la 25^e, où il y en a encore beaucoup; j'en requerrai pareillement dans l'intérieur de la France. Mais des marchés à 580 francs seraient une ruine¹⁵¹.

Et pourtant, Napoléon avait expressément demandé à Lacuée de trouver des chevaux. Dans la lettre qu'il a envoyée à cet effet, jamais il n'a été question d'un prix plafond. D'ailleurs, dans la critique qu'il fait du budget que Lacuée lui a fait parvenir, il ne s'oppose pas aux prix des chevaux puisque cet objet n'y est pas mentionné¹⁵². Par conséquent, nous sommes forcés de conclure qu'il avait d'abord approuvé les termes du marché. Maintenant que les événements semblent le favoriser, il se comporte de nouveau

¹⁴⁹ VAN DEDEM de GELDER, *Un général Hollandais sous l'Empire*. Paris, Plon, 1900, p. 373. – PION DES LOCHES, *Mes campagnes : 1792-1815. Notes et correspondances du colonel d'artillerie Pion des Loches, mises en ordre et publiées par M. Chipon et L. Pingaud*. Paris, Firmin-Didot, 1889, p. 356. Comte de SÉGUR, *La campagne de Russie : la Retraite*. Paris, Hachette, 1960, p. 59.

¹⁵⁰ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au Général Lacuée, comte de Cessac, ministre directeur de l'administration de la guerre, à Paris, 19460, Paris, 18 janvier 1813.

¹⁵¹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au Général Lacuée, comte de Cessac, ministre directeur de l'administration de la guerre, à Paris, 20164, Dresde, 21 juin 1813.

¹⁵² *Ibid.*, Au Général Lacuée, comte de Cessac, ministre directeur de l'administration de la guerre, à Paris, 19461, Dresde, 18 janvier 1813.

comme l'homme omnipotent qu'il a toujours souhaité être. Mais la réalité le rattrape après la bataille de Leipzig. Alors que les coalisés se préparent à entrer en France, il doit encore rééquiper l'armée. Mais cette fois, les fournisseurs ne sont plus là. Malgré les réquisitions qu'il fait faire dans toute la France, il ne reçoit que 1200 chevaux par semaine¹⁵³. Par définitive, de 1805 jusqu'à son abdication, Napoléon a sérieusement entamé les réserves du pays. Suite à sa restauration, ayant pour but de réduire les effectifs de l'armée, le gouvernement royal fait vendre une partie de ses montures. Pour s'en débarrasser le plus vite possible, on les vend, avec tout leur harnachement, 60 francs chacun. Quelques mois plus tard, lorsque Louis XVIII entreprend de réorganiser l'armée, l'intendance doit payer 600 francs aux mêmes fournisseurs pour le même cheval¹⁵⁴.

Au début des Cent Jours, la remonte est dans un état, somme toute, acceptable. Malgré les campagnes précédentes et les mesures de compression effectuées par le gouvernement de Louis XVIII, ce n'est pas la catastrophe qu'on aurait pu croire. Dans son rapport présenté à l'Empereur, Davout souligne qu'il y a dans les dépôts 23 490 chevaux de cavalerie. Mais, en déduisant ceux qui devront être réformés, le nombre se réduit à 21 320¹⁵⁵. Cependant, des contrats ont déjà été passés avec les fournisseurs pour l'achat de 3239 chevaux supplémentaires. Avec cet ajout, il aura un effectif de 24 559 chevaux. Napoléon n'a guère le choix de respecter les accords du gouvernement précédent, puisque le parc n'est pas même suffisant pour le pied de paix dont le chiffre se situe à 29 121. Afin de remonter l'effectif à un niveau acceptable, Davout estime les besoins à 7000 montures de plus, ce qui représente une somme de 3 066 000 francs¹⁵⁶. Napoléon donne le feu vert.

Ainsi le général Bourcier achètera à Versailles : 900 chevaux de grosse cavalerie, 787 chevaux de dragons, 1084 chevaux de lanciers, 2633 chevaux de chasseurs, 1152 chevaux de hussards; en tout 6556 chevaux. Ce qui exige à Versailles la réunion de plus 6500 hommes et de 6500 selles. L'effectif de notre cavalerie sera donc de 36 000 chevaux, sans

¹⁵³ *Ibid.*, Au général Clarke, duc de Feltre, ministre de la guerre à Paris, 20965, Paris, 4 décembre 1813. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général Clarke, duc de Feltre, ministre de la guerre à Paris, 21118, Paris, 20 janvier 1814. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général Clarke, duc de Feltre, ministre de la guerre à Paris, 21338, Paris, 21 février 1814.

¹⁵⁴ Hippolyte D'ESPINCHAL, *Souvenirs militaires d'Hippolyte d'Espinchal*. Paris, Le livre chez nous, 2004, p.525.

¹⁵⁵ Cela comprend les volontaires royaux et la maison militaire du roi.

¹⁵⁶ Archives nationales, AF/IV/1941, *Rapport fait l'Empereur par le ministre de la Guerre*, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, le 28 mars 1815.

y comprendre la garde. Écrivez aux colonels et aux préfets pour que, sous huit jours, les 3200 chevaux pour lesquels il y a des marchés soient fournis.

Néanmoins, conscient de sa situation financière et de la vénalité des fournisseurs, Napoléon tente par tous les moyens possibles d'économiser de l'argent.

En fixant le prix des chevaux et en les payant comptant aux cultivateurs, on gagne la commission des fournisseurs. Recommandez aux commandants des dépôts, s'ils acceptaient des chevaux qui n'eussent pas toutes les qualités prescrites, mais qui leur paraîtraient cependant propre au service, de diminuer quelque chose sur le prix. Recommandez-leur surtout de ne pas recevoir de chevaux qui n'aient jeté leur gourme et qui ne puissent, quinze jours après, entrer en campagne¹⁵⁷.

Il n'entend pas s'approvisionner uniquement chez les fournisseurs. Pour constituer son effectif, comme par les années passées, il ordonne que la gendarmerie impériale lui cède 4250 chevaux harnachés. Ainsi, il ne lui reste que 2250 chevaux à prendre chez les mêmes fournisseurs. Quant aux gendarmes, ils seront dédommagés par l'État, mais au prix préalablement fixé par l'Empereur, soit 2 040 000 francs. En outre, il ordonne une réquisition de 8000 chevaux dans les départements afin de porter l'effectif total à 39 000, ce qui devrait s'avérer suffisant pour équiper la cavalerie, l'artillerie et le train de ravitaillement. De ce nombre, 20 000 montures seront réservées pour *l'Armée du Nord*¹⁵⁸. Mais comme d'habitude, Napoléon souhaite payer sous forme de reconnaissance de dette. Toutefois, les marchands ne veulent rien entreprendre sans d'abord avoir reçu des avances.

Les colonels de cavalerie du corps d'armée me rendent compte des difficultés que mettent les fournisseurs à vouloir passer des marchés pour l'achat des chevaux, ils ne veulent rien entreprendre sans avoir reçu d'avances, ils témoignent de la répugnance, même de la crainte à recevoir leur argent des payeurs généraux. Les marchands agiront avec

¹⁵⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21756, Paris, 2 avril 1815.

¹⁵⁸ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21810, Paris, 15 avril 1815. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21823, Paris, 18 avril 1815 – Archives nationales, AF/IV/1941, *Bureau des remontes et harnachements. Répartition entre les départements de 8000 chevaux de cavalerie légère à lever par réquisition en exécution de l'ordre de Sa Majesté en date du 18 avril 1815.* – Archives nationales, AF/IV/1941, ministère de la Guerre. *État de répartition des fonds à faire aux légions de la gendarmerie impériale qui doivent fournir des chevaux pour le remonte de la cavalerie, arrêté par le ministre de la Guerre à Paris le 19 avril 1815.* – SHD C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le commissaire ordonnateur Barbier, chef de la 9^e division du ministère de la Guerre au Baron Salamon, chef de la 11^e division du même ministère, 25 avril 1815. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21845, Paris, 27 avril 1815.

confiance lorsqu'ils sauront que l'argent est dans les caisses des régiments, que le paiement suivra la livraison¹⁵⁹.

Nous ne savons pas exactement pourquoi les fournisseurs craignent d'être payés par les payeurs généraux. Quoi qu'il en soit, cette lettre illustre avec force l'état de confiance qui existe entre la classe bourgeoise et Napoléon. Mais là n'est pas le seul obstacle auquel il devra faire face. Dans les départements, la réquisition des 8000 chevaux s'avère difficile. D'abord, le prix fixé par Napoléon, soit 360 francs par bête, est beaucoup trop bas. Les préfets informent Davout que les propriétaires ne céderont pas pour une somme qui se situe en dessous du taux du marché. Sachant que les gros fournisseurs reçoivent entre 460 et 550 francs pour un cheval, ils estiment avoir droit aux mêmes privilèges. De plus, à l'intérieur de plusieurs départements, dont ceux de Seine et Marne, des Côtes du Nord et du Morbihan, les propriétaires souhaitent être payés comptant. Napoléon avait pensé payer en bons du trésor mais, selon Davout, ils refusent même ce mode paiement. Ce qu'ils veulent, c'est du numéraire, ressource très rare dans les coffres de l'État. D'après le rapport que Davout fait parvenir à Napoléon, il envisage de passer outre et d'effectuer tout de même les réquisitions. Mais certains départements sont tellement hostiles au pouvoir en place que ce moyen n'est guère praticable. Enfin, Davout l'informe que de nombreux préfets n'arriveront pas à lever les chevaux requis. Les deux dernières campagnes ont vidé plusieurs départements, dont ceux de l'Aube, de la Meurthe et du Jura. Les solutions proposées sont celles-ci : s'entendre sur le prix, payer comptant et abaisser la taille des chevaux fixés à quatre pieds et neuf pouces¹⁶⁰.

Napoléon devra s'y conformer et, pour y arriver, il prend des moyens draconiens. Deux jours seulement après avoir reçu le rapport de Davout, Carnot oblige l'administration municipale de Paris à verser dans la caisse de l'armée la somme nécessaire à l'achat de 200 chevaux, soit 200 000 francs¹⁶¹. En fait, cette mesure n'est que l'application du décret du 19 avril 1815 qui stipule que les départements, par

¹⁵⁹ SHD C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général commandant le 3^e corps, le comte Vandamme au ministre de la Guerre, le prince d'Eckmühl, Mézières, le 24 avril 1815.

¹⁶⁰ Archives nationales, AF/IV/1941, *Rapport à Sa Majesté par le ministre de la Guerre*, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, le 6 mai 1815. Pour la taille des chevaux, on descendra à quatre pieds 8 pouces $\frac{1}{2}$, ce qui est satisfaisant pour le service de l'armée.

¹⁶¹ SHD C16/13, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le ministre de l'Intérieur au comte de Bondy, préfet de la Seine. Paris, 8 mai 1815.

l'intermédiaire des communes, devront assumer le coût des chevaux et de l'équipement. Toutefois, dans beaucoup de cas, elles sont incapables de supporter le poids de cette charge¹⁶². Le fruit des réquisitions n'arrive que très lentement. D'ailleurs, Davout estime qu'en raison des retards, les 8000 chevaux espérés n'atteindront pas les dépôts avant le mois de juillet. Or, les problèmes ne s'arrêtent pas là. Dans les dépôts, on s'aperçoit qu'un certain nombre de montures, surtout chez les lanciers, sont impropres au service ou en mauvaise santé¹⁶³. Malgré tout, l'armée disposera d'un nombre très appréciable de montures lors de son entrée en campagne. Au 1^{er} juin, la cavalerie de ligne a 35 201 chevaux. Quant à la cavalerie de la garde, elle peut compter sur un parc de 4558 montures pour un grand total de 41 212. De ce nombre, 17 180 sont attribués à *l'Armée du Nord*, mais cela n'est pas suffisant pour remonter les 22 000 cavaliers prévus par Napoléon. Concernant les 4820 hommes qui se retrouvent au sol, ils devront attendre d'avoir des montures¹⁶⁴. Afin de résorber cette pénurie, Napoléon promulgue un décret pour que la gendarmerie fournisse 2000 chevaux supplémentaires. Or, il n'est publié par Davout que le 14 juin 1815, ce qui veut dire qu'ils devront être remis aux différents corps de cavalerie suite à la conclusion de la campagne qui s'annonce¹⁶⁵. Quant aux autres corps d'observation, ceux de la Moselle, du Jura, du Rhin, du Var, des Alpes, de la Loire et des Pyrénées, ils doivent se partager les 25 000 autres qui restent. De toute façon, ces unités n'ont pas pour mission d'entreprendre de grandes manœuvres, mais seulement de retarder l'ennemi en restant sur leurs positions. À cet effet, ils doivent se partager 7846 chevaux de trait sur un effectif total 16 674. De ce nombre, *l'Armée du Nord* en absorbe 8828 dont

¹⁶² Archives nationales, AF/IV/1941, *Rapport à Sa Majesté par le ministre de la Guerre*, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, le 10 juin 1815. Nous n'avons pas la copie du décret. Cependant, les termes y sont repris dans ce document.

¹⁶³ SHD C16/16, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général comte Defrance, inspecteur général de cavalerie à Saint-Dizier au ministre de la Guerre, 18 mai 1815 et maréchal de camp De Laville, destinataire inconnu, Versailles, le 16 mai 1815.

¹⁶⁴ Archives nationales, AF/IV/1936, *Situation de l'infanterie, l'artillerie, le génie par corps et par régiment au 1^{er} juin 1815*.

¹⁶⁵ SHD C16/19, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, ministère de la Guerre. *État des 2000 chevaux à fournir par la gendarmerie impériale, pour la remonte des régiments de cavalerie, en exécution du décret impérial du 31 mai 1815 et circulaire du ministre de la Guerre*, maréchal Davout, prince d'Eckmühl, Paris, le 14 juin 1815.

2551 sont attribués à la Garde impériale. Cela s'avère amplement suffisant pour traîner les 100 caissons de munitions, les canons et les ambulances¹⁶⁶.

Faire l'acquisition de chevaux de trait se révèle beaucoup plus aisée parce que les parcs sont déjà bien pourvus. En tout, on en recense 7555, dont 5000 ont déjà été prêtés aux cultivateurs par le gouvernement royal afin de faire des économies. Très vite, Napoléon s'emploie à les ramener dans les dépôts. Afin de compléter les effectifs, des achats sont faits chez les fournisseurs et les paysans. Cependant, n'ayant pas les fonds nécessaires pour tout acheter, Davout réquisitionne 2000 chevaux dans les 1200 relais de poste que comprend la France. Dans la région parisienne, les propriétaires des entreprises de messagerie, de voitures et de roulage se plaignent amèrement contre le maréchal¹⁶⁷. En ce qui concerne les harnachements, il en existe 8 224 dans les magasins militaires. Mais, les gendarmes ayant déjà l'obligation de fournir des montures déjà équipées, les achats de cette nature ne représentent pas un obstacle considérable puisqu'on procède par réquisition pour les équipements manquants¹⁶⁸. Finalement, bien que les corps d'observation des frontières soient condamnés à l'immobilisme, *l'Armée du Nord*, à l'image de celle de 1805, se révèle très mobile. Elle emporte avec elle plus de 26 000 chevaux, ce qui constitue une nouvelle indication sur les intentions de Napoléon. Frapper vite et fort. Toutefois, la France n'a presque plus de réserve. Les chevaux qui seront perdus au cours de cette campagne ne pourront pas être remplacés. Il faudra donc, à l'image des fusils et de l'habillement, se servir sur les réserves de l'ennemi.

VIII. Les vivres

Le recours de la levée de masse pendant la Révolution a eu un impact sensible sur la logistique de l'armée. L'État n'a ni les structures ni les ressources nécessaires pour pourvoir aux besoins que nécessite une armée de 500 000 hommes. Dans ces conditions,

¹⁶⁶ Archives nationales, AF/IV/1936, *situations générales au 1^{er} juin 1815. Infanterie : 1^{er} corps d'armée, 2^e, 3^e, 4^e, 6^e. Cavalerie : corps de réserve, 2^e, 3^e, 4^e.* – SHD, C15/34, *Situation avant et après le 20 mars. Garde impériale du 11 mai au 2 juillet.* – SHD C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général comte Rutty, inspecteur général d'artillerie au ministre de la guerre, 8 mai 1815.

¹⁶⁷ SHD C16/8, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général baron Margaron au ministre de la Guerre, 21 avril 1815. Archives nationales, AF/IV/1934, *Rapport de la poste impériale*, Paris, 2 mai 1815.

¹⁶⁸ Archives nationales, AF/IV/1941, *Relevé des harnachements, classés comme neufs, bons ou à réparer*, 30 mars 1815.

on a vu qu'il ne peut adéquatement fournir les uniformes, les armes et les chevaux. Mais ce qui fait le plus défaut aux soldats de Napoléon, c'est la nourriture. En fait, même si le bureau de l'Administration de la guerre règle de façon précise la distribution des vivres, les hommes, en raison des nombreux et rapides déplacements de l'armée, ne sont tout simplement pas nourris¹⁶⁹. Les soldats doivent donc se débrouiller avec les moyens qui sont à leur disposition. Et ses moyens, du moins celui dont ils disposent, c'est le pillage. Ainsi, la Grande Armée est un fléau pour les peuples d'Europe. Mais comment pourrait-il en être autrement lorsque les hommes et les chevaux meurent de faim? Même si, au début du Consulat, Bonaparte donne des ordres pour mieux approvisionner ses soldats, en faisant inspecter les boulangeries et surveiller les fournisseurs, rien n'y fait¹⁷⁰. À titre d'exemple, bien que la destruction de l'armée à Saint-Domingue soit attribuée à la fièvre jaune, la maladie n'aurait pas eu cet effet dévastateur si les soldats avaient été mieux nourris. Lorsqu'ils débarquent dans l'île, ils ne trouvent pas de ravitaillement préparé pour eux. En raison du climat, la viande qu'on fait généralement bouillir dans la soupe se décompose rapidement. Sans pain, sans viande et, surtout sans aucune possibilité de pillage comme en Europe, ils n'ont pas d'autre choix que de se rabattre sur les racines des plantes. Comme on aurait pu le prévoir, les soldats meurent les uns après les autres¹⁷¹. Néanmoins, il serait injuste de blâmer uniquement les fournisseurs. Bonaparte, on le sait déjà, n'est pas réputé pour honorer ses dettes. À titre d'exemple, lorsque Berthier lui suggère de régler les comptes que la République française doit à la République helvétique pour avoir nourri ses soldats, il répond avec emphase :

Les troupes de la République ayant garanti l'Helvétie de l'invasion des Russes et des Autrichiens, l'ayant rétablie dans son intégrité, y joignant même une partie du Valais et les Ligues Grises, tout dommage qu'auraient occasionné à l'Helvétie les événements de la guerre se trouve compensé par les résultats, avantageux pour elle, pour des triomphes de la République¹⁷².

Et quand Berthier revient à la charge pour savoir si cette décision comprend les fournitures que la République helvétique a fournies aux troupes françaises alors

¹⁶⁹ Alain PIGEARD, *op. cit.*, p. 229.

¹⁷⁰ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Arrêté, 5045, Paris, 13 thermidor an VIII (1^{er} août 1800) ; Arrêté, 5356, Paris, 18 pluviôse an IX (7 février 1801) ; Au général Berthier, ministre de la Guerre, 5631, Paris, 21 messidor an IX (10 juillet 1801)

¹⁷¹ Alexandre MOREAU de JONNÈS avec une préface de Léon SAY, *Aventures de guerre au temps de la République et du Consulat*. Paris, Guillaumin, 1893, p. 124.

¹⁷² *Ibid.*, Décision, 5570, Paris, 27 floréal an IX (17 mai 1801).

stationnées sur son territoire, Bonaparte lui répond très sèchement : « La République française a défendu la République helvétique, les comptes sont soldés¹⁷³. » En plus de ne pas avoir d'égards envers ses propres alliés, il en a moins pour les fournisseurs. Aux négociants grecs à qui il a déjà emprunté de l'argent pour nourrir ses troupes en Égypte, il fait répondre : « Le ministre de la Guerre leur fera donner chacun 3000 francs en leur faisant connaître qu'ils n'ont aucun droit à une liquidation, et qu'ils aient à quitter sur-le-champ Paris¹⁷⁴. » Cela a l'avantage d'être sans ambiguïté et, dans cette optique, nul besoin de revenir sur le cas de Vanlerberghe et de Delannoy qui ont dû nourrir les troupes sans être véritablement payés. Et pourtant, ces indécatesses ont lieu pendant les plus belles années de son gouvernement. Par conséquent, cet âge d'or, comme l'a si bien écrit Louis Madelin, n'est sûrement pas celui des soldats, car les retards dans la distribution des vivres et dans le versement de la solde sont choses fréquentes dans la Grande armée. En 1805, alors qu'elles passent le Rhin, les troupes n'ont toujours pas été soldées. Or, la solde n'est en retard que de deux semaines. Toutefois, les choses vont se détériorer avec l'intensification de la guerre. En septembre 1810, on constate que l'armée du midi attend sa solde depuis neuf mois¹⁷⁵. De fait, un soldat gagne beaucoup moins qu'un ouvrier des faubourgs de Paris. Par mesure d'économie pour le Trésor, l'administration paie après les batailles. Sans argent, ils ne peuvent acheter à l'habitant la nourriture que l'intendance ne distribue pas.

Lorsqu'ils partent du camp de Boulogne, les soldats n'ont pas les vivres nécessaires pour entreprendre la campagne qui s'annonce. Au début, le service s'effectue plutôt bien. Du camp de Boulogne à Strasbourg, les corps d'armées bénéficient des réserves de nourriture qui sont emmagasinées dans les différentes villes qui leur servent d'étapes. Sur le territoire français, la ligne d'approvisionnement ne subit aucune défaillance. En fait, même si la nourriture n'est pas toujours comestible, ils mangent de façon régulière. Cependant, cela n'est qu'un répit car, lorsqu'ils passeront la frontière, la haute hiérarchie sait que les choses risquent de se compliquer davantage : « Comme vous aurez sept à huit jours de marche sur des pays neutres, il faut réunir le plus de biscuits

¹⁷³ *Ibid.*, Décision, 5620, Paris, 7 messidor an IX (26 juin 1801).

¹⁷⁴ *Ibid.*, Décision, 7148, Paris, 8 vendémiaire an XII (1^{er} octobre 1803).

¹⁷⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, A. M Barbé-Marbois, camp de Boulogne, 9168, camp de Boulogne, 13 fructidor an XIII (31 août 1805). – Joseph BONAPARTE, *Mémoires et correspondance politique et militaire du Roi Joseph*. Paris, Perrotin, 1853-1854, tome 8, 31 août 1810.

que vous pourrez, pour ne pas porter de dommages aux pays de Saxe et de Cassel¹⁷⁶. » Mais, puisque l'armée n'emporte pas de chariots pour convoyer sa nourriture, elle n'a que quatre jours de vivre. Chaque soldat emporte sa propre pitance. Quant aux pays qu'on dit vouloir épargner, c'est là un autre vœu pieux car, sans nourriture, il faut bien prendre les moyens pour arriver à se sustenter. Ce sera chez l'habitant des campagnes. Quelques semaines plus tard, Davout écrit : « Le maraudage et le pillage sont portés aux derniers excès; je demande l'autorisation de faire fusiller quelques pillards¹⁷⁷. » Suite à la capitulation du maréchal Mack dans Ulm, la situation s'aggrave singulièrement. Le soir, presque tous affamés, les soldats vont à la maraude. Ils ne se contentent plus de prendre le strict nécessaire. Ils cassent tout et prennent même l'argent des paysans. Tout ce qu'on ne peut emporter est détruit. Et pourtant, c'est la Bavière, un pays ami, un pays qu'on vient hypothétiquement libérer de la présence inopportune des Autrichiens, qui subit ces exactions¹⁷⁸. Mais le pillage n'est qu'une première forme de subsistance. En fait, il y a aussi le système officiel des réquisitions. Affecté au 1^{er} cuirassier, le sous-lieutenant Rilliet explique :

Je partis avec un détachement de 25 cavaliers, 2 brigadiers et un maréchal des logis. Nous devions requérir de l'avoine, de l'orge et des bestiaux. Nous avons une série de village à parcourir et à mettre à contribution. On comprend que cela ne se faisait sans de grandes jérémiades de la part des habitants; c'était surtout le départ des bestiaux qui les navrait ! Nous procédions avec autant d'ordre et de modération que possible. Lorsque nous avons rançonné un village, nous requérions des chars pour charger notre avoine, nous y attachions les bestiaux et nous allions plus loin¹⁷⁹.

Pillages et réquisitions, ce sont là les conséquences directes du système de guerre de Napoléon et de fait, il n'en sera guère autrement au cours des années suivantes. Partout où la Grande Armée passe, elle laisse derrière elle misère et désolation. À quelques reprises, Napoléon a tenté de créer un véritable service d'intendance. Mais la guerre étant continuelle, jamais il n'a été en mesure de réaliser ce projet. Le dernier est proposé date du printemps 1814. Mais l'ennemi étant sur le territoire national, il est déjà

¹⁷⁶ Le maréchal Berthier au maréchal Bernadotte, Boulogne, le 10 fructidor an XIII, au matin. (28 août 1805) Cité par ALOMBERT et COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 2002, p. 367-368.

¹⁷⁷ *Correspondance du maréchal Davout*, 808, À l'Empereur, 12 octobre 1805.

¹⁷⁸ Baron THIÉBAULT, *Mémoires du général Baron Thiébault : d'après l'édition de 1893*. Paris, Le livre chez vous, 2005, p. 758.

¹⁷⁹ *Mémoires d'un certain cavalier Rilliet*, p. 209. Cité par Alain PIGEARD, *op. cit.*, p. 231.

trop tard¹⁸⁰. Pour la prochaine campagne qu'il souhaite entreprendre en Belgique, Napoléon est disposé à bien pourvoir ses troupes. Par l'intermédiaire de ses informateurs, il sait que les Prussiens font de fortes réquisitions dans le pays, ce qui mécontente grandement la population belge dont les sentiments sont redevenus très favorables à la France¹⁸¹. Afin de maintenir cette faveur populaire, il n'a pas d'autre choix que de mettre tout en œuvre pour assurer la subsistance de ses soldats. En outre, la propagande a toujours occupé une place importante dans les opérations militaires et pour Napoléon, mis au ban de l'Europe et des nations, ce serait toute une gifle infligée à la coalition si lui et son armée étaient accueillis en libérateur. Les droits des peuples, que les coalisés lui ont ravés en 1813, pourraient leur être fortement disputés lors de cette campagne. Voilà pourquoi Napoléon doit nourrir ses troupes de façon adéquate. L'enjeu est d'importance. Évidemment, comme pour tous les services, l'argent fait défaut. Afin de ravitailler l'armée dont certains corps manquent de nourriture, Davout propose de payer les fournisseurs en bons du trésor¹⁸².

Pour nourrir une armée de 150 000 hommes environ, car à cette date, le corps du général Lamarque n'est pas encore parti pour la Vendée, il faut plus de 1000 bœufs, ce qui équivaut à une consommation de 100 000 rations de viande. Afin d'approvisionner annuellement l'ensemble de l'armée, Davout conclut une entente avec Montessuy pour la fourniture de 7 550 bœufs, ce qui coûte au Trésor la somme de 1 890 000 francs. Napoléon trouve la note très élevée. Il demande qu'on l'abaisse de 100 000 francs. Afin de diminuer les frais et rétablir le crédit de l'administration, il souhaite que le service des viandes fusionne avec celui des pains. Mais le temps lui manque pour mettre en œuvre

¹⁸⁰ *Ibid.*, p.229.

¹⁸¹ SHD C16/3, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général comte D'Erlon, commandant la 16^e division militaire à Lille au ministre de la Guerre, 28 mars 1815.- SHD C16/3, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, note écrite à Paris, sans signature, pour le ministre de la Guerre, 1^{er} division militaire, 18 avril 1815. - SHD C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général comte Vandamme, commandant en chef le 3^e corps d'observation et la 2^e division militaire à Mézières, au ministre de la Guerre, 28 avril 1815. - SHD C16/10, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général comte Vandamme, commandant en chef le 3^e corps d'observation et la 2^e division militaire à Mézières, au ministre de la Guerre, 30 avril 1815.

¹⁸² SHD C15/1, *Armée du Nord*, Le ministre de la Guerre, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, 22 avril 1815. -Archives nationales, AF/IV/1941, le ministre de la Guerre, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, Paris le 27 avril 1815.

une telle réforme¹⁸³. Malgré quelques ratés, car les biscuits se conservent très mal, les soldats reçoivent régulièrement leurs soldes et leurs rations. À cet effet, le commandant du 6^e corps se plaint contre les soldats qui se font tout de même nourrir par les habitants. Il semble que les vieilles habitudes ne se perdent pas.

Le général en chef est informé que des troupes de son corps d'armée se font nourrir par les habitants, des officiers même ont pu oublier tous sentiments de délicatesse et de patriotisme au point d'exiger que leur hôtes fournissent à leur table, ce dans un des départements les plus distingués par leur dévouement à la cause sacrée de l'Empereur et de la patrie; dans de paisible cantonnement où les troupes reçoivent avec leur solde, exactement payée la distribution des vivres de campagne¹⁸⁴.

Le 12 juin, soit trois jours avant de partir en campagne, l'intendant général annonce à l'Empereur que tous les corps de *l'Armée du Nord* sont pourvus de quatre jours de nourritures.

Jusqu'à ce moment les magasins ont pourvu aux distributions journalières, sans avoir donné lieu à une interruption réelle de service. Sur quelques points, il existe même des excédents qui après les premiers mouvements et les distributions effectuées à l'avance pourront préparer une partie des vivres que les munitionnaires généraux devront avoir rassemblés d'ici aux 30 juin pour trois mois, et entretenir toujours à la même hauteur, aux termes de leurs marchés. Tous les corps d'armée sont pourvus de 4 jours de pain frais. Les réserves à porter à la suite de l'armée se composent de 15 jours de riz, eau de vie, sel, vinaigre, de 6 jours de pain biscuité, de 4 jours de viande sur pied et de 4 jours d'avoine¹⁸⁵.

Les structures et les ressources de la France étant les mêmes en 1805 qu'en 1815, l'Armée est approvisionnée de la même façon et pour le même nombre de jours que celle qui est partie pour Austerlitz. En raison des limites que pose le problème de la conservation des vivres, l'intendance générale ne peut espérer davantage. Néanmoins, les soldats de 1815 ont un avantage sur leurs prédécesseurs de 1805, car la campagne doit être brève. Le chemin entre Avesnes et Bruxelles est beaucoup plus court que celui de Strasbourg à Ulm. Par conséquent, on pense que les hommes n'auront pas le temps de se livrer au pillage. De plus, une fois qu'ils seront vaincus, on sait que les Prussiens et les

¹⁸³ AF/IV/1941, le ministre de la Guerre, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, Paris le 29 avril 1815. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21756, Paris, 3 mai 1815.

¹⁸⁴ SHD C15/1, *Armée du Nord*, le lieutenant général comte de Lobau, commandant le 6^e corps à Paris, 24 mai 1815.

¹⁸⁵ Archives nationales, AF/IV/1938, *Rapport à sa Majesté l'Empereur sur la situation des différends services de l'armée au 12 juin 1815*. Signé par l'ordonnateur général Jean-Paul Daure.

Anglais laisseront aux troupes françaises des dépôts bien remplis¹⁸⁶. Or, même si Napoléon atteint son objectif sur le plan de la nourriture, que l'armée est « prête » à entrer en campagne, cela n'empêchera pas les hommes de se livrer au pillage¹⁸⁷. Comme le constate le chef de la gendarmerie, le général Radet, les hommes ne perdent pas leurs vieilles coutumes : « On a pillé des magasins à fourrage, volé des chevaux au piquet. On a pillé toute la nuit chez les Belges qui avaient tout donné de bon cœur et pansé nos blessés¹⁸⁸. » À l'évidence, l'effet de propagande que Napoléon voulait faire sur la population Belge et la coalition est manqué. En fait, il est en grande partie responsable puisque c'est lui, par son incapacité à assurer le ravitaillement régulier de ses troupes, qui a institué cette coutume dans l'armée. Il est à croire que les soldats agissent davantage par mécanisme que par une volonté véritable de brigander la population civile.

À l'image des autres pays du continent européen, la France n'a jamais été en mesure de soutenir la guerre de masse. Même si elle fait son entrée dans l'ère industrielle, ses structures de production ne peuvent pas satisfaire aux besoins d'une armée de 500 000 hommes. Les campagnes militaires consomment plus de matériel que le vaste Empire ne peut en produire. De plus, l'absence d'une intendance efficace et compétente accentue dramatiquement ce problème. Ainsi, Napoléon doit avoir recours aux expédients. Il centralise son service d'intendance à proximité des grands centres urbains, comme Paris et Lyon. Mais si cette mesure a l'avantage de simplifier la logistique, elle ne règle pas l'approvisionnement en matières premières. La France ne produit pas assez d'acier et dépend des produits coloniaux comme l'indigo, alors essentiel à la teinture des uniformes. L'armée doit aussi compter avec les fournisseurs et les militaires vénaux.

Afin d'augmenter leurs marges de profit, ils n'hésitent pas à manipuler sur les coûts, la qualité et la quantité du matériel qu'ils fournissent aux troupes. Évidemment,

¹⁸⁶ Les Anglais traînent toujours beaucoup de ravitaillement avec eux. La tâche est d'autant plus facile qu'ils ont une petite armée de 36 000 hommes environ. Quant aux Prussiens, ils emmagasinent les vivres qu'ils pillent sur le territoire. SHD C16/3, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le chef de bataillon Leclaire, commandant à Bouchain au ministre de la Guerre, 25 avril 1815. Ce rapport est le résultat d'un interrogatoire de deux déserteurs qui confirment que les coalisés ont des magasins considérables.

¹⁸⁷ Afin d'avoir une idée exacte de la situation de l'ensemble des services de l'armée à la veille de la campagne de Belgique, il faut se reporter à l'annexe C à l'intérieur duquel nous avons reproduit l'intégralité d'un document intitulé : Rapport à Sa Majesté l'Empereur sur les différents services de l'Armée.

¹⁸⁸ SHD C15/5, *Armée du Nord*, Étienne Radet, commandant en chef de la gendarmerie au maréchal Soult, duc de Dalmatie, Fleurus, 17 juin 1815.

Napoléon a une large part de responsabilité dans ces pratiques car les ressources financières de l'Empire sont insuffisantes pour assumer les coûts de la guerre qui augmentent sans cesse. Par conséquent, incarné par lui, l'État n'a pas les moyens de payer comptant les fournisseurs. Ainsi, il se rabat sur les domaines nationaux afin de les payer, mais cela entraîne la ruine de ces derniers. Celui qui souffre le plus de cette situation, c'est le soldat. Sans habit et sans nourriture, il doit se débrouiller pour trouver sa pitance et, souvent, il le fait sur le dos des populations civiles. De surcroît, Napoléon doit procéder par réquisition et se contenter des magasins laissés par l'ennemi pour approvisionner ses troupes. Lorsqu'il revient en 1815, la situation n'a guère changé. C'est avec les mêmes structures qu'il lui faut rééquiper son armée. Pour ce faire, afin de soutenir les manufactures impériales, il a recours à l'industrie artisanale. De plus, contrairement aux années passées, les fournisseurs ne sont plus disposés à faire crédit. Napoléon doit les payer rubis sur l'ongle et cela sans compter qu'ils réclament maintenant des avances. Évidemment, le désaveu des dettes de l'État par Louis XVIII demeure dans les mémoires. Ils n'ont pas confiance dans la durée du régime impérial, car si le roi revient dans les fourgons de l'ennemi, ils se doutent bien qu'il ne reconnaîtra pas les dettes que « l'usurpateur » aura contractées pour soutenir sa cause. Dans les circonstances, Napoléon se doit de payer rubis sur l'ongle.

La facilité avec laquelle le ministre des finances, duc de Gaëte, et le ministre du Trésor, comte Mollien, pourvoient à ces énormes dépenses était l'objet de l'étonnement général. Tous les services ne pouvaient se faire qu'argent comptant; la plupart des fournisseurs et entrepreneurs voulaient même des avances. Cependant la dette publique et les pensions étaient servies avec la plus grande exactitude¹⁸⁹.

C'est là une demi-vérité car, s'il est vrai que les fournisseurs ont réclamé des avances, il n'est pas vrai, et cela malgré la découverte d'une encaisse de 40 millions en bons et de 30 millions en numéraire, que la majorité des transactions se faisaient en argent comptant. Après avoir épuisé cet argent afin de payer les premières avances faites aux fournisseurs, il lui a fallu recourir aux bons du trésor et aux reconnaissances de dette pour équiper l'armée. Dans ces conditions, Napoléon a creusé la dette de l'État de plus de 500 millions, ce qui donne la somme totale de 639 340 860 millions de francs. Il a fait plus à sur ce plan en trois mois que pendant les quatorze années de pouvoir. Mais grâce à

¹⁸⁹ *Correspondance de Napoléon I^{er}, Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, l'île d'Elbe et les Cent jours*. Paris, Les Introuvables, 2006, p. 143.

ces expédients, même s'il manque toujours 4 173 300 francs pour satisfaire l'ensemble des besoins que requièrent les services de *l'Armée du Nord*, il a tout de même réussi à équiper ses troupes de façon convenable¹⁹⁰. Pour lui, rien ne doit être ménagé afin d'obtenir la victoire. La préparation des conscrits exige de l'argent et, pour cela, il lui faut retrouver la confiance de la bourgeoisie. Les coffres étant vides, le crédit excédé, il sait que la seule façon de réaliser cet exploit, c'est de remporter une victoire décisive en Belgique.

¹⁹⁰ SHD C15/1, *Armée du Nord*, l'Intendant général Daure à Laon au Maréchal duc de Dalmatie, major général de l'Armée du Nord, le 8 juin 1815.

Chapitre VI

Napoléon choisit l'offensive

Au cours des mois qui suivent son retour, deux possibilités se présentent à Napoléon : attendre l'ennemi sur le territoire national ou prendre l'offensive en Belgique. Pour sa part, Carnot aurait souhaité que Napoléon attende que les coalisés s'avancent en France, pour ensuite leur infliger une défaite décisive¹. En fait, campé dans ses vieux souvenirs révolutionnaires, il souhaite rééditer l'exploit de Valmy. Or, la situation n'a rien de comparable avec celle de 1792. Les coalisés sont beaucoup plus nombreux et, de façon simultanée, ils peuvent attaquer la France sur plusieurs points. Napoléon demeure très conscient de la situation stratégique du pays et ne souhaite pas revivre la campagne de 1814. Pour lui, il est politiquement impossible d'abandonner une vingtaine de départements à l'ennemi sans combattre. De plus, quoi qu'il en dise dans ses mémoires, la ceinture de forteresses n'est pas prête pour arrêter l'envahisseur². Comme pour le reste, l'argent et les ressources manquent pour en assurer l'approvisionnement.

Afin de gagner du temps pour renforcer la défense du pays, redonner confiance au peuple, aux fonctionnaires, aux ministres, aux libéraux ainsi qu'aux financiers, Napoléon doit prendre l'offensive s'il veut emporter la décision. Il sait qu'une victoire remportée contre les Anglais et les Prussiens pourrait déstabiliser la Coalition, ce qui lui permettrait, une fois encore, d'unir la nation derrière lui. Pour ce faire, il lui faut frapper vite et fort. Son plan consiste donc à dissimuler la concentration de ses forces derrière la Sambre et, le moment venu, passer la rivière pour déboucher en masse sur Charleroi afin de s'emparer du point de jonction de l'ennemi. Une fois les Anglais et les Prussiens séparés, leur supériorité numérique s'en retrouvera annulée. Comme en 1796, lors de la première campagne d'Italie, il souhaite commencer les opérations par une manœuvre sur position centrale par coup offensif³. Opposer 124 000 hommes à 225 000 soldats ennemis, c'est là le pari hasardeux de Napoléon. Mais, si son armée combat les Prussiens et les Anglais de façon séparée, il peut espérer l'emporter. D'une part, il sait que chaque armée ennemie

¹ Hippolyte CARNOT, *Mémoires sur Lazare Carnot : 1753-1823*. Paris, Hachette, 1907, p. 505.

² Napoléon BONAPARTE, *Correspondance de Napoléon I^{er}, Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*. Paris, Plon, 1861, tome 31, p. 147-148.

³ Hubert CAMON, *La guerre napoléonienne : les systèmes d'opérations théorie et technique*. Paris, Économica, 1997, p. 157.

est numériquement équivalente à la sienne et que, d'autre part, ses soldats sont plus aguerris. La majorité d'entre eux ont fait en moyenne deux campagnes et connaissent bien les tactiques utilisées sur le champ de bataille. Les campagnes de 1813 et 1814 ayant été particulièrement éprouvantes, il y a longtemps que la vue du sang, la mitraille et le canon ne les effraient plus. Ils ne sont plus ces « Marie-Louise » inexpérimentées qui se battaient avec fougue sur les champs de bataille d'Allemagne et de France. À l'instar des hommes, les généraux sont également très expérimentés. La plupart ayant fait toutes les campagnes de l'Empire, dont celle d'Austerlitz, Napoléon peut compter sur eux, contrairement aux maréchaux dont la majorité ne sont plus aptes à être employés. De plus, par le truchement des journaux anglais, Napoléon sait que le parlement britannique est divisé. Pour le moment, les *Tories* y sont majoritaires. Mais si Wellington était battu, les *Whigs* pourraient bien se retrouver en majorité et réussir à renverser le gouvernement Liverpool. Il espère qu'une victoire réussira à ébranler la coalition, car il n'oublie pas que ce sont les Britanniques qui financent l'effort de guerre des puissances qui la composent.

I. Niveau qualitatif de l'armée : soldats, colonels et généraux

Dans la presque totalité des ouvrages portant sur la campagne de 1815, les auteurs tentent d'évaluer la qualité de l'armée française. Mais, sans document précis pour le faire, sauf les mémoires écrits bien après les faits, donc peu fiables car leurs auteurs demeurent sous l'impression de la défaite, il est bien difficile de porter un jugement. Grâce à la comparaison entre l'armée de la victoire et celle de la défaite, donc celles de 1805 et de 1815, nous pouvons tout de même nous faire une idée de l'instrument que Napoléon avait entre les mains lors de sa dernière campagne. À Sainte-Hélène, il a estimé que l'armée d'Austerlitz avait été la plus solide qu'il avait eue sous ses ordres⁴. Or, ses paroles prononcées sous l'influence de la nostalgie des beaux jours ne résistent pas à la confrontation des différentes sources. Dans un document en date du 26 août 1805, Berthier se fait dresser un état numérique et qualitatif des hommes ayant déjà fait campagne. Sur 115 582 hommes présents dans les camps de la Manche, dont Boulogne, un quart a fait toutes les campagnes de la République. L'autre quart a participé aux

⁴ Paul FLEURIOT de LANGLE, *Journal du maréchal Bertrand, grand maréchal du palais, cahiers de Sainte-Hélène : 1818-1819*. Paris, Albin Michel, 1959, tome II, p. 175.

batailles de Marengo et de Hohenlinden, tandis que la moitié restante n'a jamais fait la guerre⁵.

En fait, l'arrivée de nouveaux conscrits sans expérience vient singulièrement émousser le tranchant de ce redoutable instrument qu'est la Grande armée. Les chiffres présentés démontrent que cette armée manque d'homogénéité. Bien qu'on ait souvent disserté sur le côté formateur du camp de Boulogne, la réalité est tout autre. Comme l'écrit Colin, les jeunes conscrits des ans X, XI et XII sont jetés dans ces vieilles bandes de soldats accoutumés à la guerre de réquisition. Évidemment, leur intégration est souvent contrariée par l'accueil brutal qu'ils y reçoivent. Par conséquent, les désertions se multiplient : « Le général rappelle que les conscrits doivent être traités avec douceur et modération; on peut compter comme une des causes de la désertion la dureté qu'affectent à l'égard des recrues quelques-uns des anciens soldats⁶. » Concernant la formation, les recrues sont formées aux bataillons de dépôt. Toutefois, l'instruction est sommairement assurée par le rebut de l'armée : « C'est à ses bataillons que l'on envoie les sous-officiers les moins en état de servir, soit par leurs infirmités, soit par leur peu de talent⁷. » Lorsqu'ils arrivent dans leurs unités respectives, les conscrits n'ont qu'une idée bien générale des manœuvres sur le terrain et, comme on le sait, l'accueil brutal des vétérans ne vient pas combler ce manque. Dans la cavalerie, le colonel Baraguey-d'Hillier déplore que les hommes et les chevaux n'ont pas beaucoup d'instruction.

Je ne puis vous cacher que la plus grande partie des hommes et des chevaux qu'on va tirer des dépôts ne savent rien, que beaucoup de ceux qui sont déjà en marche n'ont pas quinze jours d'exercice; de sorte qu'il y aura certains régiments qui, ayant 400 hommes en campagne, ne pourront réellement présenter que 200 hommes au combat⁸.

À l'inverse, l'artillerie est définitivement l'arme la plus compétente de la Grande armée. Dès 1801, Bonaparte donne des ordres afin de procéder à une réforme visant à assainir les cadres dont beaucoup ne sont plus aptes à servir dans cette arme⁹. Dans son

⁵ ALOMBERT et COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 2002, tome I, p. 170.

⁶ ALOMBERT et COLIN, *op. cit.*, 173.

⁷ *Ibid.*, p. 183.

⁸ Le général Baraguey-d'Hillier, colonel des dragons, à Son Excellence le maréchal de l'Empire, ministre de la Guerre Berthier, quartier général de Saint-Omer, le 9 fructidor an XIII. (27 août 1805) Cité par *ibid.*, p. 289.

⁹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général Berthier, ministre de la Guerre, 5884, Paris, 9 frimaire an X. (30 novembre 1801).

journal, en date du 22 janvier 1802, Pion des Loches évoque l'impact de la réforme au sein de son régiment.

Avant-hier, on nous a donné une violente secousse, en réduisant le régiment à 32 officiers de moins que son complet de guerre. Douze emplois étaient vacants; dix vieux officiers, alarmés d'une réforme qui est toujours humiliante, ont pris leur retraite; il n'en est donc resté que dix à réformer¹⁰.

Bien que l'artillerie soit prête à entrer en campagne, on constate que le camp de Boulogne n'est pas le creuset extraordinaire que croit une majorité d'auteurs. De plus, il semble y avoir quelques difficultés avec l'instruction des officiers. En dépit du fait qu'ils aient presque tous fait la guerre, leurs connaissances techniques en raison de l'absence d'éducation sont très limitées¹¹. Cela n'aurait pu être autrement puisqu'ils sortent presque tous du rang. Avant d'être officiers, ils étaient sous-officiers, voire simples soldats. Dans beaucoup de cas, ils éprouvent de la difficulté à lire et à écrire correctement. En définitive, le métier s'apprend sur le tas. Néanmoins, il faut faire la nuance, parce qu'il y a une grande différence entre l'armée de Boulogne et celle qui a combattu à Austerlitz. En raison des désertions, du nombre de traînards et de la multiplication des garnisons qu'il faut laisser derrière afin d'assurer les communications avec la France, la Grande Armée s'est pour ainsi dire épurée des éléments les moins expérimentés. Par conséquent, lorsqu'il se retrouve à Austerlitz, Napoléon peut compter sur une troupe solide composée en grande majorité de vétérans. Malgré un moral d'acier, la Grande Armée, au départ des camps de la Manche, se révèle peu manœuvrière sur le champ de bataille.

En 1815, *l'Armée du Nord* est beaucoup plus stable à l'échelon de l'expérience, car Napoléon n'y a pas encore intégré de conscrits. Nous savons déjà que la majorité des soldats qui la composent ont fait la campagne de 1814 et même celle de 1813. Ces campagnes ayant été particulièrement difficiles en raison des nombreuses batailles qu'ils y ont livrées, les soldats ont acquis une expérience non négligeable. De plus, il existe un noyau solide composé de vétérans des dernières campagnes. Ceux qui sont revenus des pontons anglais, des prisons espagnoles et des places fortes d'Allemagne ont également

¹⁰ PION DES LOCHES, *Mes campagnes : 1792-1815, notes et correspondance du colonel d'artillerie mises en ordre par M. CHIPON et L. PINGAUD*. Paris, Firmin-Didot, 1889, p. 117.

¹¹ Mathieu DUMAS, *Précis des événements militaires ou essai historique sur la guerre présente avec cartes et plans*. Paris et Strasbourg, Chez Treuttel et Würtz, 1816, tome XII, p. 33. – MONTESQUIOU, (duc de Fezensac), *Souvenirs militaires de 1804 à 1814*. Paris, Dumaine, 1863, p. 33.

demandé à reprendre du service. La majorité ayant été réintégrée dans leurs métiers respectifs, artillerie, cavalerie et infanterie, les régiments, les escadrons et les batteries ne souffriront pas de carences au niveau de la qualité. Dans sa volonté de voir l'armée se reconstituer, Napoléon pense également à la Garde impériale. Sous les ordres directs de l'Empereur, véritable corps d'élite qui se veut indépendant de la ligne, cette unité possède sa propre cavalerie, son artillerie et son service d'intendance. Dérivée de la garde du Directoire, unité de protection des directeurs, elle fut appelée à jouer un rôle prépondérant sous Napoléon.

Place de la Garde impériale au sein de l'armée de campagne commandée par l'Empereur¹²

2 ^e campagne d'Italie (1800)	4,37 %
Campagne d'Allemagne (1805)	5.89%
Campagne d'Autriche (1809)	7,42%
Campagne de Russie (1812)	7,98%
Campagne de Saxe (1813)	9.99%
Campagne de France (1814)	37,71%
Campagne de Belgique (1815)	16,37%

Dès 1800, les effectifs de ce corps vont en s'accroissant. À Austerlitz, la Garde impériale comprend 5749 hommes; à Waterloo elle comptera 20 000 hommes. C'est par la qualité que Napoléon espère compenser, d'une part, la supériorité numérique de ses ennemis et, d'autre part, la médiocrité croissante de ses troupes de ligne. La bataille napoléonienne est à l'image d'un combat de boxe. Les deux adversaires se frappent jusqu'à épuisement de l'un d'entre eux. Or, la Garde impériale est utilisée en dernier recours pour donner le coup décisif qui mettra l'adversaire au tapis. À Austerlitz, sauf pour la cavalerie du général Bessières qui a donné sur le plateau de Pratzen, la Garde ne fut pas obligée d'intervenir. Mais, au cours des campagnes suivantes, afin de compenser la baisse de qualité de ses troupes régulières alors sans cesse renforcées de nouveaux conscrits, Napoléon augmente les effectifs de la Garde qui intervient de plus en plus souvent dans les batailles, d'où l'augmentation significative des pourcentages cités dans le tableau. Pour ce faire, Napoléon a dû faire appel aux étrangers et, par conséquent,

¹² Jean-François BRUN, « Un outil de guerre », *Revue Napoléon 1^{er}*, mai-juin 2004, no 24, p. 20.25.

jusqu'en 1813, ce corps était à l'image de l'Empire, c'est-à-dire européen. En 1815, il décrète que seuls les Français et les Polonais y sont admis. La Garde impériale est alors composée en trois catégories hiérarchiques : vieille garde, moyenne garde et jeune garde. Pour servir dans le premier échelon, il faut compter douze ans de service, huit dans le deuxième et quatre dans le dernier.

Même si les conditions de vie dans la Garde sont supérieures à celles de la ligne, le recrutement est assez difficile car, selon le même décret, Napoléon aurait souhaité incorporer 35 000 hommes dans ses rangs. Il semble que l'enthousiasme suscité par son retour de l'île d'Elbe soit retombé et que de nombreux vétérans ne souhaitent pas s'arracher aux doux plaisirs de la vie civile¹³. Ainsi, Napoléon franchira la frontière belge avec 15 000 hommes de moins qu'il ne l'avait d'abord espéré. Suite à la prochaine campagne, afin de combler les pertes et atteindre les nombres d'effectifs souhaités, il compte insérer 18 000 conscrits dans les rangs de la jeune garde, dont 3000 de plus dans l'artillerie et le génie de la vieille garde, ce qui constitue une entorse à la tradition. Il compte probablement qu'elle sera le creuset idéal pour assurer leur formation¹⁴.

En ce qui concerne le moral des troupes, c'est l'exaltation. À l'inverse de la population civile et même de certains généraux, elles ne sont pas contaminées par le découragement. Les soldats ont une grande confiance dans l'Empereur. De Paris, un espion écrit à Wellington :

Pour donner une juste idée de l'enthousiasme de l'armée, je n'ai besoin que de tirer un parallèle entre les époques de 92 et la présente année. Encore la balance sera en faveur de Buonaparte, car aujourd'hui ce n'est plus de l'enthousiasme, c'est de la frénésie. La cause des soldats, qui n'ont rien à espérer après la chute de leur chef, est inséparable de ce général¹⁵.

Dans les mêmes termes, le général Hulot constate lui aussi l'ardeur et le fanatisme des troupes¹⁶. Mais de façon inévitable, cette fièvre entraîne des débordements. À Saint-Germain, les tirailleurs de la jeune garde refusent d'entrer dans la caserne parce qu'il n'y

¹³ Décret de Napoléon, 22 mars 1815. Cité par le Commandant Henry LACHOUQUE, *Napoléon et la Garde impériale*. Paris, Bloud et Gay, 1960, p. 800.

¹⁴ Archives nationales, AF/IV/1936, *Essai de répartition des conscrits qui entreront dans les corps. Rapport à l'Empereur par le maréchal Davout*, sans date.

¹⁵ Field Marshal Arthur, Duke of WELLINGTON, *Supplementary despatches and memoranda*. Millwood, N.Y., Kraus Reprint Co., 1973, tome X, p. 365. (17 mai 1815)

¹⁶ SHD C15/3, *Armée du Nord*, rapport du général Hulot sur les opérations de la 3^e division du 4^e corps, 23 mai 1815.

a pas de drapeau tricolore au dessus de la porte. Dans les théâtres, les soldats maltraitent les spectateurs s'ils n'applaudissent pas la *Marseillaise* tandis que, dans les cafés, ils battent les clients qui refusent de crier : Vive l'Empereur¹⁷! De plus, les soldats n'ont pas confiance dans leurs officiers supérieurs. Tous ceux qui n'ont pas immédiatement rallié l'Empereur suite à son débarquement le 20 mars, sont immédiatement soupçonnés de trahison. Des soldats se permettent même de lui écrire directement pour lui demander que leur colonel soit rayé des cadres : « Nous sommes persuadés que l'intention de Votre Majesté n'est pas de conserver un traître à la tête d'un régiment français¹⁸. » Les dragons du 12^e régiment demandent également la destitution de leur colonel puisque, semble-t-il, il n'est pas à la hauteur de leurs sentiments¹⁹. Les lettres qui vont en ce sens abondent aux Archives nationales. En fait, elles démontrent la très grande fragilité de l'armée. En 1805, les soldats avaient généralement confiance dans leurs officiers, ce qui assurait la cohésion de la Grande Armée. À cette époque, Napoléon avait dit à Roederer :

Savez-vous que mon armée est formidable! La guerre n'aurait-elle produit d'autre avantage que de la former et de l'animer d'un seul esprit, qu'elle eût été utile. Nous avions l'armée du Rhin, l'armée d'Italie, l'armée de Hollande, il n'y avait point d'armée française; maintenant elle existe et nous la verrons agir²⁰.

C'est principalement là la grande différence entre la Grande Armée de 1805 et l'*Armée du Nord* de 1815. En raison de la division qui règne dans les états-majors, les hommes sentent que les officiers supérieurs ne sont pas confiants en ce qui concerne l'issue de cette aventure. Cinq jours avant le début de la campagne, le général Ruty, inspecteur général de l'artillerie, avoue son pessimisme à Pion des Loches.

Eh bien monsieur Pion, nous voilà à la veille d'une crise violente, Bonaparte est perdu et sans ressource (c'était le commandant en chef de l'artillerie qui parlait ainsi), le roi rentra

¹⁷ SHD C16/12, *correspondance militaire générale*, le maire de Saint-Germain au ministre de la Guerre, Paris, 6 mai 1815. Archives nationales, F/7, 3838, *Extraits des rapports des officiers de la paix et des commissaires de police de Paris*, ministère de la Police générale, 14 mai 1815.

¹⁸ Archives nationales, AF/IV/1950, *Adresses à l'Empereur des hommes, sous-officiers et officiers du 75^e de ligne*. Cité par Henri HOUSSAYE, *1815 : Waterloo*. Paris, Perrin, 1899, p. 76.

¹⁹ Archives nationales, AF/IV/1950, *Adresses à l'Empereur des hommes, sous-officiers et officiers du 12^e de Dragons*. Cité par Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 77.

²⁰ Pierre-Louis ROEDERER, *Œuvres du comte Pierre-Louis Roederer*, Paris, Firmin-Didot frères, 1853-1857, tome IV, p. 494.

sous peu : qu'allons-nous devenir? Misérable armée qui n'a pas tirée un coup de fusil! Ah! Si tous les régiments s'étaient conduits comme le votre²¹!...

En plus du défaitisme, les généraux se jalourent entre eux. Même s'il a le 3^e corps d'armée sous ses ordres, formation qui comprend 17 000 hommes, Vandamme écrit à Davout pour se plaindre que des hommes plus jeunes détiennent des commandements plus importants que le sien²². Cette allusion fait référence à Grouchy, qui vient d'être nommé maréchal. Cette nomination excite l'envie de bien des généraux, dont Gérard, qui commande le 4^e corps. Après la campagne, il n'hésitera pas à désigner le maréchal comme le principal responsable de la défaite de Waterloo. De plus, la suspicion règne dans les rangs. Les ralliés de la première heure soupçonnent les autres d'être des royalistes et, de fait, on s'étonne de voir dans les rangs de l'armée des hommes comme Soult et Bourmont qui ont servi les Bourbons avec zèle²³. Afin de pourvoir les nombreux postes d'officiers, Napoléon crée une commission qui sera dirigée par le général Berthezène. Toutes les candidatures devront être examinées selon trois principaux critères : l'âge, la fidélité et l'expérience. Dans ces conditions, tous les départements doivent fournir un état nominatif des officiers qui souhaitent à nouveau servir dans l'armée.

²¹ PION DES LOCHES, *op. cit.*, p. 465. Son régiment a d'abord refusé de reconnaître l'Empereur suite à son débarquement le 20 mars. Quant à Ruty, il fait référence à la rencontre de Laffrey lorsque les soldats du 5^e de ligne ont refusé de tirer sur Napoléon.

²² SHD C15/1, *Armée du Nord*, le lieutenant général comte Vandamme, commandant en chef le 3^e corps d'observation et la 2^e division militaire à Mézières, au ministre de la Guerre, 24 avril 1815.

²³ Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 72.

État des promotions faites pendant les Cent Jours dans l'armée²⁴

Grades	Nombres d'officiers promus
sous-lieutenants	288
lieutenants	146
capitaines	97
chef de bataillon et d'escadron	118
major	30
colonel	45
adjudant commandant	15
maréchaux de camp	51
lieutenants généraux	20
maréchaux	1

La plupart des sous-lieutenants ont été recrutés chez les sous-officiers dont l'expérience ne fait aucun doute. Pour les autres, ce sont essentiellement des promotions ou des confirmations de grades. Lorsqu'on regarde les chiffres de plus près, on constate que Napoléon n'a pas fait d'épuration à grande échelle dans l'armée. Sur les quarante-cinq colonels qui furent nommés durant cette période, douze l'ont été par Louis XVIII. Pour les majors, la proportion est de treize sur trente. En ce qui concerne les chefs de bataillons et d'escadrons, sur cent dix-huit inscrits sur le tableau, trente-huit furent nommés par le gouvernement précédent²⁵. Même s'il demeure quelques indésirables, on peut conclure que la commission a permis d'évaluer qualitativement et de façon adéquate les officiers. Par conséquent, contrairement à 1805, du sous-lieutenant au colonel de régiment, l'armée est très bien encadrée.

Au niveau des généraux, la majorité de ceux inscrits au tableau prennent du galon. Divisionnaires sous l'Empire, ils deviennent chefs de corps d'armée en 1815. En fait, c'est parmi eux que Napoléon compte puiser pour former ses futurs maréchaux. Par

²⁴ SHD, C15/41, *Commission Berthezène pour le placement des officiers*, rapport au ministre de la Guerre, 18 avril 1815. – Archives nationales, AF/IV/1936, *promotions faites pendant les Cent Jours*, 11 juin 1815.

²⁵ Archives nationales, AF/IV/1941, Ministère de la Guerre, *Extraits des minutes de la Secrétairerie d'État*, Napoléon, Empereur des Français, 14 juin 1815. – Archives nationales, AF/IV/1941, *bureau de la cavalerie, Rapport à Sa Majesté l'Empereur*, le ministre de la Guerre, maréchal Davout, prince d'Eckmühl, 14 juin 1815.

conséquent, il porte son choix sur des hommes dont plusieurs ont fait la campagne de 1805. Drouet d'Erlon, à qui il donne le commandement du 1^{er} corps d'armée, commandait une division lors de cette campagne. Il a également combattu à Iéna, Friedland et en Espagne sous le commandement de Soult et Masséna. Le parcours du général Reille est encore plus impressionnant. Vétéran des campagnes d'Italie, divisionnaire en 1807, divisionnaire de la garde impériale à Wagram, commandant en chef de l'armée du Portugal en 1812, son expérience est indiscutable. Il prend la tête du 2^e corps d'armée. Vandamme a été de presque toutes les campagnes dont celle de 1805 ou il s'est distingué pendant la bataille d'Austerlitz lors de la prise du plateau de Pratzen. L'année suivante, il fait la campagne de Prusse et de Pologne. On le retrouve en 1809 lors de la seconde campagne d'Autriche où il participe à presque toutes les batailles. Il est finalement blessé à Wagram. Il reprend du service actif en 1813 lors de la campagne de Saxe. Pris par les Russes et enfermé à Kazan, il revient en France après la Restauration. Même si Napoléon n'aime guère Vandamme, il ne peut se passer de cet excellent général. Il le met à la tête du 3^e corps. Gérard était colonel à Austerlitz, brigadier à Iéna, vétéran de la campagne de Russie, il reçoit le commandement du 4^e corps. Rapp, qui a fait lui aussi presque toutes les campagnes, mieux connu sous le pseudonyme de l'homme aux vingt-deux blessures, prend en charge le 5^e corps.

Mouton, comte de Lobau, est un vétéran des campagnes de la Révolution. Sous l'Empire, il a fait Iéna, Friedland, Essling, Wagram, la Moskova et Dresde. Sa grande expérience du commandement en campagne fait en sorte que Napoléon lui donne le 6^e corps. Lamarque est un cas particulier. D'abord divisionnaire sous les ordres de Reille, il est nommé commandant en chef de l'armée de la Loire. Son expérience de la guerre de partisans en Italie et en Espagne fait de lui l'homme tout désigné pour ce poste. Lecourbe n'a pas servi dans les grandes campagnes de l'Empire. Son attachement au général Moreau a poussé Bonaparte à l'écarter de la vie militaire. Lors de la Restauration, Louis XVIII le réintègre dans ses fonctions. À son retour, Napoléon l'y maintient et le nomme commandant de l'armée du Jura. Vétéran des campagnes de la Révolution, Lecourbe est considéré comme un brillant tacticien. Pour ce qui est de la cavalerie, les chefs de corps ne sont pas des moins compétents. Au 1^{er} corps, Pajol, au 2^e Exelmans, au 3^e Kellermann, et au 4^e, Milhaud. Ces hommes, qui ont fait leurs premières armes pendant la Révolution,

ont participé à presque toutes les grandes batailles de l'Empire²⁶. Henri Houssaye fait remarquer avec justesse que le corps des généraux ne dépasse pas cinquante ans. Le plus âgé, Drouet d'Erlon, a quarante-neuf ans tandis que le plus jeune, La Bédoyère, en a vingt-neuf. Malgré leur jeune âge, ils ont en moyenne plus de vingt ans de guerre. L'armée française, bien que les généraux ne soient pas tous représentés dans ce tableau, est encadrée par des hommes d'une grande expérience²⁷. Or, l'indiscipline, due à la suspicion des hommes envers les généraux ainsi que les jalousies entre ces derniers, constitue le point faible de l'armée. Mais, en dépit de cette carence, Napoléon a réussi à rebâtir une force somme toute redoutable. Les troupes se tenant sur les frontières en date du 1^{er} juin 1815 se répartissent comme suit :

Armée du Nord

- 1 ^{er} corps d'armée (Drouet d'Erlon)	20 731 hommes
- 2 ^e corps d'armée (Reille)	25 179 hommes
- 3 ^e corps d'armée (Vandamme)	18 105 hommes
- 4 ^e corps d'armée (Gérard)	15 404 hommes
- 6 ^e corps d'armée (Lobau)	10 821 hommes
- Garde impériale (Napoléon)	20 755 hommes
- <u>Réserve de cavalerie (Grouchy)</u>	<u>13 144 hommes</u>
- Total :	124 139 hommes

Reste de l'armée

- Armée du Rhin (Rapp)	23 100 hommes
- Armée du Jura (Lecourbe)	8 400 hommes
- Armée des Alpes (Suchet)	23 600 hommes
- Armée du Var (Brune)	5 500 hommes
- Armée des Pyrénées orientales (Decaen)	7 600 hommes
- <u>Armée des Pyrénées occidentales (Clausel)</u>	<u>6 800 hommes</u>
- Total :	75 000 hommes
- Grand total :	199 139 hommes ²⁸

Dans cette répartition, il n'est pas question des 20 000 hommes qui sont dans la région de Paris ni du corps de 25 000 hommes du général Lamarque qui fait route vers

²⁶ Jean TULARD, *Dictionnaire Napoléon*. Paris, Fayard, 1999, 2 tomes. – Georges SIX, *Les généraux de la Révolution et de l'Empire*. Paris, Bernard Giovanangeli éditeur, 2002.

²⁷ Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 70

²⁸ Archives nationales, AF/IV/1936, *Situation de l'infanterie, cavalerie, artillerie et génie par corps d'armée et par régiment au 1^{er} juin 1815*.

l'Ouest. C'est donc avec ces forces que Napoléon devra faire face à la coalition. Contrairement à 1805, il n'emploie que six maréchaux dont quatre seulement détiennent un commandement sur le terrain. Les événements de l'année précédente et la vieillesse de nombre d'entre eux ont eu raison du corps des maréchaux.

II. Les maréchaux mis sur la touche

Les soldats se souviennent encore des événements de Fontainebleau où Ney, Berthier et les autres ont poussé leur chef à l'abdication. Ils se souviennent également du comportement de Marmont, qui est passé à l'ennemi avec la totalité de son corps d'armée. Pour les soldats, Napoléon n'a été vaincu que par deux choses, la trahison et les éléments. Dans leur esprit, l'ennemi n'a fait que bénéficier de ces tristes circonstances. Ainsi, ils demandent à Napoléon de ne pas employer les maréchaux. Même s'il n'est pas influencé par l'opinion de ses soldats, celui-ci n'a ni l'intention ni la possibilité de les utiliser. Hormis Berthier qui a rejoint la Bavière, Marmont et Victor ont suivi le roi à Gand. Ainsi, Napoléon n'a guère le choix que d'ordonner leur radiation de la liste des maréchaux. Quant à Pérignon, il est devenu presque sénile et s'est compromis avec Vitrolles, tandis que Augereau, par son comportement de 1814, ne peut plus être employé. Concernant Gouvion Saint-Cyr et Oudinot, ils ont refusé de reconnaître l'Empereur le 20 mars. Malgré tous les efforts qu'ils déploient afin de se faire pardonner, Napoléon ne les reprend pas. Pour le vieux Kellermann et le non moins jeune Sérurier, il ne compte pas les employer davantage²⁹. Ayant voté la déchéance le 1^{er} avril 1814, puisqu'ils cumulent le titre de sénateur avec celui de maréchal, il aurait été singulier de les remettre à la tête d'un corps d'armée. Reconnaisant pour ses états de service, Napoléon maintient le second dans ses fonctions de gouverneur des Invalides tandis que l'autre se retire à la campagne. Toutefois, contrairement à Kellermann, Sérurier ne sera pas nommé pair de France. Dans le même cas de figure, Moncey a pris la fuite lorsque Napoléon est entré dans Paris. Deux jours plus tard, il lui écrit afin de lui faire part de son souhait de reprendre sa position de premier inspecteur de la gendarmerie. Mais, il est trop

²⁹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21790, 10 avril 1815.

tard, Savary est déjà en poste³⁰. Quant à Lefebvre et Masséna, ils ne sont plus en mesure de servir en campagne. Le premier est âgé de soixante-sept ans, tandis que le second est miné par la maladie. Masséna aurait néanmoins souhaité retourner dans la 9^e division militaire. Or, Napoléon n'a pas confiance. Nonobstant son comportement ambigu à Marseille, il se voit tout de même offrir le commandement de la 4^e et de la 5^e division militaire. Masséna refuse. C'est finalement Brune qui occupera son ancien poste. Lefebvre et lui sont finalement nommés à la Chambre des pairs³¹.

Certes, Napoléon garde rancune envers quelques-uns de ses maréchaux mais, dans les faits, même si certains ont trahi, il doit tout de même faire appel à leurs services. La vengeance est un luxe qu'il ne peut pas se payer. C'est pourquoi, et cela en dépit de leur protestation en faveur de Louis XVIII quelques jours plus tôt, il garde Jourdan, Mortier et Suchet. Respectivement gouverneurs de Rouen, Lille et Strasbourg, les trois ont d'abord refusé de reconnaître l'Empereur suite à son retour de l'île d'Elbe. Ne pouvant se passer de leurs talents militaires, il les nomme malgré tout à des postes clefs. Mortier est désigné pour commander la jeune garde, Suchet reçoit celui de l'armée des Alpes tandis que Jourdan est nommé gouverneur de la place forte de Besançon³². Le cas Macdonald est particulier, car en dépit de son ardent royalisme et du fait qu'il a escorté Louis XVIII jusqu'à la frontière, Napoléon souhaite quand même l'employer. Mais celui-ci refuse catégoriquement toutes les invitations qui lui sont faites³³. Cela démontre que la rancune n'était pas le facteur prédominant chez l'Empereur. Ceux qui ont été éliminés le furent en raison de leur incapacité physique ou militaire. Par exemple, Oudinot s'était fait battre l'année précédente à Bar-sur-Aube tandis qu'Augereau n'a pas fait preuve de beaucoup d'énergie lors de la défense de Lyon.

En fait, Napoléon est un homme pragmatique. À preuve, il a longtemps pensé que Berthier reviendrait : « Cette brute de Berthier, il n'a pas voulu rester. Il reviendra; je lui pardonne tout, mais à la condition qu'il mette son habit de garde du corps pour paraître

³⁰ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Moncey, duc de Conegliano, à Lille, Paris, 23 mars 1815. – Duc de ROVIGO, *Mémoires pour servir à l'histoire de l'Empereur Napoléon*. Paris, Bossange, 1828, tome VII, p. 387.

³¹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21815-22043, Paris, 16 avril 1815. Voir également Henri HOUSSAYE, *Waterloo*, *op. cit.*, p. 50.

³² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 22025, Paris, 7 juin 1815.

³³ MACDONALD, *Souvenirs*. Paris, Plon, 1892, p. 387-388-389.

devant moi³⁴. » Bien qu'il ne fût pas un grand stratège, Berthier était un major général très compétent. Il savait assimiler les ordres et les plans de l'Empereur afin de les transmettre aux différents corps d'armée sur le théâtre des opérations. Son service, quoique très imparfait, fonctionnait de façon admirable et par conséquent, il était l'un des rouages essentiels de la Grande Armée. Malheureusement, il meurt pendant son exil à Bamberg. Alors qu'il regardait depuis le troisième étage de sa résidence défiler les troupes bavaroises qui faisaient route vers la France, il est soudainement tombé par la fenêtre pour venir s'écraser sur le pavé de la rue. Suicide, malaise ou défenestration, les circonstances de son décès ne sont pas clairement établies. Soult le remplacera à ce poste. Ce choix est surprenant puisque l'expérience du duc de Dalmatie en cette matière remonte à la Révolution. Bon manœuvrier, le plus grand d'Europe, comme l'a dit Napoléon à Austerlitz, il n'est pas un homme de bureau ni un organisateur hors de pair. Son passage au ministère de la Guerre en témoigne largement.

Même Ney, qui pourtant avait promis à Louis XVIII de ramener Napoléon dans une cage de fer, s'est vu réemployer dans l'armée. Après l'avoir laissé en retrait pendant plus de deux mois, hormis une tournée d'inspection dans les départements du Nord et de l'Est pour juger de la capacité des fonctionnaires et des officiers, Napoléon le rappelle le 11 juin pour prendre le commandement de l'aile gauche de *l'Armée du Nord*³⁵. La mort, la vieillesse et la trahison ayant fauché les meilleurs maréchaux, Napoléon ne peut se passer d'un soldat de cette qualité. Ney n'est certes pas un stratège brillant, mais c'est un excellent entraîneur d'hommes. Rien cependant ne pouvait laisser prévoir son comportement douteux lors de la campagne. Il part de Paris le 12 juin et rejoint son commandement le 15 alors que l'armée est entrée en Belgique. Dans le cas de Murat, les choses sont beaucoup plus compliquées. À Sainte-Hélène, Napoléon a dit que l'armée était trop morale pour qu'il songe à le réintégrer.

Je l'eusse amené avec moi à Waterloo, nous disait Napoléon; mais l'armée française était tellement patriotique, si morale, qu'il est douteux qu'elle eût voulu supporter le dégoût et l'horreur qu'avait inspirés celui qu'elle disait avoir trahi, perdu la France. Je ne me crus pas assez puissant pour l'y maintenir, et pourtant il nous eût valu peut-être la victoire; car

³⁴ MOLLIEN, *Mémoires d'un ministre du Trésor Public* : 1780-1815. Paris, Guillaumin, 1898, tome IV, p. 199. – RAPP, *Mémoires du général Rapp, aide de camp de Napoléon*. Paris, éditions de Troie, 1973, p. 335.

³⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21844, 22042, Paris, 26 avril et 11 juin 1815.

que nous fallait-il dans certains moments de la journée? Enfoncer trois ou quatre carrés anglais; or Murat était admirable pour une telle besogne; il était précisément l'homme de la chose; jamais à la tête d'une cavalerie on ne vit quelqu'un de plus déterminé, de plus brave, d'aussi brillant³⁶.

En fait, il ne lui pardonne pas sa trahison de 1813 ni son action contre les Autrichiens en Italie. Il croit que son offensive prématurée depuis Naples a fait échouer ses négociations avec son beau-père, l'Empereur d'Autriche.

J'étais venu à bout de me ménager des raisons plausibles, d'obtenir un rapprochement sincère avec l'Autriche; je lui avais expédié des agents plus ou moins avoués. Mais Murat se trouva là avec sa fatale levée de bouclier : on ne doute pas à Vienne que ce ne fut par mes ordres; et en mesurant à leur échelle, ils ne virent dans toute cette complication que finasserie de ma part, et ils ne s'occupèrent plus dès lors qu'à contre-intriguer contre moi³⁷.

Bien que les coalisés aient cru que Murat agissait sous les ordres de Napoléon, ce n'est pas son action qui fut déterminante dans leur prise de décision. Néanmoins, elle a légitimé la politique de Talleyrand qui souhaitait voir Murat déchu de son titre de roi de Naples. Après avoir été battu par les Autrichiens dans la région de Tolentino, Murat, qui souhaitait unir toute l'Italie sous son sceptre, n'a pas d'autre choix que de revenir en France. Lorsqu'il demande à Napoléon de servir à nouveau sous ses ordres, ce dernier refuse. D'une manière ou l'autre, il croit que Ney et Murat sont de compétence et de courage équivalents : « De là on a beaucoup parlé du courage physique et du courage moral; et l'Empereur disait, au sujet du courage physique, qu'il était impossible à Murat et à Ney de n'être pas brave; mais qu'on n'avait pas moins de tête qu'eux, le premier surtout³⁸. ». Pour lui, sauf pour Murat et Gouvion-Saint-Cyr, la trahison et les rancunes qui en découlent sont des éléments secondaires. Ce qui compte, ce sont les compétences militaires. Dans les circonstances, on aurait pensé qu'il aurait amené Davout avec lui, mais il lui fallait un homme de confiance pour garder ses arrières des intrigues politiques de Fouché.

³⁶ LAS CASES, *Mémorial de Sainte-Hélène*. Paris, Classique Garnier, 1961, tome I, p. 391.

³⁷ LAS CASES, *op. cit.*, tome II, p. 552.

³⁸ *Ibid.*, tome I, p. 257.

III. Plan de campagne : Napoléon ne compte pas sur les places fortes pour stopper l'ennemi

Napoléon sait que l'affrontement entre lui et l'Europe est inévitable. Or, deux possibilités se présentent à lui : la défensive ou l'offensive. Selon Carnot, la défensive permettrait à l'Empereur de gagner du temps pour équiper l'armée et grossir ses rangs. Par ailleurs, le système des places fortes n'étant pas complété, on pourrait en profiter pour en terminer les travaux, du moins les plus stratégiques, comme Strasbourg, Laon, Soisson, Lyon et Paris. À première vue, cette option est la plus logique. Mais, dans les circonstances présentes, elle n'est pas réalisable car, politiquement, Napoléon ne peut se permettre d'abandonner une vingtaine de départements à l'ennemi. Même si les troupes qui s'opposent aux coalisés sur le Rhin et les Alpes leur sont numériquement très inférieures, elles sont toutefois nécessaires pour les dissuader d'entrer en France.

Lorsque Bonaparte se préparait à résister à l'Europe entière, il devait naturellement songer à se défendre sur toutes les frontières; il plaça donc vis-à-vis de l'Allemagne du Sud, de l'Italie et de l'Espagne de petites masses de son armée permanente, comme un noyau auquel devaient se joindre les nouvelles formations. (...) Il pouvait pourtant prévoir d'une manière générale que ses dispositions ne suffiraient jamais pour placer sur le Rhin supérieur où il devait attendre la masse principale de l'ennemi, une force qui fût proportionnée à celle-ci; mais il pouvait bien penser que, grâce à un corps respectable, il amènerait les premières hésitations habituelles, des incertitudes et des mesures de sûreté dans l'ouverture des opérations qui lui feraient gagner du temps, retarderait la marche en avant des Alliés si elle se produisait et lui donnerait le temps d'accourir des Pays-Bas avec son armée principale victorieuse³⁹.

Or, Napoléon ne peut faire autrement, car rester sur la défensive ne résoudra pas ses problèmes pécuniaires. Il manque de fonds pour équiper la totalité des troupes régulières et la garde nationale. Sur le plan des fortifications, la situation n'est guère différente. Sans argent pour approvisionner les hommes en rations, en munitions et en fusils, Napoléon sait qu'elles ne pourront pas tenir un siège. En fait, il est conscient que les places fortes n'auront pas à jouer ce rôle puisque lui et ses généraux croient que les Alliés ne s'embourberont pas dans des sièges longs et coûteux. Il se doute bien qu'ils tenteront de foncer directement sur Paris afin de couper la tête du gouvernement. Avec la faveur populaire qui baisse, les libéraux qui frondent, les élites économiques qui boudent et des fonctionnaires sans enthousiasme, il n'a pas d'autre choix que de prendre l'offensive. Napoléon espère que, s'il réussit à vaincre les Anglais et les Prussiens, la

³⁹ CLAUSEWITZ, *Campagne de 1815 en France*. Paris, Édition Champ Libre, 1973, p. 16-17.

coalition sera déstabilisée. Il sait également le parlement anglais divisé. Par conséquent, il peut compter sur les *Whigs* et les marchands anglais qui sont contre la guerre et les coûts qu'elle engendre. Manquant de temps et de soutien, Napoléon s'accroche à tous les éléments qui peuvent lui être favorables.

Dans ses mémoires, Napoléon prétend que les frontières de la France auraient constitué un obstacle formidable pour arrêter l'ennemi⁴⁰. Mais, dans les faits, conscient de son manque d'argent et de la volonté des coalisés de marcher directement sur Paris, il sait qu'il ne pourra pas rester sur la défensive. Malgré cela, le 11 avril 1815, il donne tout de même des ordres pour faire fortifier toutes les villes situées sur la frontière⁴¹. Le même jour, le général Lebrun envoie un rapport à Davout concernant l'insuffisance de moyens financiers pour armer les places de Givet, Philippeville, Marienbourg et Rocroy.

Les travaux du génie et de l'artillerie se poussent avec activité dans les places fortes de l'étendue de mon commandement; mais il est à craindre que ceux de l'artillerie ne manquent incessamment si votre Excellence ne prend pas le parti de lui envoyer les fonds qui lui sont nécessaires et dont elle manque. Tout ce qui a été fait pour cette arme l'a été sur crédit⁴².

Il est inutile de revenir sur la question du crédit et des fournisseurs, mais nous savons déjà que, s'il ne paie pas, Napoléon ne verra pas ses ordres exécutés. Par conséquent, les autres services accaparant déjà beaucoup d'argent, les places fortes s'organisent lentement et difficilement. Le 24 avril, le maréchal de camp, le baron Grundler, écrit à Davout en ce sens.

Les partisans de l'indépendance nationale, tous qui sont sincèrement attachés à l'Empereur, s'inquiètent et se plaignent du peu de mesures que le général en chef prend pour la défense de sa ligne d'opérations; ici il faut des palissades. Le Domaine assigne des bois et, faute de fonds, la main-d'œuvre, les transports et les arbres restent sur pied. Dans la place de Givet, il y a des grands travaux à faire. On attend, assure-t-on, après la modique somme de six mille francs pour les commencer. Je suis véritablement désespéré de cette situation⁴³.

⁴⁰ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 147-148.

⁴¹ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21794, Paris, 11 avril 1815.

⁴² SHD, C15/1, *Armée du Nord*, Le lieutenant général duc de Plaisance, commandant la 2^e division militaire et le 3^e corps d'observation à Mézières au ministre de la Guerre, 11 avril 1815.

⁴³ SHD, C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Grundler, commandant le département de la Somme, au ministre de la Guerre, 24 avril 1815. (15^e division militaire)

Plusieurs points de la frontière souffrent du manque d'argent et d'activité. À Laon, position clef dominant la plaine champenoise, le général Ruty, inspecteur général de l'artillerie, écrit que les travaux qui doivent y être effectués sont considérables. Il rapporte que le mur d'enceinte a subi d'importantes détériorations et qu'il faut fortifier les collines environnantes pour empêcher toute attaque sur les flancs. Afin de remettre le tout en état, garnir la place d'une artillerie et d'un approvisionnement suffisant, Ruty estime les coûts à 50 000 francs⁴⁴. Une semaine plus tard, le 17 mai donc, le général Piré, commandant le corps de réserve de *l'Armée du Nord*, écrit que les travaux à Laon n'avancent pas. Même si Napoléon a fait transférer 70 000 francs, les inquiétudes demeurent. L'argent manque toujours et les administrateurs n'ont pas tous la compétence voulue⁴⁵. Le 12 juin, il constate que la place de Laon n'est toujours pas approvisionnée⁴⁶.

Ce problème est récurrent sur toute l'étendue de la frontière. Dans un rapport à l'intérieur duquel on décrit l'avancement des travaux de soixante-dix-huit places fortes, soixante-cinq commandants annoncent que, malgré toute l'activité déployée et l'avancement significatif des travaux de fortification et d'approvisionnement, celles qui sont sous leur commandement ne sont pas en état de résister à l'ennemi. Mais, dans la majorité des cas, ils estiment qu'elles seront prêtes avant le début du mois de juillet. De ce nombre, cinq n'ont pas encore commencé leurs travaux. Généralement, c'est le manque d'argent qui en est la cause. Pour les treize autres, dont Strasbourg qui est l'une des plus importantes, elles sont prêtes à subir un siège⁴⁷. Faute d'argent pour payer les fournisseurs et les ouvriers, les travaux ont commencé dans le courant de mai. Par conséquent, on constate que le système défensif voulu par Napoléon est loin d'être

⁴⁴ SHD, C16/13, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Ruty, inspecteur général de l'artillerie au ministre de la Guerre, 8 mai 1815.

⁴⁵ SHD, C16/15, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Piré, commandant l'avant-garde du corps de réserve de l'Armée du Nord à Laon au ministre de la Guerre, 17 mai 1815.

⁴⁶ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 22048, Laon, 12 juin 1815.

⁴⁷ SHD, C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours, État des travaux de défense entrepris dans les diverses places fortes : travaux de fortification, approvisionnement etc.* 15 juin 1815.

achevé. En fait, les fonds n'ont été débloqués que le 17 de ce mois, ce qui fait que la majorité des places ne sont pas encore prêtes⁴⁸.

Or, les travaux n'avanceront pas davantage car, moins d'un mois plus tard, Mollien annonce que le crédit pour l'approvisionnement des places fortes est excédé. Dans son rapport, on peut lire que la somme de 9 millions de francs n'est pas suffisante pour assurer trois mois de subsistance, alors que le préfet du département du Nord réclame 8 millions à lui seul et celui de la Moselle demande 3 millions. Pour six mois, la dépense pour cet objet s'élève à 19 367 872 francs⁴⁹. À Paris, en date du 12 juin, le lieutenant général Haxo écrit que les fortifications ne sont pas achevées. Les travaux de Montmartre et Belleville ne sont pas tout à fait terminés tandis que, sur la rive droite, il reste encore beaucoup à faire⁵⁰. Afin d'achever le tout, Davout demande à Napoléon un nouveau crédit de 500 000 francs. Sans argent, l'Empereur ne répond pas⁵¹. En conséquence, lorsqu'il écrit dans ses mémoires que les quatre-vingt-dix places fortes étaient armées, palissadées et approvisionnées, il n'y a rien de plus faux⁵². Soixante-dix-neuf d'entre elles, en incluant Paris et Lyon, ne sont pas encore en état d'être assiégées par l'ennemi. Pour les autres, nous n'avons pas de renseignements.

En fait, nous savons qu'en raison de la pénurie de fusils, la Garde nationale qui doit défendre les places n'est pas armée. Comment fera-t-elle pour soutenir un siège? Or, la question ne se pose pas car, selon une circulaire envoyée par le ministre de la Guerre aux commandants des différentes places, ce n'est pas cette tâche qu'on attend d'elle : « Si la guerre vient à éclater, il est vraisemblable que l'ennemi s'occupera peu de faire des sièges en règle, et qu'il cherchera plutôt à remuer la population et à lui faire craindre l'incendie des places, afin de parvenir à l'agiter⁵³. » À l'intérieur d'une autre circulaire en date du 31 mai, Davout écrit dans cette perspective :

⁴⁸ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur*, le ministre du Trésor, le comte Mollien, Paris, le 17 mai 1815. - SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Léry chargé des travaux de Lyon, 1^{er} juin 1815.

⁴⁹ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport à Sa Majesté l'Empereur*, le ministre du Trésor, le comte Mollien, Paris, le 17 mai 1815

⁵⁰ SHD, C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Haxo, notes sur les retranchements de Paris, 12 juin 1815.

⁵¹ SHD/C192, *Correspondance du maréchal Davout*, 15 juin 1815.

⁵² *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 147.

⁵³ SHD, C16/13, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le maréchal ministre de la Guerre prince d'Eckmühl, Paris, le 9 mai 1815.

Pénétrez-vous bien des droits que les lois et les règlements vous accordent, et déployez la plus grande surveillance. S'il existe des malveillants dans la place que vous commandez, il faut que, vingt-quatre heures après la réception de cette lettre, vous ayez pris les mesures nécessaires pour les comprimer, et en faire arrêter les chefs. Vous devez surtout faire bien surveiller, faire arrêter et livrer à des commissions militaires, tous les émissaires de l'ennemi, ainsi que les hommes qui tenteraient d'embaucher les soldats, de les séduire et de les enrôler pour les faire concourir à l'avilissement et à l'asservissement de la patrie⁵⁴.

À l'image de Davout, les commandants sur le terrain pensent également que l'ennemi ne fera pas le siège des forteresses : « Ces gens-là (les coalisés) semblent avoir le projet de laisser en arrière nos armées et nos places fortes pour arriver à Paris qu'ils regardent comme la tête de notre corps politique⁵⁵. » L'analyse de Davout et Grundler s'en retrouve confirmée par un mémorandum de Schwarzenberg qui conclut que les forces coalisées doivent marcher sur Paris sur trois fortes colonnes⁵⁶. En somme, les places fortes sont dressées pour maintenir l'autorité de l'Empereur dans les régions frontalières. On craint davantage l'agitation intérieure que la menace extérieure puisque certains départements sont remués par des agitateurs royalistes. Par le fait même, les militaires et les préfets rapportent de façon régulière la formation de rassemblements séditeux et, dans les circonstances, les craintes de Davout sont fondées. Dès le 9 avril, le maréchal de camp Charrière lui écrit que les Anglais ont des intelligences dans Calais et que l'esprit public est mauvais. Le 19 mai, le général Le Marois écrit à Davout que l'esprit public se détériore dans le département de la Somme et dans la Basse-Normandie. De plus, une déclaration du duc de Wellington invitant les Français à ne pas résister aux armées de la coalition circule largement sur le territoire⁵⁷. À Cherbourg, on craint l'existence d'une conspiration pour livrer le port aux Anglais⁵⁸. La rumeur est vite

⁵⁴ SHD, C16/19, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le maréchal ministre de la Guerre prince d'Eckmühl, Paris, le 31 mai 1815.

⁵⁵ SHD, C16/9, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le général Grundler, commandant le département de la Somme, au ministre de la Guerre, 24 avril 1815. (15^e division militaire)

⁵⁶ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Memorandum de Schwarzenberg, 28 avril 1815, p. 179-181.

⁵⁷ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le maréchal de camp baron Charrière, commandant supérieur de la place de Calais au ministre de la Guerre, 9 avril 1815. - SHD, C16/16, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général comte Le Marois, commandant supérieur des 14^e et 15^e division militaire à Rouen au ministre de la Guerre, 19 mai 1815.

⁵⁸ SHD, C16/5, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général comte de Vedel, commandant la 14^e division militaire à Caen au lieutenant général Le Marois, commandant supérieur des 14^e et 15^e division militaire à Rouen, 14 mai 1815.

démentie, mais on constate que les militaires craignent davantage la trahison que la menace extérieure.

En conséquence, Napoléon ne compte pas sur les places fortes pour ralentir l'ennemi. Il sait que les coalisés feront comme en 1814. Ils vont foncer directement sur Paris qui est le centre du pouvoir. C'est pourquoi il ne laisse aucune troupe régulière dans les forteresses. Napoléon se souvient que, lors des deux dernières campagnes, plus de 100 000 hommes ont été immobilisés dans les places fortes d'Allemagne. Davout ayant été lui-même assiégé dans Hambourg jusqu'à l'abdication de l'Empereur, il n'est certes pas insensible à cette éventualité. On prend des précautions et, de fait, aucun officier de la ligne n'ira dans les places. Ce sont des militaires à la retraite qui commanderont les gardes nationaux afin de les former pour éventuellement les incorporer dans l'armée régulière.

Si l'on a laissé des garnisons si considérables dans les places, c'est que les bataillons de garde nationale qui les composaient n'étaient ni formés, ni instruits, ni habillés; que l'état où ils étaient, ils n'eussent fait qu'embarrasser l'armée, tandis qu'ils remplissaient plusieurs buts : ils gardaient les frontières, achevaient leur organisation, s'habillaient, s'instruisaient, et au 15 juillet ils eussent pu entrer en ligne⁵⁹.

Selon les estimations données par Houssaye, lesquelles sont basées sur les écrits de Napoléon à Sainte-Hélène, les places fortes, parfaitement approvisionnées et défendues par 150 000 gardes nationaux, auraient considérablement ralenti la progression des forces coalisées⁶⁰. Or, nous savons que les places fortes ne sont pas destinées à cette tâche. En fait, leurs fonctions pourraient relever davantage du ministère de l'Intérieur que de celui de la Guerre. Lorsqu'on constate le peu de ressources accordées à cet objet, nous en déduisons que la défensive est une option qui n'a pas été véritablement considérée par Napoléon.

IV. Le plan : manœuvre sur position centrale par coup offensif

Grâce à son réseau de renseignements, alimenté par les voyageurs, les journaux ennemis, les déserteurs, les espions et les reconnaissances de cavalerie, Napoléon connaît, de façon approximative, les forces et la position des corps prussiens et anglais. À

⁵⁹ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 148.

⁶⁰ Henri HOUSSAYE, *1815: Waterloo*. Paris, Perrin, 1899, p. 95. - *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 146-147.

la fin de mai, le général Reille fait parvenir à Davout un rapport qui estime le nombre des troupes de Wellington à 79 000 hommes⁶¹. En réalité, elles sont de 106 000 hommes. Les régiments basés à Ostende, Gand, Bruxelles et Anvers n'ont pas été signalés par les agents français et, de fait, ils ne sont pas comptabilisés dans cet état⁶². Cependant, la première estimation de Reille correspond environ au nombre de soldats qui seront engagés par Wellington dans cette campagne. Concernant les Prussiens, leurs forces semblent plus difficiles à estimer. Mais, grâce à ses diverses sources de renseignements, Napoléon croit que Blücher commande une armée de 126 000 hommes. Ses estimations sont assez justes, mais 116 000 seulement seront engagés au combat⁶³.

Répartition des corps prussiens et anglo-néerlandais en Belgique⁶⁴

Armée de Wellington anglo-néerlandaise	Nombre de soldats	Armée de Blücher (Bas-Rhin)	Nombre de soldats
1 ^{er} corps (Orange)	30 246	1 ^{er} corps (Ziethen)	30 800
2 ^e corps (Hill)	27 321	2 ^e corps (Pirch 1 ^{er})	31 000
Cavalerie (Uxbridge)	9913	3 ^e corps (Thielmann)	23 900
Réserve (Wellington)	25 597	4 ^e corps (Bülow)	30 300
Total	93077 et 255 canons	Total	116 000 et 288 canons
Grand total : 209 077 et 543 canons			

L'Armée du Nord étant de 124 000 hommes et de 372 canons, il est indéniable que les troupes coalisées surpassent numériquement l'armée française. Mais, sur le plan qualitatif, les troupes françaises ont l'avantage. Sur les 36 000 soldats de l'armée anglaise, seulement 7000 sont des vétérans qui ont fait les guerres d'Espagne et d'Amérique. Les autres sont des volontaires que le chômage a poussés vers les centres de

⁶¹ SHD C15/3, *Armée du Nord*, le lieutenant général comte Reille, commandant le 2^e corps de l'Armée du Nord à Avesnes au ministre de la Guerre, 22 mai 1815.

⁶² John ELTING et Vincent ESPOSITO, *Les guerres napoléoniennes*. Paris, Édition du Quatuor, 2004, tome II, p. 193.

⁶³ *Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 156. - SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours, Extraits de journaux allemands, mouvement de troupes*, 2 juin 1815. - SHD C15/4, *Armée du Nord*, le lieutenant général Reille, commandant en chef le 2^e corps à Avesnes au maréchal duc de Dalmatie major général, 4 juin 1815. - SHD C15/4, *Armée du Nord*, le lieutenant général comte D'Erlon, commandant en chef le 1^{er} corps à Valenciennes au ministre de la Guerre, 5 juin 1815. - SHD, C16/21, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le chevalier Drisseau à l'Empereur, 15 juin 1815.

⁶⁴ Henri HOUSAYE, *Waterloo*, op. cit., p. 195-196. Les données divergent d'un ouvrage à l'autre. Nous croyons que cet auteur est plus près de la vérité puisqu'il a eu accès aux sources britanniques.

recrutement. Une prime d'enrôlement élevée ainsi qu'une solde supérieure à ce que gagne un ouvrier non qualifié dans les faubourgs de Londres se sont révélées très attrayantes pour ces hommes victimes de la première crise industrielle. Wellington s'appuie également sur de nombreux mercenaires, dont les 7500 hommes qui forment le *King's German Legion*, ou *K.G.L.* Créée en 1803, cette unité fut formée avec les restes de l'armée du Grand Électeur de Hanovre. Considérés comme les plus solides et les plus expérimentés de l'armée anglaise, ces hommes prouveront leur valeur à Waterloo. À cette force, s'ajoute le corps brunswickois, commandé par le duc Guillaume Frédéric de Brunswick, celui-là même que Napoléon a dépouillé de ses États suite au traité de Tilsit. Même si les jeunes hommes qui composent ce corps sont animés d'un esprit patriotique très élevé, ils n'ont aucune expérience du feu. La bataille des Quatre-Bras, qui sera leur baptême en cette matière, va se révéler particulièrement éprouvante pour eux. Enfin, on retrouve dans la petite armée anglaise un contingent de 24 000 Hanovriens dont la dénomination officielle est : *Troupes royales britanniques*. La majorité des hommes qui le compose est originaire de la principauté électorale de Brunswick Lunebourg. Même s'ils sont moins solides que les soldats de la *K.G.L.*, Wellington sait qu'il peut compter sur eux⁶⁵. En somme, il y a plus d'Allemands dans cette armée que d'Anglais.

Quoi qu'il en soit, Allemands ou Anglais, nous savons que le duc n'a pas beaucoup d'estime pour les hommes de son armée : « C'est l'écume de la terre, recrutée pour boire⁶⁶. » Dans ses cahiers de Sainte-Hélène, Bertrand porte également un jugement très sévère sur les soldats anglais.

Ils s'étonnaient beaucoup de ce que chez nous il y eût des soldats qui devenaient généraux, que les soldats reçussent la croix, qu'ils n'eussent pas de coups de bâtons. Chez eux, tout est fait pour l'aristocratie, le peuple n'est rien; les juges de paix n'arrêtent que la canaille. Aussi la presse a lieu pour la même raison; il ne s'agit que de la canaille⁶⁷.

Il est vrai que la discipline est très dure dans l'armée anglaise et que, ce sont les sous-officiers qui constituent son épine dorsale. C'est pourquoi, malgré les commentaires de Wellington et de Bertrand, les soldats anglais s'avèrent très solides lorsqu'ils se

⁶⁵ Jacques LOGIE, *Napoléon, la dernière bataille*. Bruxelles, Éditions Racines, 2002, p. 21-22-23.

⁶⁶ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome VI, to Lord Bathurst, 2 juin, p. 1813. Traduit par Henri HOUSSAYE, *1815: Waterloo*. Paris, Perrin, 1899, p. 97.

⁶⁷ Paul FLEURIOT de LANGLE, *Cahiers de Sainte-Hélène, Journal du maréchal Bertrand : janvier 1812-mai 1821*. Paris, Éditions Sulliver, 1949, p. 52. Cité par Robert MARGERIT, *18 juin 1815 : Waterloo*. Paris, Gallimard, 1965, p.185.

retrouvent sur la défensive. À l'inverse, Napoléon est à même d'apprécier leur contenance : « C'est surtout par leur bonne discipline que les Anglais triomphent. Ils peuvent avancer de trente pas, halte, feu! En arrière feu! En avant, trente pas, sans se déranger et en conservant le plus grand ordre⁶⁸. » Comme le dit Jean Morvan : « Les Anglais, quoique attachés à leurs positions, arrêtent par leur tir des assauts impétueux et décousus, les criblent de balles et, au moment où les colonnes hésitent, s'arrêtent, les disloquent par une contre-attaque⁶⁹. » Si Wellington adopte la défensive, c'est surtout parce que l'armée se révèle peu manœuvrière. En fait, sauf pour ceux qui ont fait la campagne d'Espagne et d'Amérique, les officiers sont généralement incompetents. Courageux, voyant la guerre comme un sport, ils n'ont aucune idée des manœuvres à effectuer sur le terrain. Il faut souligner que les officiers anglais achètent leur grade au roi. Pour tous ceux qui ne sont pas issus de la classe aristocratique, sauf à quelques rares exceptions comme le colonel Colborne, ils n'ont pas la chance de montrer leur talent militaire⁷⁰. Contrairement à l'armée française, l'armée britannique est paralysée par le même système de caste qui prévalait en France sous l'Ancien Régime. Le 6 décembre 1812, au bord du découragement, refoulé une nouvelle fois au Portugal, Wellington écrit au colonel Torrens :

Personne ne lit jamais un règlement ou un ordre, comme s'il devait y conformer sa conduite, et avec plus d'attention que s'il s'agissait d'un roman amusant : c'est pourquoi, lorsqu'il faut mettre à exécution des combinaisons compliquées, chaque gentleman procède à sa fantaisie, et puis la combinaison échoue. On s'adresse alors à moi, on me demande de sauver la situation, et ainsi, ma peine se trouve décuplée⁷¹.

Bien qu'il ne semble pas comprendre les raisons de cet état de fait, lui-même ayant profité de son rang social pour acquérir sa position dans l'armée, le duc aura encore l'occasion de se rappeler de ses paroles au cours de la bataille de Waterloo. Il devra composer avec des artilleurs qui ne répondent pas à ses ordres, sans compter que les officiers de cavalerie ne connaissent rien aux tactiques de base. À l'image de la cavalerie française, la sienne sera fortement éprouvée lors de la bataille.

⁶⁸ Général GOURGAUD, *Journal de Sainte-Hélène : 1815-1818*. Paris, Flammarion, 1944, tome II, 16 février 1816, p. 117.

⁶⁹ Jean MORVAN, *Le soldat impérial*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 1999, tome I, p. 309-310.

⁷⁰ Il commande alors le 52^e régiment d'infanterie. C'est celui-là même qui réprimera la révolte des Patriotes de 1837.

⁷¹ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome VI, Lettre au colonel Torrens, 6 décembre 1812, p. 201. Traduit par Henri Houssaye, Waterloo 1815.

Sur le papier, Wellington peut également compter sur les troupes néerlandaises fortes de 26 000 hommes, dont 4300 cavaliers. Mais bien que 20 % de ces soldats soient des vétérans de la Grande Armée, la majorité est composée de conscrits. L'armée est de création récente et les traditions n'y sont pas encore implantées. Les hommes manœuvrent à la française sous la férule des sous-officiers britanniques qui les frappent à coups de bâtons pour les faire obéir. Inévitablement, les désertions se multiplient. Dans les rangs belges, ce problème devient particulièrement très alarmant. En plus de supporter la discipline anglaise, les soldats sont révoltés de l'annexion de la Belgique à la maison d'Orange-Nassau. Ils auraient souhaité que les puissances coalisées respectent leur promesse de faire de la Belgique un État indépendant. Leurs espoirs ayant été déçus, ils ne voient pas l'utilité de se sacrifier pour un gouvernement qu'ils considèrent étranger. En conséquence, les troupes belges étant jugées comme peu sûres, on décide de les noyer à l'intérieur des unités hollandaises et nassauviennes. Pour ajouter à leur déception, l'armement est des plus hétéroclites. Le matériel est moitié anglais, moitié français. Les soldats constatent également que les fusils sont fabriqués ou réparés avec des pièces de rebut, ce qui les rend peu fiables. Leur habillement est à l'image de l'armement et, pour les rations, c'est la famine⁷².

Néanmoins, même si plus de trois cents officiers désertent pour reprendre du service dans l'armée française, l'armée néerlandaise est encadrée par des hommes d'expérience qui ont fait les guerres de l'Empire. Le général Chassé, baron d'Empire depuis 1811, blessé à Arcis sur Aube en 1814, y commande une division hollando-belge. Van Merlen, général français jusqu'en 1814, sert lui aussi sous les ordres de Wellington et commande la 2^e brigade néerlandaise. Nominale, les troupes néerlandaises sont sous les ordres du prince Guillaume Frédéric, prince héritier d'Orange-Nassau et futur Guillaume II. Mais, dans les faits, c'est le général de Constant-Rebecque qui détient le commandement. Véritable créateur de cette armée, lui-même est d'origine Suisse. Voyant l'état de ses troupes, Wellington écrit à lord Stewart : « J'ai une armée exécration, très faible, mal équipée, bigarrée⁷³. » En outre, son armée fait figure de véritable tour de

⁷² Robert MARGERIT, *op. cit.*, p. 188-189. - Jacques LOGIE, *op. cit.*, p. 23-25. - H-J, COUVREUR, Le drame belge de Waterloo. Bruxelles, Éditions Brepols, 1959, p. 47. - A.BIKAR, « Les Belges à Waterloo », *Revue internationale d'histoire militaire*, no 24, 1965, p. 365-392.

⁷³ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome XII, Lettre à Lord Stewart, Bruxelles, 13 juin 1815, p. 338.

Babel, car on y parle quatre langues : Anglais, Français, Hollandais et Allemand. Mais, en dépit de tous ses défauts, de son manque de cohésion et d'entrain, c'est pourtant avec elle qu'il devra vaincre les Français.

Du côté prussien, les troupes ne sont guère de meilleure qualité. Après la campagne de France, le roi Frédéric-Guillaume a démobilisé les landwehrs créées en 1813 par Scharnhorst. Seuls les hommes expérimentés ont été maintenus en activité pour former les recrues en cas de mobilisation. Quant à l'armée régulière, elle a été abaissée à 60 000 hommes. Lorsque Napoléon revient de l'île d'Elbe, le roi décide la mobilisation générale⁷⁴. L'armée remonte ses effectifs à plus de 126 000 hommes dont 116 000 sont envoyés à l'armée du Bas-Rhin. Le chiffre peut paraître impressionnant, mais cette armée n'est pas très solide. L'infanterie est composée de conscrits tandis que les uhlans et les cavaliers de la Landwehr, qui composent soixante escadrons sur cent trente-cinq, ignorent les tactiques sur le terrain. En fait, beaucoup d'entre eux connaissent à peine les rudiments de l'équitation, ce qui a fait dire à Blücher : « ils seront plutôt une entrave.⁷⁵ » Mal attelée, et souffrant d'un manque chronique d'obusiers, l'artillerie n'est pas mieux lotie. Néanmoins, les artilleurs se révèlent très compétents. Après avoir constaté les carences de l'armée, le général Müffling, officier de liaison entre Blücher et Wellington, jette sur papier ses impressions.

Notre infanterie ne possède pas la force corporelle ni l'endurance de l'infanterie anglaise. La grande masse de nos troupes est trop jeune et trop inexpérimentée; nous ne pouvons pas compter qu'elles pourraient combattre toute une journée. Nous devons chercher notre force dans une offensive momentanée combinée avec la défensive; attaquer tard dans l'après-midi de façon que le combat atteigne son maximum d'intensité à la chute du jour. Nos hommes ne savent pas économiser leurs forces; conduit par nos officiers, ils donnent en une heure ce qui devrait en remplir quatre⁷⁶.

De surcroît, le manque de vivres, dû aux subsides anglais qui se font toujours attendre, n'améliore en rien l'endurance des troupes prussiennes. Mais, les soldats sont animés d'un moral excellent. Pour eux, c'est la guerre sainte, la guerre patriotique de libération et de revanche qui se poursuit. Toutefois, si les auteurs ont beaucoup vanté la détermination, voire le fanatisme, des soldats prussiens, cela n'est pas suffisant pour

⁷⁴ Robert MARGERIT, *op. cit.*, p. 190-191.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 191.

⁷⁶ Winand. B.AERTS, *Waterloo-Opérations de l'armée prussienne du Bas-Rhin*. Bruxelles, Spineux et Cie, 1908, p. 71.

remporter des victoires. Dans le passé, ils ont dû obtenir la collaboration des armées russes et autrichiennes pour vaincre les Français. Seule, et même en état de supériorité numérique, l'armée prussienne, sous le commandement de Blücher, n'a guère obtenu de succès. Après un bon début à La Rothière lors de la campagne de France l'année précédente, les choses se sont singulièrement gâtées.

Résultat des rencontres entre Napoléon et Blücher pendant la campagne de France

Lieu et date de la bataille	Forces en présences	Résultat de la bataille
La Rothière, 1 ^{er} février 1814	32 000 français contre 170 000 prussiens	Victoire de Blücher
Montmirail, 11 février 1814	16 300 français contre 32 000 prussiens	Victoire de Napoléon
Château-Thierry, 12 février 1814	20 000 français contre 30 000 prussiens	Victoire de Napoléon
Vauchamps, 14 février 1814	18 000 français contre 30 000 prussiens	Victoire de Napoléon
Craonne, 7 mars 1814	37 000 français contre 85 000 prussiens	Victoire de Napoléon

Pour Napoléon, les campagnes précédentes lui ont prouvé que l'armée prussienne n'est pas d'une très grande valeur. Dans la proclamation qu'il fait distribuer aux soldats quelques heures avant d'entrer en Belgique, il rappelle les victoires écrasantes remportées sur l'armée prussienne : « Soldats, à Iéna, contre ces mêmes Prussiens aujourd'hui si arrogants, vous étiez un contre trois; à Montmirail, un contre six⁷⁷. » Même si les faits sont subtilement altérés afin de donner confiance aux hommes, cette petite phrase nous dévoile le véritable sentiment de Napoléon vis-à-vis de l'armée prussienne. En dépit de ce qu'il pense, cette dernière compense quelque peu sa faiblesse par des généraux expérimentés et compétents. Évidemment, on ne parle pas de Blücher, dont la seule qualité militaire réside dans sa grande détermination. Dans les faits, celui qui commande c'est Gneisenau, son chef d'état-major. Principal réformateur de l'armée prussienne, il est aussi doué que ne l'était Berthier pour faire exécuter les ordres de son chef. Tous savent qu'il est le cerveau de l'armée, tandis que Blücher en est le bras. De surcroît, même si

⁷⁷ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, À l'Armée, 22052, Avesne, 14 juin 1815.

Von Kleist et Von Bülow ne font pas mystère du mépris qu'ils portent à Blücher, celui-ci sait qu'il peut compter sur eux. À l'instar des soldats, qui voient en lui le sauveur de la patrie, les deux généraux estiment le courage du vieil homme et, pour cela, ils sont prêts à le suivre jusqu'au bout⁷⁸.

En 1805, les officiers français disaient de leurs homologues prussiens qu'ils étaient des vieillards éteints qui ne savaient point parler aux hommes⁷⁹. Nous ignorons ce qu'ils pensent en 1815 mais, avec le renouvellement de l'armée grâce au *Tugendbund* : « union pour la vertu », le corps des officiers s'est beaucoup rajeuni car cette organisation attire dans ses rangs de nombreux étudiants désireux de servir la patrie⁸⁰. D'un autre côté, le roi et la haute noblesse s'en défient en raison de sa philosophie qui se veut par trop libérale. Toutefois, même si l'armée prussienne est beaucoup mieux commandée qu'en 1806, 1813 et 1814, elle n'arrive toujours pas encore à la hauteur de l'armée française. La bataille de Ligny et les combats pour la prise du village de Plancenoit lors de la bataille de Waterloo en seront l'éclatante démonstration. Concernant les troupes de Wellington, Napoléon ne les craint pas d'avantage. Grâce aux renseignements qui lui sont fournis par les nombreux déserteurs, il sait que les soldats belges et hollandais meurent de faim. Il sait également qu'ils ne montrent pas beaucoup d'enthousiasme à se battre contre l'armée française⁸¹.

Au niveau stratégique, Napoléon détient aussi l'avantage, puisqu'il sait que les armées de Wellington et de Blücher sont séparées de gauche à droite de la route qui mène à Bruxelles. De plus, les deux armées ne sont pas concentrées. De fait, il sait également que leurs différents corps s'étendent sur un front de 140 kilomètres sur une profondeur moyenne de 48 kilomètres. Les cantonnements de l'armée de Wellington sont établis entre la Lys et l'Escaut. Le 2^e corps, sous lord Hill, occupe Leuze, Ath, Audenarde Gand et Alost. Le 1^{er} corps, sous les ordres du prince d'Orange, occupe Mons, Roeulx, Frasnes, Seneffe, Nivelles, Genappe, Soignies, Enghien et Braine-le-Comte. Le corps de cavalerie de lord Uxbridge campe le long de la Dender entre Ninove et Grammont tandis que la

⁷⁸ Robert MARGERIT, *op. cit.*, p. 193.

⁷⁹ Jean MORVAN, *op. cit.*, p. 309-310.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 193.

⁸¹ SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours*, le lieutenant général Vandamme comte d'Empire au ministre de la Guerre, 2 juin 1815. SHD C15/4, *Armée du Nord, Rapport d'un déserteur prussien donnant des nouvelles de l'ennemi*, 8 juin 1815.

réserve, sous les ordres directs de Wellington, se maintient dans Bruxelles et les environs. De son côté, Blücher s'est encore plus étendu. Le 1^{er} corps de Ziethen, qui forme la droite de l'armée prussienne, occupe Thuin, Fontaine-Lévêque, Marchienne, Charleroi, Moustier, Fleurus, Sombreffe et Gembloux. Le 2^e corps sous Pirch 1^{er}, occupe Namur, Héron et Hannut. Le 3^e corps, sous Thielmann, occupe Ciney, Dinant et Huy. Et enfin, le 4^e corps, sous Bülow, se maintient dans les environs de Liège et Tongres⁸². Si Wellington et Blücher ont dispersé leurs corps de cette manière, c'est qu'ils ne s'attendent pas à une offensive.

My Dear Lord,

I have received your letter of the 7th instant, and I shall be very happy to belong to the military club proposed to be established, in which will, of course, be included the Peninsula Club, respecting which we before corresponded. There is nothing new here. We have reports of Buonaparte's joining the army and attacking us; but I have accounts from Paris of the 10th, on which day he was still there; and I judge from his speech to the Legislature that his departure was not likely to be immediate. I think we are now too strong for him here. Believe me, & WELLINGTON⁸³.

C'est dans cette optique que Blücher écrit à sa femme : « Nous entrerons bientôt en France. Nous pourrions bien rester ici encore une année, car Bonaparte ne nous attaquera pas⁸⁴. » Après la bataille, des critiques ont été formulées à Wellington sur les dispositions qu'il a prises en Belgique. Il s'est justifié en disant que c'était la seule façon de bien approvisionner ses troupes et de se garder d'une attaque des Français sur son aile gauche qui aurait menacé Ostende, alors sa ligne de communication. Même si Houssaye n'accorde pas foi aux arguments de Wellington en raison de la lettre de Blücher qu'il fut le premier à citer, nous savons que les généraux anglais et prussiens éprouvent quelques problèmes à ravitailler leurs hommes.

De toute façon, cela avantage Napoléon puisqu'il sait que la dispersion des corps ennemis annule, dans une certaine mesure, la supériorité numérique des alliés. En fait, il estime qu'ils ne seront pas état de rassembler leurs armées respectives avant deux jours. En les attaquant une à une, il aura une légère supériorité numérique. Comme il l'a fait en ouvrant la campagne de 1796, il compte effectuer une manœuvre sur position centrale par

⁸² Henri HOUSSAYE, 1815: *Waterloo*, op. cit., p. 104-105.

⁸³ *Dispatches, Correspondence and Memoranda of Field Marshal Duke of Wellington*. London, Murray Albemarle Street, 1842, Wellington to lord Lyndoch, Bruxelles, 13 juin 1815.

⁸⁴ Henri HOUSSAYE, 1815: *Waterloo*, op. cit., p. 107

coup offensif, ce qui revient à attaquer le dispositif de l'ennemi en son centre afin de diviser ses forces pour ensuite les isoler et les détruire en détail. Pour ce faire, il entreprend la concentration de son armée à Beaumont entre Maubeuge et Philippeville derrière la Sambre. Avec ses 124 000 hommes répartis en six corps alignés sur trois colonnes, *l'Armée du Nord* occupe un front de 25 kilomètres de large sur 10 kilomètres de profondeurs⁸⁵. En frappant au centre sur la route qui mène à Bruxelles, Napoléon sépare les deux armées ennemies et les empêche de faire leur jonction. La chose est d'autant plus faisable que les deux alliés ont des priorités très différentes⁸⁶. Napoléon se doute bien qu'ils essaieront respectivement de couvrir leur ligne de communication - Ostende pour Wellington et Liège pour Blücher -, ce qui les fera se séparer davantage. Leurs communications s'en retrouveront davantage perturbées puisque leurs quartiers généraux, Bruxelles et Namur, se situent à 56 kilomètres de distance. Napoléon aurait pu attaquer l'aile gauche anglaise depuis Lille, ou l'aide droite prussienne en dirigeant son offensive sur Dinant, Tiney ou Namur. Mais, il n'est pas sans savoir que le débordement de l'une des deux ailes fera en sorte de presser les armées alliées l'une sur l'autre, ce qui le mettra en état d'infériorité numérique. L'attaque sur position centrale est donc la seule option.

L'Armée prussienne se trouvait déjà placée dans l'obligation de prendre un point de rassemblement plus en arrière que Fleurus, ou de recevoir la bataille dans cette position sans pouvoir être secourue par l'armée anglo-hollandaise. Le caractère des généraux ennemis était opposé : les habitudes de hussard du maréchal Blücher, son activité et son caractère hasardeux, contrastaient avec le caractère circonspect et les marches lentes du duc de Wellington. Si l'armée prusso-saxonne n'était pas la première attaquée, elle mettrait plus d'activité et d'empressement à courir au secours de l'armée anglo-hollandaise que celle-ci n'en mettrait à secourir Blücher. Toutes les mesures de Napoléon avaient pour but d'attaquer les Prussiens. (...) L'Empereur adopta le parti de couvrir ses mouvements par la Sambre, et de percer la ligne des deux armées à Charleroi, point de leur jonction. Il trouva ainsi, dans les secrets de l'art, des moyens supplémentaires qui lui tinrent lieu de 100 000 hommes qui lui manquaient. Ce plan fut conçu et exécuté avec audace et sagesse⁸⁷.

Destinée à entrer dans l'histoire, Charleroi est alors l'objet de la plus vive attention, puisqu'il est le pivot du dispositif allié. Dans les semaines qui précèdent

⁸⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 22047, Laon, 12 juin 1815.

⁸⁶ Hubert CAMON, *La guerre napoléonienne : précis de campagne*. Paris, librairie historique Teissèdre, 1999, p. 441. Pour la carte des opérations en Belgique, voir annexe G figure 16.

⁸⁷ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 158- 197 -198.

l'entrée en campagne, de nombreux rapports parviennent à Napoléon sur le nombre de troupes ennemies qui s'y trouvent. Au cours de la première semaine de juin, il est informé que 20 000 soldats du corps de Ziethen campent autour de Charleroi et qu'une avant-garde de cavaliers se maintient à l'intérieur⁸⁸. Blücher sera donc le premier à subir le choc. Napoléon souhaite détruire l'armée prussienne pour ensuite se tourner contre les Anglo-Néerlandais de Wellington. Dès qu'ils seront battus et que Bruxelles sera entre ses mains, il compte attaquer les Austro-Russes par le nord avec le soutien du corps d'armée du général Rapp, alors composé de 23 000 hommes. Avec l'arrivée de quelques conscrits et l'ajout de ce corps d'armée, il espère combler ses pertes et renforcer davantage son armée. Napoléon estime que cette réunion lui donnera une force de 140 000 hommes pour faire face aux Russes et aux Autrichiens, dont la jonction n'est toujours pas effectuée⁸⁹. Dans ces conditions, il croit avoir une chance de l'emporter, car les 225 000 hommes de Schwarzenberg sont échelonnés du nord au sud face au Rhin sur une distance de 240 kilomètres. Avant que le général autrichien ne puisse rassembler son armée, Napoléon, par la concentration de ses forces, aura déjà détruit quelques-uns de ses corps d'armées, ce qui lui permettra d'équilibrer ses forces avec les Russes. Évidemment, tout cela est conditionnel à un succès militaire en Belgique.

V. Carnot ne semble pas comprendre les enjeux du moment

Dans un rapport qu'il présente à la Chambre, Carnot prétend de façon ostentatoire que la France fait corps derrière l'Empereur et que les services administratifs ont été purgés des éléments indésirables. Comme l'écrit Villemain, il y a dans ce rapport un accent de sincérité situé au milieu d'une altération prestigieuse des faits⁹⁰. À l'inverse de Fouché, qui dépeint la France comme en état de révolte contre l'Empereur, nous aurions pu croire que la démonstration de Carnot était faite pour rassurer les esprits. Or, inspiré

⁸⁸ SHD, C15/1, *Armée du Nord*, Boillaud (titre non déterminé) au général Guilleminot, chef d'état-major du 3^e corps, 3 juin 1815. - SHD, C15/1, *Armée du Nord*, le lieutenant général Reille commandant le 2^e corps de l'Armée du Nord au major général Soult, duc de Dalmatie, 3 juin 1815. En réalité, c'est 15 000 hommes qui campent autour de la ville. SHD, C15/1, *Armée du Nord*, le lieutenant général Vandamme, commandant le 3^e corps à l'Empereur, 15 juin 1815.

⁸⁹ SHD C15/4, *Armée du Nord*, Copie d'un document inédit appartenant au Baron Gressot communiqué par le commandant Lachouque en décembre 1955. Ordre de mission donné par l'Empereur au maréchal de camp Gressot, sous-chef de l'État-Major général de l'Armée du Nord, le 8 juin 1815.

⁹⁰ A.F.VILLEMAIN, *Souvenirs contemporains, d'histoire et de littérature*. Paris, Didier. 1856-1857, tome II, p. 244.

par les arguments plutôt complaisants de son rapport, il présente à Napoléon un plan de bataille axé sur la défensive.

Je lui dis que les Russes et les Autrichiens ne pouvant arriver avant la fin de juillet, les Anglais et les Prussiens ne recevraient jusque-là aucun secours important et n'oseraient faire aucune entreprise sur notre territoire; que, par conséquent, rien ne pressait de les attaquer; qu'on pouvait profiter de ce délai pour renforcer l'armée active et les garnisons, et que, vu l'enthousiasme dont la nation semblait animée, ses forces se trouveraient bientôt doublées; la France entière serait transformée en un camp, et l'on se trouverait en mesure d'aller frapper l'ennemi avec avantage. Je lui représentai que Paris n'était encore fortifiée que d'un côté de la rivière; qu'il fallait ce laps de temps pour achever l'enceinte; qu'alors la ville étant mise en état de défense, et les coalisés n'ayant pas le matériel nécessaire pour entreprendre le siège avant l'hiver, ceux-ci seraient obligés de s'en retourner sans avoir rien fait; qu'en prenant de bonnes positions autour de Paris avec notre armée, très supérieure, à nombre égal, à celle des ennemis, on mettait ceux-ci dans le plus grand danger; qu'on pouvait les diviser, profiter de leur fautes, les attaquer séparément, et, en attendant, négocier⁹¹.

Lorsqu'on lit ce témoignage, on se rend compte que le ministre de l'Intérieur n'a pas conscience de la situation intérieure et extérieure de la France. D'une part, Napoléon n'a pas les moyens ni le temps d'attendre que les alliés pénètrent sur le territoire puisque l'argent manque pour armer et habiller les conscrits. Pour les places fortes, nous l'avons souligné plus tôt grâce au rapport de Mollien, le budget d'approvisionnement n'est pas suffisant pour en couvrir la totalité. Concernant les fortifications de Paris, l'argent manque également. Par conséquent, Napoléon n'est pas en mesure de transformer la France en un immense camp retranché. En outre, lorsqu'il parle d'enthousiasme, il ne semble pas se rappeler que la faveur populaire a considérablement diminué dans plusieurs départements. Depuis la déclaration de guerre des puissances coalisées à la France, ce qui a poussé Napoléon à procéder au rappel des militaires en congé, prélude inévitable de la conscription, les départements de l'Ouest sont en proie à la révolte, ceux du Nord enregistrent de nombreux rassemblements hostiles, tandis que, dans le Midi, la contestation semble vouloir se rallumer. D'ailleurs, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, la guerre a un impact significatif sur la cote de popularité de l'Empereur. Sur le plan extérieur, il est vrai que les Alliés ne souhaitent pas entrer en France avant juillet, mais les Autrichiens, en date du 1^{er} juin, sont déjà sur la frontière avec plus de 225 000 hommes. Si Napoléon attend qu'ils soient tous rassemblés pour

⁹¹ Hippolyte CARNOT, *op. cit.*, p. 504.

passer la frontière, il aura à affronter 746 000 soldats ennemis. Au nombre de 268 201 soldats répartis sur l'ensemble du territoire, son armée ne peut faire face à une telle force.

Cela est encore plus problématique sur la frontière du Rhin, car avec 23 100 soldats seulement, le général Rapp devra contrer les Russes et les Autrichiens qui totalisent 393 000 hommes. Depuis que la Suisse est entrée dans la coalition, Lecourbe, qui est responsable de la région du Jura, a vu son front s'allonger de manière considérable⁹². Avec une petite armée de 8400 soldats, il doit s'opposer à 37 000 hommes sous les ordres du général Bachmann. Quant à Suchet, avec 23 000 hommes postés sur la frontière des Alpes, il doit s'attendre à se voir attaquer par les 60 000 hommes du général Frimont depuis le Piémont⁹³. Du côté des Pyrénées, l'Espagne ne représente pas une menace. Les 7600 soldats du général Decaen et les 6800 autres du général Clausel sont amplement suffisants pour couvrir la frontière⁹⁴.

Certes, suivant le plan de Carnot, Napoléon pourrait ordonner à Rapp et à Lecourbe de battre en retraite pour venir faire leur jonction avec *l'Armée du Nord* dans la région de Paris. Entre-temps, le corps du général Lamarque aura peut-être écrasé la révolte en Vendée. Par conséquent, il pourrait rallier le gros de l'armée, ce qui donnerait à Napoléon une force de 179 000 hommes appuyés par la garde nationale. Mais encore une fois, il ne pourra pas égaler les forces adverses. En somme, le plan de Carnot est une répétition de 1814 et dans les circonstances, le manque de ferveur populaire ne permet pas à l'Empereur d'abandonner plus d'un tiers du territoire national à l'ennemi et d'autant plus que les départements frontaliers ont déjà subi l'occupation en 1814. À l'inverse de 1805, la France ne fait plus corps derrière lui. Quant à négocier, nous savons que les puissances l'ont déjà déclaré hors la loi. Lorsque Carnot s'insurge en disant que Napoléon risque le sort de la France sur un plan aventureux, on constate qu'il n'a pas compris la teneur des enjeux, ce qui est particulièrement troublant pour un ministre de l'Intérieur.

⁹² SHD, C16/20, *Correspondance militaire générale pendant les Cent Jours, Traité d'alliance entre la Suisse et les puissances coalisées*, signé à Zurich, le 20 mai 1815.

⁹³ Archives nationales, AF/IV/1936, *Situation de l'infanterie, cavalerie, artillerie et génie par corps d'armée et par régiment au 1^{er} juin 1815*. - John ELTING et Vincent ESPOSITO, *op. cit.*, p. 193.

⁹⁴ Archives nationales, AF/IV/1936, *Situation de l'infanterie, cavalerie, artillerie et génie par corps d'armée et par régiment au 1^{er} juin 1815*.

Dans ses mémoires, Napoléon écrit qu'une victoire remportée sur Wellington aurait eu comme conséquence de faire tomber le cabinet anglais et de déstabiliser la coalition⁹⁵. Même si lord Liverpool détient la majorité des sièges en Chambre, les espérances de Napoléon ne sont pas totalement infondées, car les débats concernant la déclaration de guerre à la France y ont été très virulents. Aidés par les marchands de la *City*, qui ont adressé une pétition à la Chambre des députés pour maintenir la paix, les *Whigs* ont livré une joute oratoire formidable à leurs opposants du parti *Tory*. Pour eux, l'Angleterre n'a tout simplement pas le droit d'imposer par la force un gouvernement à la France, d'autant plus que Napoléon est revenu sous les acclamations populaires. Bien que cet aspect des choses ne soit pas à négliger, dans les faits, les *Whigs* et les marchands de la *City* sont surtout effrayés par les considérations financières que cette intervention implique. Pour faire face à ces obligations, lord Palmerston annonce en Chambre que la Grande-Bretagne doit maintenir une armée de 200 000 hommes. Ce contingent ne comprend pas les soldats aux régiments des colonies, ni ceux des corps étrangers entretenus et soldés par l'Angleterre ni la milice. Pour l'année en cours, le budget militaire s'élève à 12 millions de livres sterling. De plus, 5 millions supplémentaires devront être distribués entre la Prusse, la Russie, l'Autriche et les petits États d'Allemagne qui fournissent des troupes⁹⁶.

La politique du gouvernement, par ses coûts et ses implications, a de quoi susciter la révolte de l'opposition, car jamais le pays n'a été en mesure de lever une telle armée de terre. Finalement, après bien des débats, la pétition est rejetée par lord Castlereagh grâce à la majorité *Tory*. À la Chambre haute, lord Guy voit sa motion, qui recommandait la non-intervention sur le continent, battue par 156 voix contre 43⁹⁷. Néanmoins, une victoire de Napoléon peut changer radicalement les choses, car les 36 000 soldats anglais qui sont présents sur le continent représentent la presque totalité des forces armées de la Grande-Bretagne. Or, il espère que la destruction de cette force entraînera un retournement d'alliance dans les Chambres. Il fait le calcul qu'une défaite aurait comme conséquence de provoquer une révolte chez les capitalistes anglais qui demanderont la

⁹⁵ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 156.

⁹⁶ *The Parliamentary debates*, tome XXXI, p. 475-482. Cité par Jean THIRY, *Waterloo*. Paris, Berger-Levrault, 1947, p. 28.

⁹⁷ *The Parliamentary debates*, tome XXX - XXXI, p. 954-995 - 1003-1014. Cité par Henry HOUSSAYE, *1815*. Paris, Librairie académique Perrin, 1901, pp. 457-458.

paix aussitôt. Le blocus continental ayant eu de sensibles répercussions sur leurs affaires, ils ne sont plus disposés à soutenir la guerre des Européens. Les *Tories* en sont conscients et, dans les circonstances, afin de faire l'unité de tous les partis, la déclaration approuvée par le Parlement britannique se révèle plutôt conciliante, voire ambiguë.

Le soussigné, en échangeant les ratifications du traité du 25 mars dernier, a ordre de déclarer que l'article VIII doit être entendu comme obligeant les parties contractantes à faire des efforts communs contre le pouvoir de Napoléon Bonaparte, mais qu'ils ne doit pas être entendu comme obligeant S.M.B à poursuivre la guerre dans le but d'imposer à la France aucun gouvernement particulier⁹⁸.

Même si les coalisés adhèrent à cette déclaration pour le moins fallacieuse, les députés Whigs ne sont pas sans savoir que, si Napoléon remporte une victoire sur le très populaire duc de Wellington, le gouvernement n'aura plus les moyens de soutenir sa politique qui consiste à remettre Louis XVIII sur le trône. La guerre deviendrait donc sans objet, ce qui mettrait Liverpool dans l'embarras et le contraindrait probablement à démissionner. Par l'intermédiaire des journaux britanniques qui rapportent fidèlement les débats en Chambre, tels le *Morning Post*, l'*Evening Star*, l'*Observer*, le *Courrier* et le *Morning Chronicles* dont la direction prend ouvertement position pour Napoléon, nous sommes portés à croire que le principal intéressé a fait ce genre de calcul⁹⁹. Ainsi, en dépit du fait que son plan de campagne soit très hasardeux, dans son esprit, c'est le seul qui présente une chance de succès. La très grande majorité des auteurs qui ont écrit sur cette campagne, dont Houssaye et Thiry, estime que le plan de Napoléon était l'un des plus ingénieux de toute sa carrière militaire en raison de la très grande méticulosité qu'il y a apportée pour faciliter son exécution. En fait, bien qu'il soit excellent, ce plan fut principalement élaboré en fonction des difficultés socio-économiques et politiques que vit la France. Étant justement la cause de cette triste conjoncture, Napoléon n'a aucune autre possibilité. Au cours des deux années qui ont précédé la campagne d'Austerlitz, donc depuis la rupture du traité d'Amiens, il a bénéficié du temps nécessaire afin d'élaborer ses plans de campagne, ce qui, manifestement, lui a manqué en 1815. De plus, ce plan ne

⁹⁸ D'Angebert, *Le congrès de Vienne et les traités de 1815 : déclaration de Castlereagh*, Londres, 25 avril 1815, Paris, Amyot, 1864, pp. 975-976.

⁹⁹ Napoléon se faisait traduire des extraits de journaux étrangers qui le concernaient lui et l'état des armées coalisées. Nous avons aux Archives nationales dans le carton AF/1933 de nombreuses traductions de journaux anglais et allemands. Aux archives de l'armée de terre, dans les cartons de la *Correspondance générale* et de l'*Armée du Nord*, nous retrouvons des traductions de journaux qui concernent l'état des troupes coalisées qui marchent vers le Rhin.

tient pas compte des capacités réelles de l'armée. N'étant pas rodée, Napoléon n'ayant pas eu le temps de la jauger, elle ne pourra remplir pleinement les objectifs qu'il lui a assignés lors de son entrée en campagne.

Chapitre VII

La manœuvre manqué

Dès la veille de l'invasion, Wellington et Blücher savent que l'armée française se concentre à la frontière belge. Mais d'où viendra-t-elle? Là est toute la question. Pour Napoléon, le secret est la clef car, nous le savons, le temps ne joue pas pour lui. Il sait que, si les alliés réussissent à regrouper leurs forces, alors dispersées sur presque toute l'étendue du territoire belge, la campagne ira à l'échec. Plus ils mettront de temps pour réagir, plus ses chances de succès sont élevées. Le secret est une chose, mais la rapidité de l'exécution en est une autre. Ses ordres doivent être transmis avec diligence et exactitude. Or, c'est précisément là que son projet va achopper. À l'inverse de 1805, *l'Armée du Nord* n'a pas encore d'esprit de corps, puisque ceux qui ont reçu des nominations doivent apprendre à se familiariser avec leurs nouvelles responsabilités. D'ailleurs, les conditions dans lesquelles Ney prendra ses fonctions sont très révélatrices de ce fait.

L'Empereur l'a fait appeler à la dernière minute pour prendre le commandement de l'aile gauche de l'armée. Lorsqu'il arrive à Frasnes dans la soirée du 15 juin, il ne connaît ni la position de ses divisions, ni le nom des hommes qui les commandent. Cette situation sera l'une des causes premières de l'échec des Quatre-Bras puisqu'elle entraînera des délais pour effectuer la concentration des troupes. Idéalement, Napoléon lui-même aurait dû mieux connaître l'arme qu'il venait de forger, parce qu'à l'instar de tous ceux qui ont reçu des nominations, il doit lui aussi composer avec du nouveau personnel, dont Soult qui, sans être l'incompétent souvent décrié par l'historiographie, n'a pas les mêmes méthodes de travail que Berthier. Malheureusement, ayant rejoint l'armée trois jours avant le début de la campagne à cause de problèmes politiques et financiers, Napoléon n'a pas eu le temps d'effectuer ces travaux d'adaptation et de rodage, ce qui lui aurait permis de détecter les conflits de personnalité entre certains généraux et de reconstruire la confiance entre eux et les hommes. Poussée par les événements, l'armée fera donc ses classes sur le terrain. En conséquence, la précipitation dont fait preuve Napoléon entraînera la faillite des communications. Aussi minutieux soit-il, son plan d'invasion révélera au grand jour les carences de l'armée, dont celui du

service d'état-major qui n'a pas évolué depuis que Berthier le dirigeait. Incompétence, mauvaise volonté, trahison, jalousie et haines personnelles, ce sont là les nombreux grains de sable qui gripperont les rouages du mécanisme.

I. Malgré un premier succès à Charleroi, l'armée montre ses premières défaillances

Le 14 juin en soirée, les Prussiens savent depuis deux jours que les corps de l'armée française se tiennent à moins d'une lieue de la frontière, entre Maubeuge et Philippeville¹. Le 12, le général Dörnberg informe Wellington, lequel retransmet l'information à Blücher, que 100 000 soldats français se tiennent sur la frontière². Même si Napoléon a pris de nombreuses précautions pour cacher l'étendue de son dispositif, Gneisenau sait qu'une attaque est imminente³. La veille de l'invasion, il en est informé par un jeune tambour de la Garde qui a déserté son unité. Celui-ci lui révèle que l'armée française s'apprête à franchir la frontière. Les Prussiens le comprenaient car, malgré toutes les précautions ordonnées par Napoléon, les feux de bivouacs des Français sont visibles depuis les avant-postes⁴. Gneisenau ordonne alors le rassemblement du corps Pirch I sur Mazy et celui de Thielmann sur Namur. En cas d'attaque, Ziethen, qui se tient avec son corps à Charleroi, devra battre en retraite sur Fleurus où il effectuera sa concentration avec les deux autres. En fait, bien qu'ils sachent que Napoléon va attaquer le lendemain, les Prussiens ignorent le point d'où il surgira. Philippeville, Charleroi ou Maubeuge? La question demeure sans réponse. Dans ces conditions, afin d'éviter la destruction d'un corps d'armée, il vaut mieux battre en retraite et effectuer la concentration à quelques kilomètres plus au Nord. Nous savons que le plan de Napoléon prévoit une attaque concentrique sur Charleroi et, pour ce faire, il a disposé son armée en trois colonnes. Afin qu'elle passe la Sambre sans encombre et avec diligence, il synchronise de façon parfaite le départ de chacun de ses corps.

¹ 1^{er} corps : Solre-sur-Sambre. 2^e corps : Leer. 3^e corps : une lieue en avant de Beaumont. 6^e corps, à la hauteur du 3^e en avant de Beaumont. Même position pour la cavalerie de réserve établie entre Beaumont et Walcourt. 4^e corps : devant Philippeville.

² *Supplement Dispatches of Wellington*, tome XII, to Field Marshal Blücher, 13 juin 1815.

³ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Ordre du jour, position de l'armée le 14 juin, 22049, Avesnes, 13 juin 1815. - SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal duc de Dalmatie, major général à Avesnes, ordre du jour indiquant les positions qu'occupera l'armée le 14 juin, 13 juin 1815.

⁴ Comte PAJOL, *Pajol, général de cavalerie de Napoléon*. Paris, Le livre chez vous, édition 2005, tome II, p. 651.

Pour éclairer l'armée et enlever les avant-postes ennemis, le corps de cavalerie du général Pajol, 3500 hommes environ, doit partir à 2h30 du matin. Il sera suivi par le 3^e corps du général Vandamme qui devra faire battre la diane à 2h30 et se mettre en marche à 3h00 pour se diriger sur Charleroi. À une heure d'intervalle, le 6^e corps d'armée de Lobau devra lui aussi se mettre en marche pour l'appuyer. Entre 4h00 et 5h00 du matin, les divisions de la Garde marcheront derrière lui. De façon simultanée avec le 3^e corps du général Vandamme, soit à 3h00 du matin, Reille doit se mettre en marche avec le 2^e corps pour se diriger sur Marchiennes-au-Pont afin de s'emparer du pont qui enjambe la Sambre. Il sera suivi par le 1^{er} corps de Drouet d'Erlon qui se dirigera sur Charleroi afin de prendre position à la gauche du 2^e corps. Il doit appuyer ses opérations et s'emparer du pont de Thuin. Le 4^e corps de Gérard, qui doit également partir à 3h00 du matin, doit se tenir à la hauteur du 3^e corps, prendre le pont de Châtelet pour se diriger à son tour sur Charleroi. Afin de ne pas encombrer la marche des corps, la cavalerie de Grouchy se mettra en marche à 5h00 du matin et devra emprunter des chemins latéraux. Ainsi, le dispositif de marche s'échelonne sur trois colonnes : la première est conduite par le 3^e corps de Vandamme, la deuxième par le 2^e corps de Reille et la troisième par le 4^e corps de Gérard. Afin de prévenir la destruction des ponts par l'ennemi, les sapeurs marcheront devant les corps. Quant aux bagages, ils rejoindront l'armée lorsqu'elle aura passé la rivière. Pour ne pas entraver la marche des troupes, toute voiture qui obstruera le passage devra être brûlée sur place. La résistance ne devrait pas faire de problèmes car, selon les renseignements qu'il a reçus et qu'il retransmet aux chefs de corps, le maréchal Soult estime les forces ennemies, qui bivouaquent autour de Charleroi, à 6 000 hommes tout au plus⁵.

Même si l'exécution du plan est réglée à la minute près, il y a toujours une large différence entre ce qui était prévu sur le papier et ce qui se passe dans la réalité. En fait, aussi minutieux soit-il, aucun plan ne résiste au contact des événements. Dès le départ, la malchance, la trahison et la mauvaise volonté se mêlent de la partie, ce qui occasionne des retards dans l'exécution. Pour une raison obscure, Drouet d'Erlon, qui devait être en

⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Ordre de mouvement, 22053, Beaumont, 14 juin 1815. SHD, C15/5, Armée du Nord, le maréchal duc de Dalmatie, au général Vandamme, au maréchal Grouchy, Beaumont, le 14 juin 1815. - SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal duc de Dalmatie, major général à Beaumont, ordre de mouvement pour tous les corps de l'Armée du Nord.

marche depuis 3h00 du matin, n'a fait lever ses bivouacs qu'à 4h30. Parallèlement, Vandamme, qui devait partir à la même heure, attend toujours les ordres de départ⁶. L'officier qui devait les lui porter s'est cassé la jambe lors d'une chute de cheval. Immobilisé en pleine campagne, il n'est plus en mesure de remplir sa mission. Inquiet de l'immobilité du 3^e corps, le général Rogniat se rend auprès de Vandamme et l'informe qu'il doit se mettre immédiatement en marche vers Charleroi. Le principal intéressé lui rétorque sèchement qu'il n'a pas reçu d'ordre à cet effet. Soutenu par un escadron de cavalerie, Rogniat se dirige donc seul vers la Sambre avec ses deux compagnies et son demi-équipement de pont. Finalement, l'arrivée du corps de Lobau derrière ses bivouacs force Vandamme à faire mouvement⁷.

Comme pour « l'incurie » du général Vandamme, l'historiographie n'a pas été tendre avec Soult. La majorité des auteurs, dont Henri Houssaye, Jean Thiry et Robert Margerit, prétendent que Berthier, à l'inverse de Soult, aurait envoyé deux ou trois messagers pour porter les ordres. Cette assertion reste à vérifier puisqu'il n'est pas rare, - à preuve cette lettre du 24 septembre 1805 - qu'un seul officier soit envoyé en mission afin de porter des messages aux différents chefs de corps qui ont commencé leurs mouvements vers le Rhin.

L'aide-major général, chef de l'état-major général, (Berthier) ordonne à M. Lejeune, chef de bataillon, attaché à l'état-major, de partir de suite en poste pour se rendre à Haguenau, Landau, Spire, où il remettra à MM les Maréchaux de l'Empire, Ney, Soult, Davout, les dépêches dont il est chargé pour eux. Il aura soin de prendre un reçu particulier de la série de mots d'ordre contenus dans les dépêches. M. Lejeune remplira sa mission avec toute la célérité possible et retournera de suite au quartier général⁸.

⁶ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal duc de Dalmatie, major général à Beaumont au général Vandamme, Ordre de mouvement, 14 juin 1815. - SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal duc de Dalmatie, major général à Beaumont, Ordre de mouvement pour tous les corps d'armée de l'Armée du Nord, 14 juin 1815.

⁷ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, *Rapport de Lobau à Soult*, Jamignon, 15 juin, 8 heure du soir. Etienne Fulgence JANIN, *Campagne de Waterloo, ou remarques critiques et historiques sur l'ouvrage : La campagne de 1815 du général Gourgaud*. Paris, Chaumont jeune, 1820, p. 6-7. - Hippolyte de MAUDUIT, *Histoire des derniers jours de la Grande armée : souvenirs, documents et correspondance inédite de Napoléon en 1815*. Paris, LCV, 2006, p. 13. - *Le lieutenant général Baron Etienne HULOT : 1774-1850. Notice biographique. Documents historiques et militaires, ordre du jour lettre*. Paris, Le Spectateur militaire, 1884, p. 19-20.

⁸ Le général Andréossy à M. Lejeune, Strasbourg, le 2 vendémiaire an XIV (24 septembre 1805) Cité par ALOMBERT et COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 2002, tome I, p. 170.

Ce document ne correspond pas aux affirmations de nombreux auteurs qui voient dans Berthier le major général parfait et dont le service ne subissait aucune défaillance. Depuis Strasbourg, afin de transmettre les ordres à trois chefs de corps d'armée, Lejeune se devait de parcourir seul une distance de plus de 110 kilomètres. Lors de la campagne de 1805, le service d'état-major de Berthier ne fonctionnait pas à son plein rendement. Le 12 octobre, celui-ci informe l'Empereur qu'il vient tout juste de compléter son personnel. Cependant, ses officiers n'ont ni chevaux, ni équipage.

Votre Majesté m'a permis de lui mettre sous les yeux la position des officiers de l'état-major de la Grande Armée : ces officiers arrivés en poste sans avoir eu le temps de faire leur équipage, l'activité de cette campagne, l'éloignement des différents corps, occasionnent des dépenses extraordinaires ; ils ont été obligés de vendre les chevaux qu'ils avaient dans l'intérieur de la France pour en acheter d'autres à l'armée. Je sollicite des bontés de Sa Majesté une gratification de 1500 francs pour chacun de ces officiers dont les noms sont ci-après⁹.

Il serait fastidieux, voire impossible, de reproduire toutes les lettres citées par Colin et d'Alombert. Mais, à leur lecture, tant sur le plan budgétaire que du personnel, on constate que Berthier a éprouvé de nombreuses difficultés à constituer son service. En date du 23 septembre 1805, alors que la campagne vient de commencer, il n'a que 13 officiers rattachés sous ses ordres¹⁰. Dans ces conditions, pouvait-il doubler ou même tripler les estafettes envoyées auprès des 7 corps de la *Grande Armée* afin de transmettre les ordres de l'Empereur? La réponse à cette question va dans le sens de la négative. Par ailleurs, Soult n'a pas davantage d'officiers à son service en 1815 que Berthier n'en avait en 1805, car depuis dix ans, le service n'a pas évolué dans sa structure¹¹.

Quoi qu'il en soit, qui pouvait prévoir que le porteur du message aurait fait une chute de cheval en parcourant seulement quatre ou cinq kilomètres? En fait, si l'accident n'était jamais arrivé, on ne parlerait pas autant de cet événement puisque les autres chefs de corps, par le truchement d'un seul messenger, ont tous reçu leurs ordres de marche. D'autre part, Soult, à l'instar de Berthier en 1805, avait-il besoin d'envoyer deux ou même trois porteurs à chacun d'entre eux alors que les corps d'armée sont toujours

⁹ Rapport à l'Empereur, Augsburg, le 20 vendémiaire an XIV (12 octobre 1805) Cité par ALOMBERT et COLIN, *op. cit.*, p. 635.

¹⁰ État de répartition des officiers supérieurs pour l'état-major de chaque armée, *Ibid.*, p. 619.

¹¹ Jean-Baptiste VACHÉE, *Napoléon en campagne*. Paris, Bernard Giovanangeli éditeur. 2003, p. 85. Le service d'état-major en 1815 comprend 39 officiers tandis qu'en 1805, du moins au début de la campagne, Berthier peut compter sur 30 officiers.

immobilisés sur le territoire national? Habituellement, ces précautions deviennent nécessaires lorsque l'armée est en territoire ennemi et que ses différents corps sont séparés les uns des autres par plusieurs dizaines de kilomètres. Mais pour une mission qui, de toute évidence, ne constitue aucun risque pour le porteur, Soult n'avait nulle nécessité d'utiliser son personnel à outrance. D'ailleurs, dans les armées impériales, il est de coutume de n'employer qu'un seul officier pour transmettre les ordres. Le témoignage de Fézensac, aide de camp du maréchal Ney et de Berthier, nous démontre que les chefs de corps ne prenaient pas de précaution particulière pour cet objet. Sans exagérer, on pourrait même dire que l'improvisation était la règle dans les états-majors.

Le 11 octobre 1806, j'étais de service à Schleiz; à peine était-je arrivé, que le maréchal Ney me donna un ordre de mouvement à porter au général Colbert. Je voulus demander où je devais aller. « Point d'observations, me répondit-il, je ne les aime pas! » On ne nous parlait jamais de la situation des troupes. Aucun ordre de mouvement, aucun rapport ne nous était communiqué. Il fallait s'informer comme on pouvait, ou plutôt, deviner. Pour moi en particulier, aide de camp d'un général qui ne s'était pas informé un instant si j'avais un cheval en état de supporter de pareilles fatigues, si je comprenais un service si nouveau pour moi, l'on ne me confiait un ordre de mouvement à porter au milieu de la nuit, dans un moment où tout avait une grande importance et l'on ne me permettait pas même de demander où je devais aller¹².

En fait, les chefs de corps n'ont pas la capacité de fournir des précisions sur les missions qu'ils confient à leurs aides de camp qui, à l'image du service, ne sont pas toujours des plus compétents. Les jeunes officiers de l'état-major impérial sont souvent bien novices pour juger, par eux-mêmes, des situations qu'ils ont à apprécier¹³. La majorité d'entre eux sont introduits dans le service par l'intermédiaire de leurs relations. Néanmoins, la plupart d'entre eux se débrouillent bien et réussissent tout de même à remplir les missions qu'on leur confie. Mais, il suffit d'un seul incompetent pour jeter du sable dans l'engrenage. Ce sera le cas de Forbin-Janson lors de la bataille de Ligny. Quoiqu'il en soit, cela nous prouve que les états-majors ont toujours constitué le point faible de l'armée impériale, car aucune vie intellectuelle n'anime ces bureaux hétérogènes qui, chacun de son côté, sans unité de doctrine ni de direction, travaillent isolés les uns des autres. Comme nous le démontre le témoignage de Fézensac, tout est improvisé au contact des événements. En fait, les officiers et les fonctionnaires qui

¹² MONTESQUIOU, Duc de FÉZENSAC, *Souvenirs militaires de 1804 à 1814*. Paris, Dumaine, 1863, p. 129.

¹³ Général, comte de SÉGUR. *Histoire et Mémoires*. Paris, Firmin Didot, 1873, tome II, p. 218.

composent l'état-major ne fournissent au commandement, dans le travail de bureau, qu'une aide mineure parce qu'ils n'ont pas été préparés à leur rôle. En fait, ce sont principalement des civils en uniforme et, par conséquent, lorsque Berthier termine la rédaction des ordres de l'Empereur, les fonctionnaires sont chargés de les recopier pour faire des ampliations. Quant aux militaires de métier, ils sont assignés à la rédaction des états de situation constamment demandés par Napoléon. Dans ces conditions, le travail n'étant pas revérifié par des professionnels, il arrive que les commandants sur le terrain ne comprennent pas les ordres qu'ils ont reçus. En 1805, Murat lui-même constate que le service montre des défaillances : « Avec la meilleure volonté du monde, il est impossible dans cette circonstance de bien exécuter les ordres de Sa Majesté... De grâce, Monsieur le Maréchal, expliquez-vous plus clairement¹⁴. » Pour constituer un état-major efficace, avec une direction méthodique et prolongée, il aurait fallu une longue période de paix¹⁵. Or, la nature et les règles du service n'ayant pas changé en raison des guerres incessantes depuis 1805, Soult a repris là où Berthier s'est arrêté. De fait, il est normal que les insuffisances du passé soient toujours présentes en 1815.

Mais, en dépit des carences de l'état-major impérial, les véritables responsables des retards occasionnés lors de la traversée de la Sambre sont Vandamme et Drouet d'Erlon qui, au cours de cette nuit-là, n'ont pas fait preuve d'initiative, ni démontré beaucoup de célérité dans leurs actions. En vertu des ordres qu'ils ont reçu dans les heures précédentes afin de positionner l'armée sur la frontière, tous savaient que le mouvement général devait s'effectuer dans la nuit du 15 juin. Une semaine plus tôt, les chefs de corps ont reçu un ordre de Soult afin qu'il se prépare à marcher vers la Belgique.

Je fais connaître aux généraux commandant les différents corps d'armée que, conformément aux intentions de l'Empereur, ils doivent faire en sorte que pour le 13 de ce mois la totalité de leurs corps soit disponible afin que s'ils reçoivent des ordres de mouvement, trois heures après ils soient entièrement réunis et en marche¹⁶.

Le 13, tous les chefs de corps sont informés de leurs objectifs et de l'heure à laquelle ils devront passer la frontière.

¹⁴ Le maréchal Murat au Maréchal Berthier, 30 septembre 1805. Cité par ALOMBERT et COLIN, *op. cit.*, p. 635.

¹⁵ Jean-Baptiste VACHÉE, *op. cit.*, p. 97.

¹⁶ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal duc de Dalmatie, major général à Paris au lieutenant général Rogniat, commandant le génie de l'Armée du Nord, 6 juin 1815.

Le 3^e corps prendra demain position à une lieue en avant de Beaumont, le plus près possible de la frontière, sans cependant la dépasser, ni souffrir qu'elle ne soit violée par aucun parti ennemi. Le général Vandamme tiendra tout le monde à son poste, recommandera que les feux soient cachés et qu'ils ne puissent être aperçus de l'ennemi. Il ne se conformera d'ailleurs à ce qui est prescrit au 2^e corps pour les munitions, les vivres, l'artillerie et les ambulances, et pour être prêt à se mettre en mouvement le 15 à 3 heures du matin¹⁷.

Le lendemain, Soult enjoint à Vandamme de changer son itinéraire pour se porter vers Charleroi et l'informe de la présence de 6000 soldats prussiens dans la localité de Jamioulx. Tout porte à croire qu'il a reçu cette lettre dans la journée du 14 juin puisque Soult lui écrit :

J'ai reçu, Monsieur le lieutenant général, votre lettre de ce jour où vous tracez un itinéraire sur Charleroi. Vous verrez par l'ordre du mouvement que l'Empereur et que je vous envoie, que les 2^e et 3^e corps doivent déboucher par Marchienne-au-Pont. Il ne faut donc pas que votre colonne débouche à Marchienne, car il y aurait confusion, mais vous pourrez passer l'Heure à Ham, à Jamignon ou à Bomereé, où existent des ponts suivant la bonté de la route, et vous préviendrez les généraux Pajol et Domon qui doivent vous précéder. Je vous préviens qu'il vient de m'être rendu compte qu'il existe à Jamignon (Jamioulx) un corps prussiens de 6000 hommes, avec du canon qu'il faut faire en sorte d'enlever. J'en préviens aussi le maréchal Grouchy, qui doit passer avec les 2^e, 3^e et 4^e corps de cavalerie par Silenrieux et Yves où il prendra la route de Philippeville à Charleroi, afin qu'il règle ses mouvements en conséquence. Aussitôt que vous aurez des renseignements sur l'ennemi, envoyez à l'Empereur des officiers pour rendre compte à Sa Majesté de ce que vous aurez appris¹⁸.

Ainsi, le chef du 3^e corps connaissait les ordres de marche qu'il devait suivre dans la nuit du 15. L'infortuné porteur du message n'avait sur lui que la confirmation. De fait, lors de la réception des ordres dans la nuit du 15, les chefs de corps n'ont pas été surpris par le contenu. D'ailleurs, ayant été les premiers à subir le feu de l'ennemi, les généraux Pajol et Domon, qui devaient être prévenus par Vandamme, ont tout de même quitté le bivouac à l'heure prévue¹⁹. On pourra toujours prétendre que Vandamme était dans l'ignorance des détails de la marche. Or, une question se pose. Est-ce que cette lettre a eu pour effet de l'immobiliser, compte tenu que les modalités de la route qu'il a préalablement prévue ont été changées? Cela n'est pas impossible, mais dans la dernière

¹⁷ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal duc de Dalmatie, major général à Grouchy, d'Erlon, Vandamme, Lobau, Gérard, Ruty et Rogniat. Avesnes, le 13 juin 1815.

¹⁸ SHD, C15/23, *copie des lettres adressées au général Vandamme commandant le 3^e corps d'armée, du 25 avril au 25 août 1815*. Le maréchal duc de Dalmatie, major général au lieutenant général Vandamme, Beaumont, le 14 juin 1815.

¹⁹ Comte PAJOL, *op. cit.*, p. 653.

lettre reçue, Soult lui donne une entière latitude sur l'itinéraire à emprunter puisque trois endroits lui sont suggérés afin de passer l'Heure et se rendre sur la Sambre : Ham, Jamioulx et Bomereé²⁰. D'ailleurs, lorsque l'état-major dressait les itinéraires, il le faisait de manière très générale car, en définitive, les chefs de corps, sans s'écarter des cadres de l'objectif, ont toute latitude quant à la route à emprunter²¹. En cela, Soult ne crée pas de précédent. Par ailleurs, Vandamme, tout comme les autres chefs de corps, a reçu l'ordre d'envoyer un aide de camp au quartier général impérial tous les soirs afin de prendre les ordres de l'Empereur.

Monsieur le comte, au moment où la campagne va s'ouvrir, je dois vous rappeler qu'il est extrêmement important que vous adressiez chaque soir, par un aide de camp ou un officier d'état-major, un rapport succinct qui me fasse connaître, d'une manière certaine la position de votre quartier général et celle des divisions de votre corps. Ces officiers seront en même temps chargés de vous porter les ordres que Sa Majesté m'ordonnera de vous transmettre, et par ce moyen, je pourrai être assuré que ces ordres vous parviendront avec célérité, vous étant portés par un officier qui connaîtra parfaitement votre position. Je ne puis trop vous recommander, Général, de vous conformer à cette disposition²².

Est-ce que Vandamme s'est conformé avec zèle aux ordres de Soult? Nous n'en savons rien. Mais lorsque Rognat trouve Vandamme, il est encore au lit et, par conséquent, tout comme Drouet d'Erlon qui a reçu les ordres en temps, il nous faut conclure qu'ils ont fait preuve de négligence. Même si Soult est un major général somme toute ordinaire, il n'a pas manqué à son devoir dans la nuit du 15 juin. Il faut savoir que la fonction de major général dans l'armée napoléonienne consiste uniquement à suivre les ordres du maître. Comme la structure de l'État, tout est centré autour de sa personne. L'initiative n'a que très peu de place au quartier général impérial. Toutefois, la différence entre Berthier et Soult réside surtout dans la grande méticulosité du premier.

Il avait (Berthier) une grande activité, il suivait son général dans toutes ses reconnaissances et dans toutes ses courses, sans que cela ralentît en rien son travail de bureau. Il était d'un caractère indécis, peu propre à commander en chef, mais possédant toutes les qualités d'un bon chef d'état-major. Il connaissait bien les cartes, entendait bien la partie des reconnaissances, soignait lui-même l'expédition des ordres, était rompu à présenter avec simplicité les mouvements les plus composés d'une armée²³.

²⁰ Jean-Baptiste VACHÉE, *op. cit.*, p. 95.

²¹ *Ibid.*, p. 92.

²² SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal duc de Dalmatie, major général au lieutenant général Vandamme, Beaumont, le 14 juin 1815.

²³ Commentaires de Napoléon, campagne de 1796, tome I, p. 178. Cité par Jean-Baptiste VACHÉE, *ibid.*, p. 22.

Les ordres donnés par l'Empereur sont souvent détaillés, mais il demeure toujours quelques détails à ajouter aux mesures qui en font l'objet. L'état-major général assure l'exécution du service courant, il réclame aux corps d'armée les états à fournir, il leur communique les mots d'ordre, il règle les mouvements des petits détachements ainsi que tous les menus détails relatifs à la discipline et à la justice militaire. Et enfin, il surveille l'organisation des commandements de places et d'étapes²⁴. En somme, c'est là la description de tâche du service qui s'effectue tant bien que mal en 1805. Dix ans plus tard, la nature du service n'a pas changé. Mais ce qui désavantage Soult, en plus de son inexpérience, c'est qu'il n'a pas cette complicité que Berthier entretenait avec Napoléon. Par exemple, lorsqu'il écrivait ses ordres à Berthier et que ce dernier y trouvait ce petit mot : « dans tous les événements », il savait que l'Empereur avait déjà arrêté ses résolutions et que rien ne pourrait l'en faire changer²⁵. Dans ces conditions, pourquoi Napoléon a-t-il choisi le maréchal Soult? En fait, il est très difficile pour lui de remplacer un homme qui a été son collaborateur pendant plus de dix-huit ans. Il s'est donc tourné vers un bon manœuvrier qui connaît bien son métier et qui a fait ce travail pendant quelques mois lors de la Révolution. En dépit de son inexpérience, il n'en demeure pas moins que Soult fait correctement son travail. Cependant, en raison de ses antécédents comme ministre de Louis XVIII, plusieurs chefs de corps, dont Vandamme, ne lui font pas confiance. À preuve, cette lettre envoyée au maréchal Davout le 12 mai 1815.

J'ai reçu une lettre par laquelle le duc de Dalmatie s'annonce comme major-général. Je crois devoir l'envoyer à Votre Excellence avant d'y répondre. Comme le duc de Raguse pourrait me donner le même avis, je dois regarder celui-ci comme non avenu jusqu'à ce que je sois prévenu de cette nomination par Votre Excellence ou par un décret impérial²⁶.

Voilà pourquoi il a dit à Rogiat qu'il n'obéirait qu'aux ordres de l'Empereur. La référence à Marmont laissait présager que les relations entre lui et Soult ne seraient pas des plus cordiales²⁷. Sur le terrain, l'impact de cette mésentente se fait sentir. Après s'être aperçu que le 3^e corps n'était pas au rendez-vous, Napoléon retourne à l'arrière afin

²⁴ ALOMBERT et COLIN, *La campagne de 1805 en Allemagne*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 2002, tome I, p. 207-208.

²⁵ Général DÉRÉCAGAIX, *Le maréchal Berthier, prince de Wagram et de Neuchatel : 1804-1815*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 2002, p. 310.

²⁶ SHD, C15/2, *Armée du Nord*, le général Vandamme, commandant le 3^e corps d'observation, au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 22025, 12 mai 1815.

²⁷ Le maréchal Marmont, duc de Raguse, a trahi Napoléon en conduisant son corps d'armée au-delà des lignes autrichiennes. (Savril 1814)

d'ordonner à Vandamme d'accélérer la marche. En raison de ce retard, il n'arrive à Charleroi qu'à 15h00²⁸. Mais pendant ce temps, une autre tuile tombe sur l'armée. Le 4^e corps de Gérard est lui aussi en retard. Il aurait dû entreprendre sa marche à 3h00 du matin, comme Napoléon l'avait prescrit. Or, il n'arrive à Florennes, près de Philippeville, que quatre heures plus tard. Il semble que l'ordre de marche soit arrivé avec un peu de retard, mais ce n'est pas cela qui a retardé son exécution. En fait, la trahison est aussi de la partie. Gérard a appris que Bourmont a abandonné son poste pour passer à l'ennemi. Dans la lettre qu'il laisse, il écrit :

Si quelque chose au monde avait pu, dans les circonstances actuelles, me déterminer à servir l'Empereur, c'aurait été votre exemple et mon attachement pour vous; car je vous aime et vous honore bien sincèrement. Il m'est impossible de combattre pour affermir un gouvernement qui proscrie mes parents et presque tous les propriétaires de ma province. Je ne veux pas contribuer à établir en France un despotisme sanglant qui perdrait mon pays, et il m'est démontré que ce despotisme serait le résultat certain des succès que nous pourrions obtenir. On me verra point dans les rangs étrangers; ils n'auront de moi aucun renseignement capable de nuire à l'armée française composée d'hommes que j'aime et auxquels je ne cesserai de prendre un vif intérêt, mais je tâcherai d'aller défendre les proscrits français, de chasser loin de la patrie le système des confiscations sans perdre de vue la conservation de l'indépendance nationale²⁹.

Cette trahison n'est guère surprenante puisque Bourmont est un Chouan. Entre 1791 et 1795, il sert dans l'armée de Condé contre la République. Il passe en Vendée l'année suivante, mais, la pacification l'oblige à fuir en Suisse. Il entre en relation avec Pichegru, mais joue encore une fois de malchance puisque le coup du 18 fructidor met un terme à ses espérances. Il comprend alors que le parti royaliste ne triomphera pas par la voie démocratique. Sans autre choix, il reprend le combat dans l'Ouest. Malheureusement pour lui, les défaites ainsi que la prise du pouvoir par Bonaparte remettent tout en cause et il se résigne à accepter la paix que celui-ci lui propose. Cependant, il est compromis dans l'enlèvement du sénateur Clément de Ris. Enfermé au Temple en 1801 puis transféré dans la citadelle de Besançon, il s'en évade en 1804. Réfugié au Portugal, il demande à Junot de servir sous ses ordres lorsque celui-ci entre avec ses troupes dans Lisbonne. Suite à la capitulation de Cintra, il revient en France avec les restes de l'armée. D'abord enfermé à Nantes, il est réintégré dans l'armée en 1810. Deux ans plus tard, il

²⁸ Napoléon BONAPARTE, *Correspondance de Napoléon I^{er}, Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*. Paris, Plon, 1861, tome 31, p. 164.

²⁹ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le lieutenant général Bourmont, commandant une division du 4^e corps, à Florennes, au général Gérard, commandant en chef le 4^e corps, 15 juin au matin 1815.

participe à la campagne de Russie. Satisfait de ses services lors des campagnes d'Allemagne et de France, Napoléon le nomme successivement général de brigade le 28 septembre 1813 et général de division le 13 février 1814. À l'abdication, il rejoint Louis XVIII avec enthousiasme. Or, les événements vont jouer de nouveau contre lui. Au retour de Napoléon de l'île d'Elbe, il est entraîné à la suite du maréchal Ney³⁰.

Malgré son ralliement, Davout se méfie de l'homme aux antécédents royalistes. Lorsque Bourmont se présente devant lui pour solliciter un commandement, il le reconduit manu militari à la porte. Mais Bourmont n'en reste pas là. Il demande à Gérard d'intercéder auprès de l'Empereur qui se laisse finalement convaincre. Toutefois, l'insurrection royaliste dans l'Ouest ainsi que l'envoi du général Lamarque pour la réprimer l'ont probablement décidé à retourner sa veste de nouveau. Dans sa lettre, nous voyons que Bourmont sait qu'une victoire en Belgique, et cela en dépit des armées coalisées qui sont sur le Rhin et les Alpes, aura pour conséquence d'affermir le pouvoir de l'Empereur et de condamner le soulèvement de l'Ouest. Il semble qu'à l'instar de Mme de Staël et contrairement à Carnot, il soit très conscient des enjeux politiques et économiques qui se décideront sur le champ de bataille.

Par conséquent, même s'il prétend qu'il ne donnera aucun renseignement à l'ennemi, il informe les Prussiens de l'imminence de l'attaque et de la constitution de *l'Armée du Nord*, c'est-à-dire le nombre de corps, de division et d'hommes qui la composent³¹. En somme, cette défection a eu comme conséquence de retarder Gérard dans l'exécution des ordres de l'Empereur. Pour ramener les soldats à leurs devoirs, car beaucoup étaient en émoi à la suite de cette nouvelle, surtout dans la division de Bourmont, il lui a fallu les haranguer et leur jurer de « combattre avec eux les ennemis de la France jusqu'à son dernier souffle³². » Mais, dans les faits, si sa défection a un impact certain sur les plans tactiques de l'Empereur, les informations qu'il a données aux Prussiens ne les impressionnent guère, parce qu'ils savaient déjà que l'invasion était

³⁰ Jean TULARD, *Dictionnaire Napoléon*. Paris, Fayard, 1999, p. 305.

³¹ Von OLLECH, *Getchichte des Felzuges*, p. 100. Cité par Jean THIRY, *Waterloo*. Paris, Berger-Levrault, 1947, p. 37.

³² Jean THIRY, *op. cit.*, p. 38.

imminente³³. C'est d'ailleurs pourquoi, lorsque les premiers détachements de Pajol entrent en trombe dans Charleroi, sabrant tous ceux qui sont sur leur chemin, Ziethen, selon le plan convenu, entreprend de faire rétrograder son corps d'armée vers Fleurus.

À la fin de l'avant-midi, l'armée française n'a pas atteint l'ensemble de ses objectifs. Napoléon avait espéré avoir plus de 60 000 hommes de l'autre côté de la Sambre. Or, 20 000 hommes seulement, du 2^e corps du général Reille, ont passé la rivière. Au centre, on se traîne également puisque Drouet d'Erlon n'a pas encore atteint Marchiennes. Les opérations ne vont pas mieux sur la droite. Détourné vers le village de Châtelet afin d'y passer la Sambre loin des encombrements, le corps de Gérard demeure encore à dix kilomètres de son objectif. À midi, la situation est celle-ci : les avant-gardes de Reille escarmouchent avec les Prussiens sur la route de Bruxelles tandis que Pajol et ses cavaliers font de même devant le village de Gilly, qui se situe à une dizaine de kilomètres de Fleurus et à quinze de Sombreffe où passe la chaussée transversale Namur-Nivelles. Selon Margerit, qui semble accorder beaucoup de crédibilité à ce que dit Napoléon dans ses mémoires, surtout pour l'accabler, ce dernier aurait donné l'ordre au maréchal Ney de prendre ladite chaussée Namur-Nivelles et de pousser ses troupes au-delà des Quatre-Bras³⁴.

Le maréchal Ney venait d'arriver sur le champ de bataille : l'Empereur lui donna aussitôt l'ordre de se rendre à Gosselies, d'y prendre le commandement de toute la gauche, composée des 2^e et 1^{er} corps de la division de cavalerie de Lefebvre-Desnoëttes et du corps de grosse cavalerie du général Kellermann, formant en tout 47 800 hommes, de donner tête baissée sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route au-delà des Quatre-Bras, et s'y tenir militairement, en tenant de fortes avant-gardes sur la route de Bruxelles, de Namur et de Nivelles³⁵.

Or, il faut toujours prendre les écrits de Sainte-Hélène avec une extrême prudence puisque Ney ne dispose pas d'une telle force au moment où il prend le commandement. Cette affirmation a pour but de nous faire croire que le maréchal aurait pu prendre les Quatre-Bras dès le premier jour, ce qui lui aurait permis d'effectuer la manœuvre sur les arrières des Prussiens le lendemain à Ligny. De plus, lorsqu'on lit les ordres de

³³ Blücher a refusé de s'entretenir avec Bourmont et quant à Ziethen, il a préféré le faire interroger par un aide de camp plutôt que de lui adresser la parole. Les Prussiens semblaient avoir beaucoup de mépris pour ce genre d'homme.

³⁴ Robert MARGERIT, *Waterloo : 18 juin 1815*. Paris, Gallimard, 1965, p. 217.

³⁵ *Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 165. Ney a reçu l'invitation de participer à la campagne trois jours auparavant.

l'Empereur transmis par Soult à Drouet-d'Erlon, on constate que cet objectif n'y est pas indiqué. En fait, il demande plutôt à Reille de marcher sur Gosselies qui se situe à 12 kilomètres plus au sud de ladite ligne³⁶. Par conséquent, les ordres contenus dans le registre du 2^e corps d'armée confirment le témoignage du colonel Heymès, dont le récit diffère avec celui de Napoléon.

Bonjour Ney, lui dit ce prince, je suis bien aise de vous voir, vous allez prendre le commandement des premiers et deuxième corps d'infanterie ; le général Reille marche avec trois divisions de Gosselies. Le général d'Erlon doit coucher ce soir à Marchiennes-au-Pont ; vous aurez avec vous la division de cavalerie légère de Piré ; je vous donne aussi les deux régiments de chasseurs et de lanciers de ma garde, mais ne vous en servez pas. Demain, vous serez rejoint par les réserves de grosses cavalleries aux ordres de Kellermann. Allez et poussez l'ennemi³⁷.

Il nous faut conclure que rien de plus précis n'a été ordonné au maréchal Ney lors de sa rencontre avec Napoléon. Suivant les ordres de ce dernier, le général Reille, qui est maintenant sous la responsabilité de Ney, pousse son corps en avant. Il s'empare alors de Gosselies sans rencontrer beaucoup de résistance des Prussiens. En fin de soirée, vers 22h00, Lefebvre-Desnœttes annonce que sa cavalerie vient de prendre Frasnes qui se situe à moins de trois kilomètres des Quatre-Bras³⁸. Cependant, le reste du 2^e corps reste à l'arrière. La division Bachelu et la cavalerie de Piré bivouaquent à Mellet, à mi-chemin de Gosselies et Frasnes sur la droite de la route qui conduit à Bruxelles. Les divisions Foy et Jérôme Bonaparte demeurent à Gosselies tandis que la division Girard s'est établie à Wangenies. Plus au sud, en raison du retard dans l'exécution des ordres de marche, les divisions du 1^{er} corps de Drouet d'Erlon sont échelonnées entre Gosselies et Marchiennes. Les divisions Durutte et Donzelot campent entre Jumet et Gosselies; la division Marcognet à Marchiennes; la division Allix à Thuin; la cavalerie de Jacquinot à Jumet et à Sobray³⁹. En somme, ses corps et ses divisions étant échelonnés du Nord au

³⁶ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Ordre no 3 transmis par Soult à M. le comte Reille 15 juin 1815, Ordres no 4 et no 5 transmis par Soult à M le comte Drouet-D'Erlon, le 15 juin 1815 à 15h00.

³⁷ Colonel HEYMES, *Relation de la campagne de 1815, dite de Waterloo : pour servir à l'histoire du maréchal Ney*. Reproduit dans *Waterloo, récits de combattants*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 1999, p. 44. Heymès était l'aide de camp du maréchal Ney.

³⁸ Jean THIRY, *op. cit.*, p. 49.

³⁹ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le comte Drouet-d'Erlon, commandant le 1^{er} corps au maréchal Soult, duc de Dalmatie, Marchiennes et Jumet, 16h00, 15 juin 1815. L'heure de la lettre de Jumet n'est pas mentionnée.

Sud, Ney devra prendre le temps d'effectuer la concentration de la totalité de ses troupes avant d'attaquer les Quatre-Bras.

Entre-temps, vers 17h00, les corps de Vandamme et de Grouchy surviennent devant Gilly. Croyant que l'armée prussienne se terre dans les bois en avant de Fleurus, les deux hommes se demandent s'ils doivent attaquer. Napoléon estime que la position n'est tenue que par deux divisions, ce qui ne fait pas plus de 18 000 à 20 000 hommes. Vandamme passe à l'attaque mais, suivant le plan établi, les Prussiens battent aussitôt en retraite. Conduits par le général Letort, quatre escadrons de cavalerie s'élancent sur l'arrière-garde de l'ennemi. Deux carrés sont enfoncés et le 28^e régiment prussien est détruit. Les pertes françaises sont insignifiantes, mais Letort reste étendu à jamais sur le champ de bataille⁴⁰. La route est néanmoins dégagée, ce qui permet à Pajol ainsi qu'à Exelmans de prendre position dans les bois de Taillet et de Lambrusart près de Fleurus. Plus en arrière, Vandamme et le 3^e corps bivouaquent devant Gilly, entre Winage et le bois de Soleillemont. Les divisions du corps de Gérard se tiennent dans les environs de Châtelet. En somme, c'est là la position de l'aile droite dans la soirée du 15 juin⁴¹. À la fin de la journée, vers 23h00, plus de 83 000 hommes ont traversé la Sambre tandis qu'une large partie de la Garde impériale, ainsi que le corps de Lobau sont restés de l'autre côté avec les bagages⁴². Ils pourront toutefois traverser de bonne heure pour concourir aux opérations du lendemain⁴³.

Si on prend les écrits de Napoléon au pied de la lettre, comme l'a fait Margerit, on doit conclure que les objectifs fixés le premier jour n'ont pas été atteints. Or, dans les ordres de marche qu'il transmet, Napoléon n'a établi aucun objectif au-delà de Charleroi et, de fait, malgré les retards dans l'exécution, le plan d'invasion a réussi au-delà de toutes les espérances. Les avant-gardes de Reille se tenant à Frasnes, il a maintenant la possibilité de porter son corps vers Marbais sur les arrières de l'armée prussienne qui effectue sa concentration quelques kilomètres plus au sud entre Sombreffe et Fleurus. Par conséquent, en prenant Charleroi et en s'emparant de la route qui mène à Bruxelles,

⁴⁰ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 166.

⁴¹ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le général Gérard commandant le 4^e corps au maréchal Soult, duc de Dalmatie, Châtelet, 15 juin au soir.

⁴² *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, *ibid.*, p. 168. - SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le comte de Lobau, commandant le 6^e corps au maréchal Soult, duc de Dalmatie, Jamioulx, 15 juin, 20h00.

⁴³ Afin d'avoir une idée plus précise des mouvements de l'armée française dans la nuit et la journée du 15 juin, il est nécessaire de se référer à la figure 3 de l'annexe E.

Napoléon a séparé les armées anglo-prussiennes, ce qui le met en excellente position pour écraser Blücher, si toutefois celui-ci accepte la bataille.

En dépit du succès remporté, les défaillances dans l'exécution des ordres nous démontrent que cette machine de guerre, constituée très rapidement, voire trop rapidement, n'est pas parfaitement rodée. En 1805, même si l'armée est composée pour moitié de conscrits et que les officiers sont de compétences acceptables, Napoléon a tout de même disposé de quatre années pour constituer l'armature de la Grande Armée. De qualité supérieure, *l'Armée du Nord* n'a pas cet esprit de corps ni la cohésion qui caractérisait celle de 1805. En fait, si les officiers sont très expérimentés, ils n'ont toutefois pas eu le loisir de se familiariser avec leur nouveau commandement. Pour beaucoup d'entre eux, il y a une grande différence entre le commandement d'une division et celui d'un corps d'armée. Des généraux de corps aux capitaines de compagnies, tous ceux qui ont reçu des promotions vivent, à des degrés différents certes, les insécurités qu'entraînent de nouvelles responsabilités. De plus, le fait de travailler avec des hommes qu'ils ne connaissent pas encore n'atténue en rien ce sentiment. Il faut du temps pour construire un esprit d'équipe et c'est précisément cela qui manque le plus à *l'Armée du Nord*.

Même s'il a une grande confiance dans ses troupes, Napoléon éprouve une incertitude car, bien que le commandement n'ait plus aucun secret pour lui, il n'a pas eu le temps, en raison des intrigues politiques et des soucis financiers, de prendre le pouls de cette armée reconstituée. En deux jours, il doit apprendre à travailler avec un homme qui n'est pas Berthier et, de surcroît, il ne sait pas encore si ses nouveaux chefs de corps, de divisions, de régiments, de bataillons et de compagnies seront à la hauteur lorsqu'ils entreront au contact des événements. La première journée lui révèle les carences qui existent dans l'armée à l'échelon des communications, ce qui provoque des difficultés dans l'exécution des ordres. Cependant, il est trop tard pour y apporter quelques remèdes puisque, selon toute vraisemblance, la grande bataille aura lieu le lendemain et la campagne devrait se conclure dans les jours qui suivent.

II. Contrairement à Blücher, Wellington a-t-il fait preuve de pusillanimité?

De leur côté, même s'ils savent qu'une armée française se concentre à la frontière, les Alliés ne prennent aucune mesure. Mais lorsque Blücher apprend que les Français passent la Sambre à Charleroi, il réagit aussitôt. Il part pour Sombreffe et arrive sur place vers 16h00. De là, il pense être en mesure d'y concentrer la totalité de son armée, soit 120 000 hommes environ. Mais, en raison de l'extension démesurée de ses corps d'armée, il éprouve plus de difficultés qu'il ne l'a d'abord envisagé. Au matin du 16 juin, vers 11h00, il n'a sous la main que le corps de Ziethen. Le corps de Pirch 1^{er} arrive à Sombreffe à midi, tandis que celui de Thielmann suit quelques kilomètres derrière. Quant à celui de Bülow, distant de 42 kilomètres, il ne pourra être de la bataille. Privé de 30 000 soldats, c'est avec 83 000 qu'il compte livrer bataille à Napoléon⁴⁴.

De son côté, en dépit des renseignements qu'il a reçus au cours de la semaine précédente sur la concentration de l'armée française près de la frontière, Wellington reste plus circonspect que son homologue prussien. Dès le 10 juin, il apprend que l'armée française, dont il a une fausse idée de la composition, soit 182 000 soldats, se tient entre Lille et Rocroi⁴⁵. Le 13, le général Behr écrit au quartier général de Bruxelles que 20 000 soldats français sont arrivés à Valenciennes et que Jérôme Bonaparte inspecte cinq régiments de lanciers qui campent dans les environs de Maubeuge⁴⁶. Le lendemain, de façon beaucoup plus précise, Dörnberg informe Wellington que l'armée française commence sa concentration à Beaumont : « Toutes les troupes se concentrent sur Maubeuge et Beaumont. On suppose l'armée de 80 000 hommes jusqu'à Beaumont, et de 100 000 hommes jusqu'à Philippeville⁴⁷. » Le même jour, à 22h00, le lieutenant-colonel Hardinge envoie une dépêche depuis Namur qui confirme les informations de Dörnberg⁴⁸. Il n'y a plus de doute possible, Napoléon s'apprête à passer la Sambre. Le 15 juin, à 15h00, alors qu'il déjeune avec le prince d'Orange, Wellington est informé que les

⁴⁴ Henri HOUSSAYE, *1815: Waterloo*. Paris, Perrin, 1899, p. 143.

⁴⁵ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, The Duc de Feltre to Field Marshal the Duke of Wellington, Gand, le 10 juin 1815.

⁴⁶ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, général Behr to the Prince of Orange, Mons, le 13th june, 1815, à 8 heure du soir.

⁴⁷ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Major général, W. Dörnberg to Lord FitzRoy Somerset, Mons, 14th june 1815, 3 o'clock P.M.

⁴⁸ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, lieutenant colonel H. Hardinge to Field Marshal the Duke of Wellington, Namur, 14th june, 1815, 10 P.M.

Français déboulent depuis Charleroi par la route de Bruxelles. Or, le duc ne bouge pas. Il attend d'avoir davantage d'informations sur ce qui se passe sur son aile droite. En fait, il craint que l'affaire de Charleroi ne soit qu'une diversion pour le forcer à déplacer ses troupes et que l'attaque principale ne vienne du côté de Mons, ce qui permettrait à Napoléon de marcher sur Ostende pour couper ses lignes de communications avec l'Angleterre.

Les historiens ont critiqué l'inactivité de Wellington au moment où il apprend la nouvelle de l'invasion française⁴⁹. Mais, dans les faits, sans être « l'halluciné » que présente Houssaye, il a des raisons de se montrer prudent. La première émane d'une missive envoyée le 6 juin par le général Dörnberg. Ce dernier suppose qu'une attaque de diversion sera effectuée contre les Prussiens alors que l'effort principal sera porté contre les Anglais⁵⁰. La seconde vient du fait que Wellington, influencé par les rapports de Dörnberg et du duc de Feltre, l'ancien ministre de la guerre de Napoléon, croit que l'armée française est composée de 180 000 soldats⁵¹. Avec une armée de cette importance, il estime que Napoléon peut se payer le luxe de pratiquer une diversion pour l'abuser du côté des Prussiens. La deuxième information vient donc renforcer la théorie de Dörnberg. La journée de l'invasion, vers 19h00, il reçoit un message de Blücher qui l'informe qu'une forte avant-garde française a sabré quelques-uns de ses avant-postes du côté de Charleroi. L'information n'étant que fragmentaire, elle pousse Wellington à se montrer prudent. Müffling témoigne de sa réaction.

On the 15th June, when General Zieten was attacked, he sent an officer to me, who reached Bruxelles at 3 P.M. The Duke, to whom I communicated immediately my intelligence, had received no report from his outpost at Mons. I put to him the question, "Whether he would assemble his army where? As Marshal Blücher would certainly concentrate at Ligny, or had already done so." The Duke answered me, "I'll all is as General Zieten supposes, I shall concentrate on my left wing the Prince of Orange, and shall so be à portée to fight in co-operation with de Prussian must then concentrate more my centre. For this reason I must wait for my advices from Mons before I fix on my rendez-vous. Nevertheless, as the breaking up from cantonements is certain, and only the

⁴⁹ Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 144.

⁵⁰ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Major général, W. Dörnberg to Lord FitzRoy Somerset, Mons, 6th June 1815.

⁵¹ L'information de Clarke, duc de Feltre, a probablement joué beaucoup sur les décisions de Wellington. Il était à même de croire que Clarke disposait toujours d'intelligences au ministère de la Guerre et que ses renseignements étaient fiables.

point of assembly doubtful, I shall order all to be in readiness, and shall move the Brunswick corps, now in reserve, and a light cavalry brigade, to Quatre Bras forthwith⁵².”

Mais le témoignage de Müffling contient une inexactitude. En fait, c’est Constant-Rebecque qui a pris l’initiative d’envoyer la 2^e brigade de Saxe Weimar au carrefour des Quatre-Bras.

Dans cet instant le capitaine baron de Gayern vient d’arriver de Nivelles avec le rapport que l’ennemi a déjà poussé jusqu’à Quatre-Bras. J’ai cru devoir prendre sur moi de faire dire au général Perponcher de soutenir sa 2^e brigade par la 1^{re} et de faire évacuer l’hôpital et le conseil de guerre de Bruxelles. J’ai envoyé un officier à Nivelles et à Fayt pour s’assurer de l’état des choses au premier endroit et avertir ensuite les généraux Chassé et de Collaert afin qu’ils joignent et soutiennent la 2^e division en cas de besoin⁵³.

Aussitôt, la 1^{re} brigade se met en route afin de soutenir la 2^e qui défend l’important carrefour. Mais en dépit de ce nouveau renfort, le duc Saxe-Weimar ne croit pas qu’il pourra tenir s’il ne reçoit pas de nouveau renfort.

Toutes les mesures sont prises pour notre sécurité durant la nuit. Je dois avouer à Votre Excellence que je suis trop faible pour pouvoir résister longtemps ici. Le 2^e bataillon d’Orange-Nassau a des fusils français et seulement 10 cartouches par homme. Les chasseurs volontaires ont des carabines de quatre calibres différents et 10 cartouches par carabine. Je défendrai aussi bien et aussi longtemps que possible le poste qui m’est confié. J’attends une attaque au point du jour. Les troupes sont animées du meilleur esprit. Il n’y a pas de réserve de cartouche d’infanterie à la batterie⁵⁴.

Or, les premières décisions de Wellington n’arrangent guère la situation générale. Après avoir reçu les assurances que rien ne passe sur son flanc droit et que l’action principale se déroule dans le secteur de Charleroi, il donne l’ordre, vers 22h00, de commencer la concentration partielle à Nivelles et d’y ramener la brigade Saxe-Weimar alors en poste aux Quatre-Bras. En fait, il ordonne que la division Alten se porte à Nivelles tandis que les divisions Colville et Clinton se dirigeront vers Enghien, qui est à l’opposé des Quatre-Bras, soit à 38 kilomètres de là. Quant à Picton, il doit prendre position à Waterloo pour couvrir la route de Bruxelles⁵⁵. Toutefois, les dispositions du

⁵² *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, General Müffling on Quatre Bras. The order for this were issued between 6 and 7 P.M.

⁵³ Le général-major Baron de Constant-Rebecque au Prince d’Orange, Braine-le-Comte, 15 juin 1815 à 10 heures du soir. Cité par Alain ARCQ, *Les Quatre-Bras : 16 juin 1815*. Annecy-le-Vieux, Historic’one éditions, 2005, p. 23.

⁵⁴ Le duc de Saxe-Weimar au Général Perponcher, Quatre-Bras, le 15 juin à 21h00. Cité par Alain ARCQ, *op. cit.*, p. 23.

⁵⁵ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome XII, Field Marshal Wellington to Alten, Cooke, Clinton et Colville, 15th June 1815, 22h00. – Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo letters : a selection from original*

duc auront pour effet d'élargir la brèche entre son armée et celle de Blücher. Pour donner le change aux partisans de Napoléon qui foisonnent dans Bruxelles, il montre son assurance en se rendant au bal de la duchesse de Richmond. Là, il transmet verbalement à ses officiers les ordres qui leur ont déjà été envoyés. Lorsqu'ils apprennent que les hostilités ont commencé, ils quittent la soirée pour rejoindre leur poste. Quant à Wellington, il prend congé à 3h00 du matin pour rejoindre lui aussi les troupes qui marchent en direction de Nivelles⁵⁶. Entre-temps, Constant-Rebecque décide de désobéir au duc dont les ordres lui ont été transmis par le prince d'Orange. Il sait qu'en protégeant Nivelles, la route de Bruxelles sera ouverte aux Français et qu'ils pourront se porter sur le flanc droit de l'armée prussienne. En accord avec lui, Perponcher n'a aucune hésitation.

Si prudente que fussent les mesures prises par le commandement supérieur en vue de n'exposer les troupes aux attaques de l'ennemi qu'en grandes masses et non en petits paquets, le général Perponcher estima que son Altesse Royale, qui était à Bruxelles quand elle avait donné ces ordres, ne connaissait pas aussi bien que lui-même les mouvements des armées françaises et prussiennes et qu'elle ignorait encore que Charleroi était évacué et que les Prussiens se ralliaient près de Fleurus. S.E, le général de division, crut qu'il pouvait prendre sur lui de ne pas exécuter ces ordres, mais de continuer au contraire, à défendre avec la plus grande énergie la position des Quatre-Bras⁵⁷.

Pour ce faire, il dépêche la brigade Bylandt vers ce carrefour afin de soutenir Saxe-Weimar qui venait d'être rappelé à Nivelles⁵⁸. En concentrant les troupes dans cette dernière localité, Wellington jouait encore de prudence. Il craignait probablement une attaque depuis Mons, ce qui lui aurait permis de s'y porter directement avec les divisions Clinton et Colville alors en marche pour Enghien. De plus, en adoptant Nivelles comme lieu partiel de concentration, il croyait être en mesure de soutenir les Prussiens via les

and hitherto unpublished letters bearing on the operations of the 16th, 17th, and 18th June, 1815, by officers who served in the campaign / edited, with explanatory notes, by H.T. Siborne ; illustrated with numerous maps and plans. London : Cassell & Co., 1891, p. 151. Letter no 70. Major-general Sir Hussey Vivian, K.C.B, Extract From a Letter to Lady Vivian, June 23rd, 1815. La lettre confirme les ordres initiaux de Wellington.

⁵⁶ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, General Müffling on Quatre Bras, p. 339.

⁵⁷ Archives du ministère de la Guerre à la Haye. – Rapport écrit par le colonel, chef d'état-major, Van Zuylen Van Nyevelt, quartier général à Saint-Leu Taverny, le 25 octobre 1815. Armée royale néerlandaise. Campagne de 1815, Historique de la 2^e division d'infanterie, 1^e, subdivision de l'armée mobile, no 659. Annexe 1. Rapport sur les batailles des Quatre-Bras et de Waterloo. Édité par La librairie historique Teissèdre, 1999, p. 67.

⁵⁸ Henri HOUSSAYE, 1815: *Waterloo*, op. cit., p. 145. – Rapport écrit par le lieutenant général H. de Perponcher, Paris, le 11 juillet 1815. Archives du ministère de la Guerre à la Haye. – Armée royale néerlandaise. Campagne de 1815, Historique de la 2^e division d'infanterie, 1^e, subdivision de l'armée mobile, no 659. Annexe 1. Rapport sur les batailles des Quatre-Bras et de Waterloo. Édité par La librairie historique Teissèdre, 1999, p. 58.

Quatre-Bras avec les divisions Alten, Perponcher, Saxe-Weimar et Bylandt. Le gros de l'armée étant resté à Bruxelles, il pourra, à son gré, faire intervenir des renforts sur le point qu'il jugera le plus menacé. De par ce dispositif, on voit que les communications entre Prussiens et Anglais ne sont pas au beau fixe. Comme l'estimait Napoléon, les deux alliés ont des préoccupations bien différentes. Wellington pense à sa ligne de communication tandis que Blücher espère que celui-ci viendra l'appuyer lorsqu'il engagera la bataille. En définitive, bien qu'on comprenne les premières hésitations de Wellington, les ordres de concentration qu'ils donnent nous révèlent un homme pusillanime puisqu'il savait, depuis plusieurs heures déjà, que les opérations avaient débuté dans la zone de Charleroi. Malgré cela, il donne des ordres pour couvrir son aile droite.

Assailli par les doutes, le duc veut se rendre compte par lui-même de la situation qui prévaut sur le terrain. Au matin, il joint Blücher sur les hauteurs de Brye afin de se concerter sur la suite des opérations. Depuis le moulin de Bussy, il peut admirer la concentration de l'armée française. Par le truchement de leurs lunettes, Wellington et ses officiers reconnaissent même Napoléon au milieu de son état-major. Ils croient que toute l'armée impériale est présente et que le détachement qui occupe Frasnes n'est qu'une infime fraction de cette force redoutable. Wellington demande à Blücher : « Que voulez-vous que je fasse? » Gneisenau lui propose de diriger ses troupes en arrière de Brye comme réserve de l'armée prussienne. Müffling, qui n'est pas d'accord, propose plutôt que le duc déborde la gauche française. Wellington réplique : « C'est ça! Je culbuterai ce que j'ai devant moi à Frasnes et je marcherai sur Gosselies. » Gneisenau objecte que ce mouvement serait excentrique et d'un résultat incertain. Dans son esprit, la concentration à Brye aura un succès sûr et décisif. En fait, la proposition du chef d'état-major de Blücher nous démontre qu'il n'a pas une grande confiance dans l'armée prussienne. Il est conscient que ces hommes, du moins pour la très grande majorité, ne font pas le poids face à ceux de l'armée française. Pour lui, le succès sûr et décisif réside dans la supériorité numérique qu'il espère opposer à Napoléon. Lassé par les arguments de Gneisenau et surtout, toujours inquiet pour sa ligne de communication, Wellington conclut l'entretien sur ces mots : « Eh bien! Je viendrai si je ne suis pas attaqué moi-

même. » Le duc tourne alors les talons et s'en retourne aux Quatre-Bras⁵⁹. Aussitôt, il donne un contre-ordre pour y effectuer la concentration de l'armée. Même si Wellington semble vouloir se rapprocher des Prussiens, il n'existe aucune coordination entre eux. Et, de fait, sans les généraux Perponcher et Constant-Rebecque, qui ont pris sur eux de ne pas suivre les ordres initiaux du duc, l'armée prussienne aurait probablement été écrasée par Napoléon le lendemain à Ligny. Par conséquent, en dépit de sa défaite, Blücher doit son salut à des officiers de l'armée hollando-belge.

Même si l'armée a subi quelques retards sur l'horaire en raison de la malchance d'un messenger, de la trahison d'un général et de la mauvaise volonté d'un autre, les objectifs de Napoléon ont été atteints. Les armées de Wellington et de Blücher sont maintenant séparées. On constate cependant que la manœuvre de Napoléon n'a pas seulement des résultats au niveau tactique; elle a aussi un impact psychologique très important sur Wellington. Influencé par les renseignements reçus dans les semaines précédentes, il croit d'abord que l'offensive de Charleroi n'est qu'une diversion, ce qui jette la confusion dans son esprit. Craignant toujours pour sa ligne de communication dont la base se situe à Ostende, il laisse passer de nombreuses heures avant de prendre une décision. Et encore, lorsqu'il se décide à prendre son parti, vers 22h00, il le fait de façon timide et pusillanime. Il ordonne la concentration à Nivelles au lieu des Quatre-Bras. Il préfère contrer une menace imaginaire depuis Mons plutôt que de seconder les Prussiens qui, de leur côté, font face à un véritable danger devant Fleurus. Sans l'initiative d'officiers néerlandais, qui ont pris sur eux de concentrer les troupes aux Quatre-Bras et de désobéir aux ordres de Wellington, l'armée prussienne, nous le verrons plus loin, aurait pu être détruite le lendemain.

En définitive, ce qui ressort de toute cette affaire, c'est l'absence de coordination entre le commandement anglais et prussien. Les deux entités agissent de façon indépendante l'une de l'autre et, c'est là que réside le plus grand avantage de Napoléon. D'un autre côté, la journée du 15 juin a mis en lumière les insuffisances de l'armée française. Même si Soult a bien fait son travail, on remarque quelques carences à l'échelon du commandement et des communications. Bien que très motivée, l'armée

⁵⁹ Henri HOUSSAYE, *1815: Waterloo, op. cit.*, p. 152-153. – CLAUSEWITZ, *Campagne de 1815 en France*. Paris, Éditions champ libre, 1973, p. 54.

n'est pas encore rodée. Du chef de corps à l'aide de camp qui porte les dépêches, c'est un véritable travail d'adaptation qui doit s'effectuer. Certes, Napoléon a réussi à rajeunir le personnel, mais ces hommes n'ont pas l'expérience qui devrait s'attacher à leurs nouvelles fonctions. Et, dans une certaine mesure, l'armée étant de création très récente, il n'a pas encore eu la possibilité de juger les capacités de son instrument. Ces petites carences, enregistrées lors de la traversée de la Sambre, vont prendre des proportions considérables lorsque l'armée entrera véritablement au contact de l'ennemi. Ainsi, les retards occasionnés par Vandamme, Drouet-d'Erlon et la désertion de Bourmont auront un impact significatif sur les opérations du maréchal Ney devant les Quatre-Bras.

III. Ligny la bataille des espérances déçues

En dépit des erreurs de jugement, des trahisons et des hésitations qui ont ponctué la journée du 15 juin, les troupes françaises ont l'avantage tactique. Elles sont maîtres de la chaussée Charleroi-Bruxelles, ce qui perturbe singulièrement les communications entre Wellington et Blücher. Au lieu de se retirer vers le Nord afin de mieux coordonner ses actions avec son homologue anglais, Blücher concentre ses troupes plus au sud entre Sombreffe et Fleurus. Son but est de livrer bataille à Napoléon avec le concours de l'armée anglaise. De cette façon, disposant d'une énorme supériorité numérique, il écrasera la totalité de l'armée française qui se trouve devant lui. Or, c'est justement là que Blücher fait erreur. Il ne sait pas que les troupes qui lui font face ne représentent que la moitié de *l'Armée du Nord* et que l'autre, sous le commandement du maréchal Ney, soit 50 000 soldats environ, se tient sur le flanc droit de son dispositif.

Dans ces conditions, Napoléon a la possibilité de faire intervenir un corps sur les arrières de l'armée prussienne afin de lui couper la retraite et la détruire. Lorsqu'on l'informe de la position des armées anglaises et prussiennes, Napoléon saisit rapidement l'opportunité qui s'offre à lui. Détruire les Prussiens d'abord pour ensuite s'occuper des Anglais. Si le plan fonctionne, la campagne devrait se terminer rapidement, ce qui aura un effet certain à Paris et sur les coalisés. Il y voit la possibilité de relancer ses affaires puisque la victoire a toujours été garante de sa valeur politique et économique. Pendant la bataille de Ligny, le message qu'il fait parvenir à Ney afin d'effectuer la manœuvre prescrite sur les arrières de Blücher, ne laisse aucune équivoque à ce sujet.

Sa Majesté me charge de vous dire que vous devez manœuvrer sur-le-champ de manière à envelopper la droite de l'ennemi et tomber à bras raccourcis sur ses derrières; cette armée est perdue si vous agissez vigoureusement; le sort de la France est entre vos mains⁶⁰.

Les dernières lignes sont très évocatrices de l'importance que l'Empereur accorde à cette manœuvre. Il serait loisible de penser qu'il exagère la formule afin de forcer Ney à exécuter les ordres qui lui ont déjà été envoyés. Mais les paroles que Napoléon prononce devant Gourgaud nous confirment qu'il a pleinement conscience qu'il joue son avenir sur l'action du maréchal Ney⁶¹. Elles réitèrent les objectifs stratégiques qu'il s'est préalablement fixés car, après la destruction des Prussiens, il croit que les Anglais ne seront pas difficiles à vaincre et par conséquent, lorsque cela sera fait, la coalition se déstabilisera. Dans son esprit, frapper l'armée anglaise et vaincre Wellington, c'est frapper la tête de la coalition, ce qui lui permettra de gagner du temps afin de poursuivre le réarmement de la France. Il espère refaire l'exploit d'Ulm, du moins, en rééditer l'impact puisque la destruction de l'armée autrichienne a eu comme conséquence d'isoler les Russes. Or, les choses n'iront pas comme prévu. La brillante manœuvre de 1805, effectuée sur les arrières des Autrichiens, ne se reproduira pas. Devant le carrefour des Quatre-Bras, Ney fera preuve d'hésitation et contrariera même les plans de l'Empereur en retenant Drouet d'Erlon dont le corps d'armée se devait d'effectuer la manœuvre sur les arrières de Blücher. Le 16 juin, tout aurait pu arriver, mais rien ne s'est passé, car les retards survenus au début de la campagne ont eu un impact sur la position des corps et des divisions sur le terrain. Avant de faire le moindre mouvement offensif, il faudra d'abord concentrer les troupes, ce qui prend du temps. Évidemment, comme la veille, cela n'ira pas sans des difficultés de toutes sortes.

Au matin du 16 juin, les rapports touchant la concentration des troupes prussiennes sur les hauteurs qui dominant le village de Saint-Amand arrivent au quartier général de l'Empereur⁶². Sans nouvelle des Anglais, qu'il croit en retraite vers Bruxelles de façon à se rapprocher d'Anvers et Ostende, Napoléon décide de concentrer ses efforts

⁶⁰ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au maréchal Ney, prince la Moskova, en avant de Fleurus, à 15h15, 16 juin 1815.

⁶¹ Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815, ou relation des opérations militaires qui ont eu lieu en France et en Belgique pendant les Cent Jours; écrite à Sainte-Hélène*. Londres, J. Ridgway, 1818, p. 57.

⁶² SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Grouchy à l'Empereur, Au bivouac près de Fleurus, le 16 juin 1815, 5h00 du matin. - SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal Grouchy à l'Empereur, le 16 juin 1815, 6h00 du matin.

sur les Prussiens. Il envisage alors de les pousser au-delà de Gembloux, où passe une route qui relie Namur, Bruxelles et Wavre. Pour Napoléon, il importe donc de pousser vers cette ville afin de séparer davantage les armées de Blücher et de Wellington⁶³. Il dévoile ses objectifs au maréchal Ney :

Je porte le maréchal Grouchy avec les 3^e et 4^e corps d'infanterie sur Sombreffe; je porte ma Garde à Fleurus, et j'y serai de ma personne avant-midi. J'y attaquerai l'ennemi si je le rencontre, et j'éclairerai la route jusqu'à Gembloux. Là, d'après ce qui se passera, je prendrai mon parti : peut-être à trois heures après midi, peut-être ce soir. (...) Mon intention est que, immédiatement après que j'aurai pris mon parti, vous soyez prêt à marcher sur Bruxelles. Vous sentez l'importance attachée à la prise de Bruxelles. Cela pourra d'ailleurs donner lieu à des incidents, car un mouvement aussi prompt et aussi brusque isolera l'armée anglaise de Mons, Ostende, etc.

De par cette missive, on déduit que Napoléon n'a pas encore une idée précise des forces qui se trouvent devant lui, ni de ce qu'il entend faire s'il rencontre de la résistance. Ainsi, il ne fait que définir un plan général afin de poursuivre la tactique envisagée avant le début de la campagne, c'est-à-dire, la manœuvre sur position centrale par coup offensif. Pour ce faire, il adopte les dispositions tactiques appropriées qui lui permettront de protéger ses flancs.

J'ai adopté comme principe général, pendant cette campagne, de diviser mon armée en deux ailes et une réserve. Votre aile sera composée des quatre divisions du 1^{er} corps, des quatre divisions du 2^e corps, de deux divisions de cavalerie légère et de deux divisions du corps du comte Valmy. Cela ne doit pas être loin de 45 à 50 000 hommes. Le maréchal Grouchy aura à peu près la même force et commandera l'aile droite. La garde formera la réserve, et je me porterai sur l'une ou l'autre aile, selon les circonstances⁶⁴.

Les mêmes ordres sont envoyés à Grouchy. Il doit pousser ses corps d'armée sur Sombreffe⁶⁵. Néanmoins, Napoléon prend garde à ce que les incidents de la veille sur le plan des communications ne se reproduisent pas. En conséquence, les chefs de corps, spécialement Gérard et Vandamme, devront obéir sans discuter à leur supérieur immédiat, le maréchal Grouchy⁶⁶. C'est là un exemple de problème qui aurait pu être résolu avant le début de la campagne si Napoléon avait été en mesure de prendre le pouls

⁶³ Colonel CAMON, *La guerre napoléonienne : précis de campagne*. Paris, librairie historique Teissèdre, 1999, p. 451.

⁶⁴ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Ney, prince de la Moskova, commandant l'aile gauche de l'Armée du Nord, 22058, Charleroi, 16 juin 1815

⁶⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Grouchy, commandant l'aile droite de l'Armée du Nord, 22059, Charleroi, 16 juin 1815.

⁶⁶ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au maréchal Grouchy, Charleroi, le 16 juin 1815. - SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au général comte Gérard, Charleroi, le 16 juin 1815.

de son armée. Maintenant qu'elle entreprend sa progression entre celles de Blücher et de Wellington, il est important que les ordres soient transmis et exécutés avec promptitude. Cet objet est d'une importance primordiale car Napoléon sait, même s'il ignore le total des forces qui sont devant lui, qu'il devra livrer bataille. Lorsqu'il arrive à Fleurus, il trouve Grouchy qu'il croyait en marche sur Sombreffe. Ce dernier lui expose la situation. La division prussienne qui occupait le village a battu en retraite au matin afin de rejoindre le gros de l'armée qui se tient sur les hauteurs derrière les villages de Saint-Amand et Ligny. Grouchy n'a pas été en mesure de progresser plus loin. Il s'est contenté de faire occuper Fleurus par la division du général Girard⁶⁷. Afin d'avoir une meilleure idée du terrain, il grimpe dans le moulin qui domine le village où il découvre le futur champ de bataille de Ligny.

Face à la colline de Fleurus, s'élève en pente douce, au-delà d'une plaine ondulée, une ligne de hauteurs d'un très faible relief où sont situés, à l'ouest, le village de Brye, à l'est le village de Tongrinne, au centre et un peu en recul, le bourg de Sombreffe. Ces positions sont en elles-mêmes d'un accès facile. Mais à leurs pieds serpente dans les bas-fonds le ruisseau de la Ligne, large de quatre à cinq mètres, encaissé dans les berges verticales de trois à quatre pieds, bordé de saules, d'aulnes, de buissons de ronces. Ce ruisseau et le terrain raviné par où l'on descend forment une profonde tranchée que flanquent à la droite les villages de Wagnelée, les hameaux de la Haye et du petit Saint-Amand et le village de Saint-Amand; à la gauche, le hameau de Potriaux et de Tongrinelle, et les villages de Tongrinne, de Boignée et de Balâtre. Au centre, il y a le village de Ligny avec ses deux grandes fermes, son vieux château et son église entourée d'un cimetière en contre-haut et clos de murs. Le front de la position se trouve ainsi constitué par un fossé continu et dix bastions, les uns en avant de ce fossé comme le Petit-Saint-Amand, la Haye, le Grand-Saint-Amand, Tongrinelle, Boignée, Balâtre, les autres en arrière comme Potriaux et Tongrinne. Le neuvième et le plus important, Ligny, est traversé dans toute sa longueur par le ruisseau⁶⁸.

Bien que l'Empereur ne puisse évaluer avec exactitude les forces prussiennes et les positions qu'elles occupent, il reconnaît que ces dernières sont très fortes. Les soldats devront se frayer un chemin dans les buissons, passer le ruisseau de Ligny et emporter les villages et les hameaux que Blücher a sûrement fait fortifier, tout cela sous la mitraille des batteries prussiennes. Il a conscience que la chose ne sera pas facile. Or, Napoléon croit qu'il n'y a qu'un corps présent. Avec le corps de Gérard, celui de Vandamme et le

⁶⁷ Emmanuel, marquis de GROUCHY, *Relation succincte de la campagne de 1815 en Belgique, et notamment des mouvements, combats et opérations des troupes sous les ordres du maréchal Grouchy, suivie de l'exposition de quelques-unes des causes de la perte de la bataille de Waterloo. Pièce et documents officiels inédits jusqu'à ce jour, et qui légitiment les dispositions qu'a dû prendre le maréchal Grouchy par suite des ordres de l'Empereur*. Paris, E.B. Lanchy, 1843, p. 14.

⁶⁸ Henri HOUSSAYE, *1815: Waterloo, op. cit.*, p. 154-155.

1^{er} et le 2^e corps de cavalerie, il croit être en mesure de prendre rapidement la position. Même si les ordres lui ont été envoyés vers 6h00 du matin, Gérard n'arrive sur place qu'à 13h00⁶⁹. En fait, il a laissé son corps de l'autre côté de la Sambre et lorsqu'il a reçu les ordres de marche, il n'a emprunté qu'un seul pont pour lui faire franchir la rivière. Pourtant, Soult lui a écrit la veille afin qu'il transporte son corps à Charleroi pour attaquer du côté de Fleurus⁷⁰. Encore une fois, les ordres n'ont pas été suivis de façon scrupuleuse. Par conséquent, après avoir perdu un temps considérable sur la Sambre, il lui a fallu parcourir les dix kilomètres qui séparent le village de Châtelet à Fleurus. Selon les renseignements qu'il détient, Napoléon peut engager la bataille sans attendre le corps de Gérard. Les forces à sa disposition sont amplement suffisantes pour culbuter un corps ennemi. Cependant, il sait qu'il y a une possibilité réelle de tomber sur la totalité de l'armée prussienne. Et dans ces conditions, il a très certainement pensé qu'il valait mieux attendre le corps de Gérard que de s'aventurer à l'aveuglette dans une bataille incertaine. Comme il l'a écrit au maréchal Ney, l'action ne commencera pas avant 15h00. Entre-temps, de par ses observations, Napoléon perçoit que la droite prussienne entre Ligny et Saint-Amand est mal protégée. Cela n'est pas un hasard, car Blücher attend que Wellington prenne position de ce côté. Après avoir constaté cette lacune dans le dispositif ennemi, Napoléon fait écrire par Soult au maréchal Ney.

L'Empereur me charge de vous prévenir que l'ennemi a réuni un corps de troupe entre Sombreffe et Brye, et qu'à deux heures et demie le maréchal Grouchy avec les 3^e et 4^e corps l'attaquera. L'intention de Sa Majesté est que vous attaquiez aussi ce qui est devant vous et qu'après l'avoir vigoureusement pressé vous rabattiez sur nous pour concourir à envelopper le corps dont je viens de vous parler⁷¹.

Même s'il n'est pas en mesure de reconnaître la taille de l'armée prussienne, Napoléon sait qu'elle est là, car il n'aurait pas donné l'ordre à Ney de se rabattre sur le flanc droit de Blücher. Dans la demie heure qui suit, il peut voir les corps de Ziethen, Pirch I et Thielmann prendre position derrière et à l'intérieur des villages de Brye, Petit-Saint-Amand, la Haye, le Grand-Saint-Amand, Tongrinelle, Boignée, Balâtre, Potriaux,

⁶⁹ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 170

⁷⁰ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au général comte Gérard, en avant de Charleroi, à 15h30, 15 juin 1815.

⁷¹ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au maréchal Ney, prince la Moskova, Fleurus, à 14h00, 16 juin 1815.

Tongrinne et Ligny. Dans son esprit, la campagne peut se gagner le jour même⁷². Si Ney exécute les ordres qu'il vient de lui faire transmettre, l'armée prussienne sera détruite. Très optimiste sur le résultat des opérations, Napoléon se confie à Gérard : « - Il se peut que, dans trois heures, le sort de la guerre soit décidé. Si Ney exécute bien les ordres, il n'échappera pas un canon de cette armée⁷³. » Si on prend cette affirmation au premier degré, il faut conclure que Napoléon a exagéré l'impact de la manœuvre que Ney se doit d'effectuer sur le flanc de l'armée prussienne, parce que les Russes et les Autrichiens se préparent à passer la frontière. Or, si les Prussiens sont écrasés comme les Autrichiens à Ulm, Wellington sera détruit à son tour. Napoléon sait que l'armée anglo-néerlandaise n'est pas en mesure d'affronter seule la totalité de *l'Armée du Nord*. Ainsi, Wellington n'aura que deux choix : battre en retraite afin de rembarquer ses troupes dans les ports d'Ostende et d'Anvers, ou accepter la bataille et la défaite qui va suivre. Dans les deux cas, le gouvernement de Liverpool se retrouvera dans une très mauvaise posture pour défendre l'intervention britannique sur le continent. Malgré l'impact déstabilisateur que pourrait avoir une défaite sur la coalition, la guerre n'en serait pas terminée pour autant.

Quant à Napoléon, une victoire de cette importance, couronnée par la prise de Bruxelles, aura pour impact d'aplanir les difficultés intérieures qui furent longuement traitées dans les chapitres précédents. Cette victoire est d'autant plus importante qu'un projet d'emprunt de 150 millions de francs sur les propriétaires doit être présenté à la Chambre dans trois jours. La nouvelle du succès complet arrivera donc juste à temps dans la capitale pour produire son effet sur les esprits. Mais, le maréchal ne sera pas en mesure de lui fournir l'aide qu'il réclame parce qu'il devra d'abord briser la résistance anglaise devant les Quatre-Bras. Entre-temps, Napoléon oppose 72 000 soldats à une armée de 83 000 Prussiens. Même s'il sait que l'armée prussienne est plus importante, puisqu'elle peut recevoir des renforts pendant la bataille, il considère que les chances sont grandes de l'emporter. En fait, si Ney débouche sur la gauche, ne serait-ce qu'avec un seul corps d'armée, le rapport de force sera vraisemblablement renversé. Ainsi, l'armée prussienne se retrouvera en infériorité sur tous les fronts de son dispositif.

⁷² Pour connaître la disposition des troupes françaises et prussiennes lors de la bataille, se référer à l'annexe E figure 4.

⁷³ Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815, ou relation des opérations militaires qui ont eu lieu en France et en Belgique pendant les Cent Jours*; écrite à Sainte-Hélène. Londres, J. Ridgway, 1818, p. 57.

Afin d'envelopper la droite de l'ennemi, Napoléon a fait effectuer un changement de front sur Fleurus. Le 4^e corps se place devant Ligny; le général Girard, avec la troisième division du 2^e corps, prend position en potence sur l'extrémité droite de l'armée prussienne. La Garde et la cavalerie de Milhaud effectuent la même manœuvre pour se retrouver en deuxième ligne derrière le 3^e et le 4^e corps. Le 6^e corps de Mouton reçoit l'ordre d'accélérer sa marche depuis Charleroi⁷⁴. Vers 15h00, Napoléon donne le signal de l'attaque. Au premier coup de canon, Vandamme lance la division Lefol sur Saint-Amand. Pour le soutenir sur son flanc gauche, la division Girard marche sur La Haye. Au même moment, au centre, Gérard se prépare à attaquer Ligny avec la division Pécheux.

Sur la musique du 23^e de ligne qui joue *La Victoire en chantant*, les soldats de la division Lefol, précédée par de nombreux tirailleurs, marchent avec confiance vers Saint-Amand. Ils ne savent pas encore que les Prussiens sont solidement retranchés derrière les arbres, les clôtures et les maisons dont les murs ont été crénelés. À mi-chemin de l'objectif, les Prussiens ouvrent le feu. Les pertes sont élevées. Nullement décontenancés par la pluie de boulets et de balles qui s'abat sur eux, les soldats s'élancent à l'assaut du village. Très vite, les défenseurs cèdent sous la pression. Les Français s'emparent de la position tandis que les soldats prussiens regagnent la rive gauche du Ligny. Voulant tabler sur son succès, Lefol entreprend de les poursuivre, mais le général Steinmetz rallie les trois bataillons qui viennent d'être chassés du village. Ayant pour objectif de reprendre la position, il les fait appuyer par deux autres qu'il maintenait en réserve.

Lorsqu'il voit les Prussiens se rassembler, Lefol demeure sur ses positions afin de repousser la contre-attaque. La batterie de Steinmetz ouvre le feu sur Saint-Amand. Le bombardement est dévastateur. Les toits des maisons s'écroulent et de nombreux incendies se déclarent dans le village. Steinmetz relance sa division en avant, mais le feu des Français arrête son élan⁷⁵. Le général prussien ne s'arrête pas là. Il demande au 24^e régiment d'infanterie de s'avancer vers la Haye pour prendre Saint-Amand à revers. Alors qu'il observe le déploiement des bataillons prussiens, Vandamme, qui a deviné leurs intentions, dépêche une brigade de la division Berthezène sur les lieux. Du même

⁷⁴ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 170

⁷⁵ Charles, neveu du général baron Etienne-Nicolas LEFOL, *Souvenirs sur le retour de l'empereur Napoléon de l'île d'Elbe et sur la campagne de 1815 pendant les Cent Jours*. Versailles, Montalant-Bougleux, 1852. p. 61-62

coup, il ordonne à la division Girard de marcher contre Saint-Amand le Hameau et le village de la Haye⁷⁶. Lefol et Berthezène arrêtent l'offensive du 24^e régiment qui se retire avec des pertes considérables. Flanké de gauche à droite par les brigades Piat et Villiers, le général Girard marche sur la Haye et refoule Steinmetz de l'autre côté du ruisseau. Mais, encore une fois, les Français ne sont pas en mesure de poursuivre plus loin. Une batterie de vingt-quatre canons de calibre 12 ouvre le feu sur leur colonne. Girard arrête le mouvement et retranche ses troupes dans le village⁷⁷.

Au centre, face au village de Ligny, l'attaque a commencé un quart d'heure après celle de Saint-Amand. Pour couvrir son flanc droit d'une contre-attaque du corps de Thielmann, Gérard range la division Hulot à la hauteur de celle de Pécheux devant les villages de Balâtre, Boignée et Tongrinne. Pécheux doit faire face à 9000 soldats des divisions Jagow et Henkel du corps de Ziethen. Retranché derrière les murs du village, Gérard sait que la position sera très difficile à prendre et cela d'autant plus que les Prussiens ont mis en batterie seize canons qui balaient de droite à gauche l'axe de progression des Français. Pour soutenir ses hommes, Gérard a fait installer une batterie de vingt-quatre canons. Lorsqu'elle ouvre le feu, les divisions Pécheux et Vichery, sur trois colonnes, marchent en avant. Comme sur la gauche avec la division Lefol, les musiques jouent et les acclamations retentissent. De leur côté, les Prussiens demeurent silencieux. Alors que les colonnes françaises arrivent à portée de tir, ils ouvrent le feu. Pendant un instant, les Français marquent une pause, mais très vite, ils reprennent leur progression et pénètrent dans le village. Le combat à l'intérieur est acharné. Aucun des deux belligérants ne veut abandonner la position. Faisant intervenir leurs réserves de part et d'autre, Ligny, qui est également ravagé par les incendies, est pris et repris trois fois⁷⁸. Napoléon prend véritablement conscience que toute l'armée prussienne est devant lui.

Pour contrebattre l'artillerie prussienne qui crée des vides dans les rangs de ses divisions et appuyer ces dernières dans un ultime assaut pour prendre la place, Gérard demande le renfort des batteries de la Garde. Soutenu par ce feu dévastateur, Pécheux,

⁷⁶ Où le Petit Saint-Amand et Saint-Amand la Haye.

⁷⁷ LEFOL, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 61. – Hippolyte MAUDUIT, *Histoire des derniers jours de la Grande Armée*. Paris, Le livre chez vous, 2006, p. 48-49. - SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le lieutenant général Baron Berthezène, commandant une division du 3^e corps. Rapport sur la bataille du 16 juin 1815, en ce qui concerne sa division.

⁷⁸ LEFOL, *ibid.*, p. 62 - Hippolyte MAUDUIT, *ibid.*, p. 50.

renforcé par une brigade de Vichery, repasse à l'offensive. Cette fois, les Prussiens doivent décrocher et les Français s'emparent de la partie haute du village⁷⁹. Or, le cimetière, l'église et les maisons qui l'entourent sont toujours aux mains des soldats prussiens. Lorsque les Français arrivent sur les lieux par la rue principale, les Prussiens ouvrent le feu. Surpris et quelque peu ébranlés par cette riposte, Pécheux voit ses rangs se déformer. Les Prussiens saisissent l'occasion pour lancer une contre-attaque. La rue principale étant étroitement encaissée par des habitations, il est impossible aux deux adversaires de pratiquer de savantes manœuvres. Sans autre choix, ils se jettent les uns sur les autres dans un terrible corps à corps : « Les hommes s'égorgeaient comme s'ils avaient été animés d'une haine personnelle. Il semblait que chacun vît dans celui qui lui était opposé un mortel ennemi, et qu'il se réjouît de trouver l'occasion de se venger⁸⁰. » Finalement, les Prussiens doivent céder la position⁸¹.

Sur l'aile droite du dispositif français, vers 16h00, Grouchy engage le combat contre les divisions du corps de Thielmann. Les tirailleurs de Hulot font alors le coup de feu devant Boignée, Balâtre et Tongrinelle. La cavalerie française chasse les avant-postes ennemis de Boignée tandis que Tongrinelle est prise par Hulot. Balâtre tombe quelques minutes plus tard⁸². Sur toute l'étendue du Ligny et des villages qui le bordent, les armées prussiennes et françaises se livrent un combat d'usure très coûteux. Dans son rapport, Gneisenau écrira que cette bataille peut être considérée comme l'une des plus acharnées de l'histoire. Pour Napoléon, il est temps que Ney débouche sur la droite de Blücher afin de l'envelopper et gagner la bataille. D'ailleurs, dès le début des combats, vers 15h15, il lui a envoyé une autre missive afin de le forcer à faire mouvement.

Monsieur le Maréchal, je vous ai écrit, il y a une heure, que l'Empereur ferait attaquer l'ennemi dans la position qu'il a prise entre les villages de Saint-Amand et Brye. En ce moment, l'engagement est très prononcé; Sa Majesté me charge de vous dire que vous devez manœuvrer sur-le-champ de manière à envelopper la droite de l'ennemi et tomber à bras raccourcis sur ses derrières; cette armée est perdue si vous agissez vigoureusement; le sort de la France est entre vos mains. Ainsi, n'hésitez pas un instant à faire le mouvement que l'Empereur vous ordonne; et dirigez-vous sur les hauteurs de Brye et de

⁷⁹ Présenté par Jacques JOURQUIN, *Journal du capitaine François, dit le dromadaire d'Égypte*. Paris, Édition Tallandier, 2003, p. 734-735.

⁸⁰ Damitz, tome I, p. 112-113. Cité par Henri HOUSSAYE, 1815: *Waterloo*, op. cit., p. 166.

⁸¹ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 171

⁸² GROUCHY, *Relation succincte de la campagne de 1815 en Belgique*, op. cit., p. 16.

Saint-Amand pour concourir à une victoire peut-être décisive. L'ennemi est pris en flagrant délit au moment où il cherche à se réunir aux Anglais⁸³.

De par sa position, Blücher ne cherche évidemment pas à se rallier aux Anglais puisqu'il attend que ces derniers lui viennent en aide. Or, Wellington et Ney sont aux prises devant les Quatre-Bras. Ainsi, Blücher et Napoléon sont dans une situation similaire, les deux attendent la venue des renforts, sauf que le deuxième a l'avantage, car il apprend, par Lobau, commandant le 6^e corps, que Ney a devant lui 20 000 ennemis⁸⁴. Dans ces conditions, il sait que le maréchal ne pourra emporter la position des Quatre-Bras contrairement à Blücher qui ne connaît pas les difficultés de son allié. Napoléon décide aussitôt de modifier ses plans. Ney devra donc se borner à contenir les Anglais pour lui envoyer l'un de ses corps d'armée. Pour ce faire, par le truchement de son aide de camp, le colonel Forbin-Janson, il ordonne au corps de Drouet-d'Erlon, qui se trouve entre Ligny et les Quatre-Bras, de faire mouvement pour déborder les Prussiens sur les hauteurs de Brye⁸⁵. Au même moment, il demande encore à Lobau d'accélérer sa marche depuis Charleroi⁸⁶. Dans le camp français, en raison des combats acharnés qui font rage sur toute la ligne de feu, l'inquiétude gagne. Friant, commandant les grenadiers à pied de la Garde, s'approche de Napoléon pour lui faire part de ses appréhensions : « Sire, nous ne viendrons jamais à bout de ces gens-là, si vous ne les prenez pas à revers, au moyen de l'un des corps dont vous disposez. – Sois tranquille, j'ai ordonné ce mouvement trois fois, et je vais l'ordonner une quatrième⁸⁷. » C'est à ce moment qu'il demande au colonel Baudus de communiquer cet ordre au maréchal Ney.

J'ai envoyé au comte d'Erlon l'ordre de se diriger avec tout son corps d'armée en arrière de la droite de l'armée prussienne. Vous allez porter à Ney le duplicata de cet ordre, qui a dû lui être communiqué. Vous lui direz que, quelle que soit la situation où il se trouve, il faut absolument que cet ordre soit exécuté, que je n'attache pas une grande importance à ce qui se passera aujourd'hui de son côté; que l'affaire est toute où je suis, car je veux en

⁸³ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au maréchal Ney, prince la Moskova, en avant de Fleurus, à 15h15, 16 juin 1815.

⁸⁴ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal, comte de Lobau commandant le 6^e corps à Sa Majesté l'Empereur, En avant de Charleroi, 16 juin 1815.

⁸⁵ Henri HOUSSAYE, 1815: *Waterloo*, op. cit., p. 167. – FLEURY de CHABOULON, *Histoire des Cent Jours : annoté par Napoléon*. Paris, Bibliothèque des Introuvables, 2006, tome II, p. 129-130.

⁸⁶ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, comte de Lobau commandant le 6^e corps, devant Fleurus, 15h15, 16 juin 1815.

⁸⁷ Jean-François FRIANT, *Vie militaire du lieutenant général comte FRIANT*. Paris, Dentu, 1857, p. 383.

finir avec l'armée prussienne. Quant à lui, il doit, s'il ne peut faire mieux, se borner à contenir l'armée anglaise⁸⁸.

Mais comme deux hommes qui tirent aux deux extrémités d'une même corde, Ney et Napoléon ont successivement appelé le corps de Drouet d'Erlon à leur aide. Ordres contradictoires et retards accumulés font en sorte qu'il n'est pas en mesure d'intervenir sur aucun des deux champs de bataille. Lorsqu'il se décide à marcher pour seconder les opérations de l'Empereur, il est déjà trop tard. De plus, l'ordre ayant été écrit au crayon, Drouet d'Erlon ne semble pas l'avoir compris. Lorsqu'il lit le message, Drouet comprend qu'on lui demande de se rendre à la hauteur de Brye et non sur les hauteurs qui dominant ce même village. Par conséquent, au lieu de prendre la direction Brye-Ligny pour attaquer les Prussiens à revers, il prend la route Saint-Amand-Fleurus, ce qui place son corps en position parallèle à l'aile droite de l'armée. La faute revient également à Forbin-Janson, puisqu'il n'est pas en mesure de clarifier les ordres de l'Empereur au moment où Drouet le lui demande. Autre raison de son incompétence, Forbin-Janson aurait dû porter le pli au maréchal Ney qui était le supérieur immédiat de Drouet-d'Erlon et qui connaissait les intentions de l'Empereur. Au lieu de cela, il retourne au quartier général impérial.

Pendant que Napoléon se démène pour faire arriver le corps de Drouet d'Erlon sur le champ de bataille, Blücher ne demeure pas inactif. Il donne l'ordre à la division Pirch II de marcher sur Saint-Amand et à la division Tippleskirchen, soutenu par les quarante-sept escadrons de cavalerie de Jürgass, du corps de Pirch I, de tourner la gauche française. Cette manœuvre est effectuée dans la croyance que les Anglais vont finir par déboucher de ce côté. Dans l'esprit de Blücher, si les Français progressent plus loin, toute jonction avec Wellington deviendra impossible. À ce moment, chacun mène sa bataille de son côté. Dès lors, plus de 60 000 soldats prussiens sont engagés dans la bataille entre Brye et Saint-Amand. Par le fait même, Blücher n'a plus de réserve car, pour remplacer les hommes qui partent à l'assaut de la gauche française, il doit faire avancer les divisions Brauze, Kraft et Langen afin qu'elles occupent les positions abandonnées par les troupes qui viennent de partir en avant. Sur sa gauche, Blücher demande à Thielmann de faire des

⁸⁸ Marie-Élie-Guillaume-Alzéar de BAUDUS, *Études sur Napoléon, par le lieutenant-colonel de BAUDUS, ancien aide de camp des maréchaux Bessières et Soult*. Paris, Debécourt, 1841, tome I, p. 210-211.

démonstrations pour maintenir les Français sur leurs propres positions. Il lui faut gagner du temps afin d'effectuer sa grande manœuvre de débordement. Lorsque le mouvement sera engagé, peut-être les Anglais ou le 4^e corps du général Bülow arriveront en renfort⁸⁹.

La division Pirch II se lance à l'attaque et pénètre dans Saint-Amand. Pendant ce temps, Girard organise la contre-attaque avec la brigade Piat et rejette les Prussiens sur leurs positions de départ. Blücher rallie aussitôt les bataillons de Pirch II qui battent en retraite et relance l'offensive. Encore une fois, à la tête de ses troupes, Girard se lance en avant et repousse les assaillants. Au cours de l'engagement, celui-ci est blessé à mort. Quelques minutes plus tard, c'est au tour des généraux Piat et de Villiers d'être gravement touchés. Sur les 5000 hommes de la division Girard, plus de la moitié est toujours en état de combattre. Néanmoins, conduite par le colonel Sébastiani qui vient de prendre la relève, la division se maintient dans Saint-Amand. Plus à gauche, à Saint-Amand le Hameau, la division Habert attend dans les blés que les troupes de Tippleskirchen arrivent à portée de fusils. Le moment venu, la fusillade fauche les Prussiens par dizaines et jette le désordre dans leurs rangs. Habert donne l'ordre de charger à la baïonnette. Pendant que la cavalerie de Domon repousse les escadrons de Jürgass, la poursuite des fuyards le mène jusqu'aux abords du village de Wagnelée. Alors que l'attaque de Blücher va à l'échec, Napoléon met plusieurs canons en batteries qui malmènent très cruellement les corps de Ziethen et Pirch I, dont les bataillons sont compressés les uns sur les autres entre Saint-Amand et Brye. D'après ses calculs, il a prévu que Ney devrait déboucher sur le champ de bataille à 18h00. Dès lors, il commence la concentration de ses réserves afin d'enfoncer le centre prussien à Ligny. La Garde et la cavalerie de Milhaud devront être en mesure de faire le travail pour soutenir le 3^e et le 4^e corps des généraux Vandamme et Gérard dont les hommes, avec beaucoup d'acharnement, se battent toujours dans les villages de Saint-Amand et Ligny⁹⁰.

Alors que Napoléon s'apprête à faire son mouvement, un message de Vandamme arrive pour l'informer qu'un corps prussien de 20 000 à 30 000 hommes se porte sur la gauche de Fleurus. Devant cette nouvelle invraisemblable, il suspend l'offensive. Napoléon se demande comment Ney a pu laisser passer un corps ennemi entre les deux

⁸⁹ Jean THIRY, *op. cit.*, p. 83.

⁹⁰ Colonel CAMON, *Les guerres napoléoniennes : précis de campagne, op. cit.*, p. 458 – Robert MARGERIT, *18 juin 1815 : Waterloo, op. cit.*, p. 277.

ailes de l'armée. Or, la faute revient à l'éclaireur de Vandamme qui n'a pas poussé assez loin ses investigations. Pour en avoir le cœur net, Napoléon envoie le colonel Dejean au devant de cette mystérieuse colonne⁹¹. Entre-temps, il demande à Vandamme de se maintenir sur ses positions. Pour lui, la situation devient très critique, car il doit contenir les corps de Ziethen et de Pirch I. Dans la division Lefol, sous le feu intense de l'ennemi, la panique gagne les hommes. La peur d'être pris à revers par un corps ennemi leur fait perdre toute contenance. Lefol doit faire braquer ses propres canons sur les fuyards afin d'éviter la débandade⁹². Devant le flottement de l'armée française, Blücher relance une nouvelle fois l'attaque contre la gauche française dont les troupes tiennent toujours le Hameau et Saint-Amand. La division Habert, qui était devant Wagnelée, doit se retirer et abandonner ledit Hameau.

Alors que Blücher espère effectuer une percée jusqu'à Fleurus et tourner le corps de Vandamme devant Ligny, Napoléon dépêche sur les lieux la jeune Garde sous le commandement du général Duhesme. Même si les tirailleurs poméraniens font bonne figure au début de l'engagement, ils doivent se retirer sous l'impact de l'attaque, laquelle est des plus foudroyante. Cela ne pouvait être autrement, puisque les soldats qui combattent les Français sont au feu depuis le début de la bataille. Devant des troupes fraîches et d'élite, les soldats prussiens n'ont pas été en mesure d'endiguer l'attaque. Ils se retirent aussitôt dans le Hameau et le village de Wagnelée. Les restes de la division Girard se lancent à leur poursuite et reprennent le Hameau pour la troisième fois. De leur côté, Berthezène et Lefol s'emparent définitivement de Saint-Amand avec le soutien des lanciers de Colbert et les chasseurs de Domon⁹³. Témoin de la scène, Rillet de Constant, gendarme de la Maison de Louis XVIII, écrira plus tard :

Quels soldats! C'est, selon le point de vue, une légion de héros ou de démons. Revenus des déserts de Russie ou des pontons de l'Angleterre, animés par le souvenir de leurs anciens triomphes, la colère de leurs défaites récentes, jaloux de cacher, sous beaucoup de gloire, leur défection au gouvernement royal, les soldats français s'élevaient au-dessus d'eux-mêmes⁹⁴.

⁹¹ Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815, op. cit.*, p. 59.

⁹² LEFOL, *Souvenirs, op. cit.*, p. 63-64.

⁹³ Henri HOUSSAYE, *1815: Waterloo, op. cit.*, p. 173.

⁹⁴ RILLET de CONSTANT, « Souvenir de 1815, les Cent Jours en Belgique ». *Bibliothèque universelle de Genève*, juillet-août 1857. Cité par Jean THIRY, *op. cit.*, p. 87.

Vers 18h30, Dejean rejoint Napoléon. Il lui apprend que c'est Drouet d'Erlon, et non une colonne ennemie, qui marche à la hauteur de Brye. De toute façon, il est déjà trop tard. Le mouvement a échoué. Il décide alors de concentrer ses efforts sur le centre de l'armée prussienne à Ligny. Il faut une demi-heure pour rappeler les réserves et effectuer la concentration. À 19h00, l'attaque est lancée sur le centre prussien qui semble craquer de toutes parts. Au même moment, alors que Blücher croit encore que Wellington va arriver, il apprend que celui-ci est aux prises avec Ney devant les Quatre-Bras. Néanmoins, il ne désespère pas. Il ordonne un nouvel assaut sur la gauche française afin de tourner Napoléon. Or, Pirch I lui représente la difficulté de la chose : « Mes hommes ont brûlé leurs cartouches et vidé les gibernes des morts; ils n'ont plus un seul coup à tirer. – À la baïonnette! Crie Blücher⁹⁵. » Les débris de toutes les divisions sont envoyés en avant avec, en soutien, la cavalerie de Jürgass déjà fortement éprouvée par les charges successives menées plus tôt. Même si Duhesme et Habert plient sous l'offensive, une brigade de la Garde à pied vient rapidement les soutenir. Quant à la cavalerie de Jürgass, elle est contenue par les escadrons des généraux Domon et Subervie⁹⁶.

C'est à ce moment que Blücher apprend que son centre vient de lâcher. Débordées, les divisions Langen, Hankel, Jagow et Kraft, qui ont été sévèrement bombardées, cèdent devant la Garde impériale, le corps de Vandamme, les dragons et les cuirassiers de Milhaud⁹⁷. La panique s'empare des Prussiens qui fuient de tous les côtés. Blücher tente une dernière fois de rétablir la situation par l'intervention de la cavalerie du général Röder, mais rien ne peut empêcher la débâcle. Lui-même est renversé de son cheval et passe très près d'être capturé. Blessé, il réussira, grâce à son aide de camp, à rejoindre ses troupes en retraite. Entre-temps, les divisions de la gauche prussienne se retirent en bon ordre, tandis que celles de la droite se replient dans la confusion. Dans une lettre qu'il envoie à Davout, Soult exprime en ces termes la portée de cette attaque : « Cela a été comme un effet de théâtre⁹⁸. » La poursuite des éléments prussiens en déroute n'a pu se développer comme Napoléon l'aurait souhaité. En fait, il était déjà tard. De plus, le temps orageux a mis très rapidement le champ de bataille dans l'obscurité. Par

⁹⁵ Henri HOUSSAYE, 1815: *Waterloo*, op. cit., p. 176.

⁹⁶ Jacques LOGIE, *Waterloo, l'évitable défaite*. Bruxelles, Duculot, 1984, p. 72-73.

⁹⁷ Jean THIRY, op. cit., p. 87.

⁹⁸ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au prince d'Eckmühl, ministre la Guerre, quartier impérial de Fleurus, 17 juin 1815.

conséquent, la cavalerie française n'a pas été au-delà de Sombreffe. Néanmoins, la journée est très coûteuse pour Blücher car plus de 15 000 hommes sont tombés au combat. À ce chiffre, il faut ajouter les 10 000 autres qui se sont débandés lors de la percée du centre. En tout, l'armée prussienne se retrouve privée de 25 000 hommes sans compter le matériel perdu dont quarante canons et nombre de voitures. Pour ce qui est des Français, ils enregistrent la perte de 8500 soldats⁹⁹.

La grande disproportion des pertes entre l'armée française et prussienne vient du système tactique de Blücher. Dans un premier temps, à l'inverse de Napoléon qui n'a fait intervenir ses réserves qu'avec parcimonie, le général prussien, afin de compenser le peu d'expérience de ses troupes, a cherché à tabler sur sa supériorité numérique pour submerger l'aile gauche française. C'est pourquoi, au mépris de toute prudence, il a massé plus de 60 000 soldats des corps Ziethen et Pirch I entre Saint-Amand et Brye. Ceux-ci étant formés en colonnes larges et profondes, l'artillerie française n'a éprouvé aucune difficulté à les bombarder. Devant le spectacle, Napoléon s'est retourné vers Friant pour lui dire : « Tu le vois, le temps qu'ils nous font perdre leur coûtera plus cher qu'à nous¹⁰⁰. » Dans ces mémoires, Napoléon explique que tous les boulets de l'armée française qui manquaient les premières lignes frappaient dans les réserves. Selon lui, pas un coup n'a été perdu¹⁰¹. Même si cette affirmation est quelque peu exagérée, il est vrai que les divisions prussiennes ont beaucoup souffert des coups de l'artillerie. Si bien que, lorsqu'elles arrivaient au contact des bataillons français, elles avaient déjà subi des pertes considérables, ce qui facilitait les contre-attaques françaises.

Lorsqu'il remarque les colonnes prussiennes depuis le moulin de Bussy, Wellington lui-même estime que la position tenue par elles ne présente aucun avantage de couverture. Par conséquent, elles seront très vulnérables au feu de l'artillerie. Il déclare alors : « Chacun connaît bien son armée, mais si je devais combattre avec la mienne ici, je devrais m'attendre à être battu. » Gneisenau lui rétorque : « Mes hommes aiment à voir l'ennemi¹⁰². » Cette réponse est une allusion directe au style défensif de

⁹⁹ Henri HOUSSAYE, *1815: Waterloo*, op. cit., p. 189. - Jean THIRY, op. cit., p. 95. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Bulletin de la Grande Armée, 22061, Bataille de Ligny, sous Fleurus, Laon, 20 juin 1815. - Hippolyte MAUDUIT, op. cit., p. 50-51.

¹⁰⁰ Jean THIRY, op. cit., p. 84.

¹⁰¹ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 173.

¹⁰² *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, General Muffling on Quatre Bras. p. 340.

Wellington dont la principale caractéristique est de mettre ses troupes à l’abri des bombardements. Quoi qu’il en soit, les événements ont donné raison au duc, car un seul boulet qui bondit sur le sol peut emporter une file de huit ou dix hommes. Or, si Blücher a mis tant de ressources sur son aile droite, s’il a exposé ses soldats aux tirs meurtriers de l’artillerie française, c’est qu’il attendait Wellington de ce côté. Pour ce faire, il se devait de garder le contrôle de son flanc droit. Il pensait que ce dernier ferait son apparition à la hauteur de son armée pour le soutenir et écraser Napoléon sous le nombre. Bien sûr, la chose ne s’est pas produite puisque Wellington s’est vu attaquer par Ney devant les Quatre-Bras.

Cependant, il semble que Blücher ne savait pas ce qui s’y passait. Jusqu’en fin de soirée, sans renseignements de son allié, il a toujours cru qu’il avait la totalité de l’armée française devant lui. De fait, Wellington lui ayant dit qu’il viendrait s’il n’était pas attaqué lui-même, il était à même d’espérer son concours. En conséquence, nous sommes forcés de conclure qu’il n’y a aucune stratégie d’ensemble établie entre Blücher et Wellington. Les croyances de Blücher, dues à la déficience des communications, l’ont poussé à prendre des dispositions tactiques qui furent funestes à l’armée prussienne.

IV. La bataille des Quatre-Bras, là où la manœuvre de Napoléon a échoué

Ce même 16 juin au matin, alors que Napoléon tente de savoir quelles sont les forces qui sont devant lui, Ney fait face au carrefour des Quatre-Bras. La veille, après avoir pris Frasnes, le général Lefebvre-Desnoettes a tenté d’emporter la place, mais lui et ses hommes, soit 2083 cavaliers, ont essuyé le feu de huit pièces d’artillerie positionnées dans le Bois de Bossu. Avec la nuit tombante et le terrain qui se veut difficile d’accès, la cavalerie légère n’a pu poursuivre en avant. Dans son rapport, Lefebvre-Desnoettes écrit qu’il ne sait pas si la place est bien défendue. Pour en savoir davantage, il se propose donc de faire une reconnaissance dès les premières lueurs de l’aube¹⁰³. La position des Quatre-Bras est vitale pour la suite des opérations car elle se situe à la croisée des grandes routes qui vont de Bruxelles à Charleroi, et de Nivelles à Namur. Par conséquent, si Ney prend le contrôle de cet axe routier, il détiendra l’avantage du terrain, ce qui lui permettra

¹⁰³ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le général Lefebvre-Desnoettes, commandant la cavalerie légère de la Vieille Garde à Frasnes au maréchal prince de la Moskowa, 15 juin 1815, 21h00.

de se porter rapidement sur les arrières de Blücher. Toutefois, la position est propice pour la défense. À l'intersection, on y retrouve une auberge, une ferme et quelques maisons. Le plateau sur lequel ces bâtiments sont construits est légèrement ondulé. Mais devant, là où les Français devront attaquer, il y a une pente très prononcée qui se termine par un vallon au fond duquel coule un ruisseau qui se jette dans un étang. Près de la chaussée Charleroi-Bruxelles s'élève la ferme de Gémioncourt, entourée d'un grand verger bordé de haies. De plus, le champ de bataille est bordé par deux grands bois. À l'Ouest, large de 500 mètres et long de trois kilomètres, se situe le bois de Bossu, flanqué par la ferme du Grand-Pierre-Pont qui se situe à la lisière méridionale. À l'Est, large d'environ un kilomètre, on retrouve le bois de la Hutte dont les premiers arbres abordent le hameau de Piraumont¹⁰⁴.

Face à un tel obstacle, il n'est pas étonnant que la cavalerie légère n'ait pu contourner les Quatre-Bras comme elle l'a fait la veille à Frasnes. Devant la menace d'encerclement, les 1500 soldats du régiment de Nassau qui défendaient la place ont vite battu en retraite vers le bois de Bossu¹⁰⁵. Dans son ouvrage sur 1815, Houssaye, qui s'appuie sur les mémoires de Gourgaud, prétend que l'Empereur a envoyé neuf dépêches au maréchal Ney afin de prendre le carrefour routier¹⁰⁶. Or, aucune de ces dépêches n'a été retrouvée dans les archives. En fait, les ordres donnés à Ney par l'intermédiaire de Soult concernent uniquement le village de Gosselies. À preuve cette missive envoyée plus tôt à Drouet-d'Erlon :

Monsieur le comte, l'intention de l'Empereur est que vous ralliez votre corps sur la rive gauche de la Sambre pour joindre le 2^e à Gosselies, d'après les ordres que vous donnera à ce sujet monsieur le maréchal prince de la Moskowa. Ainsi vous appellerez les troupes que vous avez laissées à Thuin et les environs; vous devez cependant avoir toujours de nombreux postes sur votre gauche pour éclairer la route de Mons¹⁰⁷.

¹⁰⁴ Jean THIRY, *op. cit.*, p. 84. - Henri HOUSSAYE, *1815: Waterloo, op. cit.*, p. 192. Voir l'annexe E figure 5.

¹⁰⁵ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le général Lefebvre-Desnoettes, commandant la cavalerie légère de la Vieille Garde à Frasnes au maréchal prince de la Moskowa, 15 juin 1815, 21h00.

¹⁰⁶ Henri HOUSSAYE, *ibid.*, p. 185. - *Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 165. - Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815, op. cit.*, p. 67-68.

¹⁰⁷ SHD, C15/22, *2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815*. Ordre no 5 transmis par Soult à M. le comte Drouet-d'Erlon, Charleroi, le 15 juin 1815. À titre informatif, cet ordre n'est pas reproduit dans le texte imprimé du registre du major général Soult.

Dans ses mémoires, Napoléon ne s'avance pas directement sur le sujet. Il dit seulement qu'il a donné l'ordre à Ney de pousser au-delà des Quatre-Bras lors de sa rencontre avec ce dernier le 15 juin. Cependant, nous avons vu que cette version des faits ne résiste pas à l'examen des documents. Il en va de même des neuf dépêches rapportées par Gourgaud dans ces mémoires. Rédigé à Sainte-Hélène, ce document porte l'empreinte évidente de Napoléon puisque c'est Gourgaud, sous sa dictée, qui a rédigé les différentes versions remaniées de la campagne de 1815. Par conséquent, il est possible qu'il ait été fortement influencé par celle de l'Empereur lorsqu'il a travaillé sur sa propre version. Quoiqu'il en soit, si Ney porte entièrement le chapeau de l'échec des Quatre-Bras, Napoléon se dégage aussitôt de sa responsabilité dans l'affaire. Ainsi, il semble que Houssaye, qui donne une entière crédibilité aux propos de Gourgaud, se soit délibérément trompé, puisqu'il ne cite ni ne mentionne le fond d'archives d'aucune des dépêches que Soult aurait fait parvenir à l'infortuné maréchal. Mais, en raison du contexte de la revanche contre la Prusse et du culte de Napoléon qui en est issu à la fin du 19^e siècle, l'auteur n'a pu faire la part des choses.

Comme on l'a vu d'entrée de jeu, Ney a pris son commandement alors que l'armée passait la Sambre. En fait, il a reçu l'invitation de l'Empereur trois jours avant le début des hostilités : « Mon cousin, faites appeler le maréchal Ney; s'il désire se trouver aux premières batailles qui auront lieu, dites-lui qu'il soit rendu le 14 à Avesnes, où sera mon quartier général¹⁰⁸. » Sans connaître les intentions de l'Empereur à son endroit, ni ses plans, Ney ne perd pas de temps pour le rejoindre. Même s'il dîne avec lui le 13 juin, Napoléon ne semble pas lui avoir fait part de ses projets. Il l'en instruit brièvement que deux jours plus tard. Il devait se contenter de pousser l'ennemi en avant et de prendre Gosselies. Dès son arrivée à l'intérieur de cette localité, son principal souci est de se constituer un état-major et de connaître la position et la force de ses différents corps d'armée : « Le maréchal ne savait ni les noms des généraux ni ceux des colonels. Il ne connaissait pas la force des régiments, et savait bien moins encore le nombre d'hommes qui avaient pu suivre les têtes de colonne dans une marche aussi longue¹⁰⁹. » En fait, ce n'est qu'entre 22h30 et 23h00, que Ney prend connaissance, et cela de façon très

¹⁰⁸ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 22043, Paris, 11 juin 1815.

¹⁰⁹ Colonel HEYMES, *Relation de la campagne de 1815*, op. cit., p. 45.

approximative, de la position véritable de ses divisions. Il faut insister sur le caractère d'approximation car, dans sa lettre au maréchal Soult, Ney souligne son ignorance de la position du quartier général du commandant du 2^e corps, le général Reille¹¹⁰.

Vers 2h00 du matin, Ney établit enfin le contact avec ce dernier. Entre-temps, le colonel Heymès fait la tournée des régiments sur la ligne de front afin de s'enquérir de leur état. Il constate qu'après vingt heures de marche, les troupes n'ont plus la capacité d'entreprendre la moindre action offensive¹¹¹. Même si les mémoires de Heymès doivent être utilisés avec une extrême prudence, comme tous les documents de cette nature, l'information concernant la fatigue des hommes est confirmée dans un rapport qui nous vient du comte de Lobau : « Notre marche a été très lente à cause des défilés et des mauvais chemins. La troupe est très fatiguée, mais les chevaux d'artillerie encore plus¹¹², » Même si ce rapport ne concerne pas directement les divisions du maréchal Ney, puisque Lobau a suivi la marche du 3^e corps, nous pouvons aisément présumer de l'état de ces dernières lorsqu'elles établissent leurs bivouacs.

Dans ces conditions, et cela sans compter qu'il n'a aucun renseignement sur les forces de l'ennemi, la nature du terrain ou la position exacte de ses troupes, Ney ne pouvait emporter les Quatre-Bras dès le premier jour de l'invasion. Aucun général digne de ce nom n'aurait lancé ses hommes à l'aveuglette sans connaître tous les paramètres de la situation qui se dessine devant lui. Par conséquent, l'affirmation de Gourgaud, qui prétend que Ney n'était plus le même homme, doit être largement nuancée¹¹³. Bien qu'il soit difficile d'accabler le maréchal Ney pour les déconvenues de la veille, il porte néanmoins la responsabilité de ne pas avoir fait d'efforts particuliers pour entreprendre la concentration de ses troupes devant les Quatre-Bras dès le lever du jour. Cela est d'autant plus troublant que ses divisions sont échelonnées de Frasnes à Thuin sur une ligne de sept lieues, soit vingt-huit kilomètres¹¹⁴. En fait, il est assuré que la place sera aisément emportée lorsque le moment sera venu de marcher sur Bruxelles. D'après les

¹¹⁰ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Ney, prince de la Moskowa à Gosselies au maréchal Soult, duc de Dalmatie, 23h00, 15 juin 1815.

¹¹¹ Colonel HEYMES, *op. cit.*, p. 45.

¹¹² SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le comte de Lobau au maréchal Soult, duc de Dalmatie, au quartier général sur le plateau à une lieue en arrière de Charleroi entre Jamignon et le bois du prince de Liège, 20h00, 15 juin 1815.

¹¹³ GOURGAUD, *Campagne de 1815*, *op. cit.*, p. 67-68.

¹¹⁴ Henri HOUSSAYE, *1815: Waterloo*, *op. cit.*, p. 186.

renseignements qu'il a reçu de ses éclaireurs, il estime qu'il n'y a pas plus de 3000 hommes pour défendre le carrefour des Quatre-Bras. Après avoir pris connaissance des premiers ordres de l'Empereur qui lui prescrivent de se tenir prêt à marcher sur Bruxelles, Ney lui répond avec assurance : « Tous les renseignements portent qu'il y a environ 3000 hommes d'infanterie ennemie aux Quatre-Bras et fort peu de cavalerie. Je pense que les dispositions de l'Empereur pour la marche ultérieure sur Bruxelles s'exécuteront sans obstacles¹¹⁵. »

Même si ce rapport démontre l'ignorance de Ney face à la situation véritable, car Perponcher dispose à cette heure de 7000 hommes pour défendre les Quatre-Bras, il confond de façon évidente les propos de Thiers et Houssaye qui prétendent que Ney n'a pas fait de reconnaissance préalable. Si le maréchal ne connaît pas la composition des troupes qui lui font face, c'est en raison de la configuration du terrain qui empêche ses éclaireurs de s'en faire une idée plus précise. La hauteur relative du plateau et les bois qui le flanquent, alors garnis de nombreux tirailleurs, masquent la concentration des troupes de Wellington. Un rapport du comte de Lobau, commandant le 6^e corps, confirme l'impossibilité physique pour le maréchal Ney de juger avec exactitude de la position de l'ennemi.

En conformité des ordres de Votre Majesté, j'ai envoyé l'adjudant commandant Jeannin au corps commandé par M le Maréchal Prince de la Moskova. Cet officier a trouvé ces troupes échelonnées depuis les environs de Gosselies jusqu'au-delà du village de Frasnes; il a beaucoup d'habitude de la guerre et croit que l'ennemi n'est pas en très grande force; mais il est difficile, en raison des forêts, de juger avec précision. Le colonel précité a causé avec plusieurs officiers supérieurs, il a interrogé des déserteurs, et aucun des individus questionnés n'a porté le nombre de l'ennemi au-delà de vingt mille hommes¹¹⁶.

Par ailleurs, s'il est vrai que le maréchal n'a pas effectué sa concentration au lever du jour, comme le laisse entendre les premières phrases de cette lettre, il s'est tout de même exécuté dès la réception des ordres de l'Empereur.

Je reçois à l'instant vos instructions sur le mouvement des 1^{er} et 2^e corps d'infanterie, de la division de cavalerie légère du général Piré et des divisions de cavalerie du 3^e corps. Celles de l'Empereur m'étaient déjà parvenues. Voici les dispositions que je viens d'expédier. Le 2^e corps, général Reille, aura une division en arrière de Genappe, une autre à Banterlet, les autres à l'embranchement des Quatre-Bras. Une division de cavalerie

¹¹⁵ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Ney, prince de la Moskova à Gosselies au maréchal Soult, duc de Dalmatie, 11h00, 16 juin 1815.

¹¹⁶ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le comte de Lobau commandant le 6^e corps, rapport à l'Empereur, Charleroi, 16 juin 1815.

légère du général Piré ouvrira la marche du 2^e corps. Le 1^{er} corps s'établira (mot illisible) : une division à Marbais, les 2 autres à Frasnes, une division légère à Marbais, les 2 divisions du comte de Valmy à Frasnes et Liberchies. Les 2 divisions de cavalerie de la Garde resteront à Frasnes où j'établis mon quartier général¹¹⁷.

L'Empereur lui-même est responsable du comportement du maréchal car, au moment où il lui écrit, il n'a pas encore arrêté ses dispositions : « Mon intention est que, immédiatement après que j'aurai pris mon parti, vous soyez prêt à marcher sur Bruxelles. Vous sentez l'importance attachée à la prise de Bruxelles¹¹⁸. » En conséquence, les Quatre-Bras n'ayant jamais fait partie des objectifs initiaux, ni même secondaire, l'inertie du maréchal Ney est également causée par un réajustement des plans tactiques de Napoléon et de son manque d'officiers d'état-major. Les circonstances jouent également contre le maréchal. En fait, portés par le général Flahaut, les ordres de l'Empereur ont d'abord été communiqués au général Reille dont le quartier général était à Gosselies. Même si Ney a enjoint Reille d'obéir aux ordres de l'Empereur, celui-ci demeure immobile. En fait, le chef du 2^e corps a reçu des informations du général Girard à l'effet que des masses ennemies débouchent par la route de Namur en direction de Saint-Amand. Se préparant sans doute à marcher au canon, il attend les événements. Afin de justifier sa décision, il écrit la lettre suivante au maréchal Ney :

Le général Flahaut m'a fait part des ordres qu'il vous portait. J'aurais commencé mon mouvement sur Frasnes aussitôt que mes divisions auraient été sous les armes, mais d'après un rapport du général Girard, qui signale deux masses ennemies, de six bataillons chacune, venant par la route de Namur et dont la tête est à Saint-Amand, je tiendrai mes troupes prêtes à marcher en attendant vos ordres. Comme ils pourront me parvenir très vite, il n'y aura que très peu de temps de perdu¹¹⁹.

Reille estime qu'il a le temps nécessaire car, à l'instar de Ney, il croit que le carrefour des Quatre-Bras ne constitue pas un obstacle majeur. Par ailleurs, à ce moment de la journée, les ordres de l'Empereur ne consistent qu'à marcher sur Bruxelles. Par conséquent, il a pensé qu'il pouvait différer l'exécution des ordres en attendant de voir comment les choses tourneront pour l'aile droite de l'armée. Or, celui-ci ne semble pas

¹¹⁷ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Ney, prince de la Moskova à Gosselies au maréchal Soult, duc de Dalmatie, 11h00, 16 juin 1815.

¹¹⁸ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Ney, prince de la Moskova, commandant l'aile gauche de l'Armée du Nord, 22058, Charleroi, 16 juin 1815.

¹¹⁹ SHD, C15/22, *2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815*. Ordre no 10 transmis par le général Reille au maréchal Ney, Gosselies, 10h15, 16 juin 1815.

prendre conscience qu'en immobilisant son corps, il contraint celui de Drouet d'Erlon à l'inactivité. Étant derrière le corps de Reille, Drouet doit attendre que celui-ci soit mis en marche pour effectuer son mouvement. Ainsi, les plans de concentration du maréchal Ney sont déjà gravement compromis. Lorsque Ney prend connaissance de la décision de Reille, il lui écrit, entre 11h15 et 11h30, de mettre son corps en marche¹²⁰. Mais ce contre-temps l'oblige à différer l'attaque des Quatre-Bras. Le général Reille rejoint finalement le maréchal Ney à 13h30, face à la lisière orientale du bois de Bossu. À ce moment, Ney aurait souhaité lancer l'attaque immédiatement, mais Reille l'en dissuade. « Ce pourrait bien être une bataille d'Espagne, où les Anglais se montreront seulement quand il sera temps. Il est prudent d'attendre pour attaquer que toutes nos troupes soient massées ici. – Allons donc! réplique Ney, il suffira des seules compagnies de voltigeurs¹²¹! » À 14h00, les divisions des généraux Bachelu et Foy du corps de Reille arrivent enfin à Frasnes. De droite à gauche de la route, elles se placent en position d'attaque. Les chasseurs de Piré se tiennent à droite de la division Bachelu tandis que les lanciers se tiennent en arrière de l'intervalle de ces mêmes divisions. Derrière elles, la 1^{re} brigade cuirassiers du général Kellermann attend en réserve. Ney a reçu l'ordre de Napoléon de ne pas l'utiliser, sauf en cas d'extrême nécessité. Le même ordre s'applique aux lanciers de Lefebvre-Desnoettes. Quant à la division de Jérôme Bonaparte, elle marche toujours entre Gosselies et Frasnes¹²².

Lorsqu'il entend le canon du côté de Saint-Amand, Ney décide de lancer l'attaque. Il dispose alors de 10 000 hommes d'infanterie et de 8000 cavaliers. Pour sa part, le prince d'Orange, qui est arrivé sur place tôt le matin, n'a aucune cavalerie disponible. Il attend avec impatience la brigade de Van Merlen qui, selon toute vraisemblance, devrait arriver vers 16h00. En attendant, il ordonne à ses troupes de tenir la position¹²³. À 14h30, la division Bachelu et la cavalerie du général Piré marchent sur

¹²⁰ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Ordre de mouvement no 11 transmis par le maréchal Ney au général Reille, Frasnes, le 16 juin 1815.

¹²¹ Colonel Claude-François-Marie RÉPÉCAUD, *Napoléon à Ligny et le maréchal Ney aux Quatre-Bras*. Arras, Imprimerie Degeorge, 1847, p. 17.

¹²² SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date.

¹²³ GOURGAUD, *Campagne de 1815, op. cit.*, Annexe, p. 210.

Piraumont et refoulent le 27^e de chasseurs néerlandais. De façon simultanée, la brigade Jamin effectue une conversion à gauche et attaque le 2^e bataillon de Nassau qui est repoussé en direction de la ferme Gémioncourt. Défendue par le 5^e bataillon de la milice néerlandaise, la ferme est rapidement emportée par les soldats de la brigade Jamin. Les miliciens fuient vers le bois de Bossu où ils pensent chercher refuge. Or, ils n'ont pas le temps d'atteindre les arbres que, déjà, ils sont chargés par les lanciers de Piré. Au cours de cette action, le prince d'Orange, qui cherche à rallier ses troupes, passe très près de se faire prendre par la cavalerie française. Il ne doit son salut qu'à la vitesse de sa monture. À 15h00, Ney est maître de la position de Gémioncourt. Il ne lui reste qu'à prendre le carrefour des Quatre-Bras alors tenus par les quatre bataillons du prince Bernard de Saxe-Weimar¹²⁴.

En fait, le maréchal attend que les troupes de Jérôme Bonaparte arrivent sur place. Ne sachant pas ce qu'il y a de l'autre côté du champ de bataille, il ne souhaite pas entreprendre sa dernière attaque sans avoir l'assurance de l'emporter. Cela est d'autant plus problématique qu'il n'a pas l'autorisation d'utiliser la cavalerie de Kellermann et de Lefebvre-Desnoettes¹²⁵. Arrivant sur le champ de bataille, Wellington, qui vient de promettre à Blücher son assistance s'il ne rencontre pas de résistance, juge la situation très critique, voire désespérée¹²⁶. Dès lors, il comprend que son allié devra se débrouiller seul, car son armée aura à lutter pour sa propre survie. Dans les minutes qui suivent, Picton arrive de Waterloo par la route de Bruxelles avec huit bataillons anglais et quatre hanovriens. Entre-temps, les hussards hollandais et les dragons belges de Van Merlen débouchent par la route de Nivelles¹²⁷. Pendant que les bataillons de Picton se déploient vers la gauche en direction de la route de Namur, le prince d'Orange demande à Van Merlen de charger les tirailleurs du général Foy qui s'avancent dans la direction des Quatre-Bras. Mais avant qu'ils aient pris contact avec l'objectif, les lanciers de Piré chargent les escadrons de Van Merlen pour finalement les ramener au-delà du carrefour.

¹²⁴ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date.

¹²⁵ GOURGAUD, *Campagne de 1815, op. cit.*, annexe, p. 223. - Henri HOUSSAYE, *1815: Waterloo, op. cit.*, p. 194-195.

¹²⁶ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Wellington to Lady Webster, Waterloo, June 18th, 3h00 AM, p. 501.

¹²⁷ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome XII, Wellington to Lord Bathurst, p. 478.

Wellington lui-même s'est vu entraîné dans la déroute. Comme le jeune prince d'Orange, il doit une fière chandelle à Copenhague, sa fidèle jument. En se rabattant sur la droite afin de rejoindre leurs positions de départ, Piré et ses hommes culbutent un bataillon de miliciens en position près de la ferme Gémioncourt¹²⁸.

Vers 15h00, la division de Jérôme Bonaparte arrive à Frasnes. Sans plus tarder, Ney lui donne l'ordre d'engager le combat face à la ferme de Pierrepont. Après une brève mais intense fusillade, les défenseurs sont délogés quelques minutes plus tard. Malgré ce succès, les soldats progressent très lentement, car il leur faut se frayer un passage au sabre dans les taillis et les épais fourrés du bois de Bossu. Une heure plus tard, le maréchal Ney reçoit la première lettre de l'Empereur, rédigé vers 14h00, qui lui demande de prendre les Quatre-Bras afin de se rabattre sur les arrières prussiens.

L'Empereur me charge de vous prévenir que l'ennemi a réuni un corps de troupe entre Sombreffe et Brye, et qu'à deux heures et demie le maréchal Grouchy avec les 3^e et 4^e corps l'attaquera. L'intention de Sa Majesté est que vous attaquiez aussi ce qui est devant vous et qu'après l'avoir vigoureusement pressé vous rabattiez sur nous pour concourir à envelopper le corps dont je viens de vous parler¹²⁹.

Ney décide de porter la presque totalité de ses forces en avant. Bachelu s'avance sur Piraumont qui se situe sur l'aile gauche de l'ennemi. Au centre, le général Foy marche de Gémioncourt vers les Quatre-Bras, tandis que Jérôme dépêche la brigade Soye dans le bois de Bossu. Pendant ce temps, il s'avance avec la brigade Bauduin entre la route et le bois afin de repousser le corps de Brunswick qui vient d'arriver en renfort. L'attaque réussit sur tous les points. La brigade Soye s'empare alors de presque tout le bois de Bossu. Au centre et sur la droite, la division Foy et la brigade Bauduin bousculent les bataillons du corps du duc de Brunswick. À la tête de sa cavalerie, ce dernier lance une charge contre les brigades françaises. Le 1^{er} léger se forme immédiatement en carré. Mais, entraînés dans leur élan initial, les cavaliers brunswickois sont reçus par une salve dévastatrice et culbutent sur les baïonnettes. Les pertes sont lourdes. Au cours de l'action,

¹²⁸ Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo letters, op. cit.*, p., 24. Letter no 12. Copy of the Journal of the operation of the Army under the Duke of Wellington from the 15th of June.

¹²⁹ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au maréchal Ney, prince la Moskova, Fleurus, à 14h00, 16 juin 1815.

Brunswick lui-même est touché. Il meurt dans la soirée dans l'une des maisons du carrefour des Quatre-Bras¹³⁰.

À ce moment de la bataille, les choses semblent bien tourner pour les Français. Mais c'est sans compter les renforts qui vont arriver par les routes de Nivelles et de Bruxelles. En attendant, Wellington doit tenir la position. Sur la droite, alors que la colonne Bachelu progresse vers le carrefour depuis la ferme Gémioncourt, la division Picton, embusquée dans les blés, attend patiemment qu'elle arrive à portée de tir. Lorsqu'elle ouvre le feu, les hommes de Bachelu cessent la progression. Devant l'hésitation des Français, Picton donne l'ordre à la brigade Kempt de charger à la baïonnette. Bachelu et ses hommes sont ramenés jusqu'à Gémioncourt. Mais les Anglais ne progressent pas plus loin, car ils sont arrêtés à leur tour par les soldats du 108^e et une batterie de canons qui les mitrailent à bout portant. Le 1^{er} et le 6^e chasseur de la cavalerie du général Piré se lancent à l'attaque. Les tirailleurs anglais sont sabrés, mais les bataillons du 28^e régiment, formés en carré, ne se laissent pas enfoncer. Ils reviennent finalement sur leurs positions de départ¹³¹. Sur la route de Namur, le 42^e et le 44^e highlanders, qui forment la droite de la brigade du général Pack, sont attaqués à leur tour par le 6^e lanciers. Même si les formations écossaises sont rompues, les hommes ne se débandent pas. Ils battent eux aussi en retraite vers les Quatre-Bras. Seul un bataillon hanovrien, qui n'a pas manœuvré assez vite, est mis en pièces par les lanciers du colonel Galbois¹³².

En dépit de l'échec de la colonne Bachelu, l'attaque, de façon générale, progresse bien. Pour donner l'impulsion qui manque afin d'emporter la position des Quatre-Bras, Ney compte sur les 20 000 hommes du corps de Drouet-d'Erlon qui devrait déboucher

¹³⁰ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date. – Jérôme BONAPARTE, *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine*. Paris, Dentu, 1861-1866, tome VII, p. 69-75.

¹³¹ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date. – Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo letters*, op. cit., p. 353-354 et 357-358. Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo letters*, op. cit., p. 153. Lieutenant-colonel F. Calvert, major 32nd Regiment, Hunsdon House, Ware, April 19th 1835. Letter 156. Major A Forbes, 79th Highlanders, Paisley, May 3rd, 1837.

¹³² Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo letters*, *ibid.*, p. 369-370 et 380-381 Letter no 161. Captain J. Kinkaid, Late Rifle Brigade. Lieutenant and Adjutant 1st battalion 95th Rifles, Bridewell Hospital, London, May 2nd, 1839. – Letter no 167. Lieutenant A. Riddock, Half-Pay, 44th Regiment, Kirktown of Deskford, Banffshire, April 11th, 1837.

sur le champ de bataille d'un moment à l'autre. Mais, comme nous l'avons vu précédemment, ordres et contre-ordres vont faire en sorte que celui-ci ne prendra pas part au combat. La première cause de l'échec vient de la position du 1^{er} corps. Au matin, Drouet a concentré ses cinq divisions à Jumet, qui se situe à 2 kilomètres en arrière de Gosselies. Devant lui, sur la seule route qui mène à Frasnes, Reille, inquiet des événements de Saint-Amand, attend des instructions pour se mettre en marche dans cette direction. Afin d'éviter les embouteillages, Drouet doit attendre que le 2^e corps fasse mouvement. Par conséquent, même s'il a reçu cet ordre à midi, la tête de sa colonne n'arrive à Gosselies qu'entre 13h30 et 14h00. Drouet décide alors de s'arrêter car il a reçu de faux renseignements à l'effet qu'une forte colonne anglo-belge menace sa gauche depuis Mons¹³³.

Jusqu'à ce moment, Drouet d'Erlon n'a pas commis de faute grave parce que le retard initial est causé par Reille, qui s'est maintenu trop longtemps sur ses positions. Concernant le second retard, il fut motivé par la prudence. Toutefois, le chef du 1^{er} corps n'a pas obéi aux ordres de Ney. Envoyés à 11h00, ceux-ci lui prescrivaient de faire marcher l'une de ses divisions vers Marbais¹³⁴. Était-ce parce qu'il attendait d'être arrivé à Frasnes pour s'exécuter, nous n'en sommes pas sûrs. Quoi qu'il en soit, après avoir appris qu'il n'y avait aucun danger du côté de Mons, il se remet en route. Il est alors 15h00. Une heure plus tard, très impatienté du retard de Drouet-d'Erlon, Ney reçoit un ordre signé à 15h15 de Napoléon qui lui enjoint de manœuvrer pour envelopper la droite des Prussiens.

Vous devez manœuvrer sur-le-champ de manière à envelopper la droite et à tomber à bras raccourcis sur ses derrières. Cette armée est perdue si vous agissez vigoureusement. Le sort de la France est dans vos mains. Ainsi n'hésitez pas un instant pour faire le mouvement que l'Empereur vous ordonne et dirigez-vous sur les hauteurs de Saint-Amand et de Brye¹³⁵.

¹³³ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Ordre no 11, Frasnes, le 16 juin 1815. – François T'SAS, « Les mouvements du 1^{er} corps de Drouet d'Erlon au cours de la bataille de Ligny et des Quatre-Bras le 16 juin 1815 », *Revue d'histoire militaire belge*, no XVII, avril 1967, pp. 268-300. – SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le comte de Lobau commandant le 6^e corps, rapport à l'Empereur, Charleroi, 16 juin 1815.

¹³⁴ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Ney, prince de la Moskowa à Gosselies au maréchal Soult, duc de Dalmatie, 11h00, 16 juin 1815.

¹³⁵ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Ordre no 11, le maréchal Soult au maréchal Ney, en avant de Fleurus, le 16 juin 1815.

Le maréchal compte de plus en plus sur l'arrivée du 1^{er} corps pour exécuter les ordres de l'Empereur. Mais entre 16h00 et 16h30, Drouet est rejoint par le colonel Forbin-Janson qui lui remet l'ordre au crayon prescrivant de marcher sur les hauteurs de Saint-Amand afin de tomber sur les arrières de l'armée prussienne¹³⁶. Laissant Ney se débrouiller avec Wellington, c'est alors que d'Erlon se met en route pour rejoindre l'Empereur. Lorsqu'il apprend le mouvement de ce dernier, vers 17h15, Ney s'emporte contre le général Delcambre qui est venu l'informer de ce retournement. Il faut savoir qu'à cet instant, l'armée de Wellington voit affluer des renforts en quantité et que les bataillons du maréchal Ney contiennent de plus en plus difficilement ceux de l'ennemi. Toujours soucieux d'obéir à l'Empereur et de concourir à la destruction de l'armée prussienne, Ney demande à Kellermann de charger les positions anglaises. Celui-ci lui oppose qu'il n'a qu'une seule brigade et que les trois autres, obéissant aux ordres du maréchal, sont demeurées à l'arrière. Il estime les forces anglo-hollandaises à plus de 25 000 hommes. En conséquence, il explique à Ney qu'une seule brigade ne sera pas suffisante pour enfoncer les positions ennemies. Toujours sous l'emprise de la colère, Ney lui rétorque : « - Qu'importe ! Chargez avec ce que vous avez. Passez-leur sur le ventre. Je vous fais suivre par toute la cavalerie ici présente... Partez ! Mais partez donc¹³⁷ ! »

La brigade Guiton, composée des 8^e et 11^e cuirassiers, charge les positions anglaises tenues par les quatre bataillons de la brigade de Colin Halkett. Dans son rapport au maréchal Ney, Kellermann raconte qu'il s'est hâté de lancer la charge car il ne voulait pas que ses hommes aient le temps d'envisager toute l'étendue du danger. Les cuirassiers arrivés à portée de tir, les Anglais ouvrent le feu, mais sans se soucier des risques, ils passent comme l'éclair. Ils enfoncent le 69^e et prennent son drapeau. Ils chargent ensuite le carré du 30^e, qui résiste tant bien que mal et culbutent du même coup le 33^e. Sans s'arrêter pour laisser souffler les chevaux, les cuirassiers gravissent la pente qui conduit sur le plateau des Quatre-Bras et sabrent au passage les canonnières d'une batterie ainsi qu'un bataillon de Brunswick. Kellermann et ses cavaliers pénètrent enfin dans le

¹³⁶ Henri HOUSSAYE, 1815: *Waterloo*, op. cit., p. 200-201.

¹³⁷ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Relation du général Kellermann, comte de Valmy, au maréchal Grouchy, près de Frasnes, 16 juin au soir.

carrefour¹³⁸. L'attaque est un succès, les lignes anglaises sont enfoncées. Mais entre-temps toujours à sa colère, Ney n'a pas immédiatement transmis les ordres pour faire soutenir Kellermann par le reste de sa cavalerie. Alors que ses cuirassiers sont pris sous un feu d'enfer depuis les maisons des Quatre-Bras, du bois de Bossu et les remblais de la route de Namur, le maréchal se souvient. Il donne des ordres en conséquence, mais le temps et les événements ne se rattrapent pas. L'instant décisif est passé. Plusieurs minutes après le début de la charge, les lanciers de Piré et les colonnes d'infanterie commencent tout juste à s'ébranler pour se mettre en marche. À ce moment, le cheval de Kellermann est atteint. Lorsqu'ils voient leur général tomber, les cuirassiers perdent contenance et les brigades se débandent. Revenu de ses émotions, Kellermann tente d'endiguer la panique, mais rien n'y fait. Le mouvement de repli est général. Lui-même s'en sort de justesse en s'accrochant aux brides de deux cuirassiers qui le ramènent dans les lignes françaises. Les cavaliers repassent en trombe le champ de bataille et jettent le désordre dans les rangs de la division Foy¹³⁹. Afin de profiter du moment, les bataillons du général Kempt se mettent en marche mais, devant les lanciers de Piré qui multiplient les charges sur eux, ils doivent demeurer en formation carré¹⁴⁰. Pour Ney, c'est un retour à la case départ. De plus, il a sciemment contrecarré les ordres de l'Empereur¹⁴¹.

Au moment où Kellermann chargeait à la tête de ses escadrons, il a envoyé un message à Drouet-d'Erlon pour lui demander de revenir vers Frasnes. Mais à ce moment, le 1^{er} corps est beaucoup trop éloigné de ce point pour concourir à l'action que Ney envisage. Lorsque les cuirassiers reviennent en désordre, le colonel Baudus arrive sur les lieux pour lui annoncer que l'Empereur exige que les ordres donnés à Drouet d'Erlon soient exécutés. Baudus tente de le faire changer d'avis. Au moment où le maréchal semble vouloir s'exécuter, il se jette au milieu des bataillons de la division Foy mise en déroute par la retraite précipitée de Kellermann. Il rallie tout son monde et relance

¹³⁸ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Relation du général Kellermann, comte de Valmy, au maréchal Ney, prince de la Moskova, près de Frasnes, 22h00, 16 juin 1815.

¹³⁹ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Relation du général Kellermann, comte de Valmy, au maréchal Ney, prince de la Moskova, près de Frasnes, 22h00, 16 juin 1815.

¹⁴⁰ Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo letters, op. cit.*, p. 344. Letter no 147. Major J. Garland, Half-Pay, 73rd Regiment, Kempt Infantry Brigade, Dorchester, Dorset, December 4th, 1834.

¹⁴¹ Afin de voir les déplacements des régiments sur la carte lors de la bataille des Quatre-Bras, voir annexe F figure 5.

aussitôt l'assaut contre la brigade anglaise du général Pack¹⁴². Mais, du côté anglais, les renforts affluent toujours sur la ligne de feu. Wellington dispose maintenant de 37 000 soldats tandis que Ney ne lui en oppose que 18 000. Ses troupes commencent à céder du terrain. Sans autre choix, il donne l'ordre de commencer la retraite qui s'effectue dans un ordre impeccable. Au moment où les Anglais tentent de les suivre, ils sont accueillis par un feu meurtrier qui les cloue sur place¹⁴³. Les hostilités ne vont pas plus loin. Les Anglais restent maîtres des Quatre-Bras et reprennent le hameau de Piraumont et la ferme de Gémioncourt. Pour leur part, les Français n'ont reculé que de deux kilomètres. À 21h00, le feu cesse sur toute l'étendue du front. Tout le monde a repris ses positions de départ. Les pertes sont élevées pour les deux côtés : 4300 chez le maréchal Ney et 4700 pour Wellington¹⁴⁴.

V. Quelles sont les causes dans l'échec des Quatre-Bras?

Il est indéniable que les retards de la veille, lors de la traversée de la Sambre, ont eu un impact significatif sur la suite des opérations. Il serait aisé de jeter le blâme sur Soult. Mais à l'analyse des documents, nous avons vu que la responsabilité des retards de la veille incombe surtout au général Vandamme qui, faisant preuve de mauvaise volonté, a refusé de faire bouger son corps sans un ordre de l'Empereur. Sa haine contre le major général fut le principal moteur de son incurie. Néanmoins, l'historiographie n'a pas été tendre avec le maréchal Soult. Depuis le colonel Charras, en passant par Houssaye, Thiry et cela jusqu'à Jacques Logie, tous l'accusent ou insinuent qu'il a fait preuve de négligence. Selon eux, si Berthier avait été à sa place, il aurait pris davantage de précautions afin que les ordres arrivent à leurs destinataires, ce qui, bien entendu, aurait réduit les risques d'incidents. Pour certains, il est tentant de refaire l'histoire, car ils connaissent déjà la trame des événements qui vont survenir. Toutefois, nous affirmons que, même si Berthier n'était pas présent au quartier général de l'Empereur, Soult n'a pas commis d'erreur cette nuit-là puisque à l'instar de Berthier en 1805, Soult n'a utilisé

¹⁴² Notes manuscrites du colonel Baudus, citées par Henri HOUSSAYES, 1815: *Waterloo*, op. cit., p. 214.

¹⁴³ Jérôme BONAPARTE, *Mémoires*, op. cit., p. 79.

¹⁴⁴ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date. - *Supplement Dispatches of Wellington*, tome XII, Field Marshal Wellington, p. 486.

qu'un seul messenger, ce qui était conforme aux règles de fonctionnement de l'état-major. Par conséquent, la défaillance des communications ont des causes beaucoup plus profondes qu'une simple chute de cheval par un messenger : malchance et mauvaise volonté, jointes à la trahison du général Bourmont, font partie de ce concours de circonstances qui a entravé pendant quelques heures la marche de l'armée vers la Belgique.

Même si la traversée de la rivière est un succès, parce que Napoléon a réussi à diviser ses adversaires en s'emparant de la chaussée Charleroi-Bruxelles, la disposition de ses corps d'armée, surtout en ce qui concerne l'aile gauche, va influencer beaucoup sur les batailles de Ligny et des Quatre-Bras. Lorsqu'il prend son commandement, dans les conditions que l'on sait, Ney s'aperçoit que, de Frasnes à Thuin, ses divisions sont échelonnées sur plus de vingt-cinq kilomètres. Ainsi, le maréchal doit composer avec cette situation causée par les retards de la veille.

Sans revenir sur les détails de son arrivée sur le théâtre des opérations, il nous faut conclure que Napoléon est directement responsable des bévues imputées au maréchal Ney. Dans un premier temps, il le fait appeler quatre jours avant le début des opérations. Par la suite, alors que l'armée traverse la Sambre, vers 15h00, il lui confie l'aile gauche de l'armée sans lui donner plus de détails sur ses intentions véritables. Il est vrai qu'il ne le peut car, sauf pour la disposition tactique de ses corps, Napoléon ne sait pas encore quel parti qu'il va prendre. De façon générale, il souhaite détruire les Prussiens et les Anglais séparément. Mais, en attendant, il est primordial pour le maréchal de connaître la position de ses unités, l'état de ces dernières et, enfin, le nom de ceux qui les commandent. De façon simultanée, Ney doit se constituer rapidement un état-major afin de faire fonctionner l'aile gauche de l'armée, soit 47 000 soldats. En outre, n'ayant participé à aucune réunion d'état-major, puisque l'Empereur n'a pas pris la peine de l'y inviter, il doit faire un véritable travail d'adaptation et s'imprégner des grandes orientations tactiques prévues pour cette campagne.

Dans ces conditions, on se demande pourquoi Napoléon a fait appel à Ney si tardivement. Sans connaître la réponse, on peut conclure que tout cela tient de l'improvisation. Évidemment, le maréchal n'est pas sans reproche car il aurait dû entreprendre la concentration immédiate de ses corps. Sachant à tout le moins qu'il devait

marcher éventuellement sur Bruxelles, c'était la moindre des choses à faire. Il s'exécute au moment où l'Empereur, vers 11h00 le 16 juin, lui transmet l'ordre de se tenir prêt à marcher. Évidemment, toujours en raison des retards de la veille, l'exécution est lente parce que de son côté, refusant de marcher en raison du fait que l'ennemi débouche par Saint-Amand, Reille entrave la marche du corps de Drouet-d'Erlon, ce qui provoque un retard supplémentaire dans l'exécution des mouvements ordonnés successivement par l'Empereur et le maréchal. Par conséquent, Ney, qui aurait souhaité attaquer les Quatre-Bras au plus tôt, voit ses projets retardés et cela aura un impact significatif sur les plans de Napoléon à Ligny.

Devant la situation qui évolue, puisque l'armée prussienne se concentre à Ligny, Napoléon est amené à changer plusieurs fois ses plans. D'abord, nous l'avons vu, il demande à Ney de pousser l'ennemi devant lui. Ensuite, vers 14h00, il lui ordonne de prendre les Quatre-Bras et de se rabattre vers Ligny pour écraser l'armée prussienne. Cet ordre est réitéré à 15h15, sauf que cette fois, Napoléon précise qu'il s'agit du salut de la France. Ces paroles frappent l'esprit du maréchal puisqu'il vient de se voir retirer le corps de Drouet-d'Erlon. Ney se demande alors comment faire pour emporter la position anglaise alors que l'Empereur lui en enlève les moyens. Envahi par la colère, il lance sans réfléchir Kellermann et ses cuirassiers sur le carrefour des Quatre-Bras. Entre-temps, désobéissant aux ordres de l'Empereur, il rappelle Drouet-d'Erlon auprès de lui. De son côté, ne voyant pas arriver le 1^{er} corps, Napoléon envoie le colonel Baudus auprès de Ney afin de lui ordonner d'obéir aux ordres donnés. Ney doit se contenter de contenir les Anglais s'il ne peut faire autrement. Au cours de l'après-midi, les ordres ont changé quatre fois. Néanmoins, cela est dans la normalité des choses car, dans toute campagne militaire, les événements évoluent et il faut s'adapter rapidement.

Or, toute cette confusion résulte des défaillances dans les communications. Si Forbin-Janson avait remis l'ordre écrit au crayon au maréchal Ney après l'avoir remis à Drouet-d'Erlon, tout cela ne serait pas arrivé. Mais comment pouvait-il en être autrement alors que ce messenger n'avait pas les compétences requises pour remplir correctement ses fonctions? En fait, lors de la reconstruction rapide de l'armée, combien de personnes comme lui ont accédé à des postes clefs? Il est impossible de répondre à la question, mais la précipitation de la campagne, causée par des facteurs politiques extérieurs et intérieurs,

n'a pas permis à Napoléon de prendre véritablement connaissance des forces et des faiblesses de l'armée qu'il venait de mettre sur pied. Il a rejoint son quartier général trois jours avant le début des opérations. Même s'il connaît les hommes qui sont sous son commandement, il n'a pas été en mesure de les évaluer afin d'épurer les éléments indésirables qui se sont glissés entre les mailles du filet. Bourmont en est l'exemple le plus frappant. Par ailleurs, il n'est pas en mesure de saisir l'importance des problèmes d'inimitiés personnelles qui règnent entre certains de ses généraux, ce qui a eu un impact considérable sur le déroulement des opérations. À l'inverse de la campagne de 1805, ce qui manque à Napoléon en 1815, c'est le temps de faire des ajustements. Par conséquent, tous ces éléments, mineurs en soi, provoquent une réaction en chaîne d'erreurs et d'hésitations qui sont à la base de l'échec de la manœuvre à Ligny. Tout doit être recommencé. Ce sera Waterloo.

Chapitre VIII

Waterloo

Après l'échec de la manœuvre sur les arrières de l'armée prussienne, Napoléon revient à son point de départ, car la victoire remportée à Ligny n'a pas permis d'éliminer les Prussiens de la scène. Néanmoins, il croit qu'il peut toujours reprendre l'initiative. Blücher battant en retraite vers Wavre ou Liège, Wellington est maintenant isolé. Pour en finir avec les Anglais, Napoléon croit avoir du temps devant lui. Il estime que les Prussiens vont mettre deux ou trois jours avant de se réorganiser. Dans ces conditions, afin de les empêcher de se joindre à Wellington, il détache 30 000 hommes de *l'Armée du Nord*. Grouchy, qui en prend le commandement, aura pour mission de les poursuivre et d'engager le combat si nécessaire. Étant donné qu'ils ont commencé leur retraite presque immédiatement après leur défaite, Grouchy fait valoir à l'Empereur qu'ils ont déjà de nombreuses heures d'avance. En conséquence, il lui sera très difficile de les rattraper et cela d'autant plus que personne ne connaît avec précision la route qu'ils ont empruntée. Napoléon balaie les objections du maréchal du revers de la main. De son côté, après plusieurs heures de retard dont il est la cause, il entreprend de détruire les Anglais qui sont toujours aux Quatre-Bras. Mais, encore une fois, les hésitations et le manque de coordination entravent l'accomplissement de cet objectif, ce qui donne le temps à Wellington de battre en retraite sur le plateau du Mont Saint-Jean. L'ayant suivi jusqu'au bas de la pente, c'est là que Napoléon livrera sa dernière bataille.

I. Incertain des informations qu'il détient, Napoléon perd son temps à Ligny

Après la bataille de Ligny, même s'il dispose encore de troupes fraîches et d'une cavalerie considérable, l'Empereur juge approprié de ne pas poursuivre au-delà de la ligne Brye-Sombreffe. Cela est contraire à ses habitudes car, habituellement, il cherche toujours à accentuer la désorganisation de l'ennemi. Mais, la nuit venant de tomber, et toujours sans nouvelle du maréchal Ney, il juge plus approprié de ne pas pousser plus loin les hostilités. Au cours de cette journée, celui-ci ne lui a envoyé qu'un seul message. Quant à Baudus, dépêché auprès du maréchal quelques heures plus tôt, il n'est toujours pas revenu auprès de l'Empereur. En fait, le maréchal l'a retenu à son quartier général

sous prétexte qu'il n'a pas assez d'officiers d'état-major sous la main, ce qui n'est pas tout à fait faux¹. Sans nouvelle de son aile gauche, Napoléon pouvait-il véritablement se lancer à la poursuite de Blücher? Il aurait été fort imprudent de découvrir son flanc gauche sans savoir ce qu'étaient devenus les Anglais. Dans la soirée du 16 juin, des bruits circulent que les Anglais ont contenu le maréchal Ney aux Quatre-Bras, mais rien de plus précis n'a encore été annoncé. De son côté, l'Empereur n'est pas plus scrupuleux que le maréchal, car il n'a pas pris la peine de l'informer de la victoire remportée à Ligny. Ainsi, le déroulement de la soirée est à l'image des événements de la journée. De nouveau, les hésitations et les carences du système de communications se font sentir. Vers 23h00, Napoléon ordonne à Grouchy de faire suivre les Prussiens dès le lever du soleil par les corps de cavalerie de Pajol et Exelmans². Cet ordre aurait dû être donné immédiatement après la bataille. Or, alerté par le départ des Prussiens, Pajol, de son propre chef, se met en route vers 2h00. Du côté des Quatre-Bras, ce n'est que vers 7h00 que Flahaut, revenu de Frasnes, fait à l'Empereur le récit de la bataille³. Entre-temps, celui-ci reçoit un rapport de Pajol qui l'informe que les Prussiens font route vers Liège et Namur. Leurs colonnes semblent désorganisées, puisqu'ils abandonnent des voitures et du matériel pour accélérer leur fuite⁴. Pajol souligne également avoir fait beaucoup de prisonniers.

D'après les renseignements reçus, Napoléon pense connaître la position de l'ennemi. Il sait que Wellington est toujours aux Quatre-Bras. Les renseignements n'étant cependant pas assez précis, il décide d'attendre d'en savoir davantage avant de faire le moindre mouvement. Cependant, il envisage déjà de se tourner contre les Anglais. En plus de lui faire des reproches, Soult écrit à Ney dans ce sens :

Monsieur le Maréchal, le général Flahaut, qui arrive à l'instant, fait connaître que vous êtes dans l'incertitude sur les résultats de la journée d'hier. Je crois cependant vous avoir

¹ Marie-Élie-Guillaume-Alzéar de BAUDUS, *Études sur Napoléon*, par le lieutenant-colonel de Baudus, ancien aide-de-camp des maréchaux Bessièrès et Soult. Paris, Debécourt, 1841, tome II, p. 410.

² Emmanuel, marquis de GROUCHY, *Relation succincte de la campagne de 1815 en Belgique, et notamment des mouvements, combats et opérations des troupes sous les ordres du maréchal Grouchy, suivie de l'exposition de quelques-unes des causes de la perte de la bataille de Waterloo. Pièce et documents officiels inédits jusqu'à ce jour, et qui légitiment les dispositions qu'a dû prendre le maréchal Grouchy par suite des ordres de l'Empereur*. Paris, E.B. Lanchy, 1843, p. 17.

³ Frédéric MASSON, *Jadis*, 2^e série : Le général Flahaut. Paris, Société d'édition littéraire et artistique, 1906, p. 23.

⁴ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le général Pajol au Maréchal Grouchy, en avant de Balâtre, 17 juin 1815, 4h00 du matin.

prévenu de la victoire que l'Empereur a remportée. L'armée prussienne a été mise en déroute et le général Pajol est à sa poursuite sur les routes de Namur et de Liège. Nous avons déjà plusieurs milliers de prisonniers et 30 pièces de canon. Nos troupes se sont bien conduites : une charge de six bataillons de la Garde, des escadrons de service et de la division de cavalerie du général Delort a percé la ligne ennemie, porté le plus grand désordre dans les rangs et enlevé la position. L'Empereur se rend au moulin de Brye où passe la grande route qui conduit de Namur aux Quatre-Bras. Il n'est donc pas possible que l'armée anglaise puisse agir devant vous. Si cela était, l'Empereur marcherait directement sur elle par la route des Quatre-Bras, tandis que vous l'attaqueriez de front, et cette armée serait en un instant détruite. Ainsi, instruisez Sa Majesté de la position exacte des divisions et de tout ce qui se passe devant vous.

L'Empereur a vu avec peine que vous n'avez pas réuni hier les divisions; elles ont agi isolément. Ainsi vous avez éprouvé des pertes. Si les corps des comtes d'Erlon et Reille avaient exécuté le mouvement sur Saint-Amand que l'Empereur a ordonné, l'armée prussienne était totalement détruite et nous aurions fait peut-être 30 000 prisonniers. Les corps des généraux Gérard, Vandamme et la Garde impériale ont toujours été réunis; l'on s'expose à des revers lorsque des détachements sont compromis. L'Empereur espère et désire que vos sept divisions d'infanterie et la cavalerie soient bien réunies et formées, et qu'ensemble elles n'occupent pas une lieue de terrain, pour les avoir bien dans votre main et les employer au besoin. L'intention de Sa Majesté est que vous preniez position aux Quatre-Bras ; mais si par impossible, cela ne peut avoir lieu, rendez compte sur-le-champ, avec détails, et l'Empereur si portera ainsi que je vous l'ai dit. (sic) Si, au contraire, il n'y a qu'une arrière-garde, attaquez-là et prenez position. La journée d'aujourd'hui est nécessaire pour terminer cette opération et pour compléter les munitions, rallier les militaires isolés et faire rentrer les détachements⁵.

Dans un premier temps, quoi qu'il en dise dans les premières lignes, il n'y a nulle trace d'une lettre envoyée au maréchal Ney pour l'informer des résultats de la bataille. Dans un deuxième temps, nous avons vu qu'une partie des reproches adressés à Ney est injustifiée, puisqu'il a dû composer avec la situation causée par les retards du 15 juin. Toutefois, il est vrai que Ney est responsable de ne pas avoir concentré ses troupes dès le matin. Mais, en l'accablant de la sorte, parce que c'est Napoléon qui parle à travers la plume de Soult, il se dégage de toute part de responsabilité dans l'affaire. Il tente de faire oublier son indécision dans la matinée du 16. Et pour ce qui est de la journée du 17, Napoléon ne montre pas davantage de résolution. En fait, il fait savoir au maréchal que, s'il n'est pas en mesure de prendre les Quatre-Bras avec ses seules troupes, il s'y portera avec le reste de l'armée pour attaquer la gauche de Wellington. Mais pour le moment, son attention va à la réorganisation de ses corps. Néanmoins, n'excluant pas la possibilité de

⁵ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au maréchal Ney, prince de Moskova, en avant de Fleurus, probablement à 8h00 du matin, 17 juin 1815. La lettre ne porte pas d'heure précise. Mais nous savons, d'après les mémoires de Grouchy, page 18, que l'Empereur s'est rendu au moulin de Brye entre 8h00 et 9h00 du matin. De plus, il signale d'entrée de jeu que le général Flahaut vient d'arriver au quartier général.

se porter aux Quatre-Bras, il fait exécuter une reconnaissance de ce côté⁶. Du même coup, ayant en tête les mouvements des Prussiens, la lettre de Pajol à Grouchy nous apprend qu'il lui a déjà envoyé la division du général Teste pour soutenir ses opérations⁷. Tous ces mouvements prouvent que Napoléon n'a pas encore arrêté ses dispositions. Pendant qu'il réfléchit aux différentes possibilités qui se présentent à lui, il parcourt le champ de bataille de Ligny.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, son esprit n'est pas totalement accaparé par la campagne en cours. Lorsqu'il rencontre le colonel du 22^e de ligne, Fantin des Odoards, il lui demande si les fusils abandonnés par les Prussiens ont été récupérés. Le colonel lui répond que ses hommes les ont cassés. L'Empereur rétorque avec humeur : « Vous avez eu grand tort, j'ai donné l'ordre de recueillir soigneusement ces fusils pour en armer nos gardes nationales à l'intérieur. L'artillerie est chargée de compter aux soldats qui en font la remise de 3 francs pour chaque arme. » Le colonel répond que cet ordre ne lui a pas été transmis. Napoléon se retourne vers Soult pour lui dire : « Vous l'entendez ! Un ordre aussi important n'est pas encore connu ! Qu'on y remédie au plus vite⁸. » Suite à cela, selon Grouchy, l'Empereur s'est entretenu longuement avec Gérard et lui sur l'État de l'opinion à Paris, du Corps législatif, des Jacobins et sur d'autres sujets sans rapport avec les opérations militaires en cours⁹. Au cours de cette conversation, que tous jugent inappropriée, personne n'ose interrompre l'Empereur puisqu'ils ont vu Grouchy se faire rabrouer très durement lorsqu'il a osé lui demander des ordres pour la suite des opérations : « Je vous les donnerai quand je le jugerai convenable » lui a-t-il répondu quelques heures plus tôt¹⁰. Sans dire mot, ils attendent tous de voir qu'elles seront les décisions de l'Empereur. Même les simples soldats, qui s'attendent à marcher prochainement, se demandent ce qui se passe.

⁶ Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815, ou relation des opérations militaires qui ont eu lieu en France et en Belgique pendant les Cent Jours; écrite à Sainte-Hélène*. Londres, J. Ridgway, 1818, p. 73.

⁷ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le général Pajol au Maréchal Grouchy, en avant de Massy, 17 juin 1815, à midi. Pajol a écrit Massy, mais il faut savoir qu'il s'agit de Mazy.

⁸ FANTIN des ODOARDS, *Journal du général Fantin Des Odoards, étapes d'un officier de la Grande Armée, 1800-1830*. Paris, Plon et Cie, 1895, p. 331-332.

⁹ A. de GROUCHY, fils du maréchal, *Observations sur la relation de la campagne de 1815, publiée par le général Gourgaud, et réfutations de quelques unes des assertions et écrits relatifs à la bataille de Waterloo*. Paris, Chaumeront jeune, 1819, p. 11. Il est dommage que le détail de cette conversation n'ait pas été rapporté. Elle nous aurait éclairé davantage sur l'État d'esprit de l'Empereur à ce moment-là.

¹⁰ Emmanuel, marquis de GROUCHY, *Relation succincte*, *op. cit.*, p. 18

Depuis la pointe du jour, sur toute la ligne, les soldats étaient prêts, comme ils le disaient gaiement, à entrer dans la danse. Aussi, tant de lenteurs fit-il dire à ceux d'entre eux qui avaient connaissance des désertions des deux jours précédents : « Il y a encore quelque chose là-dessous.¹¹ »

Ayant entrepris la campagne surtout pour rétablir sa situation intérieure, son esprit est toujours accaparé par les facteurs évoqués dans les chapitres précédents. Jamais, depuis l'affaire Malet, Napoléon n'aura été aussi soucieux de ce qui se passe dans la capitale. Tant qu'il n'a pas remporté la victoire finale, il sait que son pouvoir est en sursis. Par conséquent, la retraite n'est pas une alternative. Il est conscient que, s'il revient en France avec son armée, même après la victoire de Ligny, il ne pourra tenir le pays. La manœuvre de la veille ayant échoué, il doit poursuivre en avant et chercher la victoire décisive. Il escompte qu'elle lui redonnera la faveur populaire, fera taire les récriminations des différentes factions politiques et fera s'ouvrir les bourses des marchands.

Mais avant d'en arriver là, Napoléon attend toujours d'avoir des renseignements précis sur la position des armées ennemies. Ce n'est qu'entre 9h30 et 10h00 qu'il reçoit des nouvelles du maréchal Ney. Celui-ci l'informe que les troupes de Wellington occupent toujours le bois de Bossu, Gémioncourt, Piraumont et les Quatre-Bras¹². On se demande pourquoi Napoléon n'a reçu la lettre de Ney, envoyée à 6h30, que trois heures plus tard. Il est bien difficile de répondre à cette question, mais on peut présumer que les problèmes d'état-major du maréchal ne sont pas étrangers à ce retard. Vers 11h00, l'éclaireur envoyé plus tôt aux Quatre-Bras revient et confirme que les Anglais y sont toujours¹³. De plus, une dépêche arrive de la part du général Pajol qui confirme que les Prussiens cherchent à gagner la route de Namur¹⁴. Napoléon sort enfin de son apathie. Il détache Lobau avec deux divisions et sa cavalerie sur Marbais et les Quatre-Bras. Lui-même suit le mouvement avec toute sa Garde et le corps de cuirassiers de Milhaud. La division du défunt général Girard ayant beaucoup souffert pendant la bataille, est laissée à

¹¹ Hippolyte de MAUDUIT, *Histoire des derniers de la Grande armée : souvenirs, documents et correspondance inédite de Napoléon en 1815*. Paris, L.C.V, 2006, p. 137.

¹² Ney à Soult, Frasnes, 17 juin, 6h30 du matin. Papiers de Gourgaud, cité par Henri HOUSSAYE, 1815 : Waterloo. Paris, Perrin, 1899, p. 231.

¹³ GOURGAUD, *Campagne de 1815, op. cit.*, p. 74. - GROUCHY, *Observations, op. cit.*, p. 12.

¹⁴ C15/5, *Armée du Nord*, Le général Pajol au Maréchal Grouchy, en avant de Mazy, 17 juin 1815, à midi.

Fleurus pour secourir les blessés¹⁵. Du même coup, après avoir ordonné verbalement à Grouchy de poursuivre les Prussiens et de l'instruire de leurs mouvements, il lui précise ses ordres par écrit.

Rendez-vous à Gembloux avec le corps de cavalerie du général Pajol, la cavalerie légère du 4^e corps, le corps de cavalerie du général Exelmans, la division du général Teste, dont vous aurez un soin particulier, étant détachée de son corps d'armée, et les 3^e et 4^e corps d'infanterie. Vous vous ferez éclairer sur la direction de Namur et de Maëstricht, et vous poursuivrez l'ennemi. Éclairez sa marche et instruisez-moi de ses mouvements de manière que je puisse pénétrer ce qu'il veut faire. Je porte mon quartier général aux Quatre chemins (Quatre-Bras), où ce matin était encore les Anglais. Il est important de pénétrer ce que l'ennemi veut faire. Ou il se sépare des Anglais, ou ils veulent se réunir encore pour couvrir Bruxelles et Liège en tentant le sort d'une nouvelle bataille¹⁶.

En raison de l'échec de la veille, les préoccupations de Napoléon sont restées les mêmes, car il lui faut savoir si Wellington et Blücher envisagent de se réunir. Si tel est le cas, il devra battre en retraite vers la France, ce qui entraînera des conséquences immédiates sur le plan politique. Mais s'ils restent séparés, il a encore une chance d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixé au début de la campagne. Il y a toutefois un élément très curieux dans le raisonnement de Napoléon. Si les Prussiens font route vers Namur ou vers Maëstricht, comme il semble le croire dans les ordres envoyés à Grouchy, pourquoi craint-il qu'ils ne rallient les Anglais devant Bruxelles ou Lièges? En fait, lorsqu'il donne ses ordres, il est toujours à l'étape des spéculations. Dans les circonstances, la mission confiée à Grouchy ayant pour objet la reconnaissance, on se demande bien pourquoi il y a consacré autant de ressources en hommes et en matériel, car plus de 30 000 soldats sont affectés à cet objet. Cela est d'autant plus singulier que, si Blücher se décide à attaquer Grouchy avec ses 90 000 soldats et ses 238 canons, ce dernier peut se retrouver dans une situation pour le moins précaire. Après avoir été informé de l'étendue de ce déploiement par Grouchy, Soult a sévèrement critiqué la décision de Napoléon.

C'est une faute de distraire une force aussi considérable de l'armée qui va marcher contre les Anglais. Dans l'état où leur défaite a mis les Prussiens, un faible corps d'infanterie, avec la cavalerie d'Exelmans et de Pajol, suffirait pour les suivre et les observer¹⁷.

¹⁵ GOURGAUD, *Campagne de 1815, op. cit.*, p. 75

¹⁶ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Ordre de l'Empereur au maréchal Grouchy, ordre dicté par l'Empereur en l'absence du major général Soult au grand maréchal du Palais Bertrand, Ligny, le 17 juin 1815.

¹⁷ Notes manuscrites de Baudus, Cité par Henri HOUSSAYE, *Waterloo : 1815, op. cit.*, p. 247.

Avec des forces aussi faibles pour affronter l'armée prussienne et, parallèlement, beaucoup trop fortes pour effectuer une simple mission de reconnaissance, on se demande quelle était la mission de Grouchy exactement. Les ordres ayant été donnés sur le tard, sur l'impulsion du moment, il faut avouer que les objectifs qu'il doit atteindre sont plutôt nébuleux. Faut-il engager les Prussiens où se contenter de les suivre? C'est justement cette ambiguïté, qui persistera dans les heures suivantes, qui sera l'une des causes de l'échec. De toute façon, même si les Prussiens ne sont pas aussi désorganisés qu'il ne le paraît, Soult, à la lumière des ordres transmis par Napoléon à Grouchy, parle sous le sens. En outre, devant l'importance de la mission et des forces qui lui sont confiées, de nombreux auteurs, tels Houssaye, Margerit et d'autres, ont dit et répété que Grouchy ne voulait pas de ce commandement, qu'il ne se sentait pas à la hauteur de ses responsabilités. Cela est peut-être vrai, mais sans documents véritables pour le prouver, il nous est difficile de faire un diagnostic précis. Toutefois, l'insécurité qui semble transparaître dans ses mémoires est motivée par un facteur d'importance qui réside dans le retard pris par Napoléon en matinée. Lorsqu'il donne ses premiers ordres à Grouchy, les Prussiens ont déjà douze heures d'avance. Par conséquent, n'ayant que peu d'espoir de les rattraper, comment pourra-t-il accomplir sa mission? De plus, est-ce que l'armée prussienne marche sur plusieurs routes ou sur une seule? Là est toute la question. Afin de calmer les appréhensions du maréchal au moment où il lui transmet ses ordres de vive voix, Napoléon lui aurait répondu: «Toutes les probabilités me portent à croire que c'est sur la Meuse que Blücher effectue sa retraite. Ainsi, dirigez-vous de ce côté¹⁸. »

Les rapports préliminaires des généraux Exelmans et Pajol laissent effectivement croire que c'est dans cette direction que Blücher se dirige. Encore une fois, ceci peut nous laisser perplexe sur les craintes de Napoléon de voir le Prussien se rallier à Wellington devant Liège ou Bruxelles. En fait, ces renseignements sont beaucoup trop fragmentaires pour que Grouchy et Napoléon se fassent une idée précise de la direction empruntée par l'ennemi, et dans ces conditions, on comprend les craintes et les tergiversations des deux hommes. Ce n'est que vers 22h00, depuis Gembloux, que Grouchy informe Napoléon que les Prussiens se sont divisés en deux colonnes : l'une a pris la route de Wavre tandis que l'autre se dirige sur Perwez. Grouchy en tire ses conclusions.

¹⁸ Emmanuel, marquis de GROUCHY, *Relation succincte*, *op. cit.*, p. 19.

On peut peut-être en inférer qu'une partie va rejoindre Wellington, et que le reste qui est à l'armée de Blücher se retire sur Liège. D'après mes rapports, si la masse principale des Prussiens se retire sur Wavre, je les suivrai dans cette direction, afin qu'ils ne puissent pas gagner Bruxelles et de les séparer de Wellington¹⁹.

De par ce renseignement, dont la teneur reste incertaine, Napoléon sait que la jonction de Blücher et de Wellington est possible. Mais, d'après cette lettre, il espère que Grouchy fera le nécessaire pour empêcher cette réunion. De son côté, ce dernier n'a pu rattraper les Prussiens car, hormis ces problèmes hautement spéculatifs, il s'est vu assailli par des considérations tactiques de toutes sortes. En début de journée, le général Exelmans l'informe que les dragons sont fourbus et qu'ils ne peuvent entreprendre la mission.

J'ai dit ce matin à Votre Excellence que mon monde était sur les dents. Ce qui les a le plus fatigués, c'est le service que les dragons ont été obligés de faire cette nuit, et l'on ne peut pas exiger qu'ils fassent cela aussi bien que la cavalerie légère, car ils n'y entendent presque rien et éreintent (sic) leurs chevaux bien plus vite. Cela me fait sentir la nécessité d'attacher à un corps de dragons quelques escadrons de cavalerie légère²⁰.

Or, Grouchy ne peut répondre à ces exigences puisque Napoléon, ayant pour but de poursuivre les Anglais, lui a déjà fait enlever la division de cavalerie légère du général Domon²¹. Malgré leur fatigue, ils seront forcés de poursuivre les Prussiens. De plus, l'information sur le terrain ne circule pas, ce qui provoque des retards dans l'exécution. Dans de telles conditions, sans compter que le temps est maintenant à l'orage, ce n'est pas la rapidité d'action qui va caractériser les mouvements de Grouchy.

II. Les lenteurs de Grouchy

Suite à leur défaite dans la soirée du 16 juin, Gneisenau et les différents chefs de corps se réunissent au moulin de Brye pour décider de la suite des choses. Ils attendent les ordres de Blücher mais, ce dernier ayant été transporté à quelques lieues du champ de bataille, nul ne sait ce qu'il est devenu. En l'absence du maréchal, c'est à Gneisenau que revient le commandement. C'est à ce moment qu'il prend la décision la plus importante de cette campagne. Au lieu de se diriger vers Namur pour couvrir sa ligne de

¹⁹ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Grouchy à l'Empereur, Gembloux, le 17 juin 1815.

²⁰ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le général Exelmans au maréchal Grouchy, commandant en chef la cavalerie de l'armée, 22h00, 17 juin 1815.

²¹ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Ordre de l'Empereur au maréchal Grouchy, Ligny, 17 juin 1815.

communication, il décide de battre en retraite sur Wavre tout en gardant des moyens sur Louvain²². De là, il pourra maintenir le contact avec Wellington. Dès l'instant où les Prussiens décident de collaborer véritablement avec les Anglais, Napoléon, sans le savoir encore, vient de perdre l'avantage. Ses pires craintes viennent de se réaliser. Il lui faut détruire Wellington avant que Blücher n'arrive pour lui porter assistance. Désormais, le temps joue contre lui.

Contusionné, Blücher est retrouvé dans une chaumière à Mellery. Couché sur la paille, mal en point, Gneisenau l'informe qu'il a ordonné à Thielmann, Ziethen et Pirch I de se mettre en marche pour Wavre afin de maintenir la liaison avec les Anglais. Le vieux maréchal approuve. Entre-temps, les corps prussiens effectuent leur retraite dans l'ordre. Après avoir marché toute la nuit, Ziethen et son corps d'armée arrivent à destination vers 10h00 du matin. Il prend position sur la rive gauche de la Bierges. Pirch I, qui a pris la même direction, s'est établi entre Sainte-Anne et Oisemont. De son côté, Thielmann progresse avec plus de lenteur. Ses hommes étant très fatigués, il doit d'abord les laisser reposer à Gembloux. En début d'après-midi, il se remet en route pour Wavre où il arrive à 20h00. Il s'établit à la Bavette à deux kilomètres au nord de Wavre. Quant à Bülow, qui n'a pu participer à la bataille en raison de son éloignement, il a reçu ses ordres de marche alors qu'il était à Bandeset. Il arrive à Wavre dans l'après-midi. Il prend position sur les hauteurs de Dion-le-Mont²³.

À cause des hésitations de Napoléon et des renseignements erronés qu'il a reçus, puisque tous au quartier général ont cru que les Prussiens se retiraient sur Namur et vers la Meuse, ces derniers ont pu effectuer leur retraite sans être inquiétés. La mission de Grouchy était donc devenue sans objet. En fait, cette retraite démontre que, malgré sa défaite et les estimations de Napoléon et de son état-major, l'armée prussienne s'est très vite réorganisée. Comme nous l'avons souligné plus tôt, elle dispose de 90 000 soldats en état de combattre. Afin de les renvoyer au combat, il suffit à Blücher de les

²² Rapport de Gneisenau dans Johann-Christian-August WAGNER, *Pläne der Schlachten und Treffen, welche von der preussischen Armee in den Feldzügen 1813, 1814 und 1815 geliefert worden sind*. Tome IV p. 46. - Carl von DAMITZ, *Geschichte des Feldzugs von 1815 in den Niederlanden und Frankreich, als Beitrag zur Kriegsgeschichte der neuern Kriege*, Berlin, Posen-Bromberg, 1837-1838, tome I, p. 143. Cité par Jean THIRY, *Waterloo*. Paris, Berger-Levrault, 1947, p. 132.

²³ Jean THIRY, *op. cit.*, p. 133.

approvisionner en munition, ce qu'il ne manquera pas de faire au cours de l'avant-midi du 18 juin.

Évidemment, la retraite de l'armée prussienne n'est pas passée inaperçue dans le camp français. Pajol en est informé le 17 juin dès 2h00 du matin. Mais la direction qu'il fait prendre à ses hussards s'avère erronée. Au lieu de poursuivre les corps prussiens, il se lance derrière les quelques milliers de fuyards qui tentent de rejoindre Namur. Se livrant au pillage, ils répandent le bruit dans toute la région que l'armée prussienne a été défaite à Ligny. De son côté, Pajol et ses hussards ramassent des centaines de prisonniers parmi les voitures et les caissons abandonnés sur la route. Toutes ces données le confortent dans l'idée que les corps prussiens fuient par la route de Namur pour couvrir leur ligne de retraite. Dans les faits, Pajol ne poursuit qu'une dizaine de milliers de fuyards.

Ce n'est que vers 6h00 du matin, après avoir sabré un escadron de uhlans qui se trouvait dans le secteur, qu'il s'aperçoit qu'il n'a devant lui que des traînards affaiblis. Arrivé au village de Mazy, qui se situe à l'ouest de Sombreffe, il décide de s'arrêter pour faire le point sur la situation. Sans renseignements fiables, ils envoient des éclaireurs dans toutes les directions pour dénicher l'ennemi²⁴. Rejoint par la division Teste que l'Empereur vient de lui faire envoyer, Pajol écrit à Grouchy qu'il a perdu la trace des Prussiens²⁵. Pendant ce temps, alors que Berton marche avec sa brigade de dragons pour rejoindre l'avant-garde de Pajol, les paysans l'informent de la route véritable prise par les Prussiens. Il avertit aussitôt Exelmans, mais laisse Pajol dans l'ignorance. De fait, celui-ci restera à Mazy toute la journée, car ce n'est que vers 22h00 qu'il recevra des ordres afin de rejoindre le village de Grand-Lez²⁶. Exelmans ordonne aussitôt à Berton de marcher sur Gembloux où il arrive à 9h00. De là, ce dernier aperçoit les bivouacs de Bülow, dont il estime le corps à 20 000 hommes. Mis au fait de ce renseignement, puisqu'il a rejoint Berton entre-temps, Exelmans n'informe pas Grouchy et transmet plutôt l'information au général Vandamme qui, de son côté, la lui retransmet²⁷. Encore beaucoup de temps de perdu.

²⁴ Par le général comte PAJOL, *Pajol général de cavalerie de Napoléon*. Paris, LCV, 2006, p. 666-667-668

²⁵ Emmanuel, marquis de GROUCHY, *Relation succincte*, op. cit., p. 5.

²⁶ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal Grouchy au général Pajol à Mazy, Gembloux, 22h00, le 17 juin 1815.

²⁷ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le général Vandamme au maréchal Grouchy, 17 juin 1815.

On pourrait blâmer Exelmans de ne pas avoir fait part de ce renseignement capital à Grouchy. Mais il semble qu'il n'est pas encore au fait que le maréchal a pris le commandement de l'aile droite de l'armée. Envoyée à 19h00 le 17 juin, cette lettre de Grouchy à Exelmans prouve que ce dernier est dans l'ignorance complète des remaniements effectués par Napoléon dans l'armée.

Vos misères pour vous garder vont finir, puisque je commande l'aile droite de l'armée et disposerai d'infanterie et de cavalerie légère à mon gré. Répondez-moi promptement et donnez-moi le plus de détails que vous pourrez quant aux mouvements des Prussiens, afin que je les transmette à Sa Majesté, qui attaque aujourd'hui Wellington²⁸.

À première vue, nous pourrions croire que le général Exelmans a fait preuve de négligence en avertissant pas Grouchy et l'Empereur. Mais si Vandamme fut le premier averti, c'est tout simplement parce que son corps d'armée marchait à quelques kilomètres derrière lui. Cependant, il semble que l'information soit arrivée très tard dans les mains de Grouchy, car ce n'est qu'à 19h00, comme on vient de le voir, qu'il répond à Exelmans. Quoi qu'il en soit, le grand responsable de tout cet imbroglio sur le terrain est Napoléon. En ne transmettant pas ses ordres à Grouchy dès le matin, il ne l'avait pas mis en mesure de prendre contact avec les unités d'avant-garde qui poursuivent les Prussiens depuis 2h00 du matin. En fait, ce n'est que vers 11h30 que le maréchal quitte Napoléon. Sans plus attendre, Grouchy ordonne aux généraux Vandamme et Gérard de se mettre en route vers Gembloux²⁹. Or, il n'est pas au bout de ses peines. En plus de la mauvaise volonté de certains généraux, tel Gérard, qui se plaint amèrement de ne pas avoir reçu le bâton de maréchal après la bataille de Ligny, le mauvais temps intervient. La pluie tombe à torrents, ce qui détériore l'état des routes dont la boue ralentit considérablement la marche des corps d'armée. Vandamme n'atteint finalement Gembloux qu'à 18h00 tandis que Gérard, qui marche derrière lui avec son corps, le rejoint une heure plus tard. En conséquence, ils ont mis plus de sept heures afin de parcourir dix-huit kilomètres. Toujours en avant-garde, Exelmans campe dans le village de Sauvinière, soit à quatre kilomètres au nord de Gembloux.

À l'instar de Ney, Grouchy n'a pas bénéficié des conditions idéales pour effectuer sa mission. En fait, il n'a pas été en mesure d'entrer rapidement en contact avec Pajol et

²⁸ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal Grouchy au général Exelmans, Gembloux, 19h00, le 17 juin 1815.

²⁹ A. de GROUCHY, *Observations, op. cit.*, p. 13.

Exelmans. Ainsi, ce n'est que vers 22h00 qu'il informe Napoléon, dont l'armée campe maintenant devant le plateau du Mont Saint-Jean, des routes probablement empruntées par les Prussiens et de la possibilité réelle de les voir se rallier à Wellington³⁰. Néanmoins, en dépit des renseignements qu'il a reçus et de ce qu'il a écrit à l'Empereur, les ordres qu'il donne pour le lendemain laissent supposer qu'il ne croit pas que les Prussiens font route vers Wavre, mais vers Liège ou Maëstricht. À cette heure, Grouchy semble avoir perdu tout sens critique car, de toute évidence, il a toujours en tête les premières indications de Napoléon à l'effet que les Prussiens se sont dirigés vers la Meuse et cherchent effectivement à rejoindre Maëstricht³¹. Ainsi, Grouchy ordonne à Vandamme et à Exelmans de se porter à Sart-lez-Walhain, qui se situe à 23 kilomètres à l'Ouest du Mont Saint-Jean. Dans le même temps, Pajol reçoit l'ordre de se diriger au sud de Sart-lez-Walhain afin de prendre position à Grand-Leez. Enfin, Gérard reçoit les mêmes ordres puisque lui aussi doit rejoindre cette dernière localité³². Or, les lenteurs de Napoléon et sa mauvaise appréciation de la situation sur le terrain n'ont pas que des conséquences sur les opérations menées par Grouchy. Elles ont également un impact sur ses propres mouvements, ce qui lui fera manquer les Anglais aux Quatre-Bras.

III. Napoléon, de par son indécision et ses ordres mal conçus, manque Wellington aux Quatre-Bras

De son côté, Wellington attend toujours d'avoir des informations sur ce qui s'est passé à Ligny. Depuis la veille, bien que le bruit circule que les Prussiens ont été défaits, il n'a reçu aucune confirmation de Blücher. Afin de s'enquérir de la situation, il demande au lieutenant-colonel Gordon de partir en mission de reconnaissance. Très vite, celui-ci rencontre les premiers détachements français qui se sont établis à Marbais. Guidé par un paysan, il remonte le flot des colonnes prussiennes jusqu'à Tilly. Là, il trouve le général Ziethen, qui l'informe que l'armée se dirige vers Wavre. À 7h30, il revient vers

³⁰ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Grouchy à l'Empereur, Gembloux, le 17 juin 1815.

³¹ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Ordre de l'Empereur au maréchal Grouchy, ordre dicté par l'Empereur en l'absence du major général Soult au grand maréchal du Palais Bertrand, Ligny, le 17 juin 1815. Voir citation page

³² SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Grouchy au général Vandamme, Exelmans, Pajol et Gérard, Gembloux, le 17 juin 1815 au soir.

Wellington³³. Lorsqu'il apprend cette nouvelle, le duc décide lui aussi de battre en retraite afin de maintenir ses communications avec Blücher. Cependant, estimant que les Français vont demeurer au bivouac, il ne croit pas nécessaire de commencer la retraite avant 10h00.

The 2nd division of British infantry to march from Nivelles on Waterloo at 10 o'clock. The brigades of the 4th division, now at Nivelles, to march from that place on Waterloo at 10 o'clock. Those brigades of the 4th division at Braine le Comte, and on the road from Braine le Comte to Nivelles, to collect and halt at Braine le Comte this day. All the baggage on the road from Braine le Comte to Nivelles to return immediately to Braine le Comte, and to proceed immediately from thence to Hal and Bruxelles. The spare musket ammunition to be immediately parked behind Genappe. The corps under the command of Prince Frederick of Orange will move from Enghien this evening, and take up a position in front of Hal, occupying Braine le Château with two battalions. Colonel Erstorff will fall back with his brigade on Hal, and place himself under the orders of Prince Frederick³⁴.

Après avoir donné ses ordres, voyant que Ney ne bouge toujours pas, le duc en profite pour dormir quelques heures. Entre-temps, une estafette prussienne survient à son quartier général afin de lui porter les intentions de Blücher. Elle confirme à Wellington les renseignements que Ziethen a transmis à Gordon: la défaite de l'armée prussienne à Ligny et l'intention de Blücher de se retirer vers Wavre. Selon Müffling, c'est alors que le duc a déclaré: « Je vais m'établir à Mont Saint-Jean. J'y attendrai Napoléon pour lui livrer bataille, si j'ai l'espérance d'être soutenu par un seul corps prussien. Mais si cet appui me manque, je serai contraint de sacrifier Bruxelles et de prendre position derrière l'Escaut³⁵. »

Sur ces rassurantes paroles, le messenger repart aussitôt auprès de Blücher tandis que les divisions anglaises, allemandes et néerlandaises, commencent leurs mouvements de repli par la route de Bruxelles. Afin de masquer sa retraite, Wellington laisse derrière lui la cavalerie de lord Uxbridge. Pendant ce temps, autour de Frasnes, les Français font la soupe³⁶. Sur cette affaire, influencés par Napoléon dans ses mémoires, les historiens ont généralement blâmé le maréchal Ney de son inactivité dans la matinée du 17 juin.

³³ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Memorandum on the Battle of Waterloo, 24th Sept., 1842. Written by the Duke of Wellington after reading the statements of General Clausewitz.

³⁴ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Wellington to General Lord Hill, G.C.B, Instructions for the Movement of the Army on 17th, 17th June 1815.

³⁵ Müffling, *Aus meinem Leben*, cité et traduit par Henri HOUSSAYE, *Waterloo : 1815, op. cit.*, p. 254.

³⁶ Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo letters : a selection from original and hitherto unpublished letters bearing on the operations of the 16th, 17th, and 18th June, 1815, by officers who served in the campaign*

Lorsque le maréchal Ney parut, l'Empereur lui témoigna son mécontentement de tant d'incertitude, de tant de lenteur, et qu'il venait de lui faire perdre trois heures bien précieuses. Ce maréchal balbutia, s'excusa sur ce qu'il croyait que Wellington était encore aux Quatre-Bras avec toute son armée³⁷.

Rédigé par Napoléon afin de se décharger de ses responsabilités dans les retards d'exécution de la matinée, ce témoignage est d'une mauvaise foi évidente, car nous savons qu'il n'avait aucune idée des dispositions qu'il devait prendre ce matin-là puisqu'il a beaucoup tardé avant de donner ses ordres à Grouchy. Comme nous l'avons vu dans la lettre envoyée à Ney, il souhaitait d'abord faire reposer l'armée afin de la réorganiser. D'autre part, toujours dans la même lettre, on se souvient que Napoléon a ordonné au maréchal de s'établir aux Quatre-Bras. Cependant, il devait le faire uniquement si les Anglais avaient entamé leur retraite. Or, lorsqu'il reçoit les ordres de l'Empereur, Ney constate que Wellington n'a pas encore bougé. D'ailleurs, tôt le matin, vers 6h30, il a informé Napoléon que l'armée anglo-néerlandaise était toujours installée au carrefour des Quatre-Bras. Cette information a été confirmée par Flahaut, arrivée dès 7h00 auprès de l'Empereur afin de lui faire le récit de la bataille. En conséquence, obéissant aux ordres de ce dernier, Ney n'entreprend aucune action offensive. Même si la lettre du maréchal est arrivée au quartier général entre 9h30 et 10h00, pourquoi l'Empereur n'a-t-il pas ordonné à l'armée de se mettre en marche aussitôt? N'était-ce pas ce qui était prévu au départ?

L'intention de Sa Majesté est que vous preniez position aux Quatre-Bras; mais si par impossible, cela ne peut avoir lieu, rendez compte sur-le-champ, avec détails, et l'Empereur si portera ainsi que je vous l'ai dit. Si, au contraire, il n'y a qu'une arrière-garde, attaquez-là et prenez position. La journée d'aujourd'hui est nécessaire pour terminer cette opération et pour compléter les munitions, rallier les militaires isolés et faire rentrer les détachements³⁸.

Lorsque Soult écrit les ordres précités, il n'a pas encore reçu les informations de Ney à l'effet que Wellington n'a pas bougé de ses positions. À cette heure, l'Empereur ne

/ edited, with explanatory notes, by H.T. Siborne ; illustrated with numerous maps and plans. London : Cassell & Co., 1891, Letter 75. Lieutenant-Colonel T.W Taylor, 10th Hussars to Sir Hussey Vivian, november 1829, p. 166.

³⁷ *Ceuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 177.

³⁸ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au maréchal Ney, prince la Moskova, en avant de Fleurus, probablement à 8h00 du matin, 17 juin 1815. La lettre ne porte pas d'heure précise. Mais nous savons, d'après les mémoires de Grouchy, page 18, que l'Empereur s'est rendu au moulin de Brye entre 8h00 et 9h00 du matin. De plus, il signale d'entrée de jeu que le général Flahaut vient d'arriver au quartier général.

détient que le témoignage de Flahaut. Dans son esprit, était-ce suffisant pour faire bouger l'armée? Il nous est bien difficile de porter un jugement sur cette question. Toutefois, il est évident que toute cette affaire résulte encore une fois de la faillite du système des communications, ce qui plonge l'Empereur dans l'incertitude. Lorsque l'éclaireur envoyé plus tôt aux Quatre-Bras revient pour confirmer les informations de Ney, il se résout à marcher contre Wellington. Mais à ce moment, la montre indique 11h00. Or, l'armée anglo-néerlandaise se retire des Quatre-Bras depuis une heure un quart. Mais, là encore, l'exécution des mouvements souffre d'un délai supplémentaire, puisqu'il ne donne ses ordres à Grouchy qu'à 11h30. Nous ne savons pas l'heure exacte à laquelle il quitte le moulin de Bussy afin de gagner Marbais avec la cavalerie légère de Domon et les cuirassiers de Milhaud. Quoiqu'il en soit, il arrive en vue des Quatre-Bras vers 13h00³⁹.

Il constate alors que la cavalerie anglaise est toujours présente et que le reste de l'armée de Wellington fait route vers le nord. Après avoir envoyé une centaine de hussards dans cette direction afin de confirmer cette première observation, ceux-ci reviennent avec un régiment de cavalerie anglais aux trousses qui les poursuit l'épée dans les reins. Aussitôt, la cavalerie française prend position de droite à gauche de la route. Milhaud sur la droite et Domon sur la gauche. L'infanterie attend en deuxième ligne avec les batteries qui sont en positions de tir. Les Anglais n'insistent pas. Napoléon dépêche 500 cavaliers vers Frasnes afin d'établir le contact avec le maréchal Ney. Arrivés à la lisière du bois, ceux-ci rencontrent les lanciers de la Garde qui, en raison de leurs uniformes rouges, les prennent pour des Anglais. Après quelques minutes d'escarmouche, les hussards s'aperçoivent de leur erreur. Aussitôt, Napoléon envoie des officiers auprès du maréchal Ney afin de lui ordonner de passer à l'offensive⁴⁰.

Sur cet épisode, il est vrai que Ney a été berné par Wellington. Abusé par le rideau de cavalerie de lord Uxbridge, jamais il n'a soupçonné que l'armée anglo-néerlandaise se retirait vers Bruxelles. Or, cette méprise est due à la configuration du terrain dont les particularités masquent tous leurs mouvements. Depuis son angle d'observation sur la droite des Quatre-Bras, Napoléon a été à même d'apprécier ce que Ney ne pouvait voir par devant. Au même moment, une vivandière anglaise est faite

³⁹ Afin d'avoir une vue d'ensemble sur la retraite des Prussiens et des Anglais, voir figure 6 à l'annexe E.

⁴⁰ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit., p. 177.*

prisonnière. Elle confirme que Wellington bat en retraite et que les troupes laissées derrière ne sont qu'une arrière-garde. Par conséquent, à l'inverse de son subordonné, disposant de renseignements fiables en concordance avec ses propres observations, l'Empereur est en mesure d'ordonner la poursuite. Sans nouvelle de Ney dont il espère entendre le canon depuis Frasnes, Napoléon se décide à faire mouvement. Même si Wellington lui échappe, il souhaite au moins détruire la cavalerie de Uxbridge. Les cuirassiers, les chasseurs et les batteries à cheval se lancent au grand trot vers les Quatre-Bras par la route de Namur. Dans sa hâte d'en finir, Napoléon lui-même prend la tête de la colonne⁴¹.

Aux Quatre-Bras, ce mouvement n'échappe pas à Uxbridge. Après avoir reconnu les cuirassiers par l'intermédiaire de la lunette du général Vivian, il se décide à suivre Wellington. Afin de couvrir la retraite, les hussards de Vivian et de Grant sont laissés à l'arrière avec une batterie sous les ordres du capitaine Mercer. À cette heure, le ciel se couvre de gros nuages noirs qui jettent toute la région dans l'obscurité. Le temps est maintenant à l'orage. C'est à ce moment, dans la pénombre, que Napoléon et son escorte arrivent devant la batterie de Mercer. L'ayant reconnu à sa silhouette particulière, lord Uxbridge ordonne de faire feu⁴². Aux premiers coups de canons dont les boulets ratent la cible, Napoléon fait avancer une batterie à cheval de la Garde. Aussitôt, par peur d'être pris, les Anglais décident de mettre fin au duel et de se retirer. Les cavaliers des généraux Domon, Subervie et Jacquinet se lancent alors sur les fuyards qui abandonnent sans sourciller leurs pièces d'artillerie.

Toujours sans nouvelle de Ney, Napoléon envoie directement ses ordres aux chefs de corps pour qu'ils entreprennent la poursuite. C'est Drouet d'Erlon qui arrive le premier avec son infanterie⁴³. Après l'avoir quelque peu réprimandé sur ses hésitations de la veille, l'Empereur lui ordonne de suivre la cavalerie anglaise. Entre-temps, Ney arrive sur place. Napoléon ne lui reproche pas son comportement durant la bataille des Quatre-Bras, puisque cela a été fait dans la lettre envoyée par Soult. Néanmoins, il critique très sévèrement son inactivité du matin. Napoléon ne perd pas de temps. Il se lance à la

⁴¹ Ph.-G de PONTÉCOULANT, *Souvenirs militaires : Napoléon à Waterloo, ou précis rectifié de la campagne de 1815, par un ancien officier de la Garde impériale*. Paris, Dumaine, 1866, p. 180.

⁴² Cavalier MERCER, *Journal de la campagne de Waterloo*. Paris, Plon, 1933, p. 60. - GOURGAUD, *Campagne de 1815, op. cit.*, p. 76.

⁴³ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 177.

poursuite des éléments d'arrière-garde de la cavalerie anglaise. Mais en raison de la pluie, la progression se fait avec lenteur: «Le temps était affreux; sur la chaussée les soldats avaient de l'eau jusqu'à mi-jambe; dans les terres ils enfonçaient jusqu'aux genoux; l'artillerie ne pouvait passer, et la cavalerie n'y passait qu'avec peine⁴⁴. » Néanmoins, les Anglais sont poussés l'épée dans les reins. Derrière eux, ils peuvent entendre les rires et les insultes que leur lancent les poursuivants. Les voyant se rapprocher, Uxbridge exhorte ses hommes à presser le mouvement: «Pressez-vous, pressez-vous, pour l'amour de Dieu! Galopez, ou vous serez pris⁴⁵! » Les Anglais passent la Dyle sur le pont de Genappe et sur un autre pont plus en amont.

Afin de ralentir les poursuivants, Uxbridge prend position sur les collines qui se dressent au nord de la ville. Au moment où le 1^{er} régiment de lanciers débouche de Genappe, il est accueilli par la mitraille anglaise qui vole depuis les hauteurs. Sans plus attendre, Uxbridge donne l'ordre au 7^e régiment de hussards ainsi qu'au 1^{er} régiment de *Life-Guards* de charger. Les hussards anglais sont repoussés, mais les lanciers plient devant les *Guards* qui les poursuivent jusque dans la ville. Dans les rues étroites et sinueuses, le corps à corps tourne à l'avantage des Anglais, car les lanciers ne peuvent manœuvrer aisément avec leur lance. Alors que le 1^{er} régiment de lanciers s'apprête à se replier pour éviter la destruction, le 2^e lancier débouche d'une ruelle transversale et charge les *Guards*. Pris de flanc, ceux-ci sont refoulés au-delà de la ville. Poussés par les hussards de Marbot, qui viennent de contourner Genappe, les Anglais regagnent les hauteurs sous la protection de leur artillerie. La cavalerie française n'insiste pas. C'est au moment où Napoléon débouche de Genappe avec son escorte qu'il exhorte l'artillerie à bombarder la position anglaise. Il ajuste lui-même les canons et fait ouvrir le feu⁴⁶. Mais le tir est inefficace, puisque tous les coups passent au-dessus des positions anglaises.

⁴⁴ *Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène*, *ibid*, p. 178.

⁴⁵ Cavalié MERCER, *Journal de la campagne de Waterloo*, *op. cit.*, p. 61- 63.

⁴⁶ William TOMKINSON, *The Diary of a Cavalry Officer in the Peninsular War and Waterloo Campaign, 1809-1815, by the late Lieutenant-Colonel Tomkinson, 16th Light Dragoons. Edited by his son James TOMKINSON*. London, Swan Sonnenschein and Co, New-York, Macmillan and Co, 1895, p. 284-285. Pour complément de ce témoignage, voir aussi Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*, Letter 59, Major W TOMKINSON, Captain 16th light Dragoons, Willington, Nathwich, April 2nd, 1835. Letter 60, From the Same, Willington Hall, February 10th, 1845. *op. cit.* p. 117-120. - Ph.-G de PONTÉCOULANT, *Souvenirs militaires*, *op. cit.*, p. 186-187. – Auguste PÉTIET, *Souvenirs militaires de l'histoire contemporaine*. Paris, Tours, Orléans, Dumaine, Pomi, Gatineau, 1844, p. 204 à 208, cité par Henri HOUSSAYE, 1815, *op. cit.*, p. 263.

Après avoir épuisé leurs munitions, les Anglais abandonnent le terrain et battent en retraite vers Mont Saint-Jean, là où le duc a pris position avec le reste de l'armée⁴⁷. Sans plus tarder, Napoléon entreprend de les suivre. Le temps ne s'étant guère amélioré, la marche s'effectue avec lenteur. Il arrive à la hauteur de Belle-Alliance vers 18h00. Devant lui, Wellington a pris position sur le plateau de Mont Saint-Jean. Les deux hommes, qui ne se sont jamais rencontrés, vont livrer là leur dernière bataille.

IV. Bilan de la journée

Après l'échec de cette manœuvre contre Wellington aux Quatre-Bras, Napoléon aurait dit: « On a perdu la France⁴⁸! » Il sait alors que son plan commence à s'écrouler. La campagne se devait d'être rapide et décisive. Mais en deux jours de combats, il a successivement raté Blücher et Wellington. Certes, ses subordonnés ont leurs parts de responsabilités dans l'échec de cette campagne, mais Napoléon demeure le premier responsable. Au matin du 17 juin, il a beaucoup trop tardé pour donner ses ordres à Grouchy, ce qui a compromis de façon irrémédiable ses chances de rattraper les Prussiens. Dans ses mémoires, Napoléon écrit avec emphase: « L'ennemi gagna ainsi vingt-quatre heures sur lui. Cette funeste irrésolution est la cause principale des désastres du 18 et de la perte de la France⁴⁹. » C'est là une altération évidente des faits. Lorsque Grouchy est venu lui demander des ordres, on se souvient qu'il l'a rabroué très sèchement en lui disant qu'il aurait ses instructions quand il le jugerait convenable. Ensuite, Napoléon a perdu son temps à visiter le champ de bataille et à parler politique avec ses généraux.

Ce n'est que vers 11h30, après avoir reçu de Pajol la confirmation que les Prussiens font route vers Namur, qu'il ordonne à Grouchy de les poursuivre. Même s'il objecte à Napoléon que l'ennemi a déjà douze heures d'avance, celui-ci ne s'en fait pas outre mesure. Il se contente de dire que les Prussiens se dirigent vers la Meuse. C'était le choix logique puisqu'il devrait couvrir leur ligne de communication. Or, Napoléon ignore que Gneisenau a donné l'ordre de battre en retraite vers Wavre pour maintenir ses

⁴⁷ Cavalié MERCER, *Journal de la campagne de Waterloo*, op. cit., p. 65 à 68.

⁴⁸ Jean-Baptiste DROUET, comte d'ERLON, *Vie militaire écrite par lui-même et dédiée à ses amis*. Paris, Gustave Barba, 1844, p. 84.

⁴⁹ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 178.

communications avec Wellington. Déjà, la situation tourne en faveur des Alliés. En conséquence, Grouchy n'est nullement responsable. En plus de la pluie qui tombe à torrent, il doit établir le contact avec ses unités d'avant-garde dont les chefs, tels Exelmans et Pajol, ignorent qu'il vient de prendre le commandement de l'aile droite de l'armée. Ce n'est qu'en soirée que Grouchy est en mesure de faire un rapport à Napoléon sur la position présumée des Prussiens et de la possibilité réelle de les voir se rallier à Wellington devant Bruxelles.

Ainsi, celui qui a perdu du temps, c'est Napoléon. D'ailleurs, comme Soult l'écrit à Ney au matin, son intention première est de faire reposer les hommes et de réorganiser l'armée. Évidemment, Ney ne fait pas preuve de davantage de dynamisme. Il aurait dû envoyer une reconnaissance pour s'assurer de la présence de l'armée de Wellington aux Quatre-Bras. Mais, en raison de la configuration du terrain, puisque deux bois flanquent le carrefour, il ne pouvait avoir une idée exacte de la présence de l'ennemi. Les ordres envoyés par Soult sont clairs. Ney doit attaquer si Wellington bat en retraite. À l'inverse, si les Anglais sont toujours sur place, il doit en informer l'Empereur qui se portera sur leur flanc gauche avec toute l'armée. Or, par l'intermédiaire de Flahaut et du rapport du maréchal Ney reçu au quartier général vers 9h30, il sait que les Anglais se maintiennent toujours aux Quatre-Bras. Mais, en dépit de cela, Napoléon ne bouge pas. En fait, il est indécis, puisqu'il attend incessamment des nouvelles sur la position des Prussiens. Ce n'est que vers midi qu'il prend son parti. Il est évident que son indécision de la matinée du 17 juin a compromis la campagne en cours. En attendant, relativement intactes, les deux armées ennemies font route vers le nord. Avec les renseignements qu'il a reçus de Grouchy depuis Gembloux vers 22h00, il sait maintenant que le risque est grand de les voir se réunir devant Bruxelles. Si tel est le cas, il ne pourra pas leur livrer bataille. Pour éviter d'être submergé par le nombre, il devra revenir en arrière afin de chercher une autre occasion. Or, comment un repli sera-t-il perçu à Paris? Quoi qu'il en soit, Napoléon sait que ses ennemis de la Chambre vont en tirer parti. Il ne lui reste qu'une seule chance de retourner la situation. Il lui faut vaincre Wellington avant que Blücher ne vienne lui porter assistance.

V. Waterloo : les tracasseries politiques hantent Napoléon jusqu'à son quartier général

Dans l'esprit de Napoléon, vaincre Wellington et son armée ne sera qu'une simple formalité, « l'affaire d'un déjeuner. » Mais encore, faut-il qu'il accepte la bataille, car si le duc se retire vers le nord, et c'est là sa plus grande crainte - il pourra rejoindre Blücher devant Bruxelles et, par conséquent, son plan aura échoué. Quoi qu'il en soit, ne connaissant pas les subtilités du terrain comme à Austerlitz, Napoléon sous-estime la position du duc ainsi que la détermination des troupes qui s'y accrochent. C'est pourquoi, au lieu de manœuvrer sur les ailes de l'armée anglo-néerlandaise, il décide de procéder par une attaque frontale. Les communications de l'armée n'étant pas rodées, il ne devrait pas y avoir de confusion dans les mouvements de l'armée comme par les jours précédents. En outre, la décision de Napoléon est motivée par sa croyance que Blücher ne pourra rejoindre Wellington sur le champ de bataille. Avec Grouchy qui marche derrière lui, il n'aura pas assez de temps pour se réorganiser afin de lui porter une quelconque assistance. Ainsi, il croit disposer d'une journée pour anéantir les Anglais.

Quelques heures avant de commencer la bataille, Napoléon lit les nouvelles de Paris. Il comprend que les députés s'agitent encore et, de fait, même si la révolte de Vendée semble se résorber, il craint que ceux-ci ne lui mettent des bâtons dans les roues. Il est conscient que le règlement d'emprunt sera présenté aux Chambres le 19 juin. Afin de rallier les députés et les Pairs, il lui faut remporter cette victoire décisive qui ne cesse de se dérober depuis le début de la campagne. Dans ces conditions, est-ce que les considérations de politique intérieure ont eu un impact sur la tactique adoptée par Napoléon au cours de la bataille de Waterloo? C'est plus que probable, car au moment où les Prussiens font leur apparition sur le champ de bataille, Napoléon, en dépit du risque de devoir se battre sur deux fronts à la fois, décide de rester sur place et de jouer sa chance jusqu'au bout. C'est quitte ou double! C'est pourquoi, jusqu'à la fin de la journée, il tentera de percer le centre anglais. Dans ces conditions, l'attaque de la Garde est en partie motivée par des impératifs politiques et financiers.

Lors de son arrivée à la ferme du Caillou, face au Mont Saint-Jean, Napoléon n'a que l'avant-garde avec lui. Par des chemins boueux, sous l'orage et la pluie, le reste de l'armée chemine péniblement en arrière. Graduellement, les divisions arrivent sur place. Exténués, le ventre vide, car leurs rations sont déjà épuisées, les hommes n'ont d'autre

choix que de coucher à la belle étoile dans les blés. Seuls quelques rares officiers réussissent à se trouver un gîte dans les maisons avoisinantes pour se protéger de la pluie. De leur côté, les soldats anglais, allemands et néerlandais sont logés à la même enseigne. La nuit étant très froide, le feu de bivouac réchauffe les corps et les esprits. Alors qu'il scrute pour la énième fois le front de l'armée anglaise, Napoléon prend conscience que Wellington ne détalera pas pendant la nuit. Si tel avait été le cas, il aurait déjà effectué les préparatifs pour lever le camp. En fait, Wellington vient de recevoir la réponse qu'il attendait de Blücher :

I enclose two letters, which I beg you to peruse and forward without loss of time. You will see in the letter to the Duc de Berri the real state of our case and the only risk we run. The Prussians will be ready again in the morning for any thing⁵⁰.

Néanmoins, Wellington n'a pas encore gagné parce que Gneisenau souhaite toujours se retirer sur Liège. Blücher, qui combat âprement cette idée pendant plusieurs minutes, annonce triomphalement au colonel Hardinge, l'aide de camp de Wellington, qu'il viendra lui porter assistance: « Gneisenau a cédé! Nous allons rejoindre le duc⁵¹! » Le chef d'état-major du vieux maréchal avait raison de craindre l'impact que pourrait avoir cette manœuvre, car, si l'armée de Wellington est détruite avant l'arrivée de ses corps sur le champ de bataille, l'armée prussienne, coupée de ses arrières par Grouchy, pourrait bien subir le même sort. Comme un joueur impénitent, Blücher joue encore d'audace.

De son côté, Napoléon est plutôt satisfait de constater que Wellington demeure sur ses positions.

Actuellement il était probable que le duc de Wellington et le maréchal Blücher profiteraient de cette même nuit pour traverser la forêt de Soigne et se réunir devant Bruxelles; après cette réunion, qui serait opérée avant neuf heures du matin, la position de l'armée française deviendrait bien délicate. Il était impossible que l'armée française se hasardât à traverser la forêt de Soigne pour combattre au débouché des forces plus que doubles, formées et en position; et cependant, sous peu de semaines, les armées russe, autrichienne, bavaroise, etc., allaient passer le Rhin, se porter sur la Marne. Le 5^e corps, en observation en Alsace, n'avait que 20 000 hommes⁵². »

⁵⁰ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome XII, Wellington to Sir Charles Stuart, Waterloo, 18th june, 3 AM, p. 476.

⁵¹ Anthony BRETT-JAMES, *The Hundred days. Napoleons last campaign from eyewitness accounts. Compiled, edited and translated by Anthony Brett-James*. London, Macmillan and Co; New-York, St-Martin Press, 1964, p. 110. Cité et traduit par Henri HOUSSAYE, 1815, *op. cit.*, p. 274.

⁵² *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 178.

C'est pourquoi, lorsqu'il constate que Wellington reste sur ses positions, il croit encore à ses chances de réussite. Il peut encore détruire séparément Wellington et Blücher avant que les Russes et les Autrichiens ne passent le Rhin. Cela est d'autant plus nécessaire qu'il vient de recevoir des nouvelles de Paris par l'intermédiaire du maréchal Davout. Selon ce dernier, il semble que les intrigues de la Chambre n'ont pas cessé⁵³. Toutefois, il n'est pas très explicite sur la nature de ses intrigues, car, dans ses souvenirs, il ne reproduit pas la lettre envoyée à l'Empereur. Mais, grâce aux témoignages des contemporains et aux documents contenus dans les archives, nous sommes à même de définir la nature de ces intrigues. Dans un premier temps, Napoléon a dû apprendre que, le 15 juin dernier, le député Dupin a proposé à la Chambre que l'Acte additionnel soit modifié. Celui-ci a invité ses collègues à désigner une commission de 21 membres dont la première tâche sera de réunir et de discuter toutes les lois constitutionnelles. La Chambre approuve la motion à l'unanimité. Dès lors, les députés entreprennent de modifier la constitution. L'un d'eux propose l'abolition pure et simple de l'article 26, qui stipule que les députés n'ont pas le droit de faire des discours ni de présenter de projets de loi. Ce droit est réservé uniquement aux ministres ainsi qu'aux commissaires spéciaux. Dorénavant, selon le projet présenté, les députés auront ces pouvoirs. Garat appuie la motion. Flaugergues s'en empare aussitôt et disserte longuement sur le sujet⁵⁴. Déjà, les députés font une brèche dans les pouvoirs de l'Empereur.

Le lendemain, deux députés, Manuel et Jay, poussés par Fouché qui tente de déstabiliser l'Empereur afin de se constituer une force politique avec laquelle il faudra compter lorsque les Bourbons reviendront, réclament que les ministres viennent devant la Chambre afin de l'informer des lois et des décisions prises par le gouvernement. Encore une fois, cela est une atteinte directe au pouvoir de l'Empereur puisque, selon l'article 18, c'est ce dernier qui envoie dans les Chambres les ministres du gouvernement. De plus, selon l'article 19, les ministres donnent aux députés les informations qu'ils jugent nécessaires. Afin de soutenir leur réclamation, Manuel et Jay soutiennent qu'il faut établir

⁵³ Louis-Nicolas DAVOUT, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl, par son arrière petit-fils le comte VIGIER. Précédé d'une introduction de Frédéric MASSON, *Les Cent Jours, 1815. Souvenir du maréchal prince d'Eckmühl*. Paris, Ollendorf, 1898, p. 273.

⁵⁴ *Moniteur*, 15 et 16 juin, séances du 14 et 15 juin. Cité par Émile Le GALLO, *Les Cent Jours : Essai sur l'histoire intérieure de la France depuis le retour de l'île d'Elbe jusqu'à la nouvelle de Waterloo*. Paris, Librairie Félix Alcan, 1924, p. 471.

des relations de confiance avec le gouvernement. D'ailleurs, en Angleterre, les ministres ne siègent-ils pas avec les députés, ne sont-ils pas obligés de répondre aux questions de l'opposition? Fabri, secrétaire de Fouché, appuie les observations des deux députés, tandis que Barrère, un autre de ses sympathisants, défend une motion appelant les ministres à l'Assemblée. Boulay de la Meurthe et Regnault de Saint-Jean d'Angély promettent aux députés que les ministres viendront en Chambre pour répondre aux questions. Afin de mettre fin à toutes ces récriminations, Boulay et Regnault demandent l'adoption d'un ordre du jour mais, sous la pression des amis de Fouché, la Chambre refuse. Les députés décident plutôt de renvoyer la question sur la responsabilité ministérielle devant une commission spéciale⁵⁵.

De plus en plus, la Chambre des représentants semble vouloir fronder l'autorité de l'Empereur. Après que Caulaincourt eut présenté son rapport sur l'inimitié des puissances européennes vis-à-vis la France, Roy, qui en fait la critique, demande que, dorénavant, la déclaration de guerre soit discutée, décrétée et promulguée comme une loi. C'est une atteinte directe aux articles 49 et 50 de la constitution de l'An VIII, car les pouvoirs en matière extérieure promulgués à cette date s'appliquent toujours en 1815. L'Acte additionnel n'ayant rien stipulé à ce sujet, le gouvernement garde sa mainmise dans ce domaine. Par conséquent, il signe, négocie, conclut les traités de paix, les alliances, les conventions et tout ce qui touche les relations extérieures. Évidemment, l'article 50 stipule déjà que la paix et la guerre doivent être discutées, décrétées et promulguées comme une loi. Cependant, il est aussi écrit : « Seulement, les discussions et délibérations sur ces objets, tant dans le Tribunat que dans le Corps législatif, se font en comité secret quand le gouvernement le demande⁵⁶. » De ce fait, l'Empereur et ses ministres peuvent déclarer la guerre et signer la paix sans l'autorisation de la Chambre. C'est justement ce pouvoir que Roy souhaite lui contester. Or, le général Sébastiani fait remarquer aux députés le caractère inopportun de cette déclaration. L'ennemi étant aux frontières, il convient d'abord et avant tout de soutenir la défense nationale. La motion de Roy est donc rejetée⁵⁷.

⁵⁵ Moniteur du 17 juin, séance du 16 juin. Cité par Jean THIRY, *op. cit.*, p. 155.

⁵⁶ Constitution de l'An VIII, reproduit par Jean-Pierre MAURY, *Digitihèque MJP*, Université de Perpignan.

⁵⁷ *Le Moniteur* du 17 juin, séance du 16 juin.

Même s'ils n'osent pas s'attaquer à ce qui touche la défense nationale puisqu'ils craignent d'être taxés de traîtres à la patrie, les députés n'en continuent pas moins à vouloir réduire l'autorité du gouvernement. On se souvient que, par la volonté inébranlable de l'Empereur, la constitution a gardé le silence sur le droit de saisie des biens des traîtres. En conséquence, la question n'étant pas réglée, le député Dubois, ancien préfet de police, profite de l'occasion pour demander l'abolition des confiscations. Sans toutefois l'approuver, puisqu'il s'agit là d'une question touchant justement la défense nationale, la Chambre se contente de prendre en considération cette motion. En somme, les libéraux, par le truchement des députés, préparent leur survie. Si l'Empereur revient, ils pourront lui imposer de nouvelles règles de conduite. Mais s'il revient vaincu, ils le destitueront eux-mêmes pour ensuite s'imposer aux nouveaux souverains. Dans cette optique, suite à l'annonce de la victoire de Ligny connue à Paris le 18 juin, la Chambre montre davantage de volonté à se fortifier en affirmant sa détermination à modifier la constitution⁵⁸. Pendant que les soldats meurent sur le champ de bataille, les députés luttent pour leur survie politique. Pour le moins contestable, ce comportement n'échappe pas à certains libéraux comme Sismondi, qui ne se gêne pas pour le critiquer :

J'ai bien moins d'inquiétude sur les opérations militaires que sur la conduite de la Chambre des représentants. Celle-ci est tout à fait déraisonnable; constamment mue par de petites vanités, de petites susceptibilités, incapable d'aborder les vraies questions libérales, les vraies garanties du peuple, elle ne sait manifester que de la mauvaise humeur, de la taquinerie et de la défiance des ministres. Peut-être en avançant se formera-t-elle? Peut-être s'y développera-t-il par la suite quelques talents? Jusqu'à présent elle ne me donne que la crainte. Il faudrait trembler de tomber sous son joug, ce qui arriverait indubitablement si Bonaparte était tué⁵⁹.

Avec toutes les initiatives prises par la Chambre, c'est probablement dans des termes semblables que Davout dévoile à Napoléon, qui s'en doute bien d'ailleurs, le côté frondeur des députés qui l'occupent. Même la Chambre des pairs, qui pourtant est composée par une majorité de bonapartistes, tente de prendre ses distances avec le souverain. Roger Ducos, l'un des trois triumvirs de brumaire, propose que la Chambre des pairs, en cas d'urgence, adopte les mesures appropriées séance tenante pour soutenir l'Empereur et faire cesser les dissensions. Pontécoulant lui réplique que tous les projets

⁵⁸ Benjamin CONSTANT, *Mémoires sur les Cent Jours*. Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1824, p. 122.

⁵⁹ Sans auteur, « Lettres de SISMONDI », *Revue historique*. Paris, septembre-décembre 1877, lettre du 17 juin 1815, p. 355.

de loi doivent être examinés de manière attentive de façon à ce que la Chambre des pairs ne soit pas « ligaturée » comme les assemblées antérieures. C'est une critique directe des quinze années de pouvoir de Napoléon et du Sénat qui a toujours servilement acquiescé à tous ses désirs. De plus, à propos d'une discussion sur le mode de scrutin, il scande que la Chambre des pairs doit apparaître devant le pays « libre et indépendante⁶⁰. » Le 20 juin, alors que la défaite de Waterloo n'est pas encore connue à Paris, La Tour-Maubourg plaide en faveur des exilés et des détenus : « Sous l'empire d'une constitution, aucun individu ne doit gémir sous les verrous d'une prison sans en connaître les motifs⁶¹. » Pontécoulant et Boissy d'Anglas appuient la motion⁶². À l'image des députés, il semble que certains pairs cherchent à se ménager une porte de sortie si les Bourbons reviennent au pouvoir. Quoi qu'il en soit, Napoléon doit savoir que cette opposition presque systématique peut faire déraiper le projet d'emprunt qui sera présenté aux Chambres le 19 juin. À Paris, cette éventualité ne semble pas échapper à l'ancien conseiller d'État, Théophile Berlier.

Le projet de finance donnera matière à discussion pour les Chambres. Cela vaudra mieux, car, quand on n'a pas de quoi s'occuper, on s'agite et on peut le faire que d'une façon fâcheuse. Les succès de l'armée seront bien utiles pour relever le courage des hommes faibles et en imposer aux mécontents⁶³.

Certes, comme il l'écrit, la présentation de ce projet de loi devrait donner matière à discussion aux députés ainsi qu'aux pairs. Bien qu'il ne le dise pas clairement, Berlier sait qu'une victoire est nécessaire car les intrigues des derniers jours vont inévitablement se transporter sur ce même projet de loi. Mais s'il n'y a pas de victoire, les députés y trouveront surtout matière à débattre sur un enjeu véritable afin de déstabiliser le gouvernement de façon irrémédiable. En fait, les députés peuvent se montrer confiants puisqu'ils ne croient pas dans la victoire de l'Empereur. Tous pensent qu'il sera vaincu. D'ailleurs, même les spéculateurs boursiers misent sur sa défaite.

Une seule espèce d'homme, pour marquer la différence et non le progrès de nos temps modernes, semblait remuante et animée, sous le poids de l'anxiété publique : c'était l'espèce d'hommes qu'un moraliste du dix-septième siècle avait devinée et définie

⁶⁰ Émile Le GALLO, *Les Cent Jours*, *op. cit.*, p. 478.

⁶¹ *Moniteur* du 21 juin, séance de la Chambre des pairs du 20 juin. Cité par Émile Le GALLO, p. 478-479.

⁶² *Ibid*, p. 479.

⁶³ Archives nationales, AF/IV/1933, Théophile Berlier à Hugues-Bernard Maret, duc de Bassano, Paris, 17 juin 1815. Cité par Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 276. Vérifier par nous aux Archives nationales de France.

d'avance, lorsqu'il écrivait : « Il y a des gens qui ne sont ni pères, ni frères, ni parents, ni chrétiens, ni Français, ni hommes : ils ont de l'argent » Ajoutons : « et ils veulent en gagner à tout prix. » C'étaient, en un mot, les spéculateurs de la Bourse, travaillant avec une infatigable ardeur, dans la perspective d'un revers, qui produirait infailliblement la hausse; tant l'hypothèse d'une victoire de l'Empereur et la perpétuité de la guerre! Tant lui-même paraissait radicalement incapable d'obtenir ou de garder la paix! Et enfin, tant la notion incessamment répandue des efforts démesurés de l'Europe avait détruit toute probabilité en sens divers, et établi, pour ainsi dire, la fatalité mathématique d'une défaite⁶⁴.

La lettre de Davout n'est pas disponible, mais nous pouvons tout de même déduire que son auteur n'a pas entretenu l'Empereur de tous ces détails boursiers. Probablement que seuls les débats des Chambres y ont été abordés puisque, dans ses souvenirs, il écrit qu'il a dû dicter plusieurs lettres nécessitées par les ennuis et les embarras que lui causaient les intrigues des représentants⁶⁵. Cependant, Napoléon connaît les spéculateurs. Ceux-ci ayant toujours misé en fonction des victoires et des défaites, il doit savoir que tous font des prières pour sa défaite puisqu'elle amènera la fin de la guerre. Sismondi, qui connaît bien son milieu, en fait une frappante description.

Je puis y rester en paix, perdu dans la foule; dans une grande ville et au milieu d'une société nombreuse et animée, on oublie la guerre; on en parle il est vrai beaucoup, mais rien de ce qui nous entoure n'en porte l'apparence. On vit dans le monde comme auparavant, on y trouve à peu près le même luxe, les dîners n'en sont pas moins exquis, les collations du soir pas moins élégantes. On ne voit pas beaucoup de voitures parce que l'ancienne cour est à la campagne ou émigrée, en sorte que c'est le règne des fiacres et des voitures de remise; cependant ceux qui restent à Paris n'ont renoncé à aucune de leurs jouissances, et les équipages et les livrées paraîtraient encore très brillants partout ailleurs qu'ici. Les spectacles suivent leur train ordinaire, enfin l'agitation de l'esprit est le seul mal que l'on sente, tout le reste est comme au sein de la paix dans les temps les plus prospères⁶⁶.

Leur but consiste uniquement à gagner de l'argent pour jouir des bienfaits qu'il leur procure. Dans une lettre à sa mère qui fut reproduite dans ses mémoires, Barante ne se fait pas d'illusion : « La guerre, par sa réaction sur les Chambres, décidera du sort de

⁶⁴ M. VILLEMMAIN, *Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature*. Paris, Didier et Cie, 1857, p. 256.

⁶⁵ Louis-Nicolas DAVOUT, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl, par son arrière petit-fils le comte VIGIER. Précédé d'une introduction de Frédéric MASSON, *Les Cent Jours, 1815. Souvenir du maréchal prince d'Eckmühl*, op. cit., p. 273. Cité également par Henri HOUSSAYE, op. cit., p. 276.

⁶⁶ Sans auteur, « Lettres de SISMONDI », *Revue historique*. Paris, septembre-décembre 1877, lettre du 17 juin 1815, p. 355.

tous⁶⁷. » Napoléon ne l'ignore pas. Il livrera sa dernière bataille avec ces considérations en tête.

VI. Le plan de bataille : manœuvre sur position centrale

Dès 8h00 du matin, le 18 juin, l'Empereur réunit ses officiers à son quartier général. Après avoir expédié le petit déjeuner comme à son habitude, il se penche sur les cartes de la région et déclare : « l'armée ennemie est supérieure à la nôtre de près d'un quart; nous n'avons pas moins de quatre-vingt-dix chances pour nous, et pas dix contre. » Ce à quoi Ney a répondu : « Sans doute, si le duc de Wellington était assez simple pour attendre Votre Majesté; mais je viens lui annoncer que déjà ses colonnes sont en pleine retraite; elles disparaissent dans la forêt. » Après avoir inspecté le champ de bataille à plusieurs reprises dans la nuit, Napoléon sait que cette information est fausse. Si Wellington avait eu l'intention de battre en retraite, il n'aurait pas attendu si tard dans la matinée. C'est pourquoi il répond à Ney : « Vous avez mal vu; il n'est plus temps; il s'exposerait à une perte certaine; il a jeté les dés, et ils sont pour nous⁶⁸. »

Autour de lui, les officiers ne partagent pas tous son enthousiasme. La veille encore, Soult lui demandait de rappeler Grouchy. Il estimait que cette force ne serait pas de trop pour vaincre Wellington. Les Prussiens étant désorganisés, du moins le croit-on, ils ne représentent pas une menace. D'ailleurs, comme il l'a dit à Grouchy, quelques milliers de chevaux auraient été bien suffisants pour les poursuivre et les observer. Au matin du 18 juin, Soult n'a pas changé d'avis. En fait, contrairement à Napoléon, il connaît le terrain du Mont Saint-Jean. Chef d'état-major du général Lefebvre pendant la Révolution, il avait emporté le plateau d'assaut le 9 juillet 1794. Or, les soldats anglais n'ont rien à voir avec les Autrichiens. Soult, qui les a combattus en Espagne, connaît leur solidité. Dans ces conditions, la position qu'ils occupent peut s'avérer très difficile à emporter. Comme il réitérait ses observations à Napoléon, celui-ci s'emporte et lui rétorque : « Parce que vous avez été battu par Wellington, vous le regardez comme un grand général. Et, moi, je vous dis que Wellington est un mauvais général, que les

⁶⁷ M. de BARANTE, *Souvenirs : 1762-1866*. Paris, Calmann-Lévy, 1890-1901, tome II, p. 182. Cité par Jean THIRY, *op. cit.*, p. 156.

⁶⁸ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 183.

Anglais sont de mauvaises troupes, et ce sera l'affaire d'un déjeuner⁶⁹ ! » Quelques minutes plus tard, Reille et Jérôme entrent au Caillou. Napoléon se retourne vers le premier afin de lui demander son avis sur l'armée anglaise. Vétéran des guerres d'Espagne, lui aussi connaît la solidité des soldats anglais.

Bien posté comme Wellington sait le faire, et attaqué de front, je regarde l'infanterie anglaise comme inexpugnable en raison de sa ténacité calme et de la supériorité de son tir. Avant de l'aborder à la baïonnette, on peut s'attendre que la moitié des assaillants sera abattue. Mais l'armée anglaise est moins agile, moins souple, moins manœuvrière que la nôtre. Si l'on ne peut vaincre par une attaque directe, on peut le faire par des manœuvres⁷⁰.

Il semble que Napoléon n'ait pas fait attention à ce commentaire. Quoi qu'il en soit, à la lumière de ces témoignages, il nous apparaît qu'il a déjà décidé de procéder par une attaque centrale. Le plan est simple. Percer le centre anglais afin de repousser les bataillons de Wellington sur la route de Bruxelles. Ensuite, les troupes marcheront jusqu'aux abords de la forêt de Soigne afin de couper, de droite à gauche, la retraite des Anglais. En les privant de la seule route qui leur permettrait de battre en retraite, il escompte la destruction de l'armée de Wellington. Même s'il a rejeté les objections de ces officiers, Napoléon a néanmoins conscience de la difficulté de mener une attaque frontale. Comme à Austerlitz, et c'est là la seule corrélation avec le plan d'alors, il espère amener Wellington à dégarnir le plateau de Mont Saint-Jean comme les Russes l'ont fait sur le Pratzen. En conséquence, si Wellington se sent menacé sur son flanc droit, qui commande toute sa ligne de communication avec Ostende, il tentera inévitablement de la protéger. C'est pourquoi, afin de le pousser à bouger ou à immobiliser les troupes qui sont déjà sur la droite, Napoléon planifie une attaque de diversion contre le bois d'Hougoumont. Cette mission est confiée au corps du général Reille⁷¹.

Ici, il est toutefois nécessaire de faire un temps d'arrêt. En raison de l'absence de documents véritablement explicites, Bernard Coppens et Patrick Courcelle, qui ont écrit une excellente étude sur le combat d'Hougoumont réfutent, à l'inverse de Houssaye par

⁶⁹ Notes manuscrites de Baudus, aide de camp de Soult, communiqué par M. de Montenon, son petit-fils à Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 311.

⁷⁰ Adolphe THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, Furne, Jouvet et Cie, 1874, tome XX, p. 180-181. – SÉGUR, *Mélanges*, p. 273. Cité par Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 312.

⁷¹ Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815*, *op. cit.*, p. 88. - *Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 187-188. « Le prince Jérôme enleva plusieurs fois le bois de Goumont, et plusieurs fois il en fut repoussé; il était défendu par la division des gardes anglaises, les meilleures troupes de l'ennemi, qu'on vit avec plaisir être sur sa droite, ce qui rendait plus facile la grande attaque sur la gauche. »

exemple, la thèse de la diversion opérée par le général Reille. Dans ces conditions, il faudrait savoir pourquoi Napoléon a placé plus de 12 000 hommes face à cet objectif, si son intention ne consistait qu'à percer le centre anglais⁷²? En fait, après avoir pris position dans les bois d'Hougoumont, Reille devait soutenir la gauche de Drouet-d'Erlon après que le centre anglais eut été enfoncé. Cependant, si la mission de Reille n'était qu'un appui offensif comme semble le croire Coppens et Courcelles, pourquoi n'a-t-il pas reçu l'ordre d'attaquer simultanément avec d'Erlon? De plus, si son attaque devait uniquement appuyer celle du centre, comment aurait-il pu le faire sans d'abord avoir pris le château où le présumé village indiqué sur sa carte? Sans explications satisfaisantes, nous maintenons la thèse de la diversion qui semble plus en conformité avec le style de Napoléon dont l'une de ses caractéristiques consiste à effectuer de fausses attaques sur un point de sa ligne de front afin de détourner l'ennemi de l'objectif principal.

Comme nous l'avons souligné plus tôt, Napoléon ne connaît pas le terrain et pour l'une des rares fois dans sa carrière, sans reconnaissance efficace, il va s'aventurer en aveugle. La veille de la bataille d'Austerlitz, il connaissait le champ de bataille dans ses moindres détails. En fait, son armée ayant occupé le plateau de Pratzen pendant quelques jours avant de l'abandonner aux Russes, il avait eu le temps de reconnaître la moindre dénivellation ainsi que tous les obstacles susceptibles d'entraver la progression des troupes. Mais, à Waterloo, Napoléon n'a devant lui que la pente ainsi que les fermes d'Hougoumont, de la Haye-Sainte et de Papelotte. Dans le cas d'Hougoumont, la place est complètement masquée par un boisé, ce qui ne lui permet pas d'évaluer l'obstacle⁷³. Ses cartes étant très sommaires, puisque aucune indication sur les caractéristiques du terrain n'y est indiquée, il demande à un Flamand, nommé Decoster, de lui décrire le champ de bataille⁷⁴. Or, on se rend vite compte dans l'état-major français que ce dernier n'est pas très coopératif. Il prétend ne rien connaître de la région et tente même à

⁷² Bernard COPPENS, Patrick COURCELLE, *Hougoumont : Waterloo 1815, les carnets de campagne*. Bruxelles, 1999, p. 23. - SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date.

⁷³ Afin d'avoir un aperçu de ce que les Français pouvaient voir d'Hougoumont depuis leurs positions, il faut se référer à la figure 7 de l'annexe E.

⁷⁴ Les cartes utilisées par Napoléon, soit celles de Ferraris et de Capitaine éditées en 1795, ne montrent que de manière très imparfaite les dénivellations du terrain. En fait, on ne peut effectuer aucune planification tactique à l'aide de ces dernières. Bernard COPPENS, Patrick COURCELLE, *Hougoumont, op. cit.*, p. 19. Les cartes ont été reproduites à la figure 8 de l'annexe E.

plusieurs reprises de s'échapper. Lorsque Napoléon entreprend de se rendre sur la ligne des tirailleurs pour observer la ligne anglaise, on le hisse et on l'attache sur un cheval de troupe dont la selle est attachée par une longe à l'arçon d'un chasseur de l'escorte. Malgré tout, il n'est pas en mesure de donner davantage de renseignements sur la position tenue par Wellington⁷⁵.

En désespoir de cause, Napoléon demande au général Haxo d'effectuer une nouvelle reconnaissance de la ligne ennemie afin de savoir si Wellington a fait effectuer des retranchements. Ce dernier n'en signale aucun. En fait, comme nous le verrons plus loin, Wellington a effectivement fait fortifier Hougomont, la Haye-Sainte et Papelotte. Mais, en raison de la configuration du terrain qui avantage Wellington, il est très difficile, depuis la position de l'armée française, de s'en faire une idée plus précise. Après un quart d'heure de réflexion, ne pouvant en savoir plus, Napoléon dicte l'ordre de bataille⁷⁶. Le colonel Marbot reçoit l'ordre de prendre position derrière Frichemont avec le 7^e régiment de hussards et de détacher des avant-postes à Lasne, Couture ainsi qu'aux ponts de Mousty et d'Ottignies⁷⁷. De par ce mouvement, on voit que l'Empereur souhaite établir les communications avec Grouchy. La lettre qu'il lui fait parvenir ne laisse aucune ambiguïté à ce sujet.

Monsieur le Maréchal, l'Empereur a reçu votre dernier rapport daté de Gembloux. Vous ne parlez à Sa Majesté que de deux colonnes prussiennes qui ont passé à Sauvenière et à Sart-à-Walhain. Cependant, des rapports disent qu'une troisième colonne, qui était assez forte, a passée par Géry et Gentinnes, se dirigeant sur Wavre. L'Empereur me charge de vous prévenir qu'en ce moment Sa Majesté va faire attaquer l'armée anglaise qui a pris position à Waterloo, près de la forêt de Soignes. Ainsi, Sa majesté désire que vous dirigiez vos mouvements sur Wavre, afin de vous rapprocher de nous, vous mettre en rapport d'opérations et lier les communications, poussant devant vous les corps de l'armée prussienne qui ont pris cette direction et qui auraient pu s'arrêter à Wavre où vous devez arriver le plus tôt possible. Vous ferez suivre les colonnes ennemies qui ont pris sur votre droite par quelques corps légers, afin d'observer leurs mouvements et de ramasser les traînards. Instruisez-moi immédiatement de vos dispositions et de votre

⁷⁵ Lucien LAUDY, « Le guide de Napoléon à Waterloo : Jean-Baptiste Dekoster » *Revue des études napoléoniennes*, 1929, tome XXIX, p. 111-114. Pendant la bataille, impatienté de le voir s'agiter dans tous les sens sur la selle son cheval, Napoléon lui dit : « Mais, mon ami, ne remuez pas temps. Un coup de fusil vous tuera aussi bien par derrière que par devant et vous fera une plus vilaine blessure. »

⁷⁶ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 183.

⁷⁷ Baron de MARBOT, *Mémoires du général baron de Marbot*. Paris, Mercure de France, édition présentée et annotée par Jacques Garnier, 1983, tome II, p. 585. La bataille de Waterloo n'est pas racontée dans l'édition originale. En fait, Marbot relate sa mission dans une lettre envoyée à Emmanuel de Gouchy en 1830. La lettre est insérée en annexe des mémoires.

marche, ainsi que des nouvelles que vous avez sur les ennemis, et ne négligez pas de lier vos communications avec nous; l'Empereur désire avoir très souvent de vos nouvelles⁷⁸.

On constate que Napoléon n'a jamais demandé à Grouchy de le rejoindre sur le champ de bataille. De plus, nous pouvons encore déduire qu'il ne pensait pas que les Prussiens feraient leur apparition sur le champ de bataille puisqu'il ordonne au maréchal de suivre et de pousser les corps prussiens qui sont devant lui. Pendant que Marbot se rend du côté de Frichemont, les corps d'armée marchent eux aussi vers leurs positions de combat. Le corps du général Reille, qui comprend les divisions Jérôme Bonaparte, Foy et Bachelu, se place devant Hougoumont. Les escadrons du général Piré flanquent la droite de la division Jérôme au croisement de la route de Nivelles et de la chaussée de Braine l'Alleud. Au même moment, ceux de Kellermann et de Guyot se tiennent derrière la division Foy. Plus à droite, entre la ferme de Belle-Alliance et les hauteurs de Smohain, les divisions Allix, Donzelot, Marcognet et Durutte, qui font partie du 1^{er} corps de Drouet d'Erlon, prennent place sur la ligne. Flanquées par les lanciers de Jacquinet, ce sont elles qui vont mener l'attaque principale entre la Haye-Sainte et Papelotte. En soutien, en plus de la grande batterie de 80 pièces d'artillerie installée sur une ligne devant Belle-Alliance, on retrouve les cuirassiers de Milhaud et les lanciers de Lefebvre-Desnoëttes. Plus en retrait, à gauche de la route de Bruxelles, le 6^e corps de Lobau prend position derrière la division de Bachelu. De l'autre côté de cette même route, sur la droite, les escadrons de cavalerie légère de Domon et Subervie s'établissent à la hauteur du 6^e corps. Et enfin, quelques mètres devant la ferme de Rossomme, la Garde impériale se tient prête à entrer en action. En tout, l'armée française comprend 74 000 soldats, dont 15 000 cavaliers et 250 canons de tout type. Commencés entre 8h30 et 9h30, les mouvements des corps d'armée, malgré ce que dit Napoléon dans ses mémoires, ne sont pas achevés à 10h30⁷⁹. Lorsqu'il commence l'attaque une heure plus tard, quelques unités n'ont toujours pas rejoint leurs positions de bataille. En fait, avant de quitter les fermes

⁷⁸ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général, au maréchal Grouchy, en avant de la ferme du Caillou, le 18 juin 1815, à 10h00 du matin.

⁷⁹ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 184-185.

environnantes où ils ont établi leurs bivouacs, les chefs de corps ont dû attendre que les soldats aient nettoyé leurs armes et fait la soupe⁸⁰.

De son côté, sur le plateau du Mont Saint-Jean, Wellington forme sa ligne de bataille de façon parallèle au chemin d'Ohain à Braine-l'Alleud. Anglais, Belges, Hollandais, Hanovriens, Brunswickois et Nassauviens sont là pour faire face à l'assaut français. À l'extrême droite du dispositif de Wellington, la division hollando-belge de Chassé a pris position devant Braine-l'Alleud. Sa droite immédiate est couverte par la division Clinton et la brigade Mitchell, détachée de la division Colville qui se tient près de la chaussée de Nivelles. Le centre droit est formé par les divisions Alten, Cooke et de la brigade Kruze. La gauche de son dispositif s'étend de la chaussée de Bruxelles jusqu'à Frichemont. Elle comprend les divisions Perponcher, Picton et l'une des brigades du général Cole. Elles sont flanquées par les brigades de cavalerie des généraux Vivian et Vandeleur. La réserve est formée en deux lignes sur le plateau. Positionnée entre Merbe-Braine et la chaussée de Nivelles à Bruxelles, elle comprend le corps de Brunswick, la brigade Lambert et la division Cole. En soutien, on retrouve également la division hollando-belge de Collaert ainsi que les deux brigades de cavalerie lourde anglaise : les *Guards* de Somerset et le corps de Ponsonby. À mi-pente, Wellington a fait fortifier par ses meilleures troupes le château d'Hougoumont sur la gauche, la ferme de la Haye-Sainte, qui contrôle la route de Bruxelles ainsi que Papelotte, qui se trouve à l'extrême droite de son dispositif⁸¹.

Les troupes sont appuyées par quatre batteries d'artillerie sur la droite et une autre près de l'intersection du chemin d'Ohain et de la route Charleroi Bruxelles; quatre batteries sur le front du centre gauche; deux batteries à l'extrême gauche et deux autres à l'extrême droite, près de Braine-l'Alleud. La réserve d'artillerie comprend sept batteries à cheval et cinq à pied entre Merbe-Braine et la ferme du Mont Saint-Jean. En tout, l'armée

⁸⁰ Relation du général PETIT, « Account of the Waterloo campaign » *English Historical Review*, avril 1903, vol. 18, p. 321-325. – Pierre-François DURUTTE, « Mouvements de la 4e division du 1er corps d'armée », *La Sentinelle de l'Armée*, no 134, 8 mars 1838, p. 7.

⁸¹ Le château d'Hougoumont est occupé par les Coldstream guards. La Haye-Sainte par cinq compagnies de la légion germanique et par un bataillon du 95^e. Papelotte et les premières maisons de Smohain sont gardés par des détachements du prince de Saxe-Weimar.

dispose de 69 000 soldats environ dont 13 500 cavaliers et 170 canons⁸². Toutefois, il ne s'agit pas de l'ensemble des forces de l'armée de Wellington car, craignant toujours qu'un corps français ne le tourne par sa droite, il a immobilisé, entre Hal et Enghien, plus de 17 000 hommes⁸³. C'est une faute très grave puisque, en cas de coup dur, ils ne pourront pas parcourir les 17 kilomètres qui les séparent du champ de bataille.

Néanmoins, afin de couvrir l'ensemble de son dispositif, Wellington ordonne que les tirailleurs soient dispersés sur les pentes. Disposée derrière l'artillerie, l'infanterie est masquée par les haies et la crête qui surmonte le plateau. Ainsi, lorsque les Français monteront à l'assaut, leurs rangs seront ébranlés par le feu des tirailleurs et de l'artillerie. Ensuite, les réserves seront à même de donner l'assaut. En somme, la position de Wellington est excellente, car depuis Belle-Alliance, Napoléon ne peut voir que la façade de son armée. Mais à l'inverse, sur les hauteurs, le duc est en mesure d'apprécier l'ensemble du dispositif français dont le spectacle, selon les témoins de l'époque, est des plus impressionnants⁸⁴. L'échiquier est maintenant prêt. Les joueurs peuvent commencer la partie.

VII. Napoléon ouvre les hostilités à Hougoumont

Afin d'en finir rapidement avec Wellington et sécher ses bottes à Bruxelles, Napoléon aurait souhaité commencer l'attaque vers 9h00⁸⁵. Or, il faudra à l'armée tout l'avant-midi afin de prendre position. De plus, en raison des pluies abondantes de la nuit, Napoléon et Drouot croient que le champ de bataille n'est pas assez sec pour permettre à l'artillerie d'y manœuvrer⁸⁶. Drouot lui conseille de retarder l'attaque. En fait, s'il veut que le bombardement du centre anglais donne sa pleine mesure, il lui faut attendre quelques heures encore afin que le soleil et le vent aient suffisamment raffermi le terrain. Pour être efficaces, les boulets pleins doivent rebondir sur le sol comme un ballon, ce qui

⁸² Herbert T SIBORNE, *History of the war in France and Belgium, in 1815 : containing minute details of the Battles of Quatre-Bras, Ligny, Wavre, and Waterloo*. London : T. and W. Boone, 1844, tome I, p. 330. Afin de voir l'ensemble des positions des armées en présence à Waterloo, voir la carte à la page suivante.

⁸³ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome XII, Instruction from the Quartermaster-general to major-general the hon. sir Charles Colville, G.C.B. 17th june, 1815.

⁸⁴ Papiers de GOURGAUD cités par Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 313.

⁸⁵ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815, ordre no 17, le maréchal Soult à M le prince de la Moskowa, au quartier général impérial, 18 juin 1815.

⁸⁶ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 185.

leur permet d'emporter huit ou dix hommes par files. Mais s'ils s'écrasent dans la boue, ils ne sont pas d'une grande utilité. Au mieux, ils éclabousseront le visage et les uniformes des soldats d'en face. L'armée ayant déjà consommé beaucoup de munitions lors des deux batailles précédentes, elle ne peut se permettre d'en gaspiller davantage⁸⁷. Ainsi, pour toutes ces considérations, Napoléon décide d'attendre. Or, même si Drouot s'est accusé plus tard d'avoir mal conseillé l'Empereur, il n'est pas responsable de la défaite⁸⁸. Ayant exclu les Prussiens du jeu, Napoléon croyait avoir le luxe de perdre deux ou même trois heures afin de permettre à ses troupes de se concentrer et à son artillerie d'obtenir les effets optimaux. Ce n'est que vers 11h15 qu'il ordonne de commencer l'attaque sur Hougoumont⁸⁹.

Reille et ses commandants de division n'ont qu'une idée très imparfaite de l'objectif qui se trouve devant eux. En raison du boisé qui masque la totalité de la position, ils ne peuvent en évaluer l'importance. Comme nous l'avons déjà souligné, les cartes de Ferraris et de Capitaine indiquent qu'il s'agit d'un hameau. En fait, la ferme d'Hougoumont, à l'intérieur de laquelle se situent un château de pierre, une chapelle, un potager et quelques dépendances, est ceinturée par un mur de brique d'une hauteur de deux à trois mètres. Devant celui-ci, à la droite du boisé, il y a aussi un verger qui, selon le général Berthezène, fut un obstacle non négligeable pour les assaillants : « Un verger, ceint de haies vives, faisait suite à ce jardin; la haie, du côté du midi, était remarquable par la grosseur des arbres qui la formaient en s'entrelaçant; un large fossé intérieur augmentait la difficulté d'y pénétrer⁹⁰. » C'est là une véritable forteresse. Il y a deux portes qui donnent accès à ce complexe dont l'une est située à l'arrière, vers la route de Mont Saint-Jean et l'autre au sud face au bois⁹¹.

Les assaillants n'auront guère d'autre choix que d'enfoncer cette dernière porte ou d'escalader les murs. Or, la chose ne sera pas facile, car à l'abri des regards indiscrets, les

⁸⁷ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, major général au Ministre de la Guerre, du bivouac en avant du Caillou, le 18 juin 1815, à 13h15.

⁸⁸ Adolphe THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, op. cit., p. 282-283.

⁸⁹ SHD, C15/22, *2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815*. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date.

⁹⁰ Baron BERTHEZÈNE, *Souvenirs militaires du général Berthezène*. Paris, Le livre chez nous, mai 2006, p. 421.

⁹¹ Bernard COPPENS, Patrick COURCELLE, *Hougoumont*, op. cit., p. 9-10-11 et 19.

Anglais ont solidement fortifié l'endroit. Des meurtrières ont été percées dans les murs et des échafaudages ont été élevés derrière afin que les soldats puissent tirer par-dessus. Dans ces conditions, toute tentative d'attaque frontale ou de contournement ne pourra se faire sans que les assaillants n'aient d'abord subi de lourdes pertes. Cela sera d'autant plus difficile que le bois est également occupé par l'infanterie anglaise⁹². À 11h30, afin de couvrir la progression de la division Jérôme qui a reçu l'ordre de prendre le bois et de s'y maintenir, l'artillerie du corps de Reille et les pièces attelées de Kellermann ouvrent le feu sur le plateau derrière la position d'Hougoumont. À son tour, l'artillerie anglaise riposte. Après une demi-heure de duel, Napoléon ordonne l'attaque. Aussitôt, les divisions du 2^e corps se mettent en mouvement. Précédée par de nombreux tirailleurs, la brigade Bauduin, de la division Jérôme, avance dans la plaine formée en colonne par échelon en direction du boisé. Très vite, ayant à sa tête le prince Jérôme et le général Bauduin, le 1^{er} léger aborde le bois à la baïonnette. Même si le 1^{er} bataillon de Nassau fait preuve de beaucoup d'acharnement, les Français continuent leur avance et s'emparent de la lisière du boisé. Néanmoins, les pertes sont lourdes, car les défenseurs utilisent tous les avantages que leur confère le terrain. Devant l'avance des tirailleurs français, ils ne se retirent que pas à pas et s'embusquent derrière chaque buisson afin de tirer sur eux à bout portant. Presque tous les coups portent. Du côté français, on dénombre déjà de sérieuses pertes, dont celle du général Bauduin. Même si les combats évoluent favorablement pour les Français, il faut plus d'une heure pour chasser du boisé les Nassauviens et les compagnies des *Coldstream Guards* venus les renforcer⁹³.

Lorsqu'ils débouchent du boisé, les soldats français se retrouvent face à la ferme d'Hougoumont. Or, malgré le fait que les ordres lui prescrivent de ne pas pousser plus loin les hostilités, Jérôme lance un assaut sur la ferme. Bien à l'abri derrière les remparts,

⁹² Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 107, Captain R. Ellison, 1st Foot Guards, Royal Barracks, March 1st, 1835, *op. cit.*, p. 249. - Letter 115, Colonel Sir Alexander Woodford, Coldstream Guards, Gibraltar, December 9th, 1838, *op. cit.*, p. 263.

⁹³ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date. - Sir James SHAW-KENEDY, *Notes on the battle of Waterloo, by the late General Sir James Shaw-Kenedy, K.C.B., acting at the time of the battle on the Quartermaster-general's staff of the third division of the army. With a brief memoir of his life and services, and plan for the defence of Canada*. London, John Murray, 1865, p. 104 - Edward COTTON, *Une voix de Waterloo: histoire de la bataille livrée le 18 juin 1815, avec choix de dépêches de Wellington, ordres généraux et lettres concernant la bataille*. Bruxelles, J. Combe, 1874, p. 55-56. - Herbert. T SIBORNE, *History of the war in France and Belgium, in 1815*, *op. cit.* p. 386-389.

les Anglais ripostent par un feu très nourri. N'ayant pas pris le temps de coordonner son assaut, Jérôme ne peut rien pour briser cette résistance. Pêle-mêle, mais tout de même très déterminés, ses soldats attaquent en petits groupes. Pendant que les uns tentent d'escalader les murs en faisant la courte échelle, les autres essaient sans succès d'enfoncer la porte. L'artillerie aurait été nécessaire pour faire une brèche. Mais, en raison des taillis de la forêt, il est impossible d'amener sur place ne serait-ce que quelques pièces. Enfin, les pertes étant devenues par trop lourdes, Jérôme et ses hommes reviennent dans le boisé⁹⁴. En dépit de cet échec, le frère cadet de Napoléon ne veut pas abandonner. Il souhaite relancer l'attaque. Dès lors, Jérôme contrevient directement à ses ordres ainsi qu'à ceux de son supérieur immédiat, le général Reille. Son chef d'état-major, le général Guillemillot, lui conseille de ne pas poursuivre plus loin les hostilités. Il lui rappelle que les ordres ne consistent qu'à prendre le boisé. Ainsi, l'objectif principal a été atteint. De son côté, par l'intermédiaire d'un messenger, Reille exhorte Jérôme à rompre le combat. Mais rien n'y fait⁹⁵. Encore une fois, le manque de rodage de l'armée, qui se traduit par la faillite des communications et les préséances personnelles ont des conséquences directes sur le déroulement des opérations.

Jaloux de son titre de roi et de frère de l'Empereur, il semble que Jérôme ait choisi de ne pas obéir aux ordres du général Reille. Mais cela n'est pas très surprenant, puisque tous savent que Jérôme est très coutumier de ce genre d'insubordination. En Russie, après que Napoléon l'eut placé sous les ordres de Davout parce qu'il n'était pas en mesure d'atteindre les objectifs préalablement fixés, il a abandonné l'armée sans permission afin de rentrer dans son royaume de Westphalie⁹⁶. Estimant qu'un roi ne peut être sous les ordres d'un simple maréchal, il s'est senti profondément blessé dans son orgueil. Bien

⁹⁴ Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*, Letter 106, Lord Saltoun, The Hill, Brampton, Cumberland, January 29th, 1838, *op. cit.*, p. 246-259-261. - Letter 115, Colonel Sir Alexander Woodford, Coldstream Guards, Gibraltar, December 9th, 1838, *op. cit.*, p. 263. - Jérôme BONAPARTE, *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine*. Paris, Dentu, 1861-1866, tome VII, p. 91. - Hyppolite MAUDUIT, *Waterloo, la fin d'un empire*. Paris, L.C.V., 2006, p. 188.

⁹⁵ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date.

⁹⁶ Malgré son manque évident de compétences militaires, Napoléon a placé son frère cadet à la tête de l'aile droite de la Grande Armée, ce qui représente 80 000 hommes. Avec l'appui de Davout, Jérôme se devait de couper la route au général Bagration qui se retirait vers l'Est. Mais en raison de son extrême lenteur, le général russe et son corps d'armée ont pu battre en retraite sans difficulté. Après cet épisode, Napoléon a décidé de mettre Jérôme sous les ordres de Davout qui avait exécuté les mouvements prescrits par l'Empereur.

que Napoléon ait pris la précaution de faire dire que son frère a quitté l'armée pour cause de maladie, tous savent qu'il n'en est rien. Dans le cas qui nous occupe, on ignore pourquoi le général Reille ne s'est pas déplacé en personne auprès de Jérôme afin de lui ordonner de cesser le combat. Néanmoins, on peut présumer qu'il n'a pas souhaité déclencher une querelle avec le frère de l'Empereur devant les troupes. Les hommes étant déjà très méfiants envers les généraux, il aurait été imprudent de réprimander un divisionnaire qui répond avec autant d'enthousiasme à leur soif de combattre, car malgré l'échec de l'assaut des remparts, les soldats en redemandent encore. Prendre Hougoumont est devenu une question d'honneur.

Par conséquent, un deuxième assaut est tenté. Pour ce faire, Jérôme appelle la brigade Soye afin de relever celle du défunt général Bauduin. Cette fois, les hommes vont longer le rempart par l'ouest, ce qui les expose aux batteries anglaises positionnées à 600 mètres à l'arrière de la ferme. Pris sous leur feu ainsi que sous celui des soldats du *Coldstream Guards* qui tiraillent depuis les meurtrières et les hauteurs des remparts, la brigade Soye réussit tout de même à atteindre la porte sur la façade nord. L'un des battants est enfoncé à la hache par le lieutenant Legros, un géant d'environ deux mètres de hauteur. À sa suite, une poignée de soldats pénètre alors dans la cour intérieure. Fusillés de toutes parts, Legros et ses hommes sont tous tués. L'assaut échoue et Hougoumont reste aux mains des Anglais⁹⁷. Jérôme voit ses bataillons se replier vers le bois et la route de Nivelles. Même si les combats autour de la ferme vont se poursuivre jusqu'à la fin de la bataille, car la ferme sera bombardée et incendiée, il n'y aura pas d'autres assauts⁹⁸.

⁹⁷ Les mouvements des troupes françaises autour de la ferme d'Hougoumont sont reproduits à la figure 9 de l'annexe F.

⁹⁸ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date. - Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*, Letter 115, Colonel Sir Alexander Woodford, Coldstream Guards, Gibraltar, December 9th, 1838, *op. cit.*, p. 263. - Letter 78, Captain and Brevet-Major R. Bull, R.H.A., to Lieutenant-colonel Sir Augustus Fraser, K.C.B., commanding Royal Horse Artillery, 24th 1815, *op. cit.*, p. 188-189. - Letter 119, Captain and Lieutenant-Colonel Standen, Guard Club, no date, *op. cit.*, p. 269. - Jérôme BONAPARTE, *op. cit.*, tome VII, p. 94-95. - Hyppolite MAUDUIT, *op. cit.*, p. 189-190.

VIII. L'affaire Grouchy

Bien que l'attaque d'Hougoumont n'ait pas incité Wellington à déplacer ses bataillons, Napoléon ne s'en fait pas outre mesure, car celui-ci n'a pas changé son dispositif de bataille. En fait, il maintient toujours la majorité de ses forces sur la droite. Par conséquent, les positions de Wellington ayant été copieusement bombardées par la grande batterie pendant plus d'une heure, il ne doute pas du succès de l'attaque principale. Mais si les Anglais ne l'inquiètent pas, il n'en va pas de même pour les Prussiens. Alors qu'il inspecte une dernière fois le champ de bataille, il aperçoit, à quatre kilomètres au nord-est, un nuage de poussière qui semble sortir de Chapelle-Saint-Lambert. Toutes les lunettes de l'état-major se fixent sur ce point. Chacun y va de sa théorie. Les uns soutiennent qu'il s'agit de l'ombre des arbres, les autres prétendent que ce sont effectivement des troupes en marche⁹⁹. Cependant, personne n'est en mesure de se faire une idée précise. Sans moyens de distinguer les uniformes à l'aide de sa propre lunette, Napoléon doit tout de même savoir qu'il ne s'agit pas de Grouchy, car il lui a déjà donné l'ordre de marcher en direction de Wavre. Or, le doute ne persiste pas très longtemps. Alors qu'il s'apprête à faire envoyer la division du général Domon pour éclairer sa droite, quelques hussards du colonel Marbot reviennent avec un prisonnier prussien. Sous-officier du 2^e régiment de hussards de Silésie, celui-ci, dans un français presque parfait, annonce l'arrivée du 4^e corps de Bülow dont l'avant-garde est effectivement à Chapelle-Saint-Lambert. C'est plus de 30 000 hommes qui s'apprêtent à fondre sur la droite de l'armée française. Napoléon sait que le temps joue contre lui. Il lui faut enfoncer le centre anglais le plus vite possible. Mais, il devra le faire avec moins de troupes car, afin de contrer le corps de Bülow, il détache sur la droite, près de Plancenoit, celui de Lobau qui comprend 10 000 hommes. Conscient de la précarité de la situation, il se tourne vers Soult et lui dit :

Nous avons ce matin quatre-vingt dix chances pour nous, l'arrivée de Bülow nous en fait perdre trente, mais nous avons encore soixante contre quarante; et, si Grouchy répare l'horrible faute qu'il a commise hier de s'amuser à Gembloux, et envoie son détachement avec rapidité, la victoire sera plus décisive, car le corps de Bülow sera entièrement perdu¹⁰⁰.

⁹⁹ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 190.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 190.

Encore une fois, ce témoignage découle en partie de sa volonté de façonner l'histoire, car, nous le savons déjà, c'est lui qui a longuement tardé dans la matinée du 17 avant de donner les ordres de marche à Grouchy. Pour soutenir Lobau, il demande à Grouchy, par l'intermédiaire de Soult, de se rapprocher de l'armée.

Monsieur le maréchal, vous avez écrit à l'Empereur ce matin à 6 heures, que vous marcheriez sur Sart-à-Walhain. Donc votre projet était de vous porter à Corbais et à Wavre. Ce mouvement est conforme aux dispositions de Sa Majesté, qui vous ont été communiquées. Cependant l'Empereur m'ordonne de vous dire que vous devez toujours manœuvrer dans notre direction et chercher à vous rapprocher de l'armée, afin que vous puissiez nous joindre avant qu'aucun corps ne puisse se mettre entre nous. Je ne vous indique pas de direction; c'est à vous à voir le point où nous sommes, pour vous régler en conséquence et pour lier nos communications ainsi que pour être toujours en mesure de tomber sur quelques troupes ennemies qui chercheraient à inquiéter notre droite et les écraser. En ce moment, la bataille est gagnée sur la ligne de Waterloo en avant de la forêt de Soignes; le centre de l'ennemi est à Mont Saint-Jean. Ainsi manœuvrer pour rejoindre notre droite.

Ps : Une lettre qui vient d'être interceptée porte que le général Bülow doit attaquer notre flanc droit. Nous croyons apercevoir ce corps sur les hauteurs de Saint-Lambert. Ainsi, ne perdez pas un instant pour vous rapprocher de nous et nous joindre et pour écraser Bülow que vous prendrez en flagrant délit¹⁰¹.

Cet ordre nous apparaît très confus puisqu'il confirme les ordres que l'Empereur lui a envoyés plus tôt. Or, dans le post-scriptum, il semble lui demander d'abandonner la route de Wavre afin de rejoindre la droite de l'armée de manière à tomber sur les arrières de Bülow. Quoi qu'il en soit, Grouchy n'aura pas beaucoup de questions à se poser puisqu'il ne recevra le message de Soult que vers 18h30. À cette heure, il se prépare à faire attaquer les positions prussiennes qui sont devant Wavre¹⁰². Cependant, il y a un curieux détail qui attire l'attention. Soult écrit que la *bataille est gagnée*. On se demande bien pourquoi il a écrit une telle chose, surtout à cette heure, les combats sont à peine commencés. Houssaye prétend que la dépêche écrite au crayon a été en partie effacée et, par conséquent, au lieu de lire : *la bataille est engagée*, les officiers de l'état-major ont lu comme lui que la bataille était effectivement gagnée. En fait, l'ordre reçu entre 18h00 et 19h00 n'a subi aucune altération de manière à confondre les mots *engagé* et *gagné*. À la

¹⁰¹ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, au maréchal Grouchy, le 18 juin 1815, à 13h00.

¹⁰² SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal Grouchy à l'Empereur, lettre commencé à Rosières le 19 juin 1815 vers les 10 heures du matin; continué à Gembloux le 20 juin à 6 heures, achevée et expédiée de Dinant le 20 juin à 10 heures du soir.

lumière du document que nous avons sous les yeux, il écrit bien : *gagné*. Évidemment, ce document n'est pas l'original, mais celui qui en a fait la copie pour le compte du dépôt de la guerre en juin 1865 a pris la précaution de bien souligner le mot : *gagné*. Nous ne pensons pas que tous les gens qui ont eu le document entre leur main ont pu se tromper en le lisant. D'ailleurs, contrairement à eux et à nous, il semble que Houssaye n'ait pas eu l'original ni même la copie des archives sous les yeux puisqu'il signale en avoir pris connaissance dans les mémoires de Grouchy qui cite la lettre en écrivant : *gagné*.

Par conséquent, nous soupçonnons le célèbre historien d'avoir voulu accabler davantage Grouchy afin de disculper Napoléon des erreurs qu'il a pu commettre, car c'est tout de même lui qui a dicté les ordres à Soult. Il se peut cependant que celui-ci les ait mal compris mais, de toute façon, laissons-lui le bénéfice du doute, car nous ne saurons jamais ce qui s'est véritablement passé. Par contre, en lisant que la bataille était gagnée, Grouchy s'est probablement dit que l'Empereur n'avait pas besoin de son aide. C'est pourquoi il a continué ses préparatifs pour attaquer Wavre, ce qui était de toute façon conforme aux ordres initiaux. Toujours dans cette optique, les historiens ont tenté de savoir si Grouchy aurait dû apporter son assistance à Napoléon. Lors de la marche vers Wavre, vers midi, Grouchy et Gérard entendent le canon tonner au loin dans la plaine de Waterloo. Immédiatement, Gérard se retourne vers Grouchy afin de lui demander de marcher au canon. Ce dernier lui répond qu'il doit obéir aux ordres de l'Empereur. Gérard insiste et lui demande de le laisser se rendre sur place. Grouchy refuse catégoriquement. Il conclut l'entretien en lui disant qu'il ne peut diviser ses forces et qu'il doit obéir aux ordres de l'Empereur. D'ailleurs, si ce dernier avait souhaité son concours, pourquoi l'aurait-il détaché si loin avec des forces d'une telle importance¹⁰³? Les arguments de Grouchy sont incontestables. Devant des forces qui lui sont très supérieures, il ne pouvait diviser ses forces sans risquer d'être écrasé. Dans son rapport, Grouchy a écrit que les routes étaient trop mauvaises pour que les forces détachées auprès de Napoléon puissent être en mesure d'atteindre le champ de bataille à temps afin de lui

¹⁰³ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le colonel Simon Lorie au général Hulot, 16 août 1819. – Gérard au colonel Simon Lorie, 10 août 1819 - Le maréchal Grouchy à l'Empereur, lettre commencé à Rosières le 19 juin 1815 vers les 10 heures du matin; continué à Gembloux le 20 juin à 6 heures, achevée et expédiée de Dinant le 20 juin à 10 heures du soir. - Emmanuel, marquis de GROUCHY, *Relation succincte, op. cit.*, p. 33-34. GÉRARD, Dernières observations sur les opérations de l'aile droite de l'armée française à la bataille de Waterloo, en réponse à M. le marquis de Grouchy. Par le général Gérard, député de la Dordogne. Paris, Verdière, Denain, A. Mesnier, 1830, p. 13-25-41.

apporter une quelconque assistance. Malgré le témoignage du général Valazé, qui a prétendu pouvoir ouvrir une voie jusqu'au Mont Saint-Jean, il faut donner raison à Grouchy¹⁰⁴. Même s'il était arrivé sur place vers 17h00, ce qui constitue le meilleur des cas, il était déjà trop tard pour retourner la situation. Au mieux, il aurait permis à Napoléon de battre en retraite, ce qui signifiait une défaite et sa chute très probable du trône. Au pire, les troupes envoyées à la rescousse auraient été entraînées dans le désastre.

En somme, l'affaire Grouchy n'est que l'arbre qui cache la forêt puisque c'est Napoléon qui a donné les ordres. Ainsi, comme tous les maréchaux, Grouchy s'est contenté de suivre ses instructions sans la moindre discussion. En plus d'avoir donné de mauvaises indications à Grouchy au matin du 17 juin, l'Empereur est victime de son propre système qui ne laisse aucune place à l'initiative. Étant la tête de l'armée, il est le premier responsable du désastre. Les erreurs de ses subordonnés ne sont que les conséquences immédiates des décisions qu'il a prises. Néanmoins, Grouchy va remplir sa mission originelle. Malgré les retards de la veille, il atteint Wavre vers 17h00 et culbute le corps du général Thielmann dans les heures qui suivent. Le lendemain, il apprend avec consternation la défaite de Waterloo. Or, malgré sa position très précaire, il réussit à ramener l'ensemble de ses troupes en France¹⁰⁵. Au cours de cette campagne, le maréchal Grouchy est probablement celui qui a le mieux observé les ordres qu'on lui a donnés. Malheureusement, la légende de Napoléon a eu raison de Grouchy¹⁰⁶. Il était le bouc émissaire tout désigné pour l'échec de la campagne. Seul maréchal dont le nom ne figure sur aucun boulevard à Paris, il est rendu responsable des manquements de Napoléon et de certains de ses subordonnés.

¹⁰⁴ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal Grouchy à l'Empereur, lettre commencé à Rosières le 19 juin 1815 vers les 10 heures du matin; continué à Gembloux le 20 juin à 6 heures, achevée et expédiée de Dinant le 20 juin à 10 heures du soir. - Lettre du général Valazé, commandant le génie, Cité par Emmanuel, maquis de GROUCHY, *Relation succincte*, *ibid.*, p. 34.

¹⁰⁵ Pour en savoir davantage sur les opérations de Grouchy à partir du 17 jusqu'au 20 juin 1815, il est nécessaire de se reporter à l'annexe E à l'intérieur duquel nous avons reproduit l'intégralité de son rapport à Napoléon.

¹⁰⁶ En 1830, année de la chute finale des Bourbons au profit des Orléans, le débat sur le comportement de Grouchy est revenu sur la scène publique. Par le truchement des journaux, Gérard et le fils du maréchal, se sont opposés sur les faits relatifs à cette journée. Évidemment, ce débat stérile n'a pas fait avancer nos connaissances historiques. En fait, il a ajouté davantage de confusion, en plus des ragots qui sont venus pimenter le récit.

IX. L'attaque de Drouet d'Erlon (13h30 à 15h00)

Pendant que Jérôme tente d'emporter Hougomont, Napoléon met au point l'attaque décisive qui doit percer les lignes anglaises. Afin de préparer le terrain, la grande batterie, composée de quatre-vingts canons, déchaîne un feu d'enfer sur les bataillons de Wellington. Or, le duc ne bouge toujours pas. Gardant son sang-froid, il se contente uniquement de faire combler les vides creusés par les boulets dans ses rangs¹⁰⁷. Mais dans les faits, hormis la division Bylandt qui fut presque détruite par les boulets et la mitraille, le bombardement ne touche pratiquement pas la première ligne, car les soldats de Wellington bénéficient de la protection surélevée de la crête. En conséquence, les artilleurs français ayant dû augmenter la hausse des canons, la majorité des boulets passent au-dessus de celle-ci pour s'abattre à l'intérieur des bataillons de la deuxième ligne. Au nombre de quatre-vingts à la minute, les coups finissent par tuer beaucoup de monde¹⁰⁸. En fait, bien qu'on en connaisse les principes généraux puisque, depuis la bataille de Friedland, Napoléon compense le manque de manoeuvrabilité de ses troupes par la concentration massive de son artillerie, cela n'est pas comparable avec les bombardements préparatoires effectués lors de la guerre de 1870 entre la Prusse et la France puisque la technologie du moment ne permet pas d'obtenir de tels effets afin de briser les lignes ennemies. Dans ces conditions, les coups étant tirés sans grande précision, le véritable objectif de Napoléon consiste surtout à ébranler le moral de l'ennemi : « Même si le boulet n'atteignait pas les colonnes de fantassins ou de cavaliers, son action était néfaste : les boulets de fonte qui passaient avec un hurlement au-dessus des têtes des soldats pouvaient aussi les démoraliser¹⁰⁹. »

Vers 13h30, jugeant la ligne anglaise suffisamment ébranlée, Napoléon ordonne à Drouet d'Erlon de passer à l'attaque. Aussitôt, celui-ci fait déployer ses quatre divisions en deux larges colonnes profondes de 200 mètres et larges de 120 mètres, ce qui place les bataillons l'un derrière l'autre à une distance de 15 à 20 mètres. Par conséquent, cette énorme phalange macédonienne devient très vulnérable aux tirs d'artillerie. De plus, la cavalerie ennemie représente une menace supplémentaire car, les bataillons étant trop près les uns des autres, ils ne pourront pas se former rapidement en carré afin de

¹⁰⁷ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 191.

¹⁰⁸ Alessandro BARBARO, *Waterloo*. Paris, Flammarion, 2003, p. 136.

¹⁰⁹ Oleg SOKOLOV, *L'armée de Napoléon*. Paris, édition Commios, 2003, p. 176.

repousser ses attaques. Les documents d'archives et les mémoires des contemporains ne nous renseignent guère sur les circonstances qui ont mené à l'adoption de cette formation. Est-ce Ney qui a mal compris les ordres de Napoléon? Est-ce Drouet d'Erlon qui a mal compris les ordres de Ney? La seule chose que nous savons avec certitude, c'est que Napoléon a ordonné à Ney de disposer les quatre divisions du 1^{er} corps en quatre colonnes par échelon¹¹⁰.

Par conséquent, certains auteurs prétendent que c'est Napoléon qui a ordonné le déploiement de cette énorme formation. Or, nous n'avons pas les preuves pour l'affirmer. Cependant, cette dernière n'ayant jamais été utilisée, il faut se demander pourquoi Soult, Ney et Napoléon n'ont pas réagi à la vue de cette monstrueuse phalange, car même dans ses mémoires, ce dernier ne mentionne aucune critique à ce sujet. En quelques lignes, il résume l'attaque de Drouet d'Erlon sans même souligner son nom ni faire état de la progression des troupes sur le champ de bataille. C'est comme s'il avait biffé cette partie ou délibérément esquivé cet épisode. Au-delà des hypothèses et des preuves circonstanciées, il nous est impossible de poser un jugement de responsabilité sur l'un de ces trois acteurs. Néanmoins, nous pouvons avancer notre propre hypothèse. En fait, à quelques exceptions près, il faut se rappeler que Napoléon laissait une entière liberté à ses généraux en ce qui concerne les questions tactiques¹¹¹. En conséquence, il ne s'est probablement pas soucié du déploiement du 1^{er} corps. Mais, au moment où il a vu le résultat, il était trop tard pour réorganiser la formation puisque les Prussiens marchaient déjà sur son flanc droit depuis le hameau de Saint-Lambert. Il lui fallait donc percer au plus vite le centre de Wellington afin de se retourner immédiatement contre Blücher. C'est pourquoi, selon notre hypothèse, Napoléon, Soult et Ney n'ont pas jugé utile de formuler la moindre critique. Le temps jouait contre eux et tous en avaient conscience. Sans autre choix, placé devant le fait accompli, les trois hommes ont décidé de procéder de cette manière. Évidemment, nous n'avons pas les documents pour prouver hors de tout doute l'hypothèse que nous avançons. Car, à l'instar de ceux qui disent que Napoléon est

¹¹⁰ Pierre-François-Joseph DURUTTE, « Mouvements de la 4^e division du 1^{er} corps d'armée », *La sentinelle de l'armée*, no 134, 8 mars 1838, p. 5-6 (journal) - Oleg SOKOLOV, *L'armée de Napoléon*, *op. cit.*, p. 225.

¹¹¹ Antoine-Henri JOMINI, *Précis politique et militaire et militaire de la campagne de 1815*, pour servir de supplément et de rectification à la *Vie politique et militaire de Napoléon* racontée par lui-même. Paris, Ancelin et Laguyonnie, Amyot, 1839, p. 229.

l'unique responsable, nous n'avons que des éléments circonstanciels¹¹². Mais ces hommes étant ancrés dans leurs vieux principes tactiques depuis plus de vingt ans, nous ne pensons pas qu'ils aient décidé à ce moment précis d'apporter une quelconque innovation sur le terrain. Par ailleurs, il est aussi possible que la configuration du champ de bataille dont l'étroitesse ne favorise guère les grands déploiements ait poussé Drouet d'Erlon à choisir cette formation.

Néanmoins, ainsi formées, les divisions de Drouet d'Erlon se mettent en marche vers le centre de l'aile gauche anglaise commandée par Picton. Seule la brigade du général Quiot est légèrement détachée de la phalange afin de se porter sur la gauche vers la ferme de la Haye-Sainte. C'est la première unité qui entre au contact de l'ennemi. Comme à Hougoumont, la ferme est fortifiée. Il aurait fallu battre en brèche les murailles or, Napoléon et l'état-major ont opté pour un bombardement des lignes anglaises. Par conséquent, Quiot et ses hommes se butent à la résistance opiniâtre de la *King's German Legion* commandée par le major Baring. Malgré la grêle de projectiles qui s'abat sur eux, les hommes de Quiot tiennent bon et repoussent les compagnies allemandes qui sont en position dans le verger situé devant la ferme. Entre-temps, un bataillon de la brigade contourne le bâtiment et escalade les murs du potager. Ils délogent les défenseurs qui battent en retraite vers les bâtiments. Mais, pour le moment, ils ne peuvent aller plus loin. Depuis sa position à l'ouest de la route de Bruxelles, Wellington constate que les Français entourent la ferme. Il comprend la réelle possibilité de voir cette position clef tomber entre leurs mains. Inquiet pour l'ensemble de son dispositif de défense, il ordonne au général Ompteda d'envoyer un autre bataillon de la *K.G.L* au major Baring afin qu'il puisse repousser les assaillants et se maintenir dans la ferme¹¹³.

Les Allemands descendent la pente par la gauche et chassent les hommes de Quiot du potager. Ils poursuivent plus en avant afin de s'avancer vers le verger. C'est à ce moment qu'ils sont chargés par les cuirassiers du général Travers, préalablement détaché du corps de Milhaud par l'Empereur afin de soutenir l'infanterie. Les soldats allemands sont écrasés et doivent battre en retraite vers le plateau. Du même souffle, les cuirassiers les poursuivent jusqu'au bord de ce même plateau et sabrent les tirailleurs de la brigade

¹¹² Bernard COPPENS, Patrick COURCELLE, *Le chemin d'Ohain : Waterloo 1815, les carnets de campagne*. Bruxelles, 1999, p. 22.

¹¹³ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome XII, Wellington report, Waterloo, 19th june, p. 478.

du général Kielmansegge¹¹⁴. Malgré cette belle action de la cavalerie, la Haye-Sainte reste aux mains des troupes de Wellington. Certes, le duc a fait décimer un bataillon, mais il a réussi à gagner du temps, ce qui manque le plus à Napoléon.

Pendant que la brigade Quiot se bat autour de la Haye-Sainte, le corps d'armée de Drouet d'Erlon marche aux cris de Vive l'Empereur vers les positions anglaises. Les batteries anglaises ripostent et provoquent des pertes dans les rangs. Néanmoins, elles ne peuvent ajuster le tir de façon précise puisque les canons français opèrent un tir de contrebatterie¹¹⁵. Malgré les ordres de Wellington de ne pas répondre aux tirs français, les artilleurs anglais n'en font qu'à leur tête. Mais, il est très difficile de ne pas répondre lorsqu'on est attaqué. Dans la phalange française, malgré les hauts seigles et le sol détrempé où les pieds s'enfoncent, la charge bat sur les tambours et la marche se précipite. Arrivé à mi-pente, le 95^e anglais et les restes de la brigade Bylandt ouvrent le feu. Cela n'arrête pas la brigade du général Bourgeois qui déloge les tirailleurs et les carabiniers du 95^e en position près de la sablonnière située à droite de la Haye-Sainte. De son côté, avec le soutien de la division du général Marcognet, le général Donzelot engage sa division contre la brigade Bylandt. Surpassés numériquement, déjà très éprouvés par les bombardements préliminaires de la grande batterie, les hommes de Bylandt lâchent pied et se replient en désordre au-delà du chemin d'Ohain. Dans leur fuite éperdue, ils rompent les rangs du 28^e anglais. Sur l'extrême droite de la phalange, le général Durutte et sa division délogent les compagnies légères de Nassau qui se maintiennent à proximité de la ferme de Papelotte¹¹⁶. Depuis l'état-major impérial, on constate que les choses se déroulent plutôt bien. Même s'il est difficile de voir avec exactitude la progression des troupes en raison de la fumée qui recouvre le champ de bataille, du moins le lieu des combats, les hommes d'expérience savent si tout se déroule comme prévu. Aussi nuisible qu'elle puisse paraître, cette fumée est un indicateur important de l'évolution des

¹¹⁴ Herbert. T SIBORNE, *History of the war in France and Belgium, in 1815*, op. cit. tome II, p. 16 à 19. - Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 17, Lord William Pitt Lennox, Cornet Royal Horse Guard, Extra A.D.C. to Major-General Maitland, I, Berkeley Square, London, February 22nd, 1843. op. cit. 36-37-38 - Sir James SHAW-KENEDY, *Notes on the battle of Waterloo*, op. cit., p. 107-108.

¹¹⁵ Herbert. T SIBORNE, *History of the war in France and Belgium, in 1815*, op. cit., tome II, p. 10.

¹¹⁶ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Kempt to Wellington, Waterloo, 19th June, p. 534. - Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 150, Aptain J.W. Shelton, Half-Pay, 28th Regt. Rossmore House, Ballingarry, September 29th 1839, op. cit., p. 349-350. - Letter 148, General Sir James Kempt, G.C.B., G.C.H to Sir Hussey Vivian, no date, op. cit., 346-347.- Sir James SHAW-KENNEDY, *Notes on the battle of Waterloo*, op. cit., p. 109.

combats. En fait, si elle progresse vers les lignes ennemies, cela veut dire que les troupes avancent. Mais, au contraire, si le nuage esquisse un mouvement vers les positions de départ, cela indique que les choses n'évoluent pas comme on l'avait espéré.

Or, même si le succès semble assuré, la formation en phalange commence à montrer ses défaillances. En gravissant la pente, les intervalles entre les différents bataillons se resserrent de telle sorte que les rangs s'en retrouvent mêlés, ce qui forme une masse compacte. Les officiers tentent de reformer les rangs, mais leurs ordres ajoutent davantage à la confusion. Picton en profite pour faire intervenir les brigades Kempt et Pack qu'il tenait cachées à plat ventre derrière les haies. Lorsque les tirailleurs français s'avancent, il commande aux hommes de se lever et de faire feu. Les tirailleurs doivent se replier, mais leur retraite découvre la division Donzelot encore occupée à se déployer pour reprendre la progression. Picton ordonne de faire feu une nouvelle fois. Surpris, les hommes de Donzelot semblent vouloir se retirer vers l'arrière. Saisissant l'opportunité du moment, Picton crie à ses soldats de charger à la baïonnette. Mais, la masse des soldats français est tellement compacte que, même après plusieurs charges, les Anglais n'arrivent pas à la disloquer. Pendant ce corps à corps, Picton est tué. Progressivement, il semble que les hommes de Donzelot prennent l'avantage sur la brigade Kempt¹¹⁷. Plus à droite, pendant que Donzelot tente de réorganiser sa division, celle de Marcognet l'a déjà dépassé. Elle tombe sur le 92^e Highlanders de la brigade du général Pack qui riposte par des salves bien nourries. Toujours en raison de leur formation en phalange qui empêche le déploiement des bataillons de gauche à droite, seuls les hommes sur la ligne de front sont en mesure de riposter. Après avoir tiré une salve, ils s'élancent contre les Écossais, ce qui provoque la mêlée¹¹⁸. Les officiers français espèrent probablement que la ligne anglaise craquera sous le poids de la phalange. C'est à ce moment que lord Uxbridge fait intervenir la cavalerie. Près de la

¹¹⁷ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Kempt to Wellington, Waterloo, 19th June, p. 534. - Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 150, Aptain J.W. Shelton, Half-Pay, 28th Regt. Rossmore House, Ballingarry, September 29th 1839, *op. cit.*, p. 349-350 - Letter 147, Major J. Garland, Half-Pay, Captain 73rd Regiment, Dorchester, Dorset, December 4th, 1834, p. 343-344.

¹¹⁸ Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 161, Captain J. Kincaid, Late Rifle Brigade, Lieutenant and Adjutant 1st Battalion 95th Rifles, Bridewell Hospital, London, May 2nd 1839, *ibid*, p. 367-368-369-370-371. - Letter 148, General Sir James Kempt, G.C.B., G.C.H to Sir Hussey Vivian, no date, *op. cit.*, 346-347. Letter no 162, Lieutenant-Colonel R. Macdonald, Late 35th Regiment, captain and Brevet-Major 1st Royal, Southsea House, near Portsmouth, December 29th, 1838, *op. cit.*, p. 374.

sablonnière, les quatre régiments de Somerset, 1^{er} et 2^e *Life-Guards*, les *Blues Dragoons* et les *King's Dragoons*, chargent les cuirassiers de Travers. Les mouvements de ces derniers sont gênés par le chemin creux d'Ohain. Après un vif corps à corps, débordés de toutes parts, les cuirassiers rompent les rangs et reviennent dans le vallon¹¹⁹.

Sur la droite, la brigade de cavalerie du général Ponsonby, composées des *Royal*, des *Inniskillings* et des *Scots-Greys*, s'élancent sur les colonnes de Drouet d'Erlon. Les *Royal* débouchent de la route de Bruxelles et enfoncent la brigade Bourgeois toujours aux prises avec le 95^e Highlander. Les *Inniskillings* foncent sur le flanc de la colonne Donzelot tandis que les *Scots-Greys* chargent celle de Marcognet. Attaqués de flanc et de front par l'infanterie et la cavalerie, les Français ne sont pas en mesure de riposter. La confusion entre leurs bataillons ne leur permet pas de former le carré. Inévitablement, les colonnes se disloquent. Les Anglais pénètrent dans la masse des fuyards et font un carnage. Attaquée près de Papelotte par les dragons du général Vandeleur, les dragons hollandais et les hussards belges, seule la division du général Durutte réussit à maintenir ses formations et à battre en retraite sans trop de dégâts¹²⁰. Dès lors, il ne reste plus aucun Français sur le versant du plateau de Mont Saint-Jean. Estimant que la charge a donné les résultats escomptés, Uxbridge fait sonner la retraite.

Mais, emportés par l'élan initial, les *Scots-Greys* et les *Life-Guards* n'en font qu'à leur tête. Ils pensent être en mesure de mettre l'armée française en déroute par leur seule action, ce qui démontre que les officiers anglais, bien que courageux, ne sont pas très avisés et n'entendent pas grand-chose aux subtilités tactiques d'une bataille. C'est alors qu'ils se lancent têtes baissées sur les positions françaises. Très vite, ils sont fusillés depuis la gauche de la route de Bruxelles par la division Bachelu. Les pertes sont lourdes. Néanmoins, les cavaliers anglais se jettent sur les canons de la grande batterie, sabrent les canonniers et renversent quelques pièces. Napoléon donne l'ordre aux lanciers du colonel Martigue de charger les *Scots-Greys* tandis que ceux du colonel Bro se galopent vers les dragons de Vandeleur qui assaillent toujours la division Durutte. À cette occasion, la lance française démontre sa supériorité sur le sabre anglais. Appuyé par la brigade de

¹¹⁹ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, lord Somerset to Wellington, 24th 1815. Cité par Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 345.

¹²⁰ Pierre-François-Joseph DURUTTE, « Mouvements de la 4^e division du 1^{er} corps d'armée », *La sentinelle de l'armée*, no 134, 8 mars 1838, p. 5-6 (journal)

cuirassiers du général Farine, les lanciers nettoient le plateau de Belle-Alliance. Dès lors, les *Scots-Greys* et les *Life-Guards* sont décimés et le général Ponsonby est tué. Les survivants sont poursuivis jusqu'au pied du versant du plateau de Mont Saint-Jean¹²¹. Ce dernier élan fut tout aussi coûteux qu'inutile puisque les canons ont aussitôt été remplacés. Cependant, l'attaque contre le centre anglais doit être recommencée et, de fait, Wellington a encore gagné du temps. Au total, Drouet-d'Erlon a perdu plus de 5000 hommes dans l'affaire. Les pertes anglaises sont à peu près équivalentes¹²².

X. Les charges de Ney contre les positions anglaises (15h00 à 17h00)

Après avoir échoué sur le plateau de Mont Saint-Jean, Drouet-d'Erlon reforme ses troupes près du vallon afin de repasser à l'attaque. De son côté, Napoléon sent que la situation lui échappe, car les tirailleurs de Lobau sont déjà aux prises avec les Prussiens qui s'avancent progressivement sur le flanc droit depuis Saint-Lambert. Domon, qui a envoyé des coureurs pour joindre le maréchal Grouchy, n'a aucune nouvelle de lui. En fait, même après avoir parcouru plusieurs kilomètres, aucun d'entre eux n'a pu le trouver¹²³. Les seules nouvelles que Napoléon reçoit résident dans la lettre écrite par Grouchy à Sart-à-Walhain vers 11h00. Il l'informe que Blücher tente de se réunir à Wellington. Par conséquent, il annonce être en mesure d'arriver à Wavre dès la fin de la journée pour empêcher cette jonction¹²⁴. Grouchy ne sait pas que les Prussiens arrivent déjà sur le champ de bataille de Waterloo et demeure fixé sur l'objectif que l'Empereur lui a préalablement désigné. Dès lors, devant la possibilité de voir Blücher se joindre à Wellington, Napoléon aurait logiquement dû se retirer sans livrer bataille. C'est du moins ce qu'auraient fait Turenne ou Condé. Mais, comme le souligne Clausewitz, le salut de Napoléon ne peut venir que de la victoire¹²⁵. Sa position de chef d'État étant précaire, il

¹²¹ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Somerset and Clifton to Wellington, Waterloo, 19th june, p. 568-577 – Rapport de M. le général DELORT, 26 juin 1815 à huit heures du soir. Cité dans GROUCHY, *Relation succincte*, op. cit., appendice IV, 3^e série, p. 124. – Louis BRO, *Mémoires du général Bro : 1796-1844*. Paris, Plon, 1914, p. 149. – Pierre François-Joseph DURUTTE, « Mouvements de la 4^e division du 1^{er} corps d'armée », *La sentinelle de l'armée*, no 134, 8 mars 1838, p. 5-6 (journal)

¹²² Jean THIRY, op. cit., p. 211.

¹²³ GOURGAUD, *Campagne de 1815*, op. cit., p. 94.

¹²⁴ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, le maréchal Grouchy à l'Empereur, Sart-à-Walhain, le 18 juin 1815 à 11h00. – Déclaration de La Fresnaye, cité par GROUCHY, *Relation succincte*, op. cit., appendice IV, 3^e série, p. 146.

¹²⁵ Carl von CLAUSEWITZ, *Campagne de 1815 en France*. Paris, Edition Champ libre, 1973, p. 166.

n'a pas la même marge de manœuvre qu'un simple général. Le contenu des dépêches reçues la veille de Paris lui en a rappelé la nécessité d'une victoire. Cela conduira aux charges de cavalerie du maréchal Ney ainsi qu'à l'attaque de la Garde impériale contre le centre anglais.

La situation sur le champ de bataille demeure inchangée. La brigade Quiot est toujours engagée devant la Haye-Sainte tandis que la grande batterie intensifie le rythme de son tir sur les positions anglaises¹²⁶. À ce moment, les choses semblent mal tourner pour Wellington. Les blessés et les morts s'accumulent, les caissons de munitions se vident et de nombreux fuyards gagnent la forêt de Soignes par la route de Bruxelles. Afin de soustraire son armée au tir dévastateur de l'artillerie française, le duc décide de faire reculer l'armée de cent pas¹²⁷. De l'autre côté de la plaine, alors qu'il observe le mouvement de repli de l'armée anglaise, Ney croit que Wellington se retire. Il estime que le temps est venu de lancer une charge de cavalerie. C'est à ce moment que survient l'un des épisodes les plus curieux de la bataille de Waterloo, car la question consiste toujours à savoir si l'Empereur était au fait des intentions de Ney. Selon le général Delort, l'aide de camp du maréchal s'est rendu auprès du général Farine pour lui ordonner de mettre ses deux régiments en marche. C'est alors que Delort intervient pour faire stopper le mouvement : « Nous n'avons d'ordre à recevoir que du comte Milhaud. » Très irrité de ne pas voir les cuirassiers se mettre en marche, Ney se rend lui-même auprès du général Delort et lui ordonne à nouveau de se mettre en marche. Delort objecte que cette manœuvre est prématurée et fort imprudente. Ney lui répond qu'il s'agit des ordres de l'Empereur¹²⁸. Suivies des lanciers rouges et des chasseurs à cheval de la Garde, les deux divisions de cuirassiers, soit 6000 cavaliers environ, partent au grand trot vers les lignes anglaises. Or, bien que l'Empereur ait eu l'intention de faire exécuter une charge de cavalerie pour briser définitivement l'armée anglaise, il n'a pas donné l'ordre à Ney de

¹²⁶ Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 138, major J. Pratt, Halkett Brigade, London, march 23rd, 1835, *op. cit.*, 327-328, - *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Von Alten to Field Marshal Arthur Duke of Wellington, Bruxelles, 19th June, p. 534. - Extract from a Report of lieutenant-general Charles Von Alten, to his Royal Highness Field Marshal and Governor General the Duke of Cambridge, dated Brussels, June 20 1815, cité par Henri HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 334.

¹²⁷ Herbert T SIBORNE, *History of the war in France and Belgium, in 1815*, *op. cit.*, tome II, p. 65. - *Supplement Dispatches of Wellington*, tome XII, Wellington report, Waterloo, 19th June, p. 478.

¹²⁸ Jacques-Antoine DELORT, Rapport de M. le général Delort, 26 juin 1815 à huit heure du soir, cité dans Grouchy, relation succincte, *op. cit.*, p. 124-125.

s'exécuter. Cependant, contrairement à ce que certains disent, il est impossible que le déploiement d'une telle masse de cavalerie se soit effectué à l'insu de Napoléon. Même si l'initiative vient de Ney, Napoléon l'a sans doute approuvée puisqu'il n'a pas tenté de l'arrêter¹²⁹. Tout indique qu'ils ont tous les deux sous-estimé la position de Wellington, car dans le mémorial, Napoléon évoque trois ou quatre carrés anglais à enfoncer, ce que Murat, très certainement, aurait pu faire.

Je ne me crus pas assez puissant pour l'y maintenir, et pourtant il nous eût valu peut-être la victoire; car que nous fallait-il dans certains moments de la journée? Enfoncer trois ou quatre carrés anglais; or Murat était admirable pour une telle besogne; il était précisément l'homme de la chose; jamais à la tête d'une cavalerie on ne vit quelqu'un de plus déterminé, de plus brave, d'aussi brillant¹³⁰.

Évidemment, il exagère son propos, mais cette exagération prouve qu'au moment où Ney a lancé la charge, Napoléon pensait qu'il aurait pu enfoncer la ligne anglaise. C'est la raison pour laquelle il n'a rien fait pour retenir le maréchal. Dans ses mémoires sur la bataille, Napoléon est plutôt évasif sur le sujet. Il se contente d'affirmer que le mouvement a été effectué trop tôt. Pour le moins indirect, c'est le seul reproche qu'il adresse au maréchal Ney. Cependant, son appréciation ayant été confirmée par plusieurs témoins, dont le colonel Heymes, il voit juste lorsqu'il écrit que la cavalerie de réserve a été poussée par un mouvement d'impatience afin d'en finir avec l'ennemi. Pour beaucoup, la victoire et la gloire qui en découlent semblaient se trouver à portée de main¹³¹.

On apprit alors que ce mouvement spontané de notre cavalerie avait eu lieu, parce que les réserves, placées à plus d'une demi-lieue du champ de bataille, ne pouvant bien juger de ce qui s'y passait, avaient vu cependant l'ennemi abandonner sa position, on le crut en retraite, ce bruit d'ailleurs se répandit, et le mouvement en avant de la brigade demandée par le maréchal vint le confirmer. Il y avait du danger et de la gloire à acquérir en le poursuivant, tous voulurent y prendre part ; de là ce faux mouvement dont on a accusé le maréchal¹³².

Ney s'élance à la tête de la cavalerie dont les escadrons sont disposés en échelon, les cuirassiers à droite, les chasseurs et les cheveau-légers à gauche. Il va tenter de percer

¹²⁹ Colonel HEYMES, *Relation de la campagne de 1815, dite de Waterloo : pour servir à l'histoire du maréchal Ney*. Reproduit dans *Waterloo, récits de combattants*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 1999, p. 52.

¹³⁰ LAS CASES, *Mémorial de Sainte-Hélène*. Paris, Classique Garnier, 1961, tome I, p. 391.

¹³¹ *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 296-297.

¹³² Colonel HEYMES, *Relation de la campagne de 1815, dite de Waterloo*, op. cit., p. 51. – Général de BRACK, *lancier de la Garde impériale*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 1999, p. 15.

le front ennemi entre le chemin d'Ohain et la ferme d'Hougoumont. Depuis les hauteurs du plateau, les Anglais ne s'inquiètent pas outre mesure. Ils savent que la cavalerie française, sans appui de l'infanterie, n'a que très peu de chance d'entamer une infanterie qui n'a pas encore été ébranlée. Wellington fait intervenir ses réserves et toutes les batteries pointent sur les cuirassiers considérablement ralentis par les terres grasses et détrempées. Dès lors, plus de vingt bataillons forment deux lignes de carré qui se positionnent en échiquier. Alors que Ney fait accélérer le mouvement, les canons anglais augmentent la cadence de tir. Shrapnels, boulets ramés, boulets ronds et paquets de mitraille creusent des brèches dans les escadrons français. Les pertes sont lourdes. Malgré tout, Ney et ses hommes réussissent à aborder les canons anglais et à sabrer les canonniers. L'artillerie se tait, mais les cuirassiers font maintenant face aux carrés. Disposé sur trois rangs, ne laissant aucune ouverture, les Anglais ouvrent le feu. Les balles frappent et ricochent sur les cuirasses, ce qui rappelle le bruit de la grêle qui ricoche sur la tôle. En dépit de leur vaillance et de leur rage de vaincre, les cavaliers français ne sont pas en mesure d'enfoncer les lignes anglaises. L'élan initial étant passé, ils doivent se contenter de tourbillonner autour des carrés afin de chercher une ouverture¹³³.

Uxbridge saisit l'occasion pour faire intervenir sa cavalerie. Plus 5000 cavaliers se précipitent sur les Français qui plient sous le choc. Les canons n'ayant pas été encloués, les canonniers qui ont survécu reviennent vers leurs pièces et reprennent le tir. Revenus au fond du vallon, Milhaud et Lefebvre-Desnouëttes rassemblent leurs divisions et reviennent à la charge. Encore une fois, ils gravissent les pentes du plateau et s'élancent sur les canons qui sont de nouveau repris. Comme la première fois, les carrés sont submergés par la cavalerie française. Il semble alors que le moral des Anglais soit sur le point de lâcher. Les batteries de réserve se préparent alors à battre en retraite. Même les officiers ne sont pas confiants sur l'issue de la bataille : « Je crains que tout ne soit fini! »

¹³³ Sir James SHAW-KENNEDY, *Notes on the battle of Waterloo*, op. cit., p. 116. - Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 80, Lieutenant-Colonel Walcott, Royal horse artillery, Winckton, Ringwood, January 18th 1835, op. cit., 193. - Letter 89, Bervet-Major A.C Mercer, R.A, Devonport, November 26th, 1834, op. cit., p. 215-216-217. Letter 123, Lieutenant-General Lord Seaton, G.C.B, Lieutenant-Colonel and Colonel Sir John Colborne, KCB., 52nd Regiment, Kitley, Greatupton, February 22nd, 1843, op. cit., 283-284.

lance alors le colonel Gould au capitaine Mercer¹³⁴. De l'autre côté du champ de bataille, les officiers ne sont guère plus optimistes. Dans ses mémoires, dont le contenu lui fut dicté par Napoléon en personne, Gourgaud écrit que celui-ci se serait retourné vers Soult pour lui dire : « - Voilà un mouvement prématuré qui pourra avoir des résultats funestes sur cette journée. » Soult se serait alors emporté contre Ney en disant : « - Il nous compromet comme à Iéna. » L'Empereur aurait alors repris : « - C'est trop tôt d'une heure, mais il faut soutenir ce qui est fait¹³⁵. » Bien que Jérôme confirme la version de son frère dans une lettre à la reine Catherine¹³⁶, la lettre de Flahaut nous apparaît comme le seul témoignage crédible de toute cette affaire : « L'Empereur dit : Voilà Ney qui d'une affaire sûre fait une affaire incertaine; mais maintenant que le mouvement est commencé, il n'y a plus autre chose à faire qu'à le soutenir¹³⁷. »

Par conséquent, rien dans tout cela n'indique que Napoléon était en désaccord avec l'initiative de Ney. Il semble surtout déçu par le fait qu'elle ait de nouveau échoué, car la cavalerie française se doit d'être ramenée une seconde fois en raison des pertes qui s'accumulent de façon inquiétante. Les artilleurs anglais, dont la plupart se sont réfugiés dans les carrés, retournent à leurs canons. Néanmoins, Napoléon fait soutenir le mouvement. Il engage la cavalerie lourde de Kellermann avec les cuirassiers de Milhaud qui se reforment une nouvelle fois dans le vallon. Ils sont suivis par les cuirassiers de l'Héritier, de Delort, de Wathier, de Roussel d'Hurbal, les lanciers de Lefebvre-Desnôettes et les dragons et grenadiers à cheval de Guyot. En tout, soixante escadrons sont engagés, ce qui représentent 9 000 cavaliers sur un front large de 600 mètres¹³⁸. Entassés les uns sur les autres, ils gravissent le plateau pour une troisième fois, montrant aux Anglais un mur d'acier et de fer. L'artillerie ouvre le feu avec la même intensité que lors des premières charges. Même si les pertes sont lourdes, même si les cavaliers s'effondrent comme des dominos, ils chargent de nouveau les carrés de Wellington. Or,

¹³⁴ Cavalier MERCER, *Journal de la campagne de Waterloo*, op. cit., p. 88.

¹³⁵ Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815*, op. cit., p. 97. - *Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 297.

¹³⁶ On se demande ce que faisait Jérôme Bonaparte à la Belle-Alliance au lieu d'être auprès de ses hommes.

¹³⁷ André MARTINET, *Jérôme Napoléon, Roi de Westphalie*. Paris, Ollendorf, 1902, p. 276. Cette biographie contient une lettre de Jérôme Bonaparte à la Reine Catherine datée du 15 juillet 1815. - Frédéric MASSON, Jadis, 2^e série : *Le général Flahaut*, op. cit., p. 25-28.

¹³⁸ Herbert T SIBORNE, *History of the war in France and Belgium, in 1815*, op. cit., tome II, p. 79. - Sir James SHAW-KENNEDY, *Notes on the battle of Waterloo*, op. cit., p. 118.

la charge a beaucoup moins d'entrain, car les chevaux sont ralentis par les corps des chevaux et des hommes qui sont tombés au cours des charges précédentes. Par contre, des carrés sont entamés tandis que d'autres, chargés plus de treize fois, sont finalement enfoncés.

On pourrait croire que la victoire est presque acquise. Mais les cavaliers sont trop nombreux pour manœuvrer sur un espace aussi réduit. Les salves de l'infanterie anglaise de la deuxième ligne font des ravages dans leurs rangs. En plus des hommes qui tombent par grappes, plusieurs généraux sont blessés dont l'Héritier, Donop, Guyot, Roussel d'Hurbal, Edouard de Colbert, Blancard, Dubois, Farine, Guiton, Picquet Travers et Wathier¹³⁹. Chose étonnante, le maréchal Ney qui a eu trois chevaux tués sous lui et ses habits criblés de balles, n'a pas une seule égratignure. Mais encore une fois, la cavalerie doit abandonner le plateau. Elle se reforme en bas du vallon pour y remonter une quatrième fois. Cette fois, ils ne peuvent véritablement approcher des carrés car les chevaux sont fourbus. De plus, la cavalerie anglaise intervient et rejette Ney et ses hommes en bas du plateau¹⁴⁰.

De 15h00 à 17h00, Ney a fait attaquer le plateau à quatre reprises sans obtenir d'autres résultats que de faire massacrer la cavalerie. Dans sa précipitation, il a oublié que la division Bachelu et la brigade Jamin étaient à 1300 mètres de la position alliés, l'arme au pied et spectatrice du combat. Ce n'est qu'après l'échec de la quatrième charge qu'il se décide à utiliser ces 6000 hommes. Ney leur donne l'ordre de monter sur le plateau. Les canons anglais, que personne n'a pas pris la peine d'enclouer après quatre charges de cavalerie, ouvrent le feu sur les colonnes Bachelu. En quelques instants, plus de 1500 hommes sont tués ou blessés. Même si Ney tente de faire soutenir l'infanterie par les quelques cavaliers qui lui restent, rien n'y fait. Ils ne réussissent même pas à approcher des canons anglais¹⁴¹. Il est indéniable que le maréchal a commis là une erreur tactique en

¹³⁹ Hyppolite MAUDUIT, *op. cit.*, p. 230-231

¹⁴⁰ Présenté par Philippe de MEULANAERE et Jacques LOGIE, « Le témoignage inédit de François-Étienne Kellermann sur la campagne de 1815. » *Souvenirs napoléonien*, décembre 2001-janvier 2002, no 38, p. 6-43.

¹⁴¹ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date. – Par Girod de l'AIN, *Vie militaire du général FOY*, Paris, Plon, 1900, p. 279. Pour la campagne de 1815, Girod de l'Ain cite intégralement le journal du général Foy. p. 269-285.

oubliant la division Bachelu. Si l'infanterie avait soutenu la cavalerie, les Anglais auraient été obligés de se déployer en ligne, ce qui les aurait mis à la merci des cavaliers. En somme, Ney a répété les mêmes erreurs qu'il a commises aux Quatre-Bras lorsqu'il a fait charger Kellermann sans appui. Cependant, il n'est pas le seul responsable, car bien qu'il ait dit qu'il fallait soutenir l'action engagée par la cavalerie, Napoléon ne s'est pas souvenu davantage de l'existence de la division Bachelu¹⁴².

XI. La prise de la Haye-Sainte

De par son impétuosité à vouloir percer les lignes anglaises, Ney a oublié l'objectif principal, la ferme de la Haye-Sainte. Napoléon lui donne alors l'ordre de s'en emparer. Le fougueux maréchal repart en avant et entraîne avec lui le 13^e léger de la division Donzelot ainsi qu'un détachement du 1^{er} régiment du génie. Ce dernier se jette contre la ferme. À l'abri derrière les murs, à l'aide des meurtrières, les hommes du major Baring tirent sans discontinuer sur les assaillants. En quelques minutes, plus de soixante-dix Français tombent sous leurs feux. Les corps s'entassent en tas au pied du mur de l'Est. Sans échelles, les soldats de Donzelot grimpent sur les morts pour escalader l'obstacle. Depuis le sommet, ils fusillent les chasseurs de Baring qui sont dans la cour tandis que d'autres se hissent sur le toit de la grange. De l'autre côté de la ferme, un détachement français s'attaque à la porte. Rapidement, celle-ci est enfoncée à la hache. Les soldats pénètrent dans la cour et acculent les Allemands aux bâtiments. Sans munitions, ceux-ci chargent à l'arme blanche.

Avec quarante-deux soldats, Baring réussit à s'extirper de la ferme pour rejoindre le plateau de Mont Saint-Jean. Profitant de l'avantage, Ney fait établir une batterie à cheval sur un monticule près de la Haye-Sainte. Du même souffle, il dépêche un régiment près de la sablonnière toujours défendue par le 95^e régiment anglais. Sous le feu de la batterie et des débris des divisions Allix, Donzelot et Marcognet, les hommes du 95^e doivent abandonner leurs positions. De l'autre côté du champ de bataille, Durutte revient à la charge et repousse les Nassauviens du Prince de Saxe-Weimar. La ferme de Papelotte

¹⁴² Les charges de la cavalerie française sont représentées à la figure 10 de l'annexe E. Néanmoins, il est à noter qu'il y a une erreur dans le titre. Il faut lire 17h00 au lieu de 18h00.

est de nouveau assiégée¹⁴³. Dès lors, la ligne anglaise menace de s'effondrer. Les divisions sont rendues à l'état de brigades, et les brigades à l'état de compagnies. Sur le centre gauche de la ligne anglaise, les brigades Kempt, Pack, Lambert, Best et Winke tiennent toujours, mais Wellington n'a plus de réserve et les munitions s'épuisent. Faute de servants et de pièces en état, l'artillerie ne tire presque plus tandis que les fuyards abandonnent le champ de bataille par centaines. Quant à la cavalerie, elle n'est guère mieux lotie que celle des Français. Les pertes sont énormes et les chevaux sont fourbus¹⁴⁴.

Les officiers accourent auprès de Wellington afin de lui demander des ordres. Lui-même très inquiet de la situation, il se contente d'ordonner aux troupes de mourir sur place. Il voit les Prussiens débouler sur le champ de bataille en direction de Plancenoit, mais ceux-ci n'arrivent pas à percer le flanc droit de l'armée française, ce qui n'atténue en rien son état d'anxiété de plus en plus persistant¹⁴⁵. De son côté, voyant la ligne anglaise vaciller, Ney réclame le soutien de l'infanterie pour donner le coup de grâce. Lorsqu'il reçoit le message porté par le colonel Heymes, Napoléon s'écrie : « Des troupes ! Où veut-il que j'en prenne ? Voulez-vous que j'en fasse¹⁴⁶ ? » En fait, Napoléon dispose toujours des bataillons de la Vieille Garde. Mais sans cavalerie pour les appuyer, il ne souhaite pas sacrifier l'élite de l'armée. De plus, les Prussiens de Bülow mettent davantage de pression du côté de Plancenoit. Il lui faut d'abord stabiliser la droite avant de tenter un nouvel assaut. À ce moment, il a encore la possibilité de se retirer. Mais cette alternative, pour les raisons que nous connaissons, ne fait pas partie de ses plans. Ce sera l'attaque de la Vieille Garde.

¹⁴³ Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 178, Major P. Bishop, Unattached, Laemington Spa, April 30th, 1835, *op. cit.*, p. 403-404- 405- Hyppolite MAUDUIT, *op. cit.*, p. 230-231

¹⁴⁴ *Supplement Dispatches of Wellington*, tome X, Lambert, Kempt and Alten report to Wellington, Gennape, 19th and 22th June, p. 533-535-536-537 et 559.

¹⁴⁵ James SHAW-KENNEDY, *Notes on the battle of Waterloo*, *op. cit.*, p. 118. - Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*, *op. cit.*, p. 21-22-178. Letter 11, Major-General J. Freemantle, Lieutenant-colonel, 2nd Foot Guards, and A.D.C. to the Duke of Wellington, November 20th, 1842, *op. cit.*, p.21-22. - Letter 178, Major General The Hon. H. Murray, Lieutenant-Colonel 18th Hussars, Jan., 1835, *op. cit.*, 181-182. - Herbert T SIBORNE, *History of the war in France and Belgium, in 1815*, *op. cit.*, tome II, p. 143.

¹⁴⁶ Colonel HEYMES, *Relation de la campagne de 1815, dite de Waterloo*, *op. cit.*, p. 52.

XII. Napoléon joue sa dernière carte (18h00 à 20h00)

Au moment où la grande batterie bombarde copieusement les positions de Wellington, vers 13h00, Blücher rejoint l'avant-garde de Bülow près de Saint-Lambert. Son plan consiste à prendre le village de Plancenoit afin d'être en mesure de déborder la droite de l'armée française. Mais, avant de s'engager dans les défilés de Lasne, il attend de recevoir des informations sur la position des troupes de Grouchy, car s'il se fait attaquer par l'arrière, la bataille peut tourner au désastre. Quelques minutes plus tard, Blücher reçoit des rapports de reconnaissance qui le rassurent sur Grouchy. Celui-ci n'a pas changé de route. Il marche toujours en direction de Wavre derrière le corps de Thielmann. Fort de ces renseignements, il donne l'ordre de marche. Vers 16h00, alors que les deux autres divisions de Bülow progressent dans les défilés, celles de Hiller et Losthin prennent position dans le bois de Paris sans rencontrer la moindre résistance. En fait, la cavalerie du général Domon n'a pas occupé les sentiers qui traversent le bois. Elle s'est tout simplement contentée d'observer les débouchés. Blücher aurait souhaité attendre que toutes ses divisions soient en ligne pour lancer l'attaque, mais les messages de Wellington l'incitent à lancer le mouvement. Vers 16h30, les Prussiens débouchent du bois. De gauche à droite du chemin qui mène à Plancenoit, les divisions Losthin et Hiller marche vers l'objectif. Afin d'avertir les Anglais et leur redonner confiance, Blücher fait canonner la cavalerie de Domon. Celui-ci fait sonner la charge. Même si les hussards prussiens sont culbutés, la cavalerie française, sous le feu des batteries et de l'infanterie, doit battre en retraite¹⁴⁷.

Le corps de Lobau prend la relève. Les divisions Jamin et Simmer, qui ont déjà pris position sur le chemin de Lasne, se préparent au combat. Lobau ne perd pas de temps. Au lieu de rester en position défensive, il donne l'ordre d'attaquer les Prussiens. Les avant-gardes de Losthin et Hiller craquent sous la pression, mais Blücher fait intervenir les division Ryssel et Hacke qui débouchent du bois. Le rapport de force s'inverse. Avec ses 10 000 hommes, Lobau doit maintenant contenir l'avance de 30 000

¹⁴⁷ Rapport de Bülow, cité par Johann-Christian-August WAGNER, *Recueil des plans de combats et de batailles livrés par l'armée prussienne pendant les campagnes des années 1813, 14, et 15; avec des éclaircissements historiques*. Berlin, Reimer, 1821-1825, tome IV, p. 75. - Carl de DAMITZ, *Histoire de la campagne de 1815 d'après les documents du général Grolman*. Paris, J. Corréard, 1840-1842, tome II, p. 273. - Friedrich-Carl-Ferdinand von MÜFFLING, *Histoire de la campagne des armées anglo-bataves et prussiennes en 1815*. Stuttgart et Tubingue, 1817, p. 31.

soldats prussiens. Toutefois, il dispose de solides formations comme le 5^e et le 10^e de ligne¹⁴⁸. Elles font bonne figure, car malgré tous leurs efforts, les Prussiens n'arrivent pas à les enfoncer. Devant cette situation, Blücher donne l'ordre de contourner le corps de Lobau par la droite et de se porter sur Plancenoit. Soutenue par la cavalerie du prince Guillaume de Prusse et de la division Ryssel, le général Hiller marche vers le village. De son côté, Lobau craint de se voir déborder. Il recule en échiquier à la hauteur de Plancenoit et dépêche la brigade Bellair à l'intérieur. Supérieurs en nombre, attaquant le village sur trois côtés à la fois, les Prussiens finissent par déloger les Français¹⁴⁹. Alors que la bataille autour de Plancenoit fait rage, Thielmann informe Gneisenau que Grouchy se prépare à attaquer Wavre. Or, il doute de pouvoir lui résister. Gneisenau lui fait répondre : « Que le général Thielmann se défende comme il le pourra. Il n'importe qu'il soit écrasé à Wavre si nous avons la victoire ici¹⁵⁰. »

Devant la marche des Prussiens, Napoléon ne reste pas inactif car, d'après leurs mouvements, il sait que sa ligne de retraite est menacée. Cela est d'autant plus critique que Blücher vient de faire mettre soixante canons en batterie dont les boulets tombent sur la route de Bruxelles et à proximité de l'état-major. Il ordonne à Duhesme de lancer la Jeune Garde contre Plancenoit. Huit bataillons, quatre de voltigeurs et quatre de tirailleurs, s'élancent contre le village. Frappés de plein fouet, les Prussiens doivent se retirer. En fait, ceux-ci n'avaient pas beaucoup de chance de leur résister car, lors de l'assaut précédent, ils ont épuisé la presque totalité de leurs cartouches. Cela illustre avec force l'inexpérience de l'armée prussienne. Après avoir imité les Français en déployant de nombreux tirailleurs devant les colonnes d'attaque, les réformateurs prussiens n'ont pas encore eu le loisir de se familiariser avec ce concept tactique puisque le régiment de la Landwehr ne disposait pas de bataillons de fusiliers pour les appuyer. Ainsi, ayant soutenu la majeure partie du combat au cours de l'approche vers le village de Plancenoit, les tirailleurs prussiens ont perdu une grande part de leur capacité offensive et défensive.

¹⁴⁸ Le 5^e de ligne a rallié Napoléon à Laffray tandis que le 10^e a combattu avec le duc d'Angoulême au pont de Lorient.

¹⁴⁹ Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815*, op. cit., p. 95. - Hyppolite MAUDUIT, op. cit., p. 252.

¹⁵⁰ Johann-Christian-August WAGNER, *Recueil des plans de combats et de batailles livrés par l'armée prussienne pendant les campagnes des années 1813, 14, et 15*, op. cit., p. 77. - Carl de DAMITZ, *Histoire de la campagne de 1815*, op. cit., p. 281.

Sans munition, leurs unités étant réduite en raison des morts et des blessés, il leur était impossible de résister à l'attaque de troupes d'élites telles que la Jeune Garde¹⁵¹.

Dès lors, le front se stabilise. Napoléon se dégage une marge de manœuvre pour faire attaquer de nouveau le centre de Wellington. Il aurait pu profiter de l'occasion pour se retirer, mais sachant qu'une retraite aurait des conséquences tragiques sur les Chambres, sur les milieux financiers et sur le moral de la population française, il se doit de rester. Il est conscient que, s'il ne remporte pas la victoire, il devra recommencer le scénario de la campagne de France. Or, les forteresses ne sont pas prêtes à subir un siège et, il n'y a plus d'argent pour rééquiper les troupes. Le maréchal Ney ayant fait massacrer la presque totalité de la cavalerie, il faudra du temps et de l'argent pour trouver des chevaux. Dans ces conditions, il n'est pas envisageable de battre en retraite après avoir fait sacrifier tant de bons soldats. La ligne ennemie paraissant ébranlée, Napoléon se décide à lancer ses réserves dans la bataille. La Vieille Garde représente sa dernière carte. Pour que l'armée donne un dernier effort avant l'arrivée de renforts prussiens, Napoléon demande à La Bédoyère de parcourir les rangs afin de dire aux hommes que Grouchy arrive à la rescousse¹⁵². Une fois devenu évident aux yeux de tous les soldats, ce mensonge aura l'effet inverse.

Pendant qu'il commande à Drouot de faire avancer neuf bataillons de la Garde sur le front, les combats se poursuivent devant le château d'Hougoumont. Les troupes du général Reille ne progressent guère, mais les bâtiments défendus par les *Coldstream Guard*, bombardés sans répit par des bombes incendiaires, sont maintenant la proie des flammes. Du côté de Papelotte, tandis que les soldats de la division du général Durutte se préparent à contrer le corps de Ziethen qui marche dans sa direction, les hommes de Donzelot, de Marcognet et Allix couronnent les crêtes du plateau et pressent de plus en plus les brigades Kempt, Pack, Grant et Lambert¹⁵³. À la tête de la *Garde impériale*,

¹⁵¹ Alessandro BARBARO, *Waterloo*, *op. cit.*, p. 274.

¹⁵² Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815*, *op. cit.*, p. 99.

¹⁵³ Par Girod de l'AIN, Vie militaire du général FOY, Paris, Plon, 1900, p. 279. Pour la campagne de 1815, Girod de l'Ain cite intégralement le journal du général Foy. p. 269-285. - Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*, Letter 148, General Sir James Kempt, G.C.B., G.C.H to Sir Hussey Vivian, no date, *op. cit.*, 346-347. Letter no 162, Lieutenant-Colonel R. Macdonald, Late 35th Regiment, captain and Brevet-Major 1st Royal, Southsea House, near Portsmouth, December 29th, 1838, *op. cit.*, p. 374. - Sir James SHAW-KENNEDY, *Notes on the battle of Waterloo*, *op. cit.*, p. 124-127. - *Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 298-299. - Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815*, *op. cit.*, p. 99.

Napoléon marche vers la Haye-Sainte. À ce moment, la ligne anglaise se raffermi. Une demie heure plutôt, alors que Ney réclamait le soutien de l'infanterie, l'attaque aurait pu réussir. Mais, à cette heure, il n'était plus temps. D'ailleurs, au moment où Napoléon faisait rassembler la Garde, un capitaine de carabinier venait de traverser le champ de bataille pour informer les Anglais que cette dernière se préparait à les attaquer. L'armée française était victime d'un autre cas de trahison.

Pendant ce temps, vers 19h00, les grognards ont commencé leur marche vers les lignes anglaises. Or, empruntant la même route que la cavalerie deux heures plus tôt, les hommes marchent sur un sol labouré et encombré de cavaliers et de chevaux morts. Leur progression s'en retrouve par conséquent ralenti, ce qui permet à Wellington de gagner du temps afin de ramener au centre tous les bataillons qui lui reste. Alors que les grognards progressent avec assurance vers le sommet du plateau, Wellington donne l'ordre de passer à la contre-offensive. Les divisions Allix, Donzelot et Marcognet, du moins ce qui en reste, perdent pied et se retirent vers la Haye-Sainte. Appuyé par l'artillerie de la grande batterie, la Garde, enveloppé par la fumée, entreprend l'ascension du versant. Lorsqu'ils apparaissent au sommet du plateau, les grognards sont happés par un violent tir de mitraille.

Pour faire face, ils se déploient en échelon et culbutent deux bataillons de Brunswick et les 30^e et 73^e régiments de la brigade du général Halkett, lui-même blessé en tentant de rallier ses hommes. Ce sera le seul succès de la Garde impériale, car elle tombe sur la brigade du général Maitland, alors embusqué dans les blés. Lorsque les grognards surgissent au sommet de la crête, Wellington, qui se tient près de Maitland, lui donne l'ordre d'ouvrir le feu. En moins d'une minute, trois cents hommes sont fauchés par les balles. Au même moment, lord Saltoun, lieutenant-colonel du 1^{er} Foot Guard, lance ses hommes à la baïonnette. Les grognards n'abandonnent pas le terrain aussi facilement. Ils reculent pied à pied vers le verger d'Hougoumont. C'est à ce moment que le 3^e chasseurs de la Garde reçoit le renfort de l'unique bataillon du 4^e chasseurs alors en position sur la gauche. Cette intervention permet au 3^e chasseurs de se soustraire au feu des hommes de Maitland. Les bataillons se reforment et les grognards reviennent à

l'assaut. C'est à cet instant décisif que le lieutenant-colonel Colborne arrive avec le 52^e en soutien.

Formés en potence avec la brigade Maitland, ils tirent sur les flancs du 3^e chasseurs et les chargent à la baïonnette¹⁵⁴. Wellington fait soutenir Colborne par le 95^e Rifles. Accablés de toutes parts, les chasseurs doivent revenir en arrière. Le duc décide de profiter de ce moment afin de déstabiliser la Garde et l'empêcher de se reformer pour revenir à l'assaut. Il ordonne à la brigade du général Adam ainsi qu'à la cavalerie de Vandeleur de soutenir Halkett. Au moment où les grognards amorcent un nouveau mouvement de repli, le cri fatidique circule d'un bout à l'autre du champ de bataille : « La Garde recule! » Tous savent que la bataille est perdue. De gauche à droite, le mouvement de recul gagne toute la ligne de bataille¹⁵⁵. À la vue des troupes de Ziethen au lieu de celles de Grouchy, les soldats s'estiment trahis, c'est le sauve-qui-peut général. L'infanterie de Reille bat en retraite et abandonne ses positions près d'Hougoumont. Au même moment, alors que la Haye-Sainte est abandonnée, les hommes de Durutte sont attaqués près de Papelotte et peinent à maintenir leur position¹⁵⁶. La fin est proche.

La défaillance de la Garde s'explique par plusieurs facteurs. Dans un premier temps, les hommes ont assisté toute la journée à des manœuvres suicidaires comme celle de la charge de cavalerie du maréchal Ney sur les carrés anglais. Lorsqu'ils sont montés à l'assaut, les grognards savaient qu'ils n'auraient pas le soutien de la cavalerie. À la vue des milliers de cavaliers et de chevaux gisant sans vie sur le versant du plateau, ils ont pris davantage conscience de ce fait. De plus, afin de rassurer ses soldats et leur donner la volonté de vaincre, Napoléon a fait courir le bruit que Grouchy survenait sur le champ de

¹⁵⁴ Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 91, Lieutenant-Colonel Sir Hew Ross, Carlisle, January 27th, 1835, *op. cit.*, p. 223-224-225 – Letter 93, Capt J.E Maunsell, Half-Pay, R.A, Cheltenham, November 30th, 1834, *ibid*, p. 225-226. – Lieutenant-Colonel WM. Sharpin, Half-Pay, R.A. Beccles, December 6th, 1834, *ibid*, p. 228-229 – Letter 102, Colonel T. Rogers, C.B., RA, Woolwich, February 25th, 1837, *ibid.*, p. 237. Letter 105, Lieutenant-General Sir P. Maitland, K.C.B, Brighton, November 24th, 1834, *ibid*, p. 242-243-244. - Letter 110, Lieutenant-Colonel H. Davis, Lieutenant and Captain 1st Foot Guards, Emley Park, March 19th, 1835, *ibid*, p. 257. Letter 133, Major J. Ross, 51st Regiment. New Ross, County of Wexford, April 24th, 1835, *ibid*, p. 317. – Jean-Martin PETIT, « Account of the Waterloo campaign », *English Historical Review*, avril 1903, vol 18, p. 321-325.

¹⁵⁵ L'attaque de la Garde est illustrée à la figure 11 de l'annexe E.

¹⁵⁶ SHD, C15/22, 2^e corps d'observation, registre de correspondance du lieutenant général Reille, commandant le 2^e corps, du 25 mars au 31 août 1815. Notice historique sur les mouvements du 2^e corps dans la campagne de 1815, par le lieutenant général Reille. Sans date. - Pierre François-Joseph DURUTTE, « Mouvements de la 4^e division du 1^{er} corps d'armée », *La sentinelle de l'armée*, no 134, 8 mars 1838, p. 5-6 (journal). - Hyppolite MAUDUIT, *op. cit.*, p. 273-274. - *Supplement Dispatches of Wellington*, tome XII, Wellington report, Waterloo, 19th June, p. 478.

bataille¹⁵⁷. Quand les hommes ont compris que ce n'était pas Grouchy, mais bien les 30 000 hommes du corps de Ziethen qui déboulaient en masse sur le flanc droit près de Papelotte, leur moral s'est complètement effondré. Avec la trahison de Bourmont, l'échec des Quatre-Bras et la défection de ce capitaine de carabinier qui s'en est allé prévenir les Anglais, s'en était trop pour eux. Dans ces circonstances, l'effondrement était inévitable. Dès lors, le mot trahison s'est répandu dans toute l'armée, ce qui a provoqué la débandade. Wellington, avec le concours de Blücher, se prépare maintenant à finir le travail.

XIII. La curée

Alors que la presque totalité de la Vieille Garde marche vers les hauteurs de Mont Saint-Jean, la Jeune Garde et le corps de Lobau doivent tenir le village de Plancenoit. Sur le flanc droit de l'armée française, la pression devient de plus en plus forte. Par deux fois, les Prussiens sont revenus à l'assaut et par deux fois, ils ont été repoussés. Malgré ce bref répit, la situation globale n'évolue pas en faveur des Français. Le général Duhesme est gravement touché et les pertes sont considérables. Devant le nombre des assaillants qui ne cesse d'augmenter, les hommes commencent à se retirer vers l'arrière. Observant les combats depuis son promontoire, Napoléon sait que la Jeune Garde ne sera pas en mesure de repousser une nouvelle attaque. Il demande au général Pelet de se porter avec deux bataillons de la Vieille Garde sur Plancenoit. Dans son style parsemé d'expressions particulières, celui-ci décrit la suite des choses :

Je courus avec le 1^{er} bataillon à Planchenoit (sic). Il pouvait être six heures, peut-être sept; enfin, je ne sais combien de temps j'y restai, mais il put (sic) me paraître un peu long. En entrant dans le village, je rencontrai le pauvre général Duhesme, qu'on portait mourant ou mort sur son cheval, puis les voltigeurs en pleine débîne, leur colonel Chartran qui me dit qu'il n'en pouvait rien tirer, enfin, pas mal de monde, mais tous se retiraient. Je leur promis d'arrêter l'ennemi, et les engageai à se rallier en arrière de moi. En effet, je me portai à la croisière du village, et là, voyant venir les Prussiens, je donnai l'ordre à la première compagnie de tomber à la baïonnette sur l'ennemi, qui venait par la

¹⁵⁷ Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815*, *op. cit.*, p. 99. – Discours de Drouot à la Chambre des Pairs cité dans l'édition du Moniteur le 24 juin. – Par Girod de l'AIN, Vie militaire du général FOY, *op. cit.*, p. 284. – Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 105, Lieutenant-General Sir P. Maitland, K.C.B., Brighton, November 24th, 1834, *op. cit.*, p. 244. Letter 70, Major-General Sir Hussey Vivian, K.C.B., Extract from a letter to Lady Vivian, June 23rd, 1815, First day's halt, *ibid*, p. 149. – Letter 170, Lieutenant-General Sir John Lambert, 3, Harley Street, December 18th, 1834, *ibid*, p. 391. Letter 176, Lieutenant-Colonel F. Browne, Half-Pay, Rifle Brigade, major 40th Regiment, Winchelsea, May 6th, 1835, *ibid*, p. 400.

rue opposée à la nôtre. À peine l'ennemi tourne-t-il le dos, que les hommes se mettent à tirer. L'ennemi envoie de nouvelles forces. Je fais marcher un autre peloton, il veut tirer; je le pousse moi-même, et l'ennemi fuit. Mais ce peloton se dispersa, et, à chaque charge que je faisais, il m'en arrivait autant.

Mes hommes des dernières compagnies criaient : En avant ! se mettait à tirer, et c'était autant de dispersé. Je fais occuper l'église par quelques hommes que j'y mène, et je me trouve encore nez à nez avec ces messieurs qui me tirent à bout portant, mais qui filent. Alors, voyant combien on leur résiste, ils lancent une multitude d'obus dans le village, et cherchent à le tourner par les ravins de la Lasne et les bois qui étaient par là. J'y envoie un officier. Dans toutes ces attaques, on leur empoignait du monde; nos soldats étaient furieux, et les égorgeaient. Je courais à eux pour les en empêcher, et comme j'y volais, j'en vis périr un sous mes yeux. Je fus plus révolté que soulevé de fureur; j'en pris plusieurs sous ma protection, et surtout un officier qui se prosternait, qui me parlait de ses amis français, de ceux de sa famille. Je les faisais passer derrière mon cheval, et puis je les remettais à mes sapeurs, pour m'en répondre. Cependant le combat en se prolongeant avait mis tout le monde en tirailleurs. Je ne pouvais plus rallier un peloton, l'ennemi n'entrait pas dans le village, mais il me prolongeait de tous côtés, et, à chaque intervalle de jardins, je voyais des fusils qui m'ajustaient à quarante pas, et je ne conçois pas comment ils ne m'ont pas descendu vingt fois.

Enfin, dans un moment où j'étais le plus embarrassé, le plus pressé et en même temps le plus dénué, il m'arrive un peloton de grenadiers envoyé par je ne sais qui et dont je fus le plus content. Je l'arrêtai pour rallier quelques chasseurs, puis je le fis charger à la baïonnette sans livrer un seul coup de fusil; ils allèrent comme des murs, ils me renversèrent tout. Je me maintenais au milieu de cette grêle d'obus, du feu qui commençait à s'allumer dans diverses maisons, d'une fusillade terrible et continuelle; ils nous environnaient d'une multitude de tirailleurs. N'importe, je tenais comme un démon, je ne pouvais plus réunir mes hommes, mais ils étaient tous nichés, et faisaient sur l'ennemi un feu meurtrier qui le contenait : ils l'auraient arrêté sans le nombre qui nous accablait¹⁵⁸.

Vers 19h00, Bülow constate que la situation n'évolue pas. Les troupes ont lancé plusieurs attaques contre Plancenoit, mais la résistance française ne semble pas vouloir céder. Ce n'est qu'une demie heure plus tard, au moment où il reçoit des renforts en importance, qu'il peut espérer un assaut victorieux. Plus de 32 000 soldats soutenus par 5000 cavaliers et 130 canons reviennent à l'attaque. Pélet et Lobau ne peuvent leur opposer que 12 500 fantassins, 2000 cavaliers et 52 pièces d'artillerie¹⁵⁹. Les troupes de Lobau, environnées par les soldats en panique qui refluent du Mont Saint-Jean, cèdent au mouvement. Dans Plancenoit, de plus en plus isolé par les Prussiens, les combats se poursuivent. Les éléments de la Vieille et de la Jeune Garde résistent toujours dans le cimetière et autour de l'église. Entourés de toutes parts, ils doivent néanmoins décrocher

¹⁵⁸ Marie-Auguste-Richard, vicomte d'AVOUT, « L'infanterie de la Garde à Waterloo », *Carnet de la Sabretache*, 1905, p.37-54. Cité par Jacques LOGIE, *Napoléon la dernière bataille*. Bruxelles, Édition Racines, 2002, p. 140-141.

¹⁵⁹ Cité par Jacques LOGIE, *Napoléon la dernière bataille*, op. cit., p. 141.

et laisser Plancenoit aux mains de l'ennemi. Plus au nord, ce sont les hommes de Durutte qui cèdent sous la pression des troupes de Ziethen. La plaine étant recouverte de fuyards, ceux-ci représentent une proie facile pour la cavalerie prussienne qui fait un massacre parmi eux. Ney, qui a eu son cinquième cheval tué sous lui, tente désespérément de rallier les troupes. Il prend la tête de la brigade Brue et leur crie : « Venez voir comment meurt un maréchal de France. » Or, celle-ci est noyée par la vague des fuyards qui submerge tout. Seule la Garde Impériale, dont les régiments se sont formés en carré, se replie en bon ordre. Ney entre à l'intérieur de l'un d'eux¹⁶⁰. Les pertes de ce corps d'élite n'en sont pas moins considérables. Oui, la Garde se meurt à Waterloo. Depuis les hauteurs de Mont Saint-Jean, Wellington a déjà donné l'ordre à ses troupes d'avancer. Les brigades Halkett, Adam, Lambert, Kruse et Kempt, appuyés par les restes de la cavalerie anglaise, donc plus de 40 000 hommes, au son des tambours et des clairons, marchent en direction de la Belle-Alliance, le quartier général de Napoléon¹⁶¹.

Voyant que la position n'est plus tenable, l'Empereur ordonne le repli. Lui-même trouve refuge dans l'un des carrés de la Garde. Pendant que Blücher et Wellington se rencontrent vers 21h15 à la Belle-Alliance pour se féliciter mutuellement de leur victoire, Napoléon, maintenant hors d'atteinte de la cavalerie prussienne, monte à cheval et fait route vers Gennape. Sur place, il ne voit que des soldats épouvantés qui se pressent dans les rues étroites pour fuir vers le sud. Accompagné de son état-major, il remonte de nouveau à cheval et gagne les Quatre-Bras où il espère y trouver la division du général Girard¹⁶². Mais cette dernière n'est pas au rendez-vous. Il est probable qu'elle n'a pas reçu les ordres de la veille qui lui prescrivaient de rejoindre les Quatre-Bras. L'Empereur décide d'attendre sur place afin de voir comment la situation évolue. Autour du feu, lui et son état-major se demandent ce qui est advenu de Grouchy. Peut-être a-t-il repassé la Sambre avec ses hommes? Néanmoins, Napoléon ordonne à Soult d'informer le maréchal

¹⁶⁰ Hyppolite MAUDUIT, *op. cit.*, p. 289. - Pierre François-Joseph DURUTTE, « Mouvements de la 4^e division du 1^{er} corps d'armée », *La sentinelle de l'armée*, no 134, 8 mars 1838, p. 5-6 (journal).

¹⁶¹ Herbert Taylor SIBORNE, *Waterloo Letters*. Letter 76, Major-General The Honorable H. Murray, C.B. Lieutenant-Colonel, 18th Hussard, January 1838, *op. cit.*, p. 180-181-182-183. - Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815*, *op. cit.*, p. 102-103. - Letter 214, Lieutenant-Colonel G. Gawler, K.H., Unattached, Lieutenant 52nd Regiment, Derby, December 22nd, 1834, *ibid*, p. 294-295-296. Pour visualiser la déroute française, voir figure 12 annexe E.

¹⁶² BAUDUS, *Étude sur Napoléon*, *op. cit.*, p. 230.- *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 200.

du désastre qui vient de survenir¹⁶³. C'est alors que Baudus arrive sur les lieux. Napoléon lui demande s'il y a encore des corps qui n'ont pas été complètement désorganisés par la déroute. L'interrogé répond par la négative. L'Empereur prend véritablement conscience du désastre. Baudus le regarde pleurer silencieusement la perte de son armée et de ses espérances¹⁶⁴. N'ayant aucune nouvelle de Girard, il décide de gagner Charleroi. Il y arrive vers 5h00 du matin. Comme à Gennape, il n'y voit que le chaos. Les dépôts sont désorganisés et les fuyards saccagent tout. Ne s'attardant pas d'avantage, il rejoint Laon qui se trouve en territoire français¹⁶⁵. Là, il constate que, de toute l'armée engagée à Waterloo, il ne reste que 8600 soldats dont 6000 à Avesnes et 2600 à Philippeville¹⁶⁶. C'est tout ce que les officiers ont pu rallier. Les munitions, le ravitaillement et même la berline de l'Empereur, qui contenait son or, ses diamants et ses papiers sont perdus¹⁶⁷. Le désastre, autant humain que matériel, est incommensurable. Jamais la France n'aura les moyens de réarmer une nouvelle fois pour repousser l'envahisseur.

XIV. Bilan de la bataille

Les retards du 17 juin, dont Napoléon est le premier responsable, ont fait en sorte qu'il y a eu une bataille à Waterloo. S'il n'avait pas tant tergiversé, si le système de communications n'avait pas connu toutes ces défaillances, il aurait été en meilleure posture pour détruire l'armée de Wellington aux Quatre-Bras. Toutefois, il serait vain et futile de faire l'inventaire de ce qui aurait dû se passer et d'extrapoler sur le résultat de la bataille. Celle-ci ayant été perdue, il nous faut donc en dégager les causes. Le premier de ces facteurs réside dans les nouvelles que Napoléon reçoit de Paris. En raison de

¹⁶³ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie au maréchal Grouchy, Philippeville, 19 juin 1815. - *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, *ibid.*, p. 199. - Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815*, *op. cit.*, p. 130. Selon les témoignages, quatre ordres semblent avoir été envoyés à Grouchy. Nous n'avons que celui daté du 19 juin à Philippeville.

¹⁶⁴ BAUDUS, *Étude sur Napoléon*, *ibid.*, p. 230.

¹⁶⁵ Archives nationales, AF/IV/437, Minutes des décrets de l'Empereur. 28 floréal an XII-22 juin 1815, Journal des séjours de l'Empereur.

¹⁶⁶ SHD, C15/5, *Armée du Nord*, Le maréchal Soult, duc de Dalmatie à l'Empereur, Rocroi, 20 juin 1815. Au cours des deux semaines suivantes, nombre de soldats auront rejoint leur unité et le 1^{er} juillet, le total aura augmenté à 32 646 soldats.

¹⁶⁷ FLEURY de CHABOULON, *Histoire des Cent-Jours* : annotée par Napoléon. Paris, Bibliothèque des Introuvables, 2006, p. 151-152. - Présenté par Jean BOURGUIGNON et HENRI LACHOUQUE, *Mémoire de Marchand*. Paris, Tallandier, édition 2003, p. 219. Selon Marchand, le trésor avait une valeur de 800 000 francs. On se demande encore pourquoi Napoléon a apporté une telle somme avec lui. Peut-être était-ce pour payer en argent comptant le ravitaillement de son armée arrivée à Bruxelles.

l'attitude des Chambres et des agioteurs qui misent sur sa défaite, il comprend qu'il doit vaincre, que la retraite n'est pas une option. Par conséquent, lorsqu'il apprend que les Prussiens sont sur son flanc droit, il n'envisage pas un instant de se retirer. Devant l'éventualité de se battre sur deux fronts, tout autre général n'aurait pas insisté. Mais étant le chef de l'État, conscient de sa situation politique et financière, il doit tenter de vaincre Wellington avant que Blücher n'arrive sur le champ de bataille. Ce sera la cause première des multiples charges de cavalerie du maréchal Ney et de l'attaque de la Garde.

On impute également à la pluie la cause du désastre. Sur ce point, Drouot s'est lui-même accusé d'avoir mal conseillé l'Empereur. Influencé par son avis, il aurait attendu que le terrain soit sec avant de commencer la bataille. Cela est inexact. Si Napoléon est conscient que le sol est détrempé en raison des pluies diluviennes de la dernière nuit, ce n'est pas uniquement cela qui lui a fait différer l'attaque. En fait, l'armée prend ses positions de combat avec beaucoup de lenteur. L'ordre de concentration ayant été donné à 8h30, on constate qu'il n'est pas achevé à 11h30 lorsque Napoléon ordonne l'attaque du bois face à Hougoumont. Pour lui, c'est là un moindre mal, parce qu'il ne pense pas que les Prussiens seront en mesure d'intervenir sur le champ de bataille. De plus, il sous-estime les troupes de Wellington. Selon les témoins présents, il croit que ce sera l'affaire d'un déjeuner. Par conséquent, le plan de bataille est fort simple. Il consiste à percer le centre pour ensuite se rabattre sur les flancs. Or, Napoléon mésestime la très grande capacité de résistance des soldats anglais et allemands. En outre, il ne connaît pas la position adoptée par Wellington. Les emplacements, tel le château d'Hougoumont, sont mal indiqués sur la carte. Cela conduira à des erreurs tactiques très coûteuses en vie humaine.

La première de celle-ci fut commise lors de la formation en phalange du corps de Drouot d'Erlon. Même si nous ne savons pas avec exactitude les raisons qui ont amené les divisions à se former de cette façon, nous pouvons être sûrs que cela n'est pas le fait de Napoléon puisqu'il laissait beaucoup de latitude à ses généraux pour les détails tactiques. Lorsqu'il a vu le résultat, il était trop tard pour changer les dispositions. Les Prussiens ayant été signalés sur la droite, près de Saint-Lambert, il lui fallait procéder de cette façon. Quoi qu'il en soit, les bataillons étant beaucoup trop serrés les uns contre les autres, la phalange d'Erlon s'est révélée très vulnérable aux coups de la cavalerie de

Wellington. Sans possibilité de se former en carré, elle n'avait aucune chance de lui résister.

La suite est encore plus confuse. Le bombardement incessant de la grande batterie ayant forcé Wellington à faire reculer l'armée, Ney en a déduit que ce dernier se retirait du champ de bataille. Par conséquent, ayant pour but d'accélérer la défaite de l'ennemi, il a donné l'ordre au général Delort de charger avec ses cuirassiers, ce qui semble avoir provoqué un effet d'entraînement dans les autres escadrons. Plus de 6000 cavaliers ont chargé avec le maréchal sans même avoir l'appui de l'infanterie. Depuis son promontoire de Belle-Alliance, Napoléon, comme pour la formation du corps de Drouet-d'Erlon, a certainement vu ce mouvement se dessiner. Mais, d'après les écrits du Mémorial, on constate qu'il a sous-estimé la capacité de résistance de la ligne anglaise. Vouée à l'échec, cette charge de cavalerie a fait dévier Napoléon de ses objectifs principaux dont le premier consistait à prendre la Haye-Sainte afin de s'en servir comme point d'appui pour enfoncer le centre de Wellington. Mis devant le fait accompli, comme il veut le faire croire, il aurait dit : « - Voilà un mouvement prématuré qui pourra avoir des résultats funestes sur cette journée. » Soult se serait alors emporté contre Ney en disant : « - Il nous compromet comme à Iéna. » L'Empereur aurait alors repris : « - C'est trop tôt d'une heure, mais il faut soutenir ce qui est fait¹⁶⁸. » Or, sauf en envoyant davantage de cavalerie dans la fournaise, il n'a rien fait pour soutenir cette action, car à aucun moment, l'infanterie n'a été engagée en soutien de la cavalerie.

Et pourtant, la division du général Bachelu et la Garde attendaient là, l'arme au pied. De 15h00 à 17h00, Ney a chargé le plateau quatre fois. Il n'a réussi qu'à faire détruire la cavalerie. Vers 17h30, Napoléon revient à son plan initial et ordonne l'attaque de la Haye-Sainte. La ferme est prise mais les pertes sont lourdes. Le centre anglais commence à vaciller. Maintenant à proximité, l'artillerie creuse des trous béants dans la ligne anglaise. C'est à ce moment qu'il aurait fallu attaquer avec la Garde. Mais, Napoléon doit d'abord faire protéger son flanc droit menacé par les Prussiens. La brèche colmatée à Plancenoit, il aurait pu se retirer en bon ordre du champ de bataille et sauver

¹⁶⁸ Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815, op. cit.*, p. 97. - *Œuvres de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, op. cit., p. 297.

l'armée du désastre. La retraite n'étant évidemment pas une option, il décide de jouer sa dernière carte.

Or, il est déjà trop tard. Wellington a déjà raffermi son centre. La brèche, qui semblait s'être ouverte une demie heure plus tôt, vient de se refermer. Sans cavalerie pour la soutenir, la Garde devra monter seule à l'assaut. Pour encourager les troupes à donner un dernier effort, Napoléon fait répandre dans les rangs de l'armée que Grouchy arrive sur le champ de bataille. Avec les documents à l'appui, nous savons qu'il n'a jamais compté sur l'arrivée du maréchal pour vaincre les Anglais. En conséquence, les grognards n'avaient donc aucune chance de faire sauter le verrou anglais, d'autant plus que ce sont les Prussiens, et non Grouchy, qui surviennent. Lorsqu'ils arrivent devant Maitland et ses soldats, ils sont arrêtés par une salve meurtrière. La mitraille venant de tous les côtés, les grognards sont forcés de reculer. C'est à ce moment que le mot fatidique circule dans les rangs : « la Garde recule ! » Presque au même moment, on annonce que le corps de Ziethen arrive sur le champ de bataille. Dès lors, le mot trahison circule dans les rangs. Le bluff de Napoléon s'est retourné contre lui. D'un coup, l'armée française s'écroule. C'est la débandade. Seule la Garde et la division du général Durutte se replient en bon ordre. À Plancenoit, accablé par les Prussiens qui n'en finissent plus d'arriver, le corps de Lobau et les éléments de la Garde lâchent sous la pression. Napoléon doit abandonner la Belle-Alliance et battre en retraite vers Gennape. Le désastre est consommé.

Jamais Napoléon n'avait mené une bataille de façon aussi maladroite. Lui et ses maréchaux ont multiplié les erreurs tactiques, ce qui a entraîné la défaite. Avec des soldats d'une telle valeur, animée d'une telle rage de vaincre, il semblait impossible de perdre. Mais la situation n'était plus celle de 1805. L'armée n'était pas rodée et Napoléon devait composer avec les impératifs politiques. En conséquence, même s'il a souvent touché la victoire du bout des doigts, le désastre n'a rien de surprenant. Sur le plan des pertes, les chiffres concernant la bataille de Waterloo sont différents d'un auteur à l'autre. Pour les alliés, il oscille entre 20 000 et 22 000 hommes. En ce qui concerne celui de l'armée française, il est impossible à déterminer avec précision, car la seconde abdication a entraîné trop de désertions. Néanmoins, les auteurs estiment les pertes entre 25 000 et 30 000 morts et blessés. Pour toute la campagne, les Alliés dénombrent entre 25 000 et

30 000 morts tandis que les pertes françaises, avec les 7000 prisonniers tombés aux mains des Prussiens, se situent entre 45 000 et 50 000. Bien que nous ne sachions pas avec exactitude le chiffre des pertes, nous ne pouvons douter que, comme l'a si bien chanté Serge Lama, que le soleil d'Austerlitz s'est effectivement éteint à Waterloo.

Conclusion

Le 18 juin au matin, Paris est réveillé par le canon des Invalides. C'est le signal d'une victoire remportée sur le champ de la bataille. Piqué de curiosité, le peuple accourt aux Tuileries, à la Place Vendôme et au Palais Royal. Sur place, les badauds se voient distribuer une dépêche de six lignes qui annonce la victoire de l'Empereur devant Ligny. On peut y lire que les armées de Wellington et de Blücher ont été détruites. On annonce avoir fait plus de 25 000 prisonniers. Dans toute la France, partout où l'on apprend la nouvelle, l'exaltation est à son comble. On semble redécouvrir les beaux jours de gloire de l'Empire¹. « Depuis Fontainebleau jusqu'aux frontières, il ne paraît régner qu'un seul sentiment, celui de défendre la cause nationale jusqu'à la dernière extrémité. Dans le Jura et sur toute la ligne frontière que nous avons parcourue, toute la population est armée². » Le lendemain, la joie règne toujours dans les rues de Paris et au ministère de la Guerre. Davout a reçu une lettre de Soult qui confirme la défaite prussienne : « On dit que la perte de l'ennemi est de 50 000 hommes. La déroute est complète du côté des Prussiens. On entendra pas parler d'eux de sitôt. Quant aux Anglais, on verra aujourd'hui ce qu'ils deviendront. L'Empereur est là³. » Le contenu de cette lettre laisse songeur, car même si ce n'est pas Soult qui l'a rédigée de sa main, il est très difficile de départager la part d'exaltation et d'exagération probablement calculée. Quoi qu'il en soit, son effet ne se dément pas. Depuis Besançon, Dijon et Bordeaux, les généraux Jourdan, Chamberlac et Clausel écrivent que la victoire de Ligny galvanise le peuple et consterne les opposants de tous les partis⁴.

¹ *Le Moniteur*, dimanche, 18 juin 1815 - *Journal des Débats*, lundi, 19 juin 1815. Émile Champion LA BRETONNIÈRE, *Souvenirs du Quartier Latin*. Paris, L. Marpon, 1863, 268-269. – Miot de MÉLITO, *Mémoires*. Paris, M. Lévy, 1858, tome III, p. 437. – Helen-Maria WILLIAM, *Anglaise résidant à Paris, Relation des événements qui se sont passés en France depuis le retour de Napoléon Bonaparte, au 1^{er} mars 1815 jusqu'au traité du 20 novembre : suivi d'observations sur l'état présent de la France et de l'opinion publique. Traduit de l'Anglais et accompagné de notes critiques et d'anecdotes curieuses par M. Breton de la Martinière*. Paris, Dentu, 1816, p. 144-145. – Jean-Baptiste-Joseph-Innocent-Philadelphie REGNAULT-WARIN, *Cinq mois de l'histoire de France, ou fin de la vie politique de Napoléon*. Paris, Plancher, Eymery, Delaunay Panckoucke. 1815, p. 433.

² John Cam HOBHOUSE, *Lettres écrites de Paris pendant le dernier règne de l'Empereur Napoléon, adressées principalement à l'honorable Lord Byron, suivies d'un appendice contenant des documents officiels*. Gand, Houdin-Bruxelles, Weissembruch, 1817, tome II, p. 52.

³ SHD, C15/5 *Armée du Nord*, le maréchal, duc de Dalmatie, major général au prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, le maréchal Davout, Fleurus, 16 juin au soir, 1815. (Lettre écrite par un officier d'état-major)

⁴ SHD, C16/22, *correspondance générale pendant les Cent Jours*, le maréchal Jourdan au prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, le maréchal Davout, Besançon, 20 juin 1815. - Lieutenant-général

Comme Napoléon l'avait prévu avant d'entrer en campagne, l'annonce de la victoire a des effets tonifiants sur l'opinion. L'accomplissement d'un coup d'éclat était le seul et unique calcul envisageable. La Chambre, si frondeuse d'ordinaire, se rallie derrière l'Empereur : « Aujourd'hui pour la première fois, la Chambre a développé, presque à l'unanimité, le désir de faire tout ce qu'exigeront les besoins de l'État⁵. » Lanjuinais saisit l'opportunité. Il écrit à Joseph pour lui assurer que, dans le corps législatif, l'Empereur n'a que des admirateurs et des amis intrépides dont même les plus grands revers n'ébranleront pas le dévouement⁶. Sous le coup de la victoire, la presque totalité du pays se range derrière Napoléon. Dans la mesure du possible, il peut tout espérer de lui, soutien de l'administration, des hommes et de l'argent, car, maintenant, le règlement d'emprunt sur les propriétaires sera sans aucun doute approuvé. Comme à Austerlitz, les brumes semblent se dissiper. Se souvenant de cette période, Mathieu Dumas avait bien raison d'écrire dans ses Mémoires : « Le succès de Ligny me causa une grande joie. Il semblait changer la face des choses⁷. » Mais, du côté des agioteurs, l'atmosphère n'est pas aux réjouissances. *Le Moniteur* rapporte que, du 15 au 20 juin, la rente tomba de 57 francs à 53 francs⁸. Ayant escompté une défaite de l'Empereur, ils avaient acheté dans l'espoir de revendre quand la paix aurait entraîné une hausse des cours. À la nouvelle de la victoire, ils se dépêchent tous de liquider leurs titres avant que les cours ne s'effondrent. Dans les salons du faubourg Saint-Germain et chez l'ensemble des royalistes, la déception est palpable. Bien peu estiment que le Roi reviendra un jour sur le trône⁹.

Toutefois, l'optimiste ne dure pas. Dans les milieux politiques, et même chez les proches de l'Empereur, on s'inquiète de ne pas avoir plus de renseignements sur la

Chamberlac, au prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, le maréchal Davout, Dijon, 20 juin 1815. – Lieutenant-général Clausel, au prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, le maréchal Davout, Bordeaux, 24 juin 1815.

⁵ Archives nationales, AF/IV/1933, Théophile Berlier à Hugues-Bernard Maret, duc de Bassano, Paris, 19 juin 1815.

⁶ Joseph BONAPARTE, *Mémoires et correspondance politique et militaire du roi Joseph*. Paris, Perrotin, 1853-1854, vol X, p. 235.

⁷ Comte Mathieu DUMAS, *Souvenirs du lieutenant-général comte Mathieu Dumas, de 1770 à 1836, publié par son fils*. Paris, Gosselin, 1839, tome III, p.572.

⁸ *Le Moniteur*, éditions du 16 au 21 juin 1815. – REGNAULT-WARIN, *Cinq mois de l'histoire de France*, op. cit., p. 433-434.

⁹ M. VILLEMAIN, *Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature*. Paris, Didier et Cie, 1857, p. 256. – Antoine-Claire comte THIBAUDEAU, *Mémoires : 1799-1815*. Paris, Jules Renouard, 1834, tome X, p. 358-363.

bataille de Ligny. Habituellement, un bulletin plus détaillé est publié dans les heures qui suivent l'annonce d'une victoire. Mais, sans nouvelles officielles, on commence à spéculer sur le caractère décisif de cette victoire. Il semble que les pertes soient beaucoup plus élevées et que le succès n'est en rien comparable avec celui d'Austerlitz. Alarmé par les bruits qui circulent, Lucien demande à son frère de ne pas faire tonner le canon pour célébrer la victoire¹⁰. Enfin, la nouvelle tombe dans l'après-midi du 20 juin. Joseph reçoit deux lettres de l'Empereur qui ne cachent rien du désastre. La première, destinée au conseil des ministres, annonce très imparfaitement la défaite de Waterloo. Mais la deuxième, à l'intention de Joseph, semble beaucoup plus criante de vérité.

Tout n'est point perdu. Je suppose qu'il me restera, en réunissant mes forces, cent cinquante mille hommes. Les fédérés et les gardes nationaux qui ont du cœur, me fourniront cent mille hommes. Les bataillons de dépôt cinquante mille. J'aurai donc trois cent mille soldats à opposer de suite à l'ennemi. J'attellerai l'artillerie avec les chevaux de luxe. Je lèverai cent mille conscrits. Je les armerai avec les fusils des royalistes et des mauvaises gardes nationales. Je ferai lever en masse le Dauphiné, le Lyonnais, la Bourgogne, la Lorraine, la Champagne. Mais il faut qu'on m'aide et qu'on ne m'étourdisse point¹¹.

Cet extrait n'est pas l'original, parce que Chaboulon n'en a pas gardé de copie. Toutefois, nous croyons que l'esprit, le sens et les termes employés sont conformes à la vérité historique. Dans sa relation de Sainte-Hélène, Napoléon s'exprime dans les mêmes termes.

La position de la France était critique après la bataille de Waterloo, mais non désespérée : tout avait été préparé dans l'hypothèse qu'on échouât dans l'attaque de la Belgique. 70 000 hommes étaient ralliés le 27 entre Paris et Laon; 25 à 30 000 hommes, y compris les dépôts de la Garde, étaient en marche de Paris et des dépôts. Le général Rapp, avec 25 000 hommes de troupes d'élite, devait être arrivé dans les premiers jours de juillet sur la Marne; toutes les pertes du matériel de l'artillerie étaient réparées. Paris seul contenait cinq cent pièces de campagne, et on en avait perdu que cent soixante et dix. Ainsi une armée de 120 000 hommes, égale à celle qui avait passé la Sambre le 15, ayant un train d'artillerie de trois cent cinquante bouches à feu, couvrirait Paris au 1^{er} juillet¹².

Lorsque Napoléon écrit la première lettre, on voit qu'il n'a pas encore mesuré toute l'étendue du désastre, tandis que, dans l'extrait de son récit, bien qu'on sente une

¹⁰ BARANTE, *Souvenirs : 1782-1866*. Paris, Calmann-Lévy, 1890-1901, tome II, p. 153. - John Cam HOBHOUSE, *Lettres écrites de Paris, op. cit.*, p. 53.

¹¹ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent Jours : annoté par Napoléon*. Paris, Bibliothèque des Introuvables, 2006, tome II, p. 155.

¹² Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène, campagne de 1815, publié dans la Correspondance de Napoléon 1^{er}. Paris, Plon, tome 31, p. 205.

trace de négation, il écrit pour accabler les députés qui l'ont abandonné, car il insiste sur le fait que tout pouvait encore être sauvé. Dans les heures qui suivent, il prend conscience qu'il pourra difficilement retourner la situation puisqu'il n'est pas sans savoir que les finances ne sont pas en état de soutenir une guerre de longue durée. Après avoir multiplié les reconnaissances de dettes et les émissions de bons du trésor, la dette du pays est passée de 123 millions de francs à 639 millions de francs¹³. Le coût mensuel de l'armée étant estimé à 11 millions de francs, comment pourra-t-il faire pour la maintenir sur pied deux mois de plus alors que les caisses sont vides¹⁴?

Quoique centrale, la question financière n'est pas seule en cause car, même si l'argent n'avait pas été un problème, il aurait été bien difficile de remplacer tous les chevaux ainsi que la totalité du matériel perdu. Concernant les chevaux, la cavalerie ayant été presque détruite à Waterloo, il semble que le problème soit insoluble. Une année de paix n'a pas suffi à reconstituer le cheptel décimé par les campagnes de 1812, 1813 et 1814. Afin de rééquiper l'armée et lui redonner toute sa mobilité, il a réquisitionné 8000 chevaux dans les départements tandis que les gendarmes et les relais de diligences furent pratiquement dépouillés. Quant aux chevaux manquants, ils ont été achetés à prix d'or chez les fournisseurs. En tout, Napoléon a réussi à reconstituer un parc de 41 000 montures, dont 26 000, parmi les meilleures, furent réservées à l'*Armée du Nord*¹⁵. Ainsi, même avec la plus grande volonté du monde, les préfets ne pourront pas faire une deuxième réquisition. Le cheptel est épuisé. Si les combats se poursuivent, l'armée devra se contenter de chevaux de qualité inférieure, ce qui handicapera de façon certaine sa mobilité et son efficacité.

¹³ Archives nationales, AF/IV/1934, Rapport du ministre des Finances à Sa Majesté impériale, le 7 juin 1815.

¹⁴ Archives nationales, AF/IV/1941, Copie du rapport à Sa Majesté l'Empereur, budget de la guerre 1815, remis le 28 mars 1815.

¹⁵ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21810, Paris, 15 avril 1815. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21823, Paris, 18 avril 1815 – Archives nationales, AF/IV/1941, Bureau des remotes et harnachements. Répartition entre les départements de 8000 chevaux de cavalerie légère à lever par réquisition en exécution de l'ordre de Sa Majesté en date du 18 avril 1815. – Archives nationales, AF/IV/1941, ministère de la Guerre. État de répartition des fonds à faire aux légions de la gendarmerie impériale qui doivent fournir des chevaux pour le remonte de la cavalerie, arrêté par le ministre de la Guerre à Paris le 19 avril 1815. – SHD C16/9, Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours, le commissaire ordonnateur Barbier, chef de la 9^e division du ministère de la Guerre au Baron Salamon, chef de la 11^e division du même ministère, 25 avril 1815. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21845, Paris, 27 avril 1815.

On a vu également que l'approvisionnement en fusils constitue un problème de taille. Dès son arrivée aux Tuileries, Napoléon a souhaité que les ateliers de France produisent 25 000 fusils par mois. Mais, en raison des problèmes structuraux liés à l'industrie, c'est-à-dire au manque de matières premières, d'ateliers de fabrication et de main-d'œuvre, on atteint à peine le chiffre de 20 000. Pour compenser, Davout a été obligé de se tourner vers la réparation. Même si presque tous les fusils défectueux furent réparés, cela fut à peine suffisant pour armer les soldats qui sont aux frontières. La garde nationale, sur laquelle Napoléon compte pour combler les pertes subies pendant la campagne, manque cruellement de fusils¹⁶. De plus, la majorité des fuyards qui rejoignent la place forte de Laon ont abandonné leurs armes pour accélérer leur fuite, tandis que de nombreux cavaliers ont abandonné leurs chevaux. Par conséquent, la situation est encore plus grave que lors de son retour d'exil¹⁷.

En ce qui concerne l'habillement, plus précisément les uniformes et les souliers, la situation n'est guère plus encourageante parce que l'argent manque pour recommencer la production. Dès le début du mois d'avril, Davout avait estimé le coût total pour cet objet à 14 millions de francs. Cette somme était nécessaire pour payer les arriérés de 1813 et 1814. Afin de remédier à ce problème, ce dernier a suggéré à l'Empereur de débloquer près de cinq millions à titre d'avance aux fournisseurs. Celui-ci lui accorde 13 millions, mais en débloque seulement deux, ce qui a retardé jusqu'au mois de mai la confection de souliers et d'uniforme¹⁸. Même avec l'emploi des réserves de souliers et d'uniformes à l'intérieur des dépôts, les troupes ont eu à peine de quoi se vêtir. Ainsi, les hommes de la garde nationale ont été laissés pour compte, ce qui fait que la majorité d'entre eux portent toujours leurs habits civils. Avec le désastre qui vient de survenir, il serait surprenant que les fabricants consentent de nouvelles avances à l'Empereur. Bien qu'on ignore les détails de l'entente, Daru avait réussi à négocier avec certains d'entre eux pour débiter la

¹⁶ *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21732, Paris, 27 mars 1815. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre à Paris, 21811, Paris, 15 avril 1815. - SHD, C16/9, Correspondance militaire générale pendant les Cents Jours, le ministre de la Guerre, Paris, le 24 avril 1815. Le destinataire n'est pas identifié.

¹⁷ SHD, C15/5 *Armée du Nord*, le maréchal, duc de Dalmatie, major général à l'Empereur, Rocroy, le 20 juin 1815.

¹⁸ Archives nationales, AF/IV/1941, Rapport à Sa Majesté l'Empereur, Maréchal Davout, prince d'Eckmühl, Paris, 5 avril 1815. - *Correspondance du maréchal Davout*, 1603, Au comte Mollien, ministère du Trésor, 17 avril 1815. - *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Au général Caffarelli, aide de camp de l'Empereur à Paris 21891, Paris, 11 mai 1815.

production. Mais, en raison de la situation du moment, il est évident qu'un nouvel accord relève du domaine de l'impossible et cela d'autant plus que les fabricants qui l'ont accepté ne l'ont pas tous respecté. La livraison de drap ayant souffert de délai, cette situation a poussé Davout à prendre des mesures expéditives¹⁹. Sans argent, sans chevaux, sans fusils et sans effets d'habillement, Napoléon ne pourra pas appeler les volontaires et obliger les conscrits à s'amasser dans les dépôts. C'est d'ailleurs l'une des causes qui l'ont forcé à ne pas recourir immédiatement à la conscription. Sans argent et sans matériel, puisqu'il n'a pas obtenu cette victoire décisive devant lui apporter la confiance des financiers, il ne pourra pas renvoyer l'armée au combat, d'autant plus que les coalisés sont de loin supérieurs en nombre, car pour protéger les frontières du nord et des Ardennes, Davout écrit, le 23 juin, qu'il ne reste que 52 000 hommes. Cela comprend les restes de *l'Armée du Nord*, les gardes nationaux et les militaires à la retraite. Quant aux autres corps d'armée qui gardent les frontières, il est évident qu'ils ne pourront pas repousser l'invasion des Russes et des Autrichiens²⁰. Ainsi, ayant échoué à détruire les armées prussiennes et anglaises, Napoléon doit comprendre que ce n'est plus qu'une question de jours avant qu'ils ne passent la frontière.

En attendant, la nouvelle du désastre commence à circuler dans les hautes sphères du pouvoir. Joseph, qui a convoqué les ministres à l'Élysée, les informe de la défaite qui vient de survenir. Il leur demande de garder le silence le plus longtemps possible. Sitôt sorti de la réunion, Fouché fait répandre la nouvelle par ses complices jacobins, Manuel et Jay. Ceux-ci la colportent dans tous les milieux libéraux et, très vite, la Chambre des représentants est en émoi²¹. La nouvelle de la défaite, dont on ne connaît pas encore l'ampleur, frappe de plein fouet les milieux politiques. Ceux qui furent si prompts à donner leur soutien indéfectible à l'Empereur lorsqu'ils ont appris la victoire de Ligny retournent maintenant leur veste. Fouché ne pouvait rêver mieux. Maintenant qu'il a

¹⁹ *Correspondance du maréchal Davout*, 1603, Au comte Lobau, 4 mai 1815.

²⁰ Archives nationales, AF/IV/1936, *Rapport du ministre de la Guerre à la commission exécutive*. Paris, le 23 juin 1815. Ce rapport est reproduit à l'annexe F qui donne davantage de détails sur la situation des autres corps d'armée qui se tiennent sur toute les frontières.

²¹ Comte de PONTÉCOULANT, *Souvenirs historiques et parlementaires, extraits de ses papiers et de sa correspondance : 1764-1848*. Paris, M. Lévy, 1861-1865, tome III, p. 378. - Antoine-Claire comte THIBAudeau, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 394. - M. VILLEMAIN, *Souvenirs contemporains*, *op. cit.*, p. 269-272. Duc de ROVIGO, *Mémoires pour servir à l'histoire de l'Empereur Napoléon*. Paris, Bossange, 1828, tome VIII, p. 138-139.

allumé l'incendie, il ne lui reste qu'à attiser les flammes. Son but est de renverser Napoléon afin de se positionner favorablement pour la suite des choses dont il n'a pas encore, faut-il le souligner, la moindre idée. Orléans, Louis XVIII ou la République, il s'ajustera au gré des événements. D'ailleurs, n'avait-il pas dit à Pasquier : « L'Empereur gagnera une ou deux batailles, il perdra la troisième; et alors notre rôle commencera²². »

De leur côté, sous le choc de la défaite, les députés craignent la répétition d'une nouvelle campagne de France dont le dénouement ne sera guère différent. Néanmoins, le retour de Napoléon à Paris déconcerte quelque peu Fouché, car cela peut le gêner dans l'aboutissement de son intrigue. Il sait que l'Empereur va demander le soutien des Chambres afin qu'elles lui donnent des pouvoirs dictatoriaux pour repousser l'envahisseur. Fouché n'est pas sans savoir que les Chambres, surtout celle des représentants, ne donneront jamais des pouvoirs de cette nature à un homme qui vient d'être vaincu sur le champ de bataille. Mais Napoléon pourrait décider de les prendre lui-même. Une telle éventualité pourrait s'avérer fatale à ses ennemis politiques. Déjà compromis avec Metternich, il est conscient de la précarité de sa vie si une telle chose survenait. Il décide de passer à l'action et de miner davantage le pouvoir de l'Empereur afin de le pousser à l'abdication. Aux libéraux, dont Lafayette semble être devenu le champion, il dit que Napoléon revient furieux; qu'il veut dissoudre la Chambre et prendre la dictature. Par conséquent, il l'implore de pousser les députés à agir avant qu'il ne soit trop tard.

Aux partisans de l'Empereur, comme Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, il prétend que la fermentation est extrême dans l'Assemblée, que la majorité est déjà prête pour voter la déchéance. Mais, afin d'éviter une humiliation personnelle à l'Empereur et préserver le pays de l'invasion et du démembrement, il ajoute que l'abdication volontaire est la meilleure porte de sortie. Il ajoute encore que cela pourrait permettre de sauver la dynastie, puisque les coalisés, ayant entrepris la guerre contre Napoléon, ne s'opposeront sûrement pas au couronnement de Napoléon II²³. En excitant les craintes des uns vis-à-vis des autres, Fouché accentue la polarisation entre les députés libéraux et le gouvernement

²² PASQUIER, *Mémoires du chancelier Pasquier*. Paris, Plon, 1894, t III, p. 195.

²³ LAFAYETTE. *Mémoires, correspondance et manuscrits*. Bruxelles, Société belge de librairie, 1837-1839, tome V, p. 522. - THIBAUDEAU, *Mémoires, op. cit.*, p. 394. - Comte de PONTÉCOULANT, *Souvenirs historiques, op. cit.*, p. 378. - Lucien BONAPARTE, *La vérité sur les Cent Jours*. Paris, Ladvocat, 1835, p. 35-36-37.

impérial, ce qui lui permet de manœuvrer à sa guise sans être démasqué dans son double jeu.

Lorsqu'il revient à l'Élysée au matin du 21 juin, Napoléon est accueilli par Caulaincourt auquel il fait part de ses sentiments.

L'armée avait fait des prodiges, une terreur panique l'a saisie, tout a été perdu. . . Ney s'est conduit comme un fou; il m'a fait massacrer ma cavalerie. Mon intention est de réunir les deux Chambres en séance impériale. Je leur peindrai les malheurs de la France; je leur demanderai les moyens de sauver : après cela je repartirai. – Sire, lui répondit M. de Vicence, la nouvelle de vos malheurs a déjà transpiré. Il règne une grande agitation dans les esprits; les dispositions des députés paraissent plus hostiles que jamais; et puisque Votre Majesté daigne m'écouter, je dois lui dire, qu'il est à craindre que la Chambre ne réponde point à votre attente. Je regrette, Sire, de vous voir à Paris. Il eût été préférable de ne point vous séparer de votre armée; c'est elle qui fait votre force, votre sûreté. – Je n'ai plus d'armée, je n'ai que des fuyards, je n'ai que des hommes, mais comment les armer? Je n'ai plus de fusils. Cependant, avec l'union, tout pourra se réparer. J'espère que les députés me seconderont; qu'ils sentiront la responsabilité qui va peser sur eux; vous avez mal jugé, je crois, de leur esprit; la majorité est bonne, est française. Je n'ai contre moi que La Fayette, Lanjuinais et Flaugergue et quelques autres. Ils ne veulent pas de moi, je le sais. Je les gêne. Ils voudraient travailler pour eux. . . Je ne les laisserai pas faire. Ma présence ici les contiendra²⁴.

Bien que Napoléon soit conscient des difficultés financières et logistiques de l'armée puisque c'est pour cette raison qu'il souhaite réunir les Chambres en séance impériale, il n'a pas compris les causes de la défaite. Contrairement à 1805, l'armée ayant été formée très rapidement, celle-ci n'a pas bénéficié d'une période nécessaire de rodage, ce qui aurait permis à Napoléon d'effectuer des ajustements. Il va de soi que Ney et bien d'autres portent une part de responsabilité dans la défaite, mais le mal est beaucoup plus profond. Dans un rapport non signé, un général, probablement Flahaut, fait part à Davout de ses observations dont les premières concernent directement l'Empereur. Dans un premier temps, il écrit que ce dernier ne pense qu'à la victoire, qu'il ne prend aucune précaution en cas de malheur. À titre d'exemple, il critique l'attaque de la Garde contre les positions anglaises sur le Mont Saint-Jean.

Le 18, l'Empereur l'a fait attaquer par les 2^e 1^{er} et 6^e corps sans succès : au contraire, vers le soir, un corps prussien s'est présenté sur notre droite et a fini par s'emparer du village de Panchenoit (sic), tandis que l'Empereur au lieu d'évacuer le champ de bataille et de prendre position en retirant sa droite a jeté témérairement toute sa garde sur le centre de

²⁴ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent Jours*, op. cit., p. 166.

l'ennemi, opération qui n'a point eu de succès et qui a entraîné la déroute la plus complète et la plus précipitée parce qu'il ne restait aucune troupe qui n'eût été engagée²⁵.

Si Napoléon a agi contre toutes les règles de la prudence en lançant la Garde sur les positions anglaises alors qu'il aurait dû revenir en arrière, c'est justement parce qu'il y fut contraint. La situation politique étant ce qu'elle était, il se devait de remporter la victoire. Par conséquent, étant le chef de l'État, il n'avait pas la même liberté qu'un quelconque général qui, devant une telle situation, aurait vraisemblablement fait sonner la retraite. À la lecture de ce rapport, on comprend que les hommes de troupe et les officiers ne saisissent pas les enjeux du moment. Par ailleurs, le général souligne que Napoléon ne visite plus le champ de bataille, qu'il donne des ordres rares et décousus, de sorte qu'il n'existe aucun ensemble dans les dispositions et dans l'exécution²⁶. La première affirmation se doit d'être nuancée. S'il est vrai que Napoléon n'a pas la même méticulosité qu'à Austerlitz concernant l'observation de l'état du terrain, il a tout de même fait exécuter plusieurs missions de reconnaissance pour connaître la force de la position anglaise. En cela, il faut rendre justice à Wellington d'avoir choisi une excellente position défensive.

En ce qui concerne la transmission des ordres, l'auteur du rapport fait sûrement référence à la matinée du 17 juin où Napoléon a beaucoup tardé avant de prendre une décision, ce qui a permis à Wellington de se retirer vers le Mont Saint-Jean. Quant à la nature plutôt ambiguë de ses ordres, cette remarque concerne les instructions qu'il a données à Grouchy. Lui fallait-il poursuivre les Prussiens ou simplement les observer? La question reste ouverte. Dans le premier cas de figure, les forces mises à la disposition du maréchal n'étaient pas assez nombreuses pour contrer un éventuel retour des Prussiens. D'un autre côté, comme Soult l'a souligné, ce fut une erreur de détacher un corps d'armée de cette importance afin de poursuivre une armée qu'on croyait en déroute. Quant à la charge de cavalerie opérée par le maréchal Ney contre le centre anglais, Napoléon a dit à Caulaincourt que Ney était responsable de l'échec et de la destruction de ce corps. Or, la réalité est beaucoup plus complexe. En raison de l'impossibilité physique

²⁵ SHD, C15/5 *Armée du Nord*, Un général dont l'emploi lui permet d'approcher l'Empereur, au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, Avesnes, 20 juin 1815.

²⁶ SHD, C15/5 *Armée du Nord*, Un général dont l'emploi lui permet d'approcher l'Empereur, au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, Avesnes, 20 juin 1815.

pour Napoléon de ne pas voir le déploiement de plusieurs milliers de cavaliers en ligne de bataille, nous croyons qu'il a approuvé l'initiative du maréchal Ney. Pour les autres charges, il porte une lourde responsabilité puisqu'il n'a pas fait soutenir le mouvement par l'infanterie. De plus, même après l'échec de la première charge, Napoléon a laissé Ney remonter à l'assaut des positions anglaises à trois autres reprises. En conclusion, il faut admettre qu'il croyait la percée possible.

L'auteur du rapport anonyme ne blâme pas uniquement Napoléon. Il observe que l'armée était handicapée par de nombreuses carences qui lui ont été fatales pendant la bataille. Selon lui, celle-ci ne formait pas un ensemble puisque les chefs de corps ont fait ce qu'ils voulaient sur le champ de bataille. Dans ces conditions, il était impossible pour elle d'effectuer un mouvement coordonné²⁷. Les exemples qui prouvent cette affirmation sont nombreux, mais trois suffiront pour en faire la démonstration. Le premier réside dans l'incurie du général Vandamme lors de la traversée de la Sambre. On se souviendra que, malgré les ordres reçus, celui-ci a démontré beaucoup de mauvaise volonté à s'exécuter, ce qui a entraîné un retard considérable dans l'accomplissement des opérations. Le deuxième est signalé le 16 juin lors des batailles de Ligny et Quatre-Bras. Au matin, malgré les ordres donnés par le maréchal Ney pour effectuer la concentration de l'aile gauche de l'armée, Reille a décidé, de son propre chef, de ne pas faire bouger son corps. Avant de faire le moindre mouvement, il a attendu d'avoir plus de renseignements sur les événements devant Fleurus. De ce fait, il a retardé l'offensive de Ney devant les Quatre-Bras et paralysé le corps de Drouet-d'Erlon qui devait, selon les plans de l'Empereur, effectuer une manœuvre sur les arrières de l'armée prussienne. Il faudra que Ney réitère son ordre pour que Reille consente à faire mouvement. Pour ce qui est de Drouet d'Erlon, son comportement durant cette journée n'est pas au-dessus de la critique. Obéissant tour à tour aux ordres de Napoléon et du maréchal Ney, il a erré toute la journée entre Ligny et les Quatre-Bras sans participer à aucun combat.

En outre, bien que les hommes soient presque tous des vétérans, l'auteur du rapport constate que la discipline laisse également à désirer : « Les liens de la discipline sont absolument détruits entre les soldats et les officiers, entre les officiers et les

²⁷ SHD, C15/5 *Armée du Nord*, Un général dont l'emploi lui permet d'approcher l'Empereur, au maréchal Davout, prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, Avesnes, 20 juin 1815.

généraux : on se considère comme des croisés qui suivent les mêmes aventure, mais sans devoir les uns à l'égard des autres²⁸. » L'auteur anonyme fait directement référence à l'esprit de suspicion qui règne dans l'armée. Les soldats soupçonnent les généraux et ceux-ci se méfient les uns des autres. La trahison de Bourmont, quoi qu'il nous soit difficile d'en évaluer l'impact, n'a sûrement pas atténué la méfiance et l'indiscipline au sein des troupes. On voit que la défaite de 1814 et l'abdication ont laissé des plaies très profondes chez l'ensemble des militaires. Il n'y a plus cet esprit de corps qui existait depuis 1805. Ayant pris son commandement moins de trois jours avant le début de la campagne pour les considérations politiques et financières évaluées dans les chapitres II, III, IV et V, Napoléon n'a pu y déceler les carences existantes. Dans le cas contraire, même s'il a vu tout ce qui n'allait pas au sein des troupes, nous avons démontré qu'il ne pouvait différer plus longtemps le début de la campagne.

Dans ces conditions, sans ensemble ni coordination, l'armée, contrairement aux vœux de l'Empereur qui lui-même, pour des raisons multiples, révèle un déclin de ses aptitudes militaires, n'avait pas la capacité d'évoluer en deux ailes distinctes. Cela est d'autant plus évident que Ney, lorsqu'il a pris le commandement de l'aile gauche, n'avait pas de quartier général. Par conséquent, c'est la disposition tactique adoptée par Napoléon qui est la cause de cette multitude d'erreurs qui ont conduit au désastre. En cela, même la présence de Berthier n'y aurait rien changé. Cependant, compte tenu de sa volonté de vaincre rapidement et successivement Wellington et Blücher, il était impossible pour lui d'adopter d'autres dispositions afin de faire triompher la manœuvre sur position centrale qui consiste à évoluer entre les armées ennemies. Sans possibilité d'attendre l'ennemi sur le territoire national puisque la situation politique et stratégique ne le permettait pas, il se devait de prendre l'offensive. Ses choix tactiques étant très limités, la manœuvre employée afin d'entrer en Belgique est la seule qui peut présenter une chance de succès aux niveaux politiques et militaires.

Évidemment, lorsqu'il revient à Paris, Napoléon n'est pas en mesure de présenter une telle analyse de la défaite, car il devrait reconnaître ses responsabilités. Ney devient donc le bouc émissaire parfait. Dans son esprit, il importe peu de savoir pourquoi l'armée

²⁸ *Ibid.*

a échoué. Il faut que la France consente un nouvel effort pour rejeter l'ennemi hors des frontières. Quelques heures après son arrivée, Napoléon rassemble ses ministres et leur confie ses intentions.

Nos malheurs sont grands. Je suis venu pour les réparer; pour imprimer à la nation, à l'armée, un grand et noble mouvement. Si la nation se lève, l'ennemi sera écrasé; si, au lieu de levées, de mesures extraordinaires, on dispute tout est perdu. L'ennemi est en France. J'ai besoin pour sauver la patrie, d'être revêtu d'un grand pouvoir, d'une dictature temporaire. Dans l'intérêt de la patrie, je pourrais me saisir de ce pouvoir; mais il serait utile, plus national, qu'il me fût donné par les Chambres²⁹.

Tous les ministres, sauf Carnot qui propose qu'on déclare la patrie en danger, savent que le projet de l'Empereur n'a aucune chance de se réaliser. Napoléon est entré en campagne pour rallier le pays à sa personne. La victoire de Ligny a prouvé que son calcul n'était pas faux. S'il était revenu victorieux, il aurait probablement pu demander la dictature. Mais dès lors qu'il revient vaincu, tous savent qu'il aura beaucoup de difficultés à se maintenir sur le trône. De plus, Caulaincourt objecte à Carnot que l'occupation de la capitale par l'ennemi déciderait du sort d'une future campagne et qu'il faut agir de concert avec les parlements. Cambacérès et Bassano se joignent à cet avis³⁰. Davout, qui est présent au conseil, demeure très conscient de la situation. Il sait que les députés réagiront et qu'ils finiront par demander l'abdication. C'est pourquoi il propose à l'Empereur de dissoudre la Chambre.

En de pareils moments, il ne faut pas deux pouvoirs. Il n'en faut qu'un seul, assez fort pour mettre en œuvre tous les moyens de résistance et pour maîtriser les factions criminelles et les partis aveuglés dont les intrigues et les menés feraient obstacle à tout. Il faut sur l'heure proroger les Chambres conformément au droit constitutionnel. C'est parfaitement légal. Mais pour atténuer l'effet de cette mesure sur l'esprit des gens méticuleux, on peut annoncer la convocation des Chambres dans une ville de l'intérieur, qui sera ultérieurement désignée, pour une époque fixée à deux ou trois semaines d'ici, sauf à renouveler la prorogation si les circonstances l'exigent encore³¹.

La proposition de Davout conforte la position de Fouché. Son mensonge, ou son hypothèse de la dissolution des Chambres par l'Empereur se confirme. Il n'aura qu'à

²⁹ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent Jours*, op. cit., p. 167. - Gaspard GOURGAUD, *Campagne de 1815, ou relation des opérations militaires qui ont eu lieu en France et en Belgique pendant les Cent Jours; écrite à Sainte-Hélène*. Londres, J. Ridgway, 1818, p. 141.

³⁰ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent Jours*, op. cit., p. 168. - Hippolyte CARNOT, *Mémoires sur Lazare Carnot : 1753-1823*. Paris, Hachette et Cie, 1907, tome II, p. 510-512.

³¹ Louis-Nicolas DAVOUT, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl, par son arrière petit-fils le comte VIGIER. Précédé d'une introduction de Frédéric MASSON, *Les Cent Jours, 1815. Souvenir du maréchal prince d'Eckmühl*, op. cit., p. 278.

répandre l'idée que la proposition a été discutée au conseil de l'Empereur afin d'exciter davantage les parlementaires. Par contre, hypocritement du reste, il acquiesce à la suggestion de Caulaincourt. De son côté, conscient lui aussi que la Chambre n'appuiera jamais l'Empereur dans ses demandes, Decrès se range à l'avis de Davout et réclame les mesures les plus violentes. Regnault ajoute qu'il ne croit pas que les représentants vont consentir à seconder les vues de l'Empereur parce qu'ils sont persuadés qu'en raison de l'ampleur du désastre, il n'est plus en mesure de sauver la patrie. Pour finir, il dit craindre qu'un sacrifice ne soit nécessaire. L'Empereur l'interrompt aussitôt.

Parlez nettement, c'est mon abdication qu'ils veulent; n'est-ce pas? - Je le crois Sire, quelque pénible que cela soit pour moi, il est de mon devoir d'éclairer Votre Majesté sur sa véritable situation. J'ajouterai même qu'il serait possible, si Votre Majesté ne déterminait point, à offrir de son propre mouvement son abdication, que la Chambre osât lui demander³².

Sans le vouloir, Regnault vient de se faire le complice de Fouché. Il répète mot pour mot, sans avoir vérifié d'abord l'état des opinions dans les Chambres, ce que le ministre de la Police venait de lui dire plus tôt. Lucien lui réplique vivement.

Je me suis déjà trouvé dans des circonstances difficiles, et j'ai vu que plus les crises sont grandes, plus on doit déployer d'énergie. Si la Chambre ne veut point seconder l'Empereur, il se passera de son assistance. Le salut de la patrie doit être la première loi de l'État; et puisque la Chambre ne paraît point disposée à se joindre à l'Empereur pour sauver la France, il faut qu'il la sauve seul. Il faut qu'il se déclare dictateur, qu'il mette la France en état de siège, et qu'il appelle à sa défense tous les patriotes et tous les bons Français³³.

Lucien retrouve là ses vieux réflexes de brumaire. Mais refaire brumaire est impossible et l'Empereur le sait. Comment les fonctionnaires, dont beaucoup sont hostiles ou passifs face au régime, vont-ils accepter que les Chambres soient dissoutes? Cela risque de provoquer des troubles encore plus graves au sein des départements. La constitution ayant toujours favorisé la bourgeoisie dans les emplois gouvernementaux, la plupart des préfets sont des libéraux. Ils risquent donc de paralyser l'ensemble de l'appareil administratif. De plus, les maires, dont bon nombre sont royalistes, risquent de tirer avantage de la situation pour exciter de nouveau la révolte, sans compter qu'à cette date, le général Lamarque n'a pas encore mis fin à l'insurrection en Vendée. Évidemment, nous ne connaissons pas l'impact qu'une telle décision pourrait avoir, mais

³² Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent Jours*, op. cit., p. 169.

³³ *Ibid.*, p. 169.

nous savons que Napoléon ne veut pas s'y résoudre. Même s'il dissout la Chambre, la situation intérieure est telle, qu'il ne sera pas en mesure d'unir les Français derrière lui afin de repousser l'envahisseur. À la guerre extérieure, il risque d'ajouter la guerre civile. C'est pourquoi, l'Empereur lui répond :

La présence de l'ennemi sur le sol national rendra, je l'espère, aux députés le sentiment de leurs devoirs. La nation ne les a point envoyés pour me renverser, mais pour me soutenir. Je ne les crains point. Quelques choses qu'ils fassent, je serai toujours l'idole du peuple et de l'armée. Si je disais un mot, ils seraient tous assommés. Mais en ne craignant rien pour moi, je crains tout pour la France. Si nous nous querellons entre nous, au lieu de nous entendre, nous aurons le sort du bas empire; tout sera perdu. Le patriotisme de la nation, sa haine pour les Bourbons, son attachement à ma personne nous offrent encore d'immenses ressources; notre cause n'est point désespérée³⁴.

Lorsqu'il parle d'immenses ressources, nous savons que ce n'est plus le cas. Des hommes comme Mollien, Gaudin et Davout, qui connaissent l'état des finances publiques et de l'armée, ne sont sûrement pas insensibles à cette réalité. Mais si Napoléon repousse l'idée de dissoudre les Chambres, c'est aussi parce que l'armée est en voie de désintégration. Dans un rapport que Soult lui a fait parvenir, ce dernier ne cache rien de l'état inquiétant de la situation militaire. Dans les places fortes et dans l'armée, les hommes désertent par centaines tandis que ceux qui restent sont complètement démoralisés. De plus, Soult lui souligne que la pénurie de nourriture guette les dépôts de l'armée à Laon.

On craint déjà le manque de subsistance à Laon, d'autant plus que les consommations vont y être considérables et qu'on sera probablement privé de toute espèce de transports. Les habitants des campagnes fuient dans les bois avec leurs chevaux, et qu'ils ont l'espoir de sauver de l'indiscipline de nos troupes ou du pillage de l'ennemi³⁵.

Même avec les troupes de Grouchy revenues presque intactes, l'armée n'est plus en mesure de repousser l'envahisseur. Napoléon ne peut envisager de s'appuyer sur cette dernière pour renverser les Chambres. Il n'est pas impossible que ces informations se soient rendues chez les députés car, alors que Napoléon s'entretient toujours avec ses ministres, la Chambre, sous l'influence de Lafayette, vient de marquer son indépendance vis-à-vis du gouvernement impérial.

³⁴ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent Jours*, op. cit., p. 170.

³⁵ SHD, C15/5 *Armée du Nord*, le maréchal duc de Dalmatie, major général Soult à l'Empereur, Laon, le 21 juin 1815.

Article 1^{er} : La Chambre des représentants déclare que l'indépendance de la nation est menacée.

Article II : La Chambre se déclare en permanence. Toute tentative pour la dissoudre est un crime de haute trahison; quiconque se rendrait coupable de cette tentative sera traître à la patrie.

Article III : L'armée et la garde nationale ont bien mérité de la patrie.

Article IV : Le ministre de l'Intérieur est invité à porter au plus grand complet la garde nationale parisienne, cette garde citoyenne dont le patriotisme et le zèle éprouvés depuis vingt-six ans offrent une sûre garantie à la liberté, aux propriétés, à la tranquillité de la capitale et à l'inviolabilité des représentants de la nation.

Article V : Les ministres de la Guerre, des Relations extérieures, de l'Intérieur et de la Police sont invités à se rendre sur-le-champ dans le sein de l'Assemblée³⁶.

Les articles I, II, III et V sont votés presque à l'unanimité. En fait, même les bonapartistes n'ont pas bronché. En ce qui concerne l'article IV, le vote est ajourné après la comparution des ministres. Lorsqu'il prend connaissance des décisions de la Chambre, Napoléon sait qu'il n'y a plus rien à faire : « J'avais bien pensé, que j'aurais dû congédier ces gens-là, avant mon départ. C'est fini, ils vont perdre la France. » Il lève la séance en disant : « Je vois que Regnaud ne m'avait point trompé; j'abdiquerai s'il le faut³⁷. » La Chambre a réussi son coup d'État, puisque l'article II et l'article V sont une atteinte directe à la constitution et au pouvoir de l'Empereur. Les libéraux ne souhaitent pas poursuivre plus longtemps une guerre qui menacerait leurs intérêts financiers et politiques. Cela est exprimé très clairement dans l'article IV. Ainsi, la bourgeoisie prend les moyens de se préserver de la tempête qui s'annonce. Or, bien qu'il sache que c'est sans espoir, Napoléon tente une dernière fois de ramener les députés à la raison. Il se ravise et annonce à Regnaud qu'avant de prendre un parti, il attend de voir comment les choses vont tourner. Il lui demande de se rendre à l'Assemblée pour calmer les esprits et sonder le terrain.

Vous leur annoncerez que je suis de retour : que je viens de convoquer le Conseil des ministres, que l'armée, après une victoire signalée, a livré une grande bataille; que tout allait bien; que les Anglais étaient battus, que nous leur avons enlevé six drapeaux, lorsque des malveillants ont causé une terreur panique; que l'armée se rallie; que j'ai donné des ordres pour arrêter les fuyards; que je suis venu pour me concerter avec mes ministres et avec les Chambres; et que je m'occupe en ce moment des mesures de salut public qu'exigeront les circonstances³⁸.

³⁶ *Le Moniteur*, jeudi, 22 juin 1815.

³⁷ Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent Jours*, op. cit., p. 171.

³⁸ *Ibid.*, p. 172.- Présenté par Jean BOURGUIGNON et Henri LACHOUQUE, *Mémoires de Marchand*. Paris, Tallandier, édition 2003, p. 227.

Afin de livrer son message, qui est une altération manifeste de la réalité et de la vérité, Napoléon dépêche Regnaud à la Chambre des représentants et Carnot à la Chambre des pairs. À la lecture des paroles de l'Empereur, Regnaud se heurte à l'hostilité des députés qui écoutent la lecture dans un silence glacial³⁹. Avant de quitter la tribune, Regnaud propose de lire le bulletin de la bataille dont les détails scabreux ne sont pas de nature à relever le moral des hommes. Heureusement, la lecture est entravée par un député qui s'insurge : « Quand on attend les renseignements officiels que doivent donner les ministres, il paraît peu convenable que la Chambre prenne connaissance des faits d'une manière aussi indirecte⁴⁰. » Les députés refusent d'entendre la lecture du bulletin. Entre temps, Carnot fait la même communication dans la Chambre des pairs. Suite à la lecture, un message arrive de la Chambre des représentants afin d'informer les pairs des articles qui ont été votés quelques heures plus tôt. Thibaudeau monte à la tribune et en fait la lecture. Il conclut en s'écriant : « La Chambre des représentants donne un bel exemple. Nous devons nous empresser de partager ses sentiments et de les manifester. » Quinette reprend : « La résolution de la Chambre doit être appuyée et consolidée par une résolution semblable de la Chambre des pairs. » Les articles I, II et III sont votés. Néanmoins, l'article IV est jugé illégal⁴¹. Il ne l'est sûrement pas davantage que l'article II, qui est le moteur véritable de la fronde envers l'Empereur. Malgré tous les efforts de Lavalette pour convaincre les pairs de ne pas appuyer les représentants, rien n'y fait. Ainsi, en ratifiant les trois premiers articles, ils se joignent aux représentants dans leur combat pour renverser ce dernier. La défaite a démoralisé la nation, du moins, ceux qui prétendent la représenter. Dans la Chambre des représentants, on attend toujours la venue des ministres, mais Napoléon, qui est informé de minutes en minutes de la tournure des débats animés par Lafayette, Manuel et Jay, refuse d'accéder à leurs vœux⁴². Il finit néanmoins par céder. Il autorise Lucien à se rendre à la Chambre afin d'enjoindre une dernière fois aux députés de faire leur devoir.

³⁹ M. VILLEMAIN, *Souvenirs contemporains*, op. cit., p. 298.

⁴⁰ *Le Moniteur*, jeudi, 22 juin 1815.

⁴¹ *Le Moniteur*, jeudi et vendredi, 22 et 23 juin 1815 - M. VILLEMAIN, *Souvenirs contemporains*, op. cit., p. 285-292. - Duc de ROVIGO, *Mémoires*, op. cit., p. 144.

⁴² Lucien BONAPARTE, *La vérité sur les Cent jours*, op. cit., p. 58-59. - Fleury de CHABOULON, *Histoire des Cent jours*, op. cit., p. 175. - Duc de ROVIGO, *Mémoires*, op. cit., p. 146.

Au moment où lui et Lucien se rendent dans le jardin de l'Élysée, ils constatent qu'une foule de gens s'amasse près du petit mur d'enceinte qui jouxte l'avenue Marigny. Aux cris de Vive l'Empereur, il réclame des armes pour repousser l'envahisseur. Après avoir salué la foule, Napoléon se tourne vers Lucien pour lui dire :

Suis-je plus qu'un homme pour ramener une Chambre égarée à l'union qui seule peut nous sauver? Où suis-je un misérable chef de parti pour allumer la guerre civile? Non ! Jamais ! En brumaire, nous avons pu tirer l'épée pour le bien de la France. Pour le bien de la France, nous devons aujourd'hui jeter cette épée loin de nous. Essayez de ramener les Chambres. Je puis tout avec elles. Sans elles, je pourrais beaucoup pour mon intérêt, mais je ne pourrais pas sauver la patrie. Allez, et je vous défends en sortant d'haranguer ce peuple qui me demande des armes. Je tenterai tout pour la France; je ne veux rien tenter pour moi⁴³.

La France de Napoléon, c'est la France des propriétaires. S'appuyer sur le peuple, il n'en est pas question : « La confiance doit venir d'en bas, le pouvoir doit venir d'en haut⁴⁴. » Cette phrase de l'abbé Sieyès résume tout à fait le système social mis en place par Napoléon après brumaire. Quelques instants plus tard, alors que Benjamin Constant fait son entrée dans le jardin, Napoléon, qui regarde toujours la foule vociférer les mêmes réclamations, laisse échapper ce mot : « Vous les voyez ! Ce n'est pas eux que j'ai comblés et gorgés d'argent. Que me doivent-ils? Je les ai trouvés, je les ai laissés pauvres⁴⁵. » Effectivement, si le coup d'État de brumaire a été effectué, c'est uniquement dans l'intérêt des libéraux et maintenant que Napoléon ne les favorise plus, du moins, la classe économique, ils cherchent à le déposer. Sans eux, il ne peut plus rien faire pour se maintenir au pouvoir. Toutefois, il serait bien injuste de blâmer uniquement les députés et les libéraux de la chute de Napoléon puisqu'ils sont sûrement déjà au fait de l'état d'esprit des généraux de l'armée. Dans un rapport daté du 22 juin, ce qui correspond à la date de l'abdication de Napoléon, Soult lui fait état de l'agitation qui secoue les troupes.

J'ai prié M. le lieutenant général Dejean de se rendre immédiatement auprès de votre Majesté pour l'instruire de la fermentation qui règne à l'armée, surtout parmi les chefs et les généraux elle est (mot illisible) qu'un éclat semble prochain, et l'on ne dissimule plus les projets anarchiques qu'on a conçus. Le lieutenant général Piré me disait aujourd'hui qu'avant quinze jours, le gouvernement serait changé. Cette opinion paraît générale, et je me suis persuadé que sur 20 généraux, il y en a 18 qui la partage. Le lieutenant général

⁴³ Lucien BONAPARTE, *La vérité sur les Cent Jours*, op. cit., p. 59-61. - Présenté par Stéphane GIOCANTI, LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette*. Paris, Mercure de France, 1994, p. 352.

⁴⁴ Adolphe THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, op. cit., tome I, p. 98.

⁴⁵ Benjamin CONSTANT, *Lettres à Madame Récamier : 1807-1830*. Paris, Calmann-Lévy, 1882, p. 192-193. Cet extrait est reproduit dans une lettre écrite à Juliette Récamier dans la soirée du 21 juin 1815.

Piré est parti quelques heures après pour Paris avec une lettre du prince Jérôme. Je ne lui en ai point donné l'autorisation. D'autres généraux ont aussi quitté l'armée pour se rendre à Paris; les généraux Rognat, Radet et Tromelin sont dans ce cas, et il m'a été dit qu'il y en avait encore qui se disposaient à s'en aller. L'exemple est contagieux, et il est probable qu'il sera imité par les chefs de corps et par les officiers particuliers, surtout si le ministre de la Guerre ne les fait pas repartir dans les vingt-quatre heures, pour revenir à l'armée⁴⁶.

Même s'il est peu probable que l'Empereur ait lu ce rapport puisqu'il a été envoyé le jour même de l'abdication, nous pensons qu'il était déjà informé de la fermentation de plans anarchiques au sein de l'armée. Dans les dernières phrases, Soult écrit que des généraux ont quitté pour rejoindre Paris. Bien que nous ne connaissions pas la date ni l'heure à laquelle ils ont abandonné leur poste, il est très probable que certains ont rejoint la capitale dans la journée du 21 juin. L'indice nous en est fourni par Soult qui demande à l'Empereur de donner des ordres au ministre de la Guerre afin de les faire revenir à l'armée dans les vingt-quatre heures. Dans ces conditions, les députés savent que Napoléon n'a pas les moyens de se soutenir. De son côté, lorsqu'il parle de guerre civile, celui-ci sait que, même s'il le voulait, il n'a pas les moyens d'engager une telle action. En fait, la seule crainte des députés vient de la foule considérable qui s'amasse autour de l'Élysée. Si celle-ci prend d'assaut le Palais Bourbon, le mince rideau de gardes nationaux ne sera pas suffisant pour les empêcher de déferler à l'intérieur.

Lorsque Lucien fait son entrée avec les ministres de la Guerre, de la Police, de l'Intérieur et des Relations extérieures, les députés, se rappelant brumaire, se voient saisis par la peur de se faire éjecter comme les cinq cents le furent de l'Orangerie. Est-ce le prélude à un nouveau 18 brumaire? On le craint très certainement. Mais, très vite, en raison de la mine déconfite de Lucien et de l'assurance de Fouché, tous se rendent compte qu'il n'en est rien⁴⁷. Lucien commence à lire le message de l'Empereur dans lequel il dit vouloir entamer des négociations avec les puissances coalisées. Il demande également que les Chambres s'unissent derrière l'Empereur pour stopper l'envahisseur. Suite à son intervention, Davout, Caulaincourt et Carnot montent à la tribune pour donner quelques renseignements fragmentaires sur l'état de la situation diplomatique et militaire.

⁴⁶ SHD, C15/5 *Armée du Nord*, le maréchal, duc de Dalmatie, major général à l'Empereur, Laon, le 22 juin 1815.

⁴⁷ LAFAYETTE. *Mémoires, correspondance et manuscrits*, op. cit., tome V, p. 453

Mais, en dépit d'un optimisme de circonstance, ils ne se montrent guère convaincants.

C'est alors que Jay prend la parole.

Je ne me dissimule pas le danger auquel je m'expose si la proposition que je vais faire n'est pas soutenue par la Chambre tout entière. Mais dussé-je essuyer le même sort que les anciens députés de la Gironde, je ne reculerai pas devant mon devoir. Avant d'émettre ma proposition, je prie le président d'interpeller les ministres de déclarer avec franchise s'ils pensent que la France peut résister aux armées combinées de l'Europe, et si la présence de Napoléon n'est pas un obstacle à la paix⁴⁸.

En politique, on ne pose pas de question sans d'abord connaître la réponse. Cela est un indice de plus que Jay connaît la situation véritable de l'armée. Fort de ses renseignements, il poursuit sur sa lancée et démontre que l'armée est désorganisée, donc incapable de résister aux forces considérables qui se massent à la frontière. Quant à la possibilité de négocier avec les puissances coalisées, il rappelle que ces dernières l'ont déclaré hors-la-loi et qu'elles ne souhaitent pas négocier avec Napoléon. D'ailleurs, la guerre a été déclarée à lui seul, et non à la France. Encouragé par les députés, il lance à Lucien ses mots qui ne laissent aucune place à l'ambiguïté sur ce qu'on attend de l'Empereur.

Vous, prince qui avez montré un noble caractère dans l'une et l'autre fortune, souvenez-vous que vous êtes Français, que tout doit céder à l'amour de la patrie. Retournez vers votre frère; dites-lui que l'assemblée des représentants du peuple attend de lui une résolution qui lui fera plus d'honneur dans l'avenir que ses nombreuses victoires; dites-lui qu'en abdiquant le pouvoir il peut sauver la France qui a fait pour lui de si grands et de si pénibles sacrifices⁴⁹.

Même si Lucien tente de brosser un portrait plus optimiste de l'armée et des immenses ressources que possèdent encore la France, rien n'y fait. Néanmoins, Lucien aurait pu marquer un point lorsqu'il a amené les députés à douter de la sincérité de l'ennemi de n'en vouloir qu'à Napoléon.

Quant à l'étranger, quelle confiance pouvez-vous avoir dans ses déclarations. Les Alliés ne combattent, disent-ils, que contre l'Empereur. Quelle dérision! C'est pour envahir la France, c'est pour se partager ses provinces que les puissances se sont armées. Je le répète, ce n'est pas Napoléon que l'Europe veut attaquer, c'est la nation française. Et on propose à la France d'abandonner son Empereur! On l'exposerait devant le tribunal du peuple à un jugement sévère sur son inconstance et sa légèreté⁵⁰.

⁴⁸ *Le Moniteur*, jeudi, 22 juin 1815.

⁴⁹ *Le Moniteur*, jeudi, 22 juin 1815.

⁵⁰ *Le Moniteur*, jeudi, 22 juin 1815. - Lucien BONAPARTE, *La vérité sur les Cent jours*, op. cit., p. 60.

Lafayette réplique très vivement : « C'est une assertion calomnieuse! Comment a-t-on osé accuser la nation d'avoir été légère et peu persévérante à l'égard de Napoléon? Elle l'a suivi dans les sables d'Égypte et dans les déserts de Russie. Et c'est pour l'avoir suivi qu'elle a à regretter le sang de trois millions de Français⁵¹. » Sur ces mots, bien que le chiffre des pertes soit très exagéré, que le débat se conclut. Lucien ne peut plus rien rajouter. L'abdication est alors demandée. Lorsqu'il se rend à la Chambre des pairs pour lire le message de l'Empereur, Lucien prend acte que les pairs appuient les représentants. Après bien des hésitations alimentées par ceux qui lui conseillent de se saisir de la dictature, dont Lucien, l'Empereur, n'ayant plus le soutien des libéraux, donc de ceux qui l'ont mis au pouvoir la première fois, abdique le lendemain 22 juin.

Français, en commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et sur le concours de toutes les autorités nationales; j'étais fondé à espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances paraissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincère dans leurs déclarations et n'en avoir jamais voulu qu'à ma personne! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, Empereur des Français. Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser, sans délais, la régence par une loi. Unissez-vous tous pour le salut public, et pour rester une nation indépendante⁵².

Les premiers mots de ce document illustrent avec force que l'offensive prise en Belgique n'a pas été entreprise uniquement pour des motifs stratégiques, mais pour obtenir le concours des députés libéraux, des financiers, des marchands et des fonctionnaires. C'est là le caractère original de cette thèse, car nous avons démontré qu'après avoir engagé tant de ressources, autant humaines que matérielles dans la formation d'une nouvelle armée, il ne pouvait espérer le soutien de ces mêmes autorités sans l'obtention d'une victoire décisive. Nous l'avons vu d'entrée de jeu, le succès de la campagne, qu'on croyait acquis suite à la victoire de Ligny, lui aurait assuré ce concours. Tous, même ses ennemis les plus acharnés, comme Lanjuinais, étaient prêts à le soutenir. Mais, à la nouvelle de Waterloo, la situation s'est complètement retournée. Ayant pris conscience de l'ampleur du désastre et devant l'impossibilité financière et logistique de

⁵¹ LAFAYETTE. *Mémoires, correspondance et manuscrits*, op. cit., p. 460.

⁵² *Correspondance de Napoléon I^{er}*, Déclaration au peuple français no 22063, Paris, Palais de l'Élysée, 22 juin 1815.

reconstituer une armée, les députés et les pairs savaient que la France ne pourrait pas repousser les envahisseurs.

On peut toujours blâmer Fouché, Lafayette et les autres d'avoir évincé Napoléon. Mais auraient-ils réussi leur coup si la situation avait été différente? En fait, ils n'ont fait que profiter du courant d'opinion qui régnait au sein de l'élite politique dont les buts sont servis par la désintégration de l'armée et la désertion de certains généraux. Bonaparte a pris le pouvoir et l'a consolidé grâce à ses victoires militaires remportées par l'armée. On s'en souvient, la victoire d'Austerlitz avait redonné un nouveau souffle à sa popularité et légitimé son statut d'Empereur. La confiance étant revenue, la crise financière s'étant réglée dans les mois suivants, cela lui avait permis de prendre le contrôle de la *Banque de France*, alors passablement ébranlée par le scandale des Négociants réunis. Or, si Napoléon avait été vaincu à Austerlitz, il aurait subi le même sort qu'en 1815, avec cette seule différence qu'il serait survenu dix ans plus tôt. Cette victoire, et les autres qui ont suivi, n'ont fait que retarder l'inévitable. Déjà, alors que la guerre s'intensifiait avec l'Angleterre, les premières fissures économiques et militaires ont commencé à apparaître dans l'édifice impérial. Austerlitz constitue donc une sorte de paradoxe puisque cette victoire, assombrie par la défaite de Trafalgar, annonce la fin de l'Empire napoléonien. Évidemment, les contemporains, y compris le premier ministre William Pitt, ne prennent pas conscience de ce fait.

Ainsi, sans possibilité de mater l'Angleterre par les armes, Napoléon n'avait guère d'autre choix que d'utiliser l'arme économique. Le blocus, bien qu'il ait fait souffrir l'économie anglaise, s'est avéré aussi dévastateur pour la France puisqu'il est la cause directe de la crise économique de 1810 et de l'augmentation vertigineuse des dépenses militaires. Pour qu'une telle arme soit efficace, il lui était nécessaire de fermer toutes les voies d'accès du continent au commerce anglais. Cette nécessité va l'entraîner dans les hautes sierras d'Espagne et vers les steppes enneigées de Russie. Pour vaincre l'Angleterre, il lui fallait conquérir l'Europe.

Cela nous amène vers une autre question qui est à savoir si Napoléon aurait pu se maintenir si longtemps au pouvoir sans cette guerre perpétuelle avec l'Europe et l'Angleterre? Il semble qu'il n'y croyait pas et, de fait, il a eu besoin de la guerre pour exister, car son pouvoir ne pouvait se maintenir sans gloire militaire : « Un Premier

Consul, dit-il à Lavalette au cours de l'été 1802, ne ressemble pas à ces rois par la grâce de Dieu qui regardent leurs États comme un héritage. Il a besoin d'actions d'éclats et par conséquent de la guerre⁵³. » Il s'exprime dans des termes analogues au conseil d'État : « Un gouvernement nouveau-né comme le nôtre a besoin, pour se consolider, d'éblouir et d'étonner. D'ailleurs, mon principe est que la guerre vaut mieux qu'une paix éphémère⁵⁴. »

En 1815, on constate que la dynamique n'a pas changé parce qu'à cette date, afin de contenir les royalistes, de déstabiliser la coalition et d'unir les libéraux, les financiers et les fonctionnaires derrière lui, il lui fallait encore un coup d'éclat comme à l'image de Marengo et d'Austerlitz. L'affaire Malet lui a déjà démontré que sa dynastie n'avait pas de bases solides. Son mariage avec une Habsbourg et la naissance d'un héritier ne fut qu'une illusion. D'ailleurs, sans trop de difficulté, Fouché réussira à faire en sorte que Napoléon II ne monte pas sur le trône. Dans ces conditions, c'est uniquement par la guerre, comme le laisse entendre Albert Vandal, qu'il a pu se maintenir⁵⁵. Commentant la rupture de la paix d'Amiens, Jean Tulard reprend les mêmes conclusions.

L'initiative venait de l'Angleterre, mais la guerre servait les desseins de Bonaparte : l'œuvre de redressement en bonne voie, la République consolidée, le danger extérieur écarté, la bourgeoisie révolutionnaire ne risquait-elle pas d'évincer le Premier Consul dont le pouvoir personnel ne cessait de grandir et de menacer les libertés? Il fallait maintenir l'image du sauveur⁵⁶.

La victoire et la gloire ayant toujours été ses seuls moyens d'obtenir le soutien du pays dans son ensemble afin de se maintenir au pouvoir, il est dans la normalité des choses que la défaite de Waterloo ait entraînée des conséquences aussi funestes pour sa propre personne. La fronde des libéraux n'est donc pas une trahison infâme et spontanée comme le laisse entendre Henri Houssaye, mais bien une conséquence directe qui émane de ce cercle vicieux qui pousse Napoléon à se légitimer par la victoire. Néanmoins, ayant échoué après Brumaire afin de faire triompher leurs idéaux, il s'agit là d'un nouveau départ pour les libéraux. Grâce au système électif de la constitution de l'An VIII, système

⁵³ *Mémoires et souvenirs du comte Lavalette : aide-de-camp du général Bonaparte, conseiller-d'État et directeur-général des postes de l'Empire / publiés par sa famille et sur ses manuscrits*. Paris : H. Fournier jeune, 1831, tome II, p. 7 et suivante.

⁵⁴ Antoine GUILLOIS, *Napoléon l'Homme, le politique, l'orateur : d'après sa correspondance et ses œuvres*, Paris, Perrin et cie, 1889, tome II, p. 86.

⁵⁵ Albert VANDAL, *Napoléon et Alexandre*. Paris, E. Plon, Nourrit et cie, 1894-1896, tome III, p. 311.

⁵⁶ Jean TULARD, *Napoléon et le mythe du sauveur*. Paris, Fayard, 1977, p. 180.

basé exclusivement sur la propriété puisqu'il faut être propriétaire pour voter et être élu, celui-ci leur permettra de se maintenir majoritairement à l'assemblée jusqu'à la Troisième République ou là, ils triompheront enfin. Dès 1830, Roederer en faisait la critique : « Si la contribution est un indice trompeur et variable de la propriété, la propriété est un indice plus trompeur encore que le mérite⁵⁷. » En fait, si les idéaux de la Révolution sont manifestement corrompus par le fonctionnement de ce mode électif qui origine de la constitution de l'An VIII, puisqu'au départ, le mérite était le moteur de la représentation, il faut souligner qu'il a fait évoluer le parlementarisme en France. En cela, les Cent jours y ont contribué très fortement. Afin de rallier les libéraux, Napoléon et Louis XVIII étaient prêts à faire les plus grandes concessions sur le plan des libertés politiques.

De mars à juillet 1815, une sorte de compétition vertueuse opposera Louis XVIII à Napoléon, qui rivaliseront de libéralisme pour tenter de rallier la nation. Il faut ainsi que le retour de l'Empereur soit annoncé pour que Louis XVIII jure solennellement, le 16 mars 1815, de maintenir la Charte⁵⁸.

Par conséquent, malgré le fait que la représentation reste entre les mains de quelques privilégiés, ceux-ci réussissent néanmoins à faire triompher un certain nombre de leurs idéaux grâce à leur présence dans l'Assemblée. Suite à son retour, le roi, qui a vu les changements opérés en France depuis sa retraite de Gand, se doit de prendre des mesures afin de s'inscrire dans la mouvance libérale du moment. Sur ce point, il ne diffère pas de Napoléon. Il doit composer avec la réalité libérale qui s'est matérialisée depuis le débarquement de « l'Usurpateur » au Golfe-Juan. Il envisage donc de se doter d'un ministère qui sera responsable devant l'assemblée. Ainsi, le 9 juillet 1815, une ordonnance met en place les changements annoncés et de ce fait, un véritable ministère responsable est instauré avec Talleyrand à sa tête. C'est la reconduction de l'article 39 de l'acte additionnel rédigé par Constant. Cependant, le libéralisme ne triomphe pas encore, mais du moins, il est bien en selle pour s'imposer dans l'avenir comme doctrine dominante. En ce sens, même si le l'aspect méritocratique a laissé place au privilège de la fortune, Napoléon était justifié d'écrire :

⁵⁷ Pierre-Louis ROEDERER, De la propriété considérée dans ses rapports avec les droits politiques, tome VII, p. 335. Cité par Pierre ROSANVALLON, *Le peuple introuvable, histoire de la représentation démocratique en France*. Paris, Gallimard, 1998, p. 53.

⁵⁸ Pierre ROSANVALLON, *La monarchie impossible : Les chartes de 1814 et de 1815*. Paris, Fayard, 1994, p. 69.

Rien ne saurait détruire ou effacer les grands principes de notre Révolution. Nous en avons noyé les premières souillures dans les flots de gloire. Elles sont désormais immortelles. Elles vivent dans la Grande-Bretagne, elles éclairent l'Amérique, elles sont nationalisées en France. Voilà le trépied d'où jaillira la lumière du monde. Elles le régiront. Elles seront la foi et la morale de tous les peuples. Et cette ère mémorable se rattachera, quoi qu'on en ait voulu dire, à ma personne⁵⁹.

⁵⁹ Cité par André MAUROIS, Avant-propos du Mémorial de Sainte-Hélène. Paris, Gallimard, 1956, p. XI.

Bibliographie

Fonds d'archives

- Archives nationales, AF IV, *Banque de France, An XI-1813*, carton 1070.
- Archives nationales, AF IV, *Séances de la commission de gouvernement : finances, police, intérieur*, cartons 1933 à 1935.
- Archives nationales, AF IV, *Guerre, organisation des armées, événements militaires, personnel et matériel, marine et colonies*, cartons 1936 à 1941.
- Archives nationales, AF IV, *Adresses envoyées à l'Empereur*, cartons 1942 à 1950.
- Archives nationales, F1A, *Commissaires ou délégués extraordinaires du gouvernement : 1792-1815*, 555 et 556.
- Archives nationales, F7, *Police générale*, cartons 3785 et 9679.
- Service historique de la défense, C.16, *Correspondance militaire générale pendant les Cents jours*, cartons 1 à 22.
- Service historique de la défense, C15, *Armée du Nord*, cartons 1 à 6.
- Service historique de la défense, C15, *Registre de correspondance du général Reille*, carton 22.
- Service historique de la défense, C15, *Copie des lettres adressées au général Vandamme*, carton 23.
- Service historique de la défense, C15, *Livret de l'organisation de l'armée du 15 avril et Commission Berthezène pour le placement des officiers*, carton 41.
- Service historique de la défense, *Analyse des rapports du maréchal prince d'Eckmühl, ministre de la Guerre, à l'Empereur et au Roi, du 14 avril au 21 juillet*, carton, 191.
- Service historique de la défense, *Correspondance du maréchal Davout, ministre de la Guerre, du 21 mars au 16 avril 1815*, carton 192.
- Service historique de la défense, *Correspondance du ministre, du major général pendant les Cent jours*, carton 193.

Instruments de recherche

- MEULALENAERE, Philippe. *Bibliographie des témoignages oculaires imprimés de la campagne de Waterloo*. Paris, Éditions historique Teissèdre, 2004, 832 p.
- MOLIÈRE, Michel et GRIFFON de PLEINEVILLE, Natalia. *Dictionnaire des braves de Napoléon*. Paris, Le livre chez vous, 2004, 2 tomes.
- TULARD, Jean. *Dictionnaire Napoléon*. Paris, Fayard, 1999, 2 tomes.
- SIX, George. *Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire : 1792-1814*. Paris, G. Saffroy, 1934, 2 tomes.

Sources imprimées

- ALOMBERT et COLIN. *La campagne de 1805 en Allemagne*. Paris, Éditions historiques Teissèdre, 2000, 7 tomes.
- BORY de SAINT-VINCENT, Jean-Baptiste. *Correspondance*. Paris, Paris et Agen, Maison d'édition et d'imprimerie moderne, 1908, 1912, 358 p.
- CAMBACERES. *Lettres inédites à Napoléon, 1802-1814*. Paris, Klincksieck, 1973, 2 vols, 1170 p.
- D'ANGEBOURG, comte, *Le congrès de Vienne et les traités de 1815*. Paris, Amyot, Éditeur des Archives diplomatiques, 1864, 5 tomes.
- DARD, H. *De la restitution des biens des émigrés*. Paris, 1814, Bibliothèque nationale, Lb45 750,

- DAVOUT. *Correspondance du Maréchal DAVOUT, prince d'Eckmühl, ses commandements, son ministère, 1801-1815*. Paris, Plon, 1885, 4 tomes.
- Jean-Baptiste DUVERGIER, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlement, et avis du Conseil-d'Etat*. Paris, Charles Béchet, 1827, 40 vols.
- FALCONNET, A. *Lettre à S.M Louis XVIII sur la vente des biens nationaux*. Paris, 1814, Bibliothèque nationale, Lb45 314.
- JOUVE, Pierre-Jean et DITISHEM, Frédéric. *Danton, discours*. Paris, EGLOFF, 1944, 252 p.
- MARTENS, Georg Friedrich. *Nouveau recueil général de traités et autres actes relatifs aux rapports de droit international*. Göttingue, Dieterich, 1876-1908, 41 vols.
- MAURY, Jean-Pierre. *Constitution de l'An VIII, Digithèque MJP*, Université de Perpignan.
- MASSON, Frédéric *Napoléon inconnu. Papiers inédits : 1786-1793*. Paris, Librairie Paul Ollendorf, 1901, 2 vols.
- METTERNICH, prince de. *Mémoires, documents et écrits divers*. Paris, Plon, 1880-1884, 8 tomes.
- NAPOLÉON I^{er}, *Correspondance de Napoléon I^{er} publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III*. Paris, 1858-1870, 32 vol. (livre 28 à 32 dans lesquels ont retrouvé essentiellement la correspondance sur les Cent-jours et les écrits de Sainte-Hélène portant sur la campagne de 1815. Archives de l'armée château de Vincennes. Dossiers militaires section AF III
- PALLAIN, M.G. *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand et du Roi Louis XVIII pendant le Congrès de Vienne. Publiée sur les manuscrits conservés au dépôt des Affaires étrangères*. Paris, Plon, 1881, 528 p.
- PORTALIS, Jean-Etienne. *Discours, rapports et travaux inédits sur le concordat de 1801 (26 messidor an IX), les articles organiques publiés en même temps que ce concordat (loi du 15 germinal an X, 8 avril 1802) et sur diverses questions de droit public, concernant la liberté des cultes, la protection qui leur est due, leur établissement dans l'état et leur police extérieure, les associations religieuses, l'instruction et les écoles publiques. Publiés et précédés d'une introduction du vicomte Frédéric Portalis*. Paris, Joubert, Librairie de la cour de cassation, 1845, p. 2-3.
- REYNAUD, Jean. *Vie et correspondance de Merlin de THIONVILLE*. Paris, Furne, 1860, 2 tomes.
- SAYOUS, Édouard. *Mémoires et correspondance de Mallet du Pan*, Paris, Plon, 1851, 2 tomes.
- SIBORNE, Herbert T. *Waterloo Letters. A selection from original and hitherto letters bearing on the operations of the 16th, 17th and 18th June 1815, by officers served in the campaign*. London, Cassell et Co, 1891. 415 p.
- WELLINGTON, Arthur Wellesley, Duke of. *Supplementary Despatches, Correspondence, and Memoranda of Field Marshall Arthur Duke of Wellington*. Milwood, New-York, Kraus Reprint Co, 1973, 15 vols.
- WELLINGTON, Arthur Wellesley, Duke of. *The Despatches of Field Marshal The Duke of Wellington ou encore The Despatches of Field-Marshal The Duke of Wellington. During his Campaigns in India, Denmark, Portugal, Spain, The Low Country, and France, and Relating to America, from 1799 to 1815*. New-York, 1837, 12 vols.

Journaux d'époque

- Le *Moniteur*, 1^{er} mars 22 juin 1815
- Le *Nain jaune*, 1^{er} mars 22 juin 1815
- Le *Journal des débats*, 1^{er} mars 22 juin 1815

Mémoires et souvenirs

- ARBAUD, Joucques. *Troubles et agitations du département du Gard en 1815*. Paris, Demonville et Petit, 1818, 167 p.
- ARBLAY Fanny d'. *Du Consulat à Waterloo. Souvenirs d'une anglaise à Paris et à Bruxelles*. Paris, Corti, 1992, 341 p.
- ABRANTÈS, Duchesse. *Mémoires et souvenir historiques sur Napoléon, la Révolution, le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration*. Paris, Ladvocat, 1831-1835, 9 vols.
- AUTICHAMP, Lieutenant-général comte d'. *Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1815 dans la Vendée*. Paris. Ergon, 1817, 167 p.
- BAINVEL, Abbé. *Souvenirs d'un écolier en 1815*. Paris, Plon, 1874, 153 p.
- BARRAL, G. *L'épopée de Waterloo*. Paris, Flammarion, 1895, 267 p.
- BARRAS. Membre du Directoire. *Mémoires : Ancien Régime-Restauration*. Paris, Hachette, 1895-1896, 4 vols.
- BARANTE. *Souvenir : 1782-1866*. Paris, Calmann-Lévy, 1890-1901, 8 vols.
- BARRÈS, J.B.A. *Souvenirs d'un officier de la Grande-Armée*. Paris, Plon, 1923, 331 p.
- BAS, F et J de T'SERCLAES de WOMMERSON. *La campagne de 1815 aux Pays-Bas. Bruxelles*, Dewit, 1908, 3 vols.
- BAUDOT, Marc-Antoine. *Notes historiques sur la Convention nationale, le Directoire, l'Empire et l'exil des votants*. Paris, Jouaust, 1893, 356 p.
- BAUDUS, Marie-Élie-Guillaume-Alzéar de. *Études sur Napoléon, par le lieutenant-colonel de - BAUDUS, ancien aide de camp des maréchaux Bessières et Soult*. Paris, Debécourt, 1841, 2 vols.
- BELLIARD, Comte. *Mémoires écrits par lui-même, recueillis et mis en ordre par M. Vinet, l'un de ses aides de camp*. Paris, Berquet et Pétion, 1842, 3 vols.
- BELLOT de KERGORRE, Alexandre. *Journal*. Paris, Emile-Paul, 1899, 185 p.
- BERTHÉZENE, Général Baron. *Souvenirs militaires de la République et de l'Empire*. Paris, Dumaine, 1855, 2 vols.
- BERTON, Maréchal de camp. *Précis historique militaire et critique des batailles de Fleurus et de Waterloo*. Paris, Delaunay, 1818, 83 p.
- BERTRAND, Vincent. *Mémoires*. Angers, Sirandeau, 1909, 305 p.
- BEUGNOT. *Mémoires, 1783-1815*. Paris, Dentu, 1866, 2 vols.
- BIGARRÉ, Général. *Mémoires, 1775-1813*. Paris, Edition Kolb, 1893, 320 p.
- BONAPARTE, Jérôme. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine*. Paris, Dentu, 1861-1866, 7 vols.
- BONAPARTE, Lucien. *La vérité sur les Cent Jours*. Paris, Ladvocat, 1835, 247 p.
- BORY de SAINT-VINCENT, Jean-Baptiste. *Mémoires sur les Cents Jours*. Paris, Souverain, 1838, 210 p.
- BOURGEOIS, René. *Relation fidèle et détaillée de la dernière campagne de Buonaparte*. Bruxelles, Paris, J.Demat, 1816, 119 p.
- BIAL, *Mémoires ou souvenirs militaires des guerres de la Révolution et de l'Empire, 1792-1814*. Brive, Imprimerie Lachaise, 1926, 309 p.
- BONAPARTE, Joseph. *Mémoires et correspondances politiques et militaires du roi Joseph*. Paris, Perrotin, 10 vols.
- BRACK, Général de. *Lancier de la Garde impériale*. Paris, Librairie historique Teissèdre, 1999, 6 p.
- BRO, Louis. *Mémoires du général Bro : 1796-1844*. Paris, Plon, 1914, 305 p.
- CANLER, *Mémoires. Bruxelles et Leipzig*, Lacroix, 1862, 446 p.
- CANUEL, Simon. *Mémoires sur la guerre de la Vendée en 1815*. Paris, Denth, 1817, 423 p.
- CARNOT. *Correspondance inédite avec Napoléon pendant les Cent-jours*. Paris, Plancher, 1819, 135 p.

- CHAMPOLLION-FIGEAC. *Fourier et Napoléon, l'Égypte et les Cent Jours*. Paris, Firmin-Didot, 364 p.
- CHASTENAY, Mme de. *Mémoires : 1771-1815*. Paris, Plon, 1896, 2 vols.
- CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*, Lausanne, Éditions Rencontre, 1963, 4 vols.
- COMBE, Colonel. *Mémoires sur la campagne de Russie, 1812 de Saxe, 1813, de France, 1814 et 1815*. Paris, Plon, 324 p.
- CONSTANT, Benjamin. *Mémoires sur les Cent Jours*. Paris, Pichon et Didier, 1829, ND.
- COTTON, Sergent-major Edouard. *Une voix de Waterloo*. Bruxelles, Combe, 1874, 328 p.
- COUDREUX, Commandant. *Lettre à son frère, 1804-1815*. Paris, Plon, 1908, 295 p.
- CROSSARD, Baron de. *Mémoires militaires et historiques pour servir l'histoire de la guerre depuis 1792 jusqu'en 1815*. Paris, Migneret, 1829, 6 vols.
- CHAMPOLLION FIGEAC, *Fourier et Napoléon. L'Égypte et les Cent-Jours, mémoires et documents inédits*. Paris, Firmin-Didot, 1844, 364 p.
- CHEVILLET, J. *Ma vie militaire*. Paris, Plon, 1907, 90 p.
- COIGNET, Capitaine. *Les cahiers*. Paris, Hachette, 1968, 357 p.
- GONNEVILLE, Colonel de. *Souvenirs militaires*. Paris, Perrin, 1895, 393 p.
- D'ANDIGNÉ, *Mémoires du général D'Andigné*, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1900-1901, 2 vols.
- D'ARGENSON, René Louis de Voyer. *Mémoires*. Paris, Éditions Rathery, 1859-1867, 5 volumes.
- D'ESPINCHAL, Hippolyte. *Souvenirs militaires d'Hippolyte d'Espinchal*. Paris, Le livre chez nous, 2004, 629 p.
- DAMAS, Baron de. *Mémoires, 1785-1862*, Paris, Plon, 1922-1923, 2 vols.
- DAVOUT-ECKMUHL et marquise de BLOCQUEVILLE. *Le maréchal Davout, Prince d'ECKMULH*, Paris, Didier, 1879-1904, 4 vols.
- DAVOUT, Louis-Nicolas, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl, par son arrière petit-fils le comte VIGIER. Précédé d'une introduction de Frédéric MASSON. *Les Cent Jours, 1815. Souvenir du maréchal prince d'Eckmühl*. Paris, Ollendorf, 1898, 2 vols.
- DAVOUT, Maréchal. *Correspondance*. Paris, Plon, 1885, 4 vols.
- DROUET d'ERLON, Mchal, Comte. *Vie militaire*. Paris, 1844, 119 p.
- DUMONCEAU, Général, comte F. *Mémoires*. Bruxelles, Brépols, 1958-1963, 3 vols.
- DURAND, Charles. *Marseille, Nîmes et ses environs en 1815, par un témoin oculaire*. Paris, Chez les marchands de nouveauté, 1818, 71 p.
- DUTHILT, Capitaine. *Mémoires*. Paris, Tallandier, 1909, 364 p.
- ELTING, John. ESPOSITO, Vincent. *Les guerres napoléoniennes*. Paris, Édition du Quatuor, 2004, 2 tomes.
- FAIN, Baron. *Mémoires*. Paris, Plon, 1908, 372 p.
- FANTIN des ODOARDS, Général, *Journal, étapes d'un officier de la Grande Armée : 1800-1830*. Paris, Plon, 1895, 514 p.
- FLEISHMAN, Théo. *Un curieux récit de Waterloo*. Bruxelles, Meddens, SD, 158 p.
- FLEURIOT de LANGLE, Paul. *Journal du maréchal Bertrand, grand maréchal du palais, cahiers de Sainte-Hélène : 1818-1819*. Paris, Albin Michel, 1959, 3 tomes.
- FLEURY de CHABOULON. *Mémoires pour servir à l'histoire de la vie privée, du retour et du règne de Napoléon en 1815*. London, John Murray, 1819-1820. 2 vols.
- FOUCHÉ, Joseph. *Mémoires présentés par Louis Madelin*. Paris, Flammarion, 1945, 522 p.
- FOUCHÉ, Joseph. *Mémoires présentés par Vovelle*. Paris, Imprimerie Nationale, 1993, 518 p.
- FRIANT, Jean-François. *Vie militaire du lieutenant général comte FRIANT*. Paris, Dentu, 1857, 475 p.
- GAUDIN, Duc de Gaëte. *Mémoires, souvenirs, opinions et écrits du duc de Gaëte*. Paris, Beaudouin, 1826, 2 vols.

- GÉRARD. *Dernières observations sur les opérations de l'aile droite de l'armée française à la bataille de Waterloo, en réponse à M. le marquis de Grouchy. Par le général Gérard, député de la Dordogne.* Paris, Verdière, Denain, A. Mesnier, 1830, 63 p.
- GIRARD, Colonel. *Les cahiers.* Paris, Club des éditions, 1961, 281 p.
- GIROD DE L'AIN, (général baron), *Dix ans de mes souvenirs militaires, de 1805 à 1815.* Paris, Dumaine, 1873, 412 p.
- GOURGAUD, Général. *Journal de Sainte-Hélène : 1815-1818.* Paris, Flammarion, 1944, 2 vols.
- GRUEBER, Ritter von. *Souvenirs du Chevalier de Grueber.* Paris, Perrin, 1909, 302 p.
- GROUCHY. *Mémoires : 1792-1840, publié par son petit fils, le marquis de Grouchy.* Paris, Dentu, 1873-1874, 5 vols.
- Emmanuel, maquis de GROUCHY, *Relation succincte de la campagne de 1815 en Belgique, et notamment des mouvements, combats et opérations des troupes sous les ordres du maréchal Grouchy, suivie de l'exposition de quelque-unes des causes de la perte de la bataille de Waterloo. Pièce et documents officiels inédits jusqu'à ce jour, et qui légitiment les dispositions qu'a dû prendre le maréchal Grouchy par suite des ordres de l'Empereur.* Paris, E.B. Lanchy, 1843, 212 p.
- GUILLOIS, Antoine. *Napoléon l'Homme, le politique, l'orateur : d'après sa correspondance et ses œuvres,* Paris, Perrin et cie, 1889, 2 vols.
- GUIZOT, F. *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps.* Paris, Michel Lévy, 1862-1867, 8 vols.
- HENCKENS, Lieutenant. *Mémoires.* La Haye, Nijhoff, 1910, 250 p.
- HERBILLON, Colonel. *Souvenirs du général Herbillon, 1774-1866.* Paris, Berger-Levrault, 1928, 232 p.
- HEYMES, Colonel. *Relation de campagne de 1815, dite de Waterloo.* Paris, Librairie Tessedre, 1999, 28 p.
- HOBHOUSE, J. *Histoire des Cent Jours.* Paris, Domère, 1819, 504 p.
- HULOT, Général baron. *Souvenirs militaires.* Paris, le spectateur militaire, 1886, 536 p.
- HULOT, Étienne. Lieutenant-Général. *Mémoires.* Paris, Firmin-Didot, 1884, 89 p.
- JAMES, Anthony-Brett. *Waterloo raconté par les combattants.* Paris, Maury, La Palatine, 1969, 171 p.
- LA BRETONNIÈRE, Émile Champion. *Souvenirs du Quartier Latin.* Paris, L. Marpon, 1863, 233 p.
- LAUGIER, Capitaine. *Les cahiers.* Aix, Remondet-Aubin, 325 p.
- LARREY, Baron. *Mémoires de chirurgie militaire et campagnes.* Paris, Smith et Buisson, 1812-1817, 5 vols.
- LAS CASES. *Mémorial de Sainte-Hélène.* Paris, Bourdin, 1842, 2 vols.
- LE SÉNÉCAL, Ch. *Appel à l'histoire sur les faits de l'aile droite de l'armée française les 16, 17 et 18 juin 1815.* Bayeux, Typo, Saint-Ange Duvant, 1865, 79 p.
- LEFOL. *Souvenirs sur le Prytanée de Saint-Cyr.* Versailles, Imprimerie de Montalant-Bougheux, 1854, 92 p.
- LEFOL, Charles, neveu du général baron Etienne-Nicolas. *Souvenirs sur le retour de l'empereur Napoléon de l'île d'Elbe et sur la campagne de 1815 pendant les Cent Jours.* Versailles, Montalant-Bougheux, 1852, 92 p.
- LEFEVBRE, Charles-Stanislas. *Campagnes et missions.* Paris, Au bureau de la nouvelle revue rétrospective, 1904, 213 p.
- LE ROY, C-F-M. *Souvenirs de C-F-M Le Roy, major d'infanterie, vétéran des armées de la République et de l'Empire, 1767-1851.* Paris, 1914, 334 p.
- LEJEUNE, Général. *Mémoires.* Paris, Firmin-Didot, 1895, 2 vols.
- LEJEUNE. *Souvenirs du cavalier Ch-H Lejeune du 11^e régiment de chasseurs à cheval, 1805-1810.* Paris, Dubois, 1914, 57 p.
- MADELIN, Louis. *Lettres de grognards.* Liège, Paris, 1936, 416 p.

- MONTHOLON, (Général). *Récit de la captivité de l'Empereur Napoléon à Sainte-Hélène*. Paris, Paulin, 1847, 2 vols.
- LAFAYETTE, Général. *Mémoires, correspondances et manuscrits*. Bruxelles, Société Belge de Librairie, 1837, 12 vols.
- LAREVELLIÈRE-LÉPEAUX, *Mémoires*. Paris, Plon, 1895, 3 vols.
- LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette*. Paris, Mercure de France, 1994, 570 p.
- LEVAVASSEUR, Octave. *Souvenirs militaires d'Octave Levassasseur*. Paris, Plon, 1914, 337 p.
- MARBOT, Général, Baron de. *Mémoires*. Paris, Mercure de France, 1983, 2 vols.
- MARMONT, Maréchal, Duc de Raguse. *Mémoires, de 1792 à 1841*, Paris, Perrotin, 1857, 9 vols.
- MALLET, Capitaine. *Campagne de 1805. De Kehl à Austerlitz. Journal de marche de la 2^e division de dragons*. Paris, Librairie du monde militaire, SD, 1902, 15 p.
- MARCHAND, Louis. *Mémoires de Marchand. Premier valet de chambre et exécuteur testamentaire de l'Empereur. Publié d'après le manuscrit original par Jean BOURGUIGNON*. Paris, Plon, 1952-1955, 2 vols.
- MACDONALD, Maréchal, duc de Tarente. *Souvenirs*. Paris, Plon, 1892, 423 p.
- MARMONT, Auguste-Frédéric-Louis Wiese de. *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, de 1792 à 1841*. Paris, Perrotin, 1857, 8 vols.
- MASSON, Frédéric. 1792-1809. *Aventures de guerre. Souvenirs et récits de soldats recueillis par F.Masson*. Paris, Boussod, Valadon et Cie, 1894, 162 p.
- MAUDUIT, Hippolyte. *Waterloo, la fin d'un empire*. Paris, Le livre chez vous, 2006, 410 pages.
- MATERRE, J-B-M. *Le général Materre, 1772-1843*. Tulle, Craufon, 1906, 105 p.
- Méneval, (Baron de) *Mémoire pour servir à l'histoire de Napoléon 1^{er}*. Paris, Dentu, 1894, 3 vols.
- MERCER, Cavalié. *Journal de la campagne de Waterloo*. Paris, Plon, 1933, 269 p.
- MERME, J-M. *Histoire militaire de J-M Merme*. Moutier, Bocquet, 1852, 1814 p.
- MIOT de MELITO, Comte. *Mémoires*. Paris, M. Lévis, 1858, 3 vols.
- MOLLIEN, Comte. *Mémoires d'un ministre du trésor public, 1780-1815*. Paris, Fournier, 1845, 4 vols.
- MONTESQUIOU, (duc de Fezensac), *Souvenirs militaires de 1804 à 1814*. Paris, Dumaine, 1863, 503 p.
- NEY, Maréchal, duc d'Elchingen. *Mémoires*. Paris, Fournier, 1833, 2 vols.
- NOËL, N.A. *Souvenirs militaires d'un officier du Premier Empire : 1795-1832*. Paris, Berger-Levrault, 1895, 300 p.
- OUVRARD. G.J. *Mémoires sur sa vie et ses diverses opérations financières*. Paris, Moutardier, 1827, 3 tomes.
- PAJOL, comte. *Pajol, général de cavalerie de Napoléon*. Paris, Le livre chez vous, édition 2005, 2 tomes.
- PASQUIER, *Mémoires du chancelier Pasquier*. Paris, Plon, 1894, 6 vols.
- PÉTIET, Auguste. *Souvenir militaires de l'histoire contemporaine*. Paris, Tours, Orléans, Dumaine, Pornin, Gatineau, 1844, 424 p.
- PEYRUSSE, Baron. G. *Mémorial et Archives : Vienne, Moscou, l'île d'Elbe*. Carcassonne, Labau et Lajoux, 1869, 350 p.
- PILS, Grenadier. *Journal de marche, 1804-1814*. Paris, Ollendorf, 1895, 356 p.
- PION DES LOCHES, *Mes campagnes : 1792-1815. Notes et correspondances du colonel d'artillerie Pion des Loches, mises en ordre et publié par M. Chipon et L. Pingaud*. Paris, Firmin-Didot, 1889, 520 p.
- PIRQUET, Pierre-Martin. *Officier au service de l'Autriche. Journal de Campagne, 1799-1821*. Liège, Société des bibliophiles liégeois, 1970, 2 vols.

- PONTÉCOULANT, Comte de. *Souvenirs historiques et parlementaires*. Paris, M. Lévy, 1861-1865, 4 vols.
- PONTÉCOULANT, Ph.-G de. *Souvenirs militaires : Napoléon à Waterloo, ou précis rectifié de la campagne de 1815, par un ancien officier de la Garde impériale*. Paris, Dumaine, 1866, 491p.
- POUGET, Général baron. *Souvenirs de guerre*. Paris, Plon, 1895, 323 p.
- RAPP, Général aide de camp de Napoléon. *Mémoires*. Paris, Edition de Troie, 1973, 452 p.
- REISET, Lieutenant général, vicomte de. *Souvenirs : 1775-1836*. Paris, Calmann-Lévy, 1899-1901, 3 vols.
- RÉPÉCAUD, Colonel Claude-François-Marie. *Napoléon à Ligny et le maréchal Ney aux Quatre-Bras*. Arras, Imprimerie Degeorge, 1847, 47 p.
- REGNAULT-WARIN. *Cinq mois de l'histoire de France*. Paris, Plancher, 1819, 143 p.
- ROGUET, Général. *Mémoires militaires du lieutenant général Comte Roguet*. Paris, Dumaine, 1862-1865, 4 vols.
- ROEDERER, Pierre-Louis. *Œuvres du comte Pierre-Louis Roederer*, Paris, Firmin-Didot frères, 1853-1857, 3 vols.
- SALLE, Victor-Albert. *Souvenirs du général baron de Salle*. Paris, 1895, 2 vols.
- SÉGUR, Comte de. *La campagne de Russie : la Retraite*. Paris, Hachette, 1960, 2 vols.
- ROVIGO, Duc de. *Mémoires pour servir à l'histoire de l'Empereur Napoléon*. Paris, Bossange, 1828, 8 vols.
- SHAW-KENNEDY, James. *Notes on the battle of Waterloo, by the late General Sir James Shaw-Kennedy, K.C.B, acting at the time of the battle on the Quartermaster-general's staff of the third division of the army. With a brief memoir of his life and services, and plan for the defence of Canada*. London, John Murray, 1865, 199 p.
- SISMONDI, J-C. *Notes sur l'Empire et les Cents-jours*. Paris, Germer Baillère et Cie, 1879, 393 p.
- STENDHAL. *Journal, 1801-1818*. Paris, Champion, 1923-1934, 5 vols.
- STUTTERHEIM, Général-Major. *La bataille d'Austerlitz*. Paris, Fain, Debray, 1806, 128 p.
- Duc de BROGLIE, *Mémoires du Prince de Talleyrand*. Paris, 1891-1892, 5 vols.
- Talleyrand intime d'après sa correspondance inédite avec la duchesse de Courlande. La Restauration en 1814*. Paris, E, Kolb, 1898, 357 p.
- TELLIER, P-J. *Un témoin de Waterloo, journal*. Bruxelles, extrait du bulletin de la Société Belge d'Étude Napoléonienne, No 8, mai 1953, 47 p.
- THIBAudeau, A.C. *Mémoires : 1798-1815*. Paris, Plon, 1913, 561 p.
- THIÉBAULT, Général Baron. *Mémoires, 1769-1820*. Paris, Plon, 1894-1895, 5 vols.
- TITEUX, Eugène. *Le général Dupont*. Puteux-sur-Seine, Prieur et Dubois, 1903, 3 vols.
- TOMKINSON, William. *The Diary of a Cavalry Officer in the Peninsular War and Waterloo Campaign, 1809-1815, by the late Lieutenant-Colonel Tomkinson, 16th Light Dragoons. Edited by his son James TOMKINSON*. London, Swan Sonnenschein and Co, New-York, Macmillan and Co, 1895, 356 p.
- TREFCON, Colonel. *Carnets de campagne, 1793-1815*. Paris, Dubois, 1914, 270 p.
- VAN DEDEM de GELDER. *Un général Hollandais sous l'Empire*. Paris, Plon, 1900, 414 p.
- VANDAMME, Du CASSE, A. *Le général Vandamme et sa correspondance*, Paris, Didier et Cie, 1870, 2 vols.
- VAUDONCOURT, Général, G de. *Histoire des campagnes de 1814-1815*. Paris, Avril de Gastel, 1826, 5 tomes.
- VILLEMAIN, A-F. *Souvenirs contemporains*. Paris, Didier, 1856-1857, 2 vols.
- VILLIER, de. *Douze ans de campagnes, 1794-1806*. Paris, Au bureau de la nouvelle revue rétrospective, 1901, 186 p.
- VITROLLES. *Mémoires et relation politiques du baron de Vitrolles*. Paris, Charpentier, 1884, 2 vols.
- VIVIEN, Commandant. *Souvenirs de ma vie militaire, 1792-1822*. Paris, Hachette, 1907, 331 p.

-WILLIAM, Helen-Maria. *Anglaise résidant à Paris, Relation des événements qui se sont passés en France depuis le retour de Napoléon Bonaparte, au 1^{er} mars 1815 jusqu'au traité du 20 novembre : suivi d'observations sur l'état présent de la France et de l'opinion publique. Traduit de l'Anglais et accompagné de notes critiques et d'anecdotes curieuses par M. Breton de la Martinière.* Paris, Dentu, 1816, 320 p.

Ouvrage généraux

- ARNAULT, Antoine-Vincent. *Vie politique et militaire de Napoléon.* Paris, Émile Babeuf, 4 vols.
- BAINVILLE, Jacques. *Napoléon.* Paris, Fayard, 1931, 616 p.
- BARNI, Jules. *Napoléon et son historien, M. Thiers.* Genève, Chez les principaux libraires, 1865, 386 p.
- BEAUCHAMP de, Alphonse *Histoire des campagnes de 1814 et de 1815.* Paris, Le Normant, 1816-1817, 4 vols.
- BEAUVAIS de PRÉAU, Charles-Théodores. *Victoires et conquêtes revers et guerres civiles des Français, de 1792 à 1815.* Paris, Panckoucke, 1817-1825, 30 vols.
- BELISSA, Marc. *Fraternité universelle et intérêt national : 1713-1795.* Paris, Kimé, 1994, 462 p.
- BELISSA, Marc. *Repenser l'ordre européen : 1795-1802.* Paris, Kimé, 2006, 461 p.
- BOIS, Jean-Pierre. *De la paix des rois à l'ordre des empereurs 1714 –1815 : Nouvelle histoire des relations internationales – 3.* Paris, Éditions du Seuil, 2003, 645 p.
- BLOND, Georges. *La Grande armée.* Paris, Robert Laffont, 1979, 632 p.
- BLUCHE, Frédéric. *Le plébiscite des Cent Jours : avril-mai 1815.* Genève, Droz, 1974, 149 p.
- BLUCHE, Frédéric. *Le Bonapartisme, aux origines du droit autoritaire : 1800-1850.* Paris, Nouvelles éditions latines, 1980, 366 p.
- BERGERON, Louis. *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire.* Paris, École des hautes études en sciences sociales. Mouton éditeur, 1986, 436 p.
- BERTAUD, Jean-Paul et SERMAN William. *Nouvelle histoire militaire de France 1789-1919,* Paris, Fayard, 1999, 844 p.
- BERTIER de SAUVIGNY, Guillaume. *Metternich.* Paris, Fayard, 1986, 626 p.
- BIGNON, Louis-Pierre-Édouard. *Histoire de France, depuis le 18 brumaire, novembre 1799, jusqu'à la paix de Tilsitt, juillet 1807.* Paris, Béchét et Didot et frères, 1829-1830, 6 vols.
- BOUDON, Jacques-Olivier. *Histoire du Consulat et de l'Empire.* Paris, Perrin, 2000, 511 p.
- BRENDA, Pierre. *Le prix de la gloire : Napoléon et l'argent.* Paris, Fayard, 2007, 634 p.
- BRAUDEL, Fernand, LABROUSSE, Ernest. *Histoire économique et sociale et de la France.* Paris, P.U.F, 1993, 4 tomes.
- BUTEL, Paul. *Les négociants bordelais : l'Europe et les îles au XVIII^e siècle.* Paris, Aubier, 1974, 472 p.
- CHANDLER, David G. *The Napoleonic Campaigns,* London, McMilland, 1966, 1130 p.
- CAMON, Hubert. *La guerre napoléonienne, les systèmes d'opérations théorie, et technique.* Paris, Économica, 1997, 412 p.
- COOPER, Duff. *Talleyrand. Un seul maître : La France.* Paris, Alvik, nouvelle traduction 2002, 431 p.
- CORVISIER, André. *Histoire militaire de la France.* Paris, Presse Universitaire de France, 1992, 4 tomes.
- CROUZET, François. *l'Économie britannique et le blocus continental.* Paris, P.U.F, 1958, 2 tomes.
- DAMAMME, Jean-Claude. *Lannes maréchal d'empire.* Paris, Payot, 1987, p. 435.
- DAMAMME, Jean-Claude. *Les soldats de la Grande armée.* Paris, Perrin, 1998, p. 438 p.

- DANSETTE, Adrien. *Histoire religieuse de la France contemporaine*. Paris, Flammarion, 1965, 892 p.
- DENIAU, Le chanoine. CHAMARD, Dom. UZUREAU l'Abbé. *Histoire de la guerre de la Vendée*. Angers, J. Siraudeau, Éditeur, 1837, 4 tomes,
- DERRÉCAGAIX. *Le maréchal Berthier, prince de Wagram et de Neufchâtel*. Paris, Edition historique Teissèdre, 2002, première édition 1904-1905, 2 tomes, 1100 p.
- De NORVINS, Jacques. *Histoire de Napoléon*, Paris, Furne, Jouvet, 1827-1828, 775 p.
- De l'ARDÈCHE, Laurent. *Histoire de l'Empereur Napoléon*. Paris, J.J Duboche et cie, 1843, 802 p.
- De STAËL, Mme. *Considération sur la Révolution française*. Paris, 1862, 2 tomes.
- DUMAS, Mathieu. *Précis des événements militaires ou Essai historique sur les campagnes de 1799 à 1814*. Paris, Treuttel, et Wurtz, 2 vol.
- ERNOUF, Alfred-Auguste. *Histoire de la dernière capitulation de Paris*, Michel Lévy et frères, 1859, 380 p.
- ENGLUND, Steven. *Napoléon*. Paris, Edition de Fallois, 2005, 639 p.
- FOURNIER, Auguste. *Napoléon 1^{er}*. Paris, E.Brouillon, 1891-1892, 2 tomes.
- Frederick II, King of Prussia, *Memoirs of Frederick II*. London, Printed for J. Hinton at the King's Arms in Newgate-Street, 1757, 156 p.
- JANIN, Etienne Fulgence. *Campagne de Waterloo, ou remarque critiques et historiques sur l'ouvrage : La campagne de 1815 du général Gourgaud*. Paris, Chaument jeune, 1820, 60 p.
- GODLEWSKI, Guy. *Napoléon à l'île d'Elbe : 300 jours d'exil*. Paris, Nouveau-Monde, édition 2003, 258 p.
- Girod de l'AIN, *Vie militaire du général FOY*, Paris, Plon, 1900, 431 p.
- HART, Liddell. *Stratégie*. Paris, Perrin, 433 p.
- HULOT, Etienne. *Le lieutenant général Baron : 1774-1850. Notice biographique. Documents historiques et militaires, ordre du jour lettre*. Paris, Le Spectateur militaire, 1884, 84 p.
- JOMINI, (Général). *Précis politique et militaire de la campagne de 1815, pour servir de supplément et de rectification à la Vie politique et militaire de Napoléon raconté par lui-même*. Paris, Anselin et Laguyonie, 1839, 284 p.
- JOURDAN, Annie. *L'Empire de Napoléon*. Paris, Flammarion, 2000, 348 p.
- JUNG, Théodore. *Bonaparte et son temps, d'après des documents inédits*. Paris, E Capiomont et V Renault, 1880-1881, 3 vols
- LACHOUQUE, Henry. *Napoléon et la Garde*. Paris, Bloud et Gay, 1956, 1114 p.
- LANFREY, Pierre. *Histoire de la Napoléon 1^{er}*. Paris, Charpentier, 1868-1875, 5 vols.
- LARMARTINE, Alphonse. *Histoire de la Restauration*, Paris, Chez l'Auteur, 1851, 4 tomes.
- LEFEBVRE, Georges. *Napoléon*. Paris, P.U.F, 1935, 626 p.
- LEFEBVRE, Georges. *La France sous le Directoire : 1795-1799*. Paris, Éditions sociales, 1977, 937p.
- LEMAIRE, Jean-François. *Les blessés dans les armées napoléoniennes*. Paris, Lettrage distribution, 1999, 336 p.
- LENTZ, Thierry. *Le Grand Consulat*. Paris, Fayard, 1999, 627 p.
- LENTZ, Thierry. *Nouvelle histoire du premier empire : Napoléon et la conquête de l'Europe : 1804-1810*. Paris, Fayard, 2002, 600p.
- LENTZ, Thierry. *Nouvelle histoire du premier empire : l'effondrement du système napoléonien : 1810-1814*. Paris, Fayard, 674 p.
- MADELIN, Louis. *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, Hachette, 1936-1954, 16 tomes.
- MASSON, Frédéric. *L'impératrice Marie-Louise : 1809-1815*. Paris, Librairie Paul Ollendorf, 1906, 628 p.
- MASSON, Frédéric. *Jadis, 2^e série : Le général Flahaut*. Paris, Société d'édition littéraire et artistique, 1906, p. 287 p.

- MARION, Michel. *Histoire financière de la France depuis 1715*. Paris, À Rousseau, 1914, 4 tomes.
- MÉNAGER, Bernard. *Les Napoléon du peuple*. Paris, Aubier, 1988, 434 p.
- MORVAN, Jean. *Le soldat impérial*. Librairie historique Teissedre, 1904, réédition, 1999, 2 tomes.
- MORLOT et HAPPERT. *Talleyrand, une mystification historique*. Paris, H. Veyrier, 1991, 1034 p.
- PIGEARD, Alain. *Organisation et vie quotidienne*. Paris, Tallandier, 366 p.
- PICARD, L. Commandant, *La cavalerie dans les guerres de la Révolution et de l'Empire*, Librairie historique Teissedre, 1895, réédition, 2000, 2 tomes.
- RAMON, Gabriel. *Histoire de la banque de France*. Paris, Grasset, 1929, 540 p.
- ROBINET de CLÉRY, *Friederich de Gentz, un diplomate d'il y a cent ans*. Paris, Payot, 1917, 256 p.
- SALGUES, Jean-Baptiste. *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le gouvernement de Napoléon Bonaparte*. Paris, Chez Buisson, 1814-1821, 9 vols.
- SOKOLOV, Oleg. *Austerlitz : Napoléon, l'Europe et la Russie*. Paris, Éditions Commios, 2005, 541.
- SOKOLOV, Oleg. *L'armée de Napoléon*. Paris, Édition Commios, 2003, 592 p.
- SOREL, Albert. *L'Europe et la Révolution française*. Paris, Les introuvables, réédition 2004, tome VIII, p. 301-302.
- SOUTOU, Georges-Henri. *L'Europe de 1815 à nos jours*. Paris, PUF, 2007, 515 p.
- ROSANVALLON, Pierre. *Le peuple introuvable*. Paris, Gallimard, 2002, 491 p.
- ROSANVALLON, Pierre. *La Monarchie impossible : Les Chartes de 1814 et de 1830*. Paris, Fayard, 1994, 376 p.
- TAINE, Hippolyte. *Origine de la France contemporaine*. Paris, Hachette, édition de 1901-1904, 12 tomes.
- THIERS, Louis-Adolphe. *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, Furne Jouvett, 1845-1874, 20 vols.
- THIRY, Jean. *La première restauration*. Paris, Berger-Levrault, 1941, 298 p.
- TULARD, Jean. *Napoléon*. Paris, Fayard, 1997, p.509. (Quatre chapitres suivants: *Victoires continentales, Économie de guerre, les défaites, 1815, le dernier choix.*)
- TULARD, Jean. *Murat*. Paris, Fayard, 1999, 473 p.
- Jean TULARD, *Nouvelle histoire de Paris, le Consulat et l'Empire*. Paris, Hachette, 1971, 440 p.
- VACHÉE, Jean-Baptiste. *Napoléon en campagne*. Paris, Bernard Giovangelini, 2003, 205.
- VANDAL, Albert. *L'avènement de Bonaparte*, Paris, Nelson éditeur, 1910, 2 tomes.
- VALÉRY, Paul. *Regard sur le monde actuel*. Paris, Gallimard, 1988, 305 p.
- WARESQUIEL, Emmanuel de, YVERT Benoît. *Histoire de la Restauration : 1814-1830*. Paris, Perrin, 1996, 499 p.

Ouvrages sur les Cent Jours, Waterloo et Austerlitz

- Alain ARCQ. *Les Quatre-Bras : 16 juin 1815*. Annecy-le-Vieux, Historic'one éditions, 2005, 119 p.
- BERNARD, H. *La campagne de 1815 en Belgique ou la faillite des transmissions*. Bruxelles, SE, 1954.
- BARBARO, Alessandro. *Waterloo*. Paris, Flammarion, 2003, 440 p.
- BERNARD, H. *Le Duc de Wellington et la Belgique*. Bruxelles, SE, 1973.
- CHANDLER, G, David. *Waterloo, the 100 days*. New-York, Osprey and Penguin, 1983, 90 p.
- CHARRAS, Jean-Baptiste Adolphe. *Histoire de la campagne de 1815 : Waterloo*. Bruxelles, Méliné, Cans et Cie, 1858, 2 vols.

- CLAUZEWITZ. *La campagne de 1815 en France*. Paris, Chapelot et Cie, 1900, 224 p.
- COPPENS, Bernard. COURCELLE, Patrick. *Hougoumont : Waterloo 1815, les carnets de campagne*. Bruxelles, 1999, 87 p.
- COPPENS, Bernard. COURCELLE, Patrick. *Le chemin d'Ohain : Waterloo 1815, les carnets de campagne*. Bruxelles, 1999, 87 p.
- COPPENS, Bernard. COURCELLE, Patrick. *La Haie Sainte : Waterloo 1815, les carnets de campagne*. Bruxelles, 1999, 87 p.
- COPPENS, Bernard. COURCELLE, Patrick. *Les vertes bornes : Waterloo 1815, les carnets de campagne*. Bruxelles, 1999, 87 p.
- DAMAMME, Jean-Claude. *La bataille de Waterloo*. Paris, Perrin, 2000, 414 p.
- DAMITZ, Carl de. *Histoire de la campagne de 1815 d'après les documents du général Grolman*. Paris, J. Corréard, 1840-1842, 2 vols.
- De VILLEPIN, Dominique. *Les Cents-Jours ou l'esprit de sacrifice*. Paris, Perrin, 2001, 604 p.
- DORIS, Charles. *Les amours secrètes de Napoléon*. Paris, Mathiot, 1815, 2 vols.
- GARNIER, Jacques. *Austerlitz, 2 décembre 1805*. Paris, Fayard, 2005, 452.
- GROUARD, Antoine-Auguste. *La critique de la campagne de 1815, réponse à M. Houssaye*. Paris, Chapelot, 1907, 67 p.
- HOFSHROER, Peter. *1815 : The Waterloo Campaign: From Waterloo to the Fall of Napoleon*. London, Greenhill Books, 1999, 376 p.
- HOWARTH, David. *A Near Run Thing, the Day of Waterloo*. London, Collin, 1968, 239 p.
- HOUSSAYE, Henry. *1815-Waterloo*. Paris, Librairie académique Perrin, 1899, 1900, 1901, 3 tomes.
- JOMINI, Général. *Précis historique de la campagne de 1815*. Paris, Librairie historique Tessèdre, 1999, 284 p.
- KEEGAN, John. *Anatomie de la bataille : Azincourt 1415, Waterloo 1815, La Somme 1916*. Paris, Robert Laffont, 1976, 324 p.
- LACHOUQUE, Henry. *Napoléon à Austerlitz*. Paris, Bloud et Gay, 1961, 387 p.
- LARGEAUD, Jean-Marc. *Napoléon et Waterloo : la défaite glorieuse de 1815 à nos jours*. Paris, Boutique de l'histoire, 2006, 462 p.
- LE GALLO, EMILE. *Les Cent jours : Essai sur l'histoire intérieure de la France depuis le retour de l'île d'Elbe jusqu'à la nouvelle de Waterloo*. Paris, Librairie Félix Alcan, 1924, 510 p.
- LENIENT, E. *La solution des énigmes de Waterloo*. France, Plon, 1915, 237 p.
- LOGIE, Jacques. *Waterloo, l'évitable défaite*. Bruxelles, Document Duculot, 1984, 219 p.
- LONGFORD, E. *The Years of the Sword*, London, ed Stock, 1971, p. 645.
- MADELIN, Louis. *Les Cent-jours, Waterloo*. Paris, Hachette, 1954, 406 p.
- MADELIN, Louis. *L'avènement de l'Empire*, Paris, Hachette, 1939, 400 p.
- MANCERON, C. *Austerlitz, 2 décembre 1805*. Paris, Robert Laffont, 1960, 313 p.
- MARGERIT, Robert. *Waterloo*, Paris Gallimard, 1964, 609 p.
- MIQUEL, Pierre. *Austerlitz*. Paris, Albin Michel, 2005, 458 p.
- MÜFFLING, Friedrich-Carl-Ferdinand von. *Histoire de la campagne des armées anglo-bataves et prussiennes en 1815*. Stuttgart et Tubingue, 1817, 159 p.
- QUINET, Edgar. *Histoire de la campagne de 1815*. Paris, Michel Lévy et frères, 2^e éditions, 1867, 448 p.
- ROBERT, Andrew. *Napoleon and Wellington*, London, Phoenix Press, 2002, 350 p.
- SÉDOUY, Jacques-Alain. *Le Congrès de Vienne : l'Europe contre la France : 1812-1815*. Paris, Perrin, 2003, 297 p.
- SIBORNE, Herbert T. *History of the war in France and Belgium, in 1815 : containing minute details of the Battles of Quatre-Bras, Ligny, Wavre, and Waterloo*. London : T. and W. Boone, 1844, 2 vols.
- THIRY, Jean. *Ulm, Trafalgar, Austerlitz*. Paris, Berger-Levrault, 1962, 319 p.
- THIRY, Jean. *Waterloo*. Paris, Édition-Berger-Levrault, 1947, 324 p.

-WAGNER, Johann-Christian-August. *Recueil des plans de combats et de batailles livrés par l'armée prussienne pendant les campagnes des années 1813, 14, et 15; avec des éclaircissements historiques*. Berlin, Reimer, 1821-1825, 4 cahiers reliés.

-WELLER, Jac WELLER. *Wellington at Waterloo*. London, Longman, 1967, 264 p.

Articles

-ALAIN, Gérard, « Napoléon et le service de santé » *Revue du souvenir napoléonien*, no 286-287, mars-juin, 1976, p. 2-22.

-BRUN, Jean-François. « Un outil de guerre », *Revue Napoléon 1^{er}*, mai-juin 2004, no 24, p. 20-25.

-BERGERON, Louis. « Problèmes économiques de la France napoléonienne », *La revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XVII, juillet-septembre 1970, pp. 469-505.

-BUTEL, Paul. « Crise et Mutation de l'activité économique à Bordeaux sous le Consulat et l'Empire », *La Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XVII, juillet-septembre 1970, pp. 302-345.

-BERTAUD, Jean-Paul, Les travaux récents sur l'armée de la Révolution et de l'empire, *Revue d'histoire militaire internationale*, no 61, 1985, p. 87-118.

-BIKAR, A, « Les Belges à Waterloo », *Revue d'histoire militaire internationale*, no 24, 1965, p.365-392.

BRANDA, Pierre. « La guerre a-t-elle payé la guerre ? » Dans Actes de colloque, *Napoléon et l'Europe*, Paris, Fayard, 2004, p. 263.

-BRANDA, Pierre. « Les finances et le budget de la France napoléonienne : la dynamique des budgets impériaux de 1805 à 1814 et le bilan lors de la première abdication », *Revue du Souvenir Napoléonien*, no 458, mars- avril 2005, pp. 35-52.

-CARROT, Georges, « Napoléon et la garde nationale » *Revue du souvenir napoléonien*, no 317, mai, 1981 p. 2-29.

-CAVALLI, David. « Les préfets et les départements », *La revue Napoléon*, no 1, février 2000, pp. 55-59.

-COUVREUR, Pierre « Sur le champ de bataille de Waterloo, le corps de santé » *Revue du souvenir napoléonien*, no 438, 2001-2002, p. 52-55.

-DANIEL, René, « Histoire militaire de la révolution de 1789 », *Revue d'histoire militaire internationale*, no 11, 1950, p. 197-201.

-DECKER, Michel « L'artillerie impériale, mai 1804-avril 1814 » *Revue du souvenir napoléonien*, no 371, juin, 1990 p. 2-24.

-DEFRASNE, J. « Vie et mentalité des militaires britanniques pendant les guerres de la révolution et de l'empire », *Revue d'histoire militaire internationale*, no 30, 1970, p. 129-144.

Présenté par de MEULANAERE Philippe et LOGIE Jacques, « Le témoignage inédit de François-Etienne Kellermann sur la campagne de 1815. » *Souvenirs napoléonien*, décembre 2001-janvier 2002, no 38, p. 6-43.

-DUGAIN René « Napoléon 1^{er} et la cavalerie impériale », *Revue du souvenir napoléonien*, no 347, juin, 1986 p. 2-21.

-DURUTTE, Pierre François-Joseph, « Mouvements de la 4^e division du 1^{er} corps d'armée », *La Sentinelle de l'armée*, no 134, 8 mars 1838, p. 5-6 (journal)

-DWYER, Philip G. « Les publications sur Talleyrand depuis 1928 », *Revue du souvenir napoléonien*, no 409, septembre-octobre 1996, pp. 5-29.

-ESDAILE, Charles, « The Napoleonic period : Some Thought on Recent Historiography », *European History Quartely*, no 23, 1993, p. 414-432

-GROUARD, A. Colonel. « Les derniers historiens de 1815, à propos des Énigmes de Waterloo de M. Lenient », *Revue des études napoléoniennes*, tome 12, juillet à décembre 1917, pp. 163-275.

- GROUARD A. Colonel. « Les derniers historiens de 1815 », « La journée du 17 juin; mots additionnelle à propos de la « Réponse » de M. E. Lenient », *Revue des études napoléoniennes*, tome 11, janvier à juin 1917, pp. 180-206, 300-322.
- LARGEAUD, Jean-Marc. « Le lieutenant-colonel Charras, soldat de la République », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, no 20-21, janvier 2001, pp. 55-72.
- LE GALLO, Emile. « Le Waterloo de Henri Houssaye », *Revue des études napoléoniennes*, tome VII, janvier-juin 1915, p. 341 et 352.
- LENIENT, E. « A propos de « La solution des énigmes de Waterloo : deuxième réponse au colonel Grouard », *Revue des études napoléoniennes*, tome 11, janvier à juin 1917, pp 323-329.
- LINDEN, Jean « Davout, homme de devoir » *Revue du souvenir napoléonien*, no 303, janvier 1979, p.4-20.
- LAUDY, Lucien. « Le guide de Napoléon à Waterloo : Jean-Baptiste Dekoster » *Revue des études napoléoniennes*, 1929, tome XXIX, p. 111-114.
- MARCHETTI, Paul-Louis « Austerlitz-Waterloo » *Revue du souvenir napoléonien*, no 272, décembre 1973, p 25-26.
- MARTIN, Roger « Les chevaux sous le Premier empire » *Revue du souvenir napoléonien*, no 395, mai-juin, 1994 p. 31-41.
- MERLIER, Georges, « l'État-major de la Grande armée », *Revue d'histoire militaire internationale*, no 30, 1970, p. 129-213.
- MURACCIOLE, José « Les industries d'armement » *Revue du souvenir napoléonien*, no 257, janvier, 1971, p. 22-25.
- PHILLIPPSON, Martin. « La paix d'Amiens », *Revue historique*, tome. LXXV, 1901, p. 236-318.
- PIGEARD, Alain. « La constitution du 22 frimaire an VIII », *La revue Napoléon*, no 1, février 2000, pp. 8-12.
- PLESSIS, Alain. « La Banque de France : une des grandes institutions napoléoniennes », *Revue du souvenir napoléonien*, no 430, août-septembre 2000, pp. 35-43.
- QUENNEVAT, Jean-Claude « Napoléon et les télécommunications » *Revue du souvenir napoléonien*, no 280, janvier, 1975, p. 2-18.
- QUENNEVAT, Jean-Claude « Que nous révèle l'iconographie sur la psychologie et les attitudes en campagne des soldats de la Grande armée, *Revue d'histoire militaire internationale*, no 30, 1970, p. 245-250.
- RUDLER, Gustave. « Le vrai journal intime de Benjamin Constant », *Revue des études napoléoniennes*, janvier-février 1915, pp. 76-105.
- SÉCHÉCHAL, Jean « Austerlitz, la grande manœuvre » *Revue du souvenir napoléonien*, no 104 décembre 1995, p. 4-23.
- SCHUMANN, Maurice. « Talleyrand et l'Allemagne », *Annale du centre méditerranéen*, no 18, 1964-65, pp. 43-62.
- UFFINDELL, Andrew, « Could Napoleon Have Won ? » *British Army Review*, no 118, 1998, p. 41-49.
- TCHAKARIAN, Clémence Zacharie. « Le code civil, instrument de l'unification de l'Empire? » Dans Actes de colloque, *Napoléon et l'Europe*, Paris, Fayard, 2004, p. 182-183.
- TWEEDIE, Neil. « We won the Battle of Waterloo, says German », *Daily Telegraph*, 14th october 1999, p. 4.
- VILLARI, Pascal. « Conversation de Napoléon avec Sismondi », *Revue historique*, janvier-juin 1876, tome 1, pp. 238-252.
- VILLARI, Pascal. « Lettres de SISMONDI », *Revue historique*. Paris, septembre-décembre 1877, lettre du 17 juin 1815, p. 346-367.

Annexe A

Notes sur les projets d'emprunt proposés à l'Empereur

Dans ce document, il est question d'un déficit anticipé de 300 millions de francs en raison de l'effort de guerre. Mollien, le ministre du Trésor, lui présente deux solutions dont il explique les avantages et les désavantages. Ce document est d'une importance capitale, puisqu'il pousse Napoléon à proposer un emprunt de 150 millions de francs à recueillir auprès des classes possédantes. Archives nationales, AF/IV/1933, Note sur deux projets d'emprunts, Paris, 21 avril 1815.

Paris 21. avril 1815.

Madame de Staël, etc. etc. au Duc de Angoulême, etc. etc.
Camp de Saint-Denis, le 21. avril 1815.

Sire,



J'ai l'honneur de représenter à votre Majesté l'observation sur les Dans notes relatives à la proposition d'emprunter un emprunt de 100 millions en Angleterre et de 100 millions en France.

Quoi qu'on s'en aie, l'on ne connaît pas de personne de leur note, il paraît qu'elle ne soit pas inconnue aux hommes de bien, et l'on parle d'engager l'un des emprunts qu'elle propose, comme d'un objet qui occupait votre Majesté.

Personne ne serait, Sire, plus intéressé que votre Majesté de l'autoriser à engager un emprunt de 200 millions pour se rétablir promptement; mais j'en suis sûr que ce soit par de telles conditions que l'on ne pourra pas s'en obtenir.

J'ai l'honneur de vous adresser, Sire, d'agréer mon très profond respect-propre.

(Note sur les Projets d'Emprunt
présentés à l'Empereur.)

Il n'est assurément pas d'homme qui n'ait bien
souvent de proposer aux finances un appointement de
ressources, puisque l'état présente un déficit de près de
trois cents millions, indépendamment du travaux extraordinaires
qu'exige le Budget de 1815.

Le Césor se trouve placé entre d'anciens Budgets
sur lesquels il a payé plus qu'il n'a reçu; (quoiqu'il
soit bien d'avoir payé tout ce que les Ministres ont annoncé
être dû) et un nouveau Budget (celui de 1815) qui,
dans les circonstances actuelles, dépense beaucoup plus
vite qu'il ne produira, ou supposant même qu'il
produise tout ce qu'il aura prévu.



Le Césor n'a pu évidemment payer plus qu'il
n'avait reçu que par des emprunts; il est débiteur de
ces fonds par compte courant; ce n'est pas la seule bonne
forme d'emprunt pour le Césor d'un État; l'État lui
donne une abondance inutile dans les temps prospères;
il le laisse pour le poids des remboursements successifs
dans les moments difficiles.

Un emprunt d'une plus mauvaise forme encore
est celui qui résulte de nos proposés de dette
ministérielle, bien constatée; car c'est un emprunt
forcé; et comme il est d'ailleurs indéfini dans sa quotité,
l'opinion en croît toujours le volume, aux dépens du
crédit public; On peut trouver la mesure de son
mauvais effet dans le taux auquel ceux qui ont fait,
ou fourni, le fonds de cet emprunt, trouvent eux-
mêmes des prêteurs, et négocient leurs titres de créances;
jusqu'à au-dessus de 10 p. 100 par an, souvent au-dessus
de.

de 20, et c'est évidemment d'être qui s'oppose à ce
sérieux.
Rattachement aux documents de 200 millions restant pour les
requisits réguliers, et qui méritent d'un côté de l'attention, d'un autre
de l'attention la partie de ces petits emprunts qui, pour être
réalisés, ont besoin de la confiance de la population de la
ville, ou du moins de la confiance de la population de la
France une révolution capitale, grande et de plus, est
nécessaire. Les emprunts pour réaliser la moitié de ces
emprunts de 200 millions en France et d'autres emprunts en Angleterre
sont-ils réalisables et sont-ils réalisables ?
Il ne s'agit pas uniquement de réaliser, et d'obtenir en
Angleterre, les premiers emprunts, mais également de réaliser
en échange de ces 200 millions de réaliser dans les 5 p. 100, les
emprunts de cette sorte, qui rendent la France débiteur
d'un capital considérable de celui qui elle aurait reçu, et c'est
qu'en réalité, pour une loi, la France ne peut pas réaliser
M. de 20.

de l'Etat, on a vu que l'Etat a des (dépenses)
un budget de (dépenses) et le budget de (dépenses) et le budget de (dépenses)
les dépenses qui sont des (dépenses) et le budget de (dépenses) et le budget de (dépenses)
a une condition plus onéreuse que la (dépense) et le budget de (dépenses) et le budget de (dépenses)

Et on ne pourrait pas espérer que 100 millions, pour
l'Etat par intervention...

pour les (dépenses) anglaises, arrivant à faire les (dépenses)
ils obtiendraient nécessairement que la (dépense) n'en fut
que (dépense), et s'opposant par (dépense) de (dépense) mais
pour pouvoir faire 100 millions de (dépense) de (dépense) au (dépense)

Anglais, le (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
et qu'ils ont eu dans leur main les (dépense) de (dépense) de (dépense)
monnaie des (dépense) de (dépense) qu'ils avaient (dépense)
eux, et un (dépense) anglais, maintenant (dépense) de (dépense)

autres encore que des (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
se trouverait donc placé entre la (dépense) que (dépense) de (dépense)
très (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
s'ils n'obtiennent pas des (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)

marchandises, et la (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
voyaient les (dépense) et la (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
Note. Les (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
100 millions qui (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)

de la (dépense) et de la (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
10 millions de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
dépense au (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
dépense de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)

un (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
il aurait tout le (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
avec une (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
propriétaire de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)

pour (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
pour (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
pour (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)
pour (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense) de (dépense)



[illegible]

elles de fausse que sous la forme des contributions
immédiates actuelles.

40 millions sur les bois d'origine, pourvu aussi
en outre à l'ancien.

450 millions sur les bois de commerce et sur les
bois de provenance étrangère restant pour les employer à

couvrir le déficit de la dette, et le budget de 1815
de déficit de 100 millions, nous sommes en mesure

de payer ces 450 millions sans recourir à la vente
d'aucun bien de l'Etat.

disposables le plus promptement possible, pour l'achat
des acquisitions, la suppression d'impôts

nécessaires pour les établissements, et l'acquittement
des dépenses pour l'entretien.

Il est donc évident que la nouvelle loi de finances
la comparaison, d'après les calculs, en vertu de la dégrèvement

des impôts, en pourrions payer de plus ou de moins
quelque chose à l'Etat, et par conséquent à la

proportion de la dette, et par conséquent à la
proportion de la dette, et par conséquent à la

proportion de la dette, et par conséquent à la
proportion de la dette, et par conséquent à la

proportion de la dette, et par conséquent à la
proportion de la dette, et par conséquent à la

proportion de la dette, et par conséquent à la
proportion de la dette, et par conséquent à la

proportion de la dette, et par conséquent à la
proportion de la dette, et par conséquent à la

proportion de la dette, et par conséquent à la
proportion de la dette, et par conséquent à la

proportion de la dette, et par conséquent à la
proportion de la dette, et par conséquent à la

proportion de la dette, et par conséquent à la
proportion de la dette, et par conséquent à la

proportion de la dette, et par conséquent à la
proportion de la dette, et par conséquent à la

21. avril 1815

Projet

Cent Millions

Proposition

On propose 1.^o D'être autorisé à partir
Débiter pour l'étranger.

2.^o Débitier pour l'une ou l'autre
opération, à forfait, ou à commission,
et d'en rapporter l'engagement
positif signé des premières maisons
de Banque.

D'après les budgets des 3 an-
niées années, la somme d'investissement proposée
en rente 5. p. 100 courrez = 5,000,000. .
Et les établissements publics = 5,000,000. .
Total en rentes... 10,000,000. .

Capital Nominal 200,000,000
au cours de 58. 116,000,000.

On propose
1.^o La Neg. du forfait au
cours de 50. 100,000,000.

Différence... 16,000,000.



C'est bien la négociation au cours d'aujourd'hui
chaque payement à faire sur les cent millions
avec une somme de 5. ou 10 p. 100.

La rente pourrait baisser à 50 ou même à 20,
elle pourrait remonter à 60 ou 70 par les événements.

Le forfait rend les chances égales. L'opéra-
tion, serait impossible en France, car pour réaliser
à Paris 20 millions, les fonds publics y tomber-
raient à 20 et peut être à 25.

Il faut donc des capitalistes étrangers, qui
placent à 10 des fonds employés chez eux à
6, auront un grand intérêt à réaliser Débiter
opération.

Pour le Gouvernement français cette
mesure présente toute espèce d'opportunité et d'
urgence.

Finances

Sty a urgence?

Les deux D^{es} Madama sont participables
La 1^{re} procurera de suite un revenu
effectif (100 millions) et payera
aux et à leurs héritiers d'inscriptions
à Paris par les Maisons Pige
& Barneq.

1. Crée en France la Nation
2. L'Empire.

La. 2^e Dissertation
contre l'Esprit, qui est plus d'Esprit.

1.° au Précepte Départemental
 sur les revenus forains, et sur les
 Revenus des Capitales hypothécaires.

2. see Expend Municipal

2: Termines promptement
au l'ouvrage pour mettre
à son risque la Paix
probable dans l'Europe.

sur les Valeurs de Remboursement, Capitaux
et Intérêts.

3. la Garantie de l'Empire
forte et Douce. Rationing
des den Taxe de l'impôt.

Sei das Centrum additiv α d. \mathcal{L} .

*L'admission de l'Imprent dans les
admission des forêts et biens nationaux.*

La famille ducument autorisée
par la loi, sur la route ou l'empire
Départementales et Municipales.

un fonds d'assurance, bien
constitué, sera affecté aux dépenses.

Les Mesures rendront
les charges de la guerre plus faciles
et surtout communes à tous les peuples.

Les requisiions seraient faites
- les services de la guerre assurés -
- les compensations des dits fautes -
- la circulation aurait, par le mouvement
plus de reproduction. Et l'œuvre
plus d'espérance.

ou le Capitaine Il y a
urgence



Annexe B

Rapport de l'Intendance générale signé par l'ordonnateur général Jean-Paul Daure

Dans ce document de l'intendance générale, on retrouve des notes explicatives sur l'ensemble des services de l'armée dont quelques-uns n'ont pas été abordés par nous dans la thèse. Archives nationales, AF/IV/1938, Rapport à sa Majesté l'Empereur sur la situation des différents services de l'armée au 12 juin 1815.

AF/IV/1938

Intendance Générale

Rapport
à sa Majesté l'Empereur
sur la situation des différents
services de l'Armée.



Au 12 Juin 1815.

A sa Majesté L'Empereur.

Sire,

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Majesté la situation actuelle des différents services à l'armée du Nord. votre Majesté pourra y reconnaître les efforts qu'a faits l'administration pour arriver dans un si court espace, à de tels résultats qui, s'ils ne sont pas complets, sont au moins en grande partie satisfaisants; elle y verra nos besoins, & ses décisions à cet égard permettront aux administrateurs de continuer leurs travaux avec le zèle & le dévouement qui les ont animés jusqu'à ce jour.

Chapitre 1.^{er}

Subsistance.

Les opérations pour les Subsistances de l'Armée ont été

Sobieski d'après les vœux de Votre Majesté & les instructions
du Ministre de la Guerre, se sont conformés à l'approvisionne-
ment qui devra être de ce moment et à mesure des circonstan-
ces, pourvoir à tous les besoins des Corps mis en mouvement.

Quint l'approvisionnement se fera ainsi

- 1° en réserve en service courant.
- 2° en réserve spéciale pour distributions à l'avance au besoin.
- 3° en réserve à porter à la suite des Corps d'Armée.
- 4° en fonds de Magasin de 3 mois.
- 5° en approvisionnement en cas de siège.

Services courants

Jusqu'à ce moment les Magasins ont pourvu aux
distributions journalières, sans avoir donné lieu à une
interruption réelle de service.

Sur quelques points il existe même des excédents qui
après les premiers mouvements et les distributions effectuées
à l'avance pourront préparer une partie des manuels que
les Munitionnaires généraux devront avoir rassemblés d'ici
aux 15 & 30 juin pour trois mois, et entretenir toujours à la
même hauteur, aux termes de leurs Marchés.

Distributions à l'Avance.

Etant les corps d'Armée sont pourvus de 4 jours de
pain pain dont l'avance a été ordonnée par Votre
Majesté.

Tous les Corps ont aussi reçu, à quelques petites quantités
près la 1^{re} 1^{re} & 2^{de} qui d'après les ordres de
Votre Majesté a dû être donnée à chaque corps de l'Armée.
Si quelques uns des Corps n'avaient pas leur Complet, il y
aurait pourvu par la réserve du Quartier Général qui arrivera
le 13 à Orléans. En plus voir par l'Etat (N° 1.) les
quantités déjà distribuées & celles qui restent à distribuer.
Sans parler 4 jours de pain que pour les trois jours

de Rix.

Réserves à la suite des Corps d'Armée.

Les réserves à poster à la suite de l'Armée se composent de 15 jours de Rix, l'eau de vie, sel, vinaigre, de 6 jours de pain 1/2 biscuit, de 4 jours de viande sucrée, & de 4 jours d'arôme, & doivent être prêtés le 13 du courant.

D'après les rapports des ordonnateurs en chef, cette opération essentielle présente les résultats suivants,

Le 1^{er} Corps sera entièrement au complet au moyen des ressources que j'ai pu procurer.

Le 2nd a toutes ses denrées depuis plusieurs jours.

Le 3rd se complètera pour la réserve de Philippville.

Le 4th devant prendre les vivres à la suite dans la 3th Div^{on}. Militaire, a laissé à Metz des équipages pour les lui amener.

Le 6th a reçu avant son départ de Lyon, tout ce qui lui revenait.

La garde Impériale a dû prendre ses réserves à Soissons. Les moyens pour la compléter y existaient, mais on ne m'a pas encore fait parvenir les détails de cette opération.

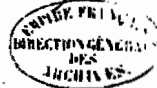
Masse d'approvisionnement de 3 mois.

L'Etat (N^o 2.) fait connaître la fixation de cet approvisionnement et les places dans lesquelles ils ont lieu. Le terme de rigueur pour leur complément est fixé au 30 Juin. Les réserves sont dans un Etat peu satisfaisant mais il sera facile aux commissionnaires de les compléter avant même le terme de rigueur. Elles sont bien importantes pour pourvoir aux besoins de l'Armée partout où ses mouvements la porteront. Elles doivent être de 3 mois & tenues constamment à la même hauteur.

Approvisionnement en Cas de Siège.

Ils ont été confiés aux autorités civiles & placés sous la surveillance des ordonnateurs de Divisions.

D'après le Tableau (N^o 3.) on peut se convaincre que les



approvisionnement des places des 1^{re}, 2^{re} & 16^{re} divisions pour le cas de siège, sous une satisfaction et que leur hauteur calculée sur les résultats généraux peut être évaluée aux 2/3.

Résultats généraux.

L'Etat (N^o 4.) fait connaître la quantité de rations qui existe en denrées de toute nature dans les réserves de Maubeuge, Arras, Philipperille, Guise, Laon & Soissons. Savoir:

Farines.....	3,591,540. Rations.
Riz.....	2,543,700.
Sel.....	3,088,000.
Eau de vie.....	1,882,624.
Avoine.....	66,000.
Maïs.....	200,000.

Sous le N^o 5. représente l'Etat des besoins des forces militaires qui existent dans les 1^{re}, 2^{re} & 16^{re} Divisions militaires; par là on peut connaître nos moyens de fabrication.

Chapitre 2^{me}

Transports et Equipages Militaires.

L'Organisation des Equipages de l'Armée a subi différentes modifications, occasionnées par le passage de quelques divisions, d'un Corps d'Armée dans un autre, la formation des corps de Cavalerie, & la réunion de l'Armée de la Moselle.

Je soumettrai à Votre Majesté un tableau général (N^o 6.) qui comprend l'Organisation de ce service.

La 1^{re} partie présente nos ressources, la seconde la répartition accordée pour chaque Corps d'Armée, et la 3^{me} ce qui existe présent au 10 Juin.

Ce tableau indique en outre pour chaque espèce de voitures, soit des Equipages militaires, soit des compagnies auxiliaires, les places, Escadrons ou Compagnies, & les dépâtemens qui

doivent fournir à chaque Corps d'Armée.

L'Etat N° 7. présente la situation des Equipages militaires au 10. Juin, qui donne 2,78 Chariots en activité.

Celui N° 8. la situation des Compagnies d'Equipages auxiliaires à la même époque, qui donne 640 Voitures en Activité.

Equipages d'Ambulance.

Le service des Equipages d'Ambulance est organisé depuis le 20 Mai aux différents Corps d'Armée, selon le Tableau général de formation pour ce qui concerne les ambulances des Divisions d'Infanterie, mais il n'en est pas ainsi pour les Divisions de Cavalerie.

Dès le 18 mai dernier je proposai leur organisation particulière, comme ambulances légères composées de Chariots de Bât.

Je n'ai reçu que le 2 de ce mois, l'autorisation de faire établir ces ambulances & d'avoir d'un crédit de 54,000. fr. qui n'est pas encore réalisé aujourd'hui.

Cependant le temps presse & si l'on ne fait pas préparer le matériel de santé à Lille ne pourra pas se Compter sur une formation très prochaine.

J'ai donné l'Ordre pressant à M^r l'Ordonnateur de la 16^e Division, de passer un marché pour la fourniture des Chariots de Bât, des Canots & objets d'Equipement.

En supposant que les fûts soient faits sous quelques jours, il faudra employer à Lille un temps matériel aux Chariots d'établissement qu'il eût été bien plus facile d'abréger à Paris, ou la fourniture entière des 100 Chariots tous équipés devoit se faire à l'époque du 20 mai sous 5 à 6 jours au plus tard. au reste, si les ambulances de la Cavalerie ne sont pas prêtes, j'y ferois suppléer par celles du grand Quartier général.

La répartition des Equipages d'ambulances légères aux Corps de Cavalerie, nécessitera aussi quelques mouvements plus ou moins éloignés pour la mise en route pour destination; mais au moins les Equipages seront complets pour le matériel.

du service de santé.

Équipages des réserves des Substances.

Votre Majesté sera convaincu sans doute que le service des Equipages des réserves de Substances ne tardera pas à être complété si les ressources des ports et des Départemens affectés à cette organisation spéciale y doivent être employés exclusivement, & si les ordres de M^{te} les préfets en tiennent la rentée & la disposition avec autant d'activité & d'expérience que j'en ai mis jusqu'à présent à prescrire par moi même l'exécution des mesures prescrites par Votre Majesté.

Néanmoins la formation des Equipages auxiliaires est loin d'avoir obtenu dans quelques Départemens, le degré d'activité sur lequel il étoit permis de Compter, ceux du Nord & du port de Cabris sont principalement en retard, les autres Départemens auront fourni leurs Compagnies avant le 15 Juin.

Chapitre 3.

Hospitaux

Je mets sous les yeux de Votre Majesté.

1.^{re} (N^o 9.) Liste des ambulances attachées aux divers Corps d'Armée, & dont les résultats sont que l'armée a dans ce moment 28 Ambulances ordinaires d'infanterie, qui à raison de 3200 hommes en linge & 4800. en charge chacune formeront ensemble... 89,600. hommes..... 134,400. en charge.

Les Carabins aura..... 12,800..... 19,200.

102,400..... 153,600.

D'après ma demande le Ministère aura à ma disposition une réserve de 32000 hommes qui sera envoyée à

Paris le 15 Mars.

2^e (n^o 10) Un état indiquant les lignes que j'ai cru devoir déterminer pour la répartition et les évacuations des malades du 6^e Corps d'Armée. en raison de la position que l'Armée occupera au 13 juin. les malades des 1^{er}, 2^{es} & 6^{es} Corps seront répartis dans les 1^{re}, 15^{te} & 16^{te} Divisions militaires.

Ceux des 3^{es} & 4^{es} Corps, dans les 2^{es}, 3^{es} & 4^{es} Divisions.

3^e (n^o 11.) un état portant approximativement le nombre des Malades existants dans les hôpitaux de ces divisions à 6000. & celui des places dont on peut encore y disposer à 23968.

Le Ministre de la Guerre vient d'en donner avis de diverses dispositions qu'il a faites pour augmenter les ressources des hôpitaux dans l'Arrondissement de l'Armée.

Si Votre Majesté le désire, j'aurai l'honneur de lui en rendre compte par un rapport particulier. au résumé, l'Armée a peu de malades.

Chapitre 4.

Habillement & Equipement.

Il n'existe à l'Armée en objets d'habillement & d'Equipement que mille paires de Souliers expédiés de Paris au 27^{te} de ligne qui leur a refusés, parce qu'il n'en avoit pas besoin. ils sont restés à la suite du 6^{te} Corps pour en disposer suivant les besoins, d'après mes ordres.

J'ai demandé au Ministre de la Guerre de former à la suite du quartier général une réserve de 20 à 25 mille paires de Souliers; précaution qui m'a paru utile pour parer aux besoins imprévus, qui pourroient survenir pendant la campagne. Le Ministre m'en a accordé 22 mille paires dont 12 mille à prendre dans le Département de l'Oise & 10 mille sur celui de la Seine inférieure. Ces souliers seront expédiés par mille paires,

à mesure de leur Confiction, mais la riserve ne pourra être
complète qu'à la fin de Juillet. J'ai écrit à M^{me}. les
préfets de tracer les envois, de manière à ce que toutes
les quantités soient arrivées pour la fin de Juin.

J'ai fait établir deux Magazines l'un à Lyon & l'autre à
Orléans pour recevoir les effets qui pourront être expédiés
par ordre du Ministère.

L'Organisation du Bataillon des soldats d'ambulance
est très retardée par le défaut de fonds pour s'habillement.
150 hommes seulement seront à Orléans pour le 20 Juin.
Le reste du Bataillon ne pourra arriver qu'à la fin du mois.
On doit à ce Corps pour habillement 103,863 francs.
J'ai prié le Ministère de lui accorder sur le Champ un à-
compte sur cette somme.

Plusieurs des corps de l'armée éprouvent des besoins
d'effets d'habillement & d'équipement, j'en ai rendu compte
en détail au Ministère, & j'ai engagé à lui faire expédier
par courriers accélérés.

M^{re}. le Maréchal Grouchy m'a requis de faire confec-
tionner à Lyon les Gendarmes & les postes. Crona néanmoins
aux Régiments de Dragons qui ont remplacé à la fin,
leurs Mousquetaires par des fusils. Vu l'urgence
besoin, & la requête de M^{re}. le Maréchal, j'ai été
obligé de faire remettre 14,000 f. aux Comités d'administration
de ces Corps pour payer cette dépense. J'ai dû prendre
cette somme sur un fonds de Cent mille francs affecté
aux Vieux, le seul qui jusqu'à présent ait été mis
entièrement à ma disposition.

Je viens à l'instant de recevoir un Crédit de 10,000 f.
pour l'habillement, la dépense dont il est question ci-
dessus sera prise sur ce fonds.

Campement

Beaucoup de Corps ont des besoins. Un grand nombre de Campement, Jeter ai fait connaître au ministre qui m'a répondu qu'il faisoit expédier de Paris des outils & ustensiles de Campement pour Dix mille hommes, qui avec ceux existant dans le Magasin de Lille suffiraient aux besoins de l'Armée.

Ces effets sont arrivés à Lyon seulement le 12 de ce mois; Jeter ai fait expédier à Châlons, où ils seront distribués aux Corps de l'Armée, suivant leurs besoins, & y seront le 14 au matin.

Chapitre 5.

Postes.

Ce service est à peine organisé; le Directeur des postes est arrivé, il m'assure que ce n'est que vers le 15 que tous les Equipages & les personnes attachées à ce service, seront rendus auprès des divers Corps de l'Armée. il est à remarquer que ce n'est que vers la dernière jour du mois passé, que l'Organisation des postes a été arrêtée par le Directeur Général des Postes.

Chapitre 6

Trésor.

Le Service du Trésor est organisé pour de tous les Corps de l'Armée, les Payeurs & leurs dépositaires sont à leur poste. Le Tableau (n° 12.) en fait connaître l'Organisation.

Chapitre 7.

Fonds.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Majesté, par l'Etat (N° 13.) un aperçu des fonds nécessaires pour acquitter les dépenses mensuelles des 1^{re} 2^e 3^e 4^e 6^e Corps d'Armée & des 4 Corps de Cavalerie calculés sur un Effectif de 125 hommes, & pour pourvoir aux besoins impériaux des différents Services.

Par l'Etat (N° 14.) Votre Majesté verra quels sont les Crédits qui m'ont été ouverts jusqu'à ce jour par le Ministère de la Guerre, ils s'élèvent ensemble à la somme de

Elle peut apprécier combien ils sont insuffisants en raison des besoins, & pour satisfaire à une foule de dépenses qui ne sont pas comprises dans ces Crédits, & qui s'élèvent journellement telles que frais de poste, travaux impériaux du Génie & de l'Artillerie &c.

J'en ai donc supplié votre Majesté de m'accorder bientôt un fonds de 50,000 £. pour couvrir des dépenses qui sont déjà faites, ou qui peuvent se présenter d'un moment à l'autre.

Laon :

Ce secours m'est indispensable au moment où l'Armée commence ses opérations.

J'en ai présenté à votre Majesté qu'un Compte sommaire sur toutes les principales opérations de l'Armée; J'en ai par conséquent dû m'étendre d'avantage, par ce que j'ai rendu Compte à M^r. le Major Général, jour par jour, de

N. 14

Etat des Crédits ouverts
Jusqu'au 12 Juin 1815, par le
Ministre de la Guerre,
à l'Intendant Général.



Intendance Générale

5^{me} Section.

fonds.

N^o.

Etat des fonds mis à la disposition de
l'Intendant Général, par S. E. le Ministre
de la Guerre.

Le 11 Juin, M^{te} l'Intendant général a reçu les Lettres de Crédits
dont le détail suit :

N ^o 483. pour le Service des Vins et Pain	30,000.
N ^o 486. pour le Service des Fourrages.	25,000.
N ^o 494. pour le Service de l'habillement	10,000.
N ^o 485. pour le Approvisionnement de siège	60,000.
Total ..	125,000.

S. E. le Ministre de la Guerre a annoncé qu'elle
avait accordé un fonds de 120,000. pour les hôpitaux 120,000.

Elle a donné également avis qu'elle alloit ouvrir
un Crédit, pour les Ambulances actives des deux
divisions de Cavalerie de cy. 54,000.



Total des fonds .. 299,000.
annoncés par son Excellence.

Auxquels fonds il convient d'ajouter

1^o Le Crédit qui avoit été ouvert à M^{te} Fardonna-
tau-Volland, pour le Service des Vins et Pain,
crédit dont M^{te} l'Intendant général a fait la
suppléance et qui est encore inscrit cy... 100,000.

2^o Un Crédit de 6000. qui a été appliqué aux
dépenses d'origine des Ambulances de l'Armée 6,000.

Total général des fonds faits ou annoncés à
M^{te} l'Intendant général 405,000.

toutes les dispositions particulières que j'ai été dans le Cade de
faire. Au reste j'espère donner à Votre Majesté, sur toutes
les parties les détails les plus circonstanciés, toutes
les fois qu'elle le désirera.

Je suis avec Respect,

Sire,

De Votre Majesté

Le très humble, très obéissant
serviteur & fidèle Sujet.

Laon le 12 juin 1815.

L'Intendant Général. /

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to the Intendant General mentioned in the text above it. The signature is fluid and cursive, with a prominent initial 'J'.

Annexe C

Rapport du maréchal Grouchy à l'Empereur concernant les opérations de l'aile droite de l'armée à partir du 17 juin au 20 juin 1815.

Dans ce document, le maréchal fait la relation des mouvements et des combats menés par ses troupes lors de cette opération. La rédaction de ce rapport a commencé à Rosières le 19 juin 1815, continué à Gembloux le 20 juin. Il a été achevé et expédié de Dinant le même jour. SHD, C15/5, Armée du Nord, le maréchal Grouchy à l'Empereur, lettre commencée à Rosières le 19 juin 1815 vers les 10 heures du matin; continué à Gembloux le 20 juin à 6 heures, achevée et expédiée de Dinant le 20 juin à 10 heures du soir.

19 et 20 juin 1815.

de M^{le} al. Grouchy
à l'Empereur.

Lieu Rossiers.

Lettre commencée à Rossiers ⁽¹¹²⁾ le 19 juin 1815.
Vers les 10 heures du matin, - continuée à Gembloux le
20 juin à 6 heures du matin, achevée et expédiée
de Dinant le 20 juin à 10 heures du soir.

Sire,

C'est tout qu'hier, entre six et
sept heures du soir, que j'ai reçu
la lettre du Major général en date
du 18 juin à une heure après midi,
par laquelle vous me prescrivez de
me diriger sur St Lambert et
d'attaquer le G^{al} Bulow.

J'étais parti de bonne heure
de Gembloux le 18 juin, afin de
devancer les troupes du 3^e Corps
à Sartre à Valchain, et avant de
monter à cheval, le 18, pour m'y
rendre, j'écrivis à Votre Majesté
pour l'en prévenir.

Le 17 juin à 10 heures du
soir, j'avais donné l'ordre au G^{al}
Vandamme de se mettre en mou-
vement le 18 de très bonne heure,



et de se diriger vers Sart-a-Vallain,
Je lui fis rédiger cet ordre par
un de mes officiers, et il l'exécuta
ponctuellement. Dès que j'ai atteint
la tête du 3.^e Corps, je me suis
rendu au galop à Sart-a-Vallain
pour recueillir les renseignements
que je présumais qu'on pourrait
y avoir sur les directions de
retraite suivies par les Prussiens,
recevoir les rapports de plusieurs
de mes officiers, que j'avais en-
=voyés en reconnaissance de
divers côtés, ainsi que ceux des
Général-Pajol et Exelmans, et trans-
=mettre le tout à Votre Majesté.

Pendant que j'étais occupé
à vous écrire, l'ennemi une canonade
s'est fait entendre sur la gauche;
ayant été prévenu par vous-même
la veille, quand je quittai Votre
Majesté sur le champ de bataille
de Fleurus, qu'elle marchait avec
les Anglais pour les combattre, s'ils
voulraient tenir de ce côté de la
forêt de Saignes, ce que cependant
Votre Majesté ne pensait pas,
puisque elle avait fait dire au
Prince Joseph à Paris que l'armée
anglaise était en retraite sur Bruxelles.

je m'étonnai peu de cette canon-
nade, la regardant comme un
engagement d'arrière-garde.

Je venais de vous expédier
ma lettre, Sirén, et j'en avais
chargé un de vos anciens pages,
le major de La Chesnaye, officier
bien monté et bon écuyer, au-
quel j'avais enjoint de se tenir
constamment à portée de votre
Majesté afin de me rapporter
ses ordres, si elle en avait à me
donner, lorsque je fus prévenu
par un aide de camp du Général
Exelmans qu'il avait en face
de lui une arrière-garde prus-
sienne qui avait pris position
à droite de l'un des chemins
conduisant de Sartre à Walhain
à Wavres, ville vers laquelle
toutes les troupes ennemies paraissaient
s'être dirigées. Je montais à
cheval pour aller les faire attaquer,
quand le Général Gérard m'arrêtant
m'engagea à me diriger du côté
où l'on tirait le canon. Je lui
fis connaître en peu de mots les
motifs qui ne me permettaient pas
de goûter cet avis; mais il n'en
persista pas moins à me presser de



le laisser marcher du côté de la canonnade
avec le 4^e Corps, si je ne voulais pas
le faire avec la totalité de mes troupes.
Je n'ai pas eu de voir, dans cette
circonstance, plus que je ne l'ai fait
à aucune époque, l'air, assumer la
responsabilité de modifier vos ordres.

Ces ordres, qui m'avaient été
donnés par vous-même le 17 Juin,
en m'envoyant à la poursuite des
Prussiens, m' enjoignaient 1^o de les
attaquer dès que je les aurais joints,
et de ne les jamais perdre de vue.

2^o Deux lettres du Major général
en réponse à celles par lesquelles j'avais
informé Votre Majesté que je me
proposais de marcher sur Sart-a-Walvain
et Wavres, donnaient un assentiment
positif à ce mouvement, car dans la
première de ces lettres se trouvait
cette phrase: « L'Empereur me charge
de vous prévenir qu'il va faire attaquer
l'armée anglaise qui a pris position à
Waterloo, près de la forêt de Soignes,
ainsi la Majesté désire que vous
dirigiez vos mouvements sur Wavres,
ou vous devez arriver le plus promp-
tement possible ».

Dans la seconde, le Major général
me faisait l'insinuation de me porter sur

« Harves, etc ajoutait: » le mouvement est
« conforme aux dispositions qui vous
« ont été communiquées. »

Ces injonctions étaient trop
positives, dire, pour que je pusse goûter
le conseil que me donnait le G^{al}
Gérard, et à son instigation quelques
Généraux, - conseil qui était d'ailleurs
combattu par d'autres généraux, et
notamment par le G^{al} d'artillerie
Baltus, qui soutenait qu'il était
impossible d'arriver à temps utile
au point où se trouvait le canon, à
raison de l'heure avancée de la
journée (onze heures et demie), de la
distance, de la nature du terrain
et de l'état des chemins, que l'orage
de la veille devant avoir rendu
à peu près impraticables.

Ces Généraux ajoutaient en
outre que la presque totalité du Corps
du G^{al} Gérard, qu'ils venaient de
quitter, était à une lieue et demie
ou deux lieues en arrière, et qu'il
n'y avait de renou à hauteur de
Fartre-Vallheim qu'une seule de
ses divisions.

J'ai donc pensé que, chargé
par Votre Majesté de pourvoir avec
un Corps d'une trentaine de mille



hommes une armée qui avait été forcée
à la retraite, de nous abandonner le
champ de bataille, mais qui effectuait
sa retraite dans le meilleur ordre
sans être démoralisée, et qui comp-
=tait encore dans ses rangs plus de
cent mille combattants, j'ai pensé
dis-je, que je commettrais une faute
grave en cessant de la poursuivre
pour me diriger sur un autre point
parce qu'on y tirait le canon, quand
je savais de votre propre bouche
que vous vous mettiez en marche
pour attaquer l'armée anglaise si
elle n'avait pas continué à se retirer
vers Bruxelles.

Pressé d'attaquer les Prussiens,
et trouvant aussi inconvénient que
déplacé qu'en présence de nombreux
subordonnés, le G^{al} Geyard se permit
de me faire la leçon, je me hâtai
de le quitter, j'allai joindre le
G^{al} Exelmans et fis immédiatement
attaquer l'ennemi, qui, promptement
coulé, effectua sa retraite dans la
direction de Wavres, qu'il avait suivie
la plus grande partie des colonnes
prussiennes, qui, la veille et dans les
premières heures de la matinée, —
avaient passé près de Sart à Valkain.

Quelques autres corps prussiens s'étant
portés vers la Dyle, au-dessous de
Wavres, probablement afin d'éviter
l'art encombrement dans cette ville,
je les fis suivre par le Gal. Exelmans
afin de les isoler, de les empêcher
de se réunir à celles de leurs troupes
qui se retiraient vers Wavres, et
je fis poursuivre celles-ci par le
Gal Vandamme, qui les serrait de
près.

La canonnade que j'avais
entendue de Sart à Valkain me
paraissant devenir plus forte, je
me portai rapidement jusqu'à
l'extrémité d'un bois situé sur la
gauche des chemins conduisant à
Wavres, et d'où, étant plus rapproché
du point où se faisait entendre le
canon, je serais plus à même de
juger si c'était une affaire générale
qui avait lieu de ce côté-ci de la
forêt de Poignes; toutefois avant
de m'éloigner du Gal. Vandamme,
je fis dire par mon aide de camp Bella
de continuer à poursuivre l'ennemi
jusqu'à ce qu'il l'eût rejeté dans
la partie de Wavres située sur la
rive droite de la Dyle, mais de
ne pas le suivre et de se borner à



prendre position sur les hauteurs qui
dominent cette ville, où je ne tarderais
pas à le rejoindre.

Arrivé au bout du bois, l'in-
tensité toujours croissante de la
canonnade ne me permettant pas
de douter qu'une grande bataille
se livrât, je rejoignis en toute
hâte les troupes que j'avais devant
Wavres.

Je reçus, en m'y rendant, un
rapport du G^{al} Pagol par lequel
il me rendait compte qu'ayant
perdu les traces des corps prussiens
qu'il avait suivis la veille, il
me demandait de nouveaux ordres.
Je lui renvoyai son officier avec
l'ordre au crayon de se diriger
avec son Corps de cavalerie et la
Division Berta à Limale, d'y
passer la Dyle de vive force et de
se porter le plus rapidement possible
vers Mont-St-Jean, où de mon côté
j'allais tout faire pour parvenir
à me rendre, afin de coopérer au
succès des armes de Votre Majesté,
qui était sans doute aux prises
avec toute l'armée anglaise. Arrivé
sur le plateau au-dessus de Wavres
au lieu de le trouver couronné par

exposé à une grêle de balles et de boulets,
Douloureusement affecté que le
G^{al} Pandamme eût donné dans le
piège que lui avait tendu le G^{al}
ennemi, et des pertes qui en résultaient
pour le 3^e Corps, j'eus encore à
m'affliger que l'attaque du moulin
de Bierge, que le G^{al} Pandamme
avait essayé d'emporter, et où il se
trouvait un pont sur la rivière
qui n'était pas coupé, eût été
repoussée.

J'étais occupé à examiner
comment il y aurait moyen de
faire sortir le 3^e Corps de la
fâcheuse position où il se trouvait
placé, quand l'une des divisions
du 4^e Corps, conduite par le G^{al}
Gérard, arriva sur le plateau, et
j'appris par lui que les autres di-
visions étaient encore en arrière.
Je me déterminai alors à aller
à leur rencontre jusqu'à une maison
isolée nommée la Baraque, d'où
je me proposais de marcher direc-
tement vers Limaly, afin d'ac-
joindre le G^{al} Pajol et la division
Basta, et de passer de vive force
la ruelle si Pajol n'avait pu y
réussir quand j'y serais rendu.

Et ne voyant paraître aucune des
divisions du 1^{er} Corps, je retournai
à Wavres, où se continuait une canon-
nade insignifiante. Je me proposais
en y allant, de marcher, avec celles
des troupes du 1^{er} Corps que j'y
avais laissées, vers Limala, où je
serais joint par les troupes du Corps
du G^{al} Gérard, que j'avais inutilement
attenués à la Baraque et auxquelles
je fis enjoindre par un officier de
marcher de ce point sur Limala.
Il en fut de cet ordre comme de
beaucoup de ceux que je donnai.
Il ne fut pas exécuté, et il m'a été dit,
depuis, que l'impossibilité de se procurer
des guides en était cause! Ces troupes
continueront donc de filer vers Wavres
à mesure qu'elles arrivaient à la
Baraque.

Et avant de quitter Wavres, je
crus devoir faire renouveler par des
troupes du G^{al} Gérard l'attaque du
moulin de Bierge, infructueusement
tentée par celles du G^{al} Vandamme.
Le 1^{er} Corps n'eut pas plus de succès
que le 3^e. — Mécontent, et croyant
n'apercevoir que l'attaque avait été
faite avec quelque mollesse, j'eus l'air



à bas de mon cheval pour en guider
moi-même une troisième, espérant
par ma présence donner plus d'élan
au soldat et la faire enfin réussir.

Je fus suivi par le Général
Gérard qui, atteint par une balle
dans la poitrine, a quitté le champ
de bataille et s'est fait transporter
sur les derrières; sa blessure
n'est heureusement pas dangereuse.

Les troupes prussiennes n'au-
raient mis autant d'obstination
à défendre ce moulin que parce
qu'elles étaient sûres que les
Français ne pourraient les y
aborder, car elles étaient couvertes
par un fossé fangeux, profond,
et trop large pour pouvoir être
franchi. La reconnaissance de
ce poste n'avait pas été faite
d'assez près, et des roseaux élevés
masquaient cette barrière naturelle.
Un officier d'état-major que j'y
envoyai essayer de passer ce fossé,
tomba dedans et ne fut retiré
qu'avec des peines infinies de la
boue noire et tenace dans laquelle
lui et son cheval étaient à moitié
enfoncés. Convaincu alors de l'impos-
sibilité d'obtenir aucun résultat

-avantageux sur ce point, je me
portai à Limala avec les troupes
du 1^{er} Corps, et en marchant par le
défilé de la rivière, le pays sur
la rive droite est très coupé et
difficile, tandis que le chemin de
la rive gauche, qui domine de
beaucoup la droite, court sur un
plan uni et facile dans quelques
parties. Les mouvements des troupes
sont plus rapides, et souvent ne
peuvent être vus de la rive droite.

Il était près de onze heures
du soir quand j'arrivai à Limala,
le G^{ral} Pajol, avec sa cavalerie et
la division Gesta, avait, par un
mouvement audacieux, surpris le
passage de la Dyle et marché de
Limala dans la direction de
St. Lambert. Mais les troupes
prussiennes étaient revenues à
Limala, et j'eus à les attaquer
de nouveau pour arriver sur le
plateau qui domine ce village.
J'y parvins cependant, quoique
la montée fût extrêmement ra-
pide, et plus d'une fois mon
Etat-major et moi nous eûmes
à pousser nous-mêmes les pièces
et à encourager le soldat, qu'atteignait



Les balles prussiennes.

Et avant de quitter Wavres,
j'envoyai au ^{général} Exelmans, qui
se trouvait avec un bataillon
d'infanterie et sa cavalerie au
dessous de cette ville, l'ordre de
faire des démonstrations telles
que les Prussiens crussent qu'il
allait effectuer un passage de
la Dyle sur ce point.

J'ordonnai en outre au ^{général}
Fardamme d'entretenir le combat
devant Wavres, afin d'y retenir
toutes les troupes qui s'y trouvaient
et empêcher qu'il n'en fût encore
détaché vers Liège, ainsi qu'il
avait été fait lorsqu'on y sut le
mouvement du ^{général} Pajol.

Quoique parvenus à nous
emparer de la crête du plateau,
les Prussiens que nous avions
forcés à l'abandonner, reprirent
position si près que pendant toute
la nuit nos avant-postes respectifs
échangeaient des coups de fusil
les uns contre les autres, et pour
éviter toute échauffourée nocturne,
je couchai au milieu du carré
de l'un des régiments du 4^e Corps.
Mémoires de ce bivouac au

- G^{ral} Vandamme de venir me
joindre pendant la nuit. Il
n'en fit rien, et le 19 à la pointe
du jour, je fus attaqué par les
Prussiens au moment où j'allais
moi-même prendre l'offensive
contre eux. Je les repoussai vi-
=gouvement, quoique je n'eusse
avec moi que le 1^{er} Corps et la
cavalerie du G^{ral} Pajol, car le
G^{ral} Vandamme, il faut bien que
je le répète à Votre Majesté n'a
pas plus jugé à propos de m'offrir
dans cette circonstance que
dans nombre d'autres.

Le 19 au matin, Vandamme,
qui s'était obstiné à demeurer
dans le bas-Wavres, renouvela
l'attaque du moulin de Bierge,
qui avait été infructueuse la
veille.

Les Prussiens, tournés par
l'effet de mon mouvement, ne
se défendirent que faiblement.
Cependant, le G^{ral} de camp Penne
eut la tête emportée par un
boulet dans cette affaire. Les
troupes prussiennes qui occupaient
Wavres sentant, comme celles de
Bierge, qu'elles ne pouvaient s'y-



soutenir plus longtemps, l'évacuant.
Le ^{général} Vandamme passa alors
le Dyle et les poursuivit jus-
qu'au village dit la Barrière
et arrivant alors sur leur flanc,
je les forçai à se rejeter de l'autre
côté de la grande route de Wavre
à Bruxelles. Je les fis suivre
par ma cavalerie légère, et je
continuais avec mes principales
forces à marcher vers cette ville,
quand je fus joint par l'officier
qui avait été chargé par le
Major général de m'annoncer les
désastres de Waterloo, et la
retraite de l'armée de Votre
Majesté. Cet officier n'était
porteur d'aucun ordre et paraiss-
=ait si abattu et si démoralisé
par le grand événement dont
il avait été témoin, qu'il ne
put satisfaire aux questions
que je lui fis pour savoir si
l'armée avait repassé la Sambre,
si elle avait évacué Charleroi,
et sur quel point mon Corps
devait se porter.

Je ne fis alors poursuivre
que par des troupes les Prussiens
qui de plusieurs heures, ne songèrent

pas à reprendre l'offensive, et j'ef-
fectuai ma retraite en deux colonnes.

Celle de gauche, formée du
3^e Corps, eut ordre de se porter
vers Namur, et de prendre position
à une lieue ou une lieue et demie
de cette ville, et à la tête du 1^{er}
Corps je me dirigeai sur Temploux,
où je pris position à la chute du
jour.

Ma cavalerie fut envoyée à
Mazy, à St-Denis et sur les bords
de la Sambre, et eut ordre de pousser
des reconnaissances sur les rives de
cette rivière.

Je n'avais aucune nouvelle
positive de Votre Majesté, ne pou-
vant regarder comme telles les
rapports incohérents de fuyards
qui jetaient l'alarme parmi les
troupes.

Ma première pensée, lorsque
j'avais appris, le matin, l'issue
 fatale de la bataille de Waterloo,
avait été de me porter, avec les
troupes que je commandais, sur les
derrières des Anglo-Prussiens, afin
de retarder leur poursuite. Mais
à la réflexion, je renonçai à cette
détermination, pensant qu'avec trente



si peu de hommes environ, j'étais
trop faible pour opérer une direc-
-tion utile.

Le 19 au soir, le 3^e Corps
prit position, ainsi que je l'avais
ordonné, à une lieue de Namur,
mais le G^{al} Vandamme se permit
de le quitter et d'aller coucher à
Namur.

Le 20 au matin, le 3^e Corps
ne recevant aucune direction de
la part de son chef, et pressé par
l'ennemi, se retira vers Namur.
Les Prussiens ayant dirigé l'une
de leurs colonnes sur la route de
Temploux à Namur, coupèrent
les communications entre le 3^e et
le 4^e Corps; de sorte que j'attendais
inutilement à Temploux les
rapports du G^{al} Vandamme,
auquel j'avais enjoint le 19 de
m'informar dès la pointe du jour,
le 20, des mouvements de l'ennemi.

Ces rapports n'arrivant pas
j'envoyai un de mes aides de camp
vers Namur; mais la route
étant interceptée, il revint en
hâte m'en prévenir.

J'avais avec moi à Temploux
la cavalerie légère du G^{al} Valin,

qui couvrait la route de Namur
et fondit sur les Prussiens, qui
poussaient le 3^e Corps, et quoiqu'
ce Corps eût formé des carrés,
le désavantage du terrain qui
descend rapidement vers Namur,
lui faisait éprouver des pertes.
La position était critique, et
deux pièces de canon nous avaient
été enlevées; le brave Colonel
Brigueville les reprit, et enleva
à l'ennemi un obusier.

Rappelé par le bruit du
canon sur le terrain où se
battait le 3^e Corps, le G^{al}
Ferdinand en reprit le comman-
dement, et avec sa bravoure
et ses talents ordinaires, donna
au 4^e Corps le temps de rentrer
dans Namur sans pertes, ramenant
ses blessés et ses équipages.

Le long défilé qui règne
depuis cette ville jusqu'à Givet
et dans lequel ne pouvaient marcher
que sur une seule colonne les
transports, équipages et blessés,
l'artillerie des 3^e et 4^e Corps,
il était ⁽¹⁾ indispensable d'occuper
Namur pendant toute la journée.
J'en confiai la défense au G^{al}



(1) Ici, il faut dire que l'ennemi
l'avait enlevée.

L'ennemi, qui, atteint d'une blessure grave, s'en reposa sur le Lt Walffeste. Celui-ci s'y maintint jusqu'à huit heures du soir, et repoussa vigoureusement toutes les attaques des Russiens.

Quand la colonne des ignifuges fut arrivée à Dinant, et même qu'elle eut dépassé cette ville, je fis évacuer Namur, que nos troupes avaient défendue avec une rare intrépidité.

Ces s'y était battu avec acharnement, et aux cris répétés de Vive l'Empereur!

Les ennemis y perdirent quatre-vingt-cents et quelques hommes, dont quarante officiers; aussi ne firent-ils suivre la division ~~hâte~~ que par quelques faibles pelotons de cavalerie légère.

Je suis toujours sans nouvelle de Votre Majesté, Sire, ce qui m'inquiète et m'afflige. Demain, à la pointe du jour, je poursuivrai mon mouvement rétrograde vers Givet, où j'espère trouver des ordres.

Je suis, etc.

Signé Le M^{te} de Grouchy.

P. S. Plus tard, je ferai connaître

à Votre Majesté les noms des
officiers généraux et particuliers
qui m'ont le moins secouru dans
la retraite que je viens d'effectuer
sans aucune espèce de perte.

J'expédie cette lettre par
un homme du pays, dont mon
aide-de-camp, le Chef d'Escadron La-
fontaine, belge d'origine, et
qui a ses propriétés près de Di-
nant, répond sous les rapports
de la fidélité, de l'intelligence
et du dévouement à la France.

P. P. C. et l'imprimé communiqué
par la Com. du C. de la Guerre en Juin 1865.
(imprimé publié par le M. G. Grouchy
en 1843).

Le commis chargé du travail,

D. W. G. G. G.

Le Commissaire des Archives
du Dépôt de la Guerre



Annexe D

Rapport du ministre de la Guerre à la commission exécutive

Dans ce rapport, Davout écrit qu'il n'a pas le chiffre exact des pertes encourues par *l'Armée du Nord*. Néanmoins, il estime que 40 000 soldats ont rallié Laon. Avec les troupes auxiliaires, gardes nationaux et militaires à la retraite, le chiffre des troupes se tenant sur la frontière du nord et des Ardennes est de 52 000 hommes. Les autres corps d'armée, qui gardent les frontières, sont également passés en revue. Et enfin, Davout expose sommairement les besoins de l'armée pour lui permettre de reprendre le combat dans des conditions acceptables. En somme, il expose en quelques pages la très grande faiblesse militaire de la France. Archives nationales, AF/IV/1936, Rapport du ministre de la Guerre à la commission exécutive. Paris, le 23 juin 1815.

Bureau
de l'Armement des troupes.
3^e Jour

Rapport
Du Ministre de la Guerre
à la Commission exécutive
Paris le 23. Juin 1871.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de la Commission
exécutive l'état détaillé de la situation de nos forces militaires.

Ces forces sont distribuées de la manière suivante :

Armée du nord.
frontières du
nord et des Ardennes.

1^{re} Armée du nord, composée des 1^{er} 2^e 3^e 4^e 6^e corps
d'armée, de la Garde Impériale et des 1^{er} 2^e 3^e et 4^e corps
de cavalerie; cette armée couvrait la frontière du nord et
des Ardennes, elle était forte au moment de l'ouverture
de la campagne, savoir :

ARMÉE FRANÇAISE
DISTRIBUTION GÉNÉRALE
DES ARCHIVES.

Revenons à la situation
des armées à l'époque du
23. juin et en attendant
un aperçu sommaire
de l'état.

Le Ministre était
présent et donnera
cet état.

1 ^{re} Armée du nord, composée des 1 ^{er} 2 ^e 3 ^e 4 ^e 6 ^e corps d'armée, de la Garde Impériale et des 1 ^{er} 2 ^e 3 ^e et 4 ^e corps de cavalerie;	Infanterie	17,064.	18,964.
	Cavalerie	1,900.	
2 ^e corps, par le Général Boille	Infanterie	23,326.	24,876.
	Cavalerie	1,550.	
3 ^e corps, par le Général Van Damme	Infanterie	17,844.	19,244.
	Cavalerie	1,400.	
4 ^e corps ou armée de la Meuse, par le Général Géraud	Infanterie	15,403.	17,003.
	Cavalerie	1,600.	
6 ^e ou corps de Réserve, par le Comte de Sédan	Infanterie	10,755.	10,755.
Corps de cavalerie sous le commandement de M. le Maréchal Grouchy.			
1 ^{er} commandé par le Général Sazol		2,800.	12,500.
2 ^e — par le Général Goussier		3,200.	
3 ^e — par le Comte de Valmy		3,300.	
4 ^e — par le Général Michel		3,200.	

Total en troupes de ligne non comprise
les troupes d'artillerie, du Génie, du Train,
de Gendarmerie, d'équipages militaires, compagnies
d'ambulances etc.

103,336.

D'autre part 103,336.

À quoi joignant le troupe de la Garde
impériale, savoir:

Infanterie	15,532
Cavalerie	3795

 } 19,327.

Il en résulte que l'armée du nord a couvert la
Campagne avec une force en infanterie et cavalerie de 122,663.44

Les pertes de cette armée dont la fortune a
trouvé la valeur ne me sont pas encore exactement
connues; le Major-général réunit à Lyon, Boissonne,
marle, J. Quentin, Verme, Whetel et Rheims les Degrés
Des 1^{er} 2^e 3^e Corps d'Armée, De la Garde Impériale,
Des 3^e et 4^e Corps de Cavalerie qui ont combattu le 18.
Dans la forêt de Soignies. Il paraît que leur retraite
s'est opérée dans un grand désordre; l'ordre remédié,
il a été désigné des points de réunion pour ce qui
appartient à chaque corps, ces indications ont été
données aux divers commandants de cette frontière, et il
est à espérer que sous peu de jours la confusion cessera;
C'est alors, seulement, qu'il sera possible de connaître
exactement les pertes de l'armée du nord et sa force
actuelle; ces pertes doivent être énormes; mais on a
du moins l'expérience fondée maintenant que la portion
considérable de l'armée qui agissait sous les ordres
Du Maréchal Grouchy et qui inspirait de grandes
inquiétudes est conservée à la Patrie et qu'après
s'être portée sur Namur, elle va rentrer par Dinant
et Givet et se rallier à Lyon au reste de l'armée;

Frontière
la Moselle.

Cette portion était composée
Du 3^e Corps d'Armée, (G^{al} Vandamme) { Infanterie 17,842 } 19,242
Cavalerie 1,400.

du 4^e ou Armée de la Moselle, G^{al} Gérard, { Infanterie 15,413 } 17,013
Cavalerie 1,600.

Des 1^{er} et 2^e Corps de Cavalerie (moins la 3^e Division
de Cavalerie qui paraît en avoir été détachée) 4000.

Ce qui fait un total de 40,655 hommes, sans les pertes
que ces troupes auront éprouvées et qu'il n'est pas possible
d'évaluer en ce moment. 40,244.

336
327
163.64

C'est l'état de force active qu'il nous reste maintenant sur les frontières du nord et des Ardennes, mais indépendamment de ces forces mobiles, les places fortes ont leur garnison composée de bataillons d'élite de la Garde nationale, de bataillons d'anciens militaires en retraite, de canonniers de la Garde nationale, de canonniers militaires en retraite, de compagnies de vétérans; enfin de Gardes nationales urbaines. Et de toutes ainsi dans les places de 16^e & deuxième division militaire 54,000. de bataillons d'élite de la Garde nationale sur lesquels dix bataillons ou 5,000. hommes ont été retirés dernièrement et réunis à l'armée par ordre du major général pour assurer la communication de l'armée et escorter les prisonniers, le courrier &c. Il y a de plus un petit corps de Gardes nationales commandé par le général Belin de l'armée de réserve chargé de défendre le passage de l'Argonne.

L'état ci-joint indique la composition détaillée des différents corps et la situation de leur dépôt qui se divise en hommes disponibles et non disponibles; ces dépôts avaient été épuisés pour renforcer les bataillons de guerre; ils ne présentent plus en général que des cadres, et le peu d'hommes qui s'y trouvent d'armée, l'habille avec toute la promptitude possible pour être en état de rejoindre. Il est donc extrêmement urgent de pourvoir au recrutement de ces cadres.

244
113
00

Frontière de la Moselle. La frontière de la Moselle était gardée par l'armée de la Moselle aux ordres du général Gérard; mais à l'ouverture de la campagne cette armée fut appelée à Rocroy et rentra dans le système de l'armée du nord. Elle fut remplacée par la 2^e Division de réserve de la Garde nationale commandée par le général Bouyer qui de Nancy se porta entre Metz et Chionville. Cette division de la Garde nationale est la seule force mobile, sauf quelques corps francs, qui se trouve en ce moment sur cette frontière; la garnison des places de 3^e et 4^e Division militaires sont formées et comprennent une force de 18,000. hommes.

Frontière
du Rhin.

Le bataillon d'élite de garde nationale.

Frontière du Rhin. — La frontière du Rhin est gardée par l'armée du Rhin aux ordres du lieutenant-général Napp; la force de cette armée est savoir: { infanterie — 15,430 } 17,430.
Cavalerie — 2000

non comprise les troupes d'artillerie, du Génie &c.
La garnison du Rhin de la 5^e division militaire comprennent 18,000. hommes de bataillon d'élite de garde nationale, et il existe de plus sur cette frontière une division de réserve de garde nationale forte de 3,000. hommes réunie à Colmar sous le commandement supérieur du Général Molitor.

Frontière
du Jura.

Frontière du Jura. Le corps d'observation du Jura aux ordres du lieutenant-général Lecourbe est chargé de la défense de cette frontière; ce corps est très faible en troupes de ligne, il est composé { infanterie — 3400 } 4400. mais il est renforcé de
Cavalerie — 1000.

Deux divisions de réserve des Gardes nationales d'élite formant 10,900. hommes, ce qui porte ce corps à 15,000. hommes indépendamment des garnisons des Places de la 6^e division militaire qui sont fermées et qui comprennent 14,200. hommes de bataillon d'élite de garde nationale.

Frontière
des Alpes.

Frontière des Alpes. — L'armée des Alpes couvre la France sur cette frontière et déjà son avant-garde a pénétré en Sardaigne. La force de cette armée commandée par M^r le Maréchal Duc d'Albufera est { infanterie — 10,000 } 10,900. non compris les
Cavalerie — 900
troupes d'artillerie, du Génie; et elle est renforcée par trois divisions d'élite de Gardes nationales formant 12,500. hommes, ce qui porte l'armée à 23,000. hommes indépendamment de laquelle les places de la 7^e division militaire ont leurs garnisons qui comprennent un total de 3,800. hommes de garde nationale d'élite.

Frontière du Var

M^r le Maréchal Arme, commandant le corps d'observation du Var qui doit défendre le passage du Var, garder la côte et veiller à l'armée

Ministère
de la Guerre.

La garnison de Fort de Toulon: ce corps est encore très faible, il a deux petites divisions d'infanterie formant ensemble 5,400 hommes et un seul régiment de Chasseurs. Il doit se renforcer par des bataillons d'élite de Gardes nationales, mais on ne peut se dissimuler que la levée de ces bataillons éprouve la plus grande difficulté dans le Département de la 8^e Division militaire. Le mauvais esprit de la ville de Marseille donne aussi des inquiétudes et exige des moyens de répression. Le maréchal Due d'Albufera veut s'y envoyer 4 bataillons d'ancienne milice ou volontaire, et il a désigné pour s'y rendre également six bataillons de Gardes nationales des départements de la Seine et des Hautes Alpes que le Général Bonaparte réunira et complètera à Valence.

Formation des légions



La formation des légions est partagée en deux commandements, celui des légions orientales sous les ordres du Général Decaen, comprenant les Départements des 9^e et 10^e Divisions militaires. La force est de 2,800 hommes d'infanterie et 1,150 de cavalerie sur quoi un régiment d'infanterie est détaché momentanément à Bourdeaux. 20 bataillons d'élite de Gardes nationales doivent être levés dans les 9^e et 10^e Divisions militaires pour former la garnison du place et donner au Corps d'Observation du Général Decaen une division active, mais leur levée n'est qu'ébauchée et n'a produit encore qu'environ 1,000 hommes. Le Corps d'Observation des légions occidentales aux ordres du Général Chabrol comprenant les 11^e et 12^e Divisions militaires est composé d'une petite division d'infanterie d'environ 3,000 hommes et 400 hommes de cavalerie. 28 bataillons d'élite de Gardes nationales doivent être levés dans ces deux divisions pour former la garnison du place et une division active. Leur levée est encore peu avancée et n'a pas encore produit plus de 2,000 hommes.

Armée de la Loire — L'armée de la Loire commandée par le Général Lamark

comprend environ 14,000 hommes d'infanterie de ligne active
non compris les forces existantes dans les dépôts; elle a
de plus environ 2,600 hommes de gendarmerie tant à pied
qu'à cheval et 800. encore en route; 8. dépôts de cavalerie
placés à Tours, Poitiers et Niort ont ordre de lui fournir
leurs 4^e et 5^e escadrons qui se forment en ce moment; elle
a en outre deux divisions de gardes nationales actives qui se
réunissent à La Rochelle, Tours et Angers; elles formeront 19.
bataillons qui arrivent successivement et vont être armés
à mesure. enfin quelques troupes de marine, les fédérations
et les gardes nationales locales sur quelques points sont utilisées
par le Général Lemaire; mais on conçoit que ces forces
sont insuffisantes pour assurer la tranquillité sur l'immense
étendue de l'arrondissement de cette armée qui comprend les
12^e, 13^e et 22^e divisions militaires.

4^e et 5^e Div. m. — Les deux divisions sous le commandement du Général Lemaire
n'ont d'autres troupes que des dépôts d'infanterie, de cavalerie et
de gendarmerie. Six bataillons de gardes nationales de la
manche, formant la garnison de Cherbourg, Granville, Lisbourg
et les îles marcouff; cinq autres bataillons de gardes nationales
de la Seine inférieure et de l'Eure occupent le Havre et Dieppe.
La ligne de la Somme est commandée par le lieutenant-général
Gagan chargé de la défense des Basse de la 16^e division
militaire et de celle des places du département de la Somme
et de l'Aisne.

Intérieur. — L'intérieur ne comprend que les dépôts d'infanterie et de
cavalerie, des divers régiments et la gendarmerie stationnée
dans les départements.

Cet aperçu rapide fait connaître l'insuffisance de nos
forces sur tous les points de la frontière menacés par l'ennemi.
L'état ci-joint démontre également le peu de ressources que

présentent en ce moment les Dépôts - le recrutement est donc
la mesure la plus urgente. avant les pertes éprouvées par
l'armée, l'infanterie avait besoin d'environ 90,000 hommes
pour compléter les bataillons de guerre à 600 hommes et les
cadres existants aux dépôts à 100. seulement. le dernier
événement devrait élever ce nombre au moins de 30,000 hommes
et le porter par conséquent à 120,000. les besoins du
recrutement de la cavalerie étaient d'environ 12000 hommes
et 20000 chevaux, on peut élever ce nombre à 20,000 h.
des rapports particuliers feront connaître les besoins de
l'artillerie, du génie et des autres armes, ainsi que les
moyens qui paraîtraient le plus propres à y pourvoir.
Le Ministre de la Guerre.

Annexe E
Cartes et figures

Figure 1

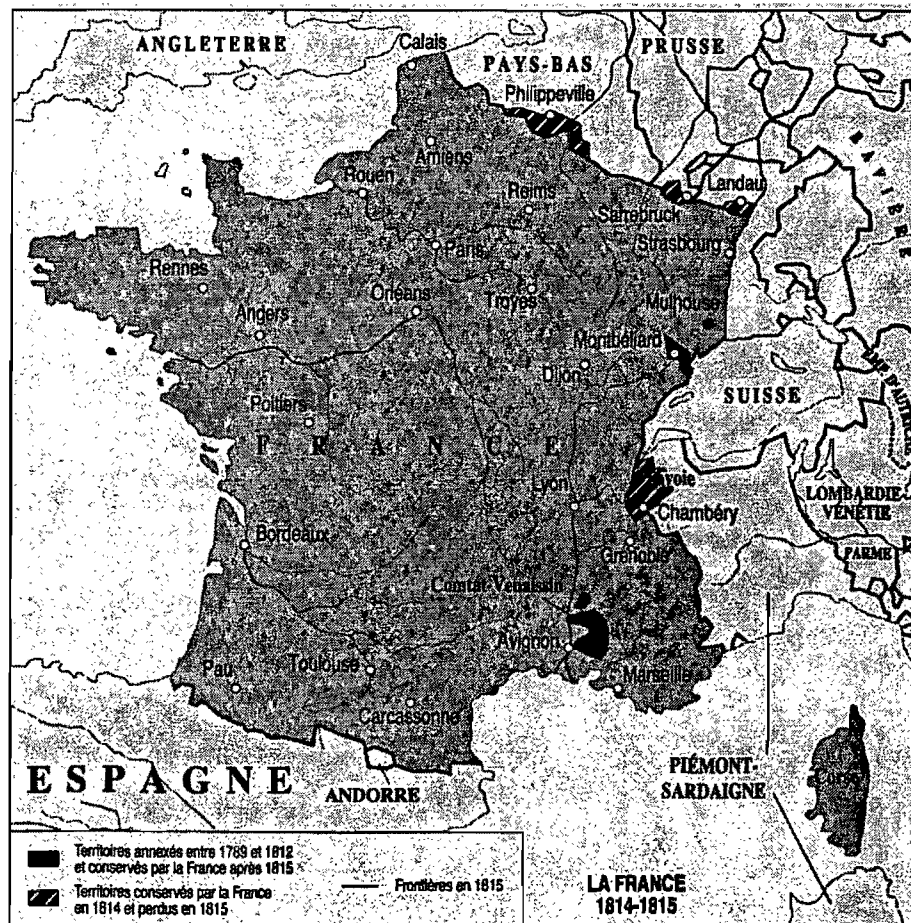
L'Europe après la Congrès de Vienne



Carte reproduite par Thierry Lentz, *L'Europe et Napoléon*. Paris, Fayard, 2005, p. 436.

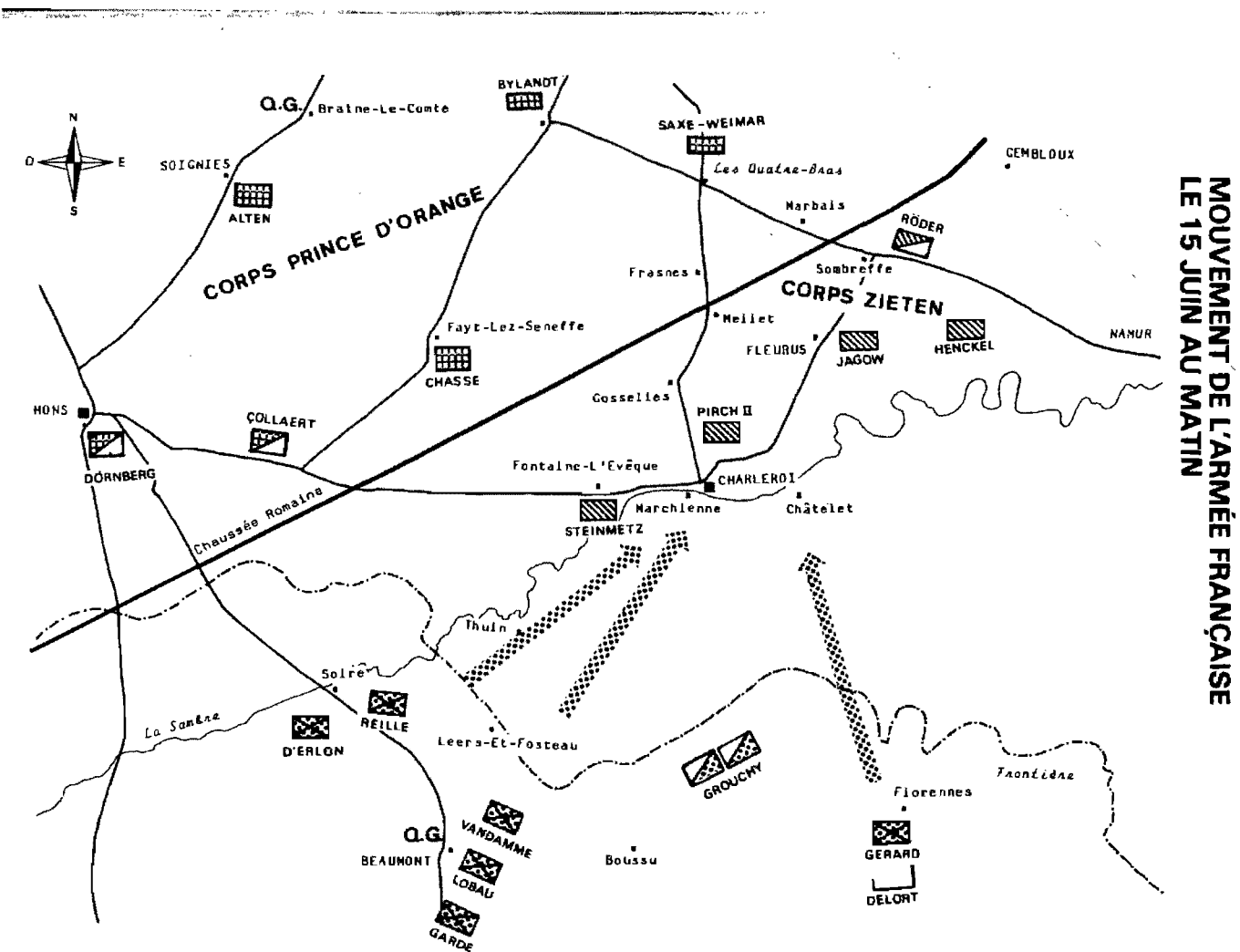
Figure 2

Cartes de la France après la défaite de 1815



Cette carte provient de l'ouvrage de Jacques-Alain de Sédouy, *Le congrès de Vienne : L'Europe contre la France 1812-1815*. Paris, 2003, sans page.

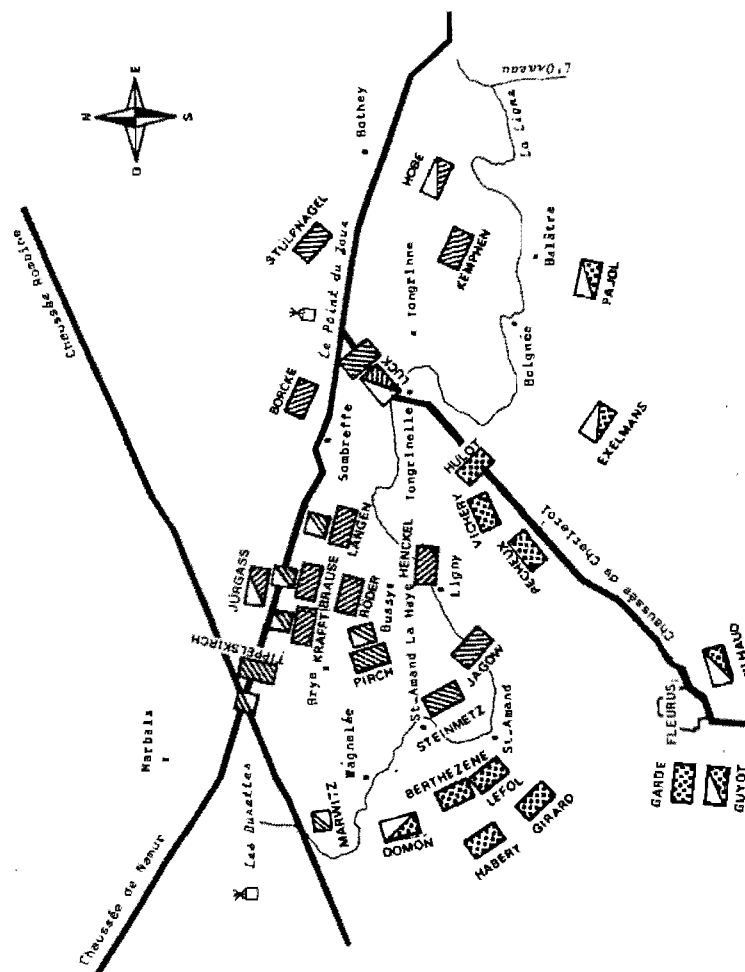
Figure 3



Carte reproduite par Jacques Logie, *Waterloo, l'événement décisif*. Paris-Gembloux, Éditions Duculot, 1984, p. 50.

Figure 4

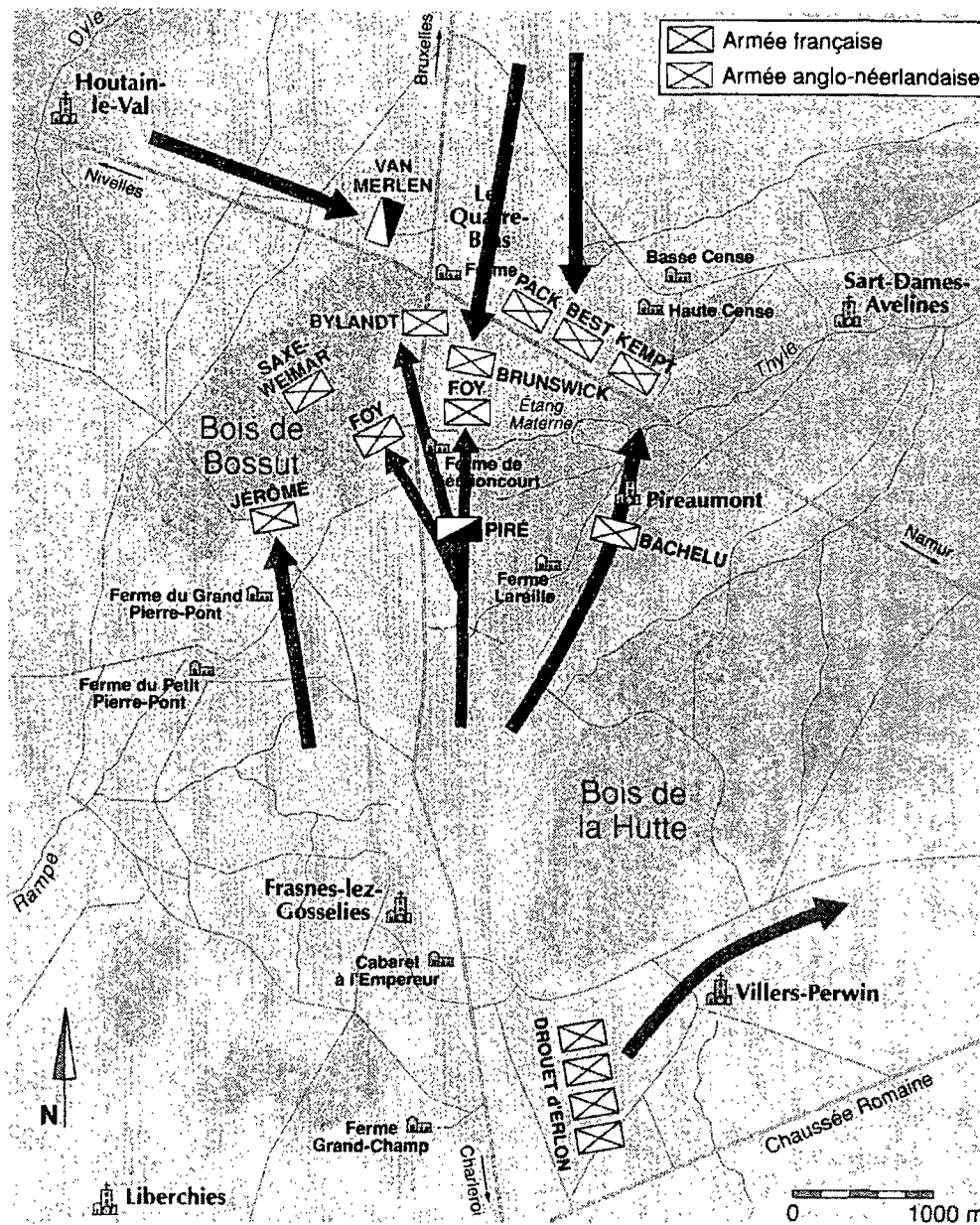
LA BATAILLE DE LIGNY. POSITION DES ARMÉES À 14 HEURES



Carte reproduite par Jacques Logie, *Waterloo, l'évitable défaite*. Paris-Gembloux, Éditions Duculot, 1984, p. 66.

Figure 5

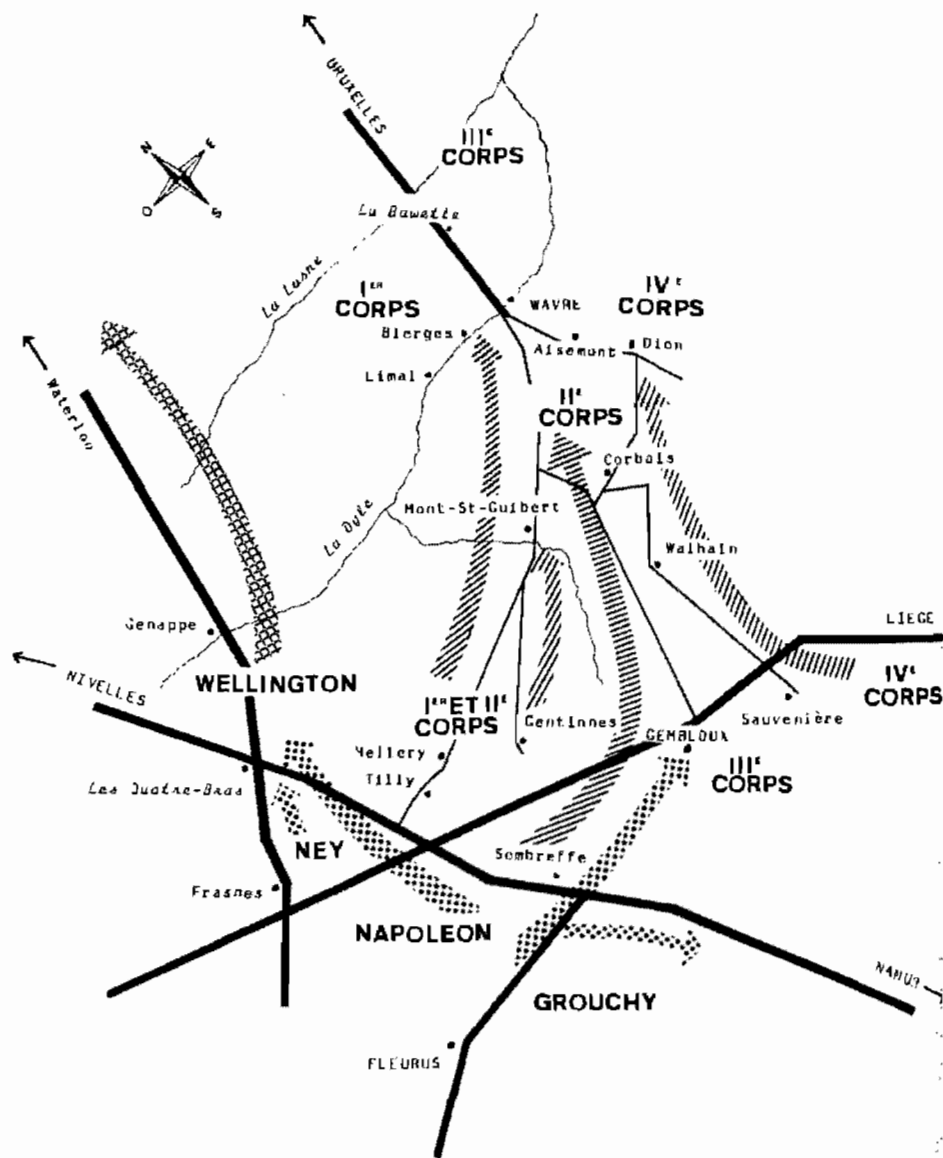
Carte de la bataille des Quatre-Bras



Carte fut reproduite par Jacques Logie, « Spécial 18 juin 1815 : Waterloo, de la bataille à légende. » *Revue Napoléon 1er : le magazine du Consulat et de l'Empire*, no 7, juin 2007, p. 15.

Figure 6

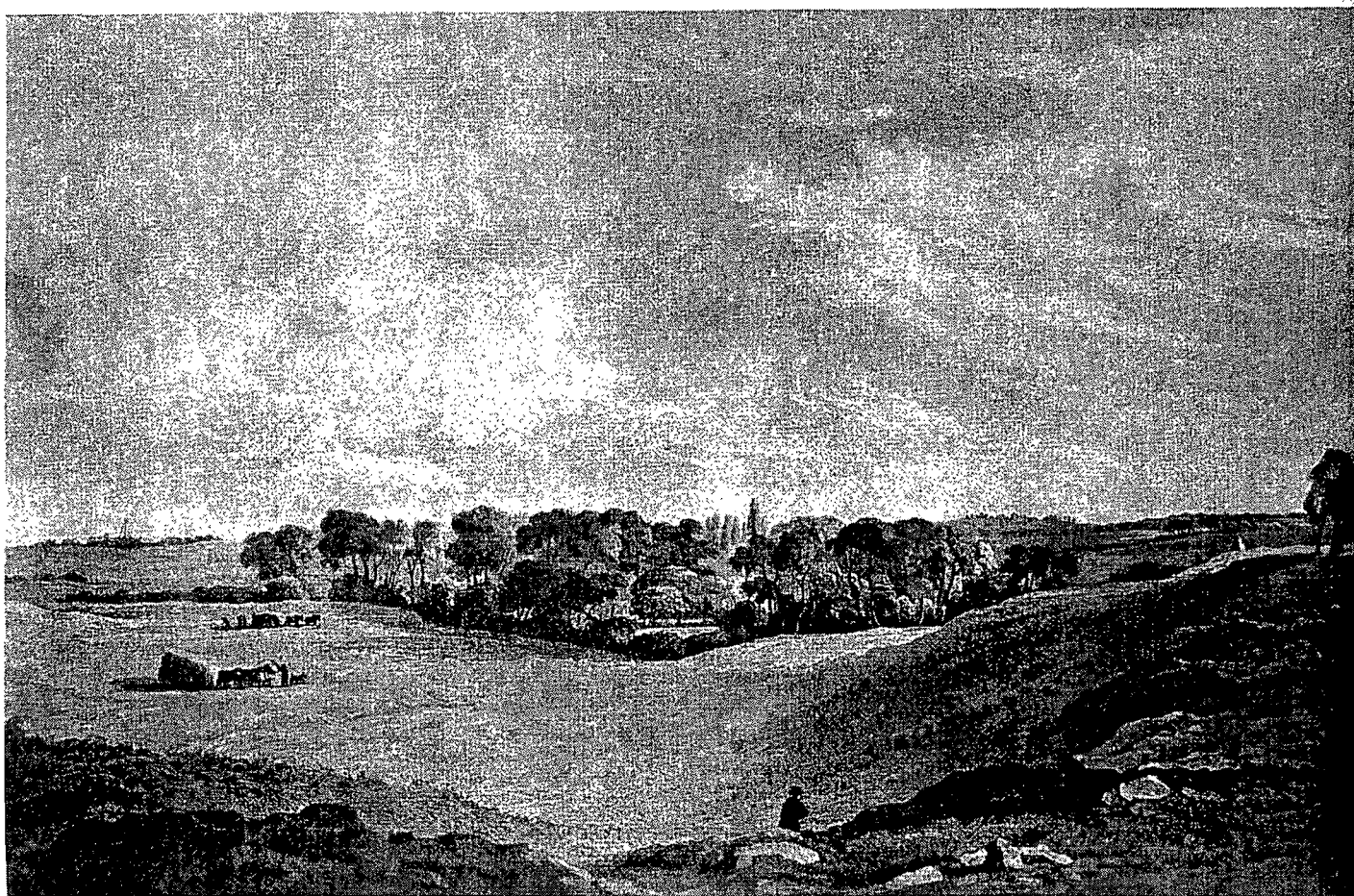
MOUVEMENT DES ARMÉES LE 17 JUIN



Carte reproduite par Jacques Logie, *Waterloo, l'évitable défaite*. Paris-Gembloux, Éditions Duculot, 1984, p. 74.

Figure 7

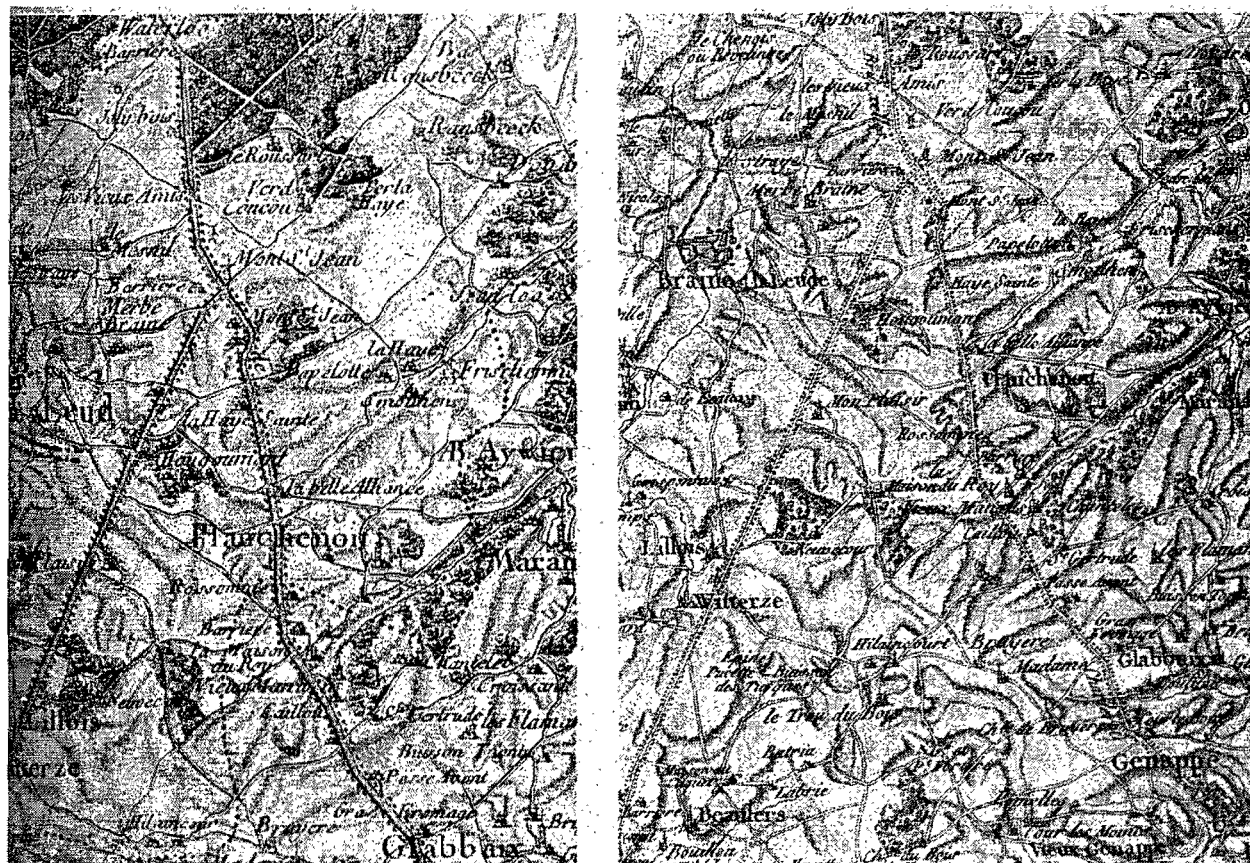
Vue de la position d'Hougoumont depuis la position du corps de Reille



Gravure colorié de Charles Turner reproduite par Bernard Coppens et Patrice Courcelles dans *Hougoumont, Waterloo 1815 : les Carnets de campagne*. Bruxelles, Éditions de la Belle-Alliance, 1999, p. 12.

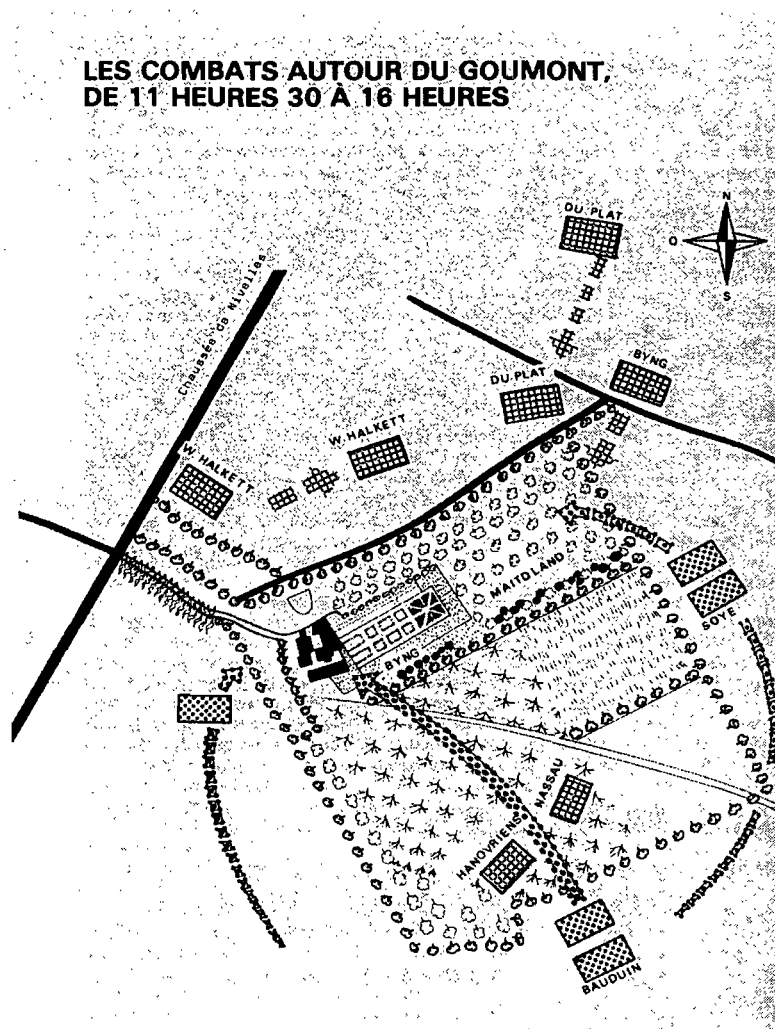
Figure 8

Cartes de l'état-major français lors de la campagne de 1815



C'est deux cartes furent reproduites par Bernard Coppens et Patrice Courcelles dans *Hougoumont, Waterloo 1815 : les Carnets de campagne*. Bruxelles, Éditions de la Belle-Alliance, 1999, p. 19.

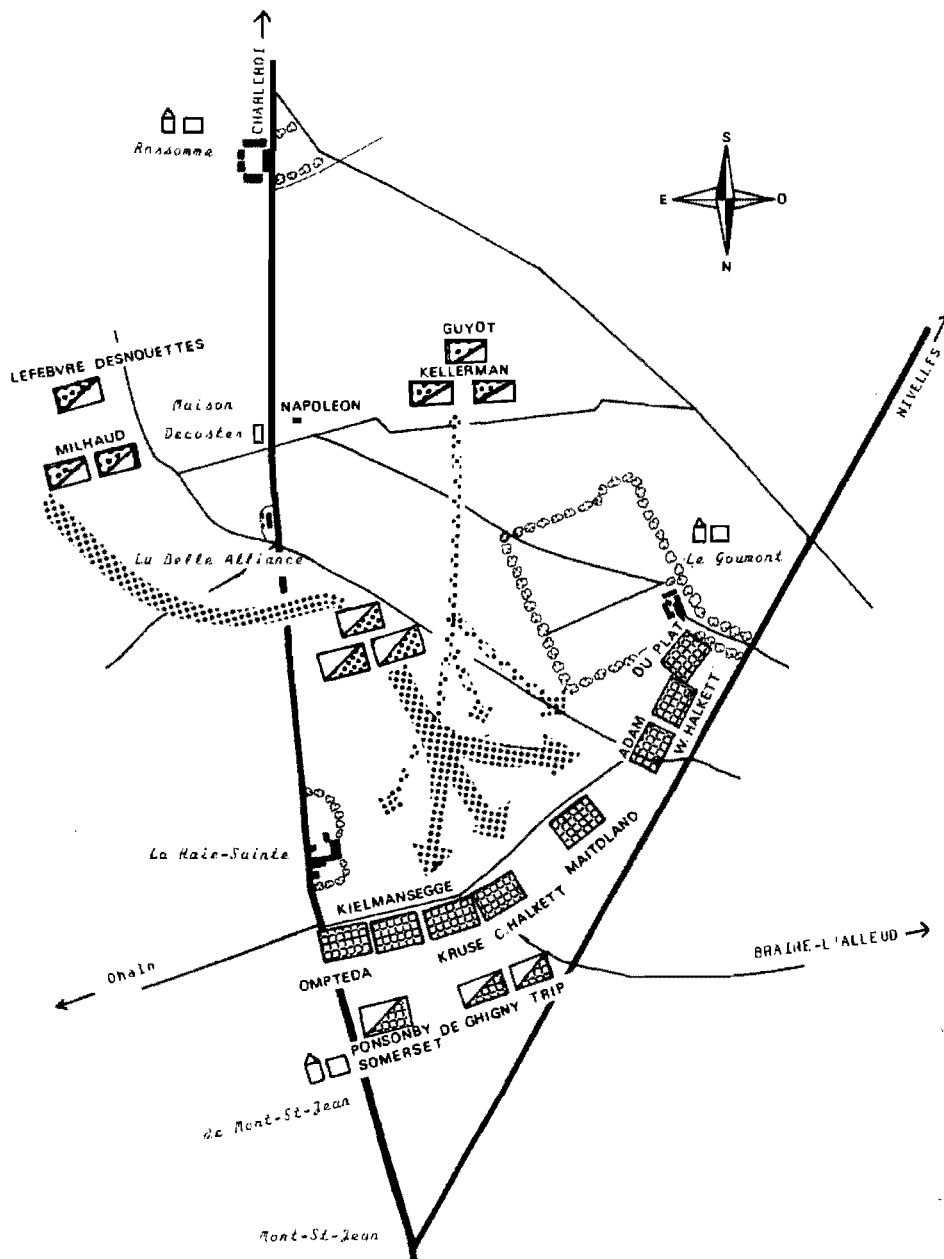
Figure 9



Carte reproduite par Jacques Logie, *Waterloo, l'évitable défaite*. Paris-Gembloux, Éditions Duculot, 1984, p. 106.

Figure 10

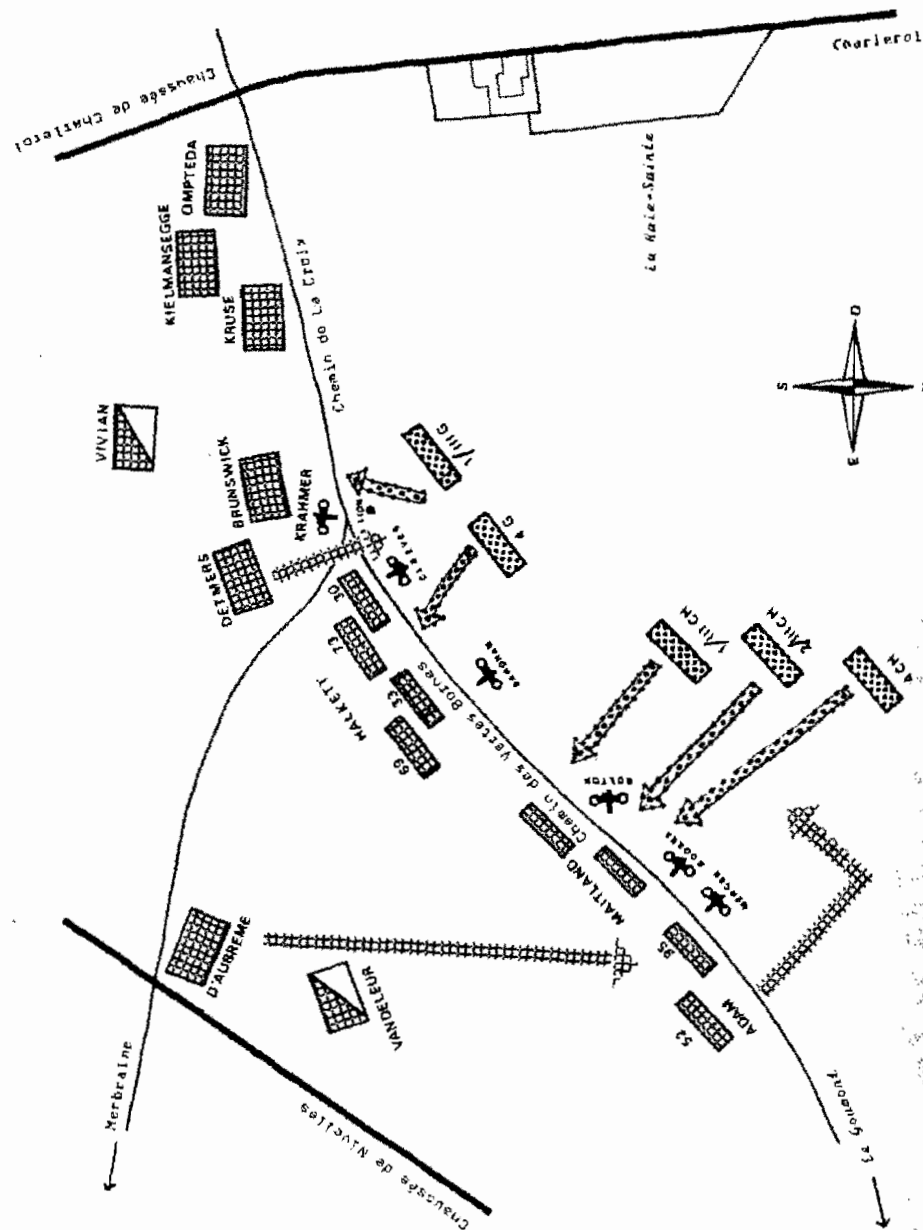
**WATERLOO :
LES CHARGES DE LA CAVALERIE FRANÇAISE
DE 16 À 18 HEURES**



Carte reproduite par Jacques Logie, *Waterloo, l'évitable défaite*. Paris-Gembloux, Éditions Duculot, 1984, p. 126.

Figure 11

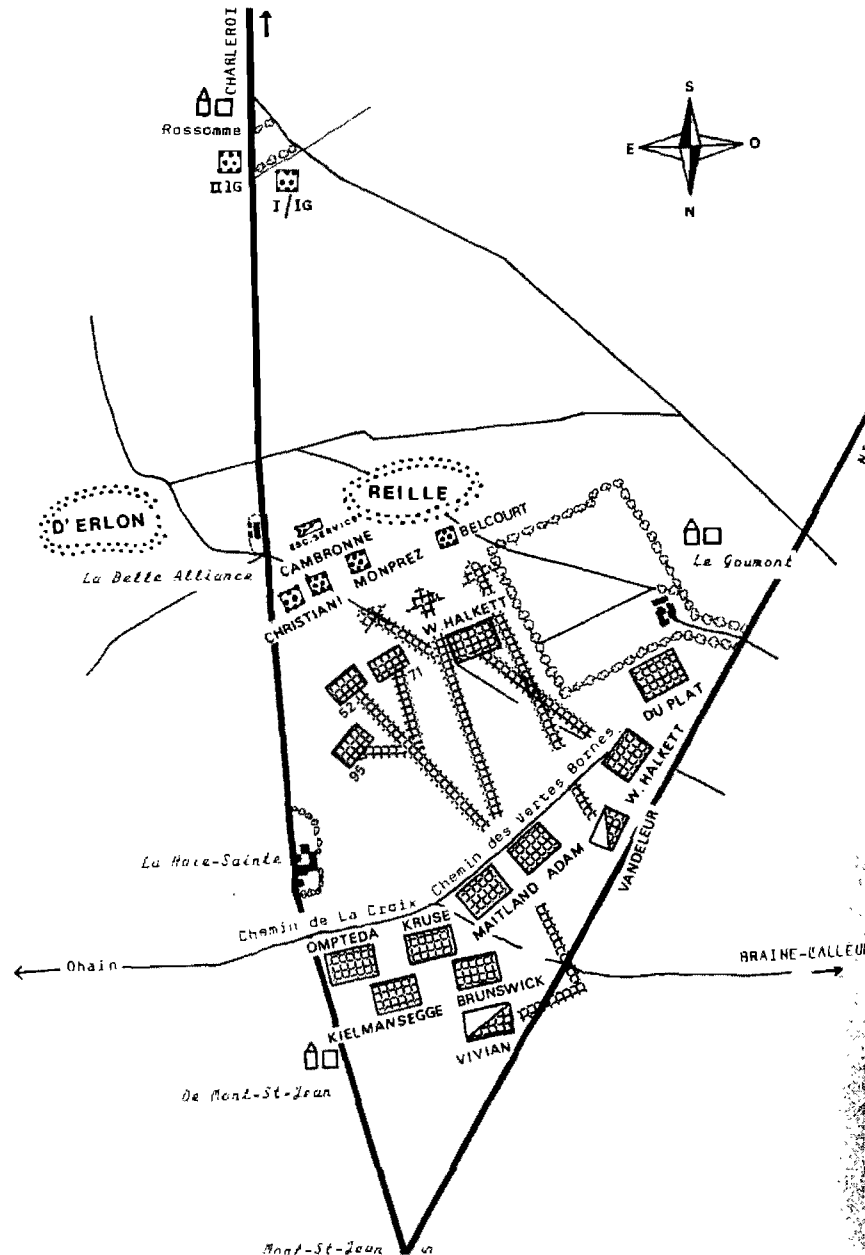
**WATERLOO :
L'ATTAQUE DE LA GARDE IMPÉRIALE
DE 19 À 20 HEURES**



Carte reproduite par Jacques Logie, *Waterloo, l'évitable défaite*. Paris-Gembloux, Éditions Duculot, 1984, p. 132.

Figure 12

**WATERLOO :
LA DÉROUTE FRANÇAISE DE 20 À 21 HEURES**



Carte reproduite par Jacques Logie, *Waterloo, l'évitable défaite*. Paris-Gembloux, Éditions Duculot, 1984, p. 132.

